

INDEX ANALYTIQUE

DES

DÉBATS

DE LA

TROISIÈME SESSION DU DOUZIÈME PARLEMENT

DE LA

PUISSANCE DU CANADA.

15 JANVIER AU 12 JUIN 1914

IMPRIME PAR ORDRE DU PARLEMENT



OTTAWA

IMPRIMÉ PAR J. DE L. TACHÉ, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE
MAJESTÉ LE ROI

1915

MODE D'EMPLOI.

L'Index analytique des Débats de la Chambre des Communes contient trois parties:—

- 1° Index par séance,
- 2° Index par sujet,
- 3° Index par député.

A l'aide de ces trois Index on peut se procurer tous les renseignements que l'on désire sur le travail de la session.

L'*Index par député* contient le travail accompli par chaque député et renvoie, pour l'analyse du travail fait, à l'Index par sujet.

L'*Index par sujet* donne le résumé analytique de la discussion et renvoie: pour le texte complet, aux Débats de la Chambre des Communes dont la page est indiquée; et: pour le Volume des Débats, ainsi que pour la date de la séance, à l'*Index par séance*, qui complète le cycle d'informations nécessaires pour reconstituer promptement tout le débat sur n'importe quelle matière.

TABLE DES SÉANCES

TROISIÈME SESSION. DOUZIÈME PARLEMENT.

VOLUME I.		
N°	Page	
1,	1 à	3, 15 janvier 1914.
2,	3 à	52, 19 "
3,	52 à	95, 20 "
4,	95 à	98, 21 "
5,	98 à	132, 22 "
6,	132 à	172, 23 "
7,	172 à	211, 26 "
8,	211 à	267, 27 "
9,	267 à	299, 28 "
10,	299 à	323, 29 "
11,	323 à	361, 30 "
12,	361 à	421, 2 février 1914.
13,	421 à	463, 3 "
14,	463 à	493, 4 "
15,	493 à	538, 5 "
16,	538 à	595, 6 "
17,	595 à	640, 9 "
18,	640 à	695, 10 "
19,	695 à	730, 11 "
20,	730 à	777, 12 "
21,	777 à	825, 13 "
22,	825 à	881, 16 "
23,	881 à	933, 17 "
24,	933 à	963, 18 "
25,	963 à	1016, 19 "
26,	1016 à	1059, 20 "

VOLUME II.		
N°	Page	
27,	1060 à	1113, 23 février 1914.
28,	1113 à	1165, 24 "
29,	1165 à	1220, 26 "
30,	1220 à	1273, 27 "
31,	1273 à	1325, 2 mars 1914.
32,	1325 à	1392, 3 "
33,	1392 à	1424, 4 "
34,	1424 à	1462, 5 "
35,	1462 à	1501, 6 "
36,	1501 à	1554, 9 "
37,	1554 à	1607, 10 "
38,	1607 à	1679, 11 "
39,	1679 à	1723, 12 "
40,	1723 à	1768, 13 "
41,	1768 à	1822, 16 "
42,	1822 à	1864, 17 "
43,	1865 à	1903, 18 "
44,	1903 à	1959, 19 "
45,	1959 à	2001, 20 "
46,	2002 à	2050, 23 "
47,	2050 à	2108, 24 "

VOLUME III.		
N°	Page	
48,	2109 à	2177, 25 mars 1914.
49,	2177 à	2235, 26 "
50,	2235 à	2279, 27 "
51,	2279 à	2323, 30 "
52,	2323 à	2369, 31 "

VOLUME III—Suite.		
N°	Page	
53,	2369 à	2417, 1er avril 1914.
54,	2417 à	2489, 2 "
55,	2489 à	2549, 3 "
56,	2549 à	2599, 6 "
57,	2599 à	2638, 7 "
58,	2638 à	2665, 8 "
59,	2665 à	2716, 15 "
60,	2716 à	2767, 16 "
61,	2768 à	2816, 17 "
62,	2816 à	2867, 20 "
63,	2867 à	2920, 21 "
64,	2921 à	2978, 22 "
65,	2978 à	3040, 23 "
66,	3040 à	3091, 24 "
67,	3091 à	3142, 27 "
68,	3142 à	3202, 28 "

VOLUME IV.		
N°	Page	
69,	3203 à	3261, 29 avril 1914.
70,	3261 à	3313, 30 "
71,	3313 à	3351, 1er mai 1914.
72,	3351 à	3406, 4 "
73,	3406 à	3474, 5 "
74,	3474 à	3556, 6 "
75,	3556 à	3613, 7 "
76,	3613 à	3666, 8 "
77,	3666 à	3734, 11 "
78,	3734 à	3799, 12 "
79,	3799 à	3879, 13 "
80,	3880 à	3951, 14 "
81,	3951 à	4030, 15 "
82,	4030 à	4064, 16 "
83,	4064 à	4128, 18 "
84,	4128 à	4193, 19 "

VOLUME V.		
N°	Page	
85,	4194 à	4265, 20 mai 1914.
86,	4265 à	4345, 22 "
87,	4345 à	4394, 23 "
88,	4394 à	4475, 26 "
89,	4475 à	4549, 27 "
90,	4549 à	4615, 28 "
91,	4615 à	4705, 29 "
92,	4705 à	4734, 30 "
93,	4734 à	4810, 1er juin 1914.
94,	4810 à	4893, 2 "
95,	4893 à	4991, 3 "
96,	4991 à	5064, 4 "
97,	5064 à	5140, 5 "
98,	5140 à	5214, 6 "
99,	5214 à	5294, 8 "
100,	5294 à	5383, 9 "
101,	5383 à	5462, 10 "
102,	5463 à	5552, 11 "
103,	5552 à	5572, 12 "

INDEX ANALYTIQUE

DES

DÉBATS

DE LA

TROISIÈME SESSION DU DOUZIÈME PARLEMENT

DE LA

PUISSANCE DU CANADA

15 JANVIER AU 12 JUIN 1914

INDEX DES SUJETS

ADRESSES.

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS DU TRÔNE:

M. H.-F. McLeod (York-sud)—Propose adresse en réponse au discours du Trône—4; accueil cordial—4; grande richesse de traditions glorieuses—4; pensée dominante—5; Canada a atteint le niveau le plus élevé de son commerce—5; ressenti quelque peu la tension financière—5; remaniement électoral—5; point de vue des Provinces maritimes—6; colonies indépendantes doivent avoir une représentation convenable—6; donner une instruction technique au cultivateur et au fils du cultivateur—6; rareté de la main-d'œuvre—6; problème de ramener la population à la terre—6; l'immigration—7; émigrants des contrées septentrionales sont préférables—7; le Transcontinental—7; chemin de fer de la Vallée de Saint-Jean—7; énorme fardeau pour la province du Nouveau-Brunswick—7; ce qu'il faudrait faire—7; bill en aide aux grandes routes—7; nos adversaires se sont laissés aveugler par l'esprit de parti—8; contribution à la défense navale—8.

M. J.-O. Lavallée (Bellechasse)—Honoré classe de laboureurs et de colons—8; seconde l'adresse—8; premier ministre aimant le parler français—8; le siècle du Canada—8; l'âge d'or de l'agriculture—8; la cherté de la vie—9; l'exode des

ADRESSES—*Suite.*

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS DU TRÔNE—*Suite.*

M. J.-O. Lavallée (Bellechasse)—*Suite.* fils du sol vers les villes—9; considérations étrangères à l'avancement de l'agriculture—9; prospérité inouïe du Dominion—9; amélioration de nos moyens de transport—9; union plus étroite des provinces—10; mieux que la réciprocité—10; profonde impression sur la population de Québec—10; la confiance renaît partout—10; Canada est devenu le centre d'attraction de l'Europe latine—10; problème de l'immigration et du rapatriement—10; l'initiative de nos prêtres colonisateurs—11; côté financier de l'administration actuelle—11; administration ne s'appauvrit pas en dépendant à bon escient l'argent public—11; continuateurs de l'œuvre de Macdonald et de Cartier—11; un reformateur de progrès—11; le ministre actuel des Postes est un bienfaiteur du peuple—11; l'heure des incertitudes est passée—12

Sir Wilfrid Laurier—Sympathie à l'adresse de Leurs Altesses royales—12; l'administration des affaires publiques—13; retard dans la convocation du Parlement—13; chambres doivent être convoquées de bonne heure à l'automne—13; dettes nombreuses et actif faible—13; deux circonstances à signaler—13; nouveau

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.**Sir Wilfrid Laurier*—*Suite.*

solliciteur-général—13; rhéteur habile, sophiste plus habile—13; l'absence du ministre du Commerce—14; oublié ses devoirs comme ministre—14; chemin de fer national transcontinental—15; chemin entre Cochrane et Québec est loin d'être achevé—15; gouvernement a négligé d'assurer la création d'un terminus dans la ville de Québec—15; annulé le marché que nous avons fait—15; jusqu'à présent le gouvernement n'a absolument rien fait—16; projet d'une gare centrale—16; changements faits sans l'approbation des officiers du Grand-Tronc-Pacifique—16; bill relatif à la voirie était injuste et venait en contradiction avec la constitution du Canada—16; toujours défendu le principe du bill—16; l'aide à l'agriculture—16; la seule méthode qu'on aurait dû adopter—17; ce que ne mentionne pas le discours du Trône—17; l'aide destinée à la marine de guerre—17; meilleure justification possible de l'attitude suivie par le parti libéral—17; l'attitude du Sénat—17; jugement patriotique de sir George Ross—18; a aperçu le danger suprême de l'heure—18; qui parle aujourd'hui d'urgence?—18; les fauteurs de ces paniques ne sont autres que les constructeurs de pièces de blindages et les grandes maisons de construction navale—18; l'origine des paniques—18; péril allemand, s'il a jamais existé, a disparu—19; situation économique du Canada—19; époque difficile—19; première fois depuis 1897 que l'on entend parler de chômage au Canada—19; pas moins de 100,000 sans-travail—20; argent se fait plus rare que jamais—20; coût augmente sur tous les articles de première nécessité—20; singulière indifférence du gouvernement—20; dépopulation des campagnes—20; s'enquérir de la cherté de la vie—20; cette commission ne devrait pas se composer de fonctionnaires de l'Etat—20; commissaires devront restreindre le champ de leurs investigations—20; gouvernement a recouru à un moyen qui n'aboutira à rien—20; situation économique du pays n'est pas bonne—21; les ressources doivent être exploitées—21; soulager la classe agricole du fardeau des impôts qui pèse actuellement sur elle—21; nous ne produisons plus assez pour alimenter le marché domestique—21; stimuler l'industrie agricole—22; procurer de plus vastes débouchés—22; classe agricole de l'Ouest a à se plaindre d'un trust de marine marchande des Grands Lacs—22; coût de la vie est augmenté d'un dixième en Grande-Bretagne et de la moitié au Canada—22; large écart entre le prix que reçoit le producteur—22; c'est cet écart que le Parlement devrait s'efforcer d'amoindrir—22; trusts profitent des obstacles créés par le tarif pour favoriser leurs intérêts—22; quelques-uns des devoirs qui s'imposent au gouvernement—22; un amendement à l'adresse—23; affaires sont dans une condition de dé-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.**Sir Wilfrid Laurier*—*Suite.*

pression—23; aucune intention de la part du gouvernement de prendre des mesures pour remédier à cet état de choses—23.

Le très hon. R.-L. Borden—Satisfaction du peuple canadien d'apprendre que S. A. R. la duchesse de Connaught est rétablie—23; sentiment des deux côtés de la Chambre—23; l'idée de réunir le parlement en janvier au lieu de novembre—24; désir d'expédier rapidement les affaires—24; accueilleront avec plaisir l'innovation—24; pas dans la disette d'hommes de talent—24; critiqué l'absence du ministre du Commerce—24; membre d'une commission très importante—24; bill des grandes routes—24; loi qui nous avait paru juste pour toutes les provinces—25; n'avons jamais eu l'intention d'agir envers les provinces autrement que selon la promesse donnée—25; nos adversaires ont deux fois utilisé la majorité qu'ils possèdent au Sénat pour faire rejeter le bill des bonnes routes—25; quatre mesures importantes ont été rejetées par le Sénat—25; bill des grandes routes—25; bill de la commission du tarif—25; bill des lignes d'embranchements—25; bill d'aide navale—25; situation singulière—25; sénateurs s'opposant aux vœux de la population—25; bref examen de la situation—26; projet de loi d'aide navale—26; vœu du public—26; l'esprit de parti et l'aveuglement ont amené le Sénat à commettre cette maladresse—26; l'impression créée par la conduite du Sénat a été malheureuse et funeste—26; commentaires de la grande presse européenne—26; intention et détermination de ce gouvernement—27; acquisition ou construction de trois navires de guerre—27; action indigne d'une majorité de parti au Sénat—27; déclarations de M. Churchill—27; réduction des constructions navales de l'Allemagne—27; suspension des programmes de construction navale—29; texte de la résolution adoptée par les Etats-Unis—29; notre devoir—29; l'établissement d'arsenaux au Canada—30; à propos du terminus de Québec—30; terminus de Québec sera prêt au moment où la ligne sera terminée—30; pas lieu de s'inquiéter sérieusement d'une légère restriction du commerce—31; l'enquête sur le coût de la vie—31; amendement du chef de l'opposition—31; changement d'attitude—31; ce que disait sir Wilfrid Laurier à Hamilton—31; son programme à Montréal—32; l'histoire de la question économique au Canada—32; le coût de la vie et le tarif—32; quel est le remède?—34; aidons le cultivateur—34; méthodes de culture améliorées—34; coopération entre les producteurs et les consommateurs—34; protection raisonnable pour les industries—34; chef de l'opposition a énoncé un grand nombre de politiques fiscales—34; extraits des discours de sir Wilfrid Laurier—34; par-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.*

Le très hon. R.-L. Borden—*Suite.*

tisan déclaré de la théorie du libre-échange—34; pessimiste sur l'état des choses qui existe en ce pays—35; ère prochaine de très grande prospérité—36; l'état de choses qui prévalut au Canada à la fin de 1907—36; raison d'envisager l'avenir avec la certitude que la nation s'avancera plus rapidement que jamais dans la voie du progrès et du développement—37.

M. Michael Clark (Red-Deer)—Homages du peuple canadien à Leurs Altesses—37; féliciter le Premier Ministre—37; tâche assez désagréable à remplir—37; séparer de mon chef—37; ne croit pas que la réunion tardive de la Chambre soit de nature à prolonger la session—37; abrèger la durée de la session—37; l'économie du parti conservateur—37; attitude étrange—37; conduite bizarre—37; bill des grandes routes—38; violences de langage—38; voyage de l'hon. M. Roche dans l'Ouest—38; Sénat a adopté les cinq sixièmes du bill des routes sans modification—38; population canadienne se prononcera lorsqu'elle connaîtra la vérité—38; l'élection de Châteauguay—38; victoire due à deux causes—39; population espère que bientôt il y aura plus d'honnêteté dans nos luttes politiques—39; défaut du projet de contribution—39; contrepartie de l'élection de Châteauguay—39; Bruce-sud—39; son résultat dans la province d'Ontario—39; l'abandon du bill de la Marine—39; position navale de l'empire s'est beaucoup éclaircie—39; traite M. Churchill d'une façon bien curieuse—39; urgence a disparu—39; justification absolue de tout ce que l'opposition a fait—40; le commerce du pays—40; seul libre-échangiste—40; les contradictions de la protection—40; gouvernement n'a rien fait pour remédier à la stagnation commerciale qui règne dans le pays—40; cherté de la vie—40; commission du tarif—41; accusation contre le Sénat—41; la cherté de la vie est la seule urgence réelle qui s'impose au pays—41; ne peut exister de doute au sujet des causes dans les pays protectionnistes—41; grave problème—42; fait singulier, coût de la vie en Angleterre et en Canada—42; l'effet des coalitions commerciales—42; précieux aveu—42; attaque le tarif—42; révolution fiscale aux Etats-Unis—42; étudié à l'école de nos voisins—43; argument de l'association des manufacturiers—43; dégrèvement des denrées alimentaires—43; révolution fiscale aux Etats-Unis rend impossible le régime de réciprocité que nous préconisons—43; enseignement qui se dégage de cette révolution—43; coup de grâce au système des préférences mutuelles au sein de l'empire—44; l'entrée du blé en franchise—44; valeur de l'offre faite par les Etats-Unis—44; supprimer le tarif sur le blé—45; aucun pays ne peut faire concurrence au blé canadien—45; éta-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.*

M. Michael Clark (Red-Deer)—*Suite.*

blir un commerce avantageux avec les Etats-Unis—45; tarif Wilson—45; résultats que nous sommes en droit d'attendre de nos échanges avec la république voisine—45; cultivateurs doivent être les juges dans cette question—46; industrie des minotiers très prospère sous le régime du libre-échange—46; donner de l'impulsion à notre commerce de transport—47; homme d'Etat avisé enlèverait immédiatement le droit sur le blé et sur les machines aratoires—47; accroître la population des campagnes—47; conséquence du chômage et de l'indigence—47; lourde responsabilité incombe au gouvernement—48.

M. Burnham—L'opposition gaspille le temps—48; point faible du programme conservateur—48; développer l'esprit viril dans notre population—49; Canada est en danger de devenir très matérialiste—49; on n'étudie guère l'économie politique—49; nous tournons dans un siècle vicieux—49; nationalisation et le contrôle des utilités publiques—50; le problème des sans-travail—50; l'injustice frappe des deux côtés—50; canadiens industriels et laborieux—50; cherté de la vie n'est pas une question de libre-échange et de protection—50; tout dépend des conditions économiques d'un pays—50; vie coûte moins en France—51; haute mesure de protection—51; unissons nos efforts—52.

M. A.-K. Maclean (Halifax)—Dépenses improductives—52; calmer des exigences de partisans—52; remaniement électoral—52; attaque contre le Sénat—53; défi soit lancé immédiatement—53; incapacité de la part du gouvernement—53; services d'un parti politique dans la province de Québec—53; construction de trois cuirassés—53; M. Henri Bourassa—53; le pays attend une déclaration formelle du gouvernement—54; n'entendons plus jamais parler de la loi navale de l'an dernier—55; loi concernant les voies publiques—55; ce que prometait le gouvernement—55; réforme du Sénat—57; pas tenté le moindre effet—57; conseil qui s'impose à notre étude—58; a trait à notre loi électorale—58; amendement du Sénat au bill des grandes routes procédait d'un principe sain—59; manière d'agir brutale de ceux qui ont provoqué le rejet du bill—59; rareté de l'argent a ralenti l'activité des affaires—59; les affaires se trouvent dans le marasme—59; recettes nationales diminuent—59; cherté de la vie accable l'ouvrier—60; crise commerciale sévit au Canada—60; doute de l'efficacité de la commission d'enquête sur le coût de la vie—61; enquête pas assez approfondie—61; finances fédérales et revenu public—61; revenu a diminué et notre dépense a augmenté—61; malheureux que le Canada ait fait des emprunts l'année dernière—62; marché financier défavorable—62; effet désastreux sur le

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.*

M. A. K. Maclean (Halifax)—*Suite.*
crédit du Canada—62; déclaration du ministre du Commerce en 1909—62; discours du Trône très désappointant à tous égards—63; état de choses humiliant pour le pays—64.

Hon. M. White—Avons eu sept élections partielles dont six favorables au gouvernement—64; la marine—64; sir Wilfrid Laurier et ses collègues de l'opposition doivent être tenus responsables du rejet du bill—64; dépenses et emprunts du gouvernement—65; bilan du gouvernement actuel avec celui de l'opposition 65; erreur du chef de l'opposition—65; pendant les quatre dernières années du régime libéral la dette nationale a augmenté de 76 millions—65; depuis 1911 la dette a diminué de 18 millions, elle est de 303 millions de dollars—66; ligne de conduite approuvée de tous les financiers—67; mon programme—68; l'amendement du chef de l'opposition—68; sir Wilfrid Laurier a oublié la crise monétaire de 1907—69; marasme des affaires de 1908—69; situation du travail et de l'industrie en 1907—69; rapport de Phillips Thompson—69; statistiques des faillites en 1907—70; opinion de M. Lloyd George sur la situation en Angleterre—70; banques avaient prévu ce qui allait se produire—70; l'arrêt n'est que temporaire—71; crise financière est passée—71; perspective d'une bonne récolte—71; l'optimisme est seul permis au Canada—71; l'attitude des députés de l'opposition—71; situation générale au Canada d'après M. Pease aux actionnaires de la Royal Bank of Canada—72; nombreuses politiques fiscales adoptées par le chef de l'opposition—72; faire disparaître les impôts douaniers sur les denrées alimentaires—73; cette politique a jeté la consternation chez les libéraux—73; préjudice à une classe nombreuse de la population—73; cherté de la vie—73; se fait sentir dans le monde entier—73; principaux facteurs qui restreignent les approvisionnements et élèvent le prix—74; concentration de la population dans les villes—74; la situation au Canada—74; population rurale n'a augmenté que de 17 pour 100, celle des villes de 62 pour 100—74; production n'a pas marché de pair avec la consommation—74; mode de vie plus relevé—74; plus de prodigalité—74; beaucoup d'importance aux déclarations de la commission—74; suspension du travail en 1909—75; tendance à la hausse des prix subira un déclin avant la fin de cette année—75; enquête sur les coalitions en 1910—76; nécessiter une législation de la part du gouvernement—76; un seul homme est resté fidèle aux traditions du libre-échange—77; nouvelle politique douanière du chef de l'opposition—78; réciprocité commerciale—78; le chef de l'opposition ne s'est pas toujours préoccupé du consommateur—78; ce que signifie le dégrèvement des denrées—79; a parlé de la protection comme d'un es-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.*

Hon. M. White—*Suite.*
clavage—79; présent gouvernement a confiance dans la protection légitime et raisonnable—79; créer le marché national—79; protection doit s'appliquer aux industries et à l'agriculture—79; comparaisons entre le Canada et les Etats-Unis—79; remède à apporter à la situation—80; pas la suppression des droits de douane—80; le moyen le plus pratique est d'augmenter la production—80; dépenses pour l'agriculture—80; avons fait quelque chose pour résoudre le problème de la cherté de la vie—80; révision du tarif Wilson—81; tarif américain est encore plus élevé que le tarif du Canada—82; la question navale—83; l'établissement de chantiers maritimes—83.

Hon. M. Oliver—Attitude du gouvernement et son inaction dans la crise actuelle—84; nos adversaires n'ont pas l'idée juste de leurs responsabilités—84; situation du pays telle qu'elle est—85; renchérissement de la vie—86; opinion des cultivateurs de l'Ouest—86; le chômage au Canada—87; venir au secours des sans-travail—87; conditions qui existaient en 1907—88; panique financière aux Etats-Unis—88; Canada souffrait d'une diminution sérieuse de production—88; terrible hiver dans l'Ouest—88; aujourd'hui la récolte a été bonne—88; aucune panique aux Etats-Unis—88; Canada occupe une situation unique de dépression—88; conditions exigent qu'on y porte remède—88; c'est le développement agricole de l'Ouest qui a fait le Canada—89; il faut faire quelque chose pour les cultivateurs—89; compagnies de fret ont augmenté d'une façon indue les tarifs sur le blé—89; prix du blé a diminué—89; agriculteurs de l'Ouest ont perdu 11 millions de dollars sur la récolte de 1911—90; 3 millions sur celle de 1913—90; inscriptions de homesteads ont diminué—90; fardeau imposé sur les consommateurs par la capitalisation des industries protégées et les coalitions financières—90; production dans l'Ouest a été la mine d'or du Canada—90; lorsque la production de cette mine diminuera, la prospérité cessera—90; qu'on améliore les conditions de transport dans l'Ouest—91; tarif plus favorable—91; opinion du "Canadian Grocer", novembre 1912—91; c'est l'heure d'agir—92; au gouvernement de répondre aux exigences de la situation—93; politique navale du gouvernement—93; devrait faire une déclaration—94; Sénat avait raison—94; querelle qui existe entre le gouvernement et le Sénat—94; programme pauvre—95.

M. Jameson—Programme de développement de l'Est et de l'Ouest—100; gouvernement a fait des dépenses dont il y a lieu de le féliciter—100; cherté de la vie—101; sous le régime libéral le coût de la vie s'est accru de 35 pour cent—101; coup d'œil sur l'histoire politique du pays

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.**M. Jameson*—*Suite.*

depuis 1878—101; pour faire baisser le prix des aliments il faut augmenter la quantité des produits agricoles—102; politique de bons chemins—102; propager l'enseignement agricole; poste aux colis—103; établissement de la poste rurale—103; ces améliorations feront du bien à toute la population—103; loi du secours naval—103; loi étouffée par les ordres du chef de l'opposition—103; critiques dictées par la jalousie et le regret d'avoir perdu le pouvoir—104.

M. J. J. Hughes (King, I.-P.-E.)—La folie des armements—104; le Sénat avait raison d'exiger du gouvernement qu'il consulte le peuple sur la question navale—104; l'histoire de la question navale—105; dans la province de Québec—105; campagne contre le chef du parti libéral—105; battez Laurier à tout prix—105; gouvernement à principes dissolvants—105; résultat de l'alliance entre les conservateurs et les nationalistes—106; bill des grandes routes—106; aurait dû s'engager à répartir la subvention entre les provinces au prorata de la population—106; raison de douter de la sincérité du premier ministre—106; nous avons simplement exigé des garanties—106; la cherté de la vie—106; la commission nommée n'aura aucun effet—108; noircira beaucoup de papier, fera le rapport qui ne sera jamais lu—108; le gouvernement devrait dépenser l'argent du public avec plus de prudence—108; les dépenses de la milice sont énormes—109; ceci est de nature à augmenter le coût de la vie—109; quelque chose qui va mal en ce pays—109.

M. Schaffner—Tout gouvernement doit faire des lois pour le bien de la population—110; l'ancien gouvernement n'a pas fait ce que les cultivateurs attendaient de lui—111; principales demandes de l'Ouest—112; Manitoba fut la première province taillée dans l'Ouest canadien—112; le gouvernement libéral a toujours refusé d'agrandir ses limites—112; le gouvernement actuel a fait droit à cette demande—113; question des transports—113; énergie déployée dans l'exécution du chemin de fer de la baie d'Hudson—113; installations tête de ligne—113; mesures qui font honneur au gouvernement—114; l'instruction agricole—115; moyen d'aider à réduire le coût de la vie—115; la marine—116; preuves d'humiliation par suite du refus du Sénat de faire quelque chose en faveur de l'empire britannique—116.

M. Turgeon—Remaniement des circonscriptions électorales—117; représentation des Provinces maritimes—117; préférable de ne pas s'écarter des principes fondamentaux de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord—117; pères de la Confédération avaient prévu le merveilleux développement de l'Ouest—118; seule compensation pour les Provinces maritimes—118; représentation permanente au Sénat—118; qu'un seul moyen à tenter pour modifier notre constitution—119; tout

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.**M. Turgeon*—*Suite.*

changement proposé devrait être soumis à l'étude approfondie d'une conférence interprovinciale—119; la question du nombre des députés des Provinces maritimes devrait être réglée de cette façon—119; augmentation des subventions accordées aux provinces—120; l'importance d'assurer l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération—120; Sénat est le gardien des droits des provinces—122; avait raison de modifier le bill des routes—122; réciprocité avec les Etats-Unis—123; la situation a changé—123; offre du parti libéral faite à Hamilton—123; entrée libre des denrées alimentaires—123; en faisant économiser 15 à 16 millions à la population, droits de douanes payés par la classe ouvrière, vous contribuez à faire baisser le coût de la vie—124; on ne peut appliquer le libre-échange absolu d'un seul coup—125; politique de préférence en faveur des marchandises anglaises a été un grand pas vers le libre-échange—126; aucune humiliation pour le Canada dans l'attitude prise par le Sénat sur la question navale—126.

M. Nicholson—Les cultivateurs préfèrent la protection au libre-échange—127; l'expérience des anciennes provinces du Canada—128; culture mixte est celle qui appauvrit moins la terre—128; nous devrions mouler le blé au pays au lieu d'en faire l'exportation—128; l'époque où les jeunes gens du Canada ne trouvaient d'emploi qu'aux Etats-Unis—128; une des principales causes du malaise au Canada—128; nos cultivateurs ne produisent pas suffisamment pour fournir aux besoins du marché—128; missionnaire de la politique nationale—128; l'offre du président Taft—129; en faveur de la protection de toutes les industries canadiennes—129; cinquantième anniversaire de la première conférence relative à la fédération des provinces—129; droits garantis à l'Île-du-Prince-Edouard—129; l'Île devrait avoir pas moins de six députés—129; concessions faites aux provinces de l'Ouest—130; situation insolite—131; créer un précédent gros d'orages et de dangers—131; le Canada a manqué aux stipulations du traité—131; notre pays ne sera jamais complet tant que Terre-Neuve ne sera pas réuni à la Confédération—132.

M. Nesbitt—Le Transcontinental au Nouveau-Brunswick—134; le gouvernement et la masse de la population en ont eu assez du bill naval—134; l'attitude du Sénat était motivée—134; regrette que le premier ministre ne donne aucune idée de son programme naval—135; le bill relatif à l'amélioration des grandes routes—135; état financier du régime libéral—136; gêne financière de 1908—137; pas de protestations à cette époque au sujet de la cherté de la vie—137; l'abaissement du tarif—137; catégorie d'aliments qu'il n'est pas nécessaire de dégrever—137; dégrevement des denrées principales—138; production du fromage au Canada—138; trusts et coalitions—139; l'ouverture des portes donnant accès aux Etats-Unis con-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.**M. Nesbitt*—*Suite.*

recommandait leur action—139; cultivateurs de l'Ouest unanimes à demander l'entrée en franchise du blé—140; ouverture d'un marché libre de l'autre côté de la frontière—141; sans changement de politique fiscale, la situation ne s'améliorera pas—142.

M. Lewis (Huron-ouest)—Désappointé de ne voir dans le discours du trône aucune allusion à la question des transports sur les lacs—142; catastrophe du 9 novembre dernier sur les Grands Lacs—143; deux cent cinq vaillants jeunes gens ont perdu la vie—143; danger qu'offre l'approche du port de Goderich—143; si le port avait été amélioré, avec poste de télégraphie sans fil, les navires auraient pu se mettre à l'abri—144; capitaines n'ont pas confiance dans les indications du bureau météorologique—144; bill relatif à la ligne de cargaison des navires—145; l'intérêt réclamé par les banques—145; lorsqu'une banque élève l'intérêt sur des prêts, elle doit également élever l'intérêt sur les dépôts—145; indemnité qu'on doit accorder à un détenu en prison et dont l'innocence est établie—146; loi restreignant l'immigration—146; pas besoin d'une nation de joueurs d'orgue de barbarie et de vendeurs de bananes—147.

M. Sinclair—Dix-huit millionnaires ont grandement contribué au succès du parti conservateur—148; le gouvernement est dirigé de Montréal—149; sous la férule des grands intérêts financiers—150; l'exportation du saumon "sockeye"—150; coalition en Colombie-anglaise—151; piraterie et malhonnêteté—151; bill des grandes routes—155; gouvernement s'obstina à ne pas vouloir accepter le principe d'une équitable répartition—155; raisons du Sénat pour faire des amendements au bill des routes—155; jamais le parti conservateur n'a été moins formidable qu'aujourd'hui—159.

Hon. Arthur Meighen—Attitude du gouvernement touchant le droit sur le blé—159; quand l'heure sonnera, la révision du tarif aura lieu—159; j'accepterai la pleine responsabilité du tarif promulgué ou bien dans le cas contraire je me démettrai de mes fonctions d'adjoint du cabinet—159; abolition des taxes sur les denrées alimentaires—159; désastreux pour les industries canadiennes—160; bill des grandes routes—160; les deux prétentions émises par l'opposition—161; gouvernement était forcé de rejeter les amendements du Sénat—161; l'intention et le but du bill—161; aucune somme d'argent n'était votée par ce bill—162; bill de l'enseignement agricole presque identique—166; l'opposition l'a accepté—166; pouvoir que l'on semble redouter, le gouvernement fédéral est autorisé à l'exercer—166; à la Chambre des communes seule appartiennent de donner les secours et subsides—168; de quel droit le Sénat lierait-il les lois de la Chambre des communes actuelle?—170; c'est le Sénat qui doit porter la responsabilité de l'inachèvement de la loi des grandes routes—171.

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

M. Lafortune—Meilleurs souhaits du nouvel an à M. l'Orateur—171; la portée de notre constitution—172; observations du solliciteur général sur la conduite du Sénat—175; discours du trône terriblement pauvre d'idées—176; on n'augmente pas le nombre des sénateurs avant le nombre des députés—176; pas un mot de la marine—176; je voterai le rappel de la loi de la marine—177; bill des routes—178; injure grossière pour les membres du Sénat que de dire qu'ils ont tué le bill des routes—178; coût de la vie—178; saine opinion publique demande un changement de tarif—179; Montréal demande la construction du canal de la baie Georgienne—179; culture du tabac a besoin d'une plus grande protection—179; on ne devrait pas diminuer la représentation des comtés ruraux—181; embargo sur le bétail canadien—181; il faut qu'une exposition universelle soit tenue à Montréal—182; fameux bill Ne Temere—182; question du mariage pas du ressort du Parlement fédéral—182; l'élection de Châteauguay—184.

M. Andrew Broder—Le producteur est le seul homme qui puisse réduire le coût de la vie—186; l'Ouest a besoin de la culture mixte—187; l'industrie laitière en Canada—187; diminution de notre bétail—188; avons perdu le marché anglais pour notre beurre—189; le devoir du gouvernement envers la classe agricole—189.

Hon. Rodolphe Lemieux—Peuple du Canada, celui de la province de Québec en particulier, a été heuréux d'apprendre le rétablissement de la santé de Son Altesse royale—190; le discours du trône est un levier servant à actionner le mécanisme parlementaire—191; discours vide de toute proposition législative—191; l'essor de notre commerce—191; sous le régime fiscal inauguré par l'hon. M. Fielding le pays progressa et son commerce reçut un énorme essor—192; opinion de M. James J. Hill au sujet des relations commerciales entre le Canada et les Etats-Unis—192; M. Hill compare le commerce du Canada au commerce global entre les Etats-Unis et l'Amérique du Sud—192; préférence mutuelle entre le Canada et la mère patrie—193; promesse du parti conservateur à ce sujet—193; l'établissement de la préférence commerciale mutuelle, loin de resserrer l'union de la mère patrie et des dominions, tendrait plutôt à l'affaiblir—193; situation commerciale du Canada en 1849—193; l'histoire se répète—194; le transport des récoltes de l'Ouest—194; le plus grand éloge de la politique du parti libéral—194; en faveur du canal de la baie Georgienne—194; question des tarifs océaniques—194; réforme du service civil—195; M. Fisher a été le premier à présenter un vrai bill du service civil basé sur le système des examens de concours—195; bill de remaniement électoral—195; en 1882 et en 1892 on a essayé d'escamoter les circonscriptions libérales—195; en 1902 le chef du parti libéral toujours ami de la justice voulut donner une leçon—195; manière de

ADRESSES—*Suite*.ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite*.*Hon. Rodolphe Lemieux*—*Suite*.

procéder forme un contraste frappant avec les méthodes conservatrices—196; projet renvoyé à un comité composé de membres des deux parties—196; le remaniement de 1902 a été considéré comme une loi équitable—196; la situation économique du pays—196; opinion du ministre du Travail—197; insulte et persiflage—197; pendant les quinze années du régime libéral le pays a joui d'une grande prospérité—197; aujourd'hui en présence d'un redoutable malaise industriel—197; la population affamée se soulève et demande du pain—197; les sans-travail—197; on compte 40,000 sans-travail à Montréal—198; déclin de notre commerce—198; diminution de notre revenu—198; coût élevé de la vie—199; en dix ans l'augmentation a été de 57 pour cent—199; les causes sont nombreuses et diverses—199; l'exportation de nos produits vers le sud—199; nous payons sur les denrées alimentaires \$11,000,000 de droits par année et c'est là une des causes de l'augmentation du prix de la vie—199; prêt à favoriser la suppression complète de tous les droits imposés sur les denrées alimentaires consommées au Canada—200; pétition des producteurs de grain—200; situation que décrivent les cultivateurs—200; ce qui a été fait aux Etats-Unis dans les mêmes circonstances—201; M. Wilson, homme d'Etat, le plus grand peut-être que les Etats-Unis aient possédé depuis Abraham Lincoln—201; ce que M. Wilson a accompli—201; les Etats-Unis ont modifié leur tarif de façon heureuse—202; trusts et concentrations sont une des causes de la cherté de la vie—202; agissements de la United Shoe Machinery Company of Canada—203; rien n'a été fait contre la compagnie—203; les monopoles en Angleterre—204; une vérité salutaire exposée par John Bright—204; la question navale—205; les six paniques et autres essais par F. W. Hirst—207; au cours du dernier siècle il y a eu six paniques en Angleterre—207; le militarisme occupe une trop grande place dans les préoccupations du gouvernement canadien pour le bien du pays—209; l'élection de Châteauguay—209; circulaires qui ont été distribuées dans le comté—209.

Hon. L.-P. Pelletier—Destitution de fonctionnaires publics en 1896—213; proposition de M. Lake définissant les conditions des destitutions—214; situation financière du pays—214; dans Québec le capital est plus confiant—214; le remaniement—214; celui de 1903—215; cas mémorable pour obtenir la défaite d'un candidat conservateur—215; faits qui intéressent la province de Québec—216; les conservateurs n'ont qu'un tiers de la représentation à laquelle ils ont droit—216; remaniement qui rendra justice à tous les intéressés—216; question des transports—216; le chômage dans le pays—217; gens sans travail, dix-sept mille au lieu de cent mille—217; suspension des travaux dans l'industrie de

ADRESSES—*Suite*.ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite*.*Hon. L. P. Pelletier*—*Suite*.

la chaussure—217; injuste d'accuser le gouvernement à ce sujet—217; conditions politique n'ont rien à faire avec le chômage des cordonniers à Québec—217; veulent gagner leur victoire pour leur union—218; l'administration des finances—219; avons passé à travers la période la plus critique—219; pour le port de Montréal—219; relier Montréal au Transcontinental—219; Québec l'un des ports les plus beaux qu'il y ait au monde—219; ces ports nous permettront de réaliser une politique qui est celle de tous les canadiens—219; canal de la baie Georgienne—220; entreprise envisagée au point de vue du génie, devra l'être maintenant au point de vue du commerce et de la finance—220; intérêt général seul à considérer—220; marche logique à suivre est de nommer une commission—220; l'élection de Châteauguay—220; accusation contre membres du ministère sans s'être enquis de la vérité—221; premier ministre du Canada est un ami de toutes les races—221; extraits de circulaires et discours libéraux pendant les élections partielles—221; loi du mariage uniforme—223; manœuvre déloyale—223; dégrèvement des denrées—224; inutile de mystifier le peuple—224; le grand mal, c'est que les fils de nos cultivateurs quittent la campagne pour les villes—224; notre politique navale—225; le trust des fabricants de blindages—225; la protection—225; commission d'enquête sur le coût de la vie—226; l'instruction agricole contribuera à faire disparaître le malaise—226; système des colis-postaux—226; gouvernement n'a pas cessé un seul jour de penser au peuple et de travailler à améliorer son sort—226.

M. D.-D. McKenzie (Cap-Breton)—La situation générale de l'Atlantique au Pacifique—226; ministre n'a indiqué aucun remède de remédier à la situation—226; destitué 650 directeurs de bureaux de poste et 450 autres fonctionnaires—227; questions dont la solution intéresse des milliers d'ouvriers—227; enlèvement des droits sur les denrées alimentaires—228; n'existe pas assez de concurrence—228; solliciteur-général a laissé espérer une révision du tarif—228; la question navale est morte—228; dissertation sur les bonnes manières et sur l'étiquette parlementaire—229; charge de solliciteur général aurait dû être confiée à un député de la Nouvelle-Ecosse—230; les bonnes routes—231; gouvernement tente de tromper la population canadienne—233; bill favorisait surtout les routes interprovinciales—233; gouvernement veut faire adopter par le Parlement une loi qu'il n'a pas le droit d'adopter—235; on baffoue le peuple—236; le tarif—237; entente secrète—237; peur de toucher au tarif—237; les merveilleux voyages du ministre du Commerce—238; facilités de transport—239; rien n'a été fait pour le port de Sydney—240.

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

M. Bennett (Simcoe-est)—Les libéraux s'efforcent de déprécier le pays aux yeux de l'univers—241; développer l'industrie du fer au pays—242; quelle est la situation de cette industrie au Canada?—242; taxe douanière du fer—242; conditions économiques du Canada nous rendent plus difficile la concurrence avec les Etats-Unis—243; l'industrie du fer pourrait devenir puissante si l'on rectifiait les erreurs commises par l'ancien gouvernement—243; passe son temps à ressusciter des questions mortes—243; avons des lois au Canada contre les coalitions—244; question des transports—245; accidents survenus sur les Grands lacs—245; empêcher le trafic de se rendre à Buffalo—245; construction d'une flotte canadienne pour le transport du grain—245; transporter quarante millions de boisseaux de grain dans les ports de la baie Georgienne—245; Parlement devrait empêcher le commerce de désertier les routes canadiennes—246; nombre insuffisant d'éleveurs—247; faudrait assurer un courant ininterrompu du trafic—247; taux plus favorables entre le Canada et l'Angleterre—247; Canada des meilleurs taux d'assurance que les Etats-Unis—247.

M. Maclean (York-sud)—Progrès s'accroît lentement au Canada—249; poste aux colons m'a réjoui—249; deux grands principes—250; jouissons d'un gouvernement autonome et aussi celui d'arrêter nous-mêmes notre politique commerciale et tarifaire indépendamment des Etats-Unis—250; nous devons avoir une politique nationale pour les cultivateurs—250; cultivateurs demandent l'abolition du droit sur le blé—250; peuvent obtenir un prix plus élevé aux Etats-Unis—250; taux de transport plus avantageux aux Etats-Unis—250; j'aimerais à voir pratiquer la culture mixte—251; venir en aide aux minoteries au moyen de primes—252; favoriser l'élevage du bétail—252; les chemins de fer sont en mesure de réduire leurs taux de transport des marchandises—252; commission des chemins de fer peut tenter de mettre fin à cette situation—253; la majoration du capital est un fléau—253; l'heure est venue de réglementer la mise de fonds des chemins de fer et autres compagnies canadiennes—253; l'Etat devrait être propriétaire de tous les chemins de fer—255; question des transports par chemins de fer, le plus grand problème politique au monde—255; gouvernement doit établir des facilités terminales aux ports de mer—255; effets de la loi des banques—255; circulation de l'argent—256; création d'un grand crédit pour le commerce—256; concentration de l'argent contraire à l'intérêt public—256; règle dont l'adoption serait avantageux au Canada—256; l'escompte à nouveau—256; adopté par les banques aux Etats-Unis—256; le taux d'intérêt—257; dix pour cent est trop élevé—257; devons réviser nos lois sur la circulation—257; coût de la vie—258; devrait avoir recours à des méthodes co-

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

M. Maclean (York-sud)—*Suite.* opératives—258; faut une politique nationale pour les cultivateurs—258; lutte contre la nature—259; meilleure éducation à ceux qui se destinent à la vie agricole—259; l'Etat doit encourager l'agriculture—259; fournir aux cultivateurs le moyen d'atteindre directement le consommateur—260; question navale—260; cruelle situation pour notre peuple—260; déchu quelque peu de notre situation—260; atmosphère de soupçons et de défiance par suite de l'attitude du Canada—261; devoir nous incombe de prêter main forte à la défense de l'empire—261.

M. Verville—Discours du Trône a omis de mentionner la cause du travail—261; la faim est dans un grand nombre de maisons d'ouvriers—261; on devrait agir immédiatement—261; trois raisons pour l'augmentation dans le coût de la vie—261; le tarif—261; excès de capitalisation des trusts et des mergers—261; opération des entrepôts frigorifiques—262; ouvrier doit payer plus de quarante dollars par année pour le tarif seulement—262; entrepôts frigorifiques exploités au détriment de la masse des consommateurs et des cultivateurs—262; cent mille hommes qui ne trouvent pas de travail au Canada—263; une prophétie—264; gouvernement devrait intervenir immédiatement en faisant exécuter d'importants ouvrages publics—265; en modifiant le tarif—265.

Amendement de sir Wilfrid Laurier est rejeté: Pour—64; contre—108—265.

M. Neely—Le but de la loi proposée par le gouvernement relativement aux grandes routes—273; il existe dans nos statuts l'énonciation d'une politique navale permanente—274; une anomalie—274; situation touchant la récolte du blé—275; il faut un marché pour l'excédent du grain—275; avantage que retireraient les producteurs de blé de l'Ouest de l'accès aux minoteries et aux marchés des Etats-Unis—276; stimuler la culture mixte par tout le pays—276; gouvernement devrait prendre les moyens de faire profiter les cultivateurs de l'Ouest des avantages du tarif américain—280; un amendement à l'adresse—280; supprimer le droit sur le blé et ses produits importés des Etats-Unis en Canada—280.

Hon. M. Rogers—Caractère anodin de l'amendement du chef de l'opposition—280; adversaires sentent le besoin de faire quelque chose pour fortifier leur position—280; l'amendement Neely—280; enfreint tous les précédents établis dans cette Chambre depuis la Confédération—280; pas d'exemple de deux amendements à l'adresse en réponse au discours du trône—280; mauvais moyen de venir en aide aux cultivateurs—280; jamais les modifications au tarif ne sont discutées sur l'adresse—280; le gouvernement n'est pas disposé à faire connaître ses intentions au sujet du tarif avant que le ministre des finances ait prononcé son discours sur le budget—280.

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.*

Hon. M. Oliver—Amendement Neely a eu un précédent au parlement anglais en 1893—281; question d'une pressante importance pour le Canada—281; le pays a perdu des millions de dollars—281; situation industrielle et commerciale anormale—281; depuis dix ans la culture du blé s'est développée partout—282; il s'est produit un fléchissement continu dans les prix du blé—282; prix aujourd'hui qui ne leur rapporte pas beaucoup de profit—282; relevés dans les prix des marchés de l'univers—283; depuis vingt ans jamais le Canada ne s'est trouvé en aussi mauvaise situation—283; nombre de sans-travail—283; situation créée par la rareté de l'argent—283; blé américain s'est vendu à Londres à un prix plus élevé que le blé canadien de même qualité—283; la vallée de la Rivière-Rouge est la seule région des Etats-Unis où l'on cultive le blé dur—284; c'est pourquoi ils ne cessent d'importer notre blé dur—284; le blé canadien du jour où la libre exportation en sera permise, fera prime aux Etats-Unis—284.

M. Thomson (Qu'Appelle)—L'enseignement agricole a été négligé en ce pays—285; cultivateurs retireront plus de profit de la suppression par les Etats-Unis du droit sur le bétail et du dégrèvement partiel de l'avoine que de la loi sur l'enseignement agricole—285; cote du blé de Fort-William et de Minnéapolis—286; l'accès au marché américain aura pour résultat que nos cultivateurs obtiendront un meilleur prix pour leur blé—287; le prix de la farine—288; exportations de farines canadiennes—288; estime à \$82,000,000 la production totale des minotiers du Canada—288; meuniers canadiens peuvent soutenir la concurrence étrangère—289; la culture mixte n'a pas été encouragée dans l'Ouest—289; avec un bon marché les cultivateurs de l'Ouest peuvent faire concurrence au monde entier—290.

Hon. M. Crothers—Problème de la cherté de la vie—291; crises financières ont généralement pour effet de faire baisser les prix—291; enquête sur les coalitions—291; le cas de la United Shoe Machinery Co—291; des modifications ont eu lieu—293; sur les 145 fabricants de chaussures au pays 138 utilisent les machines de la compagnie—293; cela tend à stimuler la fabrication des chaussures—293; le tarif de la compagnie, 1 à 5 cents la paire—293; le temps et l'expérience révéleront les défauts de la loi touchant les enquêtes sur les coalitions—293.

M. McCraney—Franchise du blé est défendue par ceux qui étaient en faveur de la réciprocité—294; législature de Saskatchewan a appuyé une résolution à cet effet par un vote de 35 à 3—294; même décision du Manitoba—295; préférable pour le producteur canadien d'avoir accès au marché américain—295; trois circonstances où fut établie la supériorité du blé canadien sur tous les autres blés de l'univers—296; l'Ouest canadien a été presque aussi heureux avec son bétail

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS
DU TRONE—*Suite.*

M. McCraney—*Suite.*

qu'avec son blé—297; calmer les appréhensions de ceux qui croient que nous nous adonnons trop à la culture du blé—297; ne redoutons pas la concurrence américaine—297.

M. Molloy—En faveur de l'abolition du droit sur le blé—297; cultivateurs perdent actuellement de l'argent à récolter le blé—297; ne retirent pas même 5 pour 100 de leur placement de capitaux—298; la culture variée est la dernière ressource—298; l'augmentation du taux de l'intérêt par les banques nuit au cultivateur de l'Ouest—298; cultivateur perd courage—298; cultivateurs ne demandent pas de protection—298; prêts à lutter contre n'importe quel concurrent—298; déclaration de M. Partridge sur la situation des cultivateurs de l'Ouest—299.

M. MacNutt—Le sentiment est en faveur d'un commerce libre du blé—300; à part son marché domestique le Canada n'a pas d'autre débouché que le marché anglais—301; depuis 1097 les prix n'ont pas cessé de diminuer sur le marché de Liverpool—301; l'Ouest a produit cette année 209,262,000 minots de blé—301; marché américain contribuerait à améliorer le coût de la vie—302.

M. Rainville—L'Ouest se rend-il compte des nombreux sacrifices faits par l'Est pour développer les prairies de l'Ouest—304; dangereux de diriger notre commerce vers les Etats-Unis—304; notre devoir à l'heure actuelle est de garder notre commerce—304; ceux qui souffrent le plus du renchérissement de la vie sont les citoyens des villes—305; l'embaras, c'est l'insuffisance de la production agricole—305; la province de Québec est impuissante à subvenir à ses besoins—305; produire plus de substances alimentaires, voilà la vraie solution du problème—306; l'orientation du système d'immigration—307; la politique d'immigration de l'ancien gouvernement a augmenté la population ouvrière des villes—307; situation désespérante pour nos cultivateurs—307; gouvernement devrait recruter de bons ouvriers agricoles—307; utilité des fermes de démonstration dans chaque paroisse—308; reconstituer notre industrie de l'élevage du bétail—309; l'octroi pour venir en aide à l'agriculture dans Québec—309; le gouvernement de Québec l'a employé dans un but politique—309; gouvernement devrait aider aux cultivateurs de l'Est comme il l'a fait pour ceux de l'Ouest—310; construire dans les grands centres des entrepôts munis de réfrigérateurs—310; cultivateurs pourraient emmagasiner leurs produits sur des bases coopératives—310; système ferait disparaître la disproportion considérable qui existe entre les prix payés aux producteurs et les prix exigés des consommateurs—310.

M. Cruise—Ce ne sont pas les cultivateurs mais les manufacturiers qui ont besoin d'instruction—312; qu'on les instruisse de

ADRESSES—*Suite.*ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS
DU TRÔNE—*Suite.**M. Cruick*—*Suite.*

façon à les mettre en état d'entrer en concurrence avec leurs rivaux des Etats-Unis—312; comparaison entre le cultivateur canadien et le cultivateur américain—312; qu'on enlève le droit sur le blé et les cultivateurs du Canada ne craignent pas la concurrence—313; ce sera aussi de nature à réduire le coût de la vie—313.

M. Maclean (York-sud)—Raisons que j'ai de voter pour l'amendement—314; l'abolition du droit sur le blé aura pour effet de faire bénéficier l'Ouest de la concurrence en matière de transport par chemin de fer—314; avons le droit de légiférer en matière tarifaire indépendamment de toute intervention étrangère—315; devrions nous inspirer des modifications faites au tarif américain—315; il nous incombe de donner satisfaction à l'Ouest—316; l'abolition du droit sur le blé ne changerait rien à la politique nationale et ne nuirait en aucune façon à la population de l'Est—316.

M. Douglas (Strathcona)—Malgré le fort courant d'immigration des Américains au Canada, depuis cinq ans, le Canada n'a gagné que 20,000 âmes—317; comment la déperdition a eu lieu—317; cultivateurs n'ont pas reçu la valeur de leurs produits—317; le marché américain est le meilleur du monde pour la vente des produits agricoles—317; en quatre semaines Edmonton a dépensé \$25,000 pour nourrir ceux qui n'avaient pas le moyen de gagner leur vie—318; nous vivons dans une fausse sécurité—318.

M. Warnock—Crois que 90 pour 100 des cultivateurs de l'Ouest sont en faveur de l'abolition du droit sur le blé—319; autrement les cultivateurs devront abandonner la culture du blé—320; seuls cultivateurs qui font du profit sont ceux qui ont des bestiaux à vendre—320.

M. Buchanan—Mesure demandée dans l'intérêt des cultivateurs—321; l'Ouest canadien ne fait pas de progrès dans le moment—321; découragement de la population—322; la grande industrie agricole prospérera sous un régime de libre-échange—322.

Amendement de *M. Neely* est rejeté: Pour, 57; contre, 102—322.

Adresse en réponse au discours du trône est adoptée—323.

Le très hon. R.-L. Borden—Propose qu'adresse soit grossoyée et présentée à Son Altesse royale le Gouverneur général—323.

Adopté—323.

ADRESSE A SON ALTESSE ROYALE LE
GOUVERNEUR GENERAL.

Le très hon. R.-L. Borden—Départ prochain de Son Altesse royale—5467; rappeler les services qu'il a rendus au Canada—5467; progrès et développement des colonies autonomes de la Grande-

ADRESSES—*Fin.*ADRESSE A SON ALTESSE ROYALE LE
GOUVERNEUR GENERAL—*Suite.**Le très hon. R. L. Borden*—*Suite.*

Bretagne—5467; l'empire forme une fédération de peuples unis par les liens d'une allégeance commune et unique—5467; avons toujours été favorisés dans le choix des hommes que l'on a appelés à remplir le poste de Gouverneur général—5467; témoins des importantes modifications apportées aux lois fondamentales du Canada—5467; carrière et passé de Mgr le duc de Connaught—5467; a assumé de lourdes responsabilités—5467; Son Altesse a su profiter de toutes les occasions qui s'offraient à lui d'observer et d'étudier les conditions de notre vie nationale et de s'instruire de nos aspirations—5467; C'a été avec le plus profond regret que le peuple du Canada a appris il y a plus d'un an la maladie grave de Son Altesse royale la duchesse de Connaught, qui a pris le plus vif intérêt à tout ce qui tend au bien-être et au progrès du pays, et dont le très sincère désir d'aider de toute manière le Gouverneur général dans l'acquiescement de ses fonctions officielles s'est toujours manifesté de la plus claire façon—5468; en offrant à Son Altesse royale nos très sincères félicitations sur les splendides progrès qu'elle a pu faire jusqu'ici pour le recouvrement complet de sa santé, nous espérons qu'elle et la princesse Patricia, que ses grâces et son tact ont rendu pareillement chère à notre peuple, garderont de leur séjour en ce pays le souvenir le plus bienveillant—5468; texte de l'adresse à Son Altesse royale—5468.

Sir Wilfrid Lawrie—Ce serait de l'ingratitude de la part du peuple canadien de ne pas témoigner par tous les moyens dont il dispose du profond regret que lui causera le prochain départ de Son Altesse royale le duc de Connaught—5468; sommes avant tout un peuple démocratique—5468; inaltérable amour du devoir qui a marqué la carrière de Son Altesse royale parmi nous—5469; prendre contact avec toutes les classes—5469; participer à tous les actes de notre vie nationale—5469; entreprise de visiter toutes les parties du pays—5469; lorsque le duc et la duchesse s'éloigneront de nos rives, ils ne nous quitteront pas complètement, car ils laisseront derrière eux les nobles traditions qu'ils avaient apportées en venant ici et qu'ils tenaient de cette grande et excellente femme, la reine Victoria—5469.

Adopté—5469.

AJOURNEMENTS.

VACANCES:

CONGE DE L'ASCENSION.

Le très hon. R.-L. Borden—Propose d'ajourner la Chambre du 20 au 22 mai—4068.

Adopté—4068.

FETE VICTORIA.

Le très hon. R.-L. Borden—Que la Chambre s'ajourne samedi le 23 jusqu'à mardi le 26 mai—4196.

Adopté—4196.

AJOURNEMENTS—*Suite.*

MERCREDI DES CENDRES.

Le très hon. R.-L. Borden—Propose que la Chambre s'ajourne du 24 au 26 février—1113.

Adopté—1113.

VACANCES DE PAQUES.

Le très hon. R.-L. Borden—Propose que la Chambre s'ajourne du 8 au 14 avril—2421.

M. Macdonald—Demande de prolonger la vacance d'un jour—2421; mettre la rentrée au mercredi le 15—2421.

Adopté—2421.

POUR DISCUSSION:

CANADIENS A BISLEY.

M. Macdonald (Pictou)—Propose de suspendre la séance pour discuter une question publique urgente—539; acte accompli par le bureau de la guerre et l'association nationale de tir—539; concours Bisley—539; exclure les tireurs canadiens—539; tout ce qui met des entraves à ce voyage de nos tireurs revêt une importance exceptionnelle—540; il y a quelques années une certaine mire fut adoptée pour le fusil Ross, notre arme nationale—541; nos miliciens ont fait l'exercice du tir depuis deux ans avec un fusil muni de cette mire—541; nos tireurs ne pourront-ils pas se servir de cette mire?—541; devront-ils concourir dans des conditions défavorables?—541; connaître le sentiment du ministre—541.

Hon. Sam Hughes—Association Nationale de tir de la Grande-Bretagne a été fondée en 1860—541; encourager le tir dans les diverses possessions britanniques—541; lorsque les miliciens du Canada eurent commencé à se servir de l'arme aujourd'hui en usage dans le pays, nos amis de là-bas trouverent mauvais que les Canadiens ne se servissent pas du même fusil que les anglais—542; au Canada il s'est accompli de grands progrès dans l'art de disposer les mires—542; association nationale de tir est plus ou moins à la merci du War Office—542; ce ministère se plaint à cultiver certaines marottes en matière de tir—542; prescrit le tir sur une cible blanche—543; on ne peut se servir que de fusils munis de la hausse simple—543; fusil canadien n'a pas de hausse au milieu du canon—543; c'est ce qui met les canadiens dans l'impossibilité de prendre part aux concours—543; ce que le War Office pense de la hausse à œillette—543; règlement arbitrairement imposé par le War Office—543; ne pouvait avoir d'autre objet que d'exclure l'équipe canadienne des concours de Bisley—544; nous nous servons de la hausse à œillette depuis 1900—544; n'avons pas de hausse simple—544; opposé à toute modification de cette arme—544.

M. Carvell—Féliciter le ministre de la fermeté de son attitude sur cette question—544; constitué le champion du fusil

AJOURNEMENTS—*Suite.*CANADIENS A BISLEY—*Suite.*

M. Carvell—*Suite.*

Ross—544; le War Office devrait adopter notre fusil—544.

M. Sharpe (Ontario-nord)—Demande si le règlement exclut le fusil Ross ou simplement la hausse à œillette—545; certains tireurs croient qu'ils pourraient concourir à chances égales en se servant du Lee-Enfield—545; ne croit pas que l'association veuille porter préjudice à l'arme nationale du Canada—545.

M. Clark (Red-Deer)—Services administratifs, y compris ceux de la Grande-Bretagne, ne m'inspirent pas une confiance sans bornes—546; affaiblissant le lien qui rattache le Canada à la Grande-Bretagne—546.

Hon. M. Hughes—War Office admet la supériorité du fusil Ross sur le Lee-Enfield 546; la hausse à œillette est la seule dont on puisse attendre des résultats certains en temps d'hostilité—546.

M. Macdonald—J'espère que le ministre persistera à défendre vigoureusement les droits du Canada dans cette affaire et à exiger que les autorités anglaises reconnaissent l'arme adoptée par notre pays—548.

Ajournement rejeté—548.

CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DU SAINT-JEAN.

M. Carvell—Question importante non seulement pour le Nouveau-Brunswick mais pour tout le pays—3144; construction du chemin de fer de la vallée du Saint-Jean dont le titre légal est "chemin de fer de Saint-Jean à Québec"—3144; graves accusations portées contre le premier ministre du Nouveau-Brunswick par M. Dugal, député provincial—3144; accusation a trait à des concessions forestières—3144; partie de la question concerne le gouvernement fédéral et le Parlement—3145; gouvernement canadien se charge d'exploiter cette ligne comme partie de l'Intercolonial—3145; gouvernement se réserve 60 pour 100 des recettes brutes—3145; tout intérêt à ce que le capital ne soit pas majoré—3145; cet arrangement était tout à l'avantage du Nouveau-Brunswick et du Canada, si les conditions en avaient été respectées, tout le monde y aurait trouvé son avantage—3145; chemin de fer devait être construit suivant le cahier de charge—3145; au lieu d'un marché entre le Nouveau-Brunswick et la compagnie du chemin de fer de Saint-Jean à Québec, pour la construction d'une ligne comme celle qui était désignée dans la loi de 1911, nous avons eu un marché qui permettait à la compagnie de construire un chemin de fer tout différent—3145; le caractère de cette ligne—3146; subvention que le Parlement avait accordée en 1910—3147; en renouvelant la subvention, en 1913, le gouvernement a retranché la partie de la ligne comprise entre Andover et Grand-Falls—3147; il a rendu impossible les raccordements avec le Grand-Tronc-Pacifique—

AJOURNEMENTS—*Suite.*CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DU SAINT-JEAN—*Suite.**M. Carvell—Suite.*

3147; si ces lignes ne peuvent avoir de raccords avec le Grand-Tronc-Pacifique, elles ne rapporteront pas assez pour acquitter le coût de la grasse destinée aux essieux des locomotives et des wagons—3147; l'Intercolonial perdra annuellement des centaines de milliers de dollars s'il tente d'exploiter cette ligne comme entreprise locale—3147; le seul moyen d'assurer une sécurité parfaite, au point de vue de la province ou à celui du Canada tout entier, c'était de faire passer dans la pratique l'idée conçue à l'origine d'exploiter ce chemin de fer de Grand-Falls à Saint-Jean (N.-B.)—3147; les promoteurs ont mené les choses rondement—3148; ce n'est plus \$1,000,000 qu'il leur faut mais bien \$3,000,000—3148; faire du carottage—3149; faire venir un certain personnage des Etats-Unis, M. Arthur R. Gould—3149; gouvernement lui a donné tout ce qu'il désirait—3150; M. Gould a eu toute l'affaire en main propre—3151; compagnie du chemin de fer Saint-Jean à Québec a fait cession de ses biens à la Quebec and St. John Construction Company—3151; la Quebec and St. John Construction Company n'a pas M. A. R. Gould pour président, mais elle a le fils de M. A. R. Gould, et le fils de M. A. R. Gould et ses associés américains sont les gens qui prennent notre bon argent et l'apportent à New-York, et la ligne est construite à New-York—3151; nous ne pouvons pas enquêter sur cette affaire, car l'argent est globalement remis à la maison new-yorkaise—3151; le parti conservateur du Nouveau-Brunswick remet des millions à une maison américaine qui fait affaires à New-York, et dont les livres sont à New-York—3151; nous allons chercher à faire enquête sur cette affaire—3151; compagnie a fait un profit net de \$18,000 par mille dans la construction sans rien déboursier—3153; graffileurs américains et canadiens—3153; gaspillé un million au bénéfice des manipulateurs—3155; l'affaire du chemin de fer de Southampton—3156; un autre vol—3156; la clé de la situation—3158; tout ce que je demande, c'est de réserver le contrat de subvention jusqu'à ce que nous ayons pu tirer cette affaire au clair—3158; la province du Nouveau-Brunswick devrait accorder une garantie des obligations, laquelle, jointe à la subvention de l'Etat, permettrait de mener l'entreprise à bonne fin—3158.

*Hon. M. Hazen—*Le but de M. Carvell—3159; les subventions versées au chemin de fer de la vallée du Saint-Jean, par le département des Chemins de fer et des Canaux, sous l'empire de la loi, n'ont pas excédé la limite spécifiée—3159; tout s'est fait en règle, et les sommes appliquées à la construction du chemin de fer justifiaient le département de verser les montants de la subvention qu'il a versés—3159; le gouvernement du Nouveau-Brunswick a ordonné une enquête sur les accusations—3160; avant de condamner ou de justifier les inculpés nous devrions

AJOURNEMENTS—*Suite.*CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DU SAINT-JEAN—*Suite.**Hon. M. Hazen—Suite.*

attendre que la commission royale ait présenté son rapport—3160; historique inexact du chemin de fer de la vallée du Saint-Jean—3161; M. Frank Black, député de Westmoreland, a déclaré que chaque dollar provenant de la vente de ces obligations garanties pour le chemin de fer a été appliqué à la construction de la voie ferrée, outre d'autres capitaux—3163; ce qui s'est passé en 1910—3164; type de la ligne—3164; chemin de fer construit en conformité aux exigences de la loi—3165; difficultés financières—3165; dépenses ont été approuvées par tous les membres de l'assemblée législative—3167; l'enquête démontrera que pas un dollar n'a été détourné de ses fins légitimes et que tout l'argent voté et payé a été employé à la construction de la ligne—3168; l'enquête démontrera aussi que le Nouveau-Brunswick et le Canada ont fait une excellente opération en venant en aide à une entreprise aussi nécessaire—3168.

*M. Michaud—*Pas satisfait de la manière dont cette ligne a été construite—3168; entreprise aurait dû être confiée à des canadiens et non à des américains—3168; on n'a pas suivi le type de la voie exigé dans le cahier de charge—3169; gouvernement provincial ne tenait compte que de ses amis politiques—3169.

*M. McLeod (York, N.-B.)—*Malhonnêteté intellectuelle—3170; hommes politiques du Nouveau-Brunswick se sont fait un jeu de ce chemin de fer—3171; si la vallée du Saint-Jean ne fut pas dotée d'un chemin de fer avant aujourd'hui la faute en est au parti libéral—3172; ce qui s'est passé en 1910—3173; nous ne voulions pas construire à travers le Nouveau-Brunswick un réseau comme le Transcontinental, qui a coûté \$102,000 au mille—3174; nous voulions construire une ligne meilleure que l'Intercolonial, et supérieure au Pacifique-Canadien dans le Nouveau-Brunswick, et nous avons fait un contrat ou une convention pour louer pendant 99 ans le chemin de fer de la vallée du Saint-Jean, qui devait être exploité par le gouvernement du Canada comme partie du régime des chemins de fer nationaux—3174; la vente des obligations—3174; pas un seul dollar n'est allé à New-York ou à aucun autre endroit dans les Etats-Unis, mais tout l'argent est resté à Montréal, dans le Canada, et à la garde de la Prudential Trust Company pour être payé seulement sur l'autorité d'un décret du conseil—3175.

*Hon. M. Emmerson—*Les faits sont que dans la province du Nouveau-Brunswick, on a voulu construire une voie ferrée, et que la province, outre les subventions accordées à cette voie par le parlement du Canada, avait engagé son crédit dans une garantie des obligations de la compagnie—3179; du produit des obligations ainsi garanties par la province il a été détourné de ses fins légitimes la somme de plus d'un demi-million—3179; il a été fait de

AJOURNEMENTS—*Suite.*CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DU SAINT-JEAN—*Fin.**Hon. M. Emmerson—Suite.*

vant la législature provinciale des accusations contre des membres de cette Chambre, à savoir le premier ministre du Nouveau-Brunswick, et contre un membre de cette administration, aujourd'hui le député d'York—3179; le député d'York devrait se souvenir qu'il est présentement accusé d'avoir, étant membre du cabinet de cette province, pris part à une appropriation fautive de ces fonds—3179.

M. A. DeWitt Foster—On devrait laisser établir les faits par le tribunal de la province du Nouveau-Brunswick—3182.

M. Turgeon—Regrettable que des politiciens aient essayé de faire du capital politique autour de cette affaire—3183; accusations portées contre le premier ministre Fleming—3183; la législature aurait dû nommer tout de suite une commission royale, d'ajourner la session pendant deux ou trois semaines et, dans l'intervalle, de procéder immédiatement à l'enquête—3183; si l'on avait suivi cette procédure, nous ne serions pas à la peine, à l'heure actuelle, de signaler à l'attention du ministre des Chemins de fer et du Gouvernement fédéral la situation regrettable qui existe au Nouveau-Brunswick—3183.

Hon. M. Reid—Le seul lien qui pourrait exister entre le Gouvernement et la compagnie en toute cette affaire, c'est de savoir si la subvention est dépensée de la façon qu'elle doit l'être, ou, en d'autres termes, la construction de cette voie ferrée coûte-t-elle assez cher pour justifier le paiement de la subvention qui a été octroyée à l'entreprise?—3185; si le gouvernement fédéral prend ce chemin de fer à sa charge, il doit veiller à ce que sa construction se fasse en conformité de la convention spéciale qui s'y rattache—3185; dans la mesure où le gouvernement fédéral a le droit de s'immiscer dans cette affaire, le ministre des Chemins de fer, quand il prendra cette voie ferrée à sa charge, vaudra à ce que les travaux soient parachevés en conformité de la convention—3185; l'essentiel, c'est que le gouvernement se protège relativement au paiement des subventions—3185.

Ajournement rejeté—3185.

EDIFICE PUBLIC DE BRANTFORD.

M. Nesbitt demande permission de discuter certaines questions inscrites au feuillet, concernant la pierre employée dans l'édifice public de Brantford—912; texte des questions et des réponses—912; amis de la droite déclarant que nous devons faire commerce dans les limites de l'empire—913; pierre de l'édifice public de Brantford venait de l'Ohio—913; le contremaître du taillage de la pierre était un américain—913; la pierre spécifiée au cahier de charge était de la pierre de Georgetown, Ont.,—913.

Hon. M. Rogers—Différence de \$28,000 dans le prix des deux pierres—914; architecte

65613—2½

AJOURNEMENTS—*Suite.*EDIFICE PUBLIC DE BRANTFORD—*Suite.**Hon. M. Rogers—Suite.*

en chef a déclaré que la pierre Berea (Ohio) était aussi bonne que celle de Georgetown—914.

M. German—Gouvernement ne devrait jamais employer de pierre des Etats-Unis—914; ne devrait spécifier aucun genre de pierre en particulier—914; se contenter d'exiger que la pierre soit d'assez bonne qualité pour être acceptée par l'architecte en chef—915; empêcher les citoyens des Etats-Unis d'entrer en Canada pour construire nos édifices—915.

M. Cockshutt—Carrières de Georgetown ne pouvaient pas fournir toute la pierre nécessaire pour cet édifice—915; l'entreprise a été accordée au plus bas soumissionnaire—916; 95 pour 100 des employés étaient sujets britanniques—916.

M. Macdonald—Ministre aurait dû utiliser la pierre de quelque autre carrière canadienne même en supposant qu'elle coûtât un peu plus cher que le grès de l'Ohio—917.

M. Henderson—La pierre de Georgetown est de qualité supérieure—918; sa supériorité explique l'affluence des commandes—918.

M. Pardee—Lorsque le gouvernement s'est aperçu qu'il lui serait impossible de tirer de Georgetown la pierre qu'il lui fallait, rien au monde ne l'empêchait de demander des soumissions à quelque autre exploitant de carrières du pays—919.

M. Emmerson—Un parti qui a bataillé je ne sais combien de nuits et qui s'est plaint de ce que le Grand-Tronc-Pacifique pouvait acheter hors du Canada des matériaux pour la construction de sa ligne, un parti qui a entretenu la Chambre de ses plaintes à cause de l'emploi d'ingénieurs américains dans les études relatives au tracé du Transcontinental, un parti qui a montré une pareille intransigeance mérite sûrement d'être condamné pour l'attitude qu'il prend ce soir, et cette attitude est sa propre condamnation—920.

Ajournement rejeté—920.

EXPOSITION DE SAN-FRANCISCO.

M. Weichel—Question qui attire l'attention des canadiens—3411; l'ouverture du canal de Panama et l'exposition de San-Francisco—3411; refus de la Grande-Bretagne de prendre part à l'exposition—3411; prendre part à l'exposition serait de nature à resserrer les liens d'amitié qui unissent la Grande-Bretagne aux Etats-Unis—3412; vœu émis par le Board of Trade de Berlin—3412.

Le très hon. R. L. Borden—Gouvernement continue de prendre toutes les mesures en vue de la digne représentation et active participation du Canada dans cette circonstance—3412; nous nous réjouissons tous si la mère patrie avait jugé à propos d'adopter la même ligne de conduite—3412.

Ajournement rejeté—3412.

AJOURNEMENTS—*Suite.*

L'INSPECTEUR DES HOMESTEADS A HUMBOLDT.

M. Neely—Diminution dans le nombre de homesteads—650; augmentation dans le nombre d'employés—650; cabinet n'a pas en vue les besoins du service public—651; gens qui emploieraient leurs loisirs à solliciter des votes—651; l'exemple d'un M. Arthur Smythe—651; amené devant les tribunaux pour intimidation à l'égard de certains électeurs—651; est encore à l'emploi du gouvernement—651; M. Glen Campbell—651; partisan actif et agressif—651; élection partielle dans le comté de Qu'Appelle—652; M. Campbell a parcouru le comté—652; lettre de M. William Penny, de Balcarres—652; déclaration sous serment—652; affidavit de Michel Poitras, métis—652; résultat de l'eau de vie fournie par Glen Campbell, inspecteur des agences indiennes—652; probablement infirme pour la vie—652; famille réduite à la misère—653; demander compte au gouvernement de la conduite de ses fonctionnaires—653.

Hon. M. Roche—Inspecteurs de homesteads ont été d'un grand avantage pour la population de l'Ouest—654; avons augmenté les agences et sous-agences—654; ne connaît rien du cas de Arthur Smythe—654; reçu aucune plainte—654; M. Glen Campbell—654; accusations grave—655; atteint la moralité de M. Campbell—655; lui permettrai de se défendre—655; accusations puérides sauf celle que l'on porte contre M. Campbell—655; communiquerai sa réponse—655.

M. Oliver—Ministre de l'Intérieur a l'intention de transformer son département en une organisation politique—655; j'avais donné des instructions formelles pour défendre à tous les fonctionnaires d'intervenir dans aucune élection—656; obligation de destituer le fonctionnaire incriminée—656; position impossible pour un ministre—656; colons sont terrorisés—656; certains incidents survenus pendant les élections de la Saskatchewan—657; organisateur conservateur—657; Smythe arrêté—657.

Hon. M. Rogers—Rappeler certaines arrestations—658; impossible de porter une accusation formelle—658; le cas de Smythe—658; l'accusation à laquelle il dût répondre ne fut pas celle qui avait motivé son arrestation—658; le cas de M. Shields—658; mit les menottes aux poignets—658; le jeta en prison—658; méthodes suivies en Russie—658; on laissa partir M. Shields—658; aucune accusation ne fut portée contre lui—658; résolution de 1896 défendant aux fonctionnaires de l'Etat de prendre part aux élections—659; M. Oliver a déjà dit que des inspecteurs de homesteads avaient le droit de paraître sur les tréaux publics—659; d'y remplir les fonctions de présidents et d'officiers des organisations libérales—659; note de M. Oliver à R. E. A. Leach, organisateur des forces libérales au Manitoba—660.

Ajournement rejeté—660.

AJOURNEMENTS—*Suite.*

OBSERVATIONS SUR L'ETAT DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DU FER ET DE L'ACIER.

M. Carrick—Attire l'attention du gouvernement sur une question de vitale importance—1569; développement industriel et vie commerciale du Canada—1569; industrie du fer et de l'acier—1569; cette industrie ne le cède en importance qu'à l'agriculture—1570; fer est le plus économique des métaux—1570; c'est la base constitutive de notre existence nationale—1570; encouragement à donner à l'industrie du fer—1570; importations des produits du fer de \$141,000,000 en 1913—1570; production du fer est dans une situation languissante—1570; importations du minerai étranger ont augmenté—1570; entreprises fermées—1570; hauts fourneaux éteints—1570; ouvriers sont jetés sur le pavé—1570; dépression qui a atteint la métallurgie du fer—1570; faillite de la Canadian Iron and Steel Corporation—1571; discréditer le Canada—1571; perte de millions de dollars pour le rentier anglais—1571; désirons ressusciter et réhabiliter cette industrie—1571; balance de commerce très défavorable au Canada—1571; désavantage de \$300,000,000 en un an—1571; opinion de sir Edmund Walker—1571; des millions de tonnes de minerai de fer—1572; exploiter les grandes ressources naturelles du Canada—1572; au lieu d'importer nous pourrions produire—1572; nous assurerait dans le monde le rang auquel nous avons droit—1573; l'industrie du fer et de l'acier dans la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis—1573; attitude du gouvernement canadien à l'égard de l'industrie du fer—1574; primes sur le fer en 1883—1574; grands leaders politiques en faveur de venir en aide à l'industrie du fer—1575; période des primes expira—1576; rien ne fût fait—1576; constaté un fléchissement dans la qualité du minerai extrait au Canada—1577; une prime de 2 cents par unité de fer métallique contenue dans la gueuse fera revivre et se développer l'industrie de l'exploitation des mines de fer du Canada et, conséquence inévitable, l'industrie du fer et de l'acier prendra un essor considérable par tout le pays—1577; intérêt que l'on porte en Canada à la question de la gueuse de fer—1577; résolution des Chambres de Commerce d'Ontario—1577.

M. Clark (Red-Deer)—Nos relations de commerce—1579; régime national marqué au coin de l'étroitesse et de l'égoïsme—1579; protectionnisme est toujours imprégné de particularisme—1579; favoriser l'industrie du fer n'est guère sympathique à la masse de la population—1580; ce sont surtout les spéculateurs qui désirent le rétablissement des primes—1580; spéculateurs ne méritent pas d'égards particuliers—1580; contradictions économiques abondent sur l'examen de la question de protection—1581; empruntons de l'argent en Angleterre—1581; recevons montant de notre emprunt sous forme de marchandises—1581; balance du commerce—1581; l'échange n'est pas toujours

AJOURNEMENTS—*Suite.*OBSERVATIONS SUR L'ETAT DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DU FER ET DE L'ACIER—*Suite.**M. Clark (Red-Deer)—Suite.*

un échange direct entre les deux pays intéressés—1581; peut avoir lieu par intermédiaire—1581; question des primes—1581; deux objections fondamentales—1581; injustice pour les autres industries—1581; procédé inévitable du commerce—1581; cause de la cherté de la vie—1581; devrions inaugurer le système de primes aux viandes de bœuf et non à l'industrie du fer et de l'acier—1581; industrie des viandes de bœuf n'existe pas dans ce pays—1582; première nécessité à l'humanité—1582; ferions mieux de n'accorder aucune prime—1582; point de vue national—1582; soutenir l'agriculture, industrie primordiale du Canada—1582; ce qui se passe parmi les populations des autres pays—1582; l'expérience de l'Australie et du Canada—1582; primes une aide douteuse—1583; l'effet des primes sur l'industrie—1583; folies économiques—1583; le libre accès au marché des Etats-Unis—1583; obtenu un meilleur prix pour nos bestiaux—1583; si nous voulons que le Canada progresse il faut développer nos marchés à l'étranger—1583; politique véritablement nationale—1584; ce que la protection a créé en Angleterre—1584; des millionnaires, des millions de pauvres et des monts de pitié—1585; Grande-Bretagne n'a jamais fait de progrès avant d'avoir libéré ses industries de leurs entraves—1585; peuple canadien pourrait s'affirmer s'il se sentait plus libre—1585; rétribution de la main d'œuvre—1586; protection n'a pas réussi à assurer le développement du Canada—1588; l'introduction du tarif préférentiel anglais est un abaissement des droits—1588; commerce se développe dans les centaines de millions—1588; développez l'agriculture de l'Ouest et les chemins de fer se construiront d'eux-mêmes—1589.

M. Bennett (Simcoe-est)—Libre-échange contre protection—1589; je prierais le gouvernement de faire de nouvelles concessions à l'industrie métallurgique—1589; fonderies muettes dans toute l'étendue du Canada—1589; situation de l'industrie du fer—1589; dans chaque ville du Canada nous sommes protectionnistes—1590; fabrication du fer est peu rémunératrice—1590; vente de minerai à l'état brut plus profitable—1590; sage de garder nos matières brutes pour les façonner nous-mêmes—1591; peuple canadien n'a pas l'esprit assez étroit pour croire que le pays a été créé en vue de la seule classe agricole—1591; affaires qui nuisent sérieusement au succès de l'industrie métallurgique—1591; gouvernement ne devrait pas tolérer l'importation des fontes brutes américaines—1591; pas une livre de vieux fer ne devrait entrer en ce pays—1591; industrie du fer ruinée par un tarif ennemi—1592; classe ouvrière devra aller chercher du travail ailleurs—1592.

M. Arthurs—Tenter un effort pour améliorer la situation de l'industrie du fer—1592;

AJOURNEMENTS—*Suite.*OBSERVATIONS SUR L'ETAT DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DU FER ET DE L'ACIER—*Suite.**M. Arthurs*—*Suite.*

droit spécifique au minerai de fer extrait et fondu au Canada ferait peut-être disparaître quelques-unes des difficultés actuelles—1593; minerais canadiens ne peuvent soutenir la comparaison avec les minerais américains, l'extraction ne coûte presque rien, à peine 10 ou 15 cents par tonne—1593; tout ce que les Américains ont à faire, c'est d'extraire le minerai de la mine au moyen de pelles à vapeur—1593; minerai canadien ne peut être extrait qu'à grands frais de la mine—1593; il en coûte de 25 à 40 cents et quelquefois jusqu'à 80 cents de plus, par tonne, pour traiter le minerai canadien en comparaison du minerai américain—1593; pas possible de songer à faire traiter notre minerai par des smelters canadiens, si on ne leur procure pas des avantages autres que ceux qu'ils ont actuellement sur les minerais importés des Etats-Unis 1593;

M. Carvell—Position illogique—1593; plan que l'on propose—1593; l'argent sortira toujours du gousset du cultivateur—1594; on a créé une situation illégitime à ces industries—1594; faux système économique—1594; industries qui ne sauraient réussir qu'avec la protection ou des primes—1594; marché pour le minerai de fer n'existe pas—1595; relevés du commerce—1595; industries exotiques dans Ontario—1595; ce que peut faire une industrie vraiment nationale—1595; aciéries de Sydney—1595; fonte crue—1595; concurrence avec l'industrie mondiale—1596; crimes contre les cultivateurs que de supprimer le drawback des manufacturiers—1596.

M. German—Encourager la métallurgie du fer non seulement dans Ontario mais dans tout le Canada—1597; devrait faire quelque chose—1597; bill devrait être présenté concernant l'industrie sidérurgique au Canada—1597.

Hon. M. White—Industrie du fer et de l'acier est très importante—1597; prend rang après celle de l'agriculture—1597; l'agriculture en Angleterre—1598; n'est pas capable d'absorber tout l'accroissement naturel de la population—1598; la théorie du libre-échange—1598; sorte de dépression dans l'industrie de l'acier au Canada—1598; resserrement financier dans le monde entier—1598; marasme commercial dans tous les pays—1598; flot d'argent venant des grands centres internationaux devait subir un temps d'arrêt—1598; diminution du crédit—1598; restriction des capitaux disponibles—1598; diminution lente et progressive du commerce et de l'industrie dans toutes les contrées du globe—1598; situation n'est pas particulière au Canada—1598; industrie métallurgique est fondamentale pour ce pays—1599; nos importations—1599; Canada est un pays qui emprunte—1599; écarts dans les échanges internationaux—1599; industrie métallurgique mérite toute l'attention du gouvernement

AJOURNEMENTS—*Suite.*OBSERVATIONS SUR L'ETAT DE L'INDUSTRIE CANADIENNE DU FER ET DE L'ACIER—*Fin.*

Hon. M. White—*Suite.*

—1599; depuis 1878 le Canada a prospéré sous l'empire du tarif protecteur—1599; politique de libre-échange est une erreur—1599; protection inaugurée par sir John Macdonald était une nécessité absolue pour le Canada—1599; nos emprunts et nos échéances—1600; emprunts faits pour venir en aide à des entreprises lancées par le gouvernement précédent—1600; avons réduit la dette publique—1600; deux manières de protéger les industries—1601; paiement de primes—1601 imposition de droits de douane—1601; il est mieux que les produits qui sont la matière première d'un grand nombre d'industries comme l'est le fer en gueuse ne devraient être soumis qu'à un droit de douane raisonnable—1601; on ne saurait se prononcer absolument contre l'octroi de primes, en principe, quand on considère tous les aspects de la situation—1602; toujours désirable, autant que faire se peut, de développer les industries indigènes du Canada—1603; je ne puis dire en ce moment si en modifiant le tarif ou en faisant d'autres changements, on pourrait améliorer la situation actuelle, parce que c'est la première fois que je suis mis au courant des faits exposés, je les étudierai avec soin—1603.

M. Macdonald (Pictou)—Ministre des Finances est opportuniste—1605; ne prend jamais l'initiative—1605; l'état commercial du pays est pire qu'il ne l'a jamais été depuis trente ans—1605.

M. Turgeon—Qualité du minerai canadien—1606; ministre ne donne pas de renseignements exacts—1606; j'espère que le gouvernement donnerait plus d'encouragement à la demande qui lui a été faite—1606; fer devrait être traité au Canada—1606; pas opposé à de l'aide à l'industrie métallurgique—1607; gouvernement pourrait aider à des compagnies—1607; moins de majoration de capital—1607; minerai serait converti en fer et en acier—1607; l'industrie métallurgique devrait se développer dans la même proportion que l'industrie agricole—1607.

Ajournement rejeté—1607.

OBSERVATIONS RELATIVES A L'IMMIGRATION HINDOUE.

Hon. M. Oliver—Mouvement de l'immigration hindoue à Vancouver—4743; question difficile et délicate—4743; devoir du gouvernement de prendre les mesures qu'on jugera justes pour empêcher l'occupation de notre pays par des éléments propres à nous gêner dans la réalisation de l'idéal de la civilisation—4744; hindous veulent s'installer de vive force au Canada—4744; au gouvernement incombe le devoir d'empêcher que la tentative aboutisse—4744; une opinion britannique—4744; question de prédominance et d'existence nationales—4744; opposer la plus vive résistance—4744; ne s'agit pas d'immigrants désireux de se fonder un

AJOURNEMENTS—*Suite.*OBSERVATIONS RELATIVES A L'IMMIGRATION HINDOUE—*Suite.*

Hon. M. Oliver—*Suite.*

foyer—4744; Canada a le droit de choisir ses collaborateurs—4744.

Hon. M. Roche—Gouvernement a été très prudent—4745; officiers remplissent leurs devoirs à la lettre—4746; loi sera mise en vigueur sans délai—4746; ces gens sont sujets britanniques—4746; ont plus de droits qu'un immigrant ordinaire venant d'un pays étranger—4746; si la loi est défectueuse nous devons l'amender—4746.

Sir Wilfrid Laurier—Le but du gouvernement, s'il est conforme aux vœux de la population de la Colombie-anglaise, devrait être d'empêcher ces immigrants d'entrer au Canada—4746; population du Canada veut réserver son pays à la race blanche—4747; raison d'ordre économique—4747; races jaunes contre races blanches—4747; il serait à désirer que le gouvernement chinois et le gouvernement des Indes consentissent à marcher sur les brisées du gouvernement japonais, c'est-à-dire, à restreindre leur propre émigration—4747; le gouvernement a raison de leur refuser l'admission du pays—4747.

Le très hon. R.-L. Borden—Si des Hindous ont été admis, cela tient à l'existence d'une prétendue irrégularité invoquée par le juge en chef de la Colombie-anglaise et qui permettait l'admission de ces Hindous, en dépit du décret du conseil, pour certaines raisons énoncées par le juge—4748; quant à cette prétendue irrégularité ou ce vice de forme dans le décret du conseil, on y a depuis remédié—4748.

Ajournement rejeté—4748.

PROVINCES DE L'OUEST ET LEURS RESSOURCES NATURELLES.

M. Buchanan—En 1905 premier ministre actuel était favorable au transfert aux provinces de l'Ouest de leurs ressources naturelles—1119; déclarations faites dans l'Ouest lors de la campagne de 1911—1119; volonté du peuple canadien—1120; désirerais avoir une déclaration du premier ministre—1121; gens de l'Ouest demandent de donner suite aux promesses—1121.

Le très hon. R.-L. Borden—*M. Buchanan* voulait que le gouvernement fédéral conservât ses terres lorsque les nouvelles provinces ont été constituées—1122; revue de la question—1122; les libéraux disaient qu'il n'était pas avantageux à la population des territoires qu'on leur permette de vendre les terres publiques—1122; l'attitude du parti libéral dans l'Ouest—1123; constitutions des provinces des Prairies plus avantageuses que leurs ressources naturelles—1123; programme d'Halifax de 1907—1124; restauration des terres aux provinces à des conditions raisonnables—1124; lettre de *M. Sifton*, premier ministre de l'Alberta à *sir Wilfrid Laurier*—1124; Alberta ne demandait pas toutes ses ressources naturelles—1125; lettre de *M. Sifton* en 1913 au pre-

AJOURNEMENTS—*Suite.*PROVINCES DE L'OUEST ET LEURS RESSOURCES NATURELLES—*Suite.*

Le très hon. R.-L. Borden—*Suite.*

mier ministre actuel—1125; cette lettre demandait la cession aux trois provinces de l'Ouest de toutes les ressources naturelles, sans aucune diminution ou révision de la somme qui avait été fixée en 1905 comme indemnité pour les dites terres, sommes que les chefs libéraux de l'Ouest ont déclarée maintes et maintes fois être plus qu'une indemnité pour ces terres—1126; lettre fut soumise au gouvernement des Provinces maritimes—1126; texte des réponses reçues—1126; réclamations des Provinces maritimes—1128; désireux de régler cette question sensément—1128; jusqu'ici les négociations n'ont pas abouti—1128.

Sir Wilfrid Laurier—Pendant la campagne de 1911 le premier ministre actuel fit une tournée dans les provinces de l'Ouest et déclara en termes aussi affirmatifs que possible que si le parti conservateur était porté au pouvoir, les terres seraient attribuées aux provinces—1129; que les habitants de ces provinces étaient des hommes libres, que dès lors ils avaient le droit de réclamer la gestion de ces terres qui en réalité leur appartenaient—1129; aucune clause restrictive ne s'attachait à sa déclaration au sujet de la disposition de ces terres—1129; opinion de sir John Macdonald sur la rétention de la gérance des terres du Manitoba—1129; si j'étais porté de nouveau au pouvoir, je serais prêt à discuter la question au point de vue exprimé dans ma lettre à M. Sifton—1131; le devoir du gouvernement aurait été de soulever cette question à la dernière conférence des premiers ministres des provinces—1131.

Hon. M. Roche—Si le parti libéral revenait au pouvoir, il refuserait de rendre aux habitants de l'Ouest leurs ressources naturelles—1132; ce que la Saskatchewan demandait en 1911-12—1132; M. Sifton, d'Alberta, a pris la même attitude que M. Scott de la Saskatchewan—1133; il n'a pas voulu causer des embarras à ses propres amis politiques installés sur les bancs ministériels, mais aujourd'hui il lui semble qu'il peut tirer un avantage politique d'une demande peu raisonnable faite à la présence administration, cette demande de choses impossibles qu'il déclarait en 1911 ne pas vouloir sanctionner ni appuyer—1133; ce que demande M. Roblin, du Manitoba—1136; on ne saurait blâmer le premier ministre de prendre le temps d'examiner cette question sous toutes ses faces—1135.

M. McCraney—Le gouvernement a pris le pouvoir parce que sa politique différait d'avec celle de l'opposition sur nombre de sujets, et maintenant il lui appartient d'assumer la responsabilité quant à la politique qu'il a prônée—1136; rendre aux provinces de l'Ouest l'empire de leurs ressources naturelles—1137; cette politique est populaire d'un bout à l'autre de l'Ouest—1137.

M. Schaffner—Gouvernement actuel a racheté les promesses faites au peuple—

AJOURNEMENTS—*Suite.*PROVINCES DE L'OUEST ET LEURS RESSOURCES NATURELLES—*Suite.*

M. Schaffner—*Suite.*

1138; à propos de la question de remettre aux trois provinces de l'Ouest la juridiction de leurs ressources naturelles, la façon d'agir de l'ancien gouvernement aura eu pour effet d'empêcher pour un temps l'administration actuelle, quel que soit notre désir ou celui de l'opposition de remettre ces ressources au peuple de ces provinces, auquel elles appartiennent, selon moi—1139.

M. Neely—Situation triste et humiliante—1139; le nœud de la situation—1140; ligne de conduite différente de celle des libéraux—1141; engagements pris envers le peuple de l'Ouest canadien—1141; attitude logique du chef de l'opposition—1143; éleveurs tête de ligne—1143.

Hon. M. Oliver—Arrangement bien précis effectué au grand jour de la publicité—1144; une question de principe—1144; pesants fardeaux imposés aux administrations provinciales—1145; la situation—1145; cadeau de \$200,000,000—1146; gouvernement canadien a trahi ses engagements—1146.

Hon. M. Crothers—Députés libéraux ne sont pas d'une scrupuleuse exactitude—1146; aucune preuve à l'appui que le premier ministre a manqué à son engagement—1146; engagement conditionnel—1146; députés devraient établir que les provinces ont offert de justes conditions—1146; provinces ont proposé de fortes injustes conditions—1146.

M. Knowles—Population du Canada a été trompée—1148; la marine est un exemple—1148; cultivateurs des prairies penseront que le premier ministre n'a jamais compté tenir sa promesse—1148; joue avec la question—1149; atteinte aux droits provinciaux—1151.

Ajournement refusé—1151.

TAXATION DES TERRES NON PATENTÉES.

M. McCraney—Un article du "Saskatoon Daily Star", 5 mars, demande si les homesteads sont taxés illégalement dans la Saskatchewan—2010; émotion considérable dans la province—2010; obtenir une déclaration sur l'attitude du ministre de l'Intérieur—2010; texte de l'article—2010; terre est exempte de taxes jusqu'à ce que le gouvernement en cède les titres—2010; la taxation est-elle illégale?—2011; municipalités continuent à accumuler les taxes sur des homesteads abandonnés—2011.

Hon. M. Roche—Mémoire du sous-ministre de l'Intérieur—2012; département ne connaissait pas la loi provinciale—2012; demandait de payer des taxes qui ne concernaient pas les colons—2012; avons protesté auprès des autorités à Regina—2012; avons reçu une réponse satisfaisante—2012; droit de la province de taxer les terres dont les titres ne sont pas encore accordés—2012; dans le passé aucune terre fédérale de la couronne ne pouvait être légalement taxée

AJOURNEMENTS—*Fin.*TAXATION DES TERRES NON PATENTEES—*Suite.*

Hon. M. Roche—*Suite.*

par aucune corporation provinciale, municipale, scolaire ou autre organisation locale—2012; si la province taxe la terre comme si le colon en avait obtenu le titre, cette taxe est illégale—2013.

Hon. M. Oliver—Réponse du ministre et la correspondance du ministère semblent réserver aux municipalités des embarras inutiles—2013; le vrai moyen de taxer l'intérêt du colon établi sur un homestead—2013; province peut avoir recours contre la propriété personnelle—2013; taxe a été reconnue juste et équitable—2013; il faut que le colon supporte sa part du fardeau de la société—2013; serait malheureux qu'un colon fut exempté de taxe parce qu'il aurait refusé de prendre ses lettres patentes—2014.

M. Knowles—Un nouvel inscrit ne peut pas être tenu de payer les taxes d'un prédécesseur dont l'inscription a été rayée—2014; correspondance Pereira-Bayne sur ce sujet—2015; avec peu de raison le cabinet d'Ottawa adresse des reproches au gouvernement de la Saskatchewan—2016.

Ajournement rejeté—2016.

BILLS.

BILLS DU GOUVERNEMENT AYANT PASSE.

BILL RELATIF A L'ASSURANCE DU SERVICE CIVIL.

Hon. M. White—Dépose bill (n° 111) modifiant le statut relatif à l'assurance du service civil—1835.

1re lecture—1835.

2e lecture—1960.

En comité—1960.

Hon. M. White—Deux dispositions principales—1960; femmes membres du personnel administratif bénéficieront de la loi—1960; chiffre maximum de l'assurance est porté de \$2,000 à \$5,000—1960; le mode d'assurance remonte à 1893—1960; loi à l'étude n'a pas d'effet rétroactif—1961.

3e lecture—1964.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU CODE CRIMINEL.

Hon. M. Doherty—Dépose bill (n° 179) modifiant le code criminel—3557; faire un délit de publier ou faire publier sciemment toute fausse déclaration tendant à faciliter la vente d'un immeuble—3557.

1re lecture—3557.

2e lecture—3627.

En comité—3627.

Hon. M. Doherty—Abus largement répandu à l'occasion des annonces de vente de propriétés—3627; le but de ce bill est de considérer comme délits toutes les fausses déclarations faites sciemment dans les annonces, quand la déclaration est de nature à augmenter ou à représenter, sous un faux jour le prix ou la valeur d'une

BILL RELATIF AU CODE CRIMINEL—*Suite.*

Hon. M. Doherty—*Suite.*

propriété de tout genre ou de tout intérêt—3627.

Hon. M. Lemieux—Ministre protège un peu trop ceux qui devraient se protéger eux-mêmes—3628.

Hon. M. Marcil—Cas d'escroquerie à Montréal—3628; annonces relatives à une affaire de mine d'or—3628; concours de devinettes—3628; gouvernement devrait mettre un terme à l'envoi de circulaires frauduleuses—3629; texte d'une circulaire de ce genre—3629; protection des classes ouvrières—3629; jeunes filles sans expérience sont victimes de ces escroqueries—3629.

M. German—Bill devrait spécifier "quelque faux énoncé ou représentation"—3630.

M. R.-B. Bennett—C'est assez difficile qu'un journaliste respectable soit tenu responsable criminellement pour toutes les annonces qui dans le cours ordinaire des affaires sont offertes sur le comptoir et payées—3630.

M. Knowles—C'est une loi dangereuse—3631; peut être mal employée par ceux qui n'ont pas réussi dans leurs opérations—3632.

M. McKenzie—Si une fausse réclame devient un acte criminel, le ministre établit un nouveau crime—3632; il est possible que le droit commun en fasse déjà un acte criminel, mais si ce bill est adopté, nous en faisons un acte défendu par le code pénal—3632; l'offense est la même que si l'on obtenait des marchandises au moyen de fausses représentations—3632.

M. McKay—La procédure indiquée pour faire punir le coupable est dangereuse—3633; possible sur conviction par vote sommaire—3633; privé du droit d'appel—3633; très difficile de faire renverser une condamnation—3633.

M. Carvell—La plupart de ces poursuites seront entendues par un magistrat, et je ne vois pas pourquoi on ne s'en rapporterait pas à ce dernier du soin de décider s'il y a eu ou non fausses représentations—3634.

Reprise de l'étude en comité—3641.

3e lecture—3643.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF AUX COMPAGNIES DE TRUST.

Hon. M. Perley (au nom de l'hon. M. White) dépose bill (n° 70) concernant les compagnies de trust—831; faire pour ces compagnies ce qui a été fait pour les banques et les compagnies d'assurances—831; l'uniformité pour toute la législation—831.

1re lecture—831.

Hon. M. White—Règlementation des compagnies fiduciaires—1180; existent en vertu de chartes provinciales—1180; certain nombre autorisées par le Parlement—1180; pouvoirs accordés—1180; ne sera plus permis d'autoriser des compagnies

BILL RELATIF AUX COMPAGNIES DE TRUST—*Suite*.

Hon. M. White—*Suite*.

fiduciaires par lettres patentes—1181; nouvelle loi indique une méthode simple d'obtenir une charte—1181; adresser au département des Finances un état de leurs opérations financières de chaque année—1182.

2e lecture—1183.

En comité—3045.

Hon. M. White—Compagnies autorisées à placer 20 pour 100 de son capital versé et de sa réserve sur la garantie d'actions de banques—3046; constitution en corporation et organisation—3046; bill modèle—3047; appels de versements—3047; "share warrants"—3048; enquêtes—3053.

Hon. M. Marcell—Contrôle et inspection—3053; compagnie qui vend des obligations de Panama—3053; s'agit d'une simple loterie—3053; concours-devinette—3054; fraude gigantesque—3054.

3e lecture—3108.

Amendements du Sénat—5076.

Hon. M. White—Défaveur à l'endroit des débentures d'un grand nombre de municipalités—5077; pouvoirs de placements—5077; compagnies ont jusqu'au premier jour de janvier 1917 pour retirer ceux de leurs placements qui ne seraient pas conformes aux prescriptions de la loi—5078.

Amendements du Sénat est adoptés—5079. Sanctionné—5571.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LES COMPAGNIES.

Hon. M. Coderre dépose bill (n° 177) modifiant la loi sur les compagnies—3556; émettre des certificats d'actions—3557.

1re lecture—3557.

2e lecture—4032.

En comité—4032.

Hon. M. Coderre—Loi tend à autoriser l'émission de "shares-warrants"—4032; un "share-warrant" est un certificat d'action transférable par tradition—4032.

3e lecture—4032.

Hon. M. Coderre propose de ne pas accepter l'amendement du Sénat—4991; empêcherait l'application effective des articles antérieurs du bill—4991.

Adopté—4991.

Sanctionné—5571.

BILL CONCERNANT LES COMPAGNIES DE PRETS.

Hon. M. Perley (au nom de ministre des Finances), dépose bill (n° 83) concernant les compagnies de prêts—1016.

1re lecture—1016.

Hon. M. White—Etablir certaines restrictions au sujet des biens-fonds—1184; fournir des états complets au sujet de leur situation financière—1184; conseil de la trésorerie peut faire une inspection—1184.

BILL CONCERNANT LES COMPAGNIES DE PRETS—*Suite*.

Hon. M. White—*Suite*.

2e lecture—1185.

En comité—3055.

3e lecture—3108.

Hon. M. White—Modifications faites par le Sénat—4899; au nombre de six—4899; titre du bill est maintenant "Loi des compagnies de prêt, 1914"—4899; ne trouve rien à redire aux modifications proposées par le Sénat—4899.

1re lecture—4900.

2e lecture—4900.

3e lecture—4900.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE A QUEBEC.

Hon. M. White dépose bill (n° 193) modifiant la loi des champs de bataille nationaux à Québec—3799; nombre des commissaires est porté de cinq à sept—3800; l'autorisation d'acheter sans l'approbation du gouverneur en conseil, les terrains dont elle a reçu déjà l'autorisation du Parlement—3800; commission peut faire des règlements pour l'administration de ses affaires—3800.

M. l'Orateur—Il semble que ce soit un bill qui devrait être précédé d'une résolution—3800.

Hon. M. White—Ce bill ne prévoit aucune dépense à moins qu'elle n'ait été votée par le Parlement—3800.

M. l'Orateur—Je vais étudier la question et voir quelle est la procédure régulière—3800.

1re lecture—3800.

2e lecture—4062.

En comité—4062.

Hon. M. White—Sept commissaires devant être nommés par décret du conseil—4062; président, sir Georges Garneau croit que l'augmentation du nombre des commissaires est nécessaire—4062; nous ne sommes pas intervenus dans le travail de la commission—4062.

Sir Wilfrid Laurier—Impossible de voir quelque raison valable de modifier le personnel de cette commission—4063.

Hon. M. Lemieux—L'ancienne administration a choisi le personnel de la commission sans s'occuper des préférences politiques des membres qu'elle a nommés—4063.

Hon. M. White—Achat de terrain—4063; nous avons cru opportun de modifier le statut de façon à permettre à la commission d'acheter des terrains sans obtenir pour le faire et dans chaque cas particulier l'approbation du gouverneur en conseil—4063; le Parlement doit autoriser la commission avant que celle-ci n'achète ces terrains particuliers; en outre, il faut voter les fonds requis pour cette fin spéciale, 4063.

Reprise de l'étude en comité—4289.

BILL RELATIF A LA COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE A QUEBEC—Suite.

Hon. M. Pelletier—Texte d'un mémoire de sir Georges Garneau, président de la commission—4289; raisons invoquées par sir Georges Garneau justifiant les modifications—4290; plus de garantie pour le public—4290.

Sir Wilfrid Laurier—Projet d'amendement vise à supprimer le contrôle du Parlement—4290.

Hon. M. Pelletier—Afin que la commission puisse avoir des fonds à sa disposition, il faut qu'ils soient votés par le Parlement—4291; nous n'enlevons pas au Parlement son pouvoir de contrôle, mais nous le lui conférons en d'autres termes, parce que sir Georges Garneau a constaté, et les fonctionnaires du département avec lui, que la loi, telle que rédigée à l'heure actuelle, est inapplicable—4291.

M. Rhodes—Le moment est arrivé où le pays devrait se rendre acquéreur des droits historiques et les préserver de la ruine, afin que les générations qui poussent puissent se rendre compte du rôle qu'ils ont joué dans notre histoire et en tirent des leçons de patriotisme—4293; pour arriver à ce but, il n'est pas nécessaire de dépenser de fortes sommes. Il suffirait d'une faible somme d'argent, pourvu qu'on la dépensât judicieusement—4293.

Le très hon. R. L. Borden—Donner plus d'ampleur à la commission—4293; suggestions s'imposent à l'attention du gouvernement—4294.

Hon. M. Lemieux—J'espère qu'un jour assez prochain la fabrique de fusils Ross disparaîtra de l'endroit où elle se trouve, parce qu'elle offre un hideux coup-d'œil—4294; la tour Martello sert de château d'eau pour l'alimentation de la fabrique—4294; les champs de bataille de ce pays sont les jalons de repères que l'Etat devrait conserver—4294; centenaire de la bataille de Chrysler's Farm—4294; champ de bataille de Châteauguay—4294.

Sir Wilfrid Laurier—Nous avons déjà des monuments à Chrysler's-Farm et à Châteauguay, et je ne sais pas s'il y aurait quelque chose de plus à faire à cet égard—4294; en ce qui concerne les vieux monuments de notre histoire le fort Beauséjour, le fort Louisbourg et le fort Monkton, ils devraient tous être conservés—4294; il est malheureux qu'ils soient tombés dans un si triste état de délabrement, mais, il en reste encore quelque chose, et nous devrions nous efforcer de les conserver—4295.

M. Burnham—Pas nécessaire d'acheter des monuments pour nous rappeler les grandes actions, soit des individus soit des nations du passé—4294; il est mieux de faire quelque acte de bienfaisance—4295.

3e lecture—4296.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 191) accordant de nouvelles avances aux commissaires du port de Montréal—3799.

1re lecture—3799.

2e lecture—4040.

En comité—4040.

Hon. M. Lemieux—Travaux de la commission du port—4041; Montréal est le centre le plus important de notre régime entier de transports—4041; devenu virtuellement le port national du Canada—4041; chiffres démontrant son importance—4041; quantité totale de grains portés ou déposés—4041; profondeur mensuelle des eaux du port sur la route que suivent les navires—4041; rapport de M. Arthur Surveyer, sur les niveaux d'eau du port de Montréal—4042; il est effroyable de penser que le niveau du fleuve peut subir de nouveaux abaissements, de façon à mettre en danger peut-être les intérêts de la ville de Montréal et de faire souffrir sérieusement la navigation entre cette ville et Québec—4042; l'impossibilité où se trouvent les deux nouveaux bâtiments de la ligne Allan, le "Calgarian" et l'"Alsatian", de monter jusqu'à Montréal, a produit une pénible sensation chez les expéditeurs, non seulement dans cette ville, mais dans le pays en général—4042.

Hon. M. Hazen—Enorme augmentation du volume des affaires dans le port de Montréal—4042; il est juste de continuer à améliorer ce port—4042; l'objet du bill—4042; faire une avance de \$9,000,000 pour ouvrages nécessaires en raison du développement du trafic—4042; rapport de la commission relativement aux prix qu'elle fait payer—4043; prix soutiennent avantageusement la comparaison avec ceux des Etats-Unis dans les ports rivaux—4043; nécessaire d'agrandir les élévateurs—4044; construction de hangars additionnels—4044; programme des travaux en 1914—4044; dette de la commission du port—4045; niveau de l'eau dans le port—4045; commission fait une enquête—4045; effet du dragage opéré dans le fleuve Saint-Laurent—4045; travaux de dérivation—4045; progrès de notre pays se mesure en grande partie par le mouvement des affaires dans le port de Montréal—4046; c'est le seul port qui se suffise à lui-même—4046; taxe sur les biens de la commission—4047; serait fâcheux d'obliger à payer les taxes—4047.

3e lecture—4047.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 221) modifiant la loi 1894 relatif aux commissaires du ports de Montréal—4705; l'imposition d'une taxe sur l'immeuble des commissaires du port de Montréal—4705; soustraire cet immeuble à l'impôt municipal—4706.

1re lecture—4706.

2e lecture—5015.

BILL RELATIF A LA COMMISSION DU PORT DE MONTREAL—*Suite*.

Hon. M. Hazen—*Suite*.

3e lecture—5015.

Amendement du Sénat—5552.

Accepté—5552.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF A LA COMMISSION DU PORT DE QUEBEC.

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 192) accordant de nouvelles avances aux commissaires du port de Québec—3799.

1re lecture—3799.

2e lecture—4047.

En comité—4047.

Hon. M. Hazen—Autoriser un prêt de \$2,000,000 à la commission du port de Québec—4047; programme des travaux—4047; augmentation satisfaisante dans le trafic—4047; revenu sera suffisant pour défrayer les dépenses d'exploitation ainsi que l'intérêt sur la dette—4048; chiffre de la dette de la commission—4048.

Hon. M. Lemieux—Commission a commandé à l'étranger la construction d'une puissante grue—4048; outillage aurait dû être construit dans des usines canadiennes—4049; l'administration de la commission est quelque peu relâchée—4050; achat d'une carrière—4050; M. Jules Giroux réalise un profit de \$2,500 en une semaine—4050.

Hon. M. Hazen—Nous avons inauguré la politique de faire construire au pays les navires destinés au service du gouvernement—4050; impossible aux constructeurs canadiens de livrer en temps l'outillage du port de Québec—4051; demanderai des renseignements au sujet de la carrière Giroux—4051.

3e lecture—4068.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AUX COMMISSAIRES DU PORT DE VANCOUVER.

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 128) modifiant la loi concernant le port de Vancouver—2279.

1re lecture—2279.

2e lecture—2502.

En comité—2502.

Hon. M. Hazen—Terrain remis à la couronne—2502; disposer des terrains riverains—2502; rapport des commissaires du port fixant la valeur de la propriété—2503; système adopté par le gouvernement—2504.

3e lecture—2506.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMMISSION DES EAUX LIMITROPHES.

Le très hon. R.-L. Borden dépose bill (n° 90) concernant l'organisation et les dépenses de la commission des eaux limitrophes, sous l'autorité du traité 1909—1220; changements légers—1221; pas augmenter le chiffre des sommes votées—1221; nommer un fonctionnaire spécial

BILL RELATIF A LA COMMISSION DES EAUX LIMITROPHES—*Suite*.

Le très hon. R.-L. Borden—*Suite*.

chargé de surveiller les intérêts du Canada dans les procédures devant la commission conjointe—1221.

1re lecture—1221.

2e lecture—1462.

En comité—1462.

Le très hon. R.-L. Borden—Le traitement du secrétaire est porté à \$4,000 par année—1462; défenses du bureau des commissaires devront être approuvées par le secrétaire d'Etat des affaires extérieures—1462; propose amendement accordant \$6,000 pour les dépenses—1554; amendement accepté—1554.

3e lecture—1554.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF AUX CREANCES CONTRE LES CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

Hon. M. Reid dépose bill (n° 122) modifiant la loi des petites créances contre les chemins de fer de l'Etat—2002; substituer les mots "Directeur général des chemins de fer de l'Etat" aux mots "Bureau de direction du chemin de fer de l'Etat"—2002; bureau de direction des chemins de fer de l'Etat n'existe plus—2002.

1re lecture—2002.

2e lecture—2506.

M. Carvell—Procédure à suivre—2506; impose une tâche très lourde au plaignant—2506; il en coûte beaucoup plus de faire signifier les brefs à Moncton que de les faire signifier dans la localité où le dommage a été causé—2507.

M. McKenzie—Cette question de la signification a déjà donné lieu à des discussions dans la Nouvelle-Ecosse—2508; un bref émis par un tribunal de la Nouvelle-Ecosse ne peut être signifié dans une autre province que dans certaines conditions exceptionnelles—2508; un bref de la Nouvelle-Ecosse n'est pas reconnu dans le Nouveau-Brunswick où réside le gérant général—2508; il devrait être stipulé dans la loi que l'action peut être signifiée à un représentant autorisé du chemin de fer, dans la localité où les dommages ont été causés—2508.

3e lecture—3209.

Sanctionnée—4504.

BILL RELATIF A LA COUR SUPREME.

Hon. M. Doherty dépose bill (n° 175) modifiant la loi sur la cour suprême—3408.

1re lecture—3408.

2e lecture—3623.

En comité—3623.

Hon. M. Doherty—Matière d'appels pour certaines causes—2623; définition du "jugement définitif"—3623; l'amendement adopté, l'an dernier, avait modifié la loi de telle façon que tout jugement qui déterminait, en tout ou en partie, un droit essentiel des parties était considéré comme définitif, pour les objets de la loi—

BILL RELATIF A LA COUR SUPREME—
Suite.

Hon. M. Doherty—Suite.

3623; l'amendement en question est proposé afin de rendre l'amendement de l'an dernier applicable aux causes pendantes avant l'adoption de cet amendement, tout comme aux causes commencées subséquentement—3623; le droit de taxer les frais judiciaires—3624; une modification—3624.

3e lecture—3624.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA LOI DES DOUANES.

Hon. M. White dépose bill (n° 171) modifiant la loi des Douanes—3375.

1re lecture—3375.

2e lecture—3672.

Hon. M. White—Accorder une remise sur le fer en gueuse—3672.

3e lecture—3673.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU TARIF DOUANIER
DE 1907.

Hon. M. White dépose bill (n° 169) modifiant le tarif douanier de 1907—3313.

1re lecture—3313.

2e lecture—4517.

En comité—4517.

Sir Wilfrid Laurier—A la troisième lecture proposerai un amendement à propos de la surtaxe—4517.

M. Maclean (Halifax)—Propose que le dit bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité des voies et moyens avec mandat et pouvoir de l'amender en en retranchant l'article 2—4607; l'article 2 de ce bill, lequel deviendra l'article 7 de la loi des douanes, porte imposition en certain cas d'une surtaxe, et il fixe à 20 p. 100 ad valorem le maximum—4607; la surtaxe est une sorte de peine établie contre les nations qui refusent d'accorder au Canada ce que ce dernier considère comme un traitement équitable—4608; c'est un avertissement à tous les pays du monde d'avoir à traiter le Canada à l'égal des autres peuples—4608; ce privilège ne doit pas être confié à l'exécutif mais au Parlement—4608.

Hon. M. White—Cette disposition va nous permettre d'utiliser de représailles envers tout pays dont le tarif serait injuste à l'égard des produits du Canada que nous y exportons—4608; ce n'est pas au Parlement, ni au gouverneur en conseil, mais au ministre des Douanes à décider si une surtaxe sera imposée sur les produits d'un pays étranger qui traite les importations du Canada avec moins de faveur que celles d'autres pays—4608; la présente législation est générale et ne vise aucune nation en particulier—4609.

Sir Wilfrid Laurier—La seule objection que les députés de la gauche aient à faire valoir contre le bill se rattache au pouvoir que le ministre demande au Parle-

BILL RELATIF AU TARIF DOUANIER
DE 1907—Suite.

Sir Wilfrid Laurier—Suite.

ment d'attribuer à l'exécutif: celui d'établir le taux du droit—4613; la surtaxe est un impôt, et tout impôt doit être établi par le Parlement et on ne saurait laisser à l'exécutif le pouvoir arbitraire de le mitiger ou de le rendre plus onéreux—4613.

Le très hon. R. L. Borden—Qu'on se donne la peine de relire le texte des lois adoptées durant les quinze années au cours desquelles le chef de l'opposition a détenu le pouvoir, et on constatera que, dans nombre de ces lois, le principe en question y est appliqué dans toute son étendue—4614; la tendance de la législation moderne est de conférer à l'exécutif des pouvoirs qu'il lui est plus facile d'exercer que le Parlement lui-même—4614.

Amendement de *M. Maclean* est rejeté—4615.

3e lecture—4615.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF AUX ENQUETES SUR LES
SINISTRES MARITIMES.

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 223) modifiant la partie X de la loi sur la marine marchande—4734; trait aux enquêtes formelles sur les sinistres maritimes—4734; les attributions du ministre se bornent à la nomination d'un commissaire qui doit être choisi parmi certains juges et certains fonctionnaires du pays—4734; naufrage de l'"Empress of Ireland"—4734; il y a lieu d'instituer une enquête toute spéciale—4734; enquête par trois personnes—4734; c'est ce que permet le bill—4734.

Sir Wilfrid Laurier—Félicite le ministre de faire en sorte que ce désastre affreux soit l'objet, de la part des personnes les plus autorisées que l'on pourra trouver, de l'enquête la plus complète et la plus minutieuse—4735.

Le très hon. R.-L. Borden—Avons prié les autorités impériales de nous prêter leur concours en nommant commissaire un juge de la plus haute capacité ou quelque autre personne possédant l'expérience nécessaire—4735; le président de la compagnie du Pacifique-Canadien a demandé l'institution de l'enquête la plus complète et la plus minutieuse sur toutes les circonstances du désastre—4735.

1re lecture—4736.

2e lecture—4736.

En comité—4736.

3e lecture—4813.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF AUX ENTREPOTS FRIGORIFIQUES.

Hon. M. Burrell dépose bill (n° 113) concernant le contrôle et l'inspection des entrepôts frigorifiques—1836.

1re lecture—1836.

2e lecture—3721.

En comité—3721.

BILL RELATIF AUX ENTREPOTS FRIGORIFIQUES—*Suite*.

Hon. M. Burrell—Surveiller la réfrigération en ce qu'elle a trait aux aliments que l'on fournit au public canadien—3721; système frigorifique a une grande importance dans le commerce des denrées alimentaires—3721; tendance à la centralisation—3721; cause de la cherté de la vie—3721; quelle influence l'industrie frigorifique a réellement exercé sur le commerce au cours des dix ou quinze dernières années—3722; à ceux qui prétendent que la cherté des denrées est attribuable à ce que les exploitants des entrepôts frigorifiques du Canada et des Etats-Unis auraient maintenu les prix à des chiffres exorbitants, il n'est peut-être pas hors de propos de faire observer que les prix qui ont prévalu, dans le cours de l'année sont, à tout prendre, moins élevés qu'ils n'eussent été en l'absence complète d'entrepôts frigorifiques—3722; conclusion d'un rapport d'enquête à Chicago—3722; il y a beaucoup de fausses notions au sujet des effets de l'entreposage frigorifique au point de vue de la santé publique—3723; la conclusion à laquelle on vient pratiquement toutes les autorités qui se sont occupées de la chose, c'est que l'état des produits au moment où ils entrent dans l'entrepôt est bien plus important que la durée du temps que ces produits y passent—3723; bill demande pouvoir de surveiller et d'imposer un délai—3724.

M. Maclean (Halifax)—Jusqu'à quel point les intérêts du public seront sauvegardés—3725; l'inspection par le gouvernement—3725.

M. A. DeWitt Foster—Dire depuis quel temps les produits sont dans l'entrepôt—3725; point important pour le public—3725; choses très étonnantes dans les méthodes, d'administration et les résultats des entrepôts frigorifiques aux Etats-Unis—3726; il faut que le ministre fasse des règlements absolument sévères au sujet des denrées alimentaires; car la grande difficulté présente et future au Canada n'est peut-être pas la production des denrées nécessaires à la vie, mais leur distribution au plus bas prix possible du producteur au consommateur, en faisant disparaître les différents profits qui seront grossis considérablement par ceux des entrepôts frigorifiques des Etats-Unis et du Canada—3727.

M. Carroll—Il importe au plus haut degré que le consommateur sache si l'article qu'on lui offre est vraiment frais ou s'il a séjourné dans un entrepôt et combien de temps on l'y a laissé—3727; ce serait le moyen de mettre le public en état de savoir ce qu'il achète—3728.

M. Bradbury—Il n'y a pas à douter que, sous le régime actuel et en l'absence de tout règlement, les exploitants des entrepôts ne mettent en conserve aux époques de l'année où ils abondent les produits alimentaires et ne les retiennent jusqu'à ce qu'ils deviennent rares sur la place afin de pouvoir alors tirer du public d'illégitimes profits—3729; loi devrait pres-

BILL RELATIF AUX ENTREPOTS FRIGORIFIQUES—*Suite*.

M. Bradbury—*Suite*.

crire des limites pour la durée de l'entreposage—3729; aucun contrôle n'existe—3730; pour que la conservation par le froid des denrées alimentaires ait lieu au Canada dans de bonnes conditions, il y faut le contrôle du gouvernement—3730; meilleur moyen de protéger le consommateur—3732; il faudrait le mettre en contact très étroit avec le producteur, et, dans toute la mesure possible, éliminer l'intermédiaire—3732; nous ferions beaucoup dans ce sens si nous pouvions déterminer l'établissement d'entrepôts frigorifiques dans les divers comtés, de manière à permettre aux cultivateurs de les utiliser pour la conservation de leurs produits—3732.

Reprise de l'étude en comité—4350.

Hon. M. Oliver—Bill ne contient aucunes dispositions spécifiques—4350; permet au gouvernement d'agir comme bon lui semblera—4350.

Hon. M. Burrell—Pouvoir d'établir des règlements—4351; résultera de grands avantages au point de vue de la question des entrepôts frigorifiques—4351; à une autre session de nouvelles dispositions pourront être ajoutées—4351.

M. Carroll—Opposé à accorder au gouvernement des pouvoirs qui sont du ressort du Parlement—4351; loi toutefois peut avoir quelques bons résultats—4351.

3e lecture—4352.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA LOI D'EXPORTATION DU PETROLE.

Hon. M. Reid dépose bill (n° 84) modifiant la loi d'exportation—1022.

1re lecture—1022.

2e lecture—1842.

En comité—1842.

Le très hon. R.-L. Borden—Les règlements tels qu'ils étaient en premier lieu, n'étaient pas de nature à attirer les capitaux—1842.

Reprise de l'étude en comité—3624.

Le très hon. R.-L. Borden—Un amendement—3624; amendement qui est textuellement emprunté à la loi des terres fédérales relativement à des pouvoirs de réglementation similaires conférés à l'exécutif par les dispositions de la loi en question, touchant d'importantes questions—3624.

Sir Wilfrid Laurier—L'amendement proposé par le premier ministre atténue certainement dans une large mesure l'objection formulée par la gauche contre ce projet de loi, sans toutefois la faire complètement disparaître—3626; il nous est impossible de concevoir la raison d'être de cette interdiction de l'exportation du pétrole—3626; le pétrole est un produit qui tend de plus en plus à se vulgariser et, son exploitation commence à se généraliser, l'exploitation en sera sans doute

BILL RELATIF A LA LOI D'EXPORTATION DU PETROLE—Suite.

Sir Wilfrid Laurier—Suite.

lucrative; mais, indubitablement, en présence d'une loi restrictive de ce genre, les capitalistes y regarderont à deux fois avant d'engager leurs capitaux dans les gisements de l'Alberta—3626.

Hon. M. Marcil—Perspective de l'emploi du pétrole pour la marine de guerre—3626; on a découvert du pétrole dans Gaspé—3626; serait malheureux si la loi allait nuire au développement de ces gisements—3626.

Le très hon. R.-L. Borden—Le pétrole, dans la mesure où on le produirait au Canada, pourrait être utilisé pour certaines fins nationales, et que nous avons reçu à cet égard des représentations venant de haut lieu—3626.

3e lecture—3883.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF AUX EXPLOSIFS.

Hon. M. Coderre dépose bill (n° 189) tendant à réglementer la fabrication, l'essai, l'emmagasinage, l'importation et le transport des explosifs—3749.

1re lecture—3749.

2e lecture—4032.

En comité—4032.

Hon. M. Coderre—En 1908, on appelait l'attention du gouvernement sur la fréquence des accidents causés par les explosifs dans les chantiers de chemin de fer et dans les mines du Canada—4032; M. Desborough, un expert fut chargé de faire une enquête—4032; une idée des risques courus par ceux qui font usage d'explosifs—4302.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement devrait faire éloigner les fabriques d'explosifs des voies ferrées—4033; gouvernement sera tenu responsable de ce qui pourrait arriver—4033.

M. Devlin—Sous l'empire de la loi proposée les municipalités perdraient de leur protection—4035.

Hon. M. Doherty—Il s'agit ici de l'importation, de la fabrication et de l'emmagasinage d'explosifs, en vue d'obvier à des dangers qui existent dans toute l'étendue du Canada par suite de la présence d'explosifs—4035; il n'est assurément point question de toucher en quoi que ce soit aux règlements que la loi provinciale autorise une municipalité à adopter pour sa propre protection, mais il s'agit d'une disposition générale que les autorités provinciales peuvent regarder comme supplémentaire—4035.

Sir Wilfrid Laurier—Ce bill a pour objet de protéger le public. Dans tous les cas, c'est l'intention des législatures provinciales—4035; elles ne veulent pas qu'une poudrière soit établie dans aucune localité sans le consentement des autorités municipales—4035; il y a des municipalités où il serait très dangereux d'avoir des poudrières, et, conséquemment, la loi qui soumet cette question au consente-

BILL RELATIF AUX EXPLOSIFS—Suite.

Sir Wilfrid Laurier—Suite.

ment des municipalités paraît sage. Il vaudrait mieux que nous disions aussi qu'une poudrière ne pourrait être établie aucune part sans le consentement de la municipalité—4035.

M. Lamarche—Les lois anglaises reconnaissent plusieurs degrés d'explosifs, c'est-à-dire que les degrés sont définis non pas selon la force explosive du produit, mais selon les dangers qu'ils offrent dans le transport—1035.

Hon. M. Doherty—Amendement protégeant les droits municipaux et provinciaux—4040.

3e lecture—4068.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA FALSIFICATION DES DENREES.

Hon. M. Nanted dépose bill (n° 99) modifiant la loi concernant la falsification des denrées—1501; interdit l'emploi du mot "érable" pour désigner tout produit autre que du pur sucre d'érable ou du pur sirop d'érable—1501.

1re lecture—1501.

2e lecture—2501.

Bill renvoyé au comité de l'agriculture et de la colonisation—2502.

3e lecture—3521.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA LOI DES FINANCES.

Hon. M. White dépose bill (n° 145) accordant certaines sommes pour les dépenses du service en 1914 et 1915—2491.

1re lecture—2491.

2e lecture—2491.

3e lecture—2491.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA LOI DES FINANCES.

Hon. M. Rogers dépose bill (n° 228) tendant à accorder à Sa Majesté certaines sommes pour les besoins du service public durant les exercices expirant respectivement le 31 mars 1914 et le 31 mars 1915—5462.

1re lecture—5462.

2e lecture—2462.

3e lecture—2462.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF A LA GARANTIE D'OBLIGATIONS DU G.-T.-P.

Le très hon. R. L. Borden dépose bill (n° 226) tendant à autoriser la garantie d'une émission d'obligations par la compagnie du chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique—5022.

1re lecture—5022.

2e lecture—5115.

En comité—5115.

Le très hon. R. L. Borden—Relations contractuelles entre le gouvernement et la compagnie—5115; amendement de 1904—

BILL RELATIF A LA GARANTIE D'OBLIGATIONS DU G.-T.-P.—*Suite.*

Le très hon. R.-L. Borden—Suite.

5116; aider la compagnie à construire la division de l'ouest—5116; gouvernement servira l'intérêt—5116; hypothèque de \$14,000,000 consentie en 1905—5116; correspondance échangée entre la compagnie et le gouvernement—5117; entretiens avec M. Chamberlin—5117; texte du traité—5117; les prétentions de la compagnie—5121; le devoir du gouvernement est de venir en aide à la compagnie—5121; comment sera appliquée la somme de \$16,000,000 que prêtera le gouvernement—5122.

*Hon. M. Graham—*Nous ne regretterons pas ce qui a été fait—5122; le marché de 1903—5122; l'hypothèque de 1906—5122; difficulté qui se présente—5123; on a pris l'attitude voulue—5123.

*Le très hon. R. L. Borden—*Montant de \$16,000,000 permettra à la compagnie de parachever le chemin. Sans compter ce qui doit être fourni par le Grand-Tronc-Pacifique ou par le Grand-Tronc—5123; paiements sous la garantie du gouvernement ne feront pas disparaître la responsabilité de la compagnie—5124.

3e lecture—5223.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA GARE DE WINNIPEG.

Hon. M. Reid dépose bill (n° 181) concernant l'accès des compagnies du Grand-Tronc-Pacifique et du Canadian-Northern à une gare commune à Winnipeg—3615.

1re lecture—3615.

2e lecture—3720.

En comité—3720.

3e lecture—3783.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF AU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

Hon. Frank Cochrane dépose bill (n° 30) concernant la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique—212; prolonger le délai pour terminer la section des Prairies—212.

1re lecture—212.

2e lecture—786.

3e lecture—786.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA LOI DES GRAINS.

Hon. M. Foster dépose bill (n° 170) modifiant la loi des grains—3315.

1re lecture—3315.

2e lecture—3735.

En comité—3735.

*Hon. M. Foster—*Dans l'exploitation des élévateurs tête de ligne, le grain qui arrive est soumis jusqu'à un certain degré à des frais de transport et autres qui sont nécessaires pour l'amener à l'élévateur—3735; le préposé aux entrepôts doit payer en vertu de la loi ces frais quand il accepte le blé et ils sont remboursés par les

BILL RELATIF A LA LOI DES GRAINS—*Suite.*

Hon. M. Foster—Suite.

expéditeurs soit avant, soit au moment de faire l'expédition—3735; le but de cet article est d'appliquer une idée de l'auditeur général de telle sorte qu'il n'est pas nécessaire que nous obtenions un crédit pour un montant dont nous ne connaissons pas le maximum, et cela nous permet de tirer sur le revenu du fonds consolidé afin d'obtenir l'argent qui nous est nécessaire et qui est remboursé à ce fonds—3735.

*Hon. M. Oliver—*Le gouvernement a entrepris ces opérations dans le but de rendre service aux producteurs et par suite au pays en général—3737; le gouvernement ne sait pas aujourd'hui si ce qu'il entreprend sera efficace, parce qu'il ne sait pas quels seront les tarifs du chemin de fer—3737; ne peut pas concevoir qu'un gouvernement se lance dans cette voie de cette manière, il était absolument possible de savoir, il y a un an, s'il y aurait un tarif d'entreposage en transit basé sur une égalité avec le tarif sans entrepôt—3737.

*M. Sutherland—*La diffusion des plantes nuisibles dans tout le Canada nous coûte un grand nombre de millions chaque année et fait naître un sérieux problème dans toutes nos provinces—3737; ce bill ne sera pas complet tant que le gouvernement n'aura pas fait en sorte que les graines nuisibles contenues dans le grain et nettoyées aux élévateurs ne soient pas répandues à la volée dans tout le pays—3737.

*Hon. M. Foster—*Commission des grains s'occupe activement de cette question—3737; rien n'est épargné pour arriver à des données précises, pour déterminer la valeur des différentes graines dont la présence est constatée dans les criblures et pour savoir s'il est possible de les utiliser d'une manière quelconque—3737.

*M. Knowles—*Cette question des mauvaises herbes est un problème important que l'Ouest doit résoudre—3738.

*M. Neely—*Question des taux—3744; établissement des marchés d'échantillons—3745; on tirera profit de la situation si l'on ne permet pas aux compagnies de chemin de fer de voler ces profits aux cultivateurs en leur imposant des taux doubles au lieu d'un taux simple direct aux têtes de ligne de Fort-William et d'autres localités—3745.

*M. Robb—*Les taux d'entreposage à Fort-William ont été un des griefs dont se plaint le commerce—3746; les taux pour l'entreposage d'hiver sont d'un cent par mois, tandis que si le grain était à l'est des lacs on pourrait le transporter pour un cent et demie pendant les mois d'hiver—3746; si les élévateurs régionaux doivent avoir une valeur considérable d'entreposage dans l'Ouest, il faudra que les taux soient considérablement diminués en comparaison de ceux de Fort-William—3746.

3e lecture—4031.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF A UNE GRATIFICATION AUX VOLONTAIRES.

Hon. M. Roche dépose bill (n° 98) modifiant la loi de 1908 concernant une gratification aux volontaires—1467.

1re lecture—1467.

2e lecture—1687.

Hon. M. Roche—Prolongation de délai pour présenter les titres et obtenir la prime de \$500—1687; 48 porteurs de certificats qui n'ont pas encore été désintéressés—1687

3e lecture—1687.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A UNE GRATIFICATION ANNUELLE A MME A. JOYNSON.

Hon. M. Doherty dépose bill (n° 183) autorisant à payer une gratification annuelle à Mme A. Joynson—3623.

1re lecture—3623.

2e lecture—3693.

En comité—3693.

3e lecture—3694.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA LOI DES INSPECTIONS ET DE LA VENTE.

Hon. M. Foster dépose bill (n° 134) modifiant la loi des inspections et de la vente—2370.

1re lecture—2370.

2e lecture—4346.

En comité—4346.

Hon. M. Foster—Modifier loi de manière à inclure les grains moulus—4346; poids et marquage des provendes—4346; poids des emballages—4347; marques sur la farine—4348; insuffisance de poids—4349; état hebdomadaire de l'inspecteur—4349; poids du boisseau—4349; baril de pommes de terre—4350; poids des légumes—4350.

3e lecture—4350.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AUX INSPECTIONS ET AUX VENTES.

Hon. M. Foster dépose bill (n° 109) modifiant la loi concernant les inspections et les ventes—1686.

1re lecture—1686.

2e lecture—3055.

3e lecture—3055.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A L'IRRIGATION.

Hon. M. Roche dépose bill (n° 138) modifiant la loi de l'irrigation—2369.

1re lecture—2369.

2e lecture—3646.

En comité—3646.

Reprise de l'étude en comité—3758.

Hon. M. Roche—Ministre peut autoriser le détournement de l'eau—3758.

M. Buchanan—Litige à Strathmore—3758; beaucoup de difficultés dans cette région avec la Canadian Pacific Irrigation Co.—3758; façon dont on a traité les cultiva-

BILL RELATIF A L'IRRIGATION—Suite.

M. Buchanan—Suite.

teurs—3759; nouvelle classification des terres—3759; on m'a aussi signalé que des fonctionnaires du département de l'Intérieur adressent des lettres aux cultivateurs de la région, les avisant que c'est dans leurs intérêts de signer un nouveau contrat avec la compagnie d'irrigation du Pacifique-Canadien qui contient des dispositions relatives au reclassement qui imposerait de nouveaux frais aux cultivateurs—3759; prix des terres faussement représentés—3759.

Hon. M. Roche—Il n'est absolument pas dans notre intention que ce bill intervienne en quoi que ce soit avec ceux qui ont des étendues de la Canadian Pacific Railway Irrigation Co.—3759; usage des travaux d'irrigation pour accumulation de l'eau—3762.

3e lecture—3883.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA LOI DES JUGES.

Hon. M. Doherty dépose bill (n° 190) amendant la loi des juges—3783.

1re lecture—3783.

2e lecture—4058.

En comité—4058.

Hon. M. Doherty—Amendement concernant l'allocation de déplacement des juges qui n'habitent pas le chef-lieu du comté—4058.

M. Proulx—Loi devrait spécifier les différents cas—4058; loi générale serait de nature à nuire au chef-lieu—4059; loi d'Ontario dit que le juge doit habiter le chef-lieu—4059; plus commode de faire les affaires légales au chef-lieu qu'ailleurs—4059.

Hon. M. Doherty—Avec l'amendement le juge n'aurait aucun intérêt pécuniaire à habiter ailleurs qu'au chef-lieu, car ce paragraphe ne s'appliquera que si le juge choisit, comme lieu de résidence, une ville où il y a au moins autant à faire qu'au chef-lieu—4059.

M. l'Orateur déclare l'amendement irrégulier, ou qu'il pourvoit à une dépense d'argent plus considérable que celle indiquée dans la résolution—4128.

Hon. M. Doherty—Si l'amendement d'après l'opposition ne doit pas avoir effet de remédier au mal dont on se plaint, il ne vaut guère la peine de faire une nouvelle procédure pour lui donner effet—4128.

3e lecture—4128.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AUX JEUNES DELINQUANTS.

Hon. M. Doherty dépose bill (n° 174) modifiant la loi de 1908 sur les jeunes délinquants—3408; autoriser la nomination d'un juge adjoint au tribunal des jeunes délinquants—3408.

1re lecture—3408.

BILL RELATIF AUX JEUNES DELINQUANTS—*Suite.**Hon. M. Doherty*—*Suite.*2^e lecture—3678.

En comité—3678.

Hon. M. Doherty—Dans les grands centres, le juge ne peut pas se trouver au tribunal tous les jours—3678; semble opportun qu'une personne habituée au système soit nommée pour voir à la besogne courante—3678; un amendement—3679; aucun juge suppléant n'instruira ou ne jugera aucune cause qu'un comité du tribunal des jeunes délinquants désire réserver à l'instruction ou au jugement du juge même du tribunal des jeunes délinquants—3679.

Hon. M. Lemieux—Séances du tribunal devraient être strictement privées—3679; souvent les causes sont rapportées dans les journaux—3679.

3^e lecture—3679.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA MARINE MARCHANDE.

Hon. M. Hazen dépose bill (n^o 21) modifiant la loi de la marine marchande—99; modifier loi concernant les collisions et le sauvetage en mer—99; trait à la convention tenue à Bruxelles en 1910—99.

1^{re} lecture—99.

Hon. M. Hazen—Il existe depuis des années un comité maritime international—779; méthode d'enquête par le comité—779; adresser un questionnaire aux associations nationales diverses—779; réponses sont ensuite examinées—779; une série de vœux—780; vœux servent de base aux travaux d'un sous-comité spécial—780; sous-comité rédige pour la conférence diplomatique—780; articles discutés par les délégués des grandes puissances—780; conférence maritime internationale de 1905—780; fédération des armateurs de Montréal a signalé l'importance qu'il y avait pour le Canada d'être représenté à des conférences de cette nature—780; les suggestions de M. Aylesworth—780; principes généraux du bill—780; trois modifications à la question des abordages—780; répartition des dommages—781; abrogation de la défense du pilotage—781; aide à prêter à un autre vaisseau en cas d'abordage—781; nouveau règlement met de côté l'ancienne règle de l'amirauté anglaise relative à la répartition des pertes lorsque les deux navires concernés sont à blâmer—781; elle pouvait constituer une injustice—781; préférable donner ses couées franches au tribunal—781; nations étrangères ne consentiront jamais à l'adoption de règlements basés sur la loi commune anglaise—781; fait disparaître la présomption qu'un navire est en défaut, lorsque dans une affaire d'abordage il néglige de rester sur le théâtre de l'accident—782; tout navire doit porter secours à un navire en détresse, même s'il navigue sous le pavillon d'une nation ennemie—782; désirables que les conventions soient appliquées aux eaux intérieures qui séparent le Canada des Etats-Unis—783; deux

65613—3

BILL RELATIF A LA MARINE MARCHANDE—*Suite.**Hon. M. Hazen*—*Suite.*

pays trouveraient leur avantage à avoir une loi uniforme—783; rien à faire en ce sens tant que la question n'aura pas été étudiée par les deux gouvernements—783; bill rédigé de manière qu'il ne puisse s'appliquer aux eaux intérieures du Canada, en amont de Montréal—783.

M. Sinclair—Article 8 stipule que le salaire pour sauvetage sera payé en vertu de la loi du pays auquel le navire appartient—784; supposons que le vaisseau qui reçoit le prix du sauvetage soit un vaisseau norvégien, et qu'il vienne en collision à Montréal avec un vaisseau canadien, par l'article 919, il semble que le tribunal auquel on doit avoir recours soit un tribunal canadien, mais, par l'article que nous allons voter, la loi prescrit que le tribunal sera celui du pays auquel le vaisseau appartient—784.

Hon. M. Hazen—Juge de la cour d'amirauté ferait la répartition conformément à la loi du pays auquel le vaisseau appartient—785.

2^e lecture—786.

En comité—1871.

Hon. M. Hazen—Certaines dispositions du bill ne pouvaient pas s'appliquer aux Grands lacs—1871; amendements aux articles 5 et 10—1871; amendement qui fait disparaître toute ambiguïté—1872; navires de l'Etat ne sont pas sur le même pied que les navires appartenant à des particuliers—1873; délai fixé à deux ans pour instituer une poursuite—1875; navigation sur les Grands lacs—1875.

M. McKenzie—D'après notre loi constitutionnelle, il semble que nous avons un pouvoir presque limité de légiférer sur toute question imaginable, du moment que celle-ci relève de l'autorité de ce Parlement, mais notre pouvoir d'adopter une loi relative à notre commerce du transport par voie d'eau n'est pas aussi bien reconnu par la constitution—1876; il est à souhaiter que nous puissions légiférer librement en toute matière—1876; faire observer qu'il y aurait lieu d'écarter cet obstacle auquel se heurte notre Parlement, si toutefois on pouvait le faire sans porter atteinte à nos relations constitutionnelles avec la mère patrie—1876.

3^e lecture—1907.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA MARINE MARCHANDE.

Hon. M. Hazen dépose bill (n^o 168) modifiant le titre IV de la loi de la marine marchande—3203; représentations faites au sujet du pilotage sur le Saint-Laurent—3203; commission royale pour étudier la question—3203; de nombreux témoins ont été interrogés—3203; vœux émis par les commissaires—3203; abolition de la corporation des pilotes à Québec—3203; objet du bill est de donner effet à ce vœu—3203; il est suffisant d'enlever à la corporation le droit d'examiner, d'autoriser et de surveiller les pilotes et de remettre au ministre le con-

BILL RELATIF A LA MARINE MARCHANDE—Suite.

Hon. M. Hazen—Suite.

trôle absolu des questions de pilotage dans le district de Québec, comme la chose se pratique dans le district de Montréal—3204; n'est que juste que la corporation soit autorisée à organiser des associations de protection mutuelle—3204.

1re lecture—3204.

2e lecture—3783.

En comité—3783.

Hon. M. Lemieux—Objections que font les pilotes aux changements proposés—3783; bill basé sur les demandes des expéditeurs en général—3783; ce que disent les pilotes—3783; mise en commun des recettes—3783; fonds des pensions—3784; nomination d'un surintendant indépendant de la corporation—3784; tarif des pilotes de New-York et de Boston avec celui des pilotes de Québec—3784; accidents sont d'occurrence trop fréquente dans le Saint-Laurent—3784; le cas du "Saturnia"—3784; le capitaine et le pilote sont à blâmer—3785; l'accident aurait pu être évité—3785; l'état légal des capitaines et des pilotes, à bord d'un navire, en cas d'accident—3785; précédent d'une grande portée—3785; l'échouement du "Montfort"—3785; compagnie de navigation sont en émoi à propos de l'état du système de pilotage en aval de Québec—3786; opinion de "Canadian Railway and Marine World"—3786; l'influence politique—3786; service de pilotage sur le Saint-Laurent—3786; service qui intéresse le pays tout entier—3786; qui a influé sur les taux d'assurance—3786; présent bill marque pas dans la bonne voie—3786.

M. Bickerdike—Chose singulière—3786; la loi qui n'impose à personne l'obligation de se servir d'un pilote assujétisse les navires au paiement des droits de pilotage—3786; les accidents sur le Saint-Laurent, en amont de Québec, sont très rares—3787; navigation est sûre—3787.

Hon. M. Hazen—Division de pilotage de Montréal est en état fort satisfaisant—3787; accidents sont rares entre Québec et Montréal savent s'acquitter de leurs devoirs—3787; service de pilotage entre Québec et la mer—3787; de nouveaux règlements seront établis et administrés par le gouvernement au lieu de la corporation des pilotes établie depuis 1860—3787; bill de demande pas l'abolition de la corporation des pilotes—3787; il s'agit là d'une vieille institution qui a conservé des traditions auxquelles les pilotes de Québec tiennent beaucoup—3787; cette corporation a géré de façon admirable la caisse de retraite des pilotes—3788; sans froisser les pilotes, sans heurter leurs traditions, nous avons fait relever du ministère de la Marine tout ce qui a trait au pilotage en aval de Québec, comme en relève depuis un certain nombre d'années le pilotage en amont de cette ville—3788; accidents au "Saturnia" et au "Montfort"—3789; jugement catégorique—3789; texte du jugement—3789; jugement de la cour d'amirauté de la haute cour concer-

BILL RELATIF A LA MARINE MARCHANDE—Fin.

Hon. M. Hazen—Suite.

à tousjours été admis que lorsqu'un pilote a charge d'un navire c'est lui qui en a le commandement, mais le devoir du capitaine est d'aider au pilote—3790; les frais de pilotage—3790.

M. Boulay—Pilotes se plaignent de la manière dont ils ont été traités par la commission d'enquête—3791; accusation grave contre la commission—3791; seul danger en vue par les commissaires était la corporation des pilotes—3791; examen sur l'anglais et le français pour les apprentis—3791; tout fonctionnaire public dans Québec devrait connaître les deux langues—3792.

Hon. M. Pelletier—Si un pilote veut être compétent et capable de comprendre les langues parlées sur les vaisseaux, il doit connaître les deux langues—3792; insinuations sans fondement—3792; réussi à créer un certain préjudice contre les pilotes de Québec—3792; pilotes d'en bas de Québec sont très braves et dévoués—3792; tribut d'éloges à la carrière à laquelle ils se dévouent—3792.

M. McKenzie—Système de pilotage du comté de Cap-Breton—3793; congédier des pilotes pour cause politique—3793; quels sont ceux qui ont été réinstallés?—3793.

M. Edwards—Injustice que l'on commet envers les propriétaires de navires de la province d'Ontario, en ce qui regarde les droits de pilotage à Montréal—3793; les oblige à l'acquiescement de droits de pilotage dont sont exempts les vaisseaux des Provinces maritimes et des Etats—3793; serait temps de faire cesser ce passe-droit—3793.

3e lecture—3794.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA LOI MINIERE DU YUKON.

Hon. M. Roche dépose bill (n° 200) modifiant la loi minière du Yukon—4030; étend la portée de la loi de façon à ce que les prescriptions relatives au groupement soient applicables aux groupes d'exploitants individuels aussi bien qu'aux compagnies et associations inscrites—4030.

1ère lecture—4030.

2e lecture—4137.

En comité—4137.

3e lecture—4139.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA NATURALISATION.

Hon. M. Doherty dépose bill (n° 173) concernant la naturalisation de sujets britanniques et d'étrangers—3407; l'objet de ce bill est de donner suite législative à la convention intervenue entre le gouvernement canadien, le gouvernement impérial et ceux des autres dominions dans le but d'établir une naturalisation qui s'étendra à tout l'empire—3407; définition de ce qu'est un sujet britannique—3407; conditions de naturalisation—3407.

BILL RELATIF A LA NATURALISATION
—Suite.*Hon. M. Doherty*—Suite.

1ère lecture—3408.

2e lecture—4296.

En comité—4296.

Hon. M. Doherty—Ce qui constitue un sujet britannique—4296; naturalisation des aubains—4296; dispositions générales pour la mise en vigueur de la loi—4296; mécontentement en Angleterre et au Canada au sujet de la loi sur la naturalisation—4296; deux objections à la loi en vigueur—4296; double nationalité—4296; l'historique de la loi—4297; les opinions étaient très partagées sur la question de savoir si la loi anglaise pouvait avoir pour effet, dans les possessions extérieures, de faire d'une personne naturalisée sous l'empire de cette loi un sujet britannique dans ces possessions—4297; ce pouvoir existe incontestablement—4297; il faut une coopération entre le gouvernement anglais et les parlements des colonies autonomes—4297; conférence de 1911 décida qu'un bill serait soumis aux différentes colonies autonomes—4298; cette loi devait contenir cinq choses essentielles—4298; exiger une résidence de cinq ans—4298; faire disparaître la double nationalité—4299; pour être sujet britannique—4299; conditions de la naturalisation—4299; faire disparaître, autant que possible, les distinctions entre les sujets britanniques de naissance et les sujets britanniques par naturalisation—4300; nous accordons, au secrétaire d'Etat du Royaume-Uni et aux gouverneurs de toutes les autres colonies autonomes qui adoptent cette loi, le même privilège d'émettre des certificats qui seront reconnus au Canada, pourvu toujours qu'ils soient émis conformément au bill maintenant débattu au parlement impérial et pourvu que, dans le cas des autres colonies autonomes, ces dernières adoptent cette mesure—4300.

Sir Wilfrid Laurier—Le but de cette mesure législative est donc de pouvoir à ce que la naturalisation accordée puisse désormais avoir son effet dans toute l'étendue de l'empire britannique—4303; réciprocité de législation et réciprocité de pouvoir entre les dominions—4304; mesure importante attendue depuis des années—4304; au Canada, les dispositions de cette loi vont créer quelque confusion relativement à nos lois de naturalisation, spécialement dans les nouvelles provinces—4304; avons appelé les gens de toutes les parties du monde à venir s'établir chez nous, et cette invitation a, par elle-même, fait naître l'idée que, à la première occasion, nous leur donnerions les mêmes droits que nous accordons à nos propres citoyens—4304; la période de probation exigée avant de pouvoir obtenir des lettres de naturalisation a été de trois ans—4304; le gouvernement britannique a dans le temps protesté très fortement contre cette période qu'il aurait voulu beaucoup plus longue—4304; on peut présumer que c'est pour cela que cette importante modification de la loi a été adoptée et que la période de probation

BILL RELATIF A LA NATURALISATION
—Suite.*Sir Wilfrid Laurier*—Suite.

sera désormais de cinq ans au lieu de trois ans—4304; cela va certainement causer quelque confusion dans l'application de la loi des terres dans les provinces de l'Ouest—4304; on pourra modifier la loi des terres—4304.

M. Macdonald—Nous devons conserver la loi qui permet à un fils ou à une fille d'une citoyen du Canada qui, après avoir résidé aux Etats-Unis, désire revenir au pays, de n'avoir pas à attendre cinq ans avant d'acquiescer les droits de citoyen britannique—4305; raisons pour accorder la naturalisation après trois ans de résidence—4305; cela n'empêcherait en aucune façon l'adoption des moyens que propose mon honorable ami pour permettre à ceux qui le désirent d'obtenir le certificat qui les fera citoyens de l'empire dans le plus large sens du mot—4305.

M. Martin (Regina)—Le bill contient des conditions de naturalisation qui ne sont pas nécessaires—4306.

Hon. M. Oliver—Il est possible que les droits que nous créons n'aient aucun effet, mais nous sommes assez sur le bord d'une situation difficile pour que le ministre accepte ma proposition de ne pas mettre en vigueur ce bill le 1er janvier 1915, mais d'attendre après une autre session, parce qu'il peut surgir des cas comme celui de l'occupation des homesteads—4307.

M. Bennett (Calgary)—Droits de citoyens s'acquiescent à trop bon marché—4310; conditions de la naturalisation aux Etats-Unis—4311; jadis il aurait été extrêmement difficile et pénible, et de plus très coûteux, d'obliger tout individu désireux de se faire naturaliser de se présenter devant un tribunal—4313; maintenant que des cours de district siègent dans presque tous les villages on ne saurait dire que c'est trop demander d'un pétitionnaire en naturalisation que de se présenter devant un juge—4313.

M. Neely—Proteste contre l'article qui exige que celui qui demande un certificat de naturalisation doit jouir d'une bonne réputation et posséder une connaissance suffisante, soit de l'anglais, soit du français—4314; pour mettre cette loi à exécution, il faudrait un conseil d'examineurs, qui devrait établir certaines règles relativement à ce qui constituera une connaissance suffisante des deux langues officielles du pays, vu que la loi ne se prononce par sur ce point-là—4315.

M. Carroll—Après avoir prouvé au tribunal qu'il mérite de devenir sujet britannique, le secrétaire d'Etat peut, à sa discrétion, soit accorder soit refuser ce certificat—4316; disposition défectueuse du bill—4316.

Hon. M. Doherty—L'objectif visé par ce bill c'est de donner à l'individu, parce qu'il a déjà été naturalisé, l'avantage dont bénéficierait celui qui est naturalisé sous l'empire de la loi à l'étude—4316.

BILL RELATIF A LA NATURALISATION
—*Suite.*

M. Thomson (Qu'Appelle)—La particularité la plus sérieuse du bill est pour moi ce qui concerne le secrétaire d'Etat—4318; il me semble étrange qu'après qu'un juge, solennellement nommé à sa position, a interrogé le candidat en étant dans la meilleure situation pour savoir s'il avait droit à la naturalisation et que sa décision est soumise au secrétaire d'Etat, celui-ci ait un pouvoir absolu à propos de cette décision—4318; il peut la rejeter pour un simple caprice, il fait ce qui lui plaît et il n'a de compte à rendre à personne. Cela n'est pas sage—4318.

M. Stevens—Relativement à la discrétion accordée au secrétaire d'Etat, je m'opposerais au projet de loi si cette clause ne s'y trouvait pas—4327.

Reprise de l'étude en comité—4352.

Hon. M. Doherty—Certificat de naturalisation—4352; connaissance suffisante de l'une des langues officielles—4352.

Sir Wilfrid Laurier—Disposition la plus importante—4353; période de résidence que l'on impose au candidat—4353; cinq ans au lieu de trois—4353.

Hon. M. Doherty—Lettres de l'Ouest expliquant combien il serait désirable que la durée du séjour des immigrants au pays avant qu'ils ne puissent obtenir leur certificat de naturalisation fût prolongée—4354.

M. Neely—Résidence de trois ans est tout à fait suffisante—4355; adopter la période de cinq ans pour se conformer aux exigences de la loi impériale, quand on accorde la naturalisation impériale, c'est une toute autre proposition—4355; même, en pareille occurrence, il faudrait conserver la période de trois ans pour les besoins de la naturalisation locale qui donnera tous les droits et tous les privilèges conférés par nos lois actuelles de naturalisation—4355.

M. Murphy—Plus on prolongera la période de résidence exigée pour la naturalisation des étrangers, surtout pour ceux du sud de l'Europe, plus il leur faudra de temps pour reconnaître leurs obligations envers leur patrie d'adoption—4355; si on abrégait cette période, ils comprendraient mieux non seulement les privilèges dont ils bénéficient dans la nouvelle pays où ils sont venus s'établir, mais encore les devoirs qui leur incombent envers le gouvernement de ce pays—4355.

Hon. M. Lemieux—Deux principes contradictoires—4356; l'un libéral, l'autre réactionnaire—4356; cette mesure est libérale, en ce sens qu'elle décrète qu'un sujet britannique sera reconnu à ce titre dans chaque partie de l'empire—4356; le principe réactionnaire consiste à prolonger la période de résidence au Canada, de trois à cinq ans, avant qu'on puisse être reconnu comme sujet britannique, et en outre à attribuer au secrétaire d'Etat des pouvoirs arbitraires—4356; gouver-

BILL RELATIF A LA NATURALISATION
—*Fin.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

nement devrait inclure la langue allemande dans l'épreuve—4357; intérêt du Canada d'accorder ce privilège aux allemands—4357.

Sir Wilfrid Laurier—Il y a une disposition du bill qui est absolument insoutenable, celle qui donne au secrétaire d'Etat le pouvoir arbitraire de refuser ou d'accorder le privilège de naturalisation à qui que ce soit—4360; propose que cette disposition soit retranchée—4360.

Amendement rejeté—4361.

Reprise de l'étude en comité—4712.

Hon. M. Doherty—Perte de la nationalité britannique par naturalisation étrangère—4712; habilité des étrangers à acquérir des propriétés—4712; jugement des étrangers—4713.

M. Cockshutt—L'émission des passeports—4713; grande différence de valeur entre les passeports émis par le gouvernement canadien aux citoyens naturalisés et ceux qui ont été donnés aux citoyens nés au pays—4713; lorsque l'on voyage, il est important que nos passeports soient en règle, car ils donnent dans les pays où l'on voyage des droits de citoyen qui ne peuvent être obtenus d'aucune autre manière—4713.

Hon. M. Doherty—Du jour qu'un étranger se fait naturaliser il acquiert tous les droits et privilèges, politiques et autres, d'un sujet britannique de naissance, comme il en accepte toutes les obligations et responsabilités—4714.

Reprise de l'étude en comité—4992.

Hon. M. Doherty—Procédure et preuves dans les différentes provinces—4992; affichage de la demande—5002; preuves des qualités requises—5003; ordonnance de naturalisation—5003; règlements par le Secrétaire d'Etat—5004; abrogation, titre abrégé et entrée en vigueur—5005.

Sir Wilfrid Laurier—Pouvoirs anormaux donnés au Secrétaire d'Etat—5012; article dangereux—5013; propose que le bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre en l'informant qu'il a le pouvoir de modifier ce bill en biffant les paragraphes 3 et 5 de l'article 2—5013.

Amendement de sir Wilfrid Laurier est rejeté—5015.

3e lecture—5015.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU NORD-CANADIEN.

Le très hon. R. L. Borden dépose bill (n° 214) relatif à l'aide à accorder au Nord-Canadien—4607.

1re lecture—4607.

2e lecture—4635.

En comité—4707.

Hon. M. White—Conditions préliminaires—4707; les formules, contrats et prescriptions doivent être approuvés—4709; res-

BILL RELATIF AU NORD-CANADIEN—
*Suite.**Hon. M. White*—Suite.

triction de l'émission d'actions de la compagnie—4709; actions à transférer libres de toutes charges antérieures—4709.

Hon. M. Oliver—Un amendement à l'article 15—4727; "Toutefois, pour toute ligne de la compagnie du chemin de fer du Nord-Canadien de l'Ouest ou de la compagnie du chemin de fer du Nord-Canadien de la Saskatchewan, construite actuellement ou plus tard dans les provinces de la Saskatchewan ou de l'Alberta, qui a reçu de l'aide sous forme de primes, d'emprunts ou de garanties du gouvernement de la province où cette ligne est située, cette ligne ne sera pas censée avoir été déclarée ouvrage d'utilité publique au Canada, tant que la compagnie du Nord-Canadien ne se sera pas chargée de son exploitation, à titre de partie de son réseau, et seulement tant qu'elle sera exploitée à titre de partie de ce réseau"—4727; le principal but visé dans l'établissement de la commission des chemins de fer, c'était la réglementation du trafic et des prix de transport—4727; les droits et les intérêts des provinces—4728.

Hon. M. Meighen—Le gouvernement, en déclarant ces chemins de fer ouvrages d'utilité publique au Canada, a voulu répondre aux vœux des gouvernements des provinces—4728.

Le très hon. R. L. Borden—Je comprends que les autorités provinciales désirent que durant la construction de ces lignes elles ne soient pas mises sous la juridiction fédérale, mais qu'aussitôt après qu'elles seront mises en exploitation elles tomberont sous notre juridiction—4730.

Hon. M. Rogers—Juridiction de la commission des chemins de fer en matière de trafic—4731; juridiction provinciale pendant la construction, et du choix des tracés—4731; conditions dans lesquelles nous pouvons assurer la construction d'embranchements dans aucune province du Canada—4732.

Amendement de M. Oliver est rejeté—4733.

Hon. M. Meighen—Propose de modifier article 15—4733; texte de l'amendement—4733; adopté—4733.

Reprise de l'étude du bill—4813.

Sir Wilfrid Laurier—La politique de la gauche au sujet de cette loi—4813; le pays a besoin d'au moins trois transcontinental dans les provinces de l'Ouest et dans les provinces de l'Est, afin de fournir les débouchés nécessaires au trafic déjà énorme dans le moment, et qui devra augmenter d'année en année entre les différentes parties de notre pays, et afin de remplir le vide sur la rive nord du lac Supérieur, qui jusqu'à présent a été le plus grand danger que peut courir la Confédération, danger qui existe encore, et en dernier lieu de donner au peuple canadien dans toute la mesure possible facilité d'accès aux richesses inexploitées depuis des siècles entre les Laurentides et les rives de la baie d'Hudson—4814; le Nord-Canadien et le parti conservateur—4814; pas plus épris qu'autrefois de l'ex-

BILL RELATIF AU NORD-CANADIEN—
*Suite.**Sir Wilfrid Laurier*—Suite.

ploitation des chemins de fer par l'Etat—4816; l'entreprise du Nord-Canadien doit être menée à bonne fin, mais nous voulons nous en assurer le contrôle—4816; texte d'un amendement—4816; acquérir les biens de la compagnie à un prix fixé par l'arbitrage et n'excédant pas 30 millions de dollars—4816.

Hon. M. Pelletier—Attitude du parti libéral n'est pas suffisamment claire—4816; gouvernement a donné tout le temps nécessaire à une discussion et à un examen suffisants de cette affaire—4816; amendement Laurier est conçu en des termes bien vagues—4816; des propositions soumises au Parlement la nôtre est la meilleure—4817; dans les circonstances il ne serait pas judicieux de prendre 45 millions dans le Trésor—4817; et nous proposons, en conséquence, de faire garantir ces obligations par l'Etat, ce qui nous permet de réserver les fonds que nous avons de disponibles à l'heure actuelle en vue de l'exécution de ces grands travaux publics—4817; l'Etat devient propriétaire d'une bonne partie de l'entreprise—4817; nous avons intérêt à faire en sorte que le commerce qui revient légitimement au Canada ne soit pas détourné au profit des ports américains ou étrangers—4818; dans le présent projet, il est prescrit aussi rigoureusement que possible que le trafic du Canada recueilli dans l'Ouest, sera transporté vers les ports canadiens—4818; nous sommes à un tournant de la route dans l'histoire du développement des transports au Canada—4818; l'avenir seul dira si nous devons avoir deux ou trois lignes transcontinentales—4818; il est certain que beaucoup de canadiens sont d'avis qu'il aurait été plus sage, en 1903 ou 1904, de commencer une seule ligne transcontinentale au lieu de deux—4818; nous aurions plus d'argent à l'aménagement de nos ports—4820.

M. Pugsley—Le gouvernement n'a pas voulu mettre le Parlement au courant de l'actif des deux hommes qui possèdent cette voie ferrée, MM. Mackenzie et Mann, bien qu'il eût dû nous fournir ces renseignements—4821; on n'a pas voulu non plus nous mettre au courant des profits que ces messieurs ont faits, grâce à la disposition de cette voie ferrée, et grâce à la disposition des valeurs négociables de cette gigantesque entreprise—4821; si le Canada doit devenir associé du Nord-Canadien, il ne veut pas jouer ici le rôle d'un associé secondaire, et il tient à avoir au chapitre voix prépondérante—4823; tout ce que le gouvernement a fait, c'est d'avoir réussi à associer le pays avec Mackenzie et Mann, mais sans contrôle—4823; le pays n'a ici que voix secondaire tout en étant lié par l'honneur aux dettes et engagements de cette compagnie, et tout en étant tenu d'appuyer cette compagnie quoi qu'il puisse arriver, afin de sauvegarder le crédit du peuple canadien—4823; la politique de l'ancien gouvernement consistait à encourager ce qu'on pourrait appeler le réseau de l'Ouest du

BILL RELATIF AU NORD-CANADIEN—
Suite.

Hon. M. Pugsley—Suite.

Nord-Canadien—4827; c'est encourir une dépense inutile et inexcusable des deniers publics que commencer la construction de cette ligne des montagnes de la Colombie-anglaise, lorsque trois autres voies ferrées traversent les diverses parties des montagnes Rocheuses de cette province—4829.

Hon. M. Meighen—Diversité d'attitude des libéraux—4831; divergences d'opinions entre les ex-ministres—4831; droit de passage du Nord-Canadien sur l'Intercolonial—4832; droit de passage du Grand-Tronc-Pacifique—4832; droit de passage sur le chemin de fer de la baie d'Hudson—4833; la commission des chemins de fer du Canada peut fort bien protéger les intérêts de notre pays dans toute entente sur les droits de passage—4833; avec le Nord-Canadien nous avons à résoudre un problème très vaste, très compliqué et très difficile, de la bonne solution duquel dépend dans une grande mesure la prospérité du pays—4835; la liquidation est inévitable, tout comme elle aurait eu lieu pour le Grand-Tronc-Pacifique en 1909, si le gouvernement d'alors n'avait pas consenti à accorder le prêt demandé, parce que la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique disait dans sa lettre que tel serait le résultat si elle n'obtenait pas cet emprunt—4835; dans le cas du Nord-Canadien nous sommes arrivés aujourd'hui au point où, à moins que l'on ne vienne en aide à ce chemin de fer, l'inévitable arrivera—4835; nous n'avons que deux choses à faire—4835; conclure une entente avec la compagnie Mackenzie, Mann, limitée, propriétaire du capital social, ou, si nous ne le pouvons pas, il reste l'autre alternative, qui est de laisser le chemin aller en liquidation—4835; conséquemment, il nous faut donc traiter avec la compagnie Mackenzie et Mann, obtenir les meilleures conditions possibles—4835.

M. Macdonald—Mesure dangereuse au point de vue des intérêts canadiens—4842; nous proclamons que, sous les circonstances actuelles, on ne devrait pas venir au secours du Canadian-Northern, à moins que l'on n'y insère des dispositions sous le régime desquelles le Canada pourra avoir la haute main sur toute l'entreprise, en acquérant le capital de la compagnie à des conditions qui ne soient pas trop onéreuses pour le peuple du Canada—4845; nous suggérons de plus que l'on pourvoie au moyen d'obtenir directement le contrôle de l'entreprise, si la nécessité s'en fait sentir—4845.

Amendement de sir Wilfrid Laurier est rejeté: Pour—42; contre—85—4846.

M. Verville—Un amendement—4846; texte de l'amendement—4846; houillères de l'île de Vancouver—4846; nomination d'un bureau de conciliation—4846; c'est le bon moment pour forcer Mackenzie, Mann et compagnie, qui sont désireux de recevoir la garantie d'un montant d'argent, à accepter un tribunal de concilia-

BILL RELATIF AU NORD-CANADIEN—
Fin.

tion—4847; grève de Vancouver coûte trop cher au pays—4847; il n'y a absolument pas de mal à forcer Mackenzie et Mann à accepter un tribunal de conciliation pour permettre au Parlement de se rendre un compte exact de la situation—4847; le dossier que nous avons eu, ne nous donne qu'un seul côté de la question, qui a été exposée différemment par l'autre partie—4847; par cette résolution il est dit spécialement que ce principe s'applique non seulement au Canadian Northern Railway, mais devrait s'appliquer à toute compagnie de chemin de fer qui demande de l'aide—4847.

M. Stevens—Amendement ne rapporte pas les faits exactement—4849; Mackenzie et Mann n'ont des d'intérêts dans quelques-unes des nombreuses mines de charbon de l'île de Vancouver, dans lesquelles des grèves ont été déclarées simultanément—4849.

M. Carroll—Correspondance qui prouve que Mackenzie et Mann à l'époque de la grève étaient véritablement maîtres des mines de la Colombie-britannique et les exploitaient eux-mêmes—4854; gouvernement a le droit de régler des conflits ouvriers d'après les principes suggérés dans l'amendement—4857.

Amendement de M. Verville est rejeté: Pour—38; contre—85—4857.

3e lecture—4858.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA LOI DE TEMPERANCE DU CANADA.

Hon. M. Doherty dépose bill (n° 180) modifiant la loi de tempérance du Canada—3614; rendre la loi applicable à l'Alberta et à la Saskatchewan—3614; autorise la confection d'une liste d'électeurs pour usage lorsqu'il s'agira de consulter le peuple sur l'opportunité d'appliquer la loi de tempérance à tel ou tel district—3614.

1re lecture—3615.

2e lecture—3749.

En comité—3750.

Hon. M. Doherty—Objet à une difficulté qui se présente dans les élections tenues sous le régime de la loi de tempérance du Canada dans les territoires non organisés de la province d'Ontario—3750; juridiction des tribunaux—3750; afin qu'une consultation populaire puisse avoir lieu dans un comté, selon les dispositions de cette loi, il faut une requête qui soit signée par 25 p. 100 des électeurs qualifiés—3753; l'avis de la demande en invalidation de l'élection figure pendant deux semaines dans deux journaux publiés dans la ville ou près de là ou dans le comté où a lieu le scrutin—3757; publication se fera en anglais et en français—3757; là où l'absence de listes électorales n'est que partielle, le secrétaire d'Etat doit prendre comme totalité des votants le nombre global d'é-

BILL RELATIF A LA LOI DE TEMPERANCE DU CANADA—Suite.

Hon. M. Doherty—Suite.

lecteurs inscrits sur les listes existantes, outre le nombre total de votants qui figuraient sur la dernière liste électorale pour la partie ou le district de comté où il n'existe pas de liste électorale—3757; quand il n'y a pas de listes d'électeurs pour tout le comté, il prend le nombre des électeurs qui étaient inscrits sur les dernières listes des électeurs—3757.

3e lecture—2883.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF AUX INSTALLATIONS TERMINALES DE TORONTO.

Hon. M. Reid dépose bill (n° 196) concernant la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada et les commissaires du port de Toronto—3951; installations terminales de Toronto—3951; renseignements fournis par un sous-ministre—3951.

1re lecture—3952.

2e lecture—4051.

3e lecture—4052.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF AU TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. M. Cochrane dépose bill (n° 31) concernant le Transcontinental National—212.

1re lecture—212.

2e lecture—786.

3e lecture—786.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF AU TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 224) modifiant la loi du chemin de fer Transcontinental national—4893.

1re lecture—4893.

2e lecture—5023.

En comité—5023.

Le très hon. R. L. Borden—Chemin de fer sera probablement terminé cette année—5023; les intérêts particuliers du major Leonard ne lui permettent pas à l'avenir de remplir ses fonctions de commissaire—5023; serait bien de modifier l'article de façon à ce que le ministre des Chemins de fer, lui-même, puisse exercer l'autorité et remplir les fonctions de commissaire—5023; nécessaire d'autoriser le ministre à exploiter la division de l'est, ou une partie quelconque de cette division, comme chemin de fer de l'Etat, pour être certain que le chemin sera exploité immédiatement après son parachèvement et pour empêcher une perte de temps appréciable, entre la fin des travaux et l'affermage de la ligne par la compagnie—5023.

Sir Wilfrid Laurier—Chemin de fer est loin d'être terminé—5024; reste à faire les facilités terminales—5024; ateliers

BILL RELATIF AU TRANSCONTINENTAL NATIONAL—Suite.

Sir Wilfrid Laurier—Suite.

de Saint-Malo—5024; pas reliés à la ligne principale—5024; situation n'est pas que la représente le gouvernement—5024.

Le très hon. R. L. Borden—Les facilités seront prêtes lorsque la plate-forme du chemin et les autres travaux nécessaires seront assez avancés pour permettre l'exploitation de la ligne—5025.

Hon. M. Graham—Difficulté a surgi parce que le major Leonard refuse de permettre que la commission soit administrée suivant des tendances politiques—5025; il a maintenu l'attitude que le statut lui donnait le droit de prendre au sujet de l'administration des affaires du Grand-Tronc-Pacifique, en tant que la construction se trouve concernée et qu'il a suivi les dictées de son jugement—5025; à Québec tout a été laissé en suspens—5025; on s'est efforcé de compliquer les choses—5025; ancien gouvernement avait défini un plan pour les travaux de Québec—5025.

Hon. M. Lemieux—Désaccord entre le gouvernement et le major Leonard au sujet des travaux de Québec—5029; gare du Transcontinental—5030; plans dressés par les spéculateurs en terrains—5030.

Hon. M. Pelletier—La gare commune de Québec, la gare du marché Champlain, les ateliers—le tout ensemble tel que projeté—ont été suggérés par le major Leonard—5031; ils ont été approuvés par le ministre des Chemins de fer et ont plu aux citoyens de Québec—5031; il y a du mécontentement à cause du retard, principalement au sujet de la gare du marché Champlain—5031.

M. Lachance—L'organisation des termini du Transcontinental dans la cité de Québec—5031; depuis trois ans rien n'a été fait à Québec—5032; gares et usines du Transcontinental—5032; opinion de "L'Évènement"—5032; pierre d'achoppement—5033; le major Leonard se soumet—5034; correspondance au sujet des installations terminales de Québec—5035; lettre de M. Chamberlin à M. Leonard, qui est un exposé de toute la situation et des motifs invoqués par la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique pour ne pas accepter les modifications des plans originaux—5036.

Hon. M. Pelletier—Le plan préparé par l'ancienne commission du Transcontinental n'était pas ce qu'il fallait pour les têtes de ligne à Québec—5037; le nouveau contrat intervenu entre la commission du Transcontinental et la ville de Québec se rapporte aux usines de Saint-Malo et à la gare centrale, et non pas à la gare du marché Champlain—5037; on fait beaucoup de progrès dans la construction des usines—5038; difficultés au sujet de la gare centrale ont été réglées—5038; la population de Québec, libérale et conservatrice, est unanime à penser que les plans qui viennent d'être finis et les travaux qui doivent être prochainement terminés sont tels qu'ils devaient être, et conformes aux vœux de tous ceux qui ont

BILL RELATIF AU TRANSCONTINENTAL NATIONAL—Fin.

Hon. M. Pelletier—Suite.
les intérêts de la ville de Québec à cœur—5038.

Hon. M. Pugsley—Rumeurs—5039; Grand-Tronc-Pacifique n'exploitera pas la partie du Transcontinental à l'est de Cochrane—5039; G.-T.-P. ne fait rien dans les Provinces maritimes—5040.

Le très hon. R. L. Borden—Il est très essentiel que la ligne entre Cochrane et Winnipeg soit exploitée par le Grand-Tronc-Pacifique et cette compagnie n'a pas le droit de demander ou d'insister pour exploiter ce tronçon sans exploiter toute la ligne—5041; ce n'est pas l'intention du gouvernement de lui laisser ce choix ou ce droit—5041.

M. Macdonald—Excès de dépenses—5041; l'administration du gouvernement actuel et le Transcontinental—5042; le major Léonard et le ministre des Postes—5042; les travaux à Québec—5042.

Hon. M. Graham—Changements ministériels—5043; demande des renseignements—5044.

Hon. M. Foster—A quoi se résume un discours—5044; donner cours à des rumeurs—5044.

3e lecture—5079.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AUX TERRES FEDERALES.

Hon. M. Roche d'pose bill (n° 136) concernant la loi des terres fédérales—2369.

1re lecture—2369.

2e lecture—3406.

En comité—3406.

Hon. M. Roche—Deux modifications principales—3406; question des préemptions—3406; preuve des préemptions de homesteads—3406.

M. Buchanan—Requête de la Farmers Union de Foremost au sujet des préemptions—3478; pas en mesure d'opérer des paiements—3478; droit de préemption pourrait être réduit ou aboli—3478.

M. Aikins—On constate que le système suivi en matière de concessions de terres n'a pas donné les résultats les meilleurs—3480; on pourrait s'assurer que, dans la pratique, l'application de cette règle atteindra son objet, c'est-à-dire, sauvegardera les droits du colon sérieux qui tire pleinement son parti de sa concession et l'exploite comme elle doit l'être, cela assurerait la prospérité non seulement du colon, mais du pays—3480; superficie en culture dans l'Ouest en 1913—3480; les gouvernements passés ont été trop généreux avec les terres du Nord-Ouest—3480; octrois de 42 millions d'acres—3481; concessions excessives à l'endroit de nos autres ressources naturelles—3481; des gens ont spéculé avec ces ressources à notre détriment, et ils ont fait des millions de dollars, qui auraient dû être la propriété du peuple canadien—3481; le département de l'Intérieur devrait adopter le système de dépenser

BILL RELATIF AUX TERRES FEDERALES—Suite.

M. Aikins—Suite.

quelqu'argent afin de s'assurer de la valeur réelle des propriétés que possède la couronne. A la longue, on constaterait que c'est de l'argent dépensé à propos—3481.

Hon. M. Oliver—Si une faible partie de la terre concédée est seule livrée à la culture, c'est pourtant cette petite proportion de terre cultivée qui a permis au Canada de faire autant de progrès en ces récentes années—3484; si la moyenne des concessions de homesteads diminue, il doit se produire nécessairement une diminution correspondante dans le progrès général au Canada dans l'industrie, le commerce, la finance et les transports—3484; terres ne sont pas en aussi grande demande qu'il y a trois ans et la raison en est que les colons croient qu'ils ne sont pas traités avec justice par le département de l'Intérieur—3487.

M. Knowles—Le homestead est ce que l'habitant de la prairie a de plus précieux—3489; l'affaire Beaubien—3489; fausse déclaration—3489; annuler concession Arguin par les influences politiques—3491; une triste besogne—3491.

Hon. M. Roche—Les faits de l'affaire Beaubien-Arguin—3493; le rétablissement de la concession de Beaubien mit fin aux procédures concernant l'annulation. Sa concession étant valide, il pouvait parfaitement la transférer—3496.

M. McKay—Dans la partie septentrionale et méridionale de la rivière de la Saskatchewan où, dans certains cas, il est impossible d'acheter des terres où il reste encore quelques homesteads qu'on pourrait acquérir—3510; en réalité et dans un grand nombre de cas, on ne veut pas prendre de homesteads, parce qu'ils ne contiennent pas assez de terre arable pour qu'un homme y puisse récolter suffisamment de grain pour se nourrir lui-même—3510; si on permettait à un homme d'acquérir deux homesteads couvrant, disons, trois cent vingt acres, cet homme se trouverait à posséder une terre assez étendue et dont les revenus égaleraient peut-être ceux donnés par les terres de cent soixante acres qui se trouvent dans les sections des prairies—3510.

M. Douglas—Propose un amendement à l'article qui décrète que l'inscrit n'est pas obligé de construire de maison sur le homestead acquis par achat—3514; agrandir le homestead—3514.

Hon. M. Roche—Serait peu sage d'agrandir soit le territoire des préemptions, soit celui des homesteads à être acquis par voie d'achat—3515.

M. W.-H. White—Grande erreur de ne pas appliquer le règlement de préemption à toute la province Saskatchewan—3515.

Reprise de l'étude en comité—3673.

Hon. M. Roche—Amendements aux articles du prix et achat des homesteads—2673.

3e lecture—3674.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AUX TERRES FEDERALES—*Fin.*

Hon. M. Doherty dépose bill (n° 213) modifiant la loi des terres fédérales—4549; faire face à la situation qui pourrait se produire à la suite de l'adoption du bill de la naturalisation—4549; résidence de cinq au lieu de trois ans—4549; bill déclare qu'un colon qui a obtenu une concession avant la mise en vigueur de la nouvelle loi de naturalisation et qui aurait droit à son titre en vertu de la loi actuelle, en déclarant son intention d'être naturalisé aussitôt qu'il sera en état de se conformer aux exigences de la nouvelle loi, aura droit après cette déclaration de son intention de recevoir son titre, comme s'il était sujet britannique—4550.

1re lecture—4550.

2e lecture—5005.

En comité—5005.

Hon. M. Doherty—Loi deviendra en vigueur le 1er janvier 1915—5005.

Hon. M. Oliver—Mieux vaudrait différer l'adoption du bill jusqu'à ce que l'on ait pu se livrer à un examen plus approfondi des questions qu'il soulève naturellement et nécessairement—5007; le mettre en vigueur avant que soient compris la multitude de résultats qui s'entremêlent, ce serait susciter des embarras—5007.

Reprise de l'étude en comité—5074.

M. Clark (Red-Deer)—Homesteads aux étrangers—5075; développement des intérêts commerciaux du Canada—5075; premier devoir de tout gouvernement canadien—5075; le citoyen désirable—5076.

3e lecture—5076.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF AUX PASSAGES A NIVEAU.

Hon. M. Reid dépose bill (n° 204) concernant les passages à niveau—4068.

1re lecture—4068.

2e lecture—4128.

En comité—4128.

Hon. M. Reid—Somme dépensée depuis cinq ans \$60,991—4129; bill donne effet à la même loi pendant cinq autres années—4129.

Sir Wilfrid Laurier—Loi n'est pas ce qu'elle devrait être—4130; municipalités ne s'en sont pas assez prévaluées—4130.

Hon. M. Reid—Montant payé à même le fonds des passages à niveau, d'après les ordres de la commission, jusqu'au 1er avril 1914—4197.

3e lecture—4197.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA LOI DES PECHERIES.

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 71) modifiant la loi des pêcheries—831; aucun changement important—831; loi pas révisée depuis 1867—831; donne au ministre l'autorité de nommer, sans passer

BILL RELATIF A LA LOI DES PECHERIES—*Suite.*

Hon. M. Hazen—*Suite.*

par le conseil, des gardiens des pêcheries—831; simple possession du poisson pendant la fermeture de la pêche est un délit—832; faire disparaître les vieux barrages ou les obstacles à la montée du poisson—832; condamnation ne sera pas annulée par "certiorari"—832.

1re lecture—833.

2e lecture—1221.

En comité—1879.

Hon. M. Hazen—Bill donne droit d'en appeler à un juge de cour de comté d'une décision rendue par un inspecteur des pêcheries—1879; double appel, au juge et au ministre—1880.

M. Carroll—C'est contre l'esprit de la loi anglaise et contre l'esprit de justice qui caractérise le peuple britannique de faire juger l'accusé par l'accusateur—1880; principe est absolument faux—1880; les préposés aux pêcheries ne devraient pas être juges dans leurs procès—1880.

Hon. M. Hazen—Cette disposition est dans la loi depuis un grand nombre d'années—1880.

M. Fowler—C'est un principe vicieux qu'un fonctionnaire chargé d'empêcher les contraventions à la loi des pêcheries, et qui tend par le fait même est partie contre un délinquant, soit revêtu des pouvoirs d'un magistrat, et puisse être juge dans une cause où il est virtuellement, quelle que soit la personne qui signe la plainte, le véritable accusateur et juge en même temps—1881; le meilleur moyen est de faire disparaître cela de la loi—1881.

M. Kyle—Demandé que l'application de cet article soit réservé, en ce qui concerne la Nouvelle-Ecosse—1883.

M. Law—Les inspecteurs ont juridiction sur un trop grand territoire—1883.

M. McKenzie—Sans demander des faveurs pour la Nouvelle-Ecosse je voudrais que cette loi ne s'y appliquât pas, parce qu'elle me paraît renfermer un principe vicieux. Il est certain qu'un homme ne peut pas porter plainte devant lui-même—1884.

M. Carvell—Un tel régime n'a pas sa raison d'être dans aucune des provinces du Canada sauf dans celles de l'Ouest—1885.

Reprise de l'étude en comité—1907.

M. Macdonald—Braconnage dans les grandes rivières—1908; la pêche au saumon est menacée—1908; surveillance des gardes-pêche ne paraît pas effective—1909.

Hon. M. Hazen—Protection des pêcheries devient plus effective d'année en année—1909; depuis des années on n'a pas entendu parler d'une saison de pêche manquée—1909; propagation artificielle poursuivie avec succès—1909.

M. Edwards—On devrait rendre la loi moins sévère au sujet de la mise du poisson blanc sur le marché—1912.

**BILL RELATIF A LA LOI DES PECHE-
RIES—Fin.**

M. Edwards—Suite.

3e lecture—2497.

Sanctionné—4504.

**BILL RELATIF A LA PROHIBITION DU
PHOSPHORE BLANC.**

Hon. M. Crothers dépose bill (n° 103) pro-
hibant la fabrication et l'importation
d'allumettes fabriquées avec du phos-
phore blanc—1613.

1re lecture—1613.

2e lecture—1839.

En comité—1839.

3e lecture—1842.

Sanctionné—4504.

**BILL RELATIF A LA LOI DES POIDS ET
MESURES.**

Hon. M. Nantel dépose bill (n° 96) amen-
dant la loi des poids et mesures—1424;
permet l'usage du système métrique—
1424; statuer sur la substitution des
étalons métriques internationaux en
vogue dans le monde entier aux étalons
locaux autorisés par la loi actuelle—
1424.

1re lecture—1424.

2e lecture—1836.

En comité—1836.

Hon. M. Nantel—Les universités et les sa-
vants du Canada réclament à grands cris
ce changement—1836; aujourd'hui, nous
sommes forcés de nous adresser à Paris
pour nous procurer le résultat des com-
paraisons qu'on y a faites entre notre
système métrique et les données primi-
tives de ce système que l'on conserve—
1836; nous ferons déposer des mesures-
types à Ottawa—1836.

Hon. M. Lemieux—Grand nombre de diffi-
cultés marquent un changement dans les
poids et mesures d'un pays—1837; quel-
les sont les intentions du gouvernement
quant au système métrique?—1837.

Hon. M. Nantel—Pour le moment, nous n'en-
tendons pas imposer l'adoption de ce sys-
tème au commerce en général—1837.

M. McKenzie—Le système métrique est de
la plus rigoureuse exactitude au point de
vue scientifique, mais le gouvernement de-
vra aller lentement avant d'en imposer
l'adoption—1838.

Hon. M. Oliver—Tant que les provinces ne
s'occuperont pas elles-mêmes de la ques-
tion et ne feront pas en sorte que les en-
fants se familiarisent avec le système
métrique à l'école, nous n'obtiendrons au-
cun résultat pratique—1838; nous ne sau-
rions certainement imposer l'adoption de
ce système quand les gens n'y sont pas
préparés—1838.

Hon. M. Lemieux—Si les gens ne se familia-
risent pas plus rapidement avec le systè-
me métrique qu'ils ne le font depuis un
certain nombre d'années, il ne s'accompli-
ra guère de progrès—1838; si le gouver-
nement se propose de rendre ce système
obligatoire, il devrait s'efforcer résolu-

**BILL RELATIF A LA LOI DES POIDS ET
MESURES—Suite.**

Hon. M. Lemieux—Suite.

ment d'en venir à une entente avec les
gouvernements provinciaux pour obtenir
que l'étude du système métrique fasse
partie du programme de l'enseignement
dans les diverses provinces—1838; il
n'est pas préjugé plus profondément an-
cré dans l'esprit des gens que celui qu'ils
nourrissent à l'égard de toute modifica-
tion du système des poids et mesures—
1839.

3e lecture—1839.

Sanctionné—2496.

**BILL RELATIF AU PORT DE NORTH-
SYDNEY.**

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 104) concer-
nant le port de North-Sydney, Nouvelle-
Ecosse—1614.

1re lecture—1614.

2e lecture—1877.

En comité—1877.

Hon. M. Hazen—Abolition de la commission
du port de Sydney-nord—1877; taux exi-
gés des navires—1877; présente loi n'en-
trera en vigueur que le premier janvier
1915—1877.

3e lecture—1907.

Sanctionné—4504.

**BILL RELATIF AUX PRISONS ET MAI-
SONS DE REFORME.**

Hon. M. Doherty dépose bill (n° 178) modi-
fiant la loi sur les prisons et maisons de
réforme—3557.

1re lecture—3557.

2e lecture—3557.

3e lecture—3627.

Sanctionné—4504.

**BILL RELATIF AUX PRODUITS DE LA
LAITERIE.**

Hon. M. Burrell dépose bill (n° 112) régle-
mentant la fabrication et la vente des
produits laitiers et défendant la fabrica-
tion et la vente des substitut du beurre—
1835.

1re lecture—1835.

2e lecture—2497.

Hon. M. Burrell—Refonte des diverses lois
relatives à l'industrie laitière adoptées de
1886 à 1896—2497; poursuites contre
ceux qui fournissent du lait falsifié—
2498; négociants peu scrupuleux—2498;
seul moyen de déraciner les abus—2498.

M. Boyer—La refonte de ces lois arrive
dans un bon temps—2499; perfectionner
davantage notre industrie laitière—2499;
rende encore la loi plus maniable en
donnant aux autorités provinciales l'a-
vantage d'opérer en vertu de cette loi—
2499; avec sa forme actuelle, les officiers
du département de l'Agriculture fédéral
seul ont juridiction et peuvent exercer les
pouvoirs qu'elle confère, tandis que les
départements d'agriculture provinciaux,
qui eux aussi possèdent une organisation
complète n'ont aucuns moyens légaux qui
leur permettent de valider leurs procé-
dures en justice—2499; pour que cette

BILL RELATIF AUX PRODUITS DE LA LAITERIE—*Suite.*

M. Boyer—*Suite.*

présente loi soit efficace, il faudrait qu'elle autorisât les inspecteurs des gouvernements provinciaux et également les sociétés d'industrie laitière qui ont des inspecteurs sous leur contrôle, de tester devant les cours de justice, par le moyen de cette loi fédérale, afin que leur témoignage ait force de loi—2499; une anomalie—2499; apathie qui règne chez les producteurs de lait—2499; hygiène et honnêteté—2499; tribunaux des deux provinces ont déclaré inconstitutionnelle toute poursuite intentée par des inspecteurs provinciaux contre les producteurs de lait pris en défaut—2499; le système d'inspection du lait—2500; une réforme nécessaire—2501.

2e lecture—2501.

Bill est renvoyé au comité de l'agriculture et de la colonisation—2501.

En comité—3315.

Hon. M. Burrell—Qualité du lait pour les fabricants—3315; afin d'atteindre de nouveaux procédés ou moyens de fabrication et de transport, employés depuis la mise en vigueur de la loi, on y ajoute les expressions suivantes: "de poudre de lait ou de caséine, ni à une station d'expédition de lait ou de crème, ni à un établissement pour l'embouteillage du lait, ni à d'autres établissements où le lait ou la crème sont reçus pour être vendus ou expédiés"—3315.

Hon. M. Oliver—Disposition peu pratique—3315; causer aux cultivateurs les ennuis de poursuites injustifiables—3315; absurde d'exiger qu'un cultivateur mette jusqu'à la dernière goutte tout le lait de chaque vache dans le produit qu'il envoie à la fabrique—3315.

Hon. M. Burrell—Beurres artificiels et beurres refaits prohibés—3315; dans l'intérêt des cultivateurs cette loi est nécessaire—3315.

M. Burnham—On devrait permettre d'acheter des denrées à bon marché, pourvu qu'elles soient saines et de bonne qualité—3316; on ne saurait nier que l'oléomargarine fabriquée convenablement ne soit un bon comestible; et toute mesure tendant à en prohiber l'usage est dans l'intérêt des producteurs de lait, mais non dans l'intérêt du public qui la voudrait acheter—3316.

M. Broder—Il faut protéger le produit naturel—3316.

M. Nesbitt—L'oléomargarine est un produit probablement aussi salubre que le beurre—3316.

M. Bradbury—Il faudrait aujourd'hui une loi au sujet du poids des articles—3320.

M. Levi Thomson—Serait presque impossible d'établir une règle au sujet de la qualité du beurre—3320; je ne crois pas que le temps soit encore arrivé où il serait sage d'empêcher les cultivateurs de faire leur beurre en rouleaux ou en pains—3320.

Hon. M. Burrell—Amendes et règlements—3323.

BILL RELATIF AUX PRODUITS DE LA LAITERIE—*Fin.*

Hon. M. Murphy—Gouvernement devrait trouver un moyen de faire connaître au public les modifications apportées à la loi—3323; il n'y a pas un cultivateur sur dix mille qui jamais lise la "Gazette du Canada"—3323.

Hon. M. Burrell—Preuve en matière de poursuites pour lait détérioré—3324; preuves des faits—3324.

3e lecture—3326.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU POISSON MARINE.

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 182) pourvoyant à l'inspection et à la marque du poisson mariné—3621.

1re lecture—3621.

2e lecture—3621.

Bill renvoyé au comité de la marine et des pêcheries—3621.

Hon. M. Hazen—Falsification de documents officiels—4617; personnes trouvées en contravention de la présente loi—4617; fixer le tribunal—4618.

3e lecture—4619.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AUX PONTS DU CHEMIN DE FER ST. JOHN AND QUEBEC.

Hon. M. Reid dépose bill (n° 201) concernant la compagnie du chemin de fer St. John and Quebec—4058.

1re lecture—4058.

2e lecture—4130.

En comité—4130.

Hon. M. Reid—Contrat entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et la compagnie—4130; entrée en vigueur de la loi—4131.

Reprise de l'étude en comité—4197.

3e lecture—4266.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF AUX PRIMES AUX VOLONTAIRES.

Hon. M. Hughes dépose bill (n° 176) apportant de nouvelles dispositions relatives aux primes aux volontaires qui ont servi dans la campagne contre les fœniens—3556.

1re lecture—3556.

2e lecture—4522.

En comité—4522.

Hon. M. Hughes—Extension de la loi actuelle—4522; remplacer les mots 31 décembre 1914 par 1er juillet 1915—4522; en vertu du premier bill, la prime était payable directement au volontaire, mais dans le cas où il était mort, il y a eu de grandes difficultés à obtenir une déclaration de sa propriété—4522; le bill permet de prendre la précaution de faire en sorte que la prime soit payée à sa veuve—4522.

Hon. M. Oliver—Troupes levées au Manitoba en 1871 et 1872 pour repousser l'incur-

BILL RELATIF AUX PRIMES AUX VOLONTAIRES—Suite.

Hon. M. Oliver—Suite.

sion d'O'Neil à Pembina—4522; ce corps exclus des avantages de la loi—4522.

Hon. M. Hughes—Prime est limitée aux hommes appelés en service actif en 1866 ou 1870—4522.

M. Lalor—Cas du 19e ou 44e régiment—4525; négligence du capitaine—4525; compagnie ne fut pas régulièrement inscrite à Ottawa—4524.

Hon. M. Hughes—Le ministre n'a rien à faire dans cette question—4524; la loi est là; elle est formelle, tout officier, sous officier ou soldat qui remplit les conditions exigées par la loi, reçoit la gratification—4524.

M. Carvell—J'estime que c'est ici l'un des projets de loi les plus inhumains, les plus anticanadiens que la Chambre a jamais adoptés—4525; c'est quelque chose qu'on n'aurait jamais dû faire. On ne devrait jamais payer les volontaires pour avoir accompli ce que la décence commune et l'humanité réclament d'eux, défendre leurs propriétés et leurs foyers—4525; lorsqu'un homme n'est plus capable de travailler, parce qu'il a fait du service, ou lorsque sa puissance de gagner sa vie est affaiblie de ce fait, il est temps alors de lui venir en aide—4525.

M. Macdonald—Le ministre de la Milice ne connaissait pas les faits tels qu'ils se sont réellement produits, dans le cas de la Nouvelle-Ecosse, lorsqu'il a soumis d'abord ce projet de loi au Parlement—4527.

M. McCurdy—Le service obligatoire existait en Nouvelle-Ecosse avant la Confédération—4528; en 1861, la population de la province était de 330,857; la milice active de la province comptait, en 1866, époque de l'incursion féniennne, 50,031 hommes—4528; en 1866 on appela sous les drapeaux tous les membres de la milice capables de porter les armes en temps de guerre. La réponse à cette proclamation fut aussi loyale que spontanée—4528; je ne crois pas qu'on puisse dire qu'il ne serait pas naturel pour ceux qui ont porté les armes à cette époque de demander aujourd'hui la récompense qui leur est offerte—4528; ils ont droit à être récompensés pour leurs services. Ils ont pris les armes à la demande de la proclamation et rempli les conditions prescrites par la loi actuelle—4528.

M. Sinclair—Il est parfaitement clair pour quiconque voudra se donner la peine d'aller au fond des faits que le nombre de vétérans qui demandent la prime en Nouvelle-Ecosse n'est pas excessif, considérant la population de la province en 1866—4531; les veuves des vétérans décédés avant le 1er avril 1912 ont tout autant droit à la prime que les veuves des vétérans décédés après cette date—4534.

M. Maclean (Halifax)—La loi est interprétée aujourd'hui d'une façon beaucoup plus large que le gouvernement ne son-

BILL RELATIF AUX PRIMES AUX VOLONTAIRES—Suite.

M. Maclean (Halifax)—Suite.

geait à l'interpréter quand il l'a présentée—4534; regrettable que la politique se soit mêlée à l'exécution de la loi—4534; lettre de l'association libérale-conservatrice du comté d'Halifax—4535.

Hon. M. Hughes—Le ministre de la Milice ne fait qu'émettre des mandats et que c'est le ministère des Finances qui paye—4536.

M. Rhodes—Situation dans la Nouvelle-Ecosse—4537; déclaration justifiable—4537.

M. Carvell—Prime aux vétérans de 1866 et de 1870 est absolument juste—4538; article 4 devrait être modifié de façon à inclure les veuves de ceux qui sont décédés avant la mise en vigueur de cette loi, le 1er avril 1912—4540.

M. A.-A. McLean—Province de l'île du Prince-Edouard devrait aussi recevoir quelque appréciation de son attitude en cette circonstance—4540.

M. J. J. Hughes—Espère que le gouvernement amendera l'acte de façon à ce qu'il s'applique à la province de la Nouvelle-Ecosse—4541.

Le très hon. R. L. Borden—L'intention du bill est de donner cette prime à ceux qui ont réellement été appelés sous les armes pour le service actif et qui ont réellement porté les armes en réponse à cet appel—4541; on suggère que cette loi devrait s'appliquer à la population de l'île du Prince-Edouard, qui n'avait pas encore reçu son organisation militaire et qu'on ne pouvait, par conséquent, appeler sous les drapeaux dans ce but—4542; il est certain que les soldats qui ont fait des exercices dans ces provinces pendant cette année-là ne peuvent avoir part à cette gratification, bien qu'ils fussent prêts à résister à l'ennemi et eussent été appelés sous les armes si l'invasion eût été imminente—4542; la difficulté, au sujet de la milice de l'île du Prince-Edouard, c'est qu'elle ne fut pas appelée sous les armes, d'après les exigences de la loi, pour repousser une invasion appréhendée—4542.

M. Carvell—Ce que j'ai dit, c'est que nombre de militaires qui allaient recevoir cette gratification n'étaient que de jeunes garçons en 1866, et que c'était là un scandale achevé—4543.

M. Sutherland—Compagnie n° 10 des carabiniers d'Oxford—4545; une demi douzaine de ces hommes vivent encore et devraient recevoir la gratification de \$100—4545.

M. McKenzie—Désagréable de voir que la querelle politique a été introduite dans cette affaire—4546; la justice et l'équité de l'extension de cette loi—4546; s'applique aux veuves survivantes des vétérans—4546; le droit à la reconnaissance du Canada a été acquis au feu en 1866, et il a toujours existé depuis, il a été reconnu en 1912—4546; le seul fait qu'un

BILL RELATIF AUX PRIMES AUX VOLONTAIRES—*Fin.*

M. McKenzie—Suite.

vétéran est mort et que l'autre a vécu ne fait pas de différence; le service qu'il a rendu à son pays existe depuis l'invasion fénienne—4546.

M. Kyte—Un amendement—4549; pour but de faire que cette disposition (article 4) puisse s'appliquer aux veuves des vétérans qui sont décédés avant le 1er avril 1912—4549.

Amendement rejeté—4549.

3e lecture—4549.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA REPRESENTATION A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Le très hon. R. L. Borden dépose bill (n° 62) tendant à remanier la représentation à la Chambre des Communes—640; changements législatifs opérés à cet égard et leurs résultats jusqu'à ce jour—640; représentation sera basée sur la population—641; répartition de la représentation de dix ans en dix ans—641; résultats successifs des remaniements—642; en 1872 la députation était de 65 à 190—642; en 1903 la représentation s'était accrue à 214 et plus tard à 221 à la suite de la création des nouvelles provinces—642; nombre des députés de Québec reste fixe à 65—642; représentation des Provinces maritimes—642; certaines questions à ce sujet soumises à la cour suprême du Canada—642; deux questions furent soumises à la cour suprême du Canada et au Conseil privé; l'une avait trait aux Provinces maritimes en général, l'autre à l'île du Prince-Edouard spécialement—643; la question relative aux Provinces maritimes portait sur l'interprétation qu'il fallait donner au mot "Canada" dans le paragraphe 4 de l'article 51 de l'Acte de la Confédération—643; la cour suprême et le Conseil privé décidèrent que le mot "Canada" employé dans le paragraphe 4 de l'article 51 de l'Acte de l'Amérique du Nord de 1867, devait avoir la même signification que celle qui lui est donnée dans l'article 4 du même acte—643; les Provinces maritimes ne réussirent pas à établir leur prétention—643; prétention de l'île du Prince-Edouard fut aussi décidée d'une façon adverse—643; conférence interprovinciale tenue à Ottawa l'automne dernier refusa de prendre aucune initiative à cet égard—644; la province de l'île du Prince-Edouard a au Sénat une représentation de quatre. S'il fallait appliquer rigoureusement à l'île du Prince-Edouard le texte de la loi de l'Amérique britannique du Nord, elle n'aurait, aux termes du projet dont le Parlement va avoir à s'occuper, que trois représentants à la Chambre des communes—645; il semble bizarre qu'une petite province comme l'île du Prince-Edouard, ou même une province canadienne quelconque, ait moins de représentants à la Chambre des communes qu'au Sénat—645; l'on ne devra pas oublier que si la population de l'île du Prince-Edouard, bien qu'inférieure à 100,000 âmes, était incluse dans les limites d'aucune autre province

BILL RELATIF A LA REPRESENTATION A LA CHAMBRE DES COMMUNES—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—Suite.

du Canada, elle aurait droit à une députation d'au moins quatre membres à la Chambre des communes—645; comité qui étudiera le bill sera constitué du même nombre de députés et dans la même proportion qu'en 1903—647; disposé à adopter le mode mis en honneur en 1903 par le chef de l'opposition actuel—647; importance de maintenir les frontières des municipalités—647; autre principe a trait à une certaine égalité de population—647; base de tout le système—647; plus forte unité pour les circonscriptions urbaines que pour les comtés ruraux—647; principe qui fait pour ainsi dire partie de notre constitution—648; dire étude du bill à un comité de sept membres—648.

M. Macdonald (Pictou)—Sens du mot "vingtième" dans l'article 51, clause 4—648; comparaison entre les proportions relatives des deux périodes décennales—648; résultats en ce qui concerne la Nouvelle-Ecosse—648; est-ce que 1-20me est le 1-20me de l'unité ou de la proportion originale de la période des dix années antérieures?—649; ne trouve nulle part ailleurs que dans les rapports de la cour suprême du Canada, (page 527 du chapitre 33) une déclaration publique de la manière d'établir ce calcul—649.

Le très hon. R. L. Borden—J'ai fait examen du calcul—650; n'y trouve guère de quoi contenter les Provinces maritimes—650.

1re lecture—650.

Le très hon. R. L. Borden—Effet du paragraphe 4 de l'article 51 de la loi constitutionnelle de 1867—883; regrette la perte de représentation que les Provinces maritimes sont dans la nécessité de subir—883; serait heureux de trouver dans cet article quelque argument qui m'épargnerait la nécessité d'effectuer cette diminution prévue dans le bill à l'étude—883; je le crains fort, on ne saurait invoquer l'aide de cet article—883.

Sir Wilfrid Laurier—Etablir le principe dont doit s'inspirer le comité qui est chargé de la mission de remanier la carte électorale du pays—884; souvent on a dit que le Parlement devrait créer une commission de juges pour effectuer la répartition de la représentation entre les provinces—884; ni l'un ni l'autre parti politique n'a voulu se dessaisir de l'autorité dont le Parlement est revêtu—884; quatre remaniements de la carte électorale depuis la confédération—884; celui de 1903 fut fait par les libéraux—885; nous jugeâmes préférable d'inaugurer un nouveau système—885; nous présentâmes un projet de loi qui n'avait nullement été élaboré—885; laissant à un comité parlementaire le soin de dresser la carte électorale—885; personne n'a soulevé de critiques touchant l'équité du remaniement de 1903—885; l'équilibre des partis—885; le comté et l'organisation municipale dans ce pays forment l'unité politique en ce qui regarde la vie publique—886; le comté est la base de notre système judiciaire—886; notre sys-

**BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
A LA CHAMBRE DES COMMUNES—
Suite.**

Sir Wilfrid Laurier—Suite.

tème municipal et notre système judiciaire sont à leur tour les bases de notre vie publique—886; le transfert de différentes paroisses en 1903 était une application au principe de l'unité de comté—886; ces paroisses avaient été transférées à d'autres comtés au remaniement de 1892; notre organisation de comté dans Québec remonte à l'année 1853—886; efforcés d'appliquer dans tous les cas le principe de l'individualité des comtes—887; comité n'aura pas une tâche facile—888; faudra avoir en vue l'égalité de population entre les différentes circonscriptions et le maintien des frontières naturelles des comtés—888; l'unité de population ne peut pas être la même pour les circonscriptions urbaines et les circonscriptions rurales—888; bill déposé comporte une omission qui fait la faiblesse du projet—888; pas voulu prendre sur lui de décider si l'île du Prince-Edouard perdra ou ne perdra pas un représentant—888; laisse au comité de décider sur ce point—888; comité n'a aucune juridiction dans l'affaire—888; Parlement n'a pas entière liberté de décider le point contesté—888; tout se résume à une question d'arithmétique—888; Parlement ne peut que faire respecter la constitution telle qu'elle existe—888; préférable d'avoir un comité de neuf membres au lieu de sept—888; avons dans la confédération deux provinces de plus qu'en 1903—889.

M. Macdonald (Pictou)—Représentation des Provinces maritimes—889; le nombre des représentants de la province de Québec est fixé à 65 et c'est ce chiffre que détermine l'unité de représentation pour tout le Canada—890; on s'assure du chiffre de la représentation de chaque province, en divisant par cette unité de représentation le chiffre total de la population des provinces respectives—890; le Parlement commettrait une faute, s'il entreprenait d'accorder à la province de l'île du Prince-Edouard ou à aucune autre province un nombre de représentants plus considérable que celui autorisé par cette disposition—890; j'affirme, tout en regrettant énormément d'être forcé de parler—890; si nous ne pouvons trouver le pouvoir de conserver à cette province la représentation qu'elle possède maintenant, il faut nous soumettre à l'inévitable—890; une anomalie—891; petites provinces auront, au Sénat, un nombre de représentants plus considérable que celui qu'elles éliront à la Chambre des communes—891; anomalie qui n'est jamais entrée dans les intentions des auteurs de la Confédération—891; adresse priant le parlement impérial de modifier notre constitution—891; principes dont le comité devra s'inspirer—892.

M. Hughes (King, I.-P.-E.)—Il est incontestable que les délégués de l'île du Prince-Edouard, qui ont accepté les conditions de l'entrée de l'île dans la Confédération, étaient convaincus qu'ils obtenaient pour cette province un nombre

**BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
A LA CHAMBRE DES COMMUNES—
Suite.**

M. Hughes (King, I.-P.-E.)—Suite.

constant de six représentants à la Chambre des communes—894; il est incontestable que le sous-comité du conseil privé qui a fixé ces conditions était de la même opinion—894; cette disposition n'a pas été comprise dans les conditions de l'union—894; devons nous en tenir au texte de la loi de l'Amérique septentrionale anglaise 895; premier ministre m'a prêté des paroles que je n'ai pas prononcées—897.

M. Maclean (York-sud)—Important de donner une représentation aux minorités et aux grands centres commerciaux—897; nous devrions nous efforcer d'établir la représentation proportionnelle—897; Toronto a huit députés et pas un seul représentant ouvrier—897; principe de représentation proportionnelle préférable à celui des bornes municipales—897; si nous étions moins nombreux nous aurions de meilleures législatures et un meilleur parlement—897; Provinces maritimes devraient s'unir en une seule province—897; elles auraient plus de force et plus d'influence—897; Parlement devra s'occuper de réviser la constitution—898; temps va venir où le Sénat devra être réorganisé—898; conférence des provinces en vue de la révision de la constitution—898; anomalies et griefs pourront alors être supprimés—898; représentation proportionnelle peut être mise à l'essai dans l'Ouest—898.

Hon. M. Graham—Minorités sous le régime actuel ne sont pas représentées comme elles devraient l'être—898; beaucoup de bon dans l'essai de la représentation proportionnelle—898; dans aucun pays les innovations n'ont eu grand succès, à moins d'être le résultat d'un certain compromis entre les deux courants d'opinion—899; et si la Confédération a été le résultat d'un compromis, il me semble qu'on pourrait autoriser les provinces les moins peuplées à conserver le nombre de représentants qu'elles ont actuellement, ou même celui qu'elles avaient au moment de l'établissement de la Confédération, si cela peut se faire sous forme de modification de la loi de l'Amérique britannique du Nord, ou de quelque autre manière—899; l'élection de 1911—899; l'écart de votes entre les conservateurs et les libéraux est de 44,491—899; il devrait y avoir 114 députés conservateurs et 107 libéraux—899; sous le régime actuel les minorités n'ont pas la représentation qu'elles devraient avoir—899.

M. McLean (Queen, I.-P.-E.)—Parlement devrait rétablir en faveur des Provinces maritimes le nombre de députés qu'elles avaient lors de la Confédération—900; motifs pour lesquels les délégués de l'île qui étaient à la conférence de Québec, n'ont pas consenti à entrer dans la Confédération en 1867—901; elle en demeura exclue jusqu'en 1873—902; correspondance établit clairement que nous tenions à obtenir six représentants—902; erreur dans la rédaction des conditions de la Confédération dans la résolution de 1873—902; en équité, nous avons droit de demander

**BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
A LA CHAMBRE DES COMMUNES—
Suite.**

M. McLean (Queen, I.-P.-E.)—*Suite.*
la modification de ce texte—902; Parle-
ment peut redresser ce grief—902.

M. Turgeon—Chaque fois que nous voulons
nous écarter des principes de la constitu-
tion, nous nous exposons à rendre notre
situation pire—904; Parlement n'a pas le
droit ni le pouvoir de changer la consti-
tution sans en référer aux provinces—
904; devrions grouper en une seule pro-
vince les trois Provinces maritimes—904;
suggérer que nous essayions de faire en-
trer dans la Confédération l'île de Terre-
Neuve—904; alors notre représentation
serait accrue d'environ dix ou douze
membres et nous formerions une pro-
vince aussi importante au point de vue de
la représentation qu'aucune autre province
du Canada—904.

Le très hon. R. L. Borden—En exécutant le
travail de remaniement il faut aussi tenir
compte de la nécessité d'égaliser, autant
que possible, la population des différentes
circonscriptions qui devront être établies
—908; l'île du Prince-Edouard prétend
qu'une regrettable erreur a été commise
dans la rédaction des conditions aux-
quelles cette province consentait à entrer
dans la Confédération—908; est-il à dé-
siner ou non qu'une province quelconque
du Canada ait, dans la Chambre des com-
munes, une représentation inférieure en
nombre à celle qu'elle possède dans le
Sénat?—908; l'île du Prince-Edouard a
le droit de se faire entendre devant le co-
mité de remaniement—908; au remanie-
ment de 1903 quatre provinces n'étaient
pas représentées au comité—910; préfé-
rable que le comité ne se compose que
d'un nombre assez restreint de personnes
—910; étudiera la demande de porter le
nombre des membres à neuf—910; notre
mode de gouvernement par le peuple—
911; système compliqué de la représen-
tation proportionnelle—911; si la représen-
tation au Parlement était rigoureusement
conforme au suffrage populaire, on ne
pourrait jamais compter sur une majorité
suffisante à la Chambre—912; le suffrage
populaire en 1908 n'aurait donné aux li-
béraux qu'une majorité de trois et demi à
la Chambre—912; est à désirer, néces-
saire, que le parti au pouvoir, quel qu'il
soit, se trouve en majorité suffisante—913.

Le très hon. R. L. Borden—Lorsque je de-
manderai le renvoi du bill au comité, je
proposerai que celui-ci se compose de
neuf membres au lieu de sept—970.

2e lecture—970.

En comité général—5499.

M. Lachance—Remaniement des sièges de
la ville de Québec—5506; pas équitable
au point de vue de la délimitation du
territoire et de la population—5506; l'er-
facement du district électoral de Québec-
centre—5506; l'élimination du quartier
Saint-Jean—5506; nouveaux comtés de
Québec-sud et Québec-est—5506; on de-
vrait remplacer trois municipalités du
district électoral de Portneuf par des
municipalités de Québec—5507.

**BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
A LA CHAMBRE DES COMMUNES—
Suite.**

Hon. M. Pelletier—Clause qui a servi de
base à l'entente—5507; en appliquant avec
rigueur l'unité de la représentation, la
cité de Québec se trouvait réduite à deux
représentants—5507; je me suis efforcé
de trouver en dehors de la cité même un
groupe de population à ajouter de ma-
nière à former un chiffre assez considé-
rable qui nous permit de laisser à la
ville de Québec les trois divisions qu'elle
avait depuis si longtemps—5507; obligé
d'ennexer une étendue de territoire con-
sidérable pour former Québec-sud—5507;
pour augmenter cette population et afin
qu'il n'y eût pas trop de disproportion,
nous avons pris tout ce qui formait l'an-
cienne division de Québec-ouest en y
ajoutant des quartiers de Québec-centre
—5507.

M. Bélard—Il peut paraître étrange que
certaines paroisses du comté de Portneuf
soient transférées au comté de Québec-
ouest—5509; faut s'en consoler en son-
geant que par ce moyen nous conservons
à la vieille cité de Québec trois divisions
électorales—5509; une de ces divisions
s'étend un peu loin dans la campagne,
mais il faut espérer que la population
sera satisfaite—5509.

Sir Wilfrid Laurier—Il aurait été possible
de faire le remaniement sans mettre la
main sur de vieilles circonscriptions his-
toriques—5509.

M. Wilson (Laval)—Protestation au sujet
de la nouvelle division de Maisonneuve—
5509; met l'île Jésus au comté de Deux-
Montagnes dans un but politique—5510;
ceux qui habitent l'île souffriront au
point de vue de l'immeuble—5510.

Hon. M. Pelletier—Nous avons conservé le
nom de Laval—5510.

M. Séguin—Vilaine injustice que d'unir les
comtés Montcalm et l'Assomption—5510;
les populations urbaines très fortes et
très concentrées, ont besoin de moins de
représentation que les populations dissé-
minées à travers les campagnes—5511;
gouvernement diminue l'influence des
campagnes au bénéfice des villes—5511.

M. Lafortune—Proteste contre l'union de
l'Assomption et de Montcalm—5511; au-
jourd'hui, on augmente la représentation
des villes et on fait disparaître petit à
petit la représentation rurale en dimi-
nuant le nombre des comtés—5511; on ne
devrait pas faire disparaître les comtés
ruraux—5511; protection des cultivateurs
—5511; comté de cent milles—5512.

Hon. M. Lemieux—Comté de Rouville dis-
paraît—5513; ne possède pas l'unité élec-
torale fixée comme base de la représenta-
tion—5514; comté historique—5514; l'or-
gueil de la vallée du Richelieu—5514;
l'esprit de justice des membres de la com-
mission—5514.

M. Jameson—Dix-neuf comtés sont effacés
en Canada—5514; comité de remaniement
a agi du mieux qu'il a pu—5515; Provin-
ces maritimes sont à la veille d'un dé-

**BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
A LA CHAMBRE DES COMMUNES—
Suite.**

M. Jameson—Suite.

veloppement considérable et que les nouveaux remaniements pourront jusqu'à un certain point réparer les pertes subies—5515.

Le très hon. R. L. Borden—Partage le regret que la représentation des Provinces maritimes doive être réduite, d'après la loi, mais comme la loi est la constitution du pays, nous devons l'observer et par conséquent nous avons dû adopter cette solution—5515.

M. Kyte—Regrettable qu'un projet de loi aussi important ait été retardé jusqu'aux dernières heures de la session—5517; opinion du "Regina Daily"—5517—menaces aux libéraux—5517; coutume du remaniement établie en Angleterre—5517; ce qui existe en Canada—5518; le remaniement dans la Nouvelle-Ecosse—5519; le comté de Richmond—5519; réclamations formulées par les Provinces maritimes—5520; conditions qui existent dans Richmond—5522; ce qui a été fait concernant les comtés n'atteignant pas l'unité de représentation aux autres occasions où des bills de remaniement furent étudiés par la Chambre des communes—5523.

M. Rhodes—Tous ceux qui prendront connaissance du projet de remaniement élaboré à l'endroit de la Nouvelle-Ecosse le trouveront parfaitement équitable—5528; population pourra élire deux membres catholiques si elle le désire—5528; tolérance au point de vue religieux—5529.

M. Kyte propose que l'article 4 de l'annexe se rapportant à la province de la Nouvelle-Ecosse soit rayé—5533.

M. Chisholm (Antigonish)—Fusion des comtés Antigonish et Guysborough—5534; en ce qui concerne l'acte de la Confédération, il n'y a rien là qui exige l'égalisation de la population qui doit être représentée au Parlement—5535; jamais, depuis la Confédération, la population du comté d'Antigonish n'a égalé l'unité électorale; cependant, il a toujours eu son représentant propre à la Chambre des communes—5536; un recensement n'est pas toujours un guide infallible—5536; bien qu'Antigonish et Guysborough soient deux comtés limitrophes, sur une longue distance, il n'y a pas de communauté d'intérêt entre eux—5537; je constate que dans Ontario, où il y a 81 circonscriptions, 45 ont une population inférieure à l'unité électorale—5537; sur les 65 collèges électoraux de Québec, il y en a 40 qui n'ont pas l'unité de représentation—5537; sur les 10 circonscriptions du Nouveau-Brunswick, il y en a deux dont la population n'atteint pas 30,000, sur les 14 circonscriptions de la Nouvelle-Ecosse, il y en a 8 qui ne possèdent pas l'unité électorale—5537; au Manitoba, il y a 15 circonscriptions et 7 n'ont pas l'unité électorale; dans la Colombie-anglaise, sur 13 circonscriptions, on en compte 9 dont la population n'atteint pas 30,000—5537; cela devrait faire disparaître l'argument de l'unité électorale—5537; opinion de

**BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
A LA CHAMBRE DES COMMUNES—
Fin.**

M. Chisholm (Antigonish)—Suite.

l'honorable W. S. Fielding—5539; les comtés catholiques—5539; demande de conserver son intégrité au comté d'Antigonish—5542.

M. Sinclair—Proteste contre le changement dans Guysborough—5542; gouvernement aurait pu prévenir la réduction de la représentation de la Nouvelle-Ecosse—5543.

Le très hon. R. L. Borden—Les membres du comité ont été unanimes dans la rédaction de leur rapport—5545; ce qui a été fait dans Québec dans le but d'égaliser la population—5545; tout a été fait du consentement unanime du comité—5545; nous devons prendre les choses telles qu'elles sont; nous ne pouvons changer la Constitution—5546; le cas de l'île du Prince-Edouard—5548; les auteurs de la Confédération n'ont pu prévoir qu'il pourrait arriver un moment où une province aurait une plus faible représentation dans la Chambre des communes qu'au Sénat—5548; situation des Provinces maritimes—5548; la seule tentative que nous puissions faire, c'est d'adopter une adresse—5548.

Amendement de M. Kyte est rejeté—5551.

Le très hon. R. L. Borden—Le député de Picou (M. Macdonald) a proposé d'ajouter un paragraphe établissant que la province de l'île du Prince-Edouard aura droit à quatre députés au lieu de trois, si l'acte de l'Amérique britannique du Nord est modifié—5556; ne crois pas qu'il y ait objection—5556; texte de l'amendement—5556.

Amendement adopté—5556.

3e lecture—5556.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AUX RESERVES FORESTIERES ET DES PARCS FEDERAUX.

Hon. M. Roche dépose bill (n° 137) modifiant la loi des réserves forestières et des parcs fédéraux—2369.

1re lecture—2369.

2e lecture—3674.

En comité—3715.

Hon. M. Roche—Faire une addition considérable aux réserves forestières de la Saskatchewan—3715.

3e lecture—3720.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA LOI DES SAUVAGES.

Hon. M. Roche dépose bill (n° 114) modifiant la loi des sauvages—1903; établissement d'écoles industrielles—1903; l'acquisition d'emplacements pour les écoles—1903; acquérir certaine partie des réserves—1903; exproprier les réserves indiennes—1904; règlement sanitaires sur les réserves—1904.

1re lecture—1904.

2e lecture—2508.

En comité—2508.

BILL RELATIF A LA LOI DES SAUVAGES
—Suite.

Hon. M. Lemieux—Requête venant de la réserve de Caughnawaga—2508; projet préjudiciable aux Indiens—2508; texte de la requête du chef Jacobs—2508.

Hon. M. Roche—Établir des écoles industrielles—2509; donner plus de portée à la loi actuelle—2509; notre but est de faire déclarer qu'une école déjà existante est une école industrielle aux fins de la présente loi—2509; prise de terrain pour écoles—2511.

Reprise de l'étude en comité—3643.

Hon. M. Oliver—Violer ce qui devrait être considéré comme le droit sacré de l'Indien à sa réserve—3643; fort à désirer qu'il y ait des écoles—3643; un porte fort de ne pas porter atteinte au droit de l'Indien à l'égard de son terrain—3643.

Hon. Mr. Lemieux—Le chef de la tribu de Caughnawaga proteste énergiquement contre toute expropriation de cette réserve—3643; les Indiens de Caughnawaga sont propriétaires de leur réserve depuis un temps immémorial; elle leur fut donnée par le gouverneur Frontenac, sous le régime français—3643; ces Indiens considèrent qu'on ne devrait pas les menacer de déplacement. Ils se trouvent tout près de Montréal, et ce sont pour ainsi dire des blancs—3643.

Hon. M. Roche—Pouvoir d'établir des écoles industrielles—3694; renonciation d'un métis; statut de la femme—3694; vente obligatoire de la réserve—3695; cas d'une réserve dans le voisinage immédiat d'une ville—3695; jamais été question de toucher à la réserve de Caughnawaga—3695; aucun danger que ces Indiens soient privés de leur réserve—3695.

Hon. M. Marcil—Réserve de Restigouche—3965; société industrielle demande à acquérir une partie de la réserve—3695; ces Indiens se trouveraient privés de leurs terres—3696.

M. Carvell—Réserve de la rivière Tobique—3696; aliéné des parties de cette réserve sans raisons—3696; qu'on ne vende plus de terre, à moins qu'on ait besoin de celle-ci pour des fins d'utilité publique—3697.

Hon. M. Oliver—Aux termes du projet de loi, lorsque les réserves indiennes contiendront plus de terre qu'il n'en faut pour l'usage des Indiens, l'excédent de territoire peu être vendu par ordre du tribunal—3698. il est bien évident que lorsque l'on démontrera à la cour d'échiquier que certaine réserve indienne contient plus de terre qu'il n'en faut pour l'usage des Indiens, le tribunal sera obligé de décréter qu'une partie de la réserve doit être ôtée aux Indiens—3698; le bill n'a pas d'autre objet, c'est ce qu'il porte en toutes lettres, et il ne peut avoir d'autre conséquence que celle-là. Je maintiens que cette disposition est on ne peut plus préjudiciable—3698; invite le Parlement à fouler aux pieds les droits que les traités reconnaissent aux Indiens—3698.

BILL RELATIF A LA LOI DES SAUVAGES
—Suite.

Hon. M. Lemieux—Caractère sacré des titres des Indiens à leurs réserves—3699; le ministre ne saurait, même à la faveur du présent projet de loi, déposséder la tribu de Caughnawaga de la moindre partie de cette réserve-là—3699; la plus ancienne des concessions accordées par la France aux Indiens du Canada—3699; réserve de Caughnawaga a été d'abord octroyée aux jésuites par Louis XIV le 29 mai 1680—3699; texte du document—3699; titre émis par Frontenac—3700; Iroquois ont eu un litige avec les pères jésuites au commencement de la domination britannique—3700; après la conquête le pays fut divisé en trois gouvernements—3700; question fut portée devant S. E. Thomas Gage, gouverneur de Montréal—3700; litige fut réglé—3701; réserve fut octroyée aux Iroquois parce qu'elle leur avait été concédée en 1680 par la couronne de France—3701; c'est donc là un titre impérial—3701; Parlement n'a pas le droit d'intervenir—3701.

Le très hon. R. L. Borden—Il est parfaitement évident que nous devons user la plus grande prudence en nous occupant de ces titres des Indiens, et c'est le désir du gouvernement de respecter ce principe—3702; d'après la constitution britannique, toutes les terres sont la propriété de la couronne; et cela ne change rien, au point de vue juridique, que le titre vienne de la couronne avant que nous eussions le gouvernement responsable ou après, par l'entremise du gouvernement responsable—3702; le Parlement a le droit de déclarer que les terres d'un citoyen du pays pourront être expropriées pour des fins publiques, pourvu qu'on lui paie une indemnité raisonnable—3702.

Hon. M. Marcil—Bill est mauvais—3703; situation au point de vue des blancs et des sauvages—3703; l'intérêt public—3704; sauvegarder les intérêts des Indiens—3704.

M. Bradbury—En justice pour l'Indien, il faudrait ne pas oublier que ce pays a été sa chose autrefois et qu'à l'époque où ces traités ont été conclus, il était le maître de la situation—3706; aujourd'hui, nous sommes forts; mais priver l'Indien de quelque'un de ses droits, c'est, à mon sens, abuser de notre force—3706.

M. Arthurs—Bill paraît sauvegarder et garantir tous les droits des Indiens, surtout si l'on tient compte des précautions dont le ministre en a entouré l'application pour expropriation, toute initiative fondée sur ce texte doit être précédée d'un jugement de la cour d'échiquier, et doit être approuvée non seulement par le Gouverneur en conseil, mais aussi par le Parlement même à la session suivante—3707.

M. Stevens—Sous le régime de la loi en vigueur, il est difficile de régler les questions relatives aux réserves indiennes, et ce bill a pour objet de rendre la procédure un peu plus facile, tout en accordant une protection suffisante et aux Indiens et au public—3709.

BILL RELATIF A LA LOI DES SAUVAGES

—Fin.

Hon. M. Roche—N'aurais aucune objection à biffer les mots "ou qui contient plus de terre qu'il n'en faut à la bande—3713; article est adopté par 43 à 17—3714; interdiction des danses indiennes—3714; 3e lecture—3715.

Hon. M. Roche—Amendement du Sénat—5015; article qui se rapporte aux danses des sauvages—5015.

1re lecture—5015.

2e lecture—5015.

3e lecture—5015.

Sanctionné—5571.

BILL RELATIF A LA LOI DU SERVICE CIVIL.

Hon. M. Pelletier dépose bill (n° 146) modifiant la loi du service civil—2493.

1re lecture—2493.

2e lecture—3326.

En comité—3376.

Hon. M. Pelletier—Bill s'applique aux commis dans les bureaux de postes urbains, aux bureaux des inspecteurs des postes et des surintendants du service ambulancier et du bureau d'échange des mandats poste—3376; il augmente le traitement minimum de \$500 à \$600, et il décrète que l'augmentation annuelle de \$50 sera portée à \$100—3376.

3e lecture—3377.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AUX SUBVENTIONS AUX BASSINS DE RADOUB.

Hon. M. Rogers dépose bill (n° 205) modifiant la loi des subventions aux bassins de radoub, 1910—4137.

1re lecture—4137.

2e lecture—4266.

En comité—4266.

Hon. M. Rogers—Modification à la loi ne s'appliquera à aucun bassin actuellement donné à l'entreprise—4266; projet de loi est destiné à assurer, par l'entremise du gouvernement, l'établissement d'une cale de premier ordre à Vancouver—4266; disposition sera applicable à la construction de tout autre bassin de premier ordre qui sera établi à l'avenir dans une partie quelconque du Canada—4267.

Hon. M. Pugsley—Les habitants de Saint-Jean sont fortement d'avis qu'il y aurait lieu d'établir, dans leur port, une cale d'égale longueur, susceptible de recevoir les navires les plus grands qu'on puisse s'attendre à voir traverser l'Atlantique—4267; s'il est dressé une nouvelle convention pour l'établissement d'un bassin de plus grande dimension, le présent bill, une fois devenu loi, aura-t-il son application dans le cas de ce bassin de plus grande dimension?—4267.

Hon. M. Rogers—Le gouvernement y donnera toute son attention—4267.

M. Middlebro—La garantie de 4 p. 100 ne devrait pas s'appliquer seulement aux

BILL RELATIF AUX SUBVENTIONS AUX BASSINS DE RADOUB—Suite.

M. Middlebro—Suite.

bassins de radoub de première classe, mais aussi à ceux de deuxième et de troisième—4268.

Le très hon. R. L. Borden—Pour le moment le département n'est saisi d'aucune demande à l'égard de bassins de radoub de deuxième et troisième classe—4271.

Hon. M. Rogers—Amendement à l'effet que le second article de cette loi ne s'appliquera à aucune convention antérieurement intervenue entre Sa Majesté et aucune compagnie autorisée sous le régime de la loi à l'effet d'encourager la construction des bassins de radoub, 1910, et l'alinéa (a) de l'article 8 de ladite loi demeurera en pleine vigueur pour les fins de tous tels arrangements et relativement à toutes questions et choses qui s'y rapportent—4269.

Amendement adopté—4269.—

3e lecture—4289.

Sanctionné—5571.

N'AYANT PAS PASSE.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LE CONTRAT D'ASSURANCE.

Hon. M. White dépose bill (n° 110) modifiant la loi de 1910 sur le contrat d'assurance—1768; lacunes dans la loi actuelle—1768; liquidation de la Union Life Insurance Company—1769; l'assurance du service civil—1769; interdire aux compagnies d'acheter des actions d'autres compagnies faisant le même genre d'affaires qu'elles—1769; surveillance des compagnies en voie de formation—1769; dépenses d'organisation de compagnies—1769; limite placements sur obligations non garanties; disposition concernant les compagnies d'assurance contre l'incendie—1769; si une compagnie perd 25 p. 100 de son capital le surintendant des assurances pourra exiger qu'elle comble ce déficit—1769.

1re lecture—1769.

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK.

Hon. M. White dépose bill (n° 185) tendant à faire droit aux déposants de la "Farmers Bank of Canada"—3693.

1re lecture—3693.

Hon. M. White—L'histoire de la Farmers Bank—4858; constituée civilement en 1904—4858; nous des requérants—4858; banque suspendit ses paiements en 1910—4858; tournure particulièrement désastreuse—4858; prétendit que l'autorisation de la trésorerie en 1906 avait été obtenue frauduleusement—4858; malhonnêteté de Travers, gérant général, avait été la cause du désastre—4858; gouvernement avait été avisé des fraudes et des mensonges—4858; gouvernement devrait être tenu responsable des pertes—4858; requête présentée à sir Wilfrid Laurier à la session de 1910-11—4858; aider aux déposants et actionnaires pour quatre motifs—4858; dispositions de la

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—Suite.

Hon. M. White—Suite.

loi des banques—4859; conditions de la loi des banques auxquelles les directeurs provisoires devaient se conformer avant d'avoir droit au certificat du conseil du Trésor—4859; au cours du débat à la session de 1910-11 on a dit qu'il n'y a jamais eu de certificat de bonne foi de la souscription de la somme de \$500,000—4859; aucun paiement de bonne foi n'a jamais été fait—4859; les souscripteurs n'ont jamais montré qu'ils avaient droit de demander le certificat nécessaire pour ouvrir la banque—4859; le certificat du conseil du Trésor avait été obtenu au moyen de fraudes, tromperies et parjures commis par W. R. Travers, le gérant général de la banque—4859; le conseil du Trésor, par l'entremise du ministre des Finances, avait été dûment averti par une lettre de M. Leighton McCarthy, C.R., et député, adressée au ministre, et en deuxième lieu verbalement par M. David Henderson, député, et par sir Edmund Osler, que des fraudes avaient été commises dans la demande du certificat au conseil du Trésor—4859; texte de la correspondance échangée à ce sujet—4859; remarques du député de Halton (M. Henderson)—4864; ce que dit sir Edmund Osler en 1911—4865; opinion du très hon. R. L. Borden—4867; avertissement de sir Edward Clouston—4867; déclaration du ministre de la milice (M. Hughes)—4869; après l'avènement du gouvernement actuel, de nouvelles pétitions furent reçues de la part des actionnaires et des déposants, invoquant l'aide du Parlement, et le gouvernement, par suite de la promesse du premier ministre, nomma sir William Meredith, aujourd'hui juge en chef de l'Ontario, à titre de commissaire enquêteur—4870; le rapport de sir William Meredith et ses conclusions forment la base de la présente loi—4870; déclaration positive et définie du commissaire que les prescriptions de la loi des banques en ce qui concerne le capital-actions n'avaient pas été respectées par les directeurs provisoires à l'époque où le certificat a été délivré—4870; les agissements de Travers—4871; verdict du commissaire-enquêteur—4871; les fonctionnaires du ministère des Finances ne paraissent pas avoir fait plus de cas de la lettre de M. McCarthy que si elle n'avait jamais existé—4871; le fait que Travers était connu de M. Fielding comme un banquier intègre, n'était pas une raison suffisante pour ne pas avoir institué une enquête quant aux sujets sur lesquels on avait attiré son attention—4872; telle enquête aurait pu aisément être faite sans perte de temps, bien sensible, et il en serait certainement résulté la découverte de la manière irrégulière dont les \$100,000 avaient été trouvés et le refus du conseil du Trésor d'émettre le certificat—4872; c'était le devoir du conseil de la trésorerie d'instituer une enquête pour se rendre compte des faits après le renseignement donné—4872; la faillite de la Farmers Bank est due à la négligence du conseil du Trésor à

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—Suite.

Hon. M. White—Suite.

s'enquérir au sujet de détails qu'il lui incombait de connaître—4874; gouvernement réalise qu'il est moralement tenu de faire réparation—4875; rembourser en entiers les déposants—4875; les actionnaires sont les propriétaires de la banque—4875; il n'y pas de raison pour que le gouvernement vienne en aide aux actionnaires, les véritables propriétaires de la banque dont les agents, c'est-à-dire les directeurs, ont retenu les services de Travers et ont participé, jusqu'à un certain point, à la mauvaise administration de la banque—4875; si la banque avait été honnêtement administrée, il n'y aurait pas eu de pertes—4875.

M. Maclean (Halifax)—Pas une raison légitime à l'appui de la proposition du gouvernement—4875; ministre des Finances a été d'une faiblesse particulière—4875; législation extrêmement malheureuse—4876; bien qu'opposé à ce bill, je dois dire que je ne puis résister au désir d'exprimer mon regret au sujet des pertes subies par les déposants de la Farmers' Bank—4876; nous devons traiter une question de cette nature, en nous plaçant au point de vue des affaires, car autrement nous établirons un précédent que le pays aura peut-être l'occasion de déplorer grandement plus tard—4876; la responsabilité de l'organisation et de tout ce qui se rattache à cette dernière, dans le cas de la Farmers' Bank, après sa reconnaissance civile jusqu'à sa faillite, est plus directement imputable sur l'acte du Parlement que sur tout acte ministériel du ministère des Finances—4876; l'ancien ministre des Finances s'est opposé à l'octroi aux organisateurs du nom de "Farmers' Bank" et son opposition était justifiée—4877; il prévoyait que l'octroi de ce nom à la banque projetée serait de nature à induire en erreur une certaine classe du public et pouvait, ainsi que la chose s'est produite, occasionner de nombreuses difficultés—4877; la légère négligence de la banque Farmers à se conformer aux exigences réelles de la loi des banques, quant au montant du capital à souscrire, et au montant réel des paiements légitimes faits aucune des révélations faites devant la demande du certificat du Trésor, n'était pas après tout très substantielle—4879; cette négligence n'a en rien causé la faillite postérieure de la banque—4879; faillite provenait de l'imprudence et de la malhonnêteté de ceux qui avaient été chargés de l'administration de la banque et non pas l'émission du certificat—4880; aucune des révélations faites devant la commission royale ne justifie le ministre des Finances à présenter ce malheureux bill dont l'adoption, si elle s'accomplit, va créer un précédent si pernicieux et si regrettable—4885; propose le renvoi du bill à six mois—4885.

M. Morphy—Faillite de la banque a occasionné des pertes pour \$1,200,000—4886; c'est s'abaisser que de discuter une catastrophe comme celle-ci sans avoir un mot de sympathie pour ceux qui en sont les

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—Suite.

M. Morphy—Suite.

victimes—4887; le conseil de la trésorerie fut coupable de négligence en délivrant ce certificat, et que par suite de cette négligence, le peuple a souffert—4887; erreur de jugement—4888; la personnalité de M. Fielding—4889; dépositions des témoins à l'enquête—4889; document qui mérite attention—4900; lettre du député de London (M. Beattie) protestant contre l'emploi illégitime de son nom en qualité de directeur provisoire—4900; on devrait se placer, afin de discuter cette affaire, au point de vue élevé que l'Etat a des devoirs à remplir à l'égard du public, et l'on ne devrait pas s'occuper des chinoïseries de la loi—4901; les faillites de banques survenues par le passé ne sauraient se ranger tout à fait dans la même catégorie que la faillite en discussion—4904; pays devrait être assez généreux pour réparer le tort causé par la négligence de ses propres fonctionnaires—4904.

M. Devlin—Question importante à cause du principe soulevé—4904; si la commission royale n'avait pas été nommée et si le juge en chef Meredith n'avait pas fait de rapport, le gouvernement aurait eu une bien meilleure cause pour baser sa demande de rembourser aux dépositaires, ce montant de \$1,200,000, que celle qu'il a maintenant après le rapport du juge en chef Meredith—4907; gouvernement a demandé si la faillite n'était pas due à l'émission du certificat, par le conseil de la trésorerie—4908; à cela le commissaire répond: Non, le plus que je puisse reprocher à ce conseil, c'est une erreur de jugement—4908; il n'existe aucune obligation morale ou légale d'indemniser ceux qui ont perdu dans la faillite de la Farmers Bank—4909.

Hon. M. Crothers—Parlement doit venir en aide aux déposants qui ont été victimes de la mauvaise administration et de la conduite malhonnête du gérant de cette banque—4909; c'est cette malhonnêteté qui a causé les pertes des déposants et que c'était un abus de confiance, de la part du ministre des Finances, de permettre à un homme dont il connaissait la malhonnêteté, de devenir gérant de cette institution—4909; je maintiens qu'en accordant ce certificat à un homme malhonnête, et en lui confiant la gestion des fonds de la banque, il a été la véritable cause des pertes subies par les déposants—4909; affidavit de Wm. Laidlaw, C.R., de Toronto, corroborant les accusations—4910; je plaide seulement au point de vue du droit et de la justice et j'applique aux fonctionnaires de cette Chambre le principe que nos tribunaux appliquent tous les jours de la semaine aux dépositaires—4919.

M. Demers—Bill d'un caractère exceptionnel—4920; la seule raison que le gouvernement pourrait invoquer, pour expliquer une action aussi extraordinaire de sa part, serait que la responsabilité du gouvernement serait évidente et indiscutable—4920; tout au plus une erreur de jugement, dit sir William Meredith—4921; des

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—Suite.

M. Demers—Suite.

déposants ont éprouvé des pertes par suite de la faillite de la Farmers Bank, parce que les affaires de cette banque ont été administrées d'une façon malhonnête, mais non à cause de l'insolvabilité des actionnaires—4922; une enquête sur la banque de Saint-Jean dévoilerait non seulement que le certificat a été obtenu du ministre des Finances sur de fausses représentations—4922; les actionnaires de la banque de Saint-Jean étaient, pour la plus grande partie, des insolubles qui, non seulement n'ont pu rencontrer la double responsabilité qui aurait permis aux déposants de retirer une somme importante sur leur dépôt mais n'ont jamais payé le montant de leurs actions—4922; preuve de la négligence grossière du gouvernement dans le cas de la banque de Saint-Jean qui devrait entraîner sa responsabilité vis-à-vis de ceux qui ont subi des pertes par cette faillite—4924; il n'est pas démontré que le gouvernement soit légalement ou moralement responsable de la faillite de la Farmers Bank—4924; cette législation revêt un caractère d'exception que rien ne saurait justifier et qu'il n'est pas pourvu à une politique générale pour rendre justice à tous ceux qui ont pu éprouver des pertes dans la faillite de la banque—4924; le gouvernement, par la voie du premier ministre, a déjà déclaré que cette loi ne devrait pas être considérée comme un précédent—4924; le gouvernement a déclaré qu'il ne procéderait pas de la même façon pour la banque de Saint-Jean et les autres banques faillies, et les motifs qui ont provoqué cette législation sont invincibles—4924.

Hon. M. Pelletier—Certificat de la banque de Saint-Jean obtenu en 1873, sous le gouvernement libéral—4926; sir Allen Aylesworth, ministre de la Justice dans le gouvernement Laurier a déclaré que le certificat de la banque était correct—4926; gouvernement libéral a refusé de considérer le remboursement des déposants—4927; état de toutes les banques qui ont failli depuis la Confédération—4927; noms des banques dont les déposants n'ont pas été remboursés—4927; banques anglaises forment le plus grand nombre—4927; déposants de la Farmers Bank sont en instances auprès du gouvernement depuis longtemps—4928; jusqu'à présent ni la banque Saint-Jean, ni la banque Ville-Marie, ni la banque du Peuple n'ont fait la moindre démarche auprès du gouvernement pour lui démontrer que leurs déposants devaient être remboursés—4928; le cas de la Farmers Bank est un cas absolument exceptionnel dans l'histoire de nos banques—4929; dans les circonstances, va-t-on prétendre qu'avec les avertissements de MM. Osler et Henderson, députés, et les documents judiciaires transmis par M. McCarthy, M. Fielding ne devait pas s'arrêter, faire une enquête afin de s'assurer du bien fondé des accusations—4930; ancien gouvernement a induit les déposants en erreur en accordant un certificat à la Farmers

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—*Suite.*

Hon. M. Pelletier—*Suite.*

Bank—4930; lorsqu'un pays a un revenu de cent soixante et quinze à deux cents millions, ce pays serait bien mal venu de lésiner ou de refuser de réparer un tort résultant d'une erreur, parce qu'on craindrait de fausses accusations—4931.

Hon. M. Lemieux—Projet de loi est immoral—4931; de nature à provoquer des représailles—4931; la faillite des banques dans la province d'Ontario et dans la province de Québec ne détermine pas chez le ministre des Finances la même attitude—4931; projet de loi ne s'inspire que de motifs politiques mesquins—4932; il est clair que ces douze cents mille dollars sont un pur cadeau aux électeurs de quelques comtés à qui l'on a promis à la dernière élection générale que, s'ils appuyaient le parti conservateur, ils seraient remboursés—4933; devoir du ministre des Finances—4934; imprudentes promesses—4934; aux dépens du public que l'on entend dénouer cette affaire—4934; le cas de la banque Internationale—4935; l'honorable M. Fielding avait décliné d'accorder un certificat—4935; en dépit du refus de l'honorable M. Fielding d'octroyer le certificat pour de bonnes et valables raisons, le ministre actuel six jours après être entré en fonctions, accordait ce certificat—4936; raisons pour lesquelles M. Fielding s'est récusé dans les circonstances—4936; souscripteurs canadiens appelés à ne payer que 10 pour 100 et les souscripteurs étrangers 100 pour 100—4937; énorme spéculation—4937; transformait en agiotage l'organisation d'une banque, grâce à du capital étranger, ce qui est encore pire; car, la grande majorité de ce capital avait été souscrit en France—4937; en 1900 M. Fielding refusa de rembourser les déposants de la banque Ville-Marie—4940; il faut se rappeler disait-il qu'une banque n'est qu'une société privée faisant affaire avec le public, il est vraie, c'est une société que le gouvernement entoure d'un surcroît de sauvegardes et que le public tire avantage de ces sauvegardes et de ces freins; mais assurément on ne doit pas prétendre que parce que le gouvernement entoure les banques d'un surcroît de sauvegardes et de freins de nature insolite, il lui faut aussi assumer la responsabilité de toute l'affaire—4940; la mauvaise gestion de la banque était connue du gouvernement conservateur en 1892—4941; M. Courtney, sous-ministre des Finances donna avis que la banque violait la loi—4941; M. Weir consent à réduire le capital de la banque—4941; M. Foster, alors ministre des Finances fut averti de la situation—4941; signaux de dangers—4943; preuve que la banque violait la loi, que le gouvernement en était averti, que le président ne faisait pas ses rapports mensuels—4943; M. Weir fut arrêté et condamné à la prison parce qu'il avait violé la loi en portant à l'actif ce qui aurait dû être porté au passif—4945; ne doit-on pas tenir le gouvernement responsable de la faillite de cette banque—4944;

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

vous voulez aujourd'hui tenir l'ancien gouvernement responsable de la faillite de la Farmers Bank, parce que l'honorable M. Fielding a accordé le certificat 4945; si le gouvernement doit indemniser les déposants dans l'un de ces deux cas, que c'est plutôt dans celui de la banque Ville-Marie—4945; les victimes de la banque Ville-Marie—4945; je suis satisfait de la loi, telle qu'elle existe, avec les garanties et la protection fournies par la loi concernant les banques—4947; toutefois, le ministre doit édicter une loi uniforme pour tous les Canadiens, non pas une loi pour une certaine classe de la population et une autre loi pour une autre classe de la population de ce pays—4947; proposition à l'étude est néfaste et dangereuse et est condamnée par les meilleurs esprits non seulement dans le parti libéral, mais dans le parti conservateur également—4947; je mets le ministre au défi de soumettre, avant que ce débat ne se termine, une seule opinion d'un seul financier ou banquier en vue du Canada à l'appui de cette proposition—4947.

M. Sharpe (Ontario-nord)—La responsabilité des pertes subies par les déposants retombe sur un seul homme: l'ancien ministre des Finances, M. Fielding—4949; le certificat a été obtenu frauduleusement—4949; gouvernement est plus que justifiable, en s'appuyant sur la loi et sur la justice et en tenant compte de la négligence du département des Finances d'agir comme il le fait—4957; l'initiative que prend le gouvernement de venir au secours de ceux qui ont été ruinés par la faillite de la Farmers Bank, rencontrera l'approbation de tous les citoyens bien pensants d'un bout à l'autre du Canada—4957.

M. Lanctôt—Injustice faite aux déposants des banques du Peuple, Ville-Marie et Saint-Jean—4957; pourquoi cette différence en faveur des déposants de la Farmers Bank—4957; quand bien même il faudrait, cinq, six ou huit millions de piastres pour venir au secours de tous les déposants, je dis qu'il ne faudrait pas hésiter, car en moins de deux ans on pourrait couvrir bien au delà cette somme par des économies sans nuire à l'intérêt public—4959; les succursales de banques dans les campagnes—4959; drainer l'épargne des campagnes et l'envoyer à la ville où elle sert les grands intérêts financiers des gros bonnets qui spéculent dans les villes, toujours à leur profit personnel, et non pas à l'avantage du public—4959; méthode désavantageuse pour la classe agricole qui fournit une si large part des dépôts dans les banques—4959; j'aurais aimé à voter en faveur de cette mesure venant au secours des déposants de banque, si elle avait été plus générale et si elle avait compris toutes les banques qui ont fait faillite—4961; la mesure du gouvernement n'est qu'une demi-mesure, et elle ne satisfera pas le peuple—4961.

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—Suite.

M. Henderson—La Farmers Bank fut organisée par des hommes d'affaires et des hommes de profession—4963; après qu'elle eût obtenu sa charte, toutefois, on invita un certain nombre de cultivateurs à en faire partie, et plusieurs de ces derniers furent élus directeurs—4963; à l'époque où s'effectua la déconfiture de la banque, il y avait quatre cultivateurs au bureau de direction—4963; le rusé Travers, qui accapara la direction des affaires de la banque, réussit bientôt à tromper ces individus et à les utiliser à son gré—4963; le nœud de la question—4964; l'octroi du certificat—4964; cette banque commença à pencher vers sa ruine, lorsqu'on accorda le certificat, et on n'aurait jamais dû le délivrer—4965; pourquoi je n'ai pas fait mes objections par écrit—4969.

M. Nesbitt—Banque a été conçue dans l'iniquité—4970; si M. Fielding avait refusé ce certificat, on aurait clamé jusqu'aux cieux, par tout le pays, que cet homme se rangeait du côté des grandes corporations de capitalistes du Canada et qu'il refusait aux cultivateurs la permission d'organiser une banque—4970; décès causés par les pertes de cette banque—4972.

M. Sutherland—Comté d'Oxford a perdu \$148,622 dans cette faillite—4972; les arguments en faveur de la mesure sont inattaquables—4974.

M. McKenzie—L'argent public devrait être employé dans l'intérêt public—4974; le moyen de trancher la difficulté qui vient de surgir est à la portée de nos fortunes personnelles, mais non pas dans la distribution d'argent qui ne nous appartient pas—4975; manière dont se sont conduits M. Fielding et le conseil de la trésorerie dans l'émission de ce certificat—4976; tout ce que M. Fielding avait besoin de savoir était: les actions étaient-elles souscrites; l'argent était-il versé au crédit du receveur général, les directeurs étaient-ils nommés, c'étaient les trois choses dont pouvait s'enquérir le ministre des Finances—4977; le sous-ministre de la Justice répondit que d'après lui toutes les conditions nécessaires étaient remplies—4977; but de l'enquête par le gouvernement actuel—4979; faire peser tout le blâme sur la tête de M. Fielding—4979.

M. Lamarche—But du bill—4982; soit le réajustement d'un droit, soit une gratuité—4982; si cette législation avait pour but le réajustement d'un certain droit, on ne devrait pas s'adresser au Parlement, mais à un tribunal compétent qui, dans ce cas-ci, est la cour d'échiquier—4983; si cette législation a pour objet d'accorder une gratuité, je l'approuverais à une condition, c'est que cette gratuité ne donne pas lieu à une injustice—4983; elle donne lieu à une injustice flagrante par le fait qu'on ne l'étend pas, d'une façon égale, sur tous ceux qui sont affectés d'un pareil malheur—4983; on devrait également rembourser les déposants de la banque Ville-Marie qui ont perdu leur argent, parce que le bureau du Trésor n'a pas

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—Suite.
M. Lamarche—Suite.

voulu ouvrir les yeux, quand des personnes qui s'y connaissaient, le renseignaient sur les agissements de ceux qui conduisaient la banque à la ruine—4983; quant à la liquidation de la banque de Saint-Jean, on s'est aperçu que presque tous les actionnaires de cette banque, au moment où le certificat avait été émis, n'étaient pas des souscripteurs de bonne foi, mais des gens incapables de faire face aux obligations immenses qu'ils avaient souscrites—4983.

M. Proulx—La faillite de la banque a été causée par la mauvaise administration de Travers—4984; par les spéculations de feu le docteur Beattie Nesbitt—4984; c'est l'affaire de la mine Keely qui a été la cause directe de la faillite, bien plus que l'incurie de M. Fielding—4984; considère que le gouvernement ne devrait pas indemniser ces déposants—4984.

M. Merner—Déposants de la Farmers Bank méritent les sympathies du public—4985.

Le très hon. R. L. Borden—Points saillants de cette mesure—4986; l'attitude du Sénat—4986; projet de loi est la réalisation d'un engagement—4986; principe de la responsabilité légale reconnus par les tribunaux du pays—4987; il est bien évident qu'en toute instance basée sur la négligence, il faut démontrer que la perte est directement et immédiatement attribuable à la négligence—4987; nul ici n'a prétendu spécifiquement que la décision que le gouvernement prend aujourd'hui soit à tous égards semblable à celle que rendrait un tribunal au sujet d'une action pour négligence—4987; démarches tentées par Travers—4987; tissu de rapports inexacts, de fausses représentations—4987; il n'est pas moins vrai aussi, ainsi que le déclare le commissaire enquêteur, que le conseil de la trésorerie n'aurait jamais émis de certificats si on lui avait exposé les faits sous leur jour véritable—4987; si le conseil de la trésorerie, agissant en cela au nom du gouvernement et du pays, avait fait accomplir ce que, au dire du commissaire, il était de son devoir de faire, il se fût informé de ces faits et n'eût jamais émis le certificat—4987; nul ne donne à entendre que l'ex-ministre des Finances n'a pas agi avec la plus entière bonne foi—4987; en vue des circonstances le gouvernement considère qu'il est juste de porter secours aux malheureux déposants—4989; le Parlement et le peuple canadien sont dans l'obligation de réparer des torts évidents qu'ils ont supportés—4990; nous ne transgressons aucun principe du gouvernement constitutionnel—4990; repousse toute imputation, qu'elle ait pris naissance dans un parti ou dans l'autre, de vouloir favoriser indûment une province ou une association quelconque du Dominion—4990.

Amendement de M. Maclean est rejeté: Pour, 17; contre, 55—4990.

2e lecture—4990.

En comité—5079.

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—*Suite*.

Hon. M. White—Gage des déposants—5080.

M. German—Tous les créanciers de la banque devraient être au nombre des bénéficiaires—5081.

M. Boulay—Ce qu'il y a d'étrange dans le rapport du commissaire-enquêteur—5081; dans cette affaire il y a évidence qu'il n'y a pas eu simplement erreur de jugement mais une négligence quasi criminelle des intérêts publics—5082; un blâme l'ancien gouvernement—5082; correspondance et conclusions—5082; dans ces circonstances et en face de la déclaration du gouvernement, je suis en faveur du remboursement des déposants de cette banque—5087; liste complète des banques qui ont failli au Canada depuis la Confédération—5087; paiements faits aux déposants—5087; pertes du public—5087.

M. Sinclair—Entrée de l'île du Prince-Edouard dans la Confédération et les banques—5090; déposants ont perdu de l'argent—5090; proposer un amendement qui mettrait le pays en possession de tous les renseignements concernant d'autres institutions où les déposants avaient perdu leur argent de la même manière que ceux de la Farmers Bank—5090; proposition illégitime soumise à la Chambre—5090; ce qui devrait être fait—5093; texte d'un amendement—5098; "que la présente loi ne viendra en vigueur qu'après enquête tenue par une commission royale sur toutes les pertes subies par les déposants, en raison des faillites de banques canadiennes autorisées depuis le 1er juillet 1867"—5098.

M. Clark (Red-Deer)—Moyen électoral—5098; inutilité et illégalité de la proposition du gouvernement—5098; condition du pays—5098; cette mesure est destinée à venir en aide aux électeurs d'une région d'une seule province, aux dépens des électeurs des autres huit provinces—5099; témérité qui a poussé les ministres d'Ontario et leurs partisans à s'adresser à l'Ouest pour lui demander d'appuyer ce projet de loi—5099; conséquences de la loi—5101.

Hon. M. White—Plusieurs déposants réduits à la misère—5101; justes réclamations—5101; l'enquête demandée par l'amendement devrait l'étendre à vingt-quatre banques et couvrir une période d'environ quatre-vingt ans—5102; si le gouvernement instituait une pareille enquête, la loi n'entrerait certainement pas en vigueur avant le jugement dernier—5102; réclamation que le gouvernement est moralement tenu d'acquiescer—5102; amendement de *M. Sinclair* est dépourvu de logique—5105.

M. Elliot—Promesses catégoriques aux déposants—5105; en faveur du remboursement des déposants de la Farmers Bank—5105.

M. Ross—Mes sympathies sont acquises aux déposants de la Farmers Bank—5107; ce que je disais en 1913—5108; les banques ne sauraient se maintenir sans les dépôts considérables qu'elles reçoivent—

BILL RELATIF AUX DEPOSANTS DE LA FARMERS' BANK—*Fin*.

M. Ross—*Suite*.

5108; le gouvernement est tenu en conscience de prendre des mesures efficaces pour obliger l'association des banquiers de ce pays à protéger absolument les déposants dans les banques autorisées, contre toute perte possible—5108.

Hon. M. Crothers—Promesse publique doit être tenue aussi fidèlement qu'un engagement privé—5109; il est de notre devoir de tenir, maintenant que nous sommes au pouvoir, les promesses que nous avons faites lorsque nous étions de l'opposition, et nous y avons travaillé dès notre arrivée aux affaires—5109; si l'ancien ministre des Finances avait agi avec plus de prudence la Farmers' Bank n'aurait pas fait cette faillite qui a causé tant de pertes et de souffrances aux habitants de ce pays—5111.

M. McCrea—Projet de loi extraordinaire—5111; aucun précédent au Canada—5111; promesses suffisantes pour faire perdre les droits politiques—5112.

M. Thomson (Qu'Appelle)—Ceux qui ont à cœur l'intérêt du pays voteront contre ce projet de loi—5115.

Amendement de *M. Sinclair* est rejeté—5115.
3^e lecture—5115.

Rejeté par le Sénat.

BILL RELATIF A LA MARINE MARCHANDE DU CANADA.

Hon. M. Hazen dépose bill (n° 105) pour refondre et modifier la loi de la marine marchande du Canada—1614; utile d'opérer la refonte des diverses lois—1615; peut exister des divergences d'opinion entre navigateurs—1615; bill sera distribué aux intéressés—1615; mettra en mesure de connaître ce que l'on y trouve à critiquer—1615; l'histoire de la législation maritime en Grande-Bretagne et au Canada—1615; loi plus ancienne du parlement impérial—1615; révisée en 1894—1615; c'est la loi de 1894 qui est la source constitutionnelle de la législation relative à la marine marchande dans tout l'empire—1615; loi a deux objets—1615; statue en ce qui regarde les navires anglais dans tout l'univers—1615; certaine latitude a été laissée aux législatures coloniales—1615; en 1873 deux lois importantes relatives à la marine marchande furent édictées au Canada—1615; lois furent réunies en une seule en 1906—1616; depuis quarante ans on n'a fait aucun effort sérieux pour moderniser la législation—1616; nombre des dispositions sont obscures—1616; nombre de changements et d'améliorations dans la marine 1616; cela seul suffit pour légitimer une nouvelle rédaction de la loi—1616; inscription et classification des navires—1616; autorisant ministre à nommer des inspecteurs ou contrôleurs des navires—1616; capitaines et seconds—1616; deux difficultés—1617; ce qu'il faut entendre par cabotage—1617; vaisseaux de plus de quatre cents tonnes ne pouvaient circuler dans les eaux intérieures du Canada que sous la direction d'un maître diplômé—

BILL RELATIF A LA MARINE MARCHANDE DU CANADA—Suite.

Hon. M. Hazen—Suite.

1617; restrictions imposées à nos vaisseaux marchands étaient trop grandes—1617; proposé que l'on ait des certificats d'une nouvelle sorte—1617; conférence récemment tenue à Londres—1617; sauvetage en mer—1617; navigateurs et navigation des eaux intérieures—1618; engagements des hommes d'équipages—1618; limite de tonnage des navires voyageant à l'intérieur est réduite—1618; biens des matelots décédés—1618; marins malades et en détresse—1618; pilotage—1618; administré dans tout le Canada d'une manière uniforme—1618; inspection des navires—1618; examen et autorisation de mécanicien—1618; sûreté des navires—1619; navires impropres à la mer—1619; marchandises dangereuses—1619; chargements sur le pont—1619; chargements de grain—1619; naufrage et sauvetage—1620; enquêtes en matière maritime—1620; tribunaux de juridiction maritime—1620; changements d'avec l'acte impérial ne se rapportent qu'à la phraséologie—1620; phares, bouées et balises de l'île de Sable—1621; havres publics et maîtres de havre—1621; gardiens de port—1621; navigation des eaux canadiennes—1621; cabotage canadien—1621; livraisons des marchandises—1621; cercle vicieux—1621; privilège possessoire—1621; privilège de l'armateur—1621; tribunaux de se prononcer sur les points en litige—1621; procédures judiciaires—1621; mettre en vigueur les dispositions du droit pénal—1622; sur 970 articles de la loi existante, il en est à peine un seul qui n'ait au moins subi quelque modification de forme et la plupart ont été remaniés au point d'en être méconnaissables—1622.

*M. Sinclair—*Capitaines porteurs de certificats de cabotage, sont tenus de passer l'examen de rigueur avant de pouvoir obtenir l'autorisation de naviguer au sud au delà de 5 degrés de latitude nord—1623; capitaines aujourd'hui employés au service ne sauraient sans inconvénients passer pareil examen—1623; conviendrait de faciliter l'adoption d'un bill que j'ai déposé au commencement de la session—1623; intérêts maritimes du pays en bénéficieraient—1623.

1re lecture—1623.

2e lecture—1683.

Bill renvoyé au comité de la marine et des pêcheries—1683.

BILL RELATIF AUX PENSIONS DE RETRAITE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF.

Hon. M. White dépose bill (n° 229) concernant les pensions de retraite du personnel administratif—5566.

1re lecture—5566.

BILL RELATIF AU PERSONNEL DES SERVICES ADMINISTRATIFS.

Hon. M. White dépose bill (n° 217) concernant le personnel des services administratifs—4634.

1re lecture—4634.

BILL RELATIF A LA PRESTATION DU SERMENT.

Hon. M. Rogers dépose bill (n° 1) relatif à la prestation du serment—2.

BILL RELATIF A LA LOI DES POSTES.

Hon. M. Pelletier dépose bill (n° 147) modifiant la loi des postes—2497.

1re lecture—2497.

2e lecture—3326.

En comité—3377.

*Hon. M. Pelletier—*Nous voulons surtout modifier le paragraphe (e) de façon à rendre absolument clair que le droit d'examiner les journaux, les paquets, etc., se limite à l'examen de ces seuls articles et qu'il est défendu d'ouvrir les lettres, ce qui est douteux d'après la loi actuelle—3378; nous rendons tout doute impossible en insérant les mots à l'exception des lettres—3378.

*Hon. M. Lemieux—*Suppose que cet amendement n'est pas étranger aux règlements concernant la poste aux colis—3378; semblable règlement serait désirable pourvu qu'il ne nuise pas à l'expédition des lettres—3378; lu dans la presse que l'on allait augmenter les frais de port des journaux—3381; feuilles-annonces—3381; concurrence injuste pour les journaux—3381; activer la circulation des publications anglaises—3381; obtenir une meilleure réglementation postale—3382; une opinion d'Angleterre—3382.

*Hon. M. Pelletier—*L'affaire fait le sujet de négociations entre la Grande-Bretagne et le Canada—3383; les autorisés postales de la Grande-Bretagne reçoivent 2 cents par livre, pour le transport des publications sur une distance de 210 milles, quand le Canada ne reçoit pas un sou pour transporter ces mêmes matières postales sur une distance de 5,000 à 6,000 milles—3384; les magazines américains qui entrent au pays paient à raison de 4 cents par livre ou de 1 cent par 4 onces 3384; nous avons proposé aux autorités postales de la Grande-Bretagne de séparer également entre les deux pays le penny qu'elles perçoivent, c'est-à-dire: qu'elles gardent un sou pour transporter ces matières sur une distance de 210 milles, et que nous ayons un sou pour les transporter sur les distances variant entre 5,000 et 6,000 milles—3384.

*Hon. M. Lemieux—*Voilà plusieurs années que cette convention est en vigueur; elle a abouti à de merveilleux résultats au point de vue impérial, comme au point de vue littéraire—3388; je n'hésite nullement à le dire, en toute déférence pour les publications américaines, les publications britanniques, à mon avis, l'emportent de beaucoup sur les autres publications de langue anglaise—3388; aujourd'hui que les magazines britanniques ont atteint le niveau élevé de 40 p. 100, toute mesure rétrograde qu'on pourrait prendre ne saurait s'inspirer des intérêts du Canada—3388; le gouvernement devrait tenter l'impossible pour faire renouveler cette convention; et quand bien même le ministère des Postes du Canada perdrait quelques milliers de dollars en ne faisant

BILL RELATIF A LA LOI DES POSTES—
Suite.

Hon. M. Lemieux—Suite.

rien payer au ministère des postes de Grande-Bretagne pour le transport sur mer, qu'il le fasse. L'intérêt du pays le demande—3388.

Hon. M. Foster—Je ne comprends pas comment le directeur général des postes, en Angleterre, peut refuser d'accepter la proposition très modérée qui lui a été faite par notre directeur général des Postes—3388; si nous ne transportions presque rien, il y a un certain nombre d'années, nous transportons aujourd'hui six millions de livres de magazines. Nous faisons ce transport absolument à nos propres frais—3388; je consens volontiers à ce que nous fassions ce transport et même le double à nos frais, si c'est nécessaire, mais je voudrais que les arrangements soient développés aussi fortement en Angleterre pour montrer que le sentiment impérial est aussi puissant là-bas qu'ici et que par conséquent ils devraient consentir à prendre une part raisonnable du fardeau—3388.

Hon. M. Oliver—Un journal qui est surtout publié dans un but de publicité et de réclame n'a pas droit au port réduit qu'on accorde à un journal dont la mission consiste surtout dans la diffusion des renseignements et des idées—3391; le ministre a mauvaise grâce à demander une révision radicale du port sur les magazines anglais—3391.

M. Buchanan—Si l'on devait augmenter le port des journaux, il faudrait tenir tout particulièrement compte de ce que la publication d'un journal dans l'Ouest coûte plus cher dans l'Est—3395.

Hon. M. Pelletier—Conditions d'éligibilité au titre de surintendant—3395; emplois à titre provisoire—3395; limite d'âge des commis du service ambulancier—3400; abrogation de trois articles de l'ancienne loi—3400.

Hon. M. Oliver—Je n'approuve aucunement l'initiative qu'a prise le ministre en se faisant autoriser à réglementer le port des journaux préalablement à toute sanction du Parlement—3400; les articles qui sont abrogés présentement sont ceux qui fixent le tarif postal, le port devrait être fixé par autorité du Parlement et incorporé dans le texte du statut—3400.

Hon. M. Pelletier—Les associations de la presse ont reconnu que leurs taux devraient être augmentés, mais elles proposent, non pas les mêmes zones, mais un système de zones semblables à celui adopté pour la poste aux colis—3400; elles disent que nous devrions exiger un port plus élevé pour les journaux au delà d'une certaine distance—3400.

3e lecture—3406.

Amendement du Sénat—5222.

Hon. M. Pelletier—Propose d'accepter les amendements 2 et 3, mais refuse le premier—5222; propose de le remplacer par un autre au sujet du tarif postal—5222.

BILL RELATIF A LA LOI DES POSTES—
Fin.

M. l'Orateur—Porté à croire que l'amendement est irrégulier—5222; chambre ne fait que modifier à nouveau un bill qu'elle a déjà adopté—5223.

Motion réservée—5223.

Hon. M. Pelletier propose d'informer le Sénat que le premier amendement n'est pas accepté, parce qu'il n'est pas assez explicite—5261.

Motion adoptée—5261.

Hon. M. Lemieux—Objection au nom de la presse associée—5552; ministre ne devrait pas s'opposer à maintenir le vieil ordre de choses au sujet des tarifs—5552.

Hon. M. Pelletier—Ce serait bien malheureux que ce bill subisse un échec. Il accorde une augmentation aux commis ambulants des postes et je prétends que le Sénat n'a pas le droit d'amender un bill où il est question de dépenses—5552; propose qu'un message soit envoyé au Sénat—5552.

Motion adoptée—5552.

Sénat refuse de revenir sur sa décision—5568.

BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
DE L'ALBERTA AU SENAT.

Le très hon. R.-L. Borden dépose bill (n° 102) concernant la représentation de l'Alberta au Sénat—1569.

1ère lecture—1569.

BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE AU
SENAT.

Le très hon. R.-L. Borden dépose bill (n° 184) concernant la représentation de la Colombie-britannique au Sénat—3678.

1re lecture—3678.

BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
DU MANITOBA AU SENAT.

Le très hon. R.-L. Borden dépose bill (n° 100) concernant la représentation du Manitoba au Sénat—1569.

1re lecture—1569.

BILL RELATIF A LA REPRESENTATION
DE LA SASKATCHEWAN AU SENAT.

Le très hon. R.-L. Borden propose bill (n° 101) concernant la représentation de la Saskatchewan au Sénat—1569.

1re lecture—1569.

BILL RELATIF AUX SOCIÉTÉS COOPÉRA-
TIVES DE CREDIT.

Hon. M. Meighen dépose bill (n° 194) concernant les sociétés coopératives de crédit—3800; bill établit les mêmes rouages administratifs dans tout le Canada pour permettre la formation de sociétés coopératives de crédit—3800.

1re lecture—3801.

BILLS D'INTERET PRIVE.**BILLS AYANT PASSE.****BILL RELATIF A LA "ACADIA LOAN CORPORATION."**

M. Maclean (Halifax) dépose bill (n° 33) concernant la "Acadia Loan Corporation", à l'effet de changer le nom en celui de "The Mortgage Corporation of Nova Scotia"—270.

1re lecture—270.
2e lecture—347.
En comité—1484.
3e lecture—1484.
Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A L'ASSOCIATION DES BOYS SCOUTS.

M. Currie dépose bill (n° 195) instituant le bureau général canadien de l'association des Boys Scouts—3880.

1re lecture—3880.
2e lecture—4065.
En comité—4307.

Hon. M. Lemieux—Je crois que l'organisation des jeunes éclairés est saine, mais le gouvernement devrait s'en emparer et la placer sous la direction du ministre de la Milice au lieu de la laisser sous un autre—4308; le gouvernement devrait diriger ce mouvement, et non pas se laisser guider par des organisations du dehors—4308.

3e lecture—4309.
Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A L'ASSOCIATION D'AMBULANCE SAINT-JEAN.

M. Thompson (Yukon) dépose bill (n° 206) tendant à autoriser le conseil général de la succursale de l'association d'ambulance Saint-Jean—4265.

1re lecture—4265.
2e lecture—4377.
3e lecture—4739.
Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA "AUTO WHEELS, LTD".

M. Fisher dépose bill (n° 78) concernant le brevet de la compagnie "Auto Wheels, Limited"—1016.

1re lecture—1016.
2e lecture—1136.
En comité—1747.
3e lecture—1748.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "BARCELONA TRACTION, LIGHT AND POWER CO., LTD".

M. A. C. Macdonell dépose bill (n° 10) concernant la "Barcelona Traction, Light and Power Company, Ltd"—95.

1re lecture—95.
2e lecture—346.
En comité—2003.

BILL RELATIF A LA "BARCELONA TRACTION, LIGHT AND POWER CO., LTD".
—*Suite.*

M. Boys—Amendement à l'article 5, dépôt du règlement et avis—2003; rachat d'actions privilégiées—2003. Reprise du bill en comité—2076. Amendement *Boys* adopté—2076.

3e lecture—2258.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "BRAZILIAN TRACTION, LIGHT AND POWER CO., LIMITED".

M. A. K Maclean (Halifax) dépose bill (n° 22) concernant la "Brazilian Traction, Light and Power Company, Limited"—133.

1re lecture—133.
2e lecture—347.
En comité—2077.

M. Boys—Amendement concernant le rachat des actions privilégiées—2077.

Amendement adopté—2077.
3e lecture—2258.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AUX BREVETS THOMAS L. WILLSON.

M. Fripp dépose bill (n° 130) concernant certains brevets de Thomas Leopold Willson—2324.

1re lecture—2324.
2e lecture—2512.
En comité—3060.
3e lecture—3060.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AUX BREVETS BURT COMPANY, LTD.

M. Burnham dépose bill (n° 209) concernant certains brevets de la F. N. Burt Company, Limited—4345.

1re lecture—4345.
2e lecture—4657.
3e lecture—4852.
Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU BREVET CORRIGAN.

M. Macdonald dépose bill (n° 211) relatif à un brevet de Frederick Sinclair Corrigan—4550.

1re lecture—4550.
2e lecture—4657.
3e lecture—4852.
Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU BREVET ARNOLDI.

M. Macdonell dépose bill (n° 143) concernant un brevet de John Rodger Arnoldi—2489.

1re lecture—2489.
2e lecture—2550.
3e lecture—3093.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU BREVET GOLD-SCHMIDT.

M. Fripp dépose bill (n° 135) concernant un brevet de Rudolph Goldschmidt—2370.
1re lecture—2370.
2e lecture—2512.
En comité—3060.

Hon. M. Burrell—Autorisation de varier les conditions de manufacture, etc., au Canada—3359; invention utilisant la télégraphie sans fil—3359; exploitée profitablement dans tout l'univers—3359; brevet se trouve mêlé plus ou moins avec les brevets Marconi—3360; objection n'existe plus—3360.

3e lecture—3360.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "BRITISH AMERICA NICKEL CORPORATION, LIMITED".

M. Northrup dépose bill (n° 23) concernant la "British America Nickel Corporation, Limited"—133.

1re lecture—133.
2e lecture—347.
En comité—2077.

M. Boys—Amendement relatif au rachat des actions privilégiées—2077.

Amendement adopté—2077.
3e lecture—2258.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "BRITISH TRUST COMPANY".

M. Baker dépose bill (n° 57) concernant la British Trust Company—640.

1re lecture—640.
2e lecture—808.
En comité—1484.
3e lecture—1484.
Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "BRONSON COMPANY".

M. Fripp dépose bill (n° 51) concernant la "Bronson Company"—538.

1re lecture—538.
2e lecture—662.
3e lecture—1769.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "BRUCE PENINSULA RAILWAY CO."

M. Middlebro dépose bill (n° 79) concernant la "Bruce Peninsula Railway Company"—1016.

1re lecture—1016.
2e lecture—1016.
En comité—1136.
3e lecture—2280.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "BURRARD INLET TUNNEL AND BRIDGE COMPANY."

M. Stevens dépose bill (n° 11) concernant la "Burrard Inlet Tunnel and Bridge Company"—95.

BILL RELATIF A LA "BURRARD INLET TUNNEL AND BRIDGE COMPANY."—*Suite.*

M. Stevens—Suite.
1re lecture—95.
2e lecture—346.
En comité—801.
3e lecture—802.
Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "CALGARY AND EDMONTON RAILWAY COMPANY."

M. Douglas dépose bill (n° 12) concernant la "Calgary and Edmonton Railway Co."—95.

1re lecture—95.
2e lecture—346.
En comité—802.

M. Douglas—Autoriser la construction d'embranchements dans le sud de l'Alberta—802; objections à un amendement concernant le délai dans les travaux—802; commencés dans un an, terminés dans trois ans—802.

M. Lancaster—Amendement adopté par 22, contre 10, au comité—802; règle générale la Chambre respecte les décisions du comité des chemins de fer—802.

Hon. M. Oliver—Préférable de réserver le bill pour le moment—803.

M. Currie—Embranchement doit traverser les nouvelles régions pétrolifères—803; ce que la compagnie a fait en douze mois—803; si l'amendement est maintenu la population de cette région en souffrira—803.

Hon. M. Rogers—Peut-être pas à propos de faire une exception pour une ligne en particulier, ni lui imposer des conditions plus sévères qu'aux autres—803; préférable de réserver le bill—803.

M. Buchanan—Compagnie a construit trois lignes très importantes—804; amendement pas spécialement dirigé contre le Pacifique-Canadien—804; Parlement ne devrait pas accorder de renouvellements de chartes aux compagnies de chemin de fer sans avoir la garantie que les travaux seront exécutés dans le plus court délai possible—804.

Reprise de l'étude en comité—833.

Hon. M. Emmerson—Propose que l'article 2 soit adopté, laissant de côté l'amendement exigeant que la compagnie commence les travaux dans les douze mois et les achève en trois ans—833; l'amendement est une pure illusion—834; avons la forme sans le fond—834.

M. Bennett (Calgary)—Chemin de fer de mille milles de longueur ne peut pas être traité de la même manière qu'un embranchement de dix milles—834; Parlement a le droit de modifier les chartes—834; population de l'ouest du Canada entretient l'idée que l'heure est venue de limiter le laps de temps au cours duquel ou doit commencer les travaux de prolongement des anciennes voies ferrées—835.

BILL RELATIF A LA "CALGARY AND EDMONTON RAILWAY COMPANY."—*Suite.*

Hon. M. Oliver—Bon d'avoir une règle générale, mais le comité peut décider s'il y a lieu de faire exception—839; ne s'agit pas ici de la construction d'un chemin de fer dans l'intérêt des cultivateurs—839; servira tout particulièrement à la mise en valeur de certain terrain pétrolière—839.

M. Macdonald—Il n'est pas sage d'établir une loi rigide—839; de prescrire qu'aucune prorogation de délai ne sera accordée—839.

Hon. M. Graham—Serait difficile d'établir une règle absolue dont nous ne pourrions pas nous départir—840; différence entre le traitement accordé à une grande compagnie et le traitement accordé à des spéculateurs—840.

M. Clark (Red Deer)—Désirons tous l'établissement de voies ferrés—840; quel avantage résultera de l'amendement—840; empêchera la construction, car la compagnie retirera son bill—840.

Amendement est rejeté par 17, contre 59, et l'article 2 adopté—841.

M. Neely—Principe contenu par l'amendement n'a jamais été reconnu par le comité des chemins de fer—842; injustice criante à ceux qui demandent cette charte—842.

M. Douglas demande que le bill reste en suspens jusqu'à une autre séance—843.

3e lecture—1039.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "CANADIAN PRESS ASSOCIATION".

M. H. Clark dépose bill (n° 81) concernant la "Canadian Press Association"—1016.

1re lecture—1016.

2e lecture—1136.

3e lecture—1983.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "CANADIAN NORTHERN RAILWAY CO."

M. W. H. Sharpe dépose bill (n° 80) concernant la "Canadian Northern Railway Company"—1016.

1re lecture—1016.

2e lecture—1581.

En comité—4653.

M. Sharpe—Confirmation d'un arrangement entre la Mount Royal Tunnel & Terminal Company, qui construit les terminus et trois autres compagnies—4653.

3e lecture—4653.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA "CANADIAN RAILWAY ACCIDENT INSURANCE COMPANY".

M. Barker dépose bill (n° 24) concernant la "Canadian Railway Accident Insurance Company" à l'effet de changer son nom en

BILL RELATIF A LA "CANADIAN RAILWAY ACCIDENT INSURANCE COMPANY."—*Suite.*

M. Barker—*Suite.*
celui de "The Globe Indemnity Company"—133.

1re lecture—133.

2e lecture—347.

3e lecture—1044.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "CANADIAN NORTHERN RAILWAY CO."

M. Sharpe (Lisgar) dépose bill (n° 41) concernant la "Canadian Northern Railway Company"—324.

1re lecture—324.

2e lecture—444.

En comité—1345.

3e lecture—4852.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA "CENTRAL WESTERN CANADA RAILWAY CO."

M. W. H. Sharpe dépose bill (n° 13) concernant la "Central Western Canada Railway Co."—95.

1re lecture—95.

2e lecture—346.

En comité—805.

M. Lancaster—Changer le nom de la compagnie—805; augmenter le capital à \$7,000,000—805; chemin de fer de Winnipeg à Edmonton—805.

M. Currie—Comité des chemins de fer a toujours eu une liberté complète dans l'octroi des chartes—805.

M. Neely—Voulons la concurrence entre les compagnies de chemins de fer—806; pas de concurrence dont notre population ne bénéficie pas et qui nuit au progrès des chemins de fer déjà construits—806.

Reprise de l'étude en comité—843; article 10, télégraphes et téléphones—843.

M. Buchanan—Bill permet à la compagnie d'établir une ligne de téléphone commercial—843; on n'a pas, dans le passé, accordé de pouvoirs de ce genre à des compagnies de chemins de fer—843; dans l'Alberta le gouvernement est le propriétaire de la ligne téléphonique—843; ne voulons pas que le pouvoir fédéral accorde le droit d'établir une ligne de téléphone commercial—843.

Hon. M. Cochrane—Tous les ans des attributions de même nature que celles-ci sont conférées aux compagnies—843.

Hon. M. Oliver—Trois lignes principales relient Winnipeg à Edmonton—844; opportunité douteuse de la part du gouvernement de sanctionner le projet d'établissement de cette quatrième ligne simplement comme ligne concurrente—844; d'autres régions ont besoin de communications par chemins de fer—844.

M. Neely—Nous tenons à ce qu'il y ait une concurrence, mais pas celle qui amènerait la ruine de chemins de fer sans bénéfice pour le public—845.

BILL RELATIF A LA "CENTRAL WEST-ERN CANADA RAILWAY CO."—Suite.

M. Bradbury—Députés de la gauche ont combattu la demande d'octroi de cette charte—845; libre-échange en matière de chartes—845; besoin de compétition—845; ceux qui demandent l'octroi de cette charte sont de bonne foi—845; vaste territoire où il n'existe aucune communication par voie ferrée—845.

Hon. M. Cochrane—Dans le cas d'une ligne principale la compagnie a le droit de choisir la ligne la meilleure et la plus courte—845; dans le cas d'embranchements les voies doivent passer à une distance d'au moins 20 milles l'une de l'autre—845.

Hon. M. Graham—Le trafic des chartes—847; situation devient aussi sérieuse d'avoir trop de chemins de fer à un endroit que de ne pas en avoir du tout—847; si cette compagnie construit dans le voisinage de l'autre chemin de fer, on peut hésiter à lui permettre d'immobiliser ainsi son capital—848.

3e lecture—848.
Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "CENTRAL RAILWAY COMPANY OF CANADA".

M. W. H. Bennett dépose bill (n° 52) concernant la "Central Railway Company of Canada"—538.

1re lecture—538.
2e lecture—662.
En comité—1044.
3e lecture—1044.
Sanctionné—2496.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER DU LAC VICTORIA.

M. Achim dépose bill (n° 117) concernant la compagnie du chemin de fer du lac Victoria—1959.

1re lecture—1959.
2e lecture—2003.
3e lecture—3066.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER DE L'ONTARIO-CENTRAL.

M. White (Renfrew-nord) dépose bill (n° 74) concernant le chemin de fer de l'Ontario-Central—882.

1re lecture—882.
2e lecture—1045.
En comité—1983.
3e lecture—1983.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER LACHINE - JACQUES - CARTIER - MAISONNEUVE.

M. Bickerdike dépose bill (n° 16) concernant le chemin de fer Lachine-Jacques-Cartier-Maisonneuve—95.

1re lecture—95.
2e lecture—346.
En comité—804.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER LACHINE - JACQUES - CARTIER - MAISONNEUVE—Suite.

M. Bickerdike—Suite.

3e lecture—805.
Sanctionné—2496.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER NORD-CANADIEN D'ONTARIO.

M. Guilbault dépose bill (n° 186) concernant la compagnie du chemin de fer Nord-Canadien d'Ontario, tendant à ratifier et à confirmer son achat de partie de la propriété de la compagnie du chemin de fer du Carillon à Grenville—3734.

1re lecture—3734.
2e lecture—3997.
En comité—4653.
3e lecture—4653.
Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER DE LA RIVE NORD.

M. Fripp dépose bill (n° 187) concernant la compagnie de force, de navigation et de chemin de fer de la rive nord, et tendant à substituer à ce nom celui de "Compagnie de pâte de bois et de papier du Golfe"—3734.

1re lecture—3734.
2e lecture—3997.
En comité—4653.

M. Sam. Sharpe—Compagnie conduit ses affaires à Québec—4653; emploie 800 hommes—4653.

3e lecture—4655.
Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER SASKATCHEWAN A LA BAIE D'HUDSON.

M. Carvell dépose bill (n° 162) concernant la compagnie du chemin de fer de Saskatchewan à la baie d'Hudson—3204.

1re lecture—3204.
2e lecture—3332.
3e lecture—3997.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU "TORONTO TERMINALS RAILWAY."

M. Macdonell dépose bill (n° 172) concernant la compagnie du "Toronto Terminals Railway"—3408.

1re lecture—3408.
2e lecture—3669.
3e lecture—3997.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN-PACIFIQUE.

M. W. H. Sharpe dépose bill (n° 20) concernant la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique—96.

1re lecture—96.
2e lecture—347.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN-PACIFIQUE—Suite.

M. W. H. Sharpe—Suite.

En comité—807.

3e lecture—807.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD DE L'ONTARIO.

M. Currie dépose bill (n° 63) concernant la compagnie du chemin de fer Canadien du Nord de l'Ontario—730.

1re lecture—730.

2e lecture—848.

En comité—1485.

Hon. M. Rogers—Article a été ajouté au bill à l'effet que le capital-actions de la compagnie ne devra pas dépasser soixante-dix-sept millions de dollars sans l'assentiment du Parlement du Canada—4852.

3e lecture—4852.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LONDON A PORT-STANLEY.

M. Beattie dépose bill (n° 64) concernant la compagnie du chemin de fer London à Port-Stanley—731.

1re lecture—731.

2e lecture—1045.

En comité—1483.

3e lecture—1484.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D'ELGIN.

M. Marshall dépose bill (n° 67) tendant à constituer en corporation la compagnie du chemin de fer d'Elgin—731.

1re lecture—731.

2e lecture—906.

En comité—1746.

3e lecture—1746.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CALGARY ET FERNIE.

M. Bennett (Calgary) dépose bill (n° 72) concernant la compagnie du chemin de fer de Calgary et Fernie—882.

1re lecture—882.

2e lecture—882.

En comité—1745.

3e lecture—1746.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD.

M. Currie dépose bill (n° 73) concernant la compagnie du chemin de fer Canadien du Nord—882.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD—Suite.

M. Currie—Suite.

1re lecture—882.

2e lecture—1045.

En comité—1485.

M. Graham—Bill se borne à autoriser un mode différent d'apposer les signatures aux valeurs émises—1843.

3e lecture—1843.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D'ATLIN.

M. Clark (Red-Deer) dépose bill (n° 123) concernant la compagnie du chemin de fer d'Atlin—2050.

1re lecture—2050.

2e lecture—2259.

En comité—2511.

3e lecture—2792.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER TORONTO A NIAGARA ET A L'OUEST.

M. Currie dépose bill (n° 59) concernant la compagnie du chemin de fer de Toronto à Niagara et à l'Ouest—640.

1re lecture—640.

2e lecture—808.

En comité—808.

Reprise de l'étude en comité—3355.

M. Lancaster—Le but de trois articles est de protéger les droits de la cité de Toronto au sujet de la charte du tramway électrique—3355; ils tendent à empêcher tout chemin de fer d'entrer dans la cité de Toronto et à diminuer les privilèges considérables de telle ville à accorder à la compagnie de tramways électriques—3355; un article dit que nonobstant ce que la commission des chemins de fer pourrait décider à l'égard d'un autre chemin de fer, le maire et les échevins de la cité de Toronto peuvent permettre à celui-ci d'avoir des passagers à niveau—3356; cela signifie tout simplement que toute dispute entre la compagnie et la cité de Toronto sera réglée par le maire et les échevins de cette ville. En principe cet article est entièrement mauvais—3356; propose la radiation de l'article 7 sous sa forme dernière—3358.

Hon. M. Graham—La ville de Toronto, comme tous grands centres de population, a ses problèmes et ses difficultés à résoudre—3359; parfois ses représentants cherchent à les résoudre trop exclusivement en conformité d'intérêts locaux et sans tenir suffisamment compte des nécessités des transports dans le Dominion—3359.

M. Guthrie—Les gens établis hors de Toronto sont désireux d'avoir accès à cette ville, et, Toronto n'a pas le droit de se refuser à pareille demande—3359.

M. Macdonell—Les articles 5, 6 et 7 ont été ajoutés au bill pour protéger la ville de Toronto—3427; depuis des années, la ville

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER TORONTO A NIAGARA ET A L'OUEST—*Suite*.

M. Macdonell—Suite.

a tenté de faire disparaître tous les passages à niveau, et elle souscrit aujourd'hui plus de 4 millions pour faciliter le travail des chemins de fer dans ce sens—3427; Toronto ne demande pas de privilèges spéciaux, mais vu les circonstances et l'encombrement du trafic, le problème des passages à niveau dans Toronto est très différent de celui qui se présente dans les centres ruraux et dans les villes de moindre importance—3427; le passage à niveau est maintenant une chose du passé dans la ville de Toronto—3427; compagnie actuelle n'a pas de droits acquis—3427.

M. Guthrie—La ville de Toronto ne devrait pas avoir le droit exclusif de dire quels sont les chemins de fer qui pénétreront ou ne pénétreront pas chez elle—3431.

M. Maclean (York-sud)—Nous ne voulons empêcher aucun chemin de fer de pénétrer dans la ville de Toronto, mais à de raisonnables conditions—3432; à condition, entre autres choses, que l'on consulte la ville en ce qui regarde un exhaussement des voies dans les régions peuplées—3432

M. Currie—Chambre aura raison d'adopter le bill tel qu'il est—3433.

M. Henderson—C'est à la population des campagnes environnantes que Toronto est redevable de son grand développement, et le plus tôt elle permettra aux habitants des comtés situés à l'est et à l'ouest de jouir des privilèges qui sont les leurs dans l'ordre naturel, le mieux la ville de Toronto s'en trouvera—3434.

Reprise de l'étude en comité—3637.

M. Carvell—On ne peut traiter la ville de Toronto avec plus de justice que ne le fait la commission des chemins de fer par son décret du 28 janvier 1910—3639.

3e lecture—3669.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER ET DES MINES DE FREDERICTON ET DU GRAND LAC.

M. Fowler dépose bill (n° 107) concernant la compagnie du chemin de fer et des mines de Fredericton et du Grand Lac—1679.

1re lecture—1679.

2e lecture—1770.

En comité—3360.

3e lecture—3362.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE HAUTE A SASKATCHEWAN ET BAIE D'HUDSON.

M. Bennett (Calgary) dépose bill (n° 95) concernant la compagnie du chemin de fer de la rivière Haute à la Saskatchewan et à la baie d'Hudson—1392.

1re lecture—1392.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE HAUTE A SASKATCHEWAN ET BAIE D'HUDSON—*Suite*.

M. Bennett (Calgary)—Suite.

2e lecture—1485.

3e lecture—1983.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE D'ASSURANCE "NORTH AMERICAN ACCIDENT."

M. Baker dépose bill (n° 163) constituant civilement la compagnie d'assurance "North American Accident"—3204.

1re lecture—3204.

2e lecture—3332.

3e lecture—3669.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER BERLIN, WATERLOO, WELLESLEY AU LAC HURON.

M. Weichel dépose bill (n° 164) concernant la compagnie du chemin de fer de Berlin à Waterloo, à Wellesley et au lac Huron—3204.

1re lecture—3204.

2e lecture—3332.

3e lecture—3641.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "WESTERN DOMINION AND ALBERTA PACIFIC."

M. R.-B. Bennett dépose bill (n° 165) concernant la compagnie du chemin de fer "Western Dominion and Alberta Pacific"—3204.

1re lecture—3204.

2e lecture—3332.

3e lecture—3635.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER FARNHAM A GRANBY.

M. Baker dépose bill (n° 166) concernant la compagnie du chemin de fer Farnham à Granby—3204.

1re lecture—3204.

2e lecture—3332.

3e lecture—3667.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CORNWALL A HAWKESBURY.

M. Alguire dépose bill (n° 167) concernant la compagnie du chemin de fer de Cornwall à Hawkesbury—3204.

1re lecture—3204.

2e lecture—3332.

3e lecture—3669.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE SUDBURY A KEPAWA ET A BELLE-RIVER.

M. White (Renfrew) dépose bill (n° 58) concernant la compagnie du chemin de fer de Sudbury à Kepawa et à Belle-River—640.

1re lecture—640.
2e lecture—808.
3e lecture—1485.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CENTRAL D'ALBERTA.

M. Clark (Red-Deer) dépose bill (n° 56) concernant la compagnie du chemin de fer Central d'Alberta—640.

1re lecture—640.
2e lecture—808.
En comité—1982.
3e lecture—1982.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D'ESQUIMALT A NANAIMO.

M. Shepherd dépose bill (n° 42) concernant la compagnie du chemin de fer d'Esquimalt à Nanaïmo—324.

1re lecture—324.
2e lecture—444.
En comité—1042.
3e lecture—1042.
Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SUD DE L'ONTARIO.

M. Smith dépose bill (n° 27) concernant la compagnie du chemin de fer du Sud de l'Ontario—133.

1re lecture—133.
2e lecture—347.
3e lecture—2280.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU MANITOBA AU NORD-OUEST DU CANADA.

M. Douglas dépose bill (n° 25) concernant la compagnie du chemin de fer du Manitoba au Nord-Ouest du Canada—133.

1re lecture—133.
2e lecture—347.
En comité—1982.
3e lecture—1982.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE INTERURBAINE.

M. Northrup dépose bill (n° 94) changeant le nom de la compagnie Interurbaine en celui de compagnie de Téléphone Interurbain—1392.

1re lecture—1392.
2e lecture—1485.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE INTERURBAINE—Suite.

M. Northrup—Suite.

En comité—1983.

M. Lancaster—Changer le nom en celui de compagnie Téléphonique Rio-de-Janeiro et San Paolo—1983.

3e lecture—1983.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA C.M.B.A.

M. Macdonell dépose bill (n° 202) concernant la "Catholic Mutual Benefit Association"—4128.

1re lecture—4128.

M. Macdonell—Sauver la vie à cette compagnie d'assurance et la constituer sur une base qui lui permettra de continuer à faire des opérations d'assurances—4658; présentement, la compagnie n'a pas la réserve voulue—4658; loi semblable à celle obtenue par l'ordre des forestiers indépendants—4656.

2e lecture—4657.
3e lecture—4852.
Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU CONSEIL NATIONAL DES FEMMES DU CANADA.

Sir E. Osler dépose bill (n° 140) constituant en corporation le Conseil National des Femmes du Canada—2489.

1re lecture—2489.
2e lecture—2549.
En comité—3092.
3e lecture—3092.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "CONTINENTAL FIRE INSURANCE CO., OF CANADA."

M. Sharpe (Lisgar) dépose bill (n° 75) concernant la "Continental Fire Insurance Company of Canada"—882.

1re lecture—882.
2e lecture—1045.
En comité—1745.
3e lecture—1769.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE FOTHERINGHAM.

M. McCraney dépose bill (n° 185) tendant à faire droit à Beatrice Mae Stinson Fotheringham—3044.

1re lecture—3044.
2e lecture—3101.
3e lecture—3641.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE CHAUSSE.

M. Schaffner dépose bill (n° 157) tendant à faire droit à Elizabeth Chaussé—3044.

1re lecture—3044.
2e lecture—3101.
3e lecture—3641.
Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE CAMPBELL.

M. Ames dépose bill (n° 156) tendant à faire droit à Frederick Joseph Campbell—3044.

1re lecture—3044.

2e lecture—3362.

3e lecture—4307.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE HETU.

Hon. M. Oliver dépose bill (n° 155) tendant à faire droit à Bertha Hétu—2816.

1re lecture—2816.

2e lecture—3066.

3e lecture—3641.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE PUGH.

M. Douglas dépose bill (n° 149) tendant à faire droit à Harry Cracroft Pugh—2549.

1re lecture—2549.

2e lecture—2615.

3e lecture—3066.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE SMITH.

M. Douglas dépose bill (n° 148) tendant à faire droit à George Gracie Smith—2549.

1re lecture—2549.

2e lecture—2615.

3e lecture—3066.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE BICKNELL.

M. McCraney dépose bill (n° 144) tendant à faire droit à Henry Elmer Bicknell—2489.

1re lecture—2489.

2e lecture—2550.

3e lecture—3066.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE THORP.

M. Carvell dépose bill (n° 153) tendant à faire droit à William Godfrey Thorp—2599.

1re lecture—2599.

2e lecture—2792.

3e lecture—3066.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE PARKHURST.

M. W. H. Bennett dépose bill (n° 152) tendant à faire droit à Jessie Eleanor Grasset Parkhurst—2599.

1re lecture—2599.

2e lecture—2792.

3e lecture—3066.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE HUTCHEON.

M. Fripp dépose bill (n° 151) tendant à faire droit à Charles Low Hutcheon—2599.

BILL RELATIF AU DIVORCE HUTCHEON
—Suite.

M. Fripp—Suite.

1re lecture—2599.

2e lecture—2792.

3e lecture—3066.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE McLAUGHLIN.

M. McCraney dépose bill (n° 121) tendant à faire droit à Elisa Jane McLaughlin—2050.

1re lecture—2050.

2e lecture—2259.

3e lecture—2512.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE BOYD.

M. Fripp dépose bill (n° 188) tendant à faire droit à Georgina Béatrice Boyd—3734.

1re lecture—3734.

2e lecture—3997.

3e lecture—4307.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE RELF.

M. Douglas dépose bill (n° 160) tendant à faire droit à Florence Relf—3045.

1re lecture—3045.

2e lecture—3101.

3e lecture—3641.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE BATEMAN.

M. Douglas dépose bill (n° 159) tendant à faire droit à Eva Jane Bateman—3045.

1re lecture—3045.

2e lecture—3101.

3e lecture—3641.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE GRAHAM.

M. Blain dépose bill (n° 216) tendant à faire droit à Bertha Lucinda Graham—4615.

1re lecture—4615.

2e lecture—4739.

3e lecture—5106.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE RING.

M. Morphy dépose bill (n° 215) tendant à faire droit à Alberta Ring—4615.

1re lecture—4615.

2e lecture—4739.

3e lecture—5106.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE CHESLEY.

M. Baker dépose bill (n° 210) tendant à faire droit à Frederick Dwight Chesley—4394.

1re lecture—4394.

2e lecture—4657.

**BILL RELATIF AU DIVORCE CHESLEY—
Suite.**

M. Baker—Suite.

3e lecture—4852.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE VAN DUSEN.

M. Schaffner dépose bill (n° 208) tendant à faire droit à Margaret Van Dusen—4265.

1re lecture—4265.

2e lecture—4377.

3e lecture—4656.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE LAURIE.

M. Baker dépose bill (n° 207) tendant à faire droit à William Ewan Laurie—4265.

1re lecture—4265.

2e lecture—4377.

3e lecture—4739.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE MERRITT.

M. Boys dépose bill (n° 199) tendant à faire droit à Florence Merritt—4030.

1re lecture—4030.

2e lecture—4163.

3e lecture—4656.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE RICHARDSON.

M. T. J. Stewart dépose bill (n° 197) tendant à faire droit à Robert Markle Richardson—4030.

1re lecture—4030.

2e lecture—4066.

3e lecture—4655.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE CROOKS.

M. Schaffner dépose bill (n° 198) tendant à faire droit à George Andrew Crooks—4030.

1re lecture—4030.

2e lecture—4066.

3e lecture—4307.

Sanctionné—5570.

**BILL RELATIF AU DIVORCE ROBINSON.
SON.**

M. Fripp dépose bill (n° 219) tendant à faire droit à John Robinson—4705.

1re lecture—4705.

2e lecture—4739.

3e lecture—5106.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE LINDQUIST.

M. Martin (Regina) dépose bill (n° 203) tendant à faire droit à Gustave Oscar Lindquist—4128.

1re lecture—4128.

2e lecture—4307.

3e lecture—4656.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF AU DIVORCE HORN.

M. Schaffner dépose bill (n° 133) tendant à faire droit à Joham Andrew Horn—2324.

1re lecture—2324.

2e lecture—2512.

3e lecture—3066.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE FORSYTHE.

M. Schaffner dépose bill (n° 127) tendant à faire droit à George Fullerton Forsythe—2280.

1re lecture—2280.

2e lecture—2343.

3e lecture—2512.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE ROBINSON.

M. German dépose bill (n° 126) tendant à faire droit à Ethel Cora Robinson—2280.

1re lecture—2280.

2e lecture—2343.

3e lecture—3066.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE LISCOMBE.

M. Douglas dépose bill (n° 125) tendant à faire droit à Walter James Liscombe—2280.

1re lecture—2280.

2e lecture—2343.

3e lecture—2512.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE POWER.

M. Bradbury dépose bill (n° 124) tendant à faire droit à Lenore Power—2235.

1re lecture—2235.

2e lecture—2280.

3e lecture—2512.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE MORRIS.

M. Douglas dépose bill (n° 118) tendant à faire droit à Ella Rose Morris—1959.

1re lecture—1959.

2e lecture—2077.

3e lecture—2512.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE FREEDMAN.

M. Fripp dépose bill (n° 116) tendant à faire droit à Rose Ethel Freedman—1959.

1re lecture—1959.

2e lecture—2003.

3e lecture—2512.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE HILL.

M. Douglas dépose bill (n° 119) tendant à faire droit à Alicia Hill—1959.

1re lecture—1959.

2e lecture—2077.

BILL RELATIF AU DIVORCE HILL—*Suite.**M. Douglas*—*Suite.*

3e lecture—2512.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU DIVORCE BIRKS.

M. Barker dépose bill (n° 115) tendant à faire droit à Gertrude Carmen Birks—1959.

1re lecture—1959.

2e lecture—2003.

3e lecture—2512.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "DOMINION ATLANTIC RAILWAY COMPANY."

M. Jameson dépose bill (n° 34) concernant la "Dominion Atlantic Railway Company"—270.

1re lecture—270.

2e lecture—347.

3e lecture—1044.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "EASTERN AND CANADA SAVINGS AND LOAN CO., LIMITED."

M. A. K Maclean dépose bill (n° 14) concernant la "Eastern au Canada Savings and Loan Co., Ltd.," à l'effet de changer son nom en celui de "Eastern Canada Savings and Loan Company"—95.

1re lecture—95.

2e lecture—346.

3e lecture—1044.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA "W. C. EDWARDS CO., LIMITED."

M. Fripp dépose bill (n° 132) concernant la "W. C. Edwards Company, Limited"—2324.

1re lecture—2324.

2e lecture—2512.

En comité—3635.

M. Boys—Amendements adoptés n'expriment pas ce que le comité avait en vue—3635; compagnie devrait être tenue de se conformer à toutes les lois provinciales—3635; l'objet du bill—3636; être autorisé à distribuer de l'électricité—3636.*M. Devlin*—Je ne crois pas que le Parlement doive être assujéti aux règlements de la commission hydro-électrique d'Ontario—3636; serait créer un mauvais précédent—3636.*M. Burnham*—Notre devoir d'éviter tout conflit—3636; compagnie consentit aux amendements de la commission hydro-électrique, mais la situation est encore douteuse—3636; premier soin doit être de protéger l'intérêt public—3636.Bill sur demande de *M. Boys* est renvoyé au comité des bills d'intérêt privé—3637.

3e lecture—3997.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "EMPIRE LIFE COMPANY OF CANADA."

M. Macdonell dépose bill (n° 53) concernant la "Empire Life Company of Canada"—538.

1re lecture—538.

2e lecture—662.

3e lecture—1485.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC DU CANADA.

M. Currie dépose bill (n° 15) concernant la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc du Canada—95.

1re lecture—95.

2e lecture—346.

En comité—804.

3e lecture—804.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE "MCCLARY MANUFACTURING."

M. Beattie dépose bill (n° 65) concernant la compagnie "McClary Manufacturing"—731.

1re lecture—731.

2e lecture—906.

En comité—1275.

3e lecture—1485.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "NATIONAL WEEKLY INDEMNITY CO."

Hon. M. Doherty dépose bill (n° 120) concernant la "National Weekly Indemnity Co." et changeant ce nom en celui de "Merchants and Employees Guarantee and Accident Company"—1959.

1re lecture—1959.

2e lecture—3674.

En comité—3674.

Hon. M. Doherty—Corriger une erreur commise par un traducteur de la version anglaise du statut—3674.

3e lecture—3675.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE "NATIONAL WOOD DISTILLING."

M. Clements dépose bill (n° 66) concernant le brevet de la compagnie "National Wood Distilling"—731.

1re lecture—731.

2e lecture—906.

En comité—1746.

3e lecture—1747.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "NORTHERN TERRITORIAL RY. CO."

M. McKay dépose bill (n° 91) concernant la "Northern Territorial Railway Co."—1326.

1re lecture—1326.

2e lecture—1485.

En comité—2280.

3e lecture—2280.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "OTTAWA, NORTHERN AND WESTERN RAILWAY COMPANY."

M. Frupp dépose bill (n° 17) concernant la "Ottawa, Northern and Western Railway Company"—95.

1re lecture—95.

2e lecture—346.

En comité—801.

3e lecture—801.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "PACIFIC, TRANS-CANADA AND HUDSON BAY RY. CO."

M. Douglas dépose bill (n° 142) concernant la "Pacific, Trans-Canada and Hudson Bay Railway Company"—2489.

1re lecture—2489.

2e lecture—2549.

En comité—3064.

M. Lancaster—Prolongation de délai—3093; adopté le bill tel que venu du Sénat—3093.

3e lecture—3169.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "PACIFIC, PEACE RIVER AND ATHABASKA RAILWAY COMPANY"

M. R. B. Bennett (Calgary) dépose bill (n° 26) constituant en corporation la "Pacific, Peace River and Athabaska Railway Company"—133.

1re lecture—133.

2e lecture—347.

En comité—1039.

3e lecture—1039.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "PREMIER LIFE INSURANCE COMPANY"

M. R. B. Bennett dépose bill (n° 92) concernant la "Premier Life Insurance Company"—1326.

1re lecture—1326.

2e lecture—1485.

En comité—2258.

3e lecture—2259.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "PRINCE EDWARD AND HASTINGS RAILWAY CO."

M. Hepburn dépose bill (n° 93) concernant la "Prince Edward and Hastings Railway Company"—1326.

1re lecture—1326.

2e lecture—1485.

En comité—3064.

3e lecture—3094.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "PRUDENTIAL LIFE OF CANADA"

M. Nickle dépose bill (n° 150) concernant la "Prudential Life of Canada"—2599.

1re lecture—2599.

2e lecture—2792.

En comité—3639.

BILL RELATIF A LA "PRUDENTIAL LIFE OF CANADA".—Suite.

M. Nickle—Constitution civile—3639; maintien des officiers et des règlements—3639.

Hon. M. White—Situation financière de la compagnie—3640; ligne de conduite que je recommande—3641.

Reprise de l'étude en comité—3667.

3e lecture—3669.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "QUINZE AND BLANCHE RIVER RAILWAY CO."

M. Frupp dépose bill (n° 55) concernant la "Quinze and Blanche River Railway Company"—538.

1re lecture—538.

2e lecture—662.

3e lecture—1063.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "RAINY RIVER RADIAL RAILWAY CO."

M. Boyce dépose bill (n° 141) concernant la "Rainy River Radial Railway Company"—2489.

1re lecture—2489.

2e lecture—2549.

En comité—3094.

3e lecture—3096.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA SOCIETE DES SCEURS DE LA CHARITE.

M. Lavallée dépose bill (n° 76) constituant en société les Sœurs de la Charité de l'hôpital de Saint-Antoine du Pas—882.

1re lecture—882.

2e lecture—1045.

En comité—1748.

M. Proulx—But de la société—1748; valeur des propriétés immeubles détenues en Canada—1748.

3e lecture—1749.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "STERLING LIFE INS. CO. OF CANADA"

M. Buchanan dépose bill (n° 131) concernant la compagnie "Sterling Life Insurance Co. of Canada"—2324.

1re lecture—2324.

2e lecture—2512.

3e lecture—3066.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A "THE BANK OF EDMONTON"

M. Douglas dépose bill (n° 35) concernant "The Bank of Edmonton"—271.

1re lecture—271.

2e lecture—347.

En comité—1485; recommandation que le titre soit changé—1485.

3e lecture—1485.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A "THE CANADIAN ALBERTA RAILWAY CO."

M. Warnock dépose bill (n° 86) concernant "The Canadian Alberta Railway Company"—1220.

1re lecture—1220.

2e lecture—1345.

En comité—1983.

M. Warnock—But du bill est de changer le nom en celui de compagnie de chemin de fer Algonquin—1983.

3e lecture—1983.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A "THE ERIE, LONDON AND TILSONBURG RAILWAY CO."

Hon. M. Murphy dépose bill (n° 46) concernant "The Erie, London and Tilsonburg Railway Co."—464.

1re lecture—464.

2e lecture—563.

En comité—1042.

3e lecture—1043.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A "THE ERIE AND ONTARIO RAILWAY CO."

M. Lalor dépose bill (n° 87) concernant "The Erie and Ontario Railway Company"—1220.

1re lecture—1220.

2e lecture—1345.

3e lecture—2281.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A "THE JOLIETTE AND LAKE MANUAN COLONIZATION RAILWAY COMPANY."

M. Guibault dépose bill (n° 36) concernant "The Joliette and Lake Manuan Colonization Railway Company"—271.

1re lecture—271.

2e lecture—362.

En comité—1041.

3e lecture—1042.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A "THE KETTLE VALLEY RAILWAY CO."

M. Green dépose bill (n° 82) concernant "The Kettle Valley Railway Co."—1016.

1re lecture—1016.

2e lecture—1276.

En comité—1983.

3e lecture—1983.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A "THE LAKE ERIE AND NORTHERN RAILWAY CO."

M. Fisher dépose bill (n° 47) concernant "The Lake Erie and Northern Railway Company"—464.

1re lecture—464.

2e lecture—563.

En comité—1246.

BILL RELATIF A "THE LAKE ERIE AND NORTHERN RAILWAY CO."—*Suite.*

M. Lancaster—Autorisation d'émettre des obligations pour \$45,000 par mille au lieu de \$30,000—1246; article pour protéger les municipalités—1246; la compagnie n'utilisera pas les nouveaux pouvoirs qu'on lui accorde sans dégager les municipalités de la convention qu'elles ont conclue quand elles n'avaient en première ligne, avant elle, qu'une hypothèque de moindre importance—1246.

3e lecture—1246.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A "THE LONDON AND LAKE ERIE AND TRANSPORTATION CO."

M. Marshall dépose bill (n° 88) concernant "The London and Lake Erie and Transportation Company"—1220.

1re lecture—1220.

2e lecture—1345.

En comité—1981.

3e lecture—1982.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A "THE PEACE RIVER TRAMWAY AND NAVIGATION CO."

M. Bennett (Calgary) dépose bill (n° 48) concernant "The Peace River Tramway and Navigation Co."—464.

1re lecture—464.

2e lecture—563.

En comité—1043.

3e lecture—1276.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A "THE OTTAWA AND UNGAVA RAILWAY COMPANY."

M. Chabot dépose bill (n° 37) concernant "The Ottawa and Ungava Railway Company"—271.

1re lecture—271.

2e lecture—347.

En comité—1040.

3e lecture—1063.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A "THE SASKATCHEWAN CENTRAL RAILWAY CO."

M. McCrancy dépose bill (n° 49) concernant "The Saskatchewan Central Railway Co."—464.

1re lecture—464.

2e lecture—563.

3e lecture—1044.

M. Lancaster—Amendements du Sénat—3101; chambre ne peut pas les accepter—3101; motion déclarant qu'il n'appert pas qu'il soit avantageux d'accorder un autre prolongement de deux ans de délai pour commencer les travaux et cinq ans pour parachever la voie—3101.

Motion adoptée—3101.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A "THE STERLING TRUSTS CORPORATION."

M. White (Renfrew) dépose bill (n° 38) concernant "The Sterling Trusts Corporation"—271.

1re lecture—271.

2e lecture—347.

En comité—1484.

3e lecture—1484.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A "THE THESSALON AND NORTHERN RAILWAY COMPANY."

M. Smyth dépose bill (n° 39) concernant "The Thessalon and Northern Railway Company"—271.

1re lecture—271.

2e lecture—347.

En comité—1040.

3e lecture—1063.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "TITLE INSURANCE COMPANY OF CANADA."

M. Baker dépose bill (n° 212) tendant à autoriser la "Title Insurance Company of Canada"—4550.

1re lecture—4550.

2e lecture—4656.

3e lecture—4852.

Sanctionné—5570.

BILL RELATIF A LA "UNITED EMPIRE LOYALISTS' ASSOCIATION OF CANADA."

M. Macdonell (Toronto) dépose bill (n° 60) constituant en corporation la "United Empire Loyalists' Association of Canada"—640.

1re lecture—640.

2e lecture—808.

3e lecture—1276.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A L'UNIVERSITE QUEEN DE KINGSTON.

M. Nickle dépose bill (n° 43) concernant l'Université Queen de Kingston—324.

1re lecture—324.

2e lecture—445.

En comité—807.

3e lecture—808.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A L'UNIVERSITE DE SASKATCHEWAN.

M. McKay dépose bill (n° 89) changeant le nom de l'Université de Saskatchewan en celui de "The University of Emmanuel College"—1220.

1re lecture—1220.

2e lecture—1345.

En comité—2511.

3e lecture—2549.

Sanctionné—4504.

BILL RELATIF A LA "VANCOUVER LIFE INSURANCE CO."

M. Stevens dépose bill (n° 44) concernant la "Vancouver Life Insurance Company of Vancouver", à l'effet de changer son nom en celui de "The Vancouver Life Insurance Company"—324.

1re lecture—324.

2e lecture—445.

3e lecture—1044.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA "WEST ONTARIO PACIFIC RAILWAY COMPANY."

M. Nesbitt dépose bill (n° 19) concernant la "West Ontario Pacific Railway Company"—96.

1re lecture—96.

2e lecture—347.

En comité—807.

3e lecture—807.

Sanctionné—2496.

BILL RELATIF A LA WESTERN LIFE ASSURANCE CO.

M. Bradbury dépose bill (n° 161) relatif à la Western Life Assurance Co.—3143.

1re lecture—3143.

2e lecture—3332.

3e lecture—3669.

Sanctionné—4504.

BILLS N'AYANT PAS PASSE.**BILL RELATIF A LA "ALL RED LINE RAILWAY COMPANY."**

M. Fripp dépose bill (n° 97) concernant la "All Red Line Railway Company"—1462.

1re lecture—1462.

2e lecture—1581.

En comité—3065.

M. Lancaster—Changer le nom de "All Red Line" par "Ligne du Labrador au Sud de Québec"—3096.

Hon. M. Graham—Le but des capitalistes—3097; faut être prudent dans l'octroi de chartes—3097; il convient de limiter les pouvoirs et d'empêcher ceux qui le demandent d'appeler cette voie ferrée All Red, ce qui pourrait tromper les capitalistes d'Angleterre qui risqueraient de l'argent dans cette entreprise—3097.

Hon. M. Reid—Lorsque l'initiateur d'une entreprise semblable vient au comité des chemins de fer avec un projet de loi constituant civilement la compagnie de chemin de fer All Red, lequel, à mon avis, peut avoir pour résultat la mise sur le marché financier d'une entreprise qui n'est, après tout, qu'un projet d'initiative particulière, je crois avoir parfaitement raison d'empêcher l'adoption de ce bill, et cela dans l'intérêt de ceux qui pourraient prendre des actions de la compagnie ainsi formée et de la bonne renommée du Canada sur les marchés du monde—3098; j'ai combattu ce projet de loi, pour la simple raison qu'il recouvrait une entreprise qui, si on l'avait tolérée, au-

BILL RELATIF A LA "ALL RED LINE RAILWAY COMPANY"—Suite.

Hon. M. Reid—Suite.

rait pu occasionner une grande perte d'argent aux actionnaires, et nuire à la bonne réputation dont le Canada jouit sur le marché monétaire des autres pays—3098.

Hon. M. Oliver—Nouvelle politique—3098 ; s'il en était ainsi, la construction des chemins était ainsi, la construction des chemins de fer au Canada prendrait un nouvel essor—3098 ; d'après ce que le ministre a dit, nous avons raison, je crois, de conclure que le ministère des Chemins de fer a scruté à fond les chartes si nombreuses discutées, au cours de cette session ; que le fait que le gouvernement a approuvé ces chartes est une garantie de la bonne foi des requérants et que nous pouvons être convaincus que l'on construira ces chemins de fer—3098.

M. Macdonald (Pictou)—Question de propriété le long du littoral du détroit de Belle-Isle—3099 ; important de régler ce point avec Terre-Neuve—3099.

Le très hon. R. L. Borden—Une loi impériale autorise le comité judiciaire du Conseil privé à décider le point, et que des mesures ont été prises en vue d'obtenir sa décision—3099.

Sir Wilfrid Laurier—Un incident—3099 ; le gouvernement de Terre-Neuve avait décerné un permis de coupe sur la côte du Labrador, et le gouvernement de Québec en avait fait autant. Les porteurs des deux permis ayant constaté que leurs droits se trouvaient en opposition, le différend fut porté devant l'ancien gouvernement. On conseilla de saisir le Conseil privé de cette affaire—3099.

Hon. M. Doherty—Nous ne contestons pas l'existence d'une frontière, mais nous prétendons qu'il importe de déterminer, en conformité de la délimitation établie, l'endroit précis où se trouve cette ligne frontière—3100.

3e lecture—3169.

Bill relatif à la ligne du chemin de fer du Labrador au sud de Québec modifié par le Sénat—4656.

M. l'Orateur—Le comité des chemins de fer, dans son rapport sur les amendements du Sénat, suggère de ne pas accepter le premier amendement, parce qu'il paraît facilement admettre que Terre-Neuve a des droits le long des côtes du Labrador, et il n'est pas désirable que le Parlement admette la chose—4656.

Hon. M. Reid propose que le bill soit rayé de la liste—4656.

Adopté—4656.

BILL RELATIF A LA LOI DES CHEMINS DE FER.

M. Martin (Sainte-Marie, Montréal) dépose bill (n° 8) modifiant la loi des chemins de fer—95.

1re lecture—95.

BILL RELATIF AU CHEMIN DE FER INTERNATIONAL SUBURBAIN.

M. Lewis dépose bill (n° 218) constituant civilement la compagnie du chemin de fer international suburbain—4705.

1re lecture—4705.

2e lecture—4739.

BILL MODIFIANT LA LOI DES CHEMINS DE FER.

M. Demers dépose bill (n° 61) modifiant la loi des chemins de fer—640 ; rendre plus clair l'article 298 qui a trait à l'incendie des récoltes, terrains, clôtures et le reste causé par les locomotives—640.

1re lecture—640.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "WESTERN CENTRAL".

M. Henderson dépose bill (n° 68) concernant la compagnie du chemin de fer "Western Central"—731.

1re lecture—731.

2e lecture—906.

BILL RELATIF A LA LOI DES CHEMINS DE FER.

M. Demers dépose bill (n° 69) modifiant la loi des chemins de fer—830.

1re lecture—831.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER NORTHWESTERN.

M. Boyce dépose bill (n° 108) concernant la compagnie du chemin de fer Northwestern—1679.

1re lecture—1679.

2e lecture—1770.

Bill est retiré—3799.

BILL RELATIF AU DIVORCE VINEBERG.

M. Porter dépose bill (n° 220) tendant à faire droit à Helen Vineberg—4705.

1re lecture—4705.

M. Macdonell—Preuve contraire à la pétitionnaire—4853 ; ne peut expliquer la décision du comité du Sénat dans ce cas—4853 ; décision contraire à la preuve—4853.

M. Thoburn—Quiconque a entendu les dépositions admettra que la pétitionnaire en cette affaire a pleinement droit au divorce—4853 ; bill examiné au Sénat en deux circonstances—4853 ; pas une seule note discordante—4853.

2e lecture—4854.

BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER GRAND-TRONC DU CANADA.

M. Fripp dépose bill (n° 154) concernant la compagnie du chemin de fer Grand-Tronc du Canada et la compagnie du chemin de fer Atlantique-Canadien—2638.

1re lecture—2638.

2e lecture—2792.

En comité—3065.

**BILL RELATIF A LA "NIAGARA-WEL-
LAND COMPANY OF CANADA".**

M. Blain dépose bill (n° 54) concernant la "Niagara-Welland Company of Canada"—538.

1re lecture—538.

2e lecture—662.

**BILL RELATIF A LA COMPAGNIE DES
POUVOIRS D'EAU DE VALLEYFIELD.**

M. Sévigny dépose bill (n° 40) concernant "La Compagnie des Pouvoirs d'eau de Valleyfield, limitée"—271.

1re lecture—271.

2e lecture—347.

**BILL RELATIF AU DEPOT DES PLANS
DES CHEMINS DE FER.**

M. McKay dépose bill (n° 139) modifiant la loi des chemins de fer relativement au dépôt des plans—2489.

1re lecture—2489.

**BILL RELATIF A LA "TILLSONBURG,
LAKE ERIE AND PACIFIC RAILWAY
COMPANY".**

M. Currie dépose bill (n° 18) concernant la "Tillsonburg, Lake Erie and Pacific Railway Company"—95.

1re lecture—95.

2e lecture—347.

**BILL RELATIF AUX TITRES HONORIFI-
QUES.**

M. J. H. Burnham (Peterborough) dépose bill (n° 3) tendant à l'abolition des titres honorifiques en Canada—4; l'esprit démocratique périlcliterait—4; remettre les choses dans la situation normale—4.

1re lecture—4.

M. Burnham—Côté constitutionnel—504; bill n'est en aucune façon de déterminer ce que la royauté pourrait conserver ou exercer dans cette prérogative—504; n'a rapport qu'aux actes du peuple et de ses représentants—504; titres exposent une démocratie à un péril grave—505; certains titres ne peuvent pas être décernement décernés à des gens trop pauvres pour les accepter—505.

Hon. M. Foster—Côté du sens commun par opposition à l'aspect purement théorique—505; Parlement canadien n'a jamais créé aucune distinction honorifique—505; devons laisser au Roi de décider lui-même le choix des personnes à qui il décernera des titres honorifiques—506; excellente chose d'avoir des moyens de témoigner la reconnaissance publique—506; démocratie mitigée est encore ce qu'il y a de mieux à perpétuer—506.

Str Wilfrid Laurier—Titres qui sont portés dans ce pays et dans la mère patrie sont tous des reliques de l'époque féodale en Grande-Bretagne—507; ces titres sont conférés à si bon escient en général, qu'il est impossible, même dans une démocratie comme la nôtre, de s'opposer à la manière dont on s'en sert—507.

2e lecture rejetée—508.

**BILLS D'INTERET PUBLIC N'AYANT
PAS PASSE.**

**BILL RELATIF A LA LOI SUR LES CHE-
MINS DE FER.**

M. J. E. Armstrong dépose bill (n° 85) modifiant la loi des chemins de fer—1061; d'établir que toutes les compagnies dont les bateaux à vapeur font la navigation des eaux intérieures relèvent de la commission des chemins de fer—1061; compagnies peuvent réclamer le tarif qui leur plaît—1061; l'existence de coalitions—1061; nous devrions exercer une certaine autorité relativement à ces vaisseaux—1061; ce bill ne nuit en rien à l'exécution de notre loi de la marine—1062.

1re lecture—1063.

**BILL RELATIF AUX COMMISSIONS SE-
CRETES.**

Hon. M. Oliver dépose bill (n° 222) tendant à modifier la loi de 1909 sur les commissions secrètes—4737.

M. l'Orateur fait remarquer que le bill n'a pas de parrain—4737.

M. Carvell s'oppose à ce que son nom soit mis comme secondateur de la première lecture—4737.

Projet de loi demeure réservé jusqu'à plus ample informé—4737; ce bill a été présenté au Sénat par l'honorable M. Davis—4737.

Bill réservé—4737.

BILL RELATIF AU CODE CRIMINEL.

M. Verville dépose bill (n° 50) modifiant le code criminel—493; protéger les citoyens contre l'usage inconsidéré des armes à feu—493; d'empêcher les patrons d'employer sur leurs chantiers des personnes armées—493; défendre la publication des conversations ou délibérations enregistrées par les détectaphones ou autres instruments semblables—494.

1re lecture—494.

BILL RELATIF AUX EAUX NAVIGABLES.

M. Bradbury dépose bill (n° 5) touchant la contamination des eaux navigables—4.

1re lecture—4.

2e lecture—1833.

Bill renvoyé au comité chargé d'étudier la question de la pollution des eaux navigables—1834.

**BILL RELATIF A LA LOI DES ELECTIONS
FEDERALES.**

M. Burnham dépose bill (n° 2) modifiant la loi des élections fédérales—4.

1re lecture—4.

M. Burnham—Déclarer la loi des élections fédérales conforme à la loi provinciale sous le rapport du dépôt—503; ne pas en exiger du candidat au fédéral si on en exige pas du candidat au provincial—503; représentants de 100,000 ouvriers au Canada ont demandé cette réforme—503.

Hon. M. Doherty—Pas désirable pour nous de laisser les différentes provinces régler cette matière—504.

2e lecture—504.

BILL RELATIF AUX ENTREPOTS FRIGORIFIQUES.

M. Bradbury dépose bill (n° 6) tendant à la réglementation des entrepôts frigorifiques—4.

1re lecture—4.

BILL RELATIF A CERTAINS FONCTIONNAIRES DU SENAT.

Sir Wilfrid Laurier dépose bill (n° 225) modifiant la loi de 1908 sur le service civil, au sujet de certains fonctionnaires du Sénat—4893.

1re lecture—4894.

BILL RELATIF A LA LOI SUR L'IMMIGRATION.

M. Stevens dépose bill (n° 227) modifiant la loi sur l'immigration—5214; difficultés à surmonter avec l'immigration asiatique—5214; règlements en vigueur sont d'une nature plus ou moins temporaire—5215; nous avons le droit de restreindre l'entrée des immigrants au pays—5215; bill crée l'exclusion de tous les citoyens, qu'ils soient naturalisés ou non, des pays d'Asie, au sud du 50e parallèle de latitude nord, pourvu toutefois que ce paragraphe ne s'applique pas à aucun pays, qui ait conclu des arrangements spécifiques à ce sujet avec le gouvernement canadien—5215.

1re lecture—5216.

BILL RELATIF A LA LOI SUR LES JUGES.

M. Lanctôt dépose bill (n° 77) modifiant la loi sur les juges—882; juges pourront prendre leur retraite après vingt ans de services au lieu de quinze—882; tout juge de comté qui a atteint 75 ans, sera obligé de se retirer—882; juge à la retraite qui reçoit un salaire à raison de fonctions publiques, devra déduire ce salaire du montant de sa pension—882.

1re lecture—882.

BILL RELATIF A LA JOURNÉE DE TRAVAIL DANS LES TRAVAUX PUBLICS.

M. Alp. Verville dépose bill (n° 7) touchant la journée dans les travaux publics—4; deux sessions que le bill figure au feuilleton—4.

BILL RELATIF A LA JOURNÉE DE TRAVAIL DES EMPLOYÉS DE CHEMINS DE FER.

M. Carroll dépose bill (n° 129) concernant la journée de travail des employés de chemins de fer—2280; limite à quatorze heures de travail par jour—2280; recours à un tribunal judiciaire—2280; amende que devra payer la compagnie pour violation de la loi—2280.

1re lecture—2280.

BILL RELATIF A LA MARINE MARCHANDE DU CANADA.

M. Sinclair dépose bill (n° 9) modifiant la loi de la marine marchande du Canada—95; permettre aux capitaines possédant des permis de cabotage de naviguer, dans la direction sud, jusqu'à l'embouchure de la rivière de La Plata—95.

1re lecture—95.

BILL RELATIF A LA LOI DE LA MARINE.

M. Lespérance dépose bill (n° 32) abrogeant la loi sur la marine—212; abrogeant la loi de l'ancien gouvernement en 1910—212.

1re lecture—212.

BILL RELATIF A LA PEINE DE MORT.

M. R. Bickerdike dépose bill (n° 4) modifiant le code pénal—4; abolition de la peine de mort au Canada—4; tache imprimée au christianisme—4; flétrissure infligée à la religion—4.

1re lecture—4.

M. Bickerdike—Abolir la peine de mort et y substituer l'emprisonnement à vie—508; si un homme riche commet un meurtre on le déclare fou et il sauve sa tête—508; s'il est pauvre il va à l'échafaud—508; peine capitale est contraire à la loi de Dieu—508; rien de plus dégradant—509; réaction de 1838 et de 1858 en Canada—509; la peine capitale déshumanise le public—509; n'a pas un effet préventif—509; mesure trop extrême—510; châtement doit tendre à réformer le coupable et non à venger la victime—510; peine de mort a été abolie dans plusieurs contrées sans mauvais effets—510; extraits de lettres de pays où la peine de mort a été abolie avec de bons résultats—511; gouvernement devrait tenter l'expérience—515.

Hon. M. Foster—Peine de mort plutôt une question de raisonnement que de sentiment—516; certains pays chrétiens et civilisés qui avaient aboli la peine capitale ont jugé à propos de la rétablir—516; débat trop court pour que la Chambre puisse affirmer un principe à ce sujet—517; propose le renvoi du débat—517.

M. Carvell—L'intérêt public exige la peine capitale—517.

Hon. M. Foster retire motion de renvoi du débat—517.

M. Carvell—Le but du châtement capital, c'est de détourner les autres citoyens de commettre le même crime—518; on permet à un trop grand nombre de personnes d'assister aux exécutions—519; tant que l'homme ne sera pas persuadé qu'il ne peut impunément prendre la vie à son semblable, on fera bien de laisser subsister la loi actuelle—519.

Hon. M. Graham—L'avenir réserve une place d'honneur dans l'histoire du Canada à Robert Bickerdike—520; contraire en principe général, à la suppression de la vie par la guerre—521; notre système d'éducation est défectueux en ce qu'il ne fait pas ressortir sur la jeunesse le caractère sacré de la vie humaine—521; seul celui qui a donné la vie a le droit de l'enlever—521; la peine de mort n'est pas autorisée par la loi divine—521; résultats avantageux qui sont découlés de l'abolition de la peine de mort dans plusieurs pays—522; peine de mort ne diminue pas le nombre des crimes—522.

M. Nickle—Peine capitale nécessaire pour protéger la société—523; nous ne devons pas abandonner entièrement les an-

**BILL RELATIF A LA PEINE DE MORT—
Suite.**

M. Nickle—Suite.

ciennes méthodes qui ont donné une pleine satisfaction—523; en Belgique la croyance que la peine de mort était abolie a été suivie d'une augmentation dans le nombre des crimes—524; statistiques sur la criminalité—525; la peine de mort est un préventif—525; loin d'être sage de tenter l'expérience proposée par M. Bickerdike—525; nos rives sont inondées par un élément étranger—525; plusieurs immigrants croient que la force prime le droit—525; ce serait un grand malheur si on les laissait croire que s'ils prennent la vie de leurs semblables ils seront soustraits à la peine de mort—525.

M. Thomson (Qu'Appelle)—Pas judiciaire au point où nous en sommes de notre histoire, de permettre l'infliction de la peine capitale—525; l'état psychologique de l'homme qui commet un crime—527; ne pense pas que ceux qui commettent des meurtres soient aliénés—527.

M. Edwards—Emprisonnement à vie pire que la mort—528; libération conditionnelle—529; tendance de la population à faire mettre au large les criminels—529; veut plus de renseignements avant de prendre une décision—529.

M. C.-A. Wilson (Laval)—Définition du verdict—531; on ne peut laisser les criminels choisir selon leur goût entre l'échafaud ou l'emprisonnement à vie—531; jury devrait aussi se prononcer sur la peine—532; rapport sur la peine capitale de 1853 à 1881—532; opposé à l'abolition de la peine de mort—532.

M. Proulx—Peine à admettre que la société ait le droit d'ôter la vie à un homme—533; l'humanité aujourd'hui tend plutôt au pardon qu'à la vengeance—533; peine de mort n'a pas un effet préventif—530; tendance en Angleterre à restreindre l'application de la peine capitale—534.

M. Verville—L'abolition de la peine de mort s'impose—535; si l'accusé est un homme sans fortune, sans amis, il y a tout à parier qu'il montera sur l'échafaud—535; peine de mort créera encore plus de meurtriers et de coquins—535; imprimera au front d'une famille le stigmate du déshonneur—535; peine de mort est un châtement d'un autre âge digne des temps barbares—535.

Hon. M. Oliver—Ne pas songer seulement au criminel mais aussi à sa victime—536; peine de mort est un remède préventif—536; dans l'Ouest l'ordre a été maintenu, parce que sur le sol canadien la justice est prompt et proportionnée—537; peur de la mort comparée à celle de l'emprisonnement.

Hon. M. Doherty—N'hésite pas à donner mon opinion comme contraire à la mesure proposée—538; propose renvoi du débat—538.

Débat renvoyé à une autre séance—538.

BILL RELATIF AUX PRETEURS D'ARGENT.

M. Stevens dépose bill (n° 29) modifiant la loi sur les prêteurs d'argent—212; appliquer la limite de l'intérêt à tous les prêts—212; abaisser la limite de l'intérêt à 10 pour 100 au lieu de 12 pour 100—212.

1re lecture—212.

BILL RELATIF A LA PROTECTION DES EAUX NAVIGABLES.

M. Clements dépose bill (n° 45) modifiant la loi de la protection des eaux navigables—361; particulièrement trait aux marées du Pacifique—361; permettant à chacun de tirer de l'eau les pièces d'un train de bois qui se défait—361; l'intérêt de la navigation exige que ce bois soit sorti de l'eau—361.

1re lecture—361.

BILL RELATIF AUX TERRES FEDERALES.

M. Aikins dépose bill (n° 28) modifiant la loi des terres fédérales—212; empêcher l'aliénation des terres sur lesquelles il y a de la houille, du gaz naturel, de l'huile, de la pierre de construction, des forces hydrauliques—212.

1re lecture—212.

COMITES.

COMITE DE LA BIBLIOTHEQUE.

Hon. J. D. Reid propose d'envoyer message au Sénat donnant les noms des députés qui agiront pour la Chambre dans le comité mixte de la bibliothèque du Parlement—270.

Adopté—270.

COMITE DES COMPTES PUBLICS.

M. Middlebro propose que le rapport de l'auditeur général soit renvoyé au comité des comptes publics, de même que le rapport des comptes publics—324.

Adopté—324.

COMITE DES IMPRESSIONS.

Hon. J. D. Reid propose d'envoyer message au Sénat donnant les noms des députés qui agiront pour la Chambre dans le comité mixte des impressions du Parlement—270.

Adopté—270.

COMITES PERMANENTS.

Hon. M. Rogers propose comité spécial devant composer les comités permanents—3.

Adopté—3.

COMITES SPECIAUX PERMANENTS.

Hon. J. D. Reid dépose la liste des membres devant composer les comités spéciaux permanents de la Chambre—267.

Adoptée—270.

COMITE DE LA POLLUTION DES EAUX NAVIGABLES.

M. Bradbury présente premier rapport du comité chargé de prévenir la pollution des eaux navigables—2109.

COMITE DES BILLS PRIVES.

- M. Sharpe* (Ontario-nord)—Présente le rapport du comité permanent des bills d'intérêt privé—5064 ; comité a examiné le projet de loi (bill n° 220) tendant à faire droit à Helen Vineberg et il a décidé que le préambule n'est pas prouvé, pour la raison que la preuve n'est pas suffisante pour appuyer les allégations énoncées dans le dit bill—5064.
- M. Thoburn*—Propose que le rapport du comité des bills d'intérêt privé soit renvoyé à ce comité pour un supplément d'examen—5064.
- M. Boulay*—Preuve n'a pas été mise en français devant la Chambre—5064 ; impossible de se former une opinion saine sur cette affaire sans avoir la preuve dans notre langue—5065.
- M. l'Orateur*—Depuis 1885, jamais les dépositions recueillies au Sénat par le comité du divorce n'ont été imprimées en français—5065 ; le Sénat s'est occupé de cette question et, à la demande des membres de langue française du comité des divorces, il a été résolu à la Chambre haute que dorénavant les témoignages ne seraient pas imprimés en français—5065.
- Hon. M. Lemieux*—Divorce devrait être aboli—5065 ; l'impression des témoignages—5065 ; toute pièce mise devant cette Chambre doit être imprimée dans les deux langues—5065.
- Sir Wilfrid Laurier*—Règle non écrite qui veut que la Chambre soutienne ses comités, à moins qu'il existe de graves raisons s'y opposant—5065 ; tout catholique est par principe opposé au divorce—5065 ; nous votons contre par motif religieux sans examiner à sa valeur le cas qui se présente—5065 ; existe aucune bonne raison de demander que les dépositions soient imprimées en français—5065.
- M. Thoburn*—Raisons qui militent en faveur du renvoi du bill devant le comité—5066 ; seulement 17 membres présents sur un total de 64—5066 ; texte des témoignages pas distribué dans une mesure convenable—5066.
- M. Fripp*—Preuve a été bien examinée—5066 ; établir un précédent dangereux—5066.
- M. Boyce*—Il serait en désaccord avec les principes qui nous guident dans l'examen de ces questions, de demander le renvoi du bill dans ces circonstances et à une heure tardive de la session—5067.
- Hon. M. Pelletier*—Le privilège d'avoir deux langues officielles reconnues dans ce Parlement ne nous justifie pas de faire imprimer en français pour circulation des obscénités, quand nous, catholiques, nous nous croyons tenus en principe de voter quand même contre le divorce—5067 ; si on décidait de faire imprimer ce document il serait certainement frapper d'interdit par l'administration postale—5067.
- Le très hon. R. L. Borden*—Inconvénients de la procédure suivie en vue de l'obtention des divorces—5067 ; crédibilité des témoins—5067 ; si les demandes de divorce

COMITE DES BILLS PRIVES—Suite.

- Le très hon. R. L. Borden*—Suite.
doivent continuer d'être décidées par des comités judiciaires du Sénat et de la Chambre des communes, il serait d'un grand avantage de nommer un comité mixte, de manière à ce que tous ceux qui sont appelés à décider l'affaire soient à même de voir et d'entendre les témoins—5067.
- M. Green*—Nécessité de référer les demandes de divorces aux tribunaux—5068 ; dans beaucoup de cas la décision du comité n'est pas basée sur la preuve—5068.
- M. Sam Sharpe*—Bill devrait être étudié de nouveau—5068 ; on ne peut s'attendre à ce que les membres d'un comité se prononcent sur une mesure sans avoir eu l'occasion d'étudier la preuve qui a été faite—5068.
- M. Kyte*—Chambre est tenue d'accepter la décision du comité—5069.
- M. Northrup*—Notre système actuel des divorces n'est pas satisfaisant—5069 ; bill devrait être reconsidéré—5070.
- M. Glass*—Pas soumis au comité le texte de la preuve de manière à permettre à chaque député de donner un avis judicieux et consciencieux sur la question—5070.
- M. McLeod*—Il n'y a pas d'article du règlement qui nous oblige de confirmer le rapport du comité—5071.
- Amendement de *M. Thoburn* est rejeté—5071.
- Rapport adopté—5071.

COMITE DE LA REPRESENTATION A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

- Hon. M. Rogers* dépose premier rapport du comité de la représentation à la Chambre des communes—1061.
- Rapport est adopté—1061.

COMITE DU RESTAURANT DU PARLEMENT.

- Hon. J.-D. Reid* propose d'envoyer message au Sénat donnant les noms des députés qui agiront pour la Chambre dans le comité mixte du restaurant du Parlement—270.
- Adopté—270.

COMITE DE REMANIEMENT DE LA CARTE ELECTORALE.

- Hon. M. Rogers* dépose le dernier rapport du comité spécial concernant le remaniement de la carte électorale—5420.

DECES.

MORT DE LORD STRATHCONA.

- Le très hon. R.-L. Borden*—Convient de payer un tribut de respect à la mémoire du grand canadien qui est décédé hier—96 ; revendique lord Strathcona comme canadien—96 ; carrière remarquable—96 ; témoin de la transformation de l'Amérique—96 ; un des hommes publics les plus en vue du Canada—96 ; haut commissaire

DECES—*Suite.*

MORT DE LORD STRATHCONA—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—*Suite.*
du Canada en Angleterre—96; l'exemple de sa vie—96; leçon pour tous les canadiens—96; propose de lever la séance en signe de respect—96; message du secrétaire d'Etat des colonies—97; sympathies du gouvernement impérial—97.

Sir Wilfrid Laurier—Je ne sache pas que, depuis la mort de sir John Macdonald, le trépas d'un canadien ait provoqué une explosion de regrets comparable à celle qu'évoque en ce moment la mort de lord Strathcona—97; pleuré par Sa Majesté le Roi—97; l'incarnation d'une bienveillante providence—97; conduite pleine de dignité—98; sa vie privée ressemblait à sa vie publique; il a été un mari modèle un bon père et un ami fidèle—98.

OBSEQUES DE LORD STRATHCONA.

Hon. George Foster donne lecture du câblogramme adressé au gouvernement par M. Griffith concernant les obsèques de lord Strathcona—173; l'événement a été un haut témoignage d'estime pour la personnalité marquante de lord Strathcona et pour le Dominion du Canada—173.

MORT DE L'HONORABLE F.-D. MONK.

Le très hon. R.-L. Borden—Pénible devoir d'annoncer la mort de l'honorable Frédéric Debartzch Monk—3953; possédait de rares qualités—3953; excellent parlementaire—3953; haute conception de son devoir—3953; présenter à ceux des membres de sa famille qui lui survivent les condoléances de la Chambre des communes, du Parlement du Canada et celles de la population entière—3953.

Sir Wilfrid Laurier—M. Monk jouissait d'une grande réputation dans la province de Québec—3954; appartenait à une famille distinguée dans la magistrature et dans la vie publique—3954; possédait de rares qualités de jurisconsulte et une science profonde du droit constitutionnel—3954.

Hon. M. Pelletier—M. Monk occupait une large place dans le cœur de la population de la province de Québec—3954; amis comme adversaires, tous le tenaient en très haute estime—3954; c'était un homme dont toute la province de Québec était fière à juste titre—3954.

Hon. M. Lemieux—Sa disparition est une perte non seulement pour sa province natale mais pour le Canada tout entier—3954; parlementaire hors ligne—3954; il appartenait à l'ancienne noblesse canadienne—3954.

Hon. M. Doherty—Il a consacré au service du Canada les plus belles années de sa vie—3955; désintéressément le plus complet—3955; fait l'admiration de tous ceux qui ont vu cet homme aux vues les plus élevées s'employer avec une activité que rien ne pouvait lasser à rendre les plus utiles services à son pays en mettant à contribution les dons exceptionnels dont la nature l'avait doué—3955; c'est une

DECES—*Fin.*

MORT DE L'HONORABLE F.-D. MONK—*Suite.*

Hon. M. Doherty—*Suite.*
perte que le Canada a toute raison de pleurer—3955.

DECISIONS DE L'ORATEUR.

INTERPRETATION DE L'ARTICLE 17 DU REGLEMENT.

Sir Wilfrid Laurier—Je vous vois quitter le fauteuil, monsieur l'Orateur. Ne doit-on jamais proposer une motion le jeudi ou le vendredi? L'article du règlement est ainsi conçu: Les jeudis ou vendredis, lorsque l'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides, ou des voies et moyens, M. l'Orateur quitte le fauteuil sans poser de question, pourvu que, sauf du consentement de la Chambre, les prévisions budgétaires de chaque département puissent avoir la priorité un autre jour que le jeudi ou le vendredi—548.

M. l'Orateur—Je crois que mon très honorable ami se rappellera que j'ai dit dans cette circonstance-là qu'on pouvait tolérer la chose, mais que ce serait la source d'une foule d'ennuis à l'avenir. C'est à cela que je pensais à ce moment-là. Dans l'intention du règlement, le budget de chaque département devait être étudié un autre jour que le jeudi ou le vendredi afin de permettre à un membre de la Chambre de proposer une motion, si c'était son intention. D'un autre côté, si on tentait d'entamer le budget d'un département le jeudi ou le vendredi, il faudrait obtenir le consentement unanime de la Chambre. C'est ainsi que j'ai toujours interprété le règlement. Le consentement unanime n'a pas trait au fait que l'Orateur peut ou ne peut pas quitter le fauteuil, mais au fait que le budget d'un département doit d'abord venir sur le tapis un autre jour que le jeudi ou le vendredi, à moins du consentement unanime de la Chambre. Avec ce consentement, il peut être discuté n'importe quel jour. J'ai compris que le chef du gouvernement a dit à ce moment-là que, lorsque l'opposition désirerait proposer une motion au moment où la Chambre se disposerait à siéger en comité des subsides, rien ne s'y opposerait. Voilà ce que j'ai compris. Conformément à cette interprétation, si la Chambre exprimait le désir qu'un de ses membres propose et discute aujourd'hui une motion, je ne croirais pas avoir raison de refuser de recevoir cette motion—551.

QUESTIONS IRREGULIERES.

M. l'Orateur—Il s'est introduit en Chambre une coutume qui me semble vouloir prendre de l'importance, et qui consiste à lire des articles de journaux pour en faire la base de questions auxquelles les ministres ne peuvent pas toujours facilement répondre, sans avoir eu l'occasion de s'enquérir des faits auprès de leur ministère. Il me paraîtrait préférable d'inscrire ces questions au feuilleton de la Chambre, afin que les ministres puissent avoir le temps de se procurer les informations nécessaires pour y répondre—300.

DECISIONS DE L'ORATEUR—*Suite.*

REJET D'UNE PETITION.

M. l'Orateur annonce que la Chambre ne peut recevoir la pétition du conseil des métiers et du travail de Guelph, priant le gouvernement de se charger de l'exploitation du chemin de fer Canadien du Nord, comme d'une entreprise d'utilité publique pour le peuple canadien et pour d'autres fins, parce qu'elle comporte la dépense de deniers publics—2978.

DISCOURS DU TRONE.

DISCOURS D'OUVERTURE.

M. l'Orateur—Lit discours d'ouverture—2.

Hon. M. Rogers—Propose considération lundi—3; adopté—3.

DISCOURS DE PROROGATION.

Son Altesse Royale donne lecture du discours du trône qui termine la 3e session du 12e Parlement—5571.

ELECTIONS.

ELECTIONS CONTESTEES.

M. l'Orateur annonce qu'il a reçu rapport des juges annulant l'élection de Macdonald, Man., et maintenant l'élection de Maskinongé, Trois-Rivières et Saint-Maurice—1.

NOUVEAUX DEPUTES.

M. l'Orateur annonce que les députés suivants ont été élus depuis la dernière session: l'honorable Arthur Meighen, dans Portage-la-Prairie; M. James Morris, dans Châteauguay; M. Ruben Eldridge Truax, dans Bruce-sud; M. Samuel Francis Glass, dans Middlesex-est; M. Alexander Morrison, dans Macdonald; M. Adelbert Edward Hanna, dans Lanark-sud et M. Harry Fulton McLeod, dans York, N.-B.—1.

VACANCES.

M. l'Orateur annonce que depuis la dernière session, des vacances se sont produites dans les divisions électORAles suivantes: Portage-la-Prairie; Middlesex-est et York, N.-B.—1.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

ACHAT D'UN TERRAIN POUR UN CAMP MILITAIRE A FARNHAM.

M. Devlin soulève une question de privilège—1174; question qui affecte la dignité de la chambre—1174; véracité d'un ministre de la Couronne—1174; déclaration du ministre de la Milice, page 1074 des Débats—1174; achat d'un terrain à Farnham—1174; imposa le camp au ministre—1178; rumeur veut que l'ex-ministre de l'agriculture et certains amis aient eu une hypothèque sur un terrain—1178; déclaration de M. Sydney Fisher—1179; ministre de la Milice a donné des renseignements faux—1179.

Hon. M. Hughes—Il est de notoriété publique dans les cantons de l'Est—1180; que

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*ACHAT D'UN TERRAIN POUR UN CAMP MILITAIRE A FARNHAM—*Suite.*

Hon. M. Hughes—*Suite.*

c'est M. Sydney Fisher qui a imaginé le coup—1180; M. Meigs, ex-député avait des hypothèques sur cette propriété—1180; c'est lui et M. Fisher qui se sont entendus pour vendre cette propriété à l'Etat—1180.

M. AIKINS ET LE CANADIAN NORTHERN.

M. Aikins proteste contre les remarques de M. Carrick, député de Thunder-Bay et Rainy-River—4064; le député a dit de moi qu'après avoir bien examiné les forces du gouvernement au sujet de la résolution du Canadian-Northern, j'avais décidé que la discrétion était la meilleure forme du courage et, là-dessus, il s'est acheté un billet de chemin de fer pour une destination inconnue et s'est esquivé. Cette déclaration est absolument fautive—4064.

CANADIAN-NORTHERN ET M. BURNHAM.

M. Burnham—L'“Evening Telegram” de Toronto dit que j'ai quitté le caucus conservateur parce que je serais hostile à la proposition du gouvernement concernant le chemin de fer Nord-Canadien—3209; j'approuve, au contraire, cette proposition du ministère et cette nouvelle est absolument dénuée de fondement—3209.

COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLES.

M. Lachance se plaint d'un article du “Morning Chronicle” de Québec, le 11 mars, relativement à la commission des champs de batailles—1869; texte de l'article—1870; lettre de sir George Garneau—1870; je n'ai jamais reçu un seul sou pour les services que j'ai rendus à la commission des champs de batailles, soit à titre de conseil, de jurisconsulte, soit à aucun autre titre—1870.

HON. M. CROTHERS SE PLAINT DU “GLOBE”.

Hon. M. Crothers se plaint du “Toronto Globe” qui dit dans son compte rendu que le ministre s'est montré hostile aux unions ouvrières—741; j'ai parlé à des ouvriers de l'Atlantique au Pacifique et chaque fois, je leur ai conseillé dans leur propre intérêt de faire partie des unions ouvrières sans s'occuper si elles étaient nationales ou internationales—742.

DROIT SUR L'ACIER DE CHARPENTE.

Hon. M. White—On s'est mépris sur le sens de mes observations au sujet du droit sur l'acier de charpente—3313; je faisais allusion à la résolution par laquelle le gouverneur est autorisé à imposer un droit de \$7 la tonne, lorsqu'il aura lieu de croire qu'il se fabrique en Canada en notable quantité, avec de l'acier de provenance canadienne, des cornières et poutres de fer ou d'acier, des fers en U et d'autres pièces en fer ou en acier laminé de toute forme et pesant 120 livres et

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*DROIT SUR L'ACIER DE CHARPENTE—*Suite.*

Hon. M. White—*Suite.*
moins à la verge de longueur—3313; il n'y aura pas d'autres changements au tarif cette année—3314.

LE "GLOBE", LES DEPUTES ET LE CANADIAN-NORTHERN.

M. Fisher proteste contre un compte rendu du "Globe" de Toronto, mentionnant son nom comme étant opposé à ce que le gouvernement vienne en aide au Canadian Northern—3265; observation dénuée de tout fondement et mensongère—3265.

M. J. A. M. Armstrong proteste contre le même compte rendu—3265.

M. Smith (Ontario-sud) se plaint du même article—3265.

M. Walker (Northumberland)—Tout ce qu'il y a dans ce rapport est faux—3265.

M. Sutherland (Oxford-sud)—Compte rendu malicieux et faux—3266.

M. Best—Article absolument faux—3266.

M. Rhodes—Article faux—3266.

M. Macdonell—Inexactitude de cette allégation—3313.

HON. M. MURPHY ET LA "GAZETTE" DE MILDWAY.

Hon. Charles Murphy cite un extrait de la "Gazette" de Mildway, qui parle d'un discours qu'il aurait prononcé à Walkerton pendant l'élection de Bruce-sud—271; n'a pas parlé à Walkerton—271; jamais fait appel aux préjugés d'aucune classe de la population—271.

NOMINATION D'UN CHEF D'ETAT-MAJOR.

Hon. Sam. Hughes se plaint d'un article dans le "Star" de Montréal, à l'effet qu'il a nommé un nouveau commandant en chef sans consulter le War Office—2183; pareille charge n'existe pas—2183; j'ai nommé un chef de l'état-major—2183; consulté sir John French et le colonel Seely par simple courtoisie—2183.

NOMINATION DE CERTAINS COLONELS HONORAIRES.

M. Knowles se plaint d'une omission au compte rendu des Débats au sujet de la nomination de certains colonels honoraires—3615; tout ce que j'ai dit relativement à une entrevue avec le colonel Williams, qui venait comme émissaire du ministre, est omis dans le compte rendu des Débats—3616.

M. LAW ET LA RUMEUR DE SA DEMISSION.

M. Law dit que le "Journal" d'Ottawa le 30 janvier 1914 a publié une nouvelle disant que M. Law, député de Yarmouth, N.-E., donnera sa démission en faveur de l'honorable W. S. Fielding—361; rien de vrai dans cet article—361.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

LA VEUVE DU COURRIER D'OKA.

Hon. M. Pelletier remarque que pendant son absence le député de Rouville a fait certaines déclarations concernant la veuve du courrier d'Oka—3666; veuve n'a rien reçu en compensation de la mort de son mari—3666; pour être dans le vrai, j'ai demandé au Parlement de voter une somme de \$1,000 à cette pauvre femme; cet argent a été voté et payé—3666; de plus j'ai nommé cette femme directrice de la poste à Oka, et elle m'a envoyé plusieurs lettres où elle m'exprime la plus profonde reconnaissance—3666.

Hon. M. Lemieux—J'avais conclu de certaines observations que le ministre des Postes avait refusé la requête—3667; je suis heureux de féliciter le ministre pour ce qu'il a fait en faveur de cette veuve infortunée—3667.

M. L'ESPERANCE ET LA LOI DE LA MARIINE LAURIER.

M. D. O. L'Espérance se plaint d'un article du "Citizen" d'Ottawa, et de la "Gazette" de Montréal, au sujet de son bill tendant à l'abrogation de la loi navale Laurier—133; deux insinuations—133; jamais entamé des négociations avec aucun chef—133; c'est mû par le souci de mon honneur et de mon devoir d'homme public que j'ai déposé mon bill—133.

PRIVILEGE D'UN DEPUTE DE POSER DES QUESTIONS.

M. Wilson (Laval)—Question de privilège—2113; vais exposer mon cas en anglais et en français—2113; j'ai remis entre les mains de M. Laplante et de M. Flint une question qui n'est pas au Feuilleton—2113; texte de la question—2114; greffier a répondu que l'Orateur avait trouvé la question irrégulière, rédigée avec ironie—2114; veux que cette Chambre décide de cette opinion—2114.

M. l'Orateur—J'ai dit au greffier qu'à mon avis la première partie de la question pouvait être inscrite au Feuilleton, mais que je croyais la dernière partie trop frivole pour occuper l'attention de la Chambre—2115.

M. Wilson en appelle de cette décision—2116; la partie retranchée est celle-ci: "Le gouvernement, ou l'un de ses membres, a-t-il reçu quelque protestation parce que Son Honneur l'Orateur de cette Chambre lit les prières d'ouverture en français, tous les deux jours?"—2116.

Décision de M. l'Orateur est maintenue. Pour 89; contre, 55—2116.

TRANSPORT DU POISSON FRAIS.

Hon. M. Hazen corrige une déclaration faite à propos du transport du poisson des Provinces maritimes à Montréal—423; wagon frigorifique express réservé aux poissons quitte Mulgrave pour Montréal le samedi de chaque semaine et non chaque jour—423.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—Fin.

VOYAGE DE L'HON. M. LEMIEUX EN ASIE.

Hon. M. Lemieux sur une question de privilège dit qu'à une question concernant un voyage en Asie, d'un caractère officiel, il a été demandé combien il avait de sténographes, de serviteurs, de valets, etc., qui l'ont accompagné—739; le ministre a répondu: le département n'en connaît rien officiellement—739; ministre aurait pu se renseigner à cet égard; et, aurait pu répondre qu'il n'y avait ni serviteurs ni valets, ni sténographes sauf mon secrétaire particulier—739; il y a eu participation à ce voyage non pas de la part du gouvernement impérial, mais bien de la part du gouvernement du Japon—739.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

ACCIDENT MARITIME A QUEBEC.

Hon. M. Marcell attire l'attention sur l'accident survenu au steamer "Saturnia" dans le port de Québec—3558; capitaine affirme qu'il n'y avait ni bateau-feu, ni bouée—3558.

Hon. M. Hazen—L'accident ne s'est nullement produit en conséquence de ce que le bateau-feu n'était pas en position à la Traverse—3558.

ACCIDENT SUR LE SAINT-LAURENT.

Hon. M. Lemieux—Accident survenu au "Saturnia"—3410; faire une enquête rigoureuse—3410; troisième accident sur le Saint-Laurent depuis l'ouverture de la navigation—3410; insuffisance de matériel dont dispose l'agence de Québec—3410.

Hon. M. Hazen—Rapport de l'enquête dira à quoi il faut attribuer l'accident—3410; note établissant les circonstances de l'affaire—3410.

ACHAT D'UN IMMEUBLE A MONTREAL.

Hon. M. Lemieux demande si le gouvernement a acheté, pour les besoins du service postal, l'hôtellerie Carslake à Montréal—1960.

Hon. M. Pelletier—Procédure en vue de l'expropriation est déjà en marche—1960.

AFFICHE MILITAIRE.

Hon. M. Emmerson demande des renseignements au sujet d'une affiche posée partout dans le comté de Westmorland—1610; recrutement pour le 74^e régiment—1610; quel est le but de l'appel?—1610.

Le très hon. R.-L. Borden—Soumettrai la chose au ministre de la Milice—1610.

Hon. Sam. Hughes—Député de Westmorland (M. Emmerson) a parlé d'une circulaire de la Milice—1683; circulaire publiée pour recrutement au 74^e régiment aux frais du capitaine L.-C. Carey—1683; ministère ne s'est pas mêlé de cela—1683.

APPROVISIONNEMENT DE CHARBON POUR L'INTERCOLONIAL.

M. Macdonald demande s'il est vrai que M. Gutelius a rejeté les offres des compa-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—Suite.

APPROVISIONNEMENT DE CHARBON POUR L'INTERCOLONIAL—Suite.

M. Macdonald—Suite.

gnies de charbon de la Nouvelle-Ecosse et est entré en négociations avec des compagnies américaines—1723.

Hon. M. Reid—Prix trop élevés—1723; documents à ce sujet seront déposés—1723.

ASSEMBLEE DES ADVERSAIRES DU HOME RULE A TORONTO.

Hon. M. Lemieux dit que d'après le "Mail and Empire" M. Kemp, député de Toronto-est assistait à une assemblée à Toronto pour protester contre le bill du Home Rule—3735; désirerais savoir si, dans cette circonstance, il a exprimé ses vues personnelles ou s'il a parlé à titre de représentant du gouvernement—3735.

M. Kemp—J'étais là comme simple particulier et le gouvernement n'a absolument pas eu connaissance de ce que j'avais l'intention de dire à la réunion—3735.

ASSOCIATION CANADIENNE DU CENTENAIRE DE LA PAIX.

M. Weichel demande si le gouvernement a l'intention d'accorder de l'aide à l'association canadienne du centenaire de la paix—1016.

Le très hon. R. L. Borden—Bien que l'association canadienne du centenaire de la paix n'ait aucun caractère officiel, le gouvernement approuve fortement le but qu'elle se propose d'atteindre qui est de travailler à assurer l'harmonie et la paix entre les nations du monde—1016; la tâche de l'association mérite toutes nos sympathies—1016; l'association a fait un travail d'organisation considérable—1016; gouvernement accordera un crédit de \$25,000 pour faire face aux dépenses préliminaires—1017.

Sir Wilfrid Laurier—Ce qui tend à assurer le maintien de la paix entre le Canada et les Etats-Unis doit recevoir l'accueil le plus favorable—1017; le développement de nos relations commerciales avec les Etats-Unis pourrait aussi contribuer à assurer le maintien de la paix—1017.

AUTOMOBILES DU MINISTERE DES POSTES.

Hon. M. Pelletier annonce à M. McCrea, député de Sherbrooke, que le ministère des Postes a à son usage onze camions automobiles—5553; noms des constructeurs et les prix payés—5553.

BARRAGE A L'ILE AU HERON.

Hon. M. Lemieux demande s'il est vrai que l'on doit construire un barrage un peu en amont de Montréal—2490; à l'île au Héron—2490; établir une usine électrique—2490.

Hon. M. Rogers—Rien de vrai dans ces rumeurs—2490; chose impossible, tant que nous n'aurions pas reçu le rapport de la commission des eaux navigables—2490.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

BATEAUX A MOTEURS ET LA MILICE.

Hon. M. Emmerson demande s'il est vrai que le département de la Milice propose la création d'auxiliaires des forces de combat au Canada et l'utilisation du personnel des yachts et des bateaux à moteurs—740.

Hon. M. Hughes—Je n'ai aucun renseignement à cet égard—740.

BESOGNE DE LA SESSION.

Le très hon. R. L. Borden—Projets de loi qu'il nous reste à présenter d'ici à la fin de la session—3352; nous voulons que la Chambre des communes et le Sénat les étudient avec tout le soin possible—3352.

Sir Wilfrid Laurier—Le gouvernement pourra les soumettre, et s'il n'a pas le temps de les faire adopter avant la prorogation, le public aura toujours eu l'avantage de les connaître—3353.

BUDGET DE LA MILICE.

M. Clark (Red-Deer) demande quand sera soumis le budget de la milice—3354.

Hon. M. Hughes—Jeudi si rien ne s'y oppose—3354.

BUREAU DE POSTE D'EGANVILLE.

M. Graham demande les documents que possède le gouvernement concernant la construction du bureau de poste d'Eganville—3802.

Hon. M. Rogers—Feraï un plaisir de les déposer—3802.

BUREAU DE POSTE DES COMMUNES.

Hon. M. Lemieux—Livres obscènes distribués dans les boîtes à lettres des députés, et cela sans timbres-poste ni contre-seing—421; ministre des Postes n'est nullement responsable—421; pareille distribution de brochures obscènes est fort critiquable—421.

Hon. M. Pelletier—Bureau de la Chambre des communes est sous la juridiction de M. l'Orateur et non pas sous celle du ministère des Postes—421; lorsqu'une publication obscène est timbrée nous ne la laissons point passer par la poste—421.

M. l'Orateur—J'ignorais absolument la chose—421; ne manquerai pas de donner au directeur de la poste de la Chambre des communes, les instructions voulues à cet égard—421.

CABLOGRAMME A SIR EDWARD CARSON.

M. Proulx demande si le ministre de la Milice a pris connaissance du cablogramme du capt. Tom Wallace, député, à sir Edward Carson—2182.

M. l'Orateur demande d'inscrire la question au Feuilleton suivant la procédure ordinaire—2183.

CAMPAGNE DES FENIANS.

Hon. M. Emmerson demande si la période de temps pour demander une gratification touchant la campagne des feniens est ex-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*CAMPAGNE DES FENIANS—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—Je soumettrai la question au ministre de la Milice—299.

M. Law demande si une commission a été nommée pour examiner certaines réclamations—299.

Le très hon. R. L. Borden—Une commission a été nommée en Nouvelle-Ecosse; renseignements seront fournis par le ministre de la Milice—300.

CANADIENS A BISLEY.

M. Macdonald—Envoi à Bisley d'une équipe qui représenterait le Canada au concours de tir—1275; où les choses en sont rendues—1275.

Hon. M. Hughes—Association nationale de tir en faveur de l'attitude prise par le Canada—1275; permettra comme à l'ordinaire l'emploi de la hausse à œillet—1275; équipe ira à Bisley comme de coutume—1275.

CHANGEMENTS DANS LE SERVICE DES TRAINS DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Emmerson demande des renseignements sur la suppression de l'"Ocean Limited" et autres convois de l'Intercolonial—272.

Hon. M. Cochrane—Service de l'"Ocean Limited" sera interrompu pendant les mois de février et mars—272; trafic moins considérable cette année—272; autres convois seront supprimés dans les Provinces maritimes—272; l'"Express Maritime" fera le service dans le meilleur intérêt du public—272.

CHEMIN DE FER CANADIEN-NORD.

Sir Wilfrid Laurier demande de déposer la correspondance qui doit précéder les résolutions concernant le chemin de fer Canadien-Nord—3351; serait intéressant de savoir quelles sont les compagnies détenues par le Canadien-Nord—3351; le passif, etc., des compagnies—3351.

Le très hon. R. L. Borden dépose copies des actes fiduciaires et obligations du chemin de fer du Canadien-Nord—3352.

CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. J. J. Hughes dit qu'il s'est produit récemment une augmentation exagérée sur le chemin de fer de l'île du Prince-Edouard dans le prix du transport des marchandises—325; renvoi d'un tiers des hommes d'équipe—326.

Hon. M. Cochrane déclare que l'augmentation des taux a aussi eu lieu sur l'Intercolonial—327; déficit continué dans le chemin de fer de l'île, cette année il sera de \$100,000—327; augmenter les appointements de 25 pour 100—327; dans le cas d'un chemin de fer de l'Etat on ne peut agir différemment des autres chemins de fer—327.

CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. J. J. Hughes—Appelle de nouveau attention sur le relèvement des tarifs et de la

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD—*Suite.*

M. J. J. Hughes—*Suite.*

situation locale du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard—421.

Hon. M. Cochrane—Avons aboli le troisième tarif pour la traversée du "ferry-boat"—422; plus avantageux pour la population—422.

CHEMIN DE FER CANADIEN-NORD.

Sir Wilfrid Laurier demande s'il est vrai que le gouvernement se propose de faire une nouvelle émission d'obligations dans le but de faire un prêt à une corporation de chemin de fer—1326; déclaration de *sir William Mackenzie*—1326.

Hon. M. White—C'est un exposé correct des faits—1326.

CHEMIN DE FER QUEBEC-SAGUENAY.

Hon. M. Lemieux donne lecture d'un article du "General Review" de Montréal—4739; obligations du chemin de fer Québec-Saguenay—4739; demande si le gouvernement a l'intention de garantir ces obligations—4739.

Le très hon. R. L. Borden—Programme du gouvernement pour la présente session est en entier devant la Chambre à l'exception d'une ou deux questions qui ne se rapportent en aucune façon à cette entreprise—4739.

CHEMIN DE FER DU CAP-BRETON.

M. Kyte demande si le gouvernement a résolu de prendre à son compte le Cape Breton Railway et de le prolonger à Sydney et Louisbourg—4477; nouvelle publiée par le "Sydney Post"—4477.

Le très hon. R. L. Borden—Pas été informé qu'il y ait eu des négociations—4477.

CHEMIN DE FER DE LA COLOMBIE-ANGLAISE A L'ALASKA.

Hon. M. Oliver signale une interview parue dans le "Vancouver Province" parlant d'une conférence qui a abouti à de bons résultats relativement à un chemin de fer de la Colombie-britannique à l'Alaska—1959.

Le très hon. R. L. Borden—Jusqu'ici le gouvernement n'a pas mis la question à l'étude—1960.

CHOMAGE AU CANADA.

M. Devlin donne lecture d'une lettre du conseil des métiers et du travail de Montréal, sur le chômage au Canada—5220; demande de nommer une commission royale pour étudier le problème—5221.

Le très hon. R. L. Borden—Nomination d'une commission royale n'a pas encore été étudiée—5221.

CHUTES D'EAU SUR LE CANAL DE LA VALLEE DE TRENT.

Hon. M. Graham demande si le gouvernement était sur le point de céder à la province d'Ontario toutes les chutes d'eau qui seront susceptibles d'être exploitées par

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*CHUTES D'EAU SUR LE CANAL DE LA VALLEE DE TRENT—*Suite.*

Hon. M. Graham—*Suite.*

suite de la construction du canal de la vallée de la Trent—2925.

Le très hon. R.-L. Borden—Il existe quelques difficultés qui sont pendantes—2925.

COLLEGE NAVAL D'HALIFAX.

M. Macdonald demande quels changements seront faits au collège naval d'Halifax—3411.

Hon. M. Hazen—Dorénavant, les élèves y recevront, un enseignement qui les formera, non seulement au service naval, mais aussi aux travaux civils—3411; cours sera de trois ans au lieu de deux—3411.

COMMISSION DES TAUX DE TRANSPORT OCEANIQUE.

Sir Wilfrid Laurier demande si le rapport de *M. Drayton*, sur la question des taux de transport océanique a été déposé sur le bureau de la Chambre—1017.

Hon. M. Foster—Je verrai à ce qu'il soit fait à la prochaine séance—1017.

COMMISSION D'ENQUETE SUR LE TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Graham demande quand sera déposé le rapport d'enquête sur le Transcontinental—175.

Hon. Frank Cochrane—Il nous arrivera cette semaine—175.

COMMISSION RELATIVE AUX RECLAMATIONS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.

Sir Wilfrid Laurier demande des renseignements au sujet de la commission qui doit faire rapport sur un meilleur arrangement financier pour la Colombie-britannique—4810.

Le très hon. R.-L. Borden—Des négociations ont eu lieu—4810; Colombie-britannique a décidé de supprimer certains items—4810; nous attendons la cause amendée pour présenter notre plaidoirie—4811.

COMITE DES SUBSIDES.

Sir Wilfrid Laurier demande l'interprétation de la règle 17—324; en d'autres termes, je suppose que l'on veut dire par là qu'il faut une motion pour commencer l'étude des crédits de n'importe quel ministère. Si l'on ne peut finir le jour même, on continue d'une façon automatique, l'Orateur quitte le fauteuil et le jeudi ou le vendredi est consacré à cette fin—324.

Le très hon. R.-L. Borden—Votre interprétation me semble correcte—324.

COMPTE RENDU DES DEBATS.

Hon. M. Oliver dit que le "Globe" fait des commentaires sur l'exactitude du compte rendu des débats—502; certains mots employés par un des représentants de l'île

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*COMPTE RENDU DES DEBATS—*Suite.*

Hon. M. Oliver—*Suite.*

du Prince-Edouard ont été omis dans l'édition non révisée du hansard—503.

M. l'Orateur—Je vais soumettre la question au comité des Débats—503.

COMMUTATION DE PEINE.

M. Kyte demande si on a prié le ministre de la Justice de commuer la peine de mort imposée à Frank Haynes—3408.

Hon. M. Doherty—Aucune décision n'a encore été prise—3408.

COUT DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

Hon. M. Graham attire l'attention sur un article du "London Times" qui dit que le Grand-Tronc-Pacifique a coûté 30,000 louis sterling du mille de Winnipeg à Prince-Rupert—1392; le prix est d'environ \$70,000 y compris dormants et rails—1392.

CREDITS POUR LE COMTE DE VICTORIA.

M. Maclean (Halifax) dit que certains partisans du candidat conservateur dans l'élection provinciale de Victoria, N.-E., annoncent qu'il se trouve dans le budget supplémentaire des crédits destinés au comté de Victoria—595.

Hon. M. Rogers—Rien n'a été publié, nul renseignement n'a été fourni à aucune personne étrangère au ministère—595.

DEFENSE DES COTES DU PACIFIQUE.

Hon. M. Graham—Une dépêche annonce une entente entre l'Angleterre, l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour la défense des intérêts de l'empire sur le Pacifique—1834.

Le très hon. R.-L. Borden—Nous n'avons reçu aucune communication à ce sujet, et nous n'en avons envoyé aucune—1834.

DEPOSANTS DES BANQUES.

Hon. M. Lemieux dit qu'il a reçu des demandes de renseignements au sujet de l'attitude du gouvernement à l'égard des déposants des banques du Peuple, Ville-Marie et de Saint-Jean—3953.

Hon. M. White—Il n'y a pas au ministère de liste des déposants des banques en question—3953; le sous-chef du ministère a écrit au liquidateur de l'une ou de chacune de ces banques, pour savoir s'il n'en pourrait pas obtenir cette liste—3953.

DEPOSANTS DES BANQUES FAILLIES.

Hon. M. White annonce que la banque du Peuple a suspendu ses paiements en 1895—4031; banque a payé 25 cents par dollar à ses créanciers—4031; banque de Saint-Jean a suspendu ses paiements en 1908—4031; déposants recevront entre 20 et 30 pour 100—4031; banque Ville-Marie tomba en déconfiture en 1899—4031; déposants ont touché 17½ pour 100 de ce qui leur était dû—4031.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

DISPARITION DU "KARLUK".

Hon. M. Oliver demande si le gouvernement a décidé d'envoyer une expédition à la recherche du "Karluk"—2373.

Hon. M. Hazen—La nouvelle vue dans les journaux est absolument sans fondement. Aucune décision de ce genre n'a été prise—2373.

DOCUMENTS CONCERNANT LE CANADIAN-NORTHERN.

Sir Wilfrid Laurier—Documents concernant les recettes du Canadian-Northern jusqu'à date, mai 1914—3734.

Le très hon. R. L. Borden—Serai bien aise de demander ces renseignements à la compagnie—3734.

DOCUMENTS RELATIFS A LA BANQUE FARMERS.

Hon. M. White dépose des documents relatifs à la banque Farmers—3613; dépôts remboursables sur demande et sur avis—3613; correspondance concernant la banque—3613; état des affaires—3613.

DOCUMENTS OFFICIELS FRANÇAIS.

Hon. M. Lemieux—Incident survenu à l'agence maritime de Québec—4616; M. Tremaine chargé de la direction du bureau—4616; a ordonné de faire tous les rapports en anglais—4616; demande à ce que M. Tremaine retire cet ordre draconien—4616.

Hon. M. Hazen—M. Tremaine est l'inspecteur des agences—4616; si M. Tremaine a donné de semblables instructions c'était très déplacé de sa part—4616; deux langues officielles dans ce pays, le français et l'anglais, et tout citoyen du Canada a le droit absolu de s'adresser à aucun département ou à aucun fonctionnaire, dans l'une ou l'autre langue—4616; il est aussi en droit de s'attendre à recevoir une réponse à ses lettres. Je m'enquerrai du bien-fondé de l'accusation—4616; si un pareil ordre a été donné, je verrai à ce qu'il soit retiré immédiatement—4616.

DROIT SUR LES MACHINES AGRICOLES.

M. Knowles dit que le "Moosejaw Morning News" annonce le 6 février 1914 que le gouvernement va déposer un projet de loi tendant à réduire d'une façon appréciable le droit qui frappe les machines agricoles—595.

Le très hon. R. L. Borden—C'est à la Chambre d'abord, et en temps opportun, que se font les déclarations ministérielles concernant le tarif—595.

DROIT SUR LES SCORIES D'ACIER.

Hon. M. Emmerson demande des renseignements sur la décision de la commission des douanes au sujet du tarif sur les scories d'acier—539.

Hon. M. Reid promet les renseignements désirés—539.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

ELECTIONS PROVINCIALES ET FONCTIONNAIRES PUBLICS DU DOMINION.

Hon. M. Oliver demande au ministre des Travaux publics sur quoi il se base pour lui imputer certaines paroles concernant les élections provinciales et les fonctionnaires publics du Dominion—778.

Hon. M. Rogers—Discours du député d'Edmonton (*M. Oliver*), page 116 des Débats, volume 1, 1906—778.

ENQUETE SUR LE NAUFRAGE DE L' "EMPRESS OF IRELAND".

Hon. M. Hazen—Membres qui composeront le tribunal d'enquête sur le naufrage de l' "Empress of Ireland"—5072; tribunal constitué après communication avec les autorités britanniques—5073.

ENQUETE SUR LE NAUFRAGE DE L' "EMPRESS OF IRELAND".

Hon. M. Hazen annonce que lord Mersey veut bien faire partie d'une commission qui va tenir une enquête sur le récent naufrage de l' "Empress of Ireland"—4898; j'ai écrit à *M. le juge en chef McLeod* du Nouveau-Brunswick, qui est en même temps juge de l'amirauté pour la province, et à *sir Adolphe Routhier*, ex-juge en chef à Québec, qui, dans le district, est le juge de cette même cour—4898; mon intention est de les nommer membres de la commission d'enquête avec lord Mersey—4898; nommer aussi quatre assessseurs—4898.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

M. Macdonald demande ce que le gouvernement a l'intention de faire pour venir en aide au développement de l'enseignement technique dans tout le pays—5074.

Hon. M. Crothers—L'enseignement est une matière réservée aux provinces—5074; premiers ministres provinciaux ont toutefois approuvé la nomination d'une commission d'enquête sur l'enseignement technique—5074; le seul objet de cette commission était de réunir des renseignements pour le bénéfice des différentes législatures du Canada—5074; le gouvernement ne se proposait pas d'aller plus loin—5074; aucune décision n'a encore été prise—5074.

ENTREPOTS FRIGORIFIQUES.

Hon. M. Lemieux demande si la nouvelle publiée dans la "Gazette" est exacte, à savoir qu'un bill relatif aux entrepôts frigorifiques sera présenté par le ministre de l'Agriculture—741.

Hon. M. Burrell—La question est à l'étude—741.

EXPLOITATION DU TRANSCONTINENTAL.

M. Carvell demande si une convention a été faite avec le Grand-Tronc-Pacifique au sujet de l'exploitation du Transcontinental national ou d'une partie quelconque de ce réseau—4065.

Hon. M. Reid—Non—4065.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

EXPORTATION DES POMMES DE TERRE AUX ETATS-UNIS.

M. Michaud demande si le ministre de l'Agriculture a reçu des informations au sujet de l'interdiction mise sur l'importation des pommes de terre du Canada aux Etats-Unis—777.

Hon. M. Burrell—Règlement équivalent presque à une exclusion absolue—777; nous sommes en correspondance—777.

EXPLOITATION DE LA DIVISION DE L'EST DU TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Pugsley demande si le département s'est occupé d'un arrangement avec le Grand-Tronc-Pacifique, pour l'exploitation de la division de l'est ou du moins de la partie qui se trouve dans le Nouveau-Brunswick—5222.

Hon. M. Reid—Préférable de faire exploiter cette partie du chemin par l'Intercolonial, jusqu'à ce que la ligne entre Québec et Moncton soit terminée—5222.

EXPROPRIATION DU CARSLAKE.

Sir Wilfrid Laurier demande si le gouvernement a décidé d'acheter le Carslake de Montréal—4196.

Hon. M. Rogers—Nous sommes à l'exprieur—4197; ériger sur cet emplacement un bureau de poste d'où l'on expédiera aux différentes gares de chemins de fer les courriers les plus chargés—4197.

FAILLITE DE LA BANQUE MADOC.

Hon. M. Lemieux demande si le ministre des Finances sait qu'une autre banque vient de faillir à Belleville, Ont.—3353; est-ce l'intention du gouvernement de rembourser les déposants—3354.

Hon. M. White—Banque Madoc était une banque non chartée—3354; gouvernement n'a pas l'intention d'assurer ce remboursement—3354.

FARMERS BANK.

Hon. M. Lemieux demande de déposer la liste des noms des déposants des banques du Peuple, Ville-Marie et Saint-Jean en même temps que celle de la Farmers Bank—3799.

Hon. M. White—Verrai s'il y a lieu de faire droit à la demande—3799.

FERMETURE DE LA BIBLIOTHEQUE ET DE LA SALLE DE LECTURE LES JOURS DE FETE.

M. J. J. Hughes—En vertu de quelle autorisation l'on ferme les jours de congé la bibliothèque et la salle de lecture—4395.

M. l'Orateur—Le conservateur de la bibliothèque s'en tient à la coutume établie—4395; salle de lecture ouverte de dix heures de la matinée à quatre heures—4395.

FONDS DE PENSION DES FONCTIONNAIRES DE L'INTERCOLONIAL.

M. Macdonald remarque que d'après le statut relatif au fonds de pension des em-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*FONDS DE PENSION DES FONCTIONNAIRES DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

M. Macdonald—*Suite.*

ployés de l'Intercolonial, ces derniers ont le droit de se retirer du service, lorsqu'ils sont parvenus à un certain âge et après un certain nombre d'années de service—5553; au cours des derniers mois, on a relevé des cas où l'administration a remercié de leurs services des hommes qui ont atteint l'âge fixé par la loi, mais qui n'ont pas été au service de l'Intercolonial assez longtemps pour avoir droit à la pension—5553; département devrait s'occuper de leur cas—5554.

Hon. M. Reid—Etudierai la question du remboursement avec le ministre à son retour—5554.

FRAIS DE TRANSPORT DU POISSON.

M. Sinclair désire corriger une erreur dans le discours du 2 février prononcé par le ministre de la Marine—1274; il a dit que le poisson était expédié moyennant le tiers des frais exigés sous l'ancien gouvernement—1274; frais sur le poisson sont les mêmes aujourd'hui qu'ils étaient en 1911—1274.

Hon. M. Hazen—J'examinerai la chose—1275.

FRANCHISE POSTALE.

Hon. M. Lemieux dit qu'il est informé qu'on a refusé à certains membres de la tribune des journalistes, le privilège de recevoir leur courrier franc de port—1017.

Hon. M. Pelletier—Question est nouvelle pour moi—1017; plaintes des journalistes seront écoutées et leurs griefs redressés—1017.

HAUT COMMISSARIAT DE LONDRES.

Sir Wilfrid Laurier demande si c'est l'intention du gouvernement d'offrir à l'honorable M. Beck le haut commissariat de Londres—5570.

Hon. M. Foster—Présente rumeur est du caractère des précédentes—5570.

IMMIGRANTS ENVOYES D'ANGLETERRE.

Hon. M. Lemieux—Signale à l'attention du ministre de l'Intérieur qu'un grand nombre de Hongrois et de Russes sont débarqués dernièrement à Québec, et au lieu de se diriger vers les campagnes, ils demeurent en ville—4395; aussi qu'un grand nombre d'immigrants ont été envoyés au Canada par le comité des sans-travail de Londres, Angleterre—4395.

Hon. M. Roche—Fonctionnaires sous la juridiction du département, ainsi que les agences des compagnies transatlantiques, ont été avertis d'avoir à se conformer strictement aux instructions que l'on ne doit pas encourager l'immigration au Canada, à l'exception des gens qui appartiennent à la classe agricole—4395.

IMMIGRATION DANS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.

Hon. M. Oliver demande si le gouvernement a pris une décision au sujet du décret du

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*IMMIGRATION DANS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—*Suite.*

Hon. M. Oliver—*Suite.*

conseil qui interdisait l'immigration des artisans jusqu'au 31 mars dernier et qui est maintenant expiré—2373.

Hon. M. Roche—Ce décret du conseil a été prorogé pour six autres mois—2373.

IMMIGRATION DES HINDOUS.

M. Stevens demande si le gouvernement a été informé que quatre cents hindous sont en route pour le Canada—2768.

Hon. M. Roche—Ordre a été donné de s'opposer au débarquement—2768.

IMMIGRATION DES HINDOUS.

Hon. M. Oliver demande ce que le gouvernement entend faire au sujet des hindous arrivés à Vancouver—4394.

Hon. M. Roche—Nous allons nous en tenir à la loi d'immigration dans toute sa plénitude—4395.

Hon. M. Oliver demande quelle décision a été prise le gouvernement au sujet de l'admission des hindous en Colombie-britannique—4478.

Le très hon. R. L. Borden—Les règlements adoptés en vertu de la loi d'immigration seront appliqués—4478.

Hon. M. Oliver demande des renseignements sur ce qui a été fait au sujet de la récente arrivée d'immigrants hindous à Vancouver—4551.

Hon. M. Roche—Le navire est à un demi-mille du port de Vancouver—4551; fonctionnaires font l'examen des immigrants pour constater leurs aptitudes physiques et intellectuelles—4551.

Hon. M. Roche annonce à M. Oliver que les renseignements reçus jusqu'à présent sont que 90 sur les 376 Hindous arrivés à Vancouver ont été rejetés par les médecins examinateurs—4738; s'écoulera quelque temps avant que chaque cas soit examiné—4738.

Hon. M. Oliver demande si le gouvernement met ou non en vigueur l'arrêté du conseil adopté il y a quelque temps, afin d'exclure absolument les blancs de nos ports de la côte du Pacifique—5141.

Hon. M. Roche—Arrêté en conseil est mis en vigueur contre les Hindous, tout comme il le serait contre n'importe quelle autre classe d'immigrants—5141.

Hon. M. Oliver demande comment seront traités les nombreux immigrants venant de l'Inde—4196.

Le très hon. R. L. Borden—Il n'y a qu'une chose à faire, c'est d'appliquer la loi en vigueur—4196.

IMPRIMERIE DE L'ETAT.

M. Edwards demande des renseignements sur l'état de l'imprimerie nationale—4552; plus de mille employés—4552; bâtiment est loin d'être solide—4552.

Hon. M. Rogers—Etages supérieurs surchargés—452; matériaux ont été enlevés et le danger est disparu—4552.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

INSERTION DES REPONSES DANS LES DEBATS.

M. J. J. Hughes se plaint qu'il ne trouve pas dans les "Débats" la réponse obtenue relativement aux taux de transport des marchandises sur le chemin de fer de l'île du Prince-Edouard—1113.

Le très hon. R. L. Borden—Longue série de statistiques qu'il n'est pas d'usage d'insérer dans les "Débats"—1114.

Sir Wilfrid Laurier—Le règlement est formel—1114; d'après l'article 37 la question aurait dû être insérée dans les "Débats"—1114.

M. l'Orateur—Il fut décidé qu'en pareil cas la réponse que l'on désire faire insérer dans les Débats serait confiée au greffier de la Chambre après avoir été déposée—1114.

Le très hon. R. L. Borden—Mieux vaudra à l'avenir, quand il s'agira de réponses longues et encombrantes, que les ministres proposent que les questions soient réservées à titre d'avis de motion, sinon les réponses devront être imprimées selon que le règlement semble le prescrire—1114.

INTERPRETATION DE L'ARTICLE 17 DU REGLEMENT.

Sir Wilfrid Laurier—Ne doit-on jamais proposer une motion, le jeudi ou le vendredi?—548; si vous quittez le fauteuil monsieur l'Orateur, il y a certains crédits que nous ne pourrions pas discuter—549.

M. l'Orateur—Ne puis interpréter le règlement de la même manière que le chef de l'opposition—549.

Hon. M. Foster—Si la motion eût proposé d'étudier le budget d'un département dont il n'avait pas été question vendredi dernier, l'objection n'eût pas été de mise—549; propose que la Chambre siège en comité des subsides—550; adopté—550.

IRREGULARITES A L'AGENCE MARITIME DE QUEBEC.

Sir Wilfrid Laurier demande des renseignements au sujet de certains fonctionnaires du département de la Marine à Québec qui ont été suspendus—3143.

Hon. M. Hazen—M. Doure, l'agent des achats du département a fait une enquête sur des irrégularités commises à l'agence de la Marine et des Pêcheries à Québec—3143; quatre fonctionnaires ont été suspendus—3143; bordereaux de paie ont été frauduleusement grossis—3144; noms fictifs—3144; une conspiration—3144; l'agence a vendu une certaine quantité de vieux effets et n'a pas rendu compte de la vente—3144; une commission a été nommée pour faire une enquête complète—3144; irrégularités ont été commises en 1908 et 1909—3144.

JUGE DE LA COUR SUPREME DE LA SASKATCHEWAN.

M. Knowles demande quand sera remplie la vacance à la cour suprême de la Saskatchewan—3882.

Hon. M. Doherty—Il y a un bill devant la chambre pourvoyant à la nomination de

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*JUGE DE LA COUR SUPREME DE LA SASKATCHEWAN—*Suite.*

Hon. M. Doherty—*Suite.*

juges supplémentaires aux cours de districts. Lorsque ce projet de loi aura été adopté, j'espère résoudre toute cette question—3882.

JUGES DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

M. Gauvreau demande s'il est vrai que le juge Cimon a démissionné—4991; si le juge Belleau sera transféré du district de Kamouraska à celui de la Beauce—4991.

Hon. M. Doherty—Pas reçu démission de M. le juge Cimon—4991; prématuré de parler du transfert de M. le juge Belleau—4991.

JUGEMENT DU JUGE EN CHEF HAULTAIN.

M. Thoburn (Lanark-nord)—Jugement du juge en chef Haultain de la Saskatchewan—1326; compagnies canadiennes non autorisées dans une province sont considérées "étrangères"—1326; jugement très important pour les hommes d'affaires—1326.

Hon. M. Doherty—Pouvoirs respectifs du Parlement et des législatures provinciales quand il s'agit de donner l'existence légale aux compagnies—1327; cour suprême du Canada a rendu jugement—1327; décision doit être soumise au conseil privé—1327; faudra attendre cette décision—1327; deux juges de la cour suprême se sont prononcés en faveur du gouvernement—1328; les questions en jeu sont de la plus haute importance pour le monde commercial au Canada—1328; et précisément à cause de cette importance et de la divergence très prononcée des vues parmi les juges, il convient de soumettre l'affaire au comité judiciaire du conseil privé—1328.

JURIDICTION DES MAGISTRATS DE LA GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

Sir Wilfrid Laurier demande si le ministre de la Justice a reçu des renseignements au sujet d'une dépêche de Dawson disant qu'un juge a annulé la sentence imposée par un magistrat de la gendarmerie à cheval—1173; individu trouvé coupable de larcin—1173.

Hon. M. Doherty—Affaire pas signalée à mon intention—1174; prendre des renseignements—1174.

LA VEUVE DE NAPOLEON JALLET.

Hon. Charles Marcil attire l'attention sur une omission de la part du comité d'économie interne—1118; cas de feu Napoléon Jallet, employé sessionnel pendant 47 ans, décédé le jour de l'ouverture de la dernière session—1118; rien n'a été fait pour la veuve de cet employé—1118.

M. l'Orateur—Une résolution fut adoptée par la commission, mais fut accidentellement oubliée—1119; heureux de m'occuper de la chose—1119.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

LE VAPEUR "ALERT".

Hon. J. D. Reid à une demande de renseignements de M. Carroll dit: Le vapeur "Alert" est employé au service douanier sur la côte du Cap-Breton et fait le service jadis confié au vapeur "Gladiator". Le commandant de l'"Alert" est le capitaine Voutier, qui reçoit ses ordres du préposé chef du service douanier. Ni le ministre, ni le commissaire, ni le chef du service douanier n'ont donné d'instructions touchant le transport de MM. McLeod et Hayes, comme l'affirme l'extrait de journal lu par le député du Cap-Breton—362.

LE VAPEUR "ALERT".

M. Macdonald donne lecture d'une dépêche disant que le "Alert" a de nouveau levé l'ancre ayant à son bord des agents électoraux—499.

Hon. M. Reid—Ordre a été donné au capitaine Young de l'"Alert" de ne prendre aucune marchandise ni de passagers—500; capitaine Angus Young suspendu de ses fonctions—500; il est ordonné à l'"Alert" de désarmer—500.

LE VAPEUR "ALERT".

M. Carroll demande de faire une enquête sur le fait que le remorqueur "Alert" au service du Revenu de l'intérieur, a été nolisé pour transporter dans le comté de Victoria, l'organisateur tory Hayes et le candidat du parti Philippe McLeod—325; une élection partielle a lieu dans ce comté—325.

Le très hon. R. L. Borden—Ne sais rien de l'affaire, la signalerai au ministre de la Marine et des Pêcheries—325.

L' "OCEAN LIMITED".

Hon. M. Emmerson demande s'il est vrai que vingt-trois trains de l'Intercolonial, y compris l'"Ocean Limited", seront supprimés à partir de cette semaine—175.

Hon. Frank Cochrane—Je n'en ai jamais entendu parler—175.

L' "OCEAN LIMITED".

Hon. M. Pugsley—Horaire du convoi Ocean Limited sur l'Intercolonial—4812; ce service a été organisé de façon à favoriser les intérêts du Pacifique-Canadien en engageant tous ceux qui voyagent entre Saint-Jean et Montréal à prendre cette ligne au lieu de l'Ocean Limited—4812; dans les annonces de l'Intercolonial il est expressément stipulé que l'Ocean Limited n'est pas un convoi pour Saint-Jean—4812; une ville commerciale importante comme Saint-Jean devrait avoir un service direct de voyageurs par l'Ocean Limited jusqu'à Montréal—4812.

Hon. M. Reid—Discutera cette question avec les fonctionnaires du département pour voir quel remède on peut apporter—4812.

L' "OCEAN LIMITED".

Hon. M. Pugsley—Horaire de l'Intercolonial—5073; aucune communication n'existe à Moncton avec les trains pour les localités

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*L' "OCEAN LIMITED"—*Suite.*

Hon. M. Pugsley—*Suite.*

à l'ouest de Moncton, y compris Saint-Jean—5073.

Hon. M. Reid—Horaire de l'Ocean Limited, le même que l'an dernier—5073; correspondance directe entre l'Ocean Limited et Saint-Jean sera établie le 21 juin, comme les années précédentes—5073.

MISE EN LIBERTE DE GEROLMIO FATSARI.

Hon. M. Lemieux demande s'il est vrai que l'italien Fatsari, gracié, a reçu du gouvernement un billet de passage pour se rendre en Italie—2003.

Hon. M. Donerty—Cet homme a été gracié et ne sait comment sa déportation aurait pu être autorisée—2003; m'informerai si on a fait quelque chose à ce propos—2003.

MOUILLAGE DANS LE PORT DE MONTREAL.

Hon. M. Lemieux fait remarquer que les journaux de Montréal annoncent qu'il n'y aura pas place en ce port, au printemps, pour l'un des paquebots de la ligne Royale, le "Royal George", et que la fédération des armateurs de Montréal est fort irritée de constater qu'il ne se trouve personne pour veiller à ce qu'il y ait place pour les diverses compagnies de transport—2668.

Hon. M. Hazen—La question est de celles qui relèvent de la commission du port de Montréal—2669; le Parlement a cru devoir s'en remettre aux commissaires du port du soin de certaines choses, tout en réservant une certaine autorité au ministre de la Marine et des Pêcheries et au gouvernement. La répartition des places pour les navires est au nombre des choses assignées à la commission du port—2669.

NAUFRAGE DE L' "EMPRESS OF IRELAND".

Le très hon. R. L. Borden annonce le naufrage de l'"Empress of Ireland"—4615; énorme perte de vies—4615; causé dans tout le pays une commotion—4615; convaincu que tout ce que le gouvernement aurait pu faire pour augmenter la sécurité de la navigation sur le Saint-Laurent n'aurait pu prévenir ce désastre—4615.

Sir Wilfrid Laurier—Fatalité se montre inexorable pour nous—4615; troisième catastrophe sur le Saint-Laurent depuis l'ouverture de la navigation—4615; dernière surpasse en horreur toutes celles qui se sont produites depuis plusieurs années—4615; trop tôt pour exprimer une opinion 4615; c'est une de ces calamités qu'il est impossible de prévenir par des moyens humains—4615.

M. Carvell attire l'attention du gouvernement sur une déclaration publiée dans l'"Evening Journal" d'Ottawa—4737; plaintes de M. J.-W. Black, un des réchappés d'Ottawa—4737; allégations d'un caractère grave contre les fonctionnaires du gouvernement à bord du "Lady-Evelyn" et l'agent des billets à la gare de l'Intercolonial à Rimouski—4737.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*NAUFRAGÉ DE L'“EMPRESS OF IRELAND”—*Suite.*

Hon. M. Pelletier—Cette affaire fera immédiatement le sujet d'une enquête—4738.

Hon. M. Pelletier donne lecture d'une lettre du capitaine J.-B. Pouliot, du “Lady-Evelyn” au sujet des marconigrammes envoyés par les naufragés de l'“Empress of Ireland”—4897; il a été dit à l'opérateur par le capitaine de ne pas se faire payer pour les messages qu'il enverra—4898.

Le très hon. R.-L. Borden soumet deux dépêches du directeur général de l'Intercolonial, au sujet de certaine assertion de nature à jeter le blâme sur la manière d'agir d'un ou de plusieurs employés de l'Intercolonial, au cours des incidents qui ont suivi le désastre de l'“Empress of Ireland”—5079; dépêches expédiées par les survivants ont été transmises sans frais—5079; 402 voyageurs se sont rendus de Rimouski à Lévis sans qu'on exige de billets—5079; billets distribués gratuitement—5079.

NAVIGATION DE LA BAIE DE FUNDY.

M. F.-B. Carvell—Déclaration qu'on prête au capitaine R.-F. Clift, membre de la commission fédérale d'enquête sur les naufrages—173; naufrage du “Cobequid”—173; folie d'obliger des navires de ce type à prendre la route du Saint-Laurent par la baie de Fundy en hiver—173; c'est un meurtre—173; demande (M. Carvell) si le ministre se propose de faire une enquête sur ces déclarations libelleuses—173.

Hon. J.-D. Hazen—Le capitaine Clift n'est pas un fonctionnaire du ministère de la Marine et des Pêcheries—173; capitaine Clift sert d'assesseur—173; déclarations injustes—173; prendre des mesures pour faire connaître la vérité au public—173; l'accident n'a pas eu lieu dans la baie de Fundy—174; public sera mis au courant de toutes les circonstances—174.

NOMINATIONS DANS LE SERVICE CIVIL.

Hon. M. Pelletier—Renseignement demandé par M. Murphy, de Russell—1221; depuis octobre 1911 soixante-neuf personnes ont été nommées à des emplois inférieurs dans le service extérieur sans examen—1221; quatre seulement comme employés techniques—1221.

NOMINATION D'UN HAUT COMMISSAIRE EN ANGLETERRE.

M. Kyte demande quand sera nommé un haut commissaire canadien en Angleterre—3882.

Le très hon. R.-L. Borden—Lorsqu'il sera nécessaire d'annoncer la chose, je ferai connaître de la façon ordinaire—3882.

NOUVEAU GOUVERNEUR GENERAL.

Hon. M. Emmerson demande si le ministère a été officiellement avisé de la nomination d'un Gouverneur général comme successeur du présent titulaire?—3615.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*NOUVEAU GOUVERNEUR GENERAL—*Suite.*

Le très hon. R.-L. Borden—Son Altesse royale le Gouverneur général a reçu un télégramme annonçant que Sa Majesté avait bien voulu approuver la nomination du prince Alexandre de Teck pour succéder à Son Altesse royale le Gouverneur général—3615.

NOUVEAUX EDIFICES PUBLICS A OTTAWA.

Hon. M. Rogers annonce que le gouvernement a reçu cinquante-neuf plans pour les nouveaux édifices projetés à Ottawa, à l'ouest des édifices actuels du gouvernement—2718; six plans ont été choisis—2718; ces six plans seront renvoyés à leurs auteurs qui devront en préparer de plus élaborés, et les mêmes juges décideront alors du plan qui devra être choisi—2718.

OBSERVATIONS SUR UNE INFORMATION DU “FREE PRESS.”

Le très hon. R.-L. Borden signale dans le “Free Press” d'Ottawa le 19 mars un prétendu compte rendu d'une réunion tenue par les députés conservateurs—1960; la seule affirmation véridique que contient ce compte rendu, c'est que le parti conservateur a tenu un caucus ce jour-là; tout le reste est un tissu de mensonges, du commencement à la fin—1960.

OBSTRUCTION DU PORT DE YARMOUTH PAR LA GLACE.

M. Law dit que le port de Yarmouth est couvert de glace—1063; les navires du service Boston-Yarmouth en retard—1063; pertes assez considérables aux pêcheurs—1063.

Hon. M. Hazen—Feraï un plaisir de tenter tout ce qui se pourra pour améliorer la situation—1063.

OUTILLAGE DU PORT DE QUEBEC.

Hon. M. Lemieux attire l'attention du gouvernement sur le fait que l'outillage du port de Québec a été construit en Europe—2924; outillage aurait pu être construit par des maisons canadiennes—2924; a-t-on fourni à des maisons canadiennes l'occasion de faire des soumissions pour ces travaux—2924.

Hon. M. Hazen dit qu'il demandera des renseignements aux commissaires du port de Québec—2924.

PECHE EN EAUX LIMITOPHES.

Sir Wilfrid Lawrie demande des renseignements au sujet de la réglementation de la pêche en eaux limitrophes—1273; dépêche aux journaux—1273; Washington se prépare à mettre cette réglementation en vigueur—1273.

Hon. M. Hazen—Traité fut conclu en 1908—1274; réglementation de la pêche dans les eaux limitrophes—1274; en 1910 le Parlement du Canada adopta la législation nécessaire—1274; Etats-Unis ne procédè-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*PECHE EN EAUX LIMITOPHES—*Suite.*

Hon. M. Hazen—*Suite.*

rent pas avec célérité—1274; nous rendimes un décret en conseil déclarant que nous nous jugerions justifiés de reprendre notre liberté d'action si ce traité n'était pas approuvé par les autorités américaines avant le 1er mars 1914—1274; traité va probablement être ratifié d'ici quelques jours—1274. *

PERTE DU "KARLUK".

Hon. M. Hazen—Steamer "Karluk" a été détruit par la pression de la glace—4707; coulé à 60 milles au nord de l'île Herald—4707; l'expédition Stefannsson a pu camper sur la glace—4707; l'expédition principale atteignit l'île Wrangel—4707.

Hon. M. Hazen—Mesures prises pour secourir l'équipage du "Karluk"—4811; dépêche du capitaine Bartlett—4811; seuls vaisseaux disponibles—4811; deux brise-glaces du gouvernement russe—4811; un croiseur américain—4811; on a demandé leur aide—4811.

PIECES RELATIVES AU CANADIEN-NORD.

Le très hon. R. L. Borden dépose des pièces relatives au chemin de fer Canadien-Nord—3556.

PLACEMENT D'UN EMPRUNT FEDERAL.

Hon. M. Graham remarque que d'après les journaux le dernier emprunt que le ministre des Finances a placé, ou tenté de placer, a été froidement reçu sur le marché de Londres—5221.

Le très hon. R. L. Borden—Signalerais les remarques au ministre des Finances—5222.

Hon. M. White—Emprunt que le gouvernement a lancé sur le marché financier de Londres—5295; émission de 5,000,000 de livres sterling, à 4 pour 100—5295; taux de l'emprunt 98—5295; accepté par un syndicat de garantie (underwriters)—5295; succès financier assuré—5295; liste sera close mercredi—5295.

PORT D'ARMES DANS LES PROCESSIONS RELIGIEUSES.

Hon. M. Marcil—Regrettable situation qui règne à Montréal—5566; l'ordre publié dans les règlements de la milice touchant le port d'armes dans les processions religieuses—5566; d'après une coutume de temps immémorial en vogue à Montréal, les régiments de volontaires assistent en armes à la Fête-Dieu—5567; le règlement du département de la Milice prive les volontaires de la permission qu'ils ont eue jusqu'ici de porter les armes à cette solennité—5567; désirerais savoir s'il y a quelque espoir que cette difficulté soit réglée—5567.

Le très hon. R. L. Borden—Rien à ajouter aux déclarations déjà faites à cet égard—5567.

Sir Wilfrid Laurier—Ministre de la Milice a affirmé qu'un règlement existant de temps

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*PORT D'ARMES DANS LES PROCESSIONS RELIGIEUSES—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—*Suite.*

immémorial interdit le port d'armes dans les solennités religieuses—5567; si pareille règle existe, de toute antiquité, je dois dire que, de temps immémorial au pays, cette règle a été plus souvent violée que respectée, puisque c'est un fait de notoriété publique en la province de Québec qu'on n'a jamais observé cette règle et que les miliciens ont toujours eu la permission d'assister à ces fêtes avec leurs armes—5567.

Le très hon. R. L. Borden—L'ordre en question figure dans les Règlements du Roi pour les troupes de tout l'empire—5567.

POSTE RURALE DANS MONTCALM.

Hon. M. Pelletier donne les renseignements demandés au sujet de la poste rurale dans le comté de Montcalm—5552; prix des soumissions reçues—5552.

POSTE AUX COLIS ET LA FRANCHISE POSTALE.

M. Proulx demande si les nouveaux règlements sur la poste aux colis enlèvent le privilège de la franchise postale relativement aux colis mis au bureau de poste de la Chambre des communes—650.

Hon. M. Pelletier—Le directeur général des Postes lui-même n'aura pas le droit d'affranchir un colis—650.

PRESENTATION D'UNE EPEE A SIR EDWARD CARSON.

M. Carvell donne lecture d'un article dans le "Montreal Star", qui dit que l'honorable Frank Cochrane se trouvait au nombre des hôtes à un banquet qui ont offert une épée à sir Edward Carson—1871; situation politique délicate—1871.

Le très hon. R.-L. Borden—Je ne me crois pas appelé à exprimer une opinion sur le sujet—1871.

PRIMES AUX VETERANS DE LA CAMPAGNE DES FENIANS.

M. J.-J. Hughes demande pourquoi l'île du Prince-Edouard ne doit pas bénéficier de la prime accordée aux volontaires de la campagne des fénians—2185.

Hon. Sam. Hughes—Jamais il n'a été demandé à l'île du Prince-Edouard, soit en 1866 soit en 1870 d'envoyer des soldats à la frontière—2185.

PROGRAMME NAVAL ANGLAIS.

Hon. M. Murphy demande s'il y a quelque chose de vrai dans la dépêche disant qu'une entente a été conclue avec l'amirauté au sujet de trois dreadnoughts—1871.

Le très hon. R.-L. Borden—Aucune communication n'a été échangée récemment sur ce sujet—1871.

PROJET D'UNE VOIE NAVIGABLE INTERNATIONALE.

M. Devlin demande si le gouvernement a échangé des communications avec les au-

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*PROJET D'UNE VOIE NAVIGABLE INTERNATIONALE—*Suite.*

M. Devlin—*Suite.*

torités des Etats-Unis sur la question d'une voie navigable de Duluth à l'océan Atlantique—172.

Hon. George Foster demande à *M. Devlin* de poser de nouveau sa question lorsque le premier ministre sera présent—172.

QUALITE DE LA PAPETERIE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. J.-J. Hughes se plaint de la qualité de la papeterie de la Chambre des communes—1435; fournitures de deuxième classe—1435.

M. l'Orateur—Il y a déjà quelque temps que cette papeterie a été achetée—1435; prochainement on fournira de la meilleure papeterie—1435.

QUESTIONS RELATIVES AU CANADIAN-NORTHERN.

Hon. M. Oliver spécifie les questions qu'il désire poser au sujet du Canadian-North-ern—3477.

Le très hon. R.-L. Borden annonce qu'il sera en mesure de déposer de nombreuses pièces y compris plusieurs de celles que l'on a demandées—3477.

RANCH POUR LE SERVICE DE REMONTE.

Sir Wilfrid Laurier—L'autre jour, j'ai demandé des renseignements au gouvernement au sujet de terrains à pâturage, qui ont été loués à une certaine compagnie, dans le but d'établir un ranch pour l'élevage des chevaux de remonte—2925.

Hon. M. Hughes—La question n'est pas encore complètement réglée—2925.

RAPPORT INCOMPLET.

Hon. M. Marcell fait remarquer que le rapport concernant la démission de William Campbell est incomplet—4616.

Hon. M. Hazen—Je vais me renseigner immédiatement—4616.

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LE COUT DE LA VIE.

Hon. M. Pugsley—A quelle date sera publié le rapport de la commission royale instituée pour faire une enquête au sujet du coût de l'existence—5568; question très importante par suite des conditions régnant dans le pays—5568.

Hon. M. Foster—Ne peut dire maintenant quand la commission aura fini son travail—5570.

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LE TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Graham demande au gouvernement en vue de la discussion du rapport de la commission d'enquête sur le Transcontinental, de mettre à la disposition des députés tous les renseignements les plus circonstanciés afin qu'ils puissent discuter la chose en connaissance de cause—921.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LE TRANSCONTINENTAL—*Suite.*

Le très hon. R.-L. Borden—J'appellerai l'attention du ministre des Chemins de fer sur ces observations—922.

REGLEMENTS DE LA CHAMBRE ET LE VOTE DES CREDITS.

Sir Wilfrid Laurier—Les crédits d'aucun département ne peuvent être étudiés sans avoir déjà été soumis un jour autre que le jeudi ou le vendredi—472; si ma pré-tention est juste, mon très honorable ami ne pourrait pas présenter aujourd'hui les crédits de la Gendarmerie à cheval du Nord-Ouest, parce qu'ils n'ont pas été discutés un autre jour que ceux que j'ai indiqués—472; je soulève la question pour être certain de l'opinion du premier ministre au sujet du règlement—472.

Le très hon. R.-L. Borden—Nous sommes parfaitement d'accord sur ce point—742.

REGLEMENT DE LA CHAMBRE ET LES QUATRE PREMIERES SEMAINES DE LA SESSION.

M. Verville dit qu'il y a au Feuilleton un grand nombre de bills publics qui ne pourront pas encore être étudiés durant cette session—740; en 1910, le Parlement s'est ouvert le 17 novembre et j'ai présenté mon bill de la journée de huit heures, en deuxième lecture, le 15 décembre, qui était le cinquième jeudi de la session—470; savoir pourquoi il y a eu changement—741; ce serait une injustice si on ne me permettait pas de discuter mon bill—741.

Le très hon. R. L. Borden—Pratique a été établie conformément à la règle—741.

REMONTES DE LA CAVALERIE.

Sir Wilfrid Laurier demande si le gouvernement a passé un marché avec certaine compagnie dans le but d'établir un ranch pour les remontes de la cavalerie—2668.

Hon. M. Hughes—L'affaire n'est pas entièrement terminée—2668.

RENSEIGNEMENTS SUR L'ADMINISTRATION DES POSTES.

Hon. M. Pelletier demande aux députés quels renseignements ils désirent pour étudier le vote des crédits du ministère des Postes 3795; dans les renseignements les papiers que le ministre est tenu de déposer sont ceux qui ne sont pas marqués privé—3796; règle bien nettement formulée par *sir Wilfrid Laurier*—3796.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CANADIEN-NORD.

Hon. M. Graham dit qu'il y a une erreur dans les documents déposés sur le coût estimatif du Canadien-Nord—3409.

Le très hon. R. L. Borden—Il y manque \$5,595,754 que le copiste a omis d'y inclure—3409; déposerai demain d'autres documents—3409.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

REPRESENTATION A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. J. J. Hughes demande au premier ministre quelles sont les prétentions qu'on a émises en 1903 en faveur de l'île du Prince-Edouard—742; quand et comment il (*M. Hughes*) a fait opposition à ces prétentions comme l'a déclaré le premier ministre—742.

Le très hon. R. L. Borden—Certainement lu dans les Débats de 1903 les paroles auxquelles j'ai fait allusion—742; je vais m'efforcer de les retrouver et je communiquerai une note au député—742.

REPRESENTATION DANS LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Le très hon. R. L. Borden dit que les remarques attribuées à *M. J. J. Hughes*, député de King, I.-P.-E., concernant la représentation dans la Chambre des communes, se trouvent dans le cinquième volume des Débats de 1903 à la page 10909—833.

RESERVE INDIENNE DE SAINT-PIERRE.

Hon. M. Oliver demande si l'ordre a été transmis à Winnipeg d'intenter une poursuite pour annuler la vente de la réserve indienne de Saint-Pierre—500.

Hon. M. Roche—Nouvelle en substance exacte—500; nous assurer si la rétrocession était valide—500.

RESUME DES ELECTIONS GENERALES.

Hon. M. Marcell attire l'attention du gouvernement sur un résumé des élections générales de 1896 à 1914—3143; travail devrait comprendre toute la période depuis la Confédération—3143; résumé semblable devrait être fait pour 1867 à 1896—3143.

Le très hon. R. L. Borden—Je me ferai un plaisir d'étudier cette proposition—3143.

SECOURS AUX VICTIMES DU DESASTRE DE TERRE-NEUVE.

Le très hon. R. L. Borden annonce désastre chez les pêcheurs de Terre-Neuve—2638; le "Southern Cross"—2638; correspondance à ce sujet—2638; crédit de \$10,000 pour les victimes—2639.

Sir Wilfrid Laurier—Proposition recevra cordiale coopération des membres de l'opposition—2639.

SECOURS AUX VICTIMES DU NAUFRAGE DU "SOUTHERN CROSS".

Le très hon. R. L. Borden—Désastre de Terre-Neuve beaucoup plus grand qu'on le croyait—3143; navires "Southern Cross" a été englouti—3143; nous nous proposons d'augmenter notre crédit de \$10,000 à \$25,000 pour secourir ceux qui ont souffert des suites de ce désastre—3143.

Sir Wilfrid Laurier—Circonstances sont telles qu'elles justifient cette augmentation de secours—3143.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

SERVICE DES BUREAUX AMBULANTS.

Hon. Charles Marcell—Service des nouvelles organisé par les chemins de fer—1328; expédier des bulletins aux journaux touchant les affaires sur le parcours de ces chemins de fer—1328; foule d'erreurs grammaticales—1328; nouvelles méritent une meilleure traduction—1328.

Hon. M. Pelletier—Appellerai l'attention du ministre intérimaire des Chemins de fer—1328.

SERVICE DU CHEMIN DE FER ENTRE WINNIPEG ET GIMLI.

M. Bradbury—Reçu communication du Board of Trade de Selkirk—4811; service quotidien a été supprimé sur le Pacifique-Canadien entre Selkirk et Gimli—4811; villes importantes—4811; gouvernement devrait faire quelque chose pour empêcher la suppression du service quotidien—4811.

Hon. M. Reid—Porterai cette question immédiatement devant la commission des chemins de fer et devant le Pacifique-Canadien—4811.

SERVICES DU COURRIER AUX PROVINCES MARITIMES.

Hon. M. Emmerson se plaint qu'il y a retard dans l'expédition des lettres d'Ottawa destinées aux Provinces maritimes—212; on retient les courriers à Montréal afin de les expédier par le Pacifique-Canadien—213.

Hon. L. P. Pelletier—Le sous-ministre, le Dr Coulter, a été prié de s'enquérir des faits—213.

SERVICE DE MANDATS-POSTE A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. Sinclair attire l'attention sur la nécessité d'avoir un service de mandats-poste à la Chambre des communes—502.

M. l'Orateur dit qu'il prendra des renseignements—502.

Hon. M. Pelletier—Un employé de notre administration postale pourra être présent ici pour satisfaire aux demandes de la députation sous ce rapport—502.

SERVICE NAVAL.

M. Maclean (Halifax) demande au ministre de la Marine si un décret du Conseil a été adopté concernant le statut relatif au service naval, depuis qu'il a pris la direction de son ministère—1022; de déposer copie de ce décret—1022.

Hon. M. Hazen—Fera préparer un mémoire de tous les détails—1023.

SERVICE POSTAL DU COMTE DE WEST-MORELAND.

Hon. M. Emmerson se plaint du service postal entre Sackville, comté de Westmoreland et l'extrémité est du comté—174.

Hon. L. P. Pelletier—Le cas ne m'a pas été signalé—174.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

SERVICE POSTAL TRANSATLANTIQUE.

Hon. M. Lemieux—Guide postal de Toronto—1723; faire insérer les dates de départs de steamers de New-York—1723.

Hon. M. Pelletier—Il n'est que juste que le public soit renseigné au sujet de ces départs—1724.

SERVICE TRANSATLANTIQUE DU COURRIER.

Hon. M. Lemieux parle de griefs des Boards of Trade de Toronto et de Montréal se rapportant au service transatlantique du courrier—99; mécontentement dans le monde commercial—99; service postal avec l'Angleterre—99; retard préjudiciable—99.

Hon. L. P. Pelletier—Règlement permet d'envoyer courrier par voie de New-York si on le désire—99; deux nouveaux navires de la ligne Allan, n'ont pas été fournis à la date espérée—99; gouvernement verra à faire fournir un service de courrier transatlantique de premier ordre à la population du Canada—99.

SERVICE DES TRAINS DE BANLIEUE.

M. Maclean (Halifax) attire l'attention du gouvernement sur le service des chemins de fer dans la ville et la banlieue d'Halifax—1115; stabilité du domicile et du commerce ainsi que la prospérité de la région dépendent de la permanence du service des trains—1115; service de nuit qui existait depuis vingt ans a été discontinué sans avis—1115; point de vue trop mesquin que de se fonder uniquement sur la recette—1115; ce service intéresse l'Intercolonial—1116; se montrer généreux à l'égard des citoyens de cette région—1116.

Hon. M. Hazen—Plaintes du même genre reçues de Saint-Jean—1117; ministre des Chemins de fer s'occupera de la chose sans délai—1117.

Le très hon. R. L. Borden—Changement n'a pas eu lieu à Halifax seulement, mais à divers autres points—1117.

M. Maclean (York-sud)—Ville qui établit son droit à un service suburbain, doit recevoir ce qu'elle demande—1118; dans les grands centres de population, les chemins de fer devraient être forcés, quand la nécessité s'en fait sentir, de servir le public, surtout quand il peut être démontré que le trafic sera profitable—1118.

SITUATION OUVRIERE.

Hon. M. Oliver demande au gouvernement s'il a reçu des communications du chef du bureau de bienfaisance d'Edmonton et si le gouvernement a pris une décision au sujet de cette affaire—4064.

Le très hon. R. L. Borden—Un télégramme a été reçu de Thos. R. Turnbull, chef du bureau de bienfaisance—4065; organisation de bureaux de placement gratuits—4065; donner de l'occupation aux sans-travail—4065; requête de M. Turnbull recevra l'attention du gouvernement—4065.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

SANS-TRAVAIL DE MONTREAL.

Hon. M. Lemieux donne lecture d'une lettre du maire Médéric Martin, de Montréal, demandant au gouvernement de donner de l'ouvrage aux sans-travail—3882.

Le très hon. R. L. Borden—J'ai dicté une réponse pour lui faire savoir qu'il a été fait part de sa communication aux chefs des divers ministères—3882.

SOUS-COMITE DU DIVORCE.

Hon. M. Lemieux attire l'attention du ministre de la Justice sur une note du "Citizen", Ottawa, 24 février, annonçant la nomination d'un sous-comité du divorce—1173; les membres des Communes entendront des témoins—1173; arrangement a-t-il été conclu après consultation avec le gouvernement?—1173.

Hon. M. Doherty—Aucun renseignement quant à cette question—1173; motion pendante devant la Chambre à l'effet de nommer un comité qui serait chargé d'étudier les modifications à apporter aux règlements—1173.

STEAMER "CANADA".

Hon. M. Marcell demande si le steamer "Canada" doit reprendre ses voyages dans la Gaspésie—3881.

Hon. M. Pelletier—On a fait l'inspection de ce navire—3882; reprendra ses voyages—3882.

SUBSIDE AU CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

Sir Wilfrid Laurier désire obtenir des renseignements au sujet de la rumeur disant que la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique a demandé de l'aide au gouvernement—4345.

Le très hon. R. L. Borden—Il y a eu des pourparlers à ce sujet—4345.

TARIFS DE TRANSPORT DE MARCHANDISES DANS L'OUEST.

Hon. M. Graham demande si la commission des chemins de fer a rendu une décision au sujet des tarifs de transport de marchandises dans l'Ouest—501.

Hon. M. Cochrane—Aurons une décision très prochainement—501.

TAXE SUR LES REVUES ANGLAISES.

Hon. M. Lemieux demande s'il y a quelque chose de fondé dans la rumeur touchant la modification des règlements relatifs aux revues anglaises et aux journaux anglais—2422.

Hon. M. Pelletier—L'affaire est en négociation—2422.

TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

Sir Wilfrid Laurier demande si demain (jeudi) la séance sera réservée aux mesures du gouvernement ou à celles d'initiative parlementaire—730; tout dépend de ce qu'il faut entendre par le mot "semaine". Aux termes de l'article 25 du

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*TRAVAUX DE LA CHAMBRE—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—*Suite.*

Règlement, les mesures d'initiative gouvernementale ont la priorité le jeudi, après l'expiration des quatre premières semaines de la session—730; la question est de savoir quand commence ces quatre semaines—730.

Le très hon. R. L. Borden—Les quatre semaines expireront à la clôture de la séance d'aujourd'hui—730; ne crois pas qu'il y ait injustice à se conformer à l'esprit manifeste du règlement—730; cet article du règlement, nous n'avons encore jamais eu l'occasion de le discuter, parce que le quatrième jeudi de la session se trouvait compris dans les vacances de Noël. La question se pose pour la première fois aujourd'hui—730.

VACANCE DANS LES TRIBUNAUX DE L'ILE-DU-PRINCE-EDOUARD.

M. J. J. Hughes—Vacance dans la magistrature de l'île du Prince-Edouard—5071; mort du juge McDonald—5071; faudrait lui donner un successeur—5071.

Hon. M. Doherty—Nomination d'un titulaire sera mise à l'étude sans retard—5072.

VERSION FRANÇAISE DU BUDGET.

M. Martin (Sainte-Marie, Montréal) demande si le budget est imprimé en français—424; on m'a dit qu'il ne l'était pas—424; demande suspension des crédits—425.

Hon. M. Hazen—Version française sera prête demain—425; suspension des crédits occasionnerait un retard considérable—425.

M. le Président—Aucune règle précise à ce sujet—425; jamais cette objection n'a été soulevée en comité—425; probablement pour cela qu'il n'y a rien dans les règlements de la Chambre à ce sujet—425; je ne puis maintenir le point d'ordre soulevé—425.

VERSION FRANÇAISE DES DOCUMENTS OFFICIELS.

Hon. M. Hazen—Rapport publié dans le journal "La Patrie", le 28 mai—4706; instruction aux fonctionnaires de l'agence de la marine à Québec de rédiger à l'avenir leurs rapports en anglais—4706; pas encore reçu de réponse de M. Tremaine—4706; texte de la lettre qui a soulevé cette question—4706; n'aura pas raison de se plaindre à l'avenir—4706.

VICTIMES DE LA TEMPETE DANS LA BAIE DES CHALEURS.

M. Turgeon—Calamité qui a frappé les pêcheurs de Caraquet et de Shippigan—5385; s'agit d'un véritable désastre—5385; grand nombre de familles sans soutien—5385; flotte de pêche de Caraquet ne pourra pas continuer ses opérations cette année—5385; demande que le gouvernement vote une somme proportionnée à l'étendue du désastre—5385.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Fin.*VICTIMES DE LA TEMPETE DANS LA BAIE DES CHALEURS—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—Vingt-cinq pêcheurs des comtés de Gaspé et de Gloucester ont péri—5385.

Hon. M. Hazen—Pertes de vies sont au nombre d'une centaine—5386; cyclone a éclaté soudainement—5386; nous sommes en présence d'une de ces catastrophes que toutes les précautions humaines sont impuissantes à prévenir—5386; j'espère recevoir bientôt des renseignements qui nous permettront de prendre une décision raisonnée, d'ici à quelques jours, et s'il était trop tard pour demander un crédit pendant la présente session, nous pourrions recourir à un mandat du Gouverneur général si, après avoir étudié tous les faits le gouvernement décidait qu'il y a lieu de faire quelque chose pour alléger les souffrances des victimes de ce désastre—5386.

VOYAGE DE L'HONORABLE G. H. PERLEY A LONDRES.

Hon. M. Lemieux—Le "Citizen" dit que le but du voyage de M. Perley à Londres est de deux natures—4813; discuter avec le gouvernement impérial la question de la représentation de l'Ouest dans le Sénat—4813; s'occuper de l'achat d'un terrain pour les bureaux du commissaire canadien à Londres—4813.

Le très hon. R.-L. Borden—Ministre discutera les questions mentionnées et d'autres—4813.

MESSAGES.

ADRESSE EN REPOSE DU DISCOURS DU TRONE.

Le très hon. R.-L. Borden—Dépose message de Son Altesse Royale le Gouverneur général accusant réception du discours du trône—882.

BUDGET DE 1914-1915.

Message de Son Altesse Royale le Gouverneur général, transmet le budget pour l'année se terminant le 31 mars 1915—323.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1913-1914.

Hon. M. White donne lecture d'un message de Son Altesse Royale le Gouverneur général, transmettant le budget supplémentaire de 1913-1914—1959.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR 1914-1915.

Hon. M. White présente un message de Son Altesse Royale transmettant le budget supplémentaire pour l'année qui prend fin le 31 mars 1915—4549.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR 1914-1915.

Hon. M. White donne lecture d'un message de Son Altesse Royale le Gouverneur général transmettant des crédits supplémentaires pour 1914-1915—5294; crédits se

MESSAGES—*Suite.*BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR 1914-1915—*Suite.*

Hon. M. White—*Suite.*

rattachent au désastre de l'“*Empress of Ireland*”—5295.

PROROGATION DU PARLEMENT.

M. l'Orateur annonce que Son Altesse Royale le Gouverneur général prorogera le Parlement le 12 juin—5498.

CHANGEMENT DE L'HEURE DE LA PROROGATION.

M. l'Orateur informe la Chambre que la prorogation du Parlement aura lieu à quatre heures au lieu de trois heures—5568.

DEMISSION DE L'HONORABLE F.-D. MONK.

M. l'Orateur annonce qu'il a reçu la démission de l'honorable Frédéric Debartzch Monk, député de Jacques-Cartier, Québec—1325; ordonne de préparer un nouveau bref d'élection—1325.

ELECTION CONTESTEE DE LOTBINIERE.

M. l'Orateur annonce qu'il a reçu le rapport et la décision des juges, Leurs Honneurs Lemieux et Dorion, sur l'élection contestée pour le district électoral de Lotbinière—4734.

NAUFRAGE DE L'“EMPRESS OF IRELAND”.

Le très hon. R. L. Borden donne lecture des télégrammes reçus au sujet du naufrage de l'“*Empress of Ireland*”—4733; de Sa Majesté George V—4733; de la reine Alexandra, du secrétaire d'Etat pour les colonies, du prince Arthur, du prince Alexandre de Teck, du gouvernement de la Nouvelle-Zélande—4733; de S.M.I. l'empereur d'Allemagne—4737; de S.A.R. la princesse Louise, des citoyens de Capetown—4737; du gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud, du gouverneur général de l'Australie, de la population de Queensland—4810; du consul général de Cuba au Canada—5064; du gouvernement mexicain—5064; du consul de la République Argentine—5064; du gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud—5064; des citoyens de South-Brisbane—5140; du peuple de Queensland—5140; du Board of Trade de Régina—5140; du gouverneur de la Jamaïque—5141; du gouverneur de la Nouvelle-Zélande—5420.

NOMINATION DANS LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. l'Orateur annonce qu'il a donné des instructions au greffier de déposer le rapport au sujet de la nomination de M. Francis H. Gisborne; de la promotion de MM. A. G. Throop, J. L. Godwin et Joseph Smith—99.

NOMINATION DANS LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. l'Orateur annonce qu'il a chargé le greffier de déposer le rapport pourvoyant à

MESSAGES—*Fin.*NOMINATION DANS LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES—*Suite.*

M. l'Orateur—*Suite.*

l'avancement en grade de M. A. E. Horton, chef du service des documents parlementaires—421.

NOMINATION D'UN MESSAGER.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a nommé M. Herbert D. Throop, messenger permanent de la bibliothèque du Parlement—2816.

NOMINATION DE DEUX TRADUCTEURS.

M. l'Orateur dépose les documents relatifs à la nomination de M. L. J. D'Astous, comme reviseur de la traduction, et de M. Henri Trudel, comme traducteur faisant partie du personnel des Débats de la Chambre—5140.

SANCTION ROYALE.

M. l'Orateur—Annonce que l'honorable juge Idington, sera au Sénat le 3 avril, pour sanctionner certains bills—2489.

SANCTION ROYALE.

M. l'Orateur—Annonce que le très honorable sir Charles Fitzpatrick sera au Sénat le 27 mai pour sanctionner certains bills—4475.

SANCTION ROYALE.

M. l'Orateur—Lit message annonçant venue de S.A.R. pour sanction de bills—5570.

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE.

ADMINISTRATION DU CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Observations relatives à l'administration de l'Intercolonial—3413; le mode d'administration actuel de l'Intercolonial est nuisible à l'heureuse exploitation du chemin de fer dans l'intérêt du public—3413; ses administrateurs, en violation de la loi, subordonnent son administration aux intérêts d'entreprises concurrentes, au détriment du grand public et de ceux qui utilisent le réseau des chemins de fer de l'Etat, occasionnant ainsi un dérangement et un détournement de son trafic légitime—3413; le mode d'administration du chemin de fer Intercolonial est manifestement injuste pour ceux qui ont été formés dans l'exploitation de ce réseau et connaissent parfaitement quelles sont ses conditions et quels sont les besoins de ses clients—3413; renseignements sur le trafic vers l'Ouest—3418; trop d'ingénieurs sur l'Intercolonial—3421; M. Gutelius, américain, préfère faire venir ses collaborateurs du dehors—3421; du népotisme—3421; motion de censure—3421; méthodes injustes et tyranniques à l'égard des employés—3421; texte de la motion de censure—3421.

Hon. M. Reid—Façon dont M. Gutelius, général, accomplit son devoir—3422; difficultés ont été aplanies—3422; l'augmentation des tarifs—3422; blâme doit retomber sur l'ancien bureau d'adminis-

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*ADMINISTRATION DU CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—*Suite.*

Hon. M. Reid—*Suite.*

tration—3422; profits réalisés consacrés au renouvellement du matériel roulant—3422; dépenses d'exploitation—3422; l'achat de lignes tributaires—3423; Sénat a empêché l'adoption d'un bill à cet effet—3423; voyageurs qui se servent de l'Intercolonial s'accordent à reconnaître que la plate-forme de ce chemin de fer est l'une des meilleures du Canada—3424; le service des voyageurs est dirigé de façon aussi parfaite que possible—3424; tous ceux qui sont au service de l'Intercolonial sont gens qui sont depuis de longues années domiciliés en Canada—3425; lorsque nous sommes allés chercher certaines personnes qui occupaient des emplois en d'autres parties du pays pour leur confier quelque poste important sur l'Intercolonial, nous n'avons pas pris la peine de nous demander si elles étaient de nationalité canadienne ou américaine—3425.

M. Macdonald—Méthodes tyranniques et injustes—3426; opinion partagée dans les Provinces maritimes sur l'administration de l'Intercolonial par le gouvernement du jour—3426; situation est sérieuse—3426; l'homme qui dirige l'Intercolonial fausse toutes les choses idéales—3427; profession de foi en 1907 par le premier ministre actuel—3435; commission sans couleur politique—3435; aujourd'hui l'esprit de parti se remarque dans le recrutement des employés—3435; adjudication des entreprises sans tenir compte des soumissions—3435; augmentation des tarifs—3437; administrateurs ne connaissent rien de la situation locale—3437; achat de charbon aux Etats-Unis—3440; on s'est empressé de troubler les conditions satisfaisantes dans lesquelles se trouvaient les employés que nous avons dans chaque division de l'Intercolonial—3441; conditions auxquelles l'Intercolonial s'est engagé à transporter les convois du Pacifique-Canadien entre Saint-Jean et Halifax—3443.

Le très hon. R. L. Borden—Réseau administré d'après les principes d'affaires—3445; tarifs de transport des marchandises—3445; un décret du conseil a été adopté fixant le maximum des taux de transport par l'Intercolonial—3445; les tarifs n'ont jamais atteint le maximum—3445; je ne crois pas qu'on se plaigne très sérieusement, aujourd'hui, à la Nouvelle-Ecosse, au sujet de ces augmentations de prix de transport—3445; l'achat du charbon aux Etats-Unis—3447; ce que faisait l'administration libérale—3448; l'excédent annoncé dans l'exploitation de l'Intercolonial—3449; règlements du service appelés "Standard rules"—3449; règlements acceptés par tous les grands réseaux du Canada—3450; système de promotion sur l'Intercolonial—3450; l'acquisition de lignes tributaires—3451; gouvernement à ce sujet est toujours du même avis—3452.

Hon. M. Graham—Achat d'embranchements pour l'Intercolonial—3452; modifications du Sénat—3452; pouvoirs demandés ne pouvaient pas être accordés à un ministre—3453; gouvernement devait être respon-

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*ADMINISTRATION DU CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—*Fin.*

Hon. M. Graham—*Suite.*

sable au Parlement—3453; ne pas faire les affaires au moyen de décrets du conseil—3453; l'emploi d'ingénieurs américains—3453; la comptabilité de l'Intercolonial—3454; nous sommes prêts à faire notre part de la dépense nécessaire à l'acquisition de lignes d'embranchement, pour desservir les populations là où les communications par chemin de fer font défaut—3455.

Hon. M. Hazen—Politique actuelle à l'avantage du pays—3456; ancien gouvernement n'a pas fait un pas pour l'acquisition de tronçons à l'Intercolonial—3456; Sénat a morcelé le bill des embranchements—3457; amendements vexatoires—3458; faits relatifs à l'incident du "Ocean Limited"—3459; personne n'a souffert de la suspension de ce service—3459; tarifs de l'Intercolonial ne sont pas injustes si on les compare à ceux des autres chemins de fer du pays—3460; convention Gutelius-Bosworth—3461.

M. Sinclair—Réclamations venues de tous côtés au sujet de la gestion de l'Intercolonial—3462; politique dans l'administration du chemin de fer—3463; sections du réseau qui donnent le plus de profits—3464; déclarations inexactes du gérant—3465; préjudiciables à la Nouvelle-Ecosse—3465.

M. Turgeon—Nous avons dû faire l'éducation des représentants d'Ontario et leur faire comprendre que l'Intercolonial est un chemin de fer canadien et non pas la propriété exclusive des Provinces maritimes—3467; le Sénat et les lignes tributaires—3467; le Sénat a eu raison d'introduire un amendement qui stipulait simplement que le ministre devrait obtenir l'autorité du Parlement avant d'acheter ou de construire des lignes subsidiaires—3467.

M. Boulay—Les deux partis étaient unanimes à accepter le bill des embranchements—3468; Sénat n'aurait pas dû prendre sur lui de le rendre inacceptable—3469; question vitale—3469; train Ocean Limited n'aurait pas dû être supprimé—3469; conditions dans lesquelles se trouve l'Intercolonial—3469; les locomotives que l'on emploie dans la vallée de la Mata-pédia, sont un peu trop pesantes et trop grosses pour les courbes qui se rencontrent dans cette partie du chemin—3469; l'usage de la boisson chez le personnel—3469.

M. Carroll—Promotion des employés—3470; neuf nominations nouvelles pour des étrangers—3470; l'achat du charbon—3471; aucune raison pour excuser M. Gutelius d'avoir acheté du charbon en dehors de la Nouvelle-Ecosse—3471; règlements de l'Intercolonial—3472; à aucune époque l'Intercolonial n'a été plus impopulaire chez ses clients et chez ses employés qu'il ne l'est maintenant—3473.

Motion de censure de M. Emmerson est rejetée: Pour, 39; contre, 69—3474.

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX.

Hon. M. Reid (ministre intérimaire des Chemins de fer et des Canaux)—Exposé de l'administration du département—2050; système des canaux du Canada—2051; nouveau canal Welland—2051; travaux coûteront moins de \$50,000,000—2051; travaux sur le canal de la Trent—2051; état du trafic des canaux—2052; abaissement appréciable des tarifs—2052; chemins de fer de l'Etat—2052; l'exploitation de l'Intercolonial—2052; recettes et dépenses de l'Intercolonial—2053; excédent de \$300,000 pour 1913-14—2053; état relatif aux travaux de réparations—2053; frais d'exploitation depuis 1910—2054; recettes depuis 1910—2054; travaux de la gare maritime à Halifax—2055; nouveau matériel roulant—2055; chemin de fer de la baie d'Hudson—2056; chemin de fer Transcontinental national—2057; dépense totale des travaux entre Winnipeg et Moncton—2057; cette section coûtera \$161,307,800—2058; le pont de Québec—2058; coût total du Transcontinental national \$178,307,800 à part les intérêts—2058; dépense sur la section de l'Ouest—2059; coût estimatif du chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—2061; peuple paie aujourd'hui quarante millions de trop—2061; onze compagnies d'entrepreneurs ont fait des profits exceptionnels—2062; indications du cahier des charges ne furent pas observées—2062; commission a été des plus extravagantes—2062; paiements justifiés ni en droit ni en morale—2062; construction du Transcontinental entre Lévis et Moncton n'avait pas sa raison d'être et n'aurait pas dû être entreprise—2063; absence complète de réflexion—2063; lourd fardeau sur les épaules du peuple canadien—2063; heureux que la commission d'enquête ait été nommée—2063; énormes extravagances signalées dans cette entreprise—2063.

Hon. M. Graham—Ce qu'il faut à la tête d'une entreprise de cette nature, c'est un homme d'exécution—2064; j'accuse le ministre intérimaire des Chemins de fer d'avoir inexactement exposé les faits—2064; d'avoir grossi de 41 millions le chiffre du capital—2064; manier les chiffres de manière à nuire au ministère précédent—2064; discréditer le Grand-Tronc-Pacifique—2064; pont de Québec a été entrepris avant qu'il fût question du Transcontinental—2065; aperçu de toute l'entreprise—2065; le peuple a approuvé le projet—2066; prétendu rapport des commissaires d'enquête—2066; on y commence par attaquer l'ancien gouvernement libéral, et l'on finit par une critique du gouvernement, du Parlement et du peuple canadien, et par une attaque contre le Grand-Tronc-Pacifique—2066; c'est de là que sort ce rapport et c'est là tout ce qu'il révèle—2066; rapport est simplement une compilation d'opinions—2066; jeu du gouvernement—2066; il s'agissait, d'abord, de frapper le parti libéral—2067; rapport de nature à empêcher le G.-T.-P. de se procurer sur le marché mondial l'ar-

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.*

Hon. M. Graham—*Suite.*

gent dont il a besoin pour mener à bonne fin son entreprise—2068; déjà assez de mal à traverser la crise actuelle—2068; outrage de faire circuler ce rapport—2068; deux faussetés—2069; enflammer l'opinion publique—2069; l'œuvre de la commission—2069; gouvernement n'ajoute pas foi à ce rapport—2069; aperçu de la loyauté des commissaires enquêteurs—2069; le français présenterait des inconvénients—2069; correspondance à ce sujet—2069; rapport ne dit pas un mot des travaux effectués sous le régime actuel—2070; commissaires font figure de partisans politiques—2070; le choix de la voie d'accès à Winnipeg—2071; M. Young, commissaire du Transcontinental, n'a pas été interrogé—2071; plans d'expropriation enregistrés—2071; on a proposé deux moyens d'arriver à Winnipeg—2072; ne veux pas que le Transcontinental soit dans une position inférieure pour atteindre la capitale de l'Ouest—2072; n'ai pas changé d'opinion—2072; commission a faussement interprété la loi—2073; question des ateliers de Transcona—2074; pas un seul membre du cabinet n'osera déclarer qu'il approuve la partie du rapport qui concerne les ateliers de Transcona—2074; les ateliers de Québec—2074; lettre de M. Leonard qui se rapporte à cette question—2075; l'obligation de construire et d'outiller ces ateliers—2077; M. Lynch-Staunton, commissaire enquêteur, a pris une attitude contraire à celle du sous-ministre de la Justice—2078; l'avis de sir William Whyte—2078; opinion de sir Allen Aylesworth—2079; lettre de M. Newcombe, sous-ministre de la Justice, sur la question des ateliers—2080; rapport de M. Hodgins, de New-York—2082; usines bien construites—2083; acte de sagesse—2083; enquêteurs ont dédaigné de scruter le fond des choses—2085; transport de l'entreprise Davis à O'Brien, O'Gorman et McDougall—2085; texte du transport—2087; validité de cette convention—2088; bonne foi avec laquelle elle a été conclue—2088; question des déblais d'éboulement—2089; verdict qui confirme l'attitude de l'ancien gouvernement—2090; opinion de J. B. Berry, ex-ingénieur en chef du Union Pacific Railway—2091; extrait de M. E. Cooper, président de l'Institut des ingénieurs civils de Londres, sur le Transcontinental—2092; le G.-T.-P. n'a pas employé une seule rampe de vélocité—2092; le Transcontinental sera un élément de la richesse publique—2093; les rampes d'impulsion ne peuvent être employées avec succès—2096; pentes, courbes et ponts en bois—2096; ce que pense M. Berry des montées à élan—2098; l'établissement de courbes à faible rayon—2099; ponts en bois, remblais, ponts en acier et en béton—2101; remises à locomotives—2103; le viaduc du Cap-Rouge—2104; les travaux à La-Tuque—2104; les sous-traités—2105; autre œuvre du gouvernement—2107; deux dernières sections du chemin

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.*

Hon. M. Graham—*Suite.*

de fer de la baie d'Hudson—2107; confiées à des sous-traitants—2107; déloyal d'accuser l'ancien gouvernement—2107; sujet des pentes rapides sous un autre aspect—2117; pas un ingénieur ne dira qu'une ligne à pentes rapides est supérieure à une ligne qui est de niveau—2118; pourquoi substituer à une politique unanimement approuvée une politique qui provoque de l'opposition—2118; aperçus des commissaires—2118; bévues des plus remarquables—2118; personnel du Transcontinental comprend des hommes aussi capables qu'on en puisse trouver sur ce continent et dont l'honnêteté est incontestable—2118; jugements du public sont pondérés—2118; accusation portée contre le Grand-Tronc-Pacifique—2119; situation financière du Canada est tendue—2119; capital est devenu extrêmement méfiant—2119; au nom de la bonne réputation du Canada—2119; de rejeter l'accusation—2119; des ouvriers chôment dans les grands centres du Dominion, par suite de la publication d'un rapport sans fondement—2119; il incombe au gouvernement de sauvegarder les initiatives légitimes—2119; question de la dépense effective imposée au pays—2120; fausse impression on cherche à donner—2120; enquête a été instituée en vue de s'assurer s'il avait été commis des extravagances dans la construction de la ligne—2120; l'impression créée dans le public est tout autre—2120; quelques chiffres concernant les frais d'établissement des chemins de fer du Canada—2121; coût du Grand-Tronc, \$133,939 par mille—2121; Algoma-Central, \$152,891—2121; Canada-Southern—\$99,000—2121; Pacifique-Canadien—2122; compagnie du Grand-Tronc-Pacifique peut non seulement payer ses frais, mais encore faire quelques profits—2125; statistiques des chemins de fer américains et canadiens—2125; \$3,000 par jour le coût pour la circulation d'un convoi entre Winnipeg et Moncton—2125; revenu brut moyen par tonne et par mille est de trois quarts d'un cent par tonne—2125; changements faits dans le mode du Transcontinental—2127; violation véritable de la convention—2127; changements opérés dans la ville de Québec—2131; ateliers de Saint-Malo—2131; un tunnel à Québec—2131; habitants du Canada ne le cèdent à ceux d'aucun autre pays de l'univers au point de vue de l'honnêteté, de l'industrie et des aptitudes—2133; rapport sur le Transcontinental affecte notre bien-être national et notre position financière—2133; motion de censure—2134; présenter les choses sous un faux jour pour des fins de parti—2134; texte de la motion—2134.

M. Middlebro—Discours de *M. Graham* a pour objet de semer la confusion dans les esprits plutôt que d'élucider la question—2134; objet principal de la construction du Transcontinental—2134; réduire le coût du transport des marchandises au

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.*

M. Middlebro—*Suite.*

plus bas chiffre possible—2134; c'est parce qu'elle crut à ce principe que la population approuva la construction d'un transcontinental national—2134; parti conservateur ne s'opposa pas à un deuxième transcontinental—2134; déclaration de sir Wilfrid Laurier en 1903—2135; Transcontinental national ne devait pas coûter plus de \$13,000,000—2135; résultats que l'on constate aujourd'hui—2135; cadeau de \$125,000,000 à la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique, sans rien recevoir en retour—2136; *M. P. Davis* a eu \$750,000 pour rien—2137; stupide dépense sans les renseignements nécessaires—2137; des montagnes de renseignements disait le parti libéral—2137; plusieurs amendements portant le coût à \$61,000,000—2138; aujourd'hui cette ligne coûtera cinq fois plus—2138; rapport de la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique—2140; société entre le gouvernement et la compagnie—2140; gouvernement a mis \$328,000,000 et le Grand-Tronc \$20,000,000—2140; communauté d'intérêts et de profits proportionnels aux mises—2140; la grande division à faire—2140; permis à la compagnie de construire des embranchements indépendants de la ligne mère—2141; où en sommes-nous maintenant?—2141; pas droit de demander au Grand-Tronc-Pacifique de réduire ses taux—2141; combien coûtait en 1886 le réseau du Pacifique-Canadien—2142; dette consolidée et hypothèques—2142; le Transcontinental que vous construisez en vue de réduire les frais de transport, a coûté deux fois autant que le Pacifique-Canadien et nous avons été dans l'habitude de nous plaindre que les tarifs du Pacifique-Canadien sont trop élevés—2142; Transcontinental n'aura pas l'effet de nous assurer des taux plus favorables dans l'Ouest—2142; ce qui a déterminé la dépense excessive dans la construction—2142; seuls les entrepreneurs les plus riches ont été en mesure de se charger des travaux—2143; conditions onéreuses—2143; entreprise *Davis* cédée à *O'Brien*—2144; témoignage de *M. O'Brien*—2144; ce que *M. O'Brien* dit de la classification—2145; ingénieurs de la commission du Transcontinental qui ont eu affaire aux travaux—2146; forcés d'adopter une classification que nous savions ne pas être correcte—2147; question des viaducs de bois—2148; meilleure manière de procéder—2148; suivre l'exemple que nous donnent les experts—2148; sur la section est dans le but apparent d'augmenter le coût de la construction on a construit de suite des ponts de fer permanents, avec le résultat que tout en augmentant le coût des travaux, on les a en même temps retardés—2148; le Grand-Tronc-Pacifique n'a pas fait la même chose sur la section de l'Ouest—2148; quelques mots au sujet des ateliers—2148; ce chemin de fer ne pourra jamais contribuer à l'abaissement des taux de transport dans l'Ouest à cause des

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.**M. Middlebro*—*Suite.*

frais exceptionnels entraînés par sa construction—2149.

M. Carvell—Désir de créer un scandale—2150; il a été préparé un rapport sur le Transcontinental disant que nous avons gaspillé 40 millions de dollars, et il va en résulter pour le Canada des dommages incalculables—2151; véracité de ce merveilleux rapport—2151; commissaires obsédés par certaines idées fixes—2151; ces inquisiteurs prenaient bien garde de poser des questions qui auraient pu provoquer de la part du témoin des réponses qui n'auraient pas été de leur goût—2153; enquête conduite avec partialité—2153; l'opinion des avocats au sujet de la roche compacte—2154; déposition de M. H. A. Woods—2157; question de la roche détachée—2158; déposition de M. Holland—2158; rapport malhonnête—2161; arrangement conclu entre la commission et les divers entrepreneurs—2167; classification des matières compactes—2170; construction du Transcontinental de Lévis à Moncton—2172; conclusion du rapport à ce sujet n'est pas une légitime déduction des faits—2172; s'il est une région du Canada qui n'ait pas fait une trop bonne affaire en entrant dans la confédération, c'est celle des Provinces maritimes—2175; quiconque voterait pour approuver ce rapport serait un traître au pays et n'aurait pas à cœur les meilleurs intérêts de sa province—2176; injure gratuite à la population des Provinces maritimes—2176; le rapport de la commission d'enquête est injuste envers le pays tout entier—2177.

Hon. M. Meighen—Eloquence terrifiée—2185; objections contre M. Lynch-Staunton—2186; ce qu'a fait M. Gutelius—2186; jamais les libéraux n'ont été contents des résultats obtenus des commissions d'enquête—2187; peut-on prouver par l'histoire de l'établissement des voies ferrées sur ce continent ou ailleurs, que les directeurs ou les actionnaires, responsables de l'établissement d'un chemin de fer, aient jamais confié sa construction ou son exploitation du début à d'autres qu'à des hommes du métier et à des experts en matière de construction et d'exploitation?—2189; insigne folie perpétrée par le gouvernement libéral—2189; tracé du nord du Transcontinental—2190; procès intenté par la compagnie Nord-Canadien contre la commission du Transcontinental—2191; a pris un véritable jardin d'Eden offrant la meilleure gare-terminus sur ce continent—2191; réclame une indemnité de \$10,000,000—2191; les usines de Transcona—2191; deux fois trop grands pour les besoins du Transcontinental—2191; les ateliers de Québec—2192; coût total du Transcontinental—2193; l'intérêt durant la construction—2193; le pont de Québec—2194; améliorations à faire avant d'encaisser des recettes—2194; Transcontinental coûtera environ \$100,000 par mille—2195; coût qui rend inutile le but même de l'entreprise—2196;

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.**Hon. M. Meighen*—*Suite.*

des millions gaspillés dans les efforts pour se dispenser des rampes d'impulsion—2197; ce que signifie une rampe d'impulsion—2198; économies considérables sans affecter la valeur du chemin de fer au point de vue de l'exploitation—2198; profils de la ligne du Pacifique-Canadien—2201; partie qui touche aux rampes d'impulsion—2201; verdict de MM. Lynch-Staunton et Gutelius appuyé par toutes les dépositions—2204; façon dont les contrats ont été accordés—2204; cession des entreprises—2205; obligations de l'entrepreneur—2206; amende de \$5,000 par mois—2207; morcellement des entreprises—2208; l'entrepreneur ne pouvait se faire aucune idée de ce qu'on exigerait de lui—2209; la question des courbes—2209; tableau de la dépense que l'on aurait pu éviter entre le pont de Québec et le 200e mille—2210; profit de \$115,000 sur une entreprise de \$203,000—2214; viaducs en bois servent à un double but—2214; la valeur de la voie n'en souffrirait point—2215; majoration du coût de l'entreprise—2215; viaduc du Cap-Rouge—2217; tranchée de la Chaudière—2217; le rapport Gutelius-Staunton ne commet aucune injustice envers le Grand-Tronc-Pacifique—2219; résolution des députés de l'opposition de défendre avec tant de vigueur les intérêts des voies canadiennes est de date toute récente—2219; autrefois les intérêts des lignes canadiennes les laissaient dans la plus complète indifférence—2219; \$40,000,000 auraient pu être économisés sans déprécier la valeur intrinsèque de la voie et sans diminuer son utilité comme moyen de transport—2219.

M. German—Commissaires ont tenu une enquête à huis-clos—2221; ont fait venir des témoins de leur choix—2221; rapport basé sur une preuve incomplète—2221; insulte à l'adresse de la classe éclairée des hommes d'affaires de ce pays—2221; libelle à l'endroit du Grand-Tronc-Pacifique—2221; erreur dans l'interprétation de la loi—2222; genre de voie que l'on avait projeté de construire—2223; rampes d'impulsion rendent plus difficile la remorque des trains—2224; gouvernement a violé son engagement avec le Grand-Tronc-Pacifique—2225; question des soumissions—2227; liste des entreprises—2228; seul objet des commissaires enquêteurs—2230; rapport qui fut défavorable et au parti libéral et au chemin de fer Transcontinental—2230; entreprises Davis—2231; M. Hays se plaint des travaux—2231; réponse de l'hon. M. Parent—2231; aucune irrégularité n'a été commise en transférant les entreprises à des sous-traitants—2232; rapport est une honte pour les archives publiques du Canada—2233; difficultés rencontrées au Cap-Rouge—2233; l'excédent de déblais—2233; insinuations contre M. Parent—2235; enquête incomplète préparée par des fervents d'un parti politique—2235.

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.*

M. Armstrong (Lambton-est)—L'opposition a fait tous ses efforts pour tout embrouiller—2235; laissé de côté un grand nombre de points importants du rapport—2235; but de l'opposition—2235; carrière prospère du major Léonard—2236; indifférence et extravagance de l'ancien gouvernement—2236; celui que les Canadiens doivent tenir responsable—2237; imposer au pays un grand chemin de fer sans avoir recueilli les renseignements suffisants—2237; entreprise pèse lourdement sur les épaules du peuple canadien—2237; personne ne conteste l'authenticité des faits soumis à l'enquête—2237; trafic sur le nouveau Transcontinental ne pourra qu'être très restreint—2237; arrangements conclus avec la compagnie du Grand-Tronc—2237; terminus de Portland—2237; l'exemple de la province d'Ontario dans la construction de chemin de fer—2238; subventions pour voies radiales hydro-électriques—2238; plans du Transcontinental soumis en 1904—2239; quelques faits intéressants nos chemins de fer—2239; dépenses et recettes en Canada—2239; il est temps que nous fassions un inventaire des voies ferrées que nous avons en Canada—2239; chiffres du rapport Staunton et Gutelius n'ont pas été réfutés—2239; classification excessive—2240; perdu en intérêt des sommes considérables en construisant prématurément la section du Nouveau-Brunswick—2240; construction a toujours précédé les besoins de la population—2240; monument de folie—2241.

M. Kyte—Dissertation sur les commissions royales—2241; commission du service civil—2241; accusations contre M. Morine, principal membre de la commission du service civil—2242; manière dont M. Morine s'était conduit à Terre-Neuve—2242; gouvernement l'a remercié de ses services—2242; attaque contre les anciens membres de la commission du Transcontinental—2242; comparer les opérations du Pacifique-Canadien à celles du Transcontinental—2243; critique contre le major Léonard—2244; opinion de M. C. H. Cahon sur le rapport de la commission d'enquête du Transcontinental—2245; opinion impartiale d'un conservateur—2245; discours de députés conservateurs en 1904 sur le Transcontinental—2247; résolutions du "Board of Trade"—2249; extraits de journaux anglais—2251; M. Gutelius a eu une place de \$20,000 par année en conséquence de ce rapport sur le Transcontinental—2253.

M. Davidson—Nationalisation des chemins de fer au Canada va pour la première fois être soumise à un essai juste et impartial—2253; n'appréhendons point le résultat—2253; ère de prospérité pour le Canada—2253; rapport d'enquête du Transcontinental montre bien des choses qui ne sont pas à l'honneur de l'administration libérale—2253; crédit du Canada est trop bien établi pour que le rapport lui fasse tort—2254; projet original a été modifié

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.*

M. Davidson—*Suite.*

pour obtmperer aux désirs des entrepreneurs—2257; plus on étudie toute l'affaire, et plus on se convainc que la politique qu'a suivie l'ancienne administration relativement à cette entreprise a été une bévue monumentale—2257; toutes les grandes choses accomplies en ce pays, les importantes entreprises nationales qui font l'orgueil de notre peuple, sont entièrement l'œuvre du parti conservateur—2257; le projet du président Hays—2259; dévier tout le trafic vers la Nouvelle-Ecosse—2259; l'inauguration d'une ère de grande prospérité—2259; le nœud de la question—2260; comment expliquer qu'un chemin de fer qui devait coûter \$60,000,000 n'a pas coûté moins de \$234,000,000—2260; ceux qui ont soumissionné n'avaient nullement l'intention d'exécuter eux-mêmes leurs entreprises; ils voulaient tout simplement colporter leurs contrats, les brocanter et réaliser ainsi de beaux bénéfices—2262.

M. Michaud—La commission nommée par le gouvernement pour faire une enquête dans la construction du Transcontinental pouvait difficilement être choisie pour conduire une enquête impartiale—2264; L'argent employé dans la construction du Transcontinental venait presque entièrement d'Angleterre—2264; si le gouvernement avait choisi un ingénieur et un commissaire en Angleterre et leur avait donné la même possibilité et la même autorité pour examiner tous les détails de la construction de cette ligne, ces deux hommes auraient accordé justice et équité aux membres de l'opposition et au parti libéral—2265.

M. Turgeon—Parti conservateur éprouve continuellement le besoin de tromper le peuple—2269; rapport de la commission d'enquête est une brochure électorale—2269; conclusion du rapport—2270; doctrine de sir Sanford Fleming—2271; une doctrine entre une entreprise nationale et une entreprise particulière—2271; le chemin de fer Transcontinental fera de cette région sauvage du nord des provinces de Québec et d'Ontario la partie la plus riche et la plus prospère du Canada, où nos descendants pourront vivre en paix, au cours des siècles à venir—2275; les conséquences du rapport Gutelius-Staunton ne peuvent qu'être favorables au parti libéral—2279.

M. Boyce (Algoma-ouest)—Ce que le parti libéral entend faire dans les circonstances—2285; rapport qui touche à son histoire, à son passé et à son avenir—2285; extravagance et gaspillages—2286; changement de régime s'imposait—2287; peuple avait perdu confiance dans l'administration libérale—2287; lettre de M. Fielding sur le coût du Transcontinental—2287; ne voulait pas attendre le résultat des études et les renseignements voulus—2289; examinons les évaluations—2290; section de Québec à Moncton était inutile—2291;

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.*

M. Boyce (Algonia-ouest)—*Suite.*

voie parallèle à l'Intercolonial—2291; important que l'on sache où est passé l'argent—2291; en août 1909 le président de la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique a écrit à sir Wilfrid Laurier le priant de prendre les mesures nécessaires pour éviter une perte inutile—2292; banqueroute du parti libéral—2294; imprimé une tache sur notre blason national—2294.

Hon. M. Oliver—Devient évident qu'un gouvernement et un parti sont condamnés pour avoir mené une entreprise à bonne fin—2294; tout fait ressortir l'idée que le Canada a reçu des mains de l'ancien cabinet libéral une œuvre qui revêt un degré de perfection insurpassable dans tous les détails qui se rattachent à son édification, et qu'on ne peut soutenir la prétention qu'un seul dollar du trésor public a servi à des intérêts personnels ou à ceux d'un parti politique—2294; rien qui pût prêter à une enquête—2295; Canada avait fait preuve d'inactivité de 1876 à 1896—2296; résultat de la politique libérale—2296; développer l'Ouest—2296; construction du Transcontinental marquée au coin de la prévoyance—2297; transporter le grain au plus bas prix possible—2302; par suite de l'établissement de cette voie depuis Québec jusqu'à la côte du Pacifique, en ligne droite par Winnipeg et les prairies, de grandes étendues de territoire ont été acquises aux provinces de Québec, d'Ontario et de la Colombie-anglaise—2307.

M. Sharpe (Ontario-nord)—Quarante et une accusations pour délit politique contre l'ancienne administration—2308; tous ceux qui ont suivi de près la construction du Transcontinental soupçonnaient depuis longtemps que ces travaux étaient le théâtre quotidien de rapines, de grappillages, de flouteries de tout genre; et ce rapport corrobore pleinement ces soupçons—2311; ligne édifiée sur les ruines politiques de M. Blair—2314; opinion le M. A. G. Blair—2314; accusation portées par les ingénieurs Hodgins et Lumsden—2315; conclusions du rapport n'ont pas surpris les canadiens—2316; preuve particulièrement forte contre l'ancien gouvernement—2317; les cas abondent pour établir que l'ancien gouvernement et les commissaires ont ignoré totalement les avis de leurs experts—2318.

M. J. J. Hughes (King, I.P.-E.)—Débat embrasse une multitude d'objets de nature technique—2320; ancien gouvernement maltraité—2320; convention conclue avec le G.-T.-P.—2321; difficile pour un homme ordinaire de parcourir cette masse de preuve préparée par des avocats et des ingénieurs dans le rapport et de découvrir qui avait tort ou raison—2321; ce que le peuple veut savoir—2322; le rapport d'enquête est diffamatoire—2322; tout se résume à un machination pour discréditer le parti libéral et déprécier le Transcontinental—2323; empêcher le Grand-Tronc-Pacifique

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.*

M. J. J. Hughes (King, I.P.-E.)—*Suite.*

de prendre possession de la ligne une fois achevée, afin de la passer à une autre compagnie, au Pacifique-Canadien, par exemple, et priver le peuple des avantages de la concurrence—2323.

M. Sévigny—Pas entendu un mot contre l'honnêteté et l'intégrité des deux commissaires-enquêteurs—2324; jugement porté sur l'administration libérale par un bon libéral—2324; opinion de R. L. Richardson sur le Transcontinental—2324; promesse de sir Wilfrid Laurier en 1903—2325; chiffres officiels sur le coût du Transcontinental—2325; tromper le public—2326; le peuple du Canada ne pourra jouir d'aucun droit de propriété sur le Transcontinental, mais pendant 50 ans il sera appelé à déboursier des millions de piastres sans espoir de retour—2326; la génération actuelle qui a construit cette ligne au prix de grands sacrifices, disparaîtra sans jamais avoir retiré le moindre avantage de l'énorme dépense qu'elle a faite—2326; dans quelles circonstances le gouvernement libéral a confié la présidence du Transcontinental à M. S. N. Parent—2326; révoltés d'alors avaient des reproches sérieux à faire à leur chef—2326; perdu la confiance de ses partisans—2326; méthodes de M. Parent—2327; conditions qui fermaient la porte aux entrepreneurs non fortunés—2327; résultat de faire donner toute la construction du Transcontinental à onze entrepreneurs—2327; contrat principal donné à Davis dans des conditions irrégulières—2327; Davis a vendu son contrat—2327; effets désastreux dans plusieurs comtés—2327; fournisseurs ont perdu des sommes considérables—2327; prix que Davis recevait du gouvernement et ceux qu'il payait à ses sous-entrepreneurs—2329; nous savons la preuve que des milliers de piastres ont été payées par la commission du Transcontinental par pur favoritisme, et que le gouvernement n'a eu aucune considération pour les sommes payées—2331; transactions de M. R. Bergevin—2331; à Québec, quelques amis de l'ancienne administration ont réussi à réaliser des sommes d'argent considérables—2333.

M. Lachance—Insinuations à l'égard d'hommes qui ont toujours joui de la confiance de leurs concitoyens—2334; l'affaire Bergevin—2334; affidavit de M. Bergevin—2334; dans quelles circonstances MM. Gutelius et Staunton ont fait leur enquête et leur rapport—2335; en 1904 et 1908 le peuple a approuvé l'entreprise du Transcontinental—2336; rapport basé sur un paradoxe—2336; sollicitude de l'administration libérale pour le port de Québec—2339; détruire la logique de l'ensemble des plans du Transcontinental—2340; terminus du Transcontinental à Québec—2341; opinion de M. A. E. Doucet—2341; le terminus et ses accommodations devaient logiquement se trouver depuis le marché Champlain en remontant vers les anses Wolfe et Lampson—

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CA-NAUX—*Suite.**M. Lachance—Suite.*

2342; l'exécution de l'ensemble devait prendre deux ans de sorte qu'à la fin de 1913, tout aurait été prêt pour correspondre au trafic du Transcontinental dans son parcours depuis Prince-Rupert jus-
bec—2342; correspondance au sujet des installations terminales de Québec—2349; Québec sera sacrifié—2350.

M. McCurdy—Effroyable dépense des fonds publics pour l'établissement du Transcontinental—2351; évaluation de M. S. Schreiber en 1903—2351; opinion de M. W. F. Tye—2353; l'affaire des contrats—2356.

M. Power—Résultat du rapport—2356; cri de protestation en Angleterre—2356; conservateurs ne voulaient pas que la division de l'est se construisit—2357; le pays avait besoin du Transcontinental—2357; en changeant le type de construction le gouvernement actuel a désappointé la population—2358.

M. Demers—Dépense complète de l'ancien gouvernement—2358; réhabilitation éclatante de l'honneur et du crédit national, compromis par un excès de partialité sans exemple dans l'histoire de ce pays—2358; commissaires enquêteurs ont fait preuve de partialité et d'injustice—2359; conclusion arbitraire—2359; ce qui démontre l'esprit de critique et d'opposition qui a présidé à cette enquête—2360; chaque fois que des travaux en acier ont été faits, les commissaires ont trouvé qu'on aurait dû employer du bois ou du béton, quand on a construit en béton on aurait dû construire en acier ou en bois; quand on a employé des tuyaux de fonte on aurait dû se servir de tuyaux en béton, et, ainsi de suite—2360; principaux reproches des commissaires—2361; on a voulu procéder par comparaison pour établir le coût excessif de certains travaux en les comparant avec d'autres sur la ligne du Pacifique-Canadien ou du Nord-Canadien, mais on a oublié de tenir compte, dans ces comparaisons, des différences de lieu, d'époque et même du manque de similitude des ouvrages comparés—2362; résultat de l'enquête a été d'affecter le crédit du Canada à l'étranger—2363.

M. Loggie—Ce qu'a fait M. Lumsden—2364; stipulations du contrat—2368; Transcontinental destiné à mettre de nouveaux territoires en valeur—2368; commissaires ont passé sous silence des choses qu'ils auraient dû signaler—2368; ce que je trouve de plus répréhensible à ce rapport, c'est certaine insinuation à l'endroit du Grand-Tronc-Pacifique—2368.

M. Gauthier (Saint-Hyacinthe)—Masse de difficultés techniques—2373; l'historique du Transcontinental—2373; opposition du parti tory—2374; c'est dans une intention patriotique que la construction du Transcontinental a été décidée—2375; raisons de s'en tenir à l'arrangement de 1903—2375; gouvernement actuel a déprécié la valeur des garanties données

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CA-NAUX—*Suite.**M. Gauthier* (Saint-Hyacinthe)—*Suite.*

aux bailleurs de fonds—2376; injustice envers les différentes provinces—2376; déclasser la ligne—2376; gouvernement aurait dû consulter les électeurs—2376; sagesse de la politique suivie par l'ancien gouvernement—2377.

M. Macdonald (Pictou)—Principe du projet présenté par le parti libéral—2378; tous ceux qui faisaient alors partie du Parlement connaissaient les circonstances dans lesquelles les calculs ont été préparés—2378; on ne pouvait arriver à des calculs définitifs—2378; question qui fut posée au peuple—2379; depuis le premier jour où l'on a fait part au public d'évaluations faites par des ingénieurs après mûr examen de la question, on n'a jamais pu démontrer que le parti libéral s'est trompé dans ses prévisions ou qu'il a induit le pays en erreur de quelque manière au sujet de cette entreprise—2380; depuis 1911 le gouvernement actuel a dépensé \$65,000,000 sur cette ligne—2385; bon que le peuple tienne compte de ce point—2385; conditions à étudier—2386; l'exactitude des sommes dues aux entrepreneurs—2388; gouvernement doit assumer toute la responsabilité du rapport et des affirmations qu'il contient—2391; prostituer la politique—2392; servir les intérêts sordides d'un parti—2392; le seul résultat de ce rapport sera de nuire au Canada dans les autres parties du monde où les faits ne sont pas compris comme ils le sont chez nous—2393.

M. Fowler—Coutume de l'avocat de jadis—2393; injurier son adversaire—2393; véritable situation du Transcontinental—2393; le Parlement canadien n'a jamais été saisi d'un document officiel d'une plus haute valeur que ce rapport de MM. Staunton et Gutelius—2393; pillé le trésor public—2397; bénéfice de \$3,522,000 réalisé par M. P. Davis—2397; l'histoire du pont de Québec—2397; monument qui servit à attester l'incapacité d'un gouvernement—2398; comment les choses se passaient sous M. Parent—2399.

M. McKenzie—Peuple canadien a traité avec beaucoup d'indulgence le parti conservateur—2403; scandales se rattachant à leur administration—2403; rapport Gutelius-Staunton ne repose sur rien—2404; méthode suivie dans l'adjudication des travaux—2405; des témoins importants n'ont pas été interrogés à l'enquête—2408; question de classification—2409; remarques au sujet des premiers commissaires du Transcontinental—2410; ce que nous comptons accomplir avec le Transcontinental—2413; commissaires enquêteurs n'ont pas observé les termes de la loi en vertu de laquelle ils ont été nommés, et ils ont fait un rapport diffamatoire et porté des accusations contre des citoyens du pays sans leur donner l'occasion d'y répondre—2415.

M. Guthrie—Mes opinions sur les conclusions du rapport d'enquête—2422; gou-

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.**M. Guthrie—Suite.*

vernement n'a pas fait d'erreur en créant une commission royale—2422; la faute énorme fut le choix des membres de cette commission—2422; commissaires auraient dû être choisis parmi les juges du Canada—2424; pouvoirs des commissaires très étendus—2424; ce qu'a fait l'ancienne commission du Transcontinental—2425; gouvernement actuel suit le même mode pour l'adjudication de ses travaux—2426; M. Lynch-Staunton fait preuve d'esprit de partisan politique—2427; si le gouvernement avait choisi des hommes indépendants, sans préjugés politiques, il aurait rendu service au pays, et de tels commissaires auraient constaté que le réseau avait été bien et économiquement construit, et à l'étalon supérieur de tout réseau transcontinental américain—2432.

M. Bennett (Simcoe-est)—Quels sont les faits?—2432; déclaration de sir Wilfrid Laurier à Toronto en 1904—2433; revue de toute l'histoire du chemin de fer—2433; compétence des commissaires libéraux—2435; adjudication des entreprises—2436; droits concédés à M. Davis valaient plus de \$250,000 par année—2437; à La Tuque seulement le pays perd un million—2439; la ligne à l'est de Lévis n'aurait jamais dû être bâtie—2441; rapport dévoile un manque complet de connaissances—2442.

Hon. M. Emmerson—A déplorer que la vie politique du Canada soit ravalée au point qu'on traite ainsi une entreprise nationale—2443; s'agit de savoir s'il s'est trouvé des faits justifiant les conclusions du rapport d'enquête—2443; le devoir du gouvernement envers le peuple de ce pays était de nommer une commission judiciaire qui aurait immédiatement conquis la confiance populaire—2445; procédé plus loyal—2445; gouvernement est tenu d'expliquer en quoi le rapport, qui n'a aucune bonne qualité, sera utile au public—2447; la construction du Transcontinental a rendu tout Canadien fier de son pays et du gouvernement qui avait eu le courage de l'entreprendre, dans l'intérêt du peuple et afin de développer nos abondantes ressources—2448.

Sir Wilfrid Laurier—Débat a dissipé bien des malentendus—2451; chassé les brouillards qui menaçaient de ternir la bonne renommée du Canada—2451; rapport de l'enquête est entaché de préventions—2451; le rapport aurait dû être intitulé: "La comédie des méprises"—2451; erreurs de faits, erreurs de droit—2451; la fraude est découverte—2451; gouvernement a été le complice de cette contre-façon—2451; à tous les points de vue, il semble que le gouvernement aurait dû nommer des hommes qui, du fait de leur réputation bien établie dans le pays, de leurs antécédents, auraient donné au public la garantie d'une enquête honnête et juste, entachée ni de crainte ni de faveur—2452; comment les commissaires ont fait leur devoir—2453; distance qui sépare le parti conservateur de 1913 de

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CANAUX—*Suite.**Sir Wilfrid Laurier—Suite.*

celui de 1880—2453; enquête sur un sujet similaire—2453; Alexander MacKenzie est un modèle pour tous les hommes à venir—2453; accusations lancées contre lui—2453; accusations avaient trait à la construction de l'Intercolonial—2453; commission d'enquête nommée par sir John Macdonald—2453; public était admis aux séances—2453; aucun interrogatoire contradictoire n'était évité—2454; dans l'enquête actuelle les séances ont eu lieu à huis-clos—2454; le rapport de la commission n'est ni plus ni moins qu'un libelle politique éhonté—2454; la seule faute qu'on nous reproche—2454; c'est d'avoir construit trop bien—2454; comment les commissaires résument leurs conclusions—2454; crime pour M. Lynch-Staunton de dire au public que l'argent avait été dépensé contrairement à la loi, quand il savait personnellement que les tribunaux et des autorités compétentes avaient décidé contre son opinion—2455; jugement rendu par sir William Whyte—2456; question de classification—2456; construction de la ligne entre Lévis et Moncton—2458; les commissaires avaient mission de s'enquérir de la façon dont on a dépensé l'argent, de rechercher si la dépense s'était faite économiquement ou non, frauduleusement ou honnêtement, follement ou autrement; mais rien ne les autorisait à se prononcer sur la question, purement administrative, de savoir s'il était sage ou imprudent, de bonne ou de mauvaise politique de construire ce chemin de fer ou l'une quelconque de ses parties—2458; l'une des meilleures parties du Transcontinental—2460; la justice et la vérité finiront par triompher—2460; raison d'établir un chemin de fer à travers la partie orientale de la province de Québec—2460; il nous faut ce chemin de fer pour rendre justice à toutes les parties du Canada—2461; considérations auxquelles nous avons obéi—2461; gouvernement actuel a fait des changements sans consulter la compagnie—2461; donné à cette compagnie le droit de répudier sa part de la convention—2461; précaution élémentaire n'a pas été prise—2461; modifier le degré d'inclinaison—2461; lettre de M. E. J. Chamberlin au major R. W. Leonard, président de la commission du Transcontinental—2461; ateliers du Transcontinental à Québec—2462; gare de Québec—2462; circulaire de M. Parent—2462; vœu de la population—2463; marché Champlain fut choisi pour y installer la gare—2463; c'est moi qui suis responsable dans une grande mesure de la conception et de l'exécution de ce projet d'un transcontinental en territoire canadien—2463; la meilleure et la plus directe des voies ferrées traversant le continent américain—2463; ouvrir à la colonisation tout le nord de notre pays—2464; le chemin de fer du Pacifique-Canadien fut établi à une époque où le nord de notre continent n'était pas connu aussi bien qu'en 1903—2464; si le pays

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CA-NAUX—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—Suite.

avait été exploré en 1881, comme il l'était en 1903, il est probable que la ligne du Pacifique-Canadien aurait été construite au nord des Laurentides—2464; c'était une grave imperfection de cette ligne, destinée à relier le centre du Canada avec les ports des Provinces maritimes, de n'être pas entièrement établie en territoire canadien, d'avoir à traverser sur une section de son parcours le territoire américain—2464; avec le Transcontinental nos moyens de communication sont à l'abri de tout antagonisme international—2464; ceux qui ont été chargés de parachever l'entreprise cherchent à la ravaler et à transformer ce Transcontinental idéal en un simple embranchement d'intérêt local—2464.

*Le très hon. R. L. Borden—*Tout l'effet et la portée de la proposition soumise par sir Wilfrid Laurier au Parlement en 1911, c'était que tout le trafic qui, d'après la mesure de 1903, devait aller grossir les recettes du National-Transcontinental, serait désormais retranché à ce chemin de fer et attribué aux chemins de fer des Etats-Unis—2465; pour ce qui est du caractère et de la carrière de MM. Gutelius et Lynch-Staunton, ils peuvent soutenir avantageusement la comparaison avec tous ceux qui les ont attaqués en cette enceinte—2465; fait des insinuations—2465; remplir fidèlement leur devoir—2465; aucune disposition décrétant qu'ils devaient être assermentés—2465; défi de citer un seul cas d'une commission royale nommée au cours des quinze années qu'il a été au pouvoir, et dont les membres avaient prêté le serment d'office—2465; en 1908 et 1910 nous avons demandé une commission royale—2466; enquêtes Hodgins et Lumsden étaient de simples moqueries—2466; toute l'affaire de dollars, de classification excessive, de gaspillage et d'extravagances a été dévoilée—2466; commission d'enquête a prouvé qu'on aurait pu construire ce réseau au prix de \$120,000,000 au lieu de \$160,000,000—2467; folles prodigalités—2467; la situation en 1903—2467; entreprit la tâche de construire deux réseaux transcontinentaux—2467; tout gouvernement aurait dû bien réfléchir avant de se lancer en pareille entreprise—2468; nécessaire de faire une enquête sur les agissements de la commission du Transcontinental—2468; document de polémique électorale—2468; fait saillant du marché—2468; dépense globale pour le réseau—2468; devoir absolu du gouvernement—2469; ligne de conduite de l'administration précédente—2470; évaluations finales de J. D. McArthur—2471; entreprise n° 21—2471; correspondance avec la commission du Transcontinental—2471; classification outrée—2473; lorsqu'il faudra régler nos comptes avec le Grand-Tronc-Pacifique ce dernier prétendra qu'il n'est pas tenu de payer l'intérêt sur des millions de dollars dépensés inutilement et sans motif valable—2473.

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DES CHEMINS DE FER ET DES CA-NAUX—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—Suite.

Motion Graham rejetée: Pour, 67; contre, 105—2475.

DROIT SUR LA SCORIE DE HAUT-FOUR-NEAUX.

*Hon. M. Emmerson—*Projets de loi tendant à autoriser le Gouverneur en conseil à légiférer à l'égard de choses qui doivent relever directement du peuple—660; danger qu'il y a à légiférer par décret du conseil—660; contraire à l'intérêt du pays—661; ouvrent le champ à des méthodes secrètes—661; l'importation de la scorie en Canada—661; ordonnance à l'effet d'imposer un droit de douane sur la scorie de four basique—661; tarif de-1907 plaçait cette scorie au nombre des articles admis en franchise au Canada—661; décret imposant un droit est illégal—662; fait une différence entre la scorie de haut-fourneau et la scorie de four basique moulee—662; commission des douanes n'était pas autorisée à s'occuper de cette question—662; droit perçu injustement—662; cultivateurs se servent de la scorie sous forme d'engrais—662; produit secondaire de la fabrication de l'acier—662; sorte de cendre—662; engrais pour les gazons—662; sert aux plantes-racines—663; ce n'est pas un engrais manufacturé—663; article frappé d'un droit de 10 pour 100—663; cultivateur dut supporter le fardeau—664; l'enchérissement de la vie—664; acte de la commission des douanes a causé un tort aux cultivateurs—665; empêchements à une culture profitable—665; engrais préparés augmentent la récolte—665; lettre de M. W. B. Fawcett, de Sackville, N.-B., sur les engrais—665; gouvernement est blâmable pour l'impôt établi sur l'engrais 668; motion de censure—668.

*M. J.-J. Hughes (King, I.P.-E.)—*Gouvernement désire fournir aux manufacturiers tous les avantages possibles—668; curieuse façon de venir en aide aux cultivateurs—669; bois admis en franchise est devenu sujet à un certain droit—669; engrais sont des matières premières pour les cultivateurs—669; pourquoi les taxer?—669; il est bon que le cultivateur connaisse la situation actuelle—669.

*Hon. M. Reid—*Tarif Fielding en 1906 impose un droit aux engrais chimiques—670; M. Emmerson n'a jamais demandé à l'ancien gouvernement de les laisser entrer en franchise—670; ce qui s'appelle scories moulees est un article manufacturé—670; les scories de haut fourneau sont la base de l'article fabriqué—670; scories à l'achat brut sont converties en d'autres produits tels que blocs de pavage—670; article soumis aux droits qu'impose le tarif de 1907—671; conseil des douanes se compose des hommes qui furent en fonctions pendant toute la durée du régime libéral—671; le gouvernement actuel n'a apporté aucune modification au conseil—671; texte de la décision du conseil des douanes—672; prix n'a pas été augmenté—673.

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*DROIT SUR LA SCORIE DE HAUT-FOUR-NEAUX—*Suite.*

M. Carvell—Hausse de un dollar par tonne—673; l'engrais coûte cher aux cultivateurs—673; ministre a augmenté le prix d'un article absolument nécessaire aux cultivateurs des Provinces maritimes—674; ne saurait mettre sa responsabilité à l'abri—674; quand le fabricant de scories est venu demander de gréver cet article de la taxe douanière, il visait à en majorer le prix par le cultivateur—675; fabricant en bénéfice—675; cultivateur qui paie—675; l'industrie des fertilisants est aujourd'hui importante—677; important que les fertilisants entrent en franchise—677.

M. Maclean (Halifax)—Loi n'autorise pas la décision rendue par le ministre et le conseil des douanes—677; scories de haut fourneau peuvent être importées en franchise—678; un malheur pour le pays si dans l'établissement des tarifs le département des Douanes, pouvait s'arroger des pouvoirs législatifs—678; politique constante du gouvernement a été d'admettre en franchise les matières premières servant à la fabrication des engrais—679; motion est bien fondée—679.

Motion de *M. Emmerson* est rejetée: Pour, 44; contre, 83—679.

CONFLITS OUVRIERS DE L'ILE DE VANCOUVER.

M. Verville—Eternelle question des mineurs de Vancouver—1329; rapport de la commission royale—1329; remarquable par ses omissions—1329; dossier tronqué et partial—1329; aucune correspondance des propriétaires des mines—1329; intérêts du Canadien-Nord en jeu dans cette affaire—1329; lettre des mineurs, le 30 septembre, au département du Travail élucide la situation—1329; texte de la lettre—1329; devant la Chambre un seul côté de la question—1330; rien dans le rapport pour une période de cinq mois—1330; considérer la question sous les deux faces—1331; ouvriers ont été mis en prison—1331; pourquoi le ministre n'expose-t-il pas la vraie situation—1331; pendant un an et demi rien n'a été fait—1331; ministre en grande partie responsable des souffrances des mineurs—1331; travail organisé à peu de confiance dans le ministre du Travail—1331; motion de censure, texte—1332.

M. Morphy (Perth-nord)—Hommes ont été avertis de ce qu'ils devaient faire—1332; conflit a éclaté le 15 septembre—1332; département a écrit le 19; ministre a donné des explications très complètes—1332; ceux qui sont à la tête du Canadien-Nord—1332; grande entreprise nationale—1332; l'attitude de *M. Verville* au sujet de la grève du Grand-Tronc—1333; refusait de reprendre les grévistes à son service—1333; *M. Verville* n'a rien dit—1333; mineurs n'ont jamais demandé un bureau de conciliation—1333; toute l'affaire a été préméditée par des associations américaines—1333; *M. Frank Farrington*, l'agent actif de la "United Mine Workers of America" s'est imposé—1333; rôle que

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*CONFLITS OUVRIERS DE L'ILE DE VANCOUVER—*Suite.*

M. Morphy (Perth-nord)—*Suite.* remplit *Joe Angelo*—1334; avoir provoqué des émeutes—1334; compte rendu du procès—1334; *Farrington* a manœuvré dans le but de faire fermer les houillères canadiennes—1336; dans l'intérêt du mineur des Etats-Unis—1336; comment l'ancien ministre libéral du Travail défendait la classe ouvrière—1337.

M. Carroll—Début des troubles en Colombie anglaise—1338; les faits—1340; pourquoi les mineurs unis d'Amérique sont venus en Colombie anglaise—1340; obtenir les meilleures conditions possibles pour les hommes enrôlés sous leur drapeau—1340; violation de la loi des immigrants en faisant venir des mineurs d'Angleterre—1340; gouvernement n'a rien fait pour les empêcher d'entrer dans le pays—1340; question en jeu est le droit des mineurs de la Colombie anglaise—1341; aurait dû se servir de la loi de conciliation—1341; l'une des grèves les plus sérieuses qui aient eu lieu en Canada—1341; esprit pré-jugé contre la United Mine Workers of America—1344.

M. Shepherd—Cause première des troubles—1345; reconnaissance des mineurs unis d'Amérique—1345; règle parmi les mineurs—1345; jamais se mettre en grève hors le consentement de la majorité—1345; présente grève n'a pas été déclarée conformément à cette règle—1345; chose singulière—1345; mineurs unis d'Amérique se servent des unions ouvrières pour diriger à leur guise le commerce des houilles sur la côte du Pacifique—1346; unions de mineurs ont bien réussi—1346; orientaux dans les mines—1346; loi de la Colombie britannique relative à la réglementation des mines de houilles—1346; impossible d'importer des Orientaux en grand nombre—1347; l'inexpérience des Chinois—1348; enquête approfondie sur la situation—1349; comparaison odieuse—1349; grève du côté des exploitants est terminée—1349; mesure qui tiendrait à rétablir la tranquillité industrielle—1349; le pardon des mineurs emprisonnés—1349; paroles du juge *Morrison*—1349; cherté de la vie—1350; difficile à l'ouvrier d'équilibrer son budget domestique—1350.

M. Carvell—Conflit arrivé à un point où la solution est difficile—1351; alliance impie—1351; version des ouvriers—1352; correspondance—1352; voulait pas confier au papier ce qui se passa entre le ministre du Travail et ses amis—1353; savons rien de l'attitude prise par la compagnie—1353; elle a refusé d'entrer en pourparlers avec les mineurs—1353; renseignements que la compagnie du Canadien-Nord donne au public—1354; conduite de la compagnie et celle du ministre—1354; document qui explique toute la situation—1354; ministre refusa d'intervenir—1355; mineurs soutiennent qu'on a agi avec défaveur—1355; opusculé par le révérend *John Hedley*—1355; organiser le travail des houillères—1356; unions internationales—1356; l'unionisme international a remporté un succès complet—1356;

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*CONFLITS OUVRIERS DE L'ILE DE VANCOUVER—*Suite.**M. Carvell—Suite.*

rapport de M. Price—1357; lettre Farrington—1357; effort du gouvernement de la Colombie britannique—1358; lettre fort curieuse—1359; l'attitude des intérêts Mackenzie et Mann—1360; grève du Grand-Tronc—1361; Canadien-Nord demandait des millions et le règlement de la grève aurait dû être une des conditions—1361; devoir du Parlement—1362.

M. Green—Insinuations et accusations qui ne reposent sur aucune base—1362; lettre qui fausse les faits—1363; population de la Colombie britannique est satisfaite de son gouvernement—1363; regrettable que cette grève ait eu lieu—1363; on a adopté la meilleure méthode—1363; aucun des gouvernements n'est à critiquer—1363.

Sir Wilfrid Laurier—Grave accusation contre un ministre—1364; failli à remplir des devoirs—1364; n'avoir pris aucune mesure pour empêcher une grève imminente—1364; exposé exact du différend entre les ouvriers et leurs patrons—1364; grisou dans cinq chantiers—1364; comment on traitait les ouvriers—1365; sérieuse erreur de la part du ministre du Travail—1365; aurait dû ordonner une enquête—1365; si le ministre avait été diligent les événements auraient pris une autre tournure—1366; entente entre les deux parties—1366; fait significatif—1367; lettre à M. Hanna du Canadian-Northern—1367; lettre de M. Annesley, secrétaire de sir William Mackenzie—1367; ministre du Travail n'a pas tenu d'enquête—1368; les grévistes—1368; excités jusqu'à la folie—1368; pas aussi coupables que ceux qui les ont excités à commettre les offenses—1368.

Hon. M. Crothers—Situation sous un faux jour—1368; dénaturé les conditions à l'île de Vancouver—1368; grève de Buckingham en 1906—1368; attitude du gouvernement Laurier—1368; refusé de s'occuper de ce conflit ouvrier—1368; les grévistes demandèrent d'intervenir—1368; gouvernement ne fit rien—1369; émeute éclata—1369; trois pertes de vie—1369; lettre de l'honorable M. Lemieux alors ministre du Travail—1369; rien faire à moins que les deux parties en cause ne le demandent—1369; l'incident de la Nouvelle-Ecosse—1369; cinq mille employés en grève—1369; ministre d'alors n'envoya personne pour le représenter—1370; principes établis par le gouvernement libéral—1371; le sort des mineurs de l'île de Vancouver—1371; article de Frank Farrington, vice-président des United Mine Workers—1372; charbon de Vancouver remplacera celui des Etats-Unis—1373; personne n'est venu dire de quoi les ouvriers se plaignaient—1374; point en litige était la reconnaissance des United Mine Workers of America—1374; jugements rendus concernant cette association—1375; la grève de l'île de Vancouver est l'œuvre de Farrington—1377; raison de croire que la grève ne se répandrait pas—1378; tout avait été machiné dans l'intérêt des étrangers—1379;

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*CONFLITS OUVRIERS DE L'ILE DE VANCOUVER—*Fin.**Hon. M. Crothers—Suite.*

complot a échoué—1379; gouvernement provincial s'est occupé de cette affaire—1379; fait tout ce qui était légitime de tenter pour amener l'entente—1380; M. Verville pose au député ouvrier—1380; doit être exposé sous son vrai jour—1380; un spécimen bien défini du parti libéral—1380; M. Verville ne fit aucune motion lorsque le gouvernement libéral refusa d'intervenir à Buckingham—1381; rien fait en Chambre pour les ouvriers depuis huit ans—1381; résolution du Congrès des métiers et du Travail—1381.

M. Macdonald (Pictou)—United Mine Workers alliés des conservateurs dans la Nouvelle-Ecosse—1383; le droit des ouvriers de s'organiser—1384; querelle entre deux unions ouvrières—1384; ce que le ministre aurait dû faire—1385; travail oriental—1386; opinion d'un journal "Western Call", de la Colombie britannique—1386; mineurs condamnée au bagne—1387; l'enseignement technique au Canada—1388; l'acte des conflits du travail—1389; situation paralysante—1389.

Le très hon. R. L. Borden—Résolution est en termes singuliers—1389; persistance et énergie du ministre—1390; l'attitude de l'opposition—1391; documents produits constituent une réponse aux accusations—1391.

Motion de M. Verville est rejetée par 80, contre 43—1391.

GESTION DU TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. M. Pugsley—Texte d'une motion de censure à une proposition de se former en comité de subsides—5261; gestion du Transcontinental national 5261; gouvernement actuel s'est départi du type modèle de construction sans le consentement de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—5261; a retardé l'établissement de gares maritimes aux ports de Québec et des Provinces maritimes—5261; a négligé de faire des arrangements pour l'exploitation des sections terminées—5261; augmenté le niveau des rampes—5262; lettre de M. E. J. Chamberlin, président du G.-T.-P., au major Léonard—5262; gouvernement a ignoré les dispositions de la convention—5262; presque rien n'a été fait pour l'installation de tête de ligne du Transcontinental à Québec—5263; situation du port de Saint-Jean—5263; rien fait pour les travaux d'installations—5264; travaux à la baie de Courtenay—5264; à l'ouverture du Grand-Tronc-Pacifique cet automne, s'il n'y a pas de gares terminus convenables aux ports du Saint-Laurent et des Provinces maritimes, s'il n'existe pas d'élevateurs à grain de dimensions suffisantes pour ce service; s'il n'y a pas d'installations voulues pour le remisage des wagons, le Grand-Tronc-Pacifique acheminera fatalement ses transports

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*GESTION DU TRANSCONTINENTAL NATIONAL—*Suite.*

Hon. M. Pugsley—*Suite.*

vers Portland, Maine—5264; gouvernement a détérioré la section de l'est du Transcontinental—5267; gouvernement mérite d'être censuré—5267.

Hon. M. Rogers—Pays se rend compte de la situation—5268; motion proposée ne peut que rappeler le souvenir des méfaits de ceux qui, par leur mauvaise administration, ont fait perdre aux contribuables de ce pays les avantages que devait leur apporter cette grande entreprise nationale—5268; insulter à l'intelligence des électeurs en cherchant à faire croire que le gouvernement actuel est responsable des fautes commises—5268; nous avons hérité d'une entreprise qui était dans des conditions lamentables—5268; on est bien forcé de reconnaître que nous avons fait plus en trois ans pour l'outillage de nos ports nationaux et pour l'amélioration des facilités terminales de nos grandes entreprises commerciales, que nos prédécesseurs pendant leur quinze années de pouvoir—5268; politique de progrès—5268; ce que nous avons fait à propos de la convention avec le Grand-Tronc-Pacifique—5269; si la ligne n'est pas parachéevée, cela n'est pas dû à la négligence des membres de la droite, parce que nous avons fait tout ce que nous pouvions depuis notre arrivée à la direction des affaires du pays—5269; question de la disposition des récoltes de l'Ouest—5269; la présente administration a pu fournir les avantages d'installations terminales, à Fort-William et ailleurs, pour prendre soin du grain récolté par le cultivateur de l'Ouest—5269; taux réduits entre l'est et l'ouest canadien—5270; trois mots qui ont détruit la valeur du Transcontinental—5271; le gouvernement libéral est responsable au peuple du plus grand crime qu'un gouvernement ait encore commis à l'endroit d'une nation—5271; l'amélioration de nos ports nationaux—5272; politique que le présent gouvernement a défendue dans le passé et celle qu'il défendra à l'avenir—5273; nous améliorons nos grands ports nationaux, nous accélérerons le parachèvement du Transcontinental dans l'espérance que la situation défavorable que nous ont faite nos prédécesseurs disparaîtra sous une administration sage, prudente et honnête, de sorte que ce chemin de fer prouvera au pays les avantages que celui-ci doit en attendre—5273.

Sir Wilfrid Laurier—Gouvernement admet que les rampes du Transcontinental ont été modifiées et que l'on doit lui rendre le type modèle que les ingénieurs avaient conçu dès le début de l'entreprise—5274; réseau a été endommagé par les délais qui ont apportés dans la construction de gares terminus à Québec et dans les ports des Provinces maritimes, comme il l'a été par le long et inutile délai à l'établissement de raccordements convenables avec le Grand-Tronc-Pacifique—5274; chemin de fer ne saurait être exploité sans terminus—5274; il y a trois ans les

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*GESTION DU TRANSCONTINENTAL NATIONAL—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—*Suite.*

plans étaient prêts pour les travaux de Québec—5274; ateliers ont été placés à neuf milles du chemin de fer—5274; la population de Québec saura se satisfaire de n'importe quoi, du moment que ce n'importe quoi sera fait—5275; ce qu'elle veut, ce sont des terminus, des ateliers, une gare et tout ce qu'il faut pour exploiter la ligne mais, jusqu'à présent, la population de Québec n'a eu que des désappointements—5275; population de Québec s'est montrée généreuse et patiente à l'extrême—5277; ne puis comprendre pourquoi on a changé les plans—5278; sans gare à Québec le Grand-Tronc-Pacifique ne sera d'aucune valeur—5278; on a eu tort de placer la gare dans la vallée de la rivière Saint-Charles au lieu de l'ériger sur l'emplacement du marché Champlain comme cela avait été décidé—5279; on a eu tort de placer les ateliers à Saint-Malo au lieu de les construire près du pont—5279.

Hon. M. Pelletier—L'opinion de l'ingénieur en chef au sujet des rampes—5279; installations tête de ligne de Québec—5280; faire cesser tout malentendu à ce sujet—5280; de l'avis de presque tous les bons citoyens de Québec, les plans dressés pour la gare et pour la station étaient impossibles à réaliser au point de vue des affaires comme au point de vue de l'intérêt public—5280; avec le nouveau plan la gare va se trouver au centre de la ville—5280; la question des usines—5281; défie sir Wilfrid Laurier d'obtenir de ses électeurs une pétition demandant que ces usines soient établies au Cap-Rouge—5281; en établissant ces usines à Saint-Malo nous répondons au vœu et au désir de presque tous les citoyens de Québec—5281; le contrat qui stipule la construction d'une gare commune au Palais, et la construction d'ateliers à Saint-Malo a été agréée à la demande du maire et des membres du conseil municipal de Québec—5282; résolution se plaignant du président du Transcontinental—5283; citoyens espéraient que les travaux seraient poussés avec plus de vigueur—5283; il aurait fallu commencer les travaux de la gare au printemps—5283; travaux ont été mis en marche aussitôt que possible—5283; toutes les objections ont été étudiées l'une après l'autre et ont été réglées à la satisfaction des directeurs du Grand-Tronc-Pacifique—5283.

M. Lachance—Le sentiment public à Québec—5285; Québec occupe une position unique—5286; gouvernement ne peut donner de raison pour avoir changé les plans de la gare—5286; ligne du Transcontinental est pratiquement ouverte à la circulation et il n'y a rien à Québec pour répondre aux besoins du trafic—5286; quand le gouvernement Laurier descendit du pouvoir, les plans des usines au Cap-Rouge, de la gare, des quais à eau profonde, des entrepôts, des cours de garage, des ateliers dans la localité du marché Champlain et du Cap-Diamant étaient

MOTIONS—MOTIONS DE CENSURE—Fin.

GESTION DU TRANSCONTINENTAL NATIONAL—Fin.

M. Lachance—Suite.

préparés—5286; depuis inaction absolue—5287; erreur d'avoir changé les plans—5287.

*Le très hon. R.-L. Borden—*La construction du Transcontinental est laissée entièrement à la discrétion du gouvernement et le Grand-Tronc-Pacifique, n'y peut rien—5289; ce pouvoir discrétionnaire n'a jamais été abrogé—5289; nous avons laissé les travaux du génie à l'entière discrétion de celui que nos prédécesseurs avaient eux-mêmes choisi, un ingénieur de grande réputation, M. Gordon Grant—5289; quand ils dénoncent les pentes, quand ils cherchent à ruiner la réputation d'un chemin de fer dont ils ont eux-mêmes entrepris la construction, ce n'est pas sur le gouvernement actuel que retombent leurs accusations, mais sur l'ingénieur qu'ils supposaient capable de mener cette entreprise à bonne fin—5289; pas une seule personne n'a aussi critiqué les changements aux plans des travaux de Québec—5291; entre le pont de Québec et le marché Champlain il y a un chemin à double voie qui est pour ainsi dire achevé—5292; il y a aussi jusqu'au Cap-Rouge une ligne de raccordement avec le Canadian-Northern, qui permet d'entrer dans la ville du côté de la rivière Saint-Charles et peut être utilisée à cette fin en attendant que soit achevé le tunnel qui réunira la rive du Saint-Laurent à la nouvelle gare Union sur l'emplacement du Palais—5292; nécessaire pour permettre au Transcontinental d'atteindre la gare Union et la rivière Saint-Charles, le tunnel sera également nécessaire aux autres grands réseaux qui devront naturellement avoir accès aux grandes installations terminales de la rive du Saint-Laurent—5292.

Motion rejetée—5294.

MOTIONS DISCUTEES.

ACHAT D'UN TERRAIN POUR L'USAGE DE LA MILICE A DORVAL.

Hon. M. Lemieux demande copie de tous documents, etc., se rapportant à l'achat d'un terrain (paroisse Lachine) au prix de \$180,000 par le ministre de la Milice—1074; renseignements nécessaires pour répondre aux vœux de l'opinion publique—1074; faudra plus tard une enquête approfondie—1074; construire des casernes et une école militaire à Montréal—1075; l'école militaire de Saint-Jean n'était pas d'accès assez facile—1075; gouvernement était propriétaire d'immeubles au parc Lafontaine et à l'île Sainte-Hélène—1075; ville de Montréal s'en servait comme parc et lieu de récréation—1075; en 1908 l'île Sainte-Hélène fut vendue à la ville de Montréal moyennant \$200,000—1075; en 1910 ministère de la Milice constata que l'Etat était propriétaire de terrain sur la rive sud du Saint-Laurent, à Longueuil—1075; ministre du jour (sir Frederick Borden) voulait utiliser ce terrain pour la construction de casernes au bénéfice de la

MOTIONS DISCUTEES—Suite.

ACHAT D'UN TERRAIN POUR L'USAGE DE LA MILICE A DORVAL—Suite.

Hon. M. Lemieux—Suite.

milice de Montréal—1075; choix de l'emplacement approuvé par les plus éminents officiers de la région de Montréal—1075; décret du conseil confirmant la vente de l'île Sainte-Hélène à Montréal—1075; débat en 1911 sur la décision du gouvernement de construire la caserne et l'école militaire à Longueuil—1076; textes empruntés au discours de sir Frederick Borden—1076; ce que disait le ministre actuel de la Milice—1077; programme accepté par le Parlement—1077; l'été dernier population de Montréal étonnée d'apprendre que l'emplacement de Longueuil avait été abandonné—1077; qu'on s'était procuré un autre emplacement pour un prix plus élevé—1077; William Thomas Rodden, de Montréal, a vendu environ 150 acres de terrain dans la paroisse Lachine pour \$180,000 comptant—1077; distance est de 13 milles du bureau de poste de Montréal—1078; nécessité d'ordonner une enquête sérieuse—1078; M. Rodden a fait en seize jours un bénéfice de \$95,004—1078; propriété trop éloignée de Montréal pour une école militaire—1079; veut savoir pourquoi le gouvernement n'a pas suivi le programme accepté par le Parlement en 1911—1079.

*Hon. M. Hughes—*Terrain choisi sera l'endroit le plus accessible dans les environs de la métropole—1079; plus avantageusement situé que tous ceux choisis par sir Frederick Borden—1079; officiers de Montréal et des districts ruraux se plaignaient de l'emplacement de Longueuil—1080; commission du port de Montréal a besoin de ces terrains—1080; milice de Montréal a besoin d'une école militaire—1080; le terrain acheté est évalué à \$205,500—1081; on ne peut trouver cinq officiers qui condamneront le changement d'emplacement—1082; terrain sera employé pour des fins d'instruction et non pas à des exercices de tir à la cible—1083.

Motion adoptée—1083.

AFFAIRE WILLIAM J. KELLY.

M. Carvell demande copie des pétitions, lettres, etc., concernant William J. Kelly incarcéré dans la prison fédérale des Etats-Unis, à Atlanta (Géorgie)—1777; en 1903 Kelly, cultivateur canadien a été arrêté pour avoir assailli un douanier américain et condamné à 14 ans de pénitencier—1777; version de Kelly—1780; fausseté des déclarations formelles—1782; Kelly prétend qu'il a été arrêté en territoire canadien—1783; comédie politique—1785; injustice à un sujet britannique—1786; Kelly a été gravement maltraité—1786; on ne pourra jamais réparer le mal qu'on lui a fait—1786.

*Hon. M. Doherty—*Avons tous de la sympathie pour Kelly—1787; ministre de la Justice du temps paraît avoir été d'opinion que d'après la preuve les chances de réussir n'étaient pas très grandes—1788; résultat des recherches des autorités américaines est confirmé par la conclusion de

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*AFFAIRE WILLIAM J. KELLY—*Suite.**Hon. M. Doherty*—*Suite.*

l'enquête du consul d'Angleterre lui-même 1790; avons déjà fait ce qu'il était humainement possible de faire—1790.

Hon. M. Hazen—Circonstances de l'arrestation de Kelly—1792; correspondance concernant cette affaire—1793; rapport de sir Allen Aylesworth—1794; lettre pathétique de M. l'abbé Murphy—1794; mit en mouvement tous les rouages de l'ambassade de la Grande-Bretagne à Washington—1794; rien qui justifiait le châtiement infligé à Kelly—1803; faire un effort en vue d'obtenir, au moyen d'une requête adressée au président des Etats-Unis, la commutation de la sentence prononcée contre cet homme infortuné—1803.

Motion adoptée—1805.

AFFAIRE AMASA E. KILLAM.

Hon. M. Emmerson demande copie des rapports d'enquêtes, etc., se rapportant à la mise à la retraite de Amasa E. Killam, employé du chemin de fer Intercolonial—1805; question est de savoir si M. Killam a droit de bénéficier au fonds de pension des employés du chemin de fer—1807.

Hon. M. Reid—Aucune objection à déposer les papiers demandés—1809.

Motion adoptée—1812.

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

Sir Wilfrid Laurier demande copie de toutes pétitions, requêtes, etc., au sujet de la construction immédiate du canal de la baie Georgienne—1083; grand nombre de requêtes et de résolutions de Chambres de commerce et d'associations commerciales ont été adressées au gouvernement—1083; nécessité de commencer le canal de la baie Georgienne—1083; aucun indice de la part du gouvernement d'accéder à ces requêtes—1083; commission chargée de faire une enquête—1083; deux commissions ont déjà étudié la question—1083; l'une en 1859 et l'autre il y a six à sept ans—1083; en notre possession autant de renseignements qu'il en faut pour arrêter une détermination—1083; canal de la baie Georgienne est nécessaire au développement du commerce canadien—1083; l'amélioration des canaux du Saint-Laurent—1083; canalisation de la baie Georgienne et de la rivière Ottawa—1083; nous avons besoin des deux réseaux—1083; creuser le canal Welland à 20 pieds—1084; le canal Welland ne favorisera pas suffisamment le développement de notre commerce, que celui-ci pourra encore s'acheminer vers les ports américains au détriment des nôtres—1084; problèmes de la plus haute importance—1084; au cours de la dernière saison, du mois d'août à la clôture de la navigation, il s'est expédié du fond du lac Supérieur 133,000,000 de boisseaux de grain provenant de l'Ouest canadien—1084; 75,000,000 de boisseaux s'en sont allés aux Etats-Unis, tandis que 58,000,000 poursuivaient leur chemin vers les ports canadiens—1084; toujours été en faveur de l'approfondissement du canal Welland et de l'amélioration des canaux du Saint-Laurent—1084; commerce de

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE—*Suite.**Sir Wilfrid Laurier*—*Suite.*

l'Ouest va devenir tel que nous n'aurons jamais assez de moyens de transport pour y faire face—1084; la distance entre Fort-William et Montréal, par voie du Saint-Laurent, est d'un peu plus de 1,200 milles; la distance entre les deux mêmes points, par la baie Georgienne et l'Ottawa, n'est que d'environ 950 milles—1085; en recherchant les moyens d'améliorer les voies navigables du Saint-Laurent et de l'Ottawa, il ne faut pas oublier que nous devons pourvoir aux exigences du commerce américain aussi bien que du nôtre—1085; nos voisins des Etats-Unis ont droit aux eaux du Saint-Laurent au même titre que nous-mêmes, et quand nous construisons un canal, c'est pour y attirer le commerce américain aussi bien que le canadien—1085; j'approuve l'entreprise au point de vue commercial sans esprit de parti—1086.

M. Lamarche—Depuis plus d'un demi-siècle, cette importante question a été librement discutée—1086; l'intérêt général de la nation a été sacrifié aux intérêts locaux et même étrangers—1086; "canal de la baie Georgienne" est un nom mal choisi—1086; seulement 28 milles de canalisation—1086; le côté politique de cette question—1086; opinion de sir John A. Macdonald—1087; canal de la baie Georgienne et le Pacifique-Canadien les deux grandes entreprises jumelles de la nation—1087; déclaration de l'honorable Alexander Mackenzie en 1876—1087; le premier ministre actuel s'est aussi enregistré en faveur du principe du canal de la baie Georgienne—1087; le chef de l'opposition actuelle a en différentes occasions donné son appui à ce projet—1087; l'opinion publique demande une action immédiate—1087; en 1856 M. Walter Shanly a fait un relevé exact de la rivière Ottawa et de la rivière des Français, depuis Montréal jusqu'au lac Huron, distance de 430 milles—1088; ce fut le premier rapport sur le canal de la baie Georgienne—1088; conclusions du rapport de Shanly—1088; deuxième rapport préparé par M. T. C. Clarke—1088; M. Clarke s'accorde avec M. Shanly—1088; commission royale nommée en 1870 présidée par Hugh Allan, de Montréal—1089; travaux que la commission recommandaient au coût de \$19,170,000—1090; en 1879 un relevé fut fait par M. E. P. Bender, du lac Huron au lac Nipissing—1090; en 1899 M. Henry F. McLeod fit un relevé complet de toute la région des niveaux supérieurs du lac Nipissing jusqu'au lac Talon—1091; dernier rapport est celui de MM. Lafleur, St. Laurent, Coutlée et Chapleau—1091; leur rapport soumis au mois de janvier 1909, est tellement complet sous tous rapports qu'aucun autre travail préliminaire n'est nécessaire et que l'entreprise peut être commencée immédiatement, si tel est le désir du gouvernement—1091; depuis 1858 tous les experts et explorateurs sont unanimes à se déclarer convaincus de la possibilité et des avantages de cette grande entreprise—1092; avantages qui découleront de cette entreprise et nécessité au point de vue commercial—1092; canal de la baie

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE—*Suite.**M. Lamarche*—*Suite.*

Georgienne est la seule voie de ce genre de l'est à l'ouest qui puisse être construite d'un bout jusqu'à l'autre sur le territoire canadien—1093; en temps de guerre, si une telle chose venait à se produire avec les Etats-Unis, la route fluviale de l'Ottawa serait la seule qui aurait quelque utilité au point de vue militaire—1093; telle a été l'opinion des autorités impériales dès l'année 1821—1093; rapport du général Gascoigne en 1898 sur la possibilité de construction et les avantages du canal de la baie Georgienne—1093; nous serait possible de garder, sans partage, tout le trafic de l'Ouest à l'Est—1094; révolution complète dans les tarifs de transport pour le trafic de l'Ouest—1095; voie de transport par eau et grande source de revenus pour les chemins de fer—1095; le trafic sur le canal de la baie Georgienne comprendrait en outre du grain et du charbon, le bois de charpente, le bois à pulpe, la pulpe, la fleur, les animaux, les viandes préparées, les phosphates, la tourbe, les minéraux et les minerais ainsi qu'une foule d'autres produits—1097; canal Welland est une commodité entre voisins—1097; la route de la baie Georgienne est une nécessité nationale—1097.

M. Devlin—En faveur de la construction du canal—1099; opinion de la commission royale de 1905 sur la route du canal Welland et du Saint-Laurent et la route de la baie Georgienne—1099; il n'y a qu'un seul moyen de conserver notre commerce dans nos propres voies de l'est à l'ouest quand il s'agit des voies fluviales de transport, c'est en améliorant notre réseau de canaux des Grands lacs aux ports de l'Océan, par la baie Georgienne, la rivière aux Français et l'Ottawa—1100; le coût est évalué à \$100,000,000—1101; développerions un commerce qui rembourserait amplement toutes les dépenses—1101.

Hon. M. Rogers—En 1894 Parlement a accordé pour la première fois une charte à un groupe d'hommes marquants et distingués, qui se croyaient en état de construire le canal de la baie Georgienne comme une entreprise commerciale—1102; charte fut renouvelée jusqu'en 1912—1102; le Parlement a accordé à cette compagnie des pouvoirs très étendus qui lui auraient permis d'entreprendre la construction du canal, si la compagnie avait pu réussir à démontrer que l'exploitation en serait fructueuse et rémunératrice pour les bailleurs de fonds. Mais, sous ce rapport, la compagnie n'a éprouvé que des déceptions—1103; avons déjà dépensé \$135,000,000 à la construction de divers canaux—1103; canal Welland coûtera \$45,000,000—1104; la route du Saint-Laurent—1104; dépense additionnelle de \$150,000,000—1104; le plus fort argument en faveur du canal—1104; transport des produits de l'ouest à l'est—1104; Buffalo semble être le point où l'on détourne le commerce du Canada—1104; notre commerce ne s'acheminera jamais vers New-York par le canal Erié

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE—*Fin.**Hon. M. Rogers*—*Suite.*

—1104; nos voisins n'ont pas déployé assez d'activité dans l'amélioration des canaux—1105; rendu à Buffalo on met notre grain en wagons—1105; si nous avons perdu ainsi une partie de notre commerce, la faute en fut surtout et en est encore à nos compagnies de chemins de fer dont la seule excuse est d'avoir eu à s'occuper en d'autres endroits du Canada d'autant de transport plus rémunérateur qu'elles en pouvaient effectuer; sans cela, elles n'auraient pas laissé les lignes américaines s'emparer de ce trafic—1105; Parlement devrait leur en demander compte—1105; n'avons pas encore de rapport sur le côté pratique de l'entreprise du canal de la baie Georgienne—1105; commission sera chargée de s'enquérir de la possibilité du projet au point de vue du commerce—1105; gouvernement ensuite sera en mesure de donner sa décision—1106.

M. White (Renfrew-nord) — Question des transports est importante dans un pays comme le Canada qui s'étend sur une distance de 3,000 milles d'un océan à l'autre, et qui a l'avantage de posséder un aussi grand nombre de moyens naturels de transports—1107; voies navigables assurent des avantages de trois sortes—1108; économie directe dans le prix de revient des marchandises—1108; réduction des tarifs des chemins de fer—1108; l'effet créateur—1108; immense avantage résulté pour plusieurs grandes villes de l'amélioration des voies navigables—1109; déviation des eaux du lac Michigan—1111; détournement de l'eau à Chicago est une perte irréparable pour les industries des Etats-Unis et du Canada—1111; opinion de Daniel Mullin, conseil du roi—1111; Canada devrait veiller au maintien du niveau des Grands lacs—1112; avantages stratégiques obtenus par la voie du canal de la baie Georgienne—1113; conseil du duc Wellington à sir George Murray en 1814—1112; leçon de la guerre 1812-1814—1113; quand le canal maritime d'Ottawa sera construit, la flotte canadienne pourra atteindre le lac Huron sans passer par les eaux internationales—1113.

Débat renvoyé à une autre séance—1113.

CAS DE M. GUSTAVUS A. COLPITTS.

Hon. M. Emmerson demande copie documents, etc., au sujet de Gustavus A. Colpitts, sujet canadien, qui prétend qu'il ne lui a pas été permis par les fonctionnaires de l'Etat de débarquer à Rimouski alors qu'il était passager à bord de l'"Empress of Britain"—471; faire définir ce qu'est le statut du citoyen canadien rentrant au Canada—471; M. Colpitts se fit passager d'entrepont—471; voulut débarquer à Rimouski au lieu de Québec afin d'économiser de l'argent—471; un douanier l'empêcha de débarquer parce qu'il voyageait d'entrepont—471; M. Colpitts veut savoir en vertu de quels règlements ou principes on l'a privé des droits qu'il aurait eus s'il eût voyagé en première ou

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*CAS DE M. GUSTAVUS A. COLPITTS—*Suite.*

Hon. M. Emmerson—*Suite.*

secondé classe—472; correspondance de M. Colpitts avec le gouvernement—472.

Hon. M. Hazen—Il n'a pas été échangé de correspondance à ce sujet avec le département de la Marine et des Pêcheries—476; le seul inconvénient éprouvé par M. Colpitts a été de faire le voyage à Québec, alors qu'il a voulu prendre terre à Rimouski—477; n'a pas pris les mesures requises pour débarquer à Rimouski—477.

Hon. M. Reid—Préposés à la quarantaine refusaient une patente nette de santé aux passagers de troisième et pour cette raison on ne permit pas à M. Colpitts de quitter le navire—477.

Sir Wilfrid Laurier—S'il se trouve quel'un à blâmer, ce n'est pas l'officier de douane—478; l'officier de quarantaine n'a pas voulu l'examiner parce qu'il était de l'entrepont—479; fut soumis à des ennuis considérables—479; pourquoi un canadien voyageant en troisième n'aurait-il pas l'avantage de débarquer à Rimouski au lieu d'être soumis à l'obligation qui est imposée à tout immigrant?—479.

Le très hon. R. L. Borden—Officiers ont agi de bonne foi—479; pas facile d'introduire des changements considérables—479; si on découvre une règle qui obvie aux délais et aux inconvénients de cette sorte, elle sera mise en pratique—480.

Motion adoptée—480.

CHEMIN DE FER PACIFIQUE-CANADIEN EN AUTRICHE.

Hon. M. Lemieux demande copie de toute la correspondance échangée avec le gouvernement au sujet de la fermeture des bureaux de la compagnie du chemin de fer Pacifique-Canadien à Vienne et à Trieste, en Autriche—938; position d'une grande compagnie canadienne à l'étranger—939; façon dont on en a agi à l'endroit du Pacifique-Canadien—939; soulevé beaucoup de mécontentement en Angleterre et au Canada—939; les faits qui se rattachent à cette question—939; Pacifique-Canadien décida d'établir un service direct de navires entre Trieste, Autriche et le Canada—939; transporter non seulement les passagers touristes mais ceux d'entrepont et les marchandises—939; le gérant général de la compagnie en Autriche était M. Altman, un américain—939; en novembre dernier on informa la presse de ce pays que les bureaux du Pacifique-Canadien en Autriche avaient été fermés—939; police avait saisi tous les documents—939; M. Altman avait été mis sommairement en prison—939; prétexte allégué c'était qu'une infraction avait été commise dans les règlements relatifs à l'émigration édictés par l'Autriche—939; lois militaires de l'Autriche défendent aux jeunes gens d'émigrer au Canada—939; accusation fut niée et on la repoussa avec succès—939; sur 30,850 passagers du Pacifique-Canadien du 1er janvier au 30 septembre 1913 il n'y avait que 11,860 passagers d'origine autrichienne—939; les compagnies rivales

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*CHEMIN DE FER PACIFIQUE-CANADIEN EN AUTRICHE—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

ont transporté dans le même laps de temps 460,000 passagers dont 50 pour 100 étaient des sujets autrichiens—939; déclaration officielle publiée dans la presse du Canada et de Londres—940; texte de ce document—940; gouvernement autrichien ordonna une enquête—940; M. Altman ne fut libéré sous caution qu'à la fin de novembre—940; texte de ce que publiait le "Times" de Londres, sur cette affaire—941; semble que le gouvernement autrichien ait violé le traité anglo-autrichien de 1876—942; quel est le résultat de l'enquête?—942; quelles mesures ont été prises par le ministère des affaires étrangères d'Angleterre?—942.

Le très hon. R. L. Borden—Partie considérable des documents relatifs à cette affaire sont de nature confidentielle—942; excellence du travail que le Pacifique-Canadien a accompli—942; serait fâcheux qu'une nation étrangère traitât cette compagnie de façon à mériter le reproche d'injustice—942; question qui fait encore l'objet de négociations diplomatiques—942; l'attitude sympathique de la presse anglaise—942; cette attitude fut aussi celle du gouvernement anglais—942; direction générale de la compagnie est à l'abri de tout reproche—943.

Motion adoptée—943.

CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONFEDERATION.

Hon. M. Lemieux propose que le gouvernement fédéral devrait encourager l'exposition internationale projetée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'établissement de la Confédération—1512; sentiment qui a pris de la force—1513; le 1er juillet 1917 nous célébrerons le cinquantième anniversaire de la Confédération canadienne—1513; constitution du Canada se compare très favorablement avec celle des autres nations—1513; on regarde le Canada comme exemple d'un pays dirigé par le meilleur système de gouvernement fédératif—1513; l'année 1867 est une date brillante—1513; borne dans le champ de l'histoire du Canada—1513; notre histoire constitutionnelle—1513; assimiler nos institutions politiques à celles de la mère patrie—1513; le problème de l'établissement de la Confédération en 1867 fut un des plus difficiles à résoudre—1513; en 1759 nous atteignons la fin du régime français en Canada—1513; en 1763 la cession formelle du Canada à l'Angleterre s'accomplit par le traité de Paris—1513; le 7 octobre 1763 nous avons la première constitution du pays—1513; proclamation du Général Murray—1513; établissait quatre gouvernements—1513; acte de Québec en 1774—1513; grande charte de ce pays—1514; révolte des Trente Colonies—1514; le statut de 1791—1514; partageait le Canada en deux provinces—1514; troubles avant 1840—1514; rapport de lord Durham—1514; constitution de 1840—1514; quatrième période—1514; confédération

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONFEDERATION—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

de 1867—1514; système fédéral meilleur moyen de rétablir l'harmonie—1514; deux faits qui dominent—1515; maintenir intact le principe du lien britannique—1515; Canadiens sont des sujets loyaux de Sa Majesté—1515; Canada est vraiment maître chez lui—1515; les appréhensions de 1867—1515; nombreux revers—1515; deux rebellions dans l'Ontario—1515; vexations fiscales de la part de Washington—1515; conflits de juridiction entre les provinces—1515; colonisation de l'Ouest canadien—1515; la plus grande destinée du Canada est de faire partie de l'empire britannique à des conditions égales—1515; Confédération a stimulé notre ascension politique—1515; l'étendue de notre pays—1515; population du Canada augmente de mille âmes par jour—1516; commerce du Canada—1516; en commémorant l'établissement de la Confédération on atteindra deux résultats—1516; dira au monde le triomphe de nos institutions politiques—1516; le succès phénoménal de notre développement matériel—1516; un cinquantenaire en Canada équivaüt à un centenaire en Europe—1516; l'idée a été lancée à Montréal—1516; la presse en général donna dans le mouvement—1516; lettres écrites par les maires des différentes villes du Canada—1517; texte de treize lettres—1517; exposition internationale—1518; Montréal, métropole commerciale du pays, est le lieu qu'il faut pour cette exposition—1518; opinion de M. DeBray sur les expositions internationales—1518; dédicace des plaines d'Abraham—1519; hommage solennel d'un peuple—1519; culte que nous avons pour un passé glorieux—1519.

Le très hon. R.-L. Borden—Opinion unanime—1519; lorsque nous serons arrivés à la date du cinquantenaire de la Confédération, le Canada devra commémorer dignement ce grand anniversaire—1519; possibilité de tenir une exposition internationale—1519; pas opposé à l'idée d'une exposition universelle—1519; pas encore formé d'opinion à ce propos—1519; pas suffisamment de renseignements pour justifier la Chambre de se prononcer—1519; serait prématuré de nous engager à soutenir le projet—1520.

M. Maclean (Queen, I.P.-E.)—Cette année l'île du Prince-Edouard célébrera l'anniversaire de la première conférence qui ait été tenue, en vue d'amener la confédération des provinces canadiennes—1520; texte de la résolution adoptée en 1862 par la législature de la Nouvelle-Ecosse—1520; résolution adoptée en 1864 par la législature de l'île du Prince-Edouard—1520; conférence définitive à Québec le 10 octobre 1864—1521; on rédigea le pacte de confédération—1521; l'île du Prince-Edouard ne vit pas la possibilité de souscrire aux conditions figurant dans le rapport de la conférence—1521; conférence de Charlottetown en 1864—1521; fait le plus remarquable et le plus important de notre histoire—1521;

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CONFEDERATION—*Suite.*

M. Maclean (Queen, I.P.-E.)—*Suite.*

Charlottetown est le berceau de la confédération—1521; l'œuvre de notre unification nationale, devrait s'imposer aux plus vives préoccupations du Parlement—1521.

M. Cockshutt—Exposition internationale—1521; proposition qui demande mûre délibération—1521; grave importance—1522; rien négliger pour qu'elle soit digne du pays—1522; des millions ont été perdus dans l'exposition de Chicago—1522; même résultat à Buffalo et à Saint-Louis—1522; on ne saurait guère compter que le Canada puisse faire d'une exposition universelle une entreprise rémunératrice—1522; subvention du gouvernement fédéral ne suffirait pas à assurer le succès—1522; faudrait le concours financier du peuple canadien—1522; devoir de s'imposer des sacrifices personnels—1522; il n'y a guère que quatre ou cinq villes qui pourraient fournir les hôtelleries et installations voulues pour une exposition universelle—1522; Toronto l'importe sur toutes les villes rivales—1522; Toronto se trouve au centre d'une grande région agricole—1523; propose que le débat soit ajourné—1523.

M. Maclean—(York-sud)—L'expérience que nous avons faite de la Confédération—1523; célébration devrait prendre la forme pratique de la revision de notre constitution—1523; notre constitution est antique—1523; procédure parlementaire a besoin d'être révisée—1523; pas encore trouvé le moyen de faire appliquer les lois fédérales—1523; simplifier la constitution—1523.

Débat renvoyé à une autre séance—1523.

CORRESPONDANCE ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET EDOUARD LAPOINTE.

Hon. M. Lemieux demande copie de toute correspondance, etc., concernant un marché entre Edouard Lapointe et le ministre des Postes—943; si cette correspondance est officielle je n'insisterai pas—943.

Motion adoptée—943.

CONDAMNATIONS A LA PEINE CAPITALE.

M. Wilson (Laval) demande un relevé faisant connaître les noms des personnes trouvées coupables d'offenses capitales en Canada depuis la Confédération; cas dans lesquels il y a eu sursis, pardon, etc.—1812; ces statistiques fourniront des matériaux à tous ceux qui étudient la criminalité et la sociologie—1813.

Motion adoptée—1813.

DIMINUER LES CREDITS DE \$3,000,000.

M. Proulx propose que des résolutions soient renvoyées au comité avec mandat de diminuer les crédits de \$3,000,000—5461; budget de la milice a été augmenté de plusieurs millions—5461; Canada est un pays pacifique, absurde de dépenser \$14,000,000 pour la milice—5461; avons besoin de cet

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*DIMINUER LES CREDITS DE \$3,000,000—*Suite.**M. Proulx*—*Suite.*

argent pour développer les ressources de notre pays—5461.

Motion rejetée—5462.

DRAGAGE DE LA RIVIERE DES PRAIRIES.

M. Wilson (Laval) demande copie de toute correspondance, documents, etc., se rapportant au dragage de la rivière des Prairies de 1912 à 1914—1813; parcours de la rivière des Prairies—1813; indépendamment du grand projet du canal de la baie Georgienne, les sommes que l'on dépenserait pour le dragage de la rivière des Prairies, seraient dépensées utilement—1813.*Hon. M. Rogers*—Aucun travail en rapport avec l'entreprise du canal de la baie Georgienne ne sera entrepris avant d'avoir reçu le rapport de la commission d'enquête sur le canal de la baie Georgienne—1816.

Motion adoptée—1816.

IMMIGRATION ASIATIQUE.

Hon. M. Oliver demande copie de toute correspondance, etc., ayant trait au décret du conseil restreignant l'immigration dans la Colombie-Britannique—1279; question fort complexe—1280; l'immigration européenne au Canada—1280; Canada a besoin d'une immigration européenne—1281; en excluant les ouvriers de race blanche de la Colombie-Britannique, nous faisons de la place aux Chinois—1281; dernier décret effectif contre les Hindous, ne l'a pas été contre les Chinois—1281; décret de 1910 au sujet de l'immigration asiatique—1282; modifications apportées par le gouvernement du jour—1282; texte du jugement du juge Hunter sur la question orientale—1282; l'affaire Thaw—1284; ce qui est légal dans Québec ne l'est pas ailleurs dans certains cas—1284; je maintiens que le Parlement canadien a le droit de dire qui pourra entrer au Canada et quels sont ceux à qui l'entrée de ce pays doit être interdite—1284; je maintiens que le gouvernement a le devoir de se conformer à la volonté du peuple, exprimée par le Parlement, et bien que dans le cas actuel ce soit une excuse acceptable de dire qu'on n'a fait que se conformer à l'ordonnance d'un tribunal en admettant des immigrants pernicieux, cela ne suffit pas pour déterminer la politique que le gouvernement devra suivre à l'avenir—1284; si la situation est telle qu'on le prétend, il faut le changer, et cela le plus tôt possible—1284; opinion du commissaire général de l'immigration aux Etats-Unis—1284.*Hon. M. Lemieux*—Cette question entraîne des conséquences intéressantes tout l'empire britannique—1285; races asiatiques, péril imminent—1285; question de l'immigra-MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*IMMIGRATION ASIATIQUE—*Suite.**Hon. M. Lemieux*—*Suite.*

tion asiatique se rattache à l'avenir du Canada—1285; gravité de la tâche que le Canada doit remplir—1286; 42,754 immigrants orientaux débarqués en Colombie-Anglaise—1286; opinion de Emm. Donald Shaw dans le "National Review"—1286; politique de l'ancien gouvernement bien avisée—1286; présence d'orientaux en Colombie-Anglaise affecte sérieusement les classes ouvrières—1286; se contentent de gages minimes—1286; impossible de les assimiler aux races européennes—1286; nos efforts doivent tendre à faire des Canadiens de tous les émigrants qui nous arrivent—1286; Chinois font d'excellents domestiques—1286; la taxe de \$500 sur les Chinois—1286; l'immigration japonaise—1286; nation très civilisée—1286; puissante alliée de la Grande-Bretagne dans le Pacifique—1287; gouvernement actuel, à l'instar de son prédécesseur, n'entend pas traiter les Japonais comme des immigrants pernicieux—1287; traité entre le Canada et le Japon—1287; notre commerce avec le Japon—1287; problème de l'immigration hindoue—1287; Hindous ne conviennent pas à notre pays—1287; soldats britanniques pour la plupart, ce qui ajoute à la complexité du problème—1288; problème est entré dans une phase aiguë—1288; situation critique dans la Colombie-Anglaise—1288; faits relatés par M. W. Baer—1288; affaire Thaw—1289; l'action du ministre de la Justice était justifiable—1289; dispositif du jugement de sir Horace Archambault, président de la cour d'appel, à Montréal—1289; revue historique du writ d'habeas corpus—1289; interprétation lucide des meilleures traditions de la jurisprudence anglaise et canadienne—1290; prêtre Bhagwan Singh a été traité de la manière la plus injuste—1290; indignation de nos compatriotes hindous en Colombie-Anglaise—1290; texte d'une dépêche de Vancouver—1290; l'idée d'une fédération impériale—1291; opinion de M. James Bryce sur le Canada—1292; leçons pour tous les chauvins du jingoïsme—1292; sagesse de la politique suivie par l'Angleterre—1292.

M. Stevens—Devoir du gouvernement de surveiller toute l'immigration, qu'elle nous vienne d'Europe ou d'Asie—1292; problème oriental difficile à résoudre—1292; l'ancien gouvernement a traité la question à la légère—1293; arrangement boiteux—1293; il y a vingt ans que la Colombie-Anglaise demande de tenir les orientaux hors du Canada—1293; question se complique de problèmes internationaux—1294; fermement convaincu que l'immigration dans un pays est un privilège offert par ce pays-là à ceux qui veulent venir s'y établir—1294; qu'il appartienne exclusivement au Canada de fixer les conditions devant présider à l'immigration dans ce pays—1294; par rapport aux Japonais, le problème est résolu d'une façon très satisfaisante—1294; quant aux Chinois, le gouvernement ferait preuve de la plus grande sagesse en s'assu-

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*IMMIGRATION ASIATIQUE—*Suite.*

M. Stevens—*Suite.*

rant de la possibilité de conclure avec eux un arrangement ou traité comme celui que nous avons conclu avec le Japon—1294; affaire des Hindous—1294; le juge en chef Hunter a fait une très subtile distinction en disant que les mots "d'origine asiatique" auraient pour effet d'interdire l'entrée du Canada aux enfants nés en Asie de parents britanniques—1294; l'interprétation du mot "origine" employé dans tout pays par rapport à une classe ou race ne se détermine pas d'après le nom de ce pays, mais d'après le sang qui coule dans les veines des sujets de cette classe ou de cette race—1294; question asiatique au point de vue des chinois—1295; amenés ici dans des conditions d'esclaves—1295; canadiens qui se respectent ne rivaliseront pas avec des individus travaillant dans de semblables circonstances—1295; l'effet du travail des chinois sur le prix de la main-d'œuvre—1296; effet de l'immigration orientale sur les conditions du travail à la Colombie-Anglaise—1296; travail oriental dans l'industrie de la pêche—1296; les exploitations forestières—1297; question hindoue—1297; texte du dernier jugement rendu dans cette cause—1299; agissements de l'individu Bhagwan Singh et de ses associés—1299; entré en Canada sous de fausses représentations—1299; Bhagwan Singh s'est parjuré—1299; socialiste violent—1299; conspire pour provoquer une révolte aux Indes—1301; l'ennemi de la race anglaise—1301; chasser l'anglais de l'Inde—1301; l'admission des femmes hindoues—1302; pas céder sur ce point—1302; mœurs des hindous—1303; crimes physiques—1303; après une seule génération les sujets britanniques de l'empire seraient débordés—1304; côté hygiénique et sanitaire de la question—1304; maladies qui s'attaquent aux hindous et aux autres races asiatiques—1304; la filaire, mal perfide—1304; rapport sur cette maladie—1304; orientaux ne s'assimilent pas—1304; impropres à exercer le droit du citoyen comme nous l'entendons—1305.

M. Knowles—Moins il y aura d'hindous en Canada, mieux ce sera pour le pays—1306; nous constatons une augmentation constante dans le nombre des immigrants japonais et cinq fois plus d'hindous sont débarqués au Canada—1306; opinions des conservateurs en 1908 sur la question orientale—1307; l'emploi des blanches dans les établissements orientaux—1311.

M. Barnard—Opposé à l'immigration des Hindous—1312; en faveur de l'immigration des Japonais conformément aux conditions établies entre les deux pays—1312; population prête à prendre des moyens extrêmes pour empêcher l'immigration des Hindous—1312.

M. Burnham—L'impérialisme tel que compris—1312; irriter la province de Québec—1313; conserver l'empire tel qu'il est présentement—1313; l'immigration orien-

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*IMMIGRATION ASIATIQUE—*Fin.*

M. Burnham—*Suite.*

tale—1313; main-d'œuvre étrangère—1313; pratiquer une exclusion judicieuse—1313; maintenir l'échelle des salaires actuels dans notre pays—1313; c'est manquer de logique que de refuser d'accorder une protection qui empêchera la baisse des salaires dans notre pays, et admettre sans impôts les produits de la main-d'œuvre à bas prix des pays étrangers, parce que telle est votre conception du libre-échange—1313.

Hon. M. Roche—Au point de vue de l'avenir l'immigration orientale est grosse de conséquences pour le Canada tout entier—1314; diminution de l'immigration chinoise—1314; l'immigration japonaise est conforme au traité fait avec le Canada—1315; ce qui a rapport aux hindous—1315; pas mettre esprit de parti dans cette question—1315; hindous sont entrés au Canada grâce au règlement, à la rédaction fautive, adopté par le cabinet libéral—1316; informations relativement à Bhagwan Singh—1316; dans les circonstances nous avons raison de défendre l'immigration des travailleurs en Colombie-Anglaise—1318; texte du décret qui a rallié l'approbation des classes ouvrières en Colombie-Anglaise—1318.

Hon. M. Doherty—Affaire Thaw et cas de Bhagwan Singh—1319; Singh a été expulsé parce qu'il est entré dans le pays en se donnant pour ce qu'il n'était pas—1319; en droit il n'y a pas eu de mandat d'habeas corpus—1320; le juge a simplement décidé que le premier bref accordé était nul, parce qu'il n'y avait aucune raison pour le motiver—1320; en tant que ce qui fait la base d'une législation relève de l'autorité de ce Parlement du Canada, je n'ai pas la moindre hésitation à dire que ce Parlement jouit, dans ce cas, de tous les pouvoirs que possède le parlement du Royaume-Uni—1321; cela étant, il n'existe, quant à moi, le moindre doute que ce Parlement a le pouvoir de dire que, étant données certaines circonstances, il n'y aura pas d'habeas corpus—1321; l'affaire Thaw—1323; il n'y a pas eu de writ, parce que le juge qui a accordé le writ n'avait pas juridiction pour l'émettre en vertu de la loi d'habeas corpus—1323; ce qui a été fait dans l'affaire Thaw a été fait pacifiquement et d'une manière calme et considérée, et en ayant pleinement le sens de nos responsabilités—1324.

Motion adoptée—1325.

INSPECTION DES IMMIGRANTS.

M. Paquet demande copie de toute correspondance, etc., concernant l'inspection des immigrants qui entrent en Canada—1505; perfectionner l'inspection des immigrants qui veulent entrer dans la famille canadienne—1505; nous voulons des cultivateurs et des ouvriers de ferme—1506; faire un choix judicieux—1506; énorme accroissement de nos immigrants—1506; éléments hétérogènes difficiles à assimiler 1506; assimilation des races dans notre

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*INSPECTION DES IMMIGRANTS—*Suite.**M. Paquet*—*Suite.*

pays—1506; problème social de la plus haute importance—1506; nous voulons sauvegarder nos institutions—1506; maintenir l'union entre les provinces canadiennes—1506; fermer les portes du Canada aux immigrants qui ne pourraient pas comprendre notre vie, nos traditions et notre histoire—1506; exposeraient à la ruine le splendide monument de 1867—1506; devons être prudents à l'égard de l'ouvrier—1506; classes ouvrières recherchent les villes—1506; loi de la déportation—1506; efficacité illusoire—1506; criminalité chez les immigrants—1506; l'hérédité dans la transmission de la folie—1506; éloigner tous ceux dont nous ne connaissons pas les antécédents—1507; présenter son casier judiciaire signé par les autorités provinciales ou municipales—1507; entente entre les autorités de chaque pays—1507; solution du problème de l'inspection—1507; responsabilité des compagnies de navigation—1508; examen médical aux ports d'embarquement—1508; système idéal—1508; l'inspection mentale—1509; Canadiens se rendent aux Etats-Unis—1509; importance du perfectionnement de nos statistiques—1509; commission pour étudier l'immigration européenne—1510; question du rapatriement 1510; immigration française—1510.

Hon. M. Roche—Loi actuelle d'immigration est assez stricte—1510; examen médical plus sévère qu'autrefois—1510; devoirs des compagnies de navigation—1511; plus difficile de s'assurer de la moralité des immigrants que de se rendre compte de leur état physique et mental—1512; ne favorisons pas l'immigration des ouvriers—1512; personnel de l'immigration n'a pas perdu de vue la question du rapatriement—1512.

Motion adoptée—1512.

LE ROI vs FALARDEAU.

Hon. M. Lemieux demande copie de toutes lettres, etc., concernant le retrait d'un appel à la cour suprême du Canada dans la cause de Sa Majesté le Roi, appelant, et Alfred Olivier Falardeau et Constant Napoléon Falardeau, répondants—480; construction du Transcontinental a donné lieu à des expropriations de terrains dans la ville de Québec—480; description du terrain Falardeau—481; ministère de la Justice offre \$26,257—481; plus tard on offre \$39,000—481; agrandi la superficie et l'offre a été modifiée—481; avocats des défendeurs réclamèrent \$52,000—481; plus tard, l'expropriation couvrant un plus grand terrain, le prix réclamé fut porté à \$217,261—481; juge Audette en cour d'échiquier accorda \$69,256—481; décision fut portée en appel par M. Chapeau représentant le procureur général du Dominion du Canada—482; factum préparé par l'avocat du gouvernement—482; ministre de la Justice a donné ordre d'abandonner l'appel—484; la Chambre a droit à une explication—484; en 1894 cette propriété était évaluée à mille dollars—484.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*LE ROI vs. FARLARDEAU—*Suite.*

Hon. M. Doherty—Comme le reste du pays Québec a progressé—485; première offre embrassait une superficie de 148,500 pieds, la dernière 780,000 pieds—485; on ne saurait trouver matière à critique dans la majoration de l'évaluation—485; comparer la décision rendue dans cette affaire avec la sentence arbitrale rendue en des affaires similaires—485; préférable d'accepter sentence de payer \$69,000 en présence d'une réclamation de \$217,000—486; jugement d'un magistrat contre lequel on ne peut rien dire—486.

Sir Wilfrid Laurier—Qui doit porter la responsabilité de la décision prise par la couronne—487; dans une cause comme celle-ci on trouverait difficilement une cour d'appel disposée à modifier la décision du tribunal de première instance—487; écart considérable entre les deux sommes—487; le juge a pu se tromper—487; ne croit pas qu'un contre-appel ait pu influencer l'opinion de l'avocat de la couronne—487; contre-appel était plutôt un "bluff"—487; pour quelle raison l'avocat de la couronne après avoir si fortement conseillé l'appel a-t-il subitement changé d'idée?—488; avons besoin de plus de renseignements que ceux que nous possédons—488.

Motion adoptée—490.

LIBERATION DE GEROLMIO FATSARI.

Hon. M. Lemieux demande copie de tous les papiers, etc., relatif à la libération de Gerolmio Fatsari, condamné pour tentative de meurtre à Montréal—490; affaire remet en mémoire certains chapitres des "Misérables" de Victor Hugo—490; Fatsari sur la foi de trois témoins fut trouvé coupable de tentative de meurtre—490; condamné à une quinzaine d'années de détention—490; l'un des témoins a subi la peine capitale—490; un autre purge une sentence au pénitencier—490; des doutes—490; en présence d'une erreur judiciaire—490; accorda le pardon à ce pauvre italien—490; reçut un complet et un billet de chemin de fer pour Montréal—490; trouvé errant dans les rues—490; plaintes contre la rigueur des lois—490; trouver moyen d'indemniser cet homme—491; en Angleterre fort mécontent de la prétention émise par la couronne que le roi ne peut se tromper—491.

Hon. M. Doherty—Beaucoup de circonstances propres à exciter la pitié—491; Canada n'a jamais prétendu qu'il était tenu de justifier sa conduite en invoquant la maxime que le roi ne peut pas se tromper—491; poursuite entamée à la demande des autorités provinciales—491; entièrement soustrait à la juridiction des autorités fédérales—491; ces dernières n'ont pris aucune part à la poursuite—491; gouvernement fédéral ne peut avoir de responsabilité—491; si une erreur judiciaire a été commise la responsabilité en retombe sur les autorités provinciales de Québec—492.

Débat est ajourné—493.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

PRODUCTION DE CERTAINS DOCUMENTS.

M. Chisholm (Antigonish)—Question de privilège—5142; demander la production de certains documents—5142; ministre des Douanes devrait se conformer à l'ordre de la Chambre—5142; ce que dit Bourinot—5142; remarque de l'honorable Alex. Mackenzie en 1874—5143; paroles de sir John A. Macdonald—5143; nomination de fonctionnaires publics à Antigonish—5143; une résolution—5145: "Que c'est le devoir du ministre des Douanes de se conformer à l'ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1914, relativement à la nomination d'un percepteur des douanes à Antigonish"—5145.

Le très hon. R. L. Borden—Devoir du ministre de se conformer à l'ordre de la Chambre—5145; documents essentiellement privés ne doivent pas être déposés—5145; c'est au ministre de juger si elles sont confidentielles ou non—5145.

Sir Wilfrid Lawrie—Le ministre ne s'est nullement opposé à l'adoption de l'ordre de la Chambre, qui ordonne que tous les documents, y compris les recommandations, devront être déposés sur la table—5146; si les documents ne sont pas confidentiels le ministre doit les déposer—5146.

Hon. M. Reid—Tous les documents concernant cette affaire ont été déposés—5146; j'assume l'entière responsabilité de toutes les nominations—5147.

M. Sinclair—Rien de privé dans cette affaire—5147.

Motion adoptée—5147.

LA "PRUDENTIAL LIFE OF CANADA".

M. Nickle propose d'annuler demande de remise des honoraires relativement au bill concernant la Prudential Life of Canada—3040; que le préambule du bill soit renvoyé au comité pour plus ample délibération—3040; circonstances qui ont entouré la présentation du bill—3040; compagnie anglaise du même nom—3040; le but en vue—3040; donner l'autorisation civile pour tout le Dominion—3040; opposition du bill inexplicable—3041; différence entre les deux compagnies du même nom—3041; manquer à l'étiquette internationale—3041; droits de la compagnie canadienne—3041.

M. Boyce—Motion sort de l'ordinaire—3042; procédure qui s'éloigne des règlements du Parlement—3042; ministre des Finances a donné son avis—3042; comité des Banques a disposé du bill après mûre délibération—3043.

Hon. M. Meighen—Compagnie canadienne possède des droits antérieurs—3043; comité a pris sur lui de créer un précédent regrettable—3044.

M. Armstrong (Lambton)—Les députés qui ont voté contre le bill en comité n'ont subi aucune influence—3044.

Motion adoptée—3044.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

SERVICE POSTAL TRANSATLANTIQUE.

M. Maclean (Halifax) demande copie de toute correspondance, etc., concernant le choix du port de Saint-Jean, N.-B., comme port de relâche des steamers "Royal George" et "Royal Edward" faisant le service du courrier maritime pendant la saison d'hiver de 1913-1914—606; injustifiable immixtion du gouvernement dans le choix des ports d'hiver—606; mérites respectifs de Halifax et de Saint-Jean—607; coutume des compagnies de navigation—607; prendre le courrier à Halifax—607; nouveau marché a été conclu—607; service d'été compagnies devaient faire choix ou de Montréal ou de Québec—607; pour l'hiver entre Halifax ou Saint-Jean—607; option laissée aux compagnies semble avoir plu aux chambres de commerce—608; les lignes Allan, Royale et Pacifique-Canadien ont adopté Halifax comme port d'arrivée et de départ—608; manque d'installation au port de Saint-Jean—608; irritation publique à Saint-Jean au sujet de la décision des compagnies—608; certains partisans du ministre de la Marine paraît-il, le prièrent de remettre son portefeuille—608; le gouvernement ou les ministres individuellement intervinrent—608; compagnie Pacifique-Canadien demeura inexorable—608; compagnie Royal-Line, propriété du Canadian-Northern revint plus tard sur sa décision et désigna Saint-Jean—608; jamais pareille volte-face n'aurait pu avoir lieu sans l'extraordinaire pression exercée par le gouvernement—609; bureau de la Royal-Line et le conseil d'administration du Canadian-Northern d'Halifax réclamèrent contre cette substitution—609; ministre de la Marine a joué un rôle important en toute cette affaire—609; intervention déloyale et injuste—610.

M. Carvell—Jonglerie avec les grands intérêts du transport dans le pays—611; victime réelle de cette transaction, c'est l'Intercolonial—611; trop de bisbille, de rancœurs désagréables contre les habitants des villes de Saint-Jean et d'Halifax—611; le 4 octobre 1913 le ministre de la Marine disait que les propriétaires des navires étaient entièrement libres dans cette affaire—612; arrangement conclu entre l'Intercolonial et le Pacifique-Canadien—612; subitement le Pacifique-Canadien décida de faire partir ses navires d'Halifax au lieu de Saint-Jean—613; résolution de protestations adoptée par le club de Saint-Jean—613; annulation de l'arrangement—613; texte de la convention fournie à la délégation de Saint-Jean—614; façon injuste dont on a agi à l'endroit de l'Intercolonial et à celui de la ville de Saint-Jean—615; Saint-Jean perd le trafic qui lui appartient naturellement—617; afin d'aplanir certaines difficultés politiques on prive Halifax du trafic qui lui appartient de droit—617; Pacifique-Canadien se sert de l'Intercolonial pour transporter les marchandises dans l'Etat du Maine—617.

Hon. M. Pelletier—L'entreprise du transport du courrier d'Halifax à Montréal a été accordée à l'Intercolonial—619; deux députés libéraux, MM. Carvell et Maclean d'Halifax, ont parlé en sens contraire—

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*SERVICE POSTAL TRANSATLANTIQUE—*Suite.*

Hon. M. Pelletier—*Suite.*

619; le peuple comprendra le truc—619; deux programmes contraires—619; le marché avec les compagnies n'a pas été modifié—620; compagnies pouvaient choisir le port qu'elles voulaient—620; on annonça que tous les steamers iraient à Saint-Jean—620; plus tard des compagnies, usant de la pleine liberté que leur donne leur contrat, changent d'opinion—620; gouvernement n'a participé en aucune façon au changement—621; voyant que tous les navires allaient à Halifax, la compagnie du Canadian-Northern décida d'envoyer les "Royals" à Saint-Jean—621; libéraux essaient de soulever les préjugés locaux contre le gouvernement—622; le gouvernement s'efforce d'inaugurer un grand service dans l'intérêt de tout le pays—622.

Le très hon. R.-L. Borden—Installations maritimes établies à Saint-Jean et Halifax n'ont pas été suffisantes, ces années dernières, pour les besoins du trafic—623; on est à les agrahdir—623; marché conclu avec le directeur général des Postes—623; compagnies laissées libres de choisir leur port—623; l'administrateur général de l'Intercolonial n'a jamais reçu d'ordre du gouvernement—623; but du gouvernement—625; assurer un meilleur service sur l'Atlantique—625; ne convient guère d'attirer en cette Chambre les animosités et les jalousies régionales—625.

Hon. M. Emmerson—Cabinet a causé un dommage à l'Intercolonial—625; en exerçant une pression d'un côté pour faire changer le port d'attache de la compagnie du Pacifique et de l'autre celui du Canadian-Northern—625; jamais la convention entre M. Gutelius représentant l'Intercolonial et le Pacifique-Canadien, n'aurait dû être conclue—625; taux de trafic sur l'Intercolonial—626; l'Intercolonial perd de l'argent dans le transport des marchandises de Montréal à Halifax—626; Pacifique-Canadien a insisté pour faire compenser ses pertes par l'état en changeant de port pour ses navires—626; c'est au Gouverneur en conseil d'après l'article 46 de fixer les taux et droits sur l'Intercolonial—626; ministre des chemins de fer n'a nullement le droit de le faire lui-même—626; taux nominal pour le transport des voyageurs et des marchandises—628; suppression des convois sur tout le parcours de l'Intercolonial—628; rémunération nominale que le Pacifique-Canadien paie à l'Intercolonial pour la circulation de ses convois—628; trains de l'Intercolonial retardés pour laisser passer ceux du Pacifique-Canadien—628; trains supprimés—628; employés jetés dehors au milieu de l'hiver—629; Pacifique-Canadien a les yeux sur l'Intercolonial—629; imposé aux clients de l'Intercolonial de fortes augmentations dans les prix pour plaie au Pacifique-Canadien—630; se garder de mettre l'Intercolonial au service d'un port quelconque—630; gouvernement a clandestinement passé un marché avec la compagnie du Pacifique-Canadien—631.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*SERVICE POSTAL TRANSATLANTIQUE—*Fin.*

M. Maclean (York-sud)—Prix de transport exorbitant—631; énorme majoration depuis deux ou trois ans—631; taxe sérieuse dont se trouvent grevés les blés de l'Ouest—631; Parlement et commission des chemins de fer sont impuissants à atteindre les dirigeants de la puissante coalition de l'Atlantique—632; compagnie du Pacifique-Canadien est à la tête de cette coalition—632; accaparer tous les transports de marchandises—632; le temps est arrivé de ne plus rien avoir à faire avec une compagnie qui veut entrer dans une coalition de ce genre—632; pas d'autre manière de les atteindre—633; absurde qu'un pays comme le Canada ne puisse pas exercer un contrôle sur ces gens-là—633; cultivateurs de l'Ouest sont soulevés—633; coûte plus de 60 cents par boisseau pour produire du blé—633; si cultivateur canadien n'a pas un bénéfice de 25 cents par boisseau pour son blé, il ne peut pas réussir—633; nous mettons le cultivateur à la merci des compagnies de transport—634; Intercolonial devrait être prolongé à Toronto, Winnipeg et à la Colombie-Britannique—634; l'Intercolonial est la plus grande propriété qu'ait le Canada—634; Pacifique-Canadien devrait accorder des conditions de reciprocité sur ses voies à l'Intercolonial—634; modifier la loi de façon à atteindre la coalition maritime—634.

M. Turgeon—Ne peut guère espérer améliorer le sort des cultivateurs de l'Ouest tant que le gouvernement conservateur et le Pacifique-Canadien continueront à exister en Canada—635; appris avec stupefaction que le Pacifique-Canadien avait renoncé au port de Saint-Jean—635; dans l'intérêt général du pays de maintenir le service à Saint-Jean—635; écart considérable entre le tarif imposé par l'Intercolonial aux expéditeurs des Provinces maritimes et celui accordé au Pacifique-Canadien entre Saint-Jean et Halifax—636; prix quinze fois plus élevés que ceux qu'accorde M. Gutelius au Pacifique-Canadien—636.

M. Macdonald (Pictou)—L'Intercolonial, le seul chemin de fer qui tient les Provinces maritimes en communication avec les autres voies de transport, réclame des prix de transport excessifs—637; gouvernement a tenu le rôle de politicien dans cette question—638; gouvernement prend plaisir d'opposer un port à l'autre—638; tenons à ce que les lignes transcontinentales traversent la Nouvelle-Ecosse—639.

Débat est renvoyé à une autre séance à la demande de l'hon. M. Rogers—639.

"SOUTHAMPTON RAILWAY CO."

M. Carvell demande copie de tous les documents, etc., se rapportant au "Southampton Railway Co."—1523; énorme somme d'argent a été prise à tort dans le trésor public—1523; commis grand préjudice—1523; procès intenté par John E. Stewart—1524; dommages résultant de la rupture d'un contrat—1524; compagnie a annulé le contrat prétendant que

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*"SOUTHAMPTON RAILWAY CO."—*Suite.**M. Carvell*—*Suite.*

Stewart avait donné un aperçu erroné de sa situation financière—1524; droits que la compagnie détenait du Parlement—1524; subvention générale—1524; les membres de la compagnie—1525; une affaire de famille—1525; compagnie s'efforçait de se procurer les capitaux nécessaires au moyen d'un décret ministériel—1525; gaspillage des deniers publics que de garantir les obligations de cette entreprise—1526; si la construction du chemin de fer de la vallée du fleuve Saint-Jean n'avait pas été décidée la construction de cet embranchement aurait été une entreprise nécessaire—1526; l'historique de ce chemin de fer—1526; rapport fait au département—1527; lettre de E. V. Johnson, ingénieur-inspecteur—1527; coût estimatif de la construction du chemin de fer Southampton—1528; compte des travaux exécutés—1529; ligne n'avait pas coûté plus de \$157,615 en tout—1538; les fonds reçus font un total de \$236,280—1538; profit net pour M. Pinder, \$59,965—1538; Parlement a doublé la première subvention—1538; fausses représentations—1539; grave irrégularité a été commise—1539.

Hon. M. Reid—Personne ne trouve à redire contre la voie ferrée—1540; rien à redire non plus parce que le gouvernement a accordé une subvention—1540; tout ce qu'il (M. Carvell) trouve à reprocher au gouvernement relativement à cette question, c'est que la subvention, prétend-il, a été payée en diverses sommes, quand elle n'était pas encore gagnée—1540; chaque item qui constitue le coût du chemin de fer est vrai et correct—1540; coût par mille fut de \$22,954—1540; rapport de M. Bowden—1541; dossier de M. Johnson—1541; expérience dans la construction des chemins de fer—1542; loyauté du ministre des Chemins de fer—1542; convaincu que le coût serait bien supérieur à celui demandé par la subvention—1542; chemin de fer a gagné sa subvention—1542; ferons une étude approfondie de la question—1542.

M. McLeod (York, N.-B.)—Pas réussi à prouver que le gouvernement se soit rendu coupable de quelque irrégularité—1543; faits inexacts—1543; enquête approfondie sur cette affaire—1543; M. Pinder a construit cette voie ferrée à l'ouverture—1543; pas un seul dollar n'est allé dans la caisse électorale—1544.

M. Carvell—Défis lancés par le député de York, N.-B.—1544; enquête devrait être confiée à une commission royale—1544.

Motion adoptée—1544.

TERMINUS DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Maclean (Halifax) demande copie de tous contrats, etc., en rapport avec la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson et de son terminus à Port-Nelson—703; gouvernement mérite d'être blâmé pour la façon dont il a conduit les travaux à Port-Nelson—703; ministre a conseillé le choix de Port-Nelson comme

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*TERMINUS DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON—*Suite.**M. Maclean* (Halifax)—*Suite.*

la tête de ligne sur la baie d'Hudson—703; pas jugé à propos de mettre le Parlement dans sa confiance—703; défaut de méthode dans les travaux—703; manque de préparation—704; toute l'affaire a subi un dommage grave aux yeux du public—704; manque absolu de facilités pour le déchargement des bateaux—704; nulles dispositions prises pour protéger les approvisionnements—704; achats excessifs de matériaux—704; incompétence dans le choix des navires—704; plaintes sérieuses relativement à la conduite que l'on a tenue à l'égard des ouvriers qui se sont rendus à Port-Nelson—704; vaisseau s'est perdu avec toute sa cargaison—704; d'autres ont dû jeter par-dessus bord une partie de leur cargaison—704; le "Alcazar" est revenu à Sydney, N.-E., sans avoir déchargé sa cargaison—705; n'a pu approcher qu'à 8 ou 10 milles de l'embouchure du fleuve Nelson—705; peu de profondeur de l'eau—705; l'"Alette" a fait naufrage dans la baie d'Hudson—705; avait à bord du bois de sapin valant \$75,000—705; le "Cearense" a fait naufrage à 20 milles de Port-Nelson—705; ce naufrage tient au manque absolu d'auxiliaires de la navigation—705; négligence de certains employés de l'Etat—706; déclaration de M. Joseph Anderson, un des chefs d'équipage du navire perdu—706; constatations du capitaine Robertson à la baie d'Hudson—707; important de choisir le meilleur port comme terminus du chemin de fer—709; choix de Port-Nelson est au moins discutable—790; mérites respectifs de Port-Nelson et de Port-Churchill—710.

Hon. M. Cochrane—Nelson n'est pas un port idéal—711; port pourrait être installé à Churchill à beaucoup moins de frais—711; pour arriver à Churchill il faut traverser un territoire absolument aride de 70 milles de longueur—711; région est gelée depuis la naissance d'Adam—711; pas un ingénieur est disposé à se porter garant de la possibilité de construire un chemin de fer dans cette région—711; pas d'autre chose à faire que d'adopter Nelson comme port terminus—711; distance pour Nelson 85 milles plus courte—711; perte du "Cearense" est due à son capitaine—711; capitaine partit pour le port sans demander de renseignement sur le manière d'y pénétrer—711; appareil de télégraphie sans fil du "Cearense" ne fonctionnait pas—711; l'accident au "Beothic"—711; avons retenu les services des hommes les mieux qualifiés—712; opinion du capitaine Sanders, inspecteur pour les Lloyd's, au sujet du fleuve Nelson—712; capitaine Freakley, de l'"Alette", dit que c'est lui qui est responsable de l'accident—712; avait donné trop de chaîne à son navire—712; nous avons été placés dans une position désavantageuse au sujet des travaux—713; eu à surmonter des difficultés considérables—713; grande drague que nous avons envoyée dans ces parages n'a pas été perdue—

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*TERMINUS DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON—*Suite.*

Hon. M. Cochrane—*Suite.*

713; construction des quais se poursuivra sans relâche—713; amélioration qui ont été faites dans le cours du Saint-Laurent se renouvelleront pour le détroit d'Hudson—713.

Hon. M. Oliver—Sol perpétuellement gélé fournit une fondation solide—714; énormité des travaux qu'il faudra exécuter pour faire de Nelson un port satisfaisant—714; gouvernement ne s'est pas rendu compte des obstacles qui se trouveraient sur son chemin—714; gouvernement et ses ingénieurs ont une tendance à amoindrir l'importance de l'entreprise—715; pas une mince tâche que d'établir un port à Nelson—715; entreprise intimement liée à la prospérité future des provinces de l'Ouest—716; coûtera moins pour expédier les grains de l'Ouest à Liverpool—716; transport de l'intérieur du pays abrégé d'à peu près 1,000 milles—716; entreprise se heurte à bien des intérêts et à bien des préjugés—716; travaux devraient se poursuivre avec plus de rapidité—716.

M. Aitkins—Ministre a pris toutes les mesures pour assurer le succès des expéditions—716; l'ébéraux n'avaient pas décidé où aboutirait le chemin de fer à l'est—717; faudra apporter beaucoup de soin au balisage du chenal—717; à l'installation des appareils de télégraphie sans fil—717; à l'établissement des signaux—717; faits exposés justifient le choix de Port-Nelson—717; Port-Nelson est à 100 ou 120 milles plus au sud que Churchill—718; libre de glace plus tard l'automne et plus tôt au printemps—718.

M. Knowles—Construction du chemin de fer de la baie d'Hudson fut décidée en 1908—718; en moins de trois ans le chemin était en très bonne voie—719; gouvernement ne se hâte pas pour achever l'entreprise—719; cultivateur de l'Ouest désirent que le chemin de fer soit construit 719; Port-Nelson a été choisi pour quelque raison qui n'a jamais été communiquée au public—721; on devrait procéder à une enquête—721.

M. W. H. Sharpe—Une des plus grandes tâches qui se soit jamais vue en ce pays—722; pas servi d'un seul cheval pour la construction de cette voie ferrée—722; tout a dû être fait par la main de l'homme—722; gouvernement a agi avec sagesse en choisissant Port-Nelson—722; baie et le détroit d'Hudson ne gèlent jamais complètement—722; navigable pendant huit à dix mois de l'année—722; avec le temps les navires transatlantiques viendront jusqu'à Winnipeg—722.

M. Kyte—Ouvriers d'Halifax engagés pour aller travailler à Port-Nelson—723; impossible de songer à faire des économies avec le prix de leur pension—723; on les a ramenés à Halifax—723; voyage a coûté \$100 à chacun d'eux—723; fait modifier motion afin d'avoir les arrangements conclus avec les ouvriers—723; ce qu'écrivit Montague Vesey sur les accidents dans la baie d'Hudson—723; le

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*TERMINUS DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON—*Fin.*

M. Kyte—*Suite.*

"Kathleen" était impropre au service et voilà ce qui explique la perte de milliers de dollars valant de précieux matériaux dans la baie d'Hudson—725.

Hon. M. Graham—Perfectionner nos voies de transport—726; faciliter l'écoulement des produits de l'Ouest—726; question qui intéresse le consommateur comme le producteur—726; requête de la population de l'Ouest pour chemin de fer de la baie d'Hudson a été entendue—726; vaincu que le Pas était l'endroit où devrait commencer le chemin de fer—726; ancien gouvernement avait surmonté un des plus grands obstacles dans l'exécution—727; c'était de décider d'exécuter—727; choix du terminus n'avait rien à faire avec la construction des 200 premiers milles—727; lorsque le chemin de fer aura été construit jusqu'aux rives de la baie d'Hudson il n'y aura que la moitié de l'entreprise de réalisée—728; du simple point de vue du chemin de fer, Nelson est préférable—728; on peut faire de Port-Nelson une rade superbe—729; gouvernement devrait commencer immédiatement les travaux de dragage—729; baie d'Hudson est la Méditerranée du nord—729; créer des installations de tête de ligne—729; chercher au moyen de satisfaire au trafic dès la mise en exploitation—729.

Motion adoptée—730.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT.

ADRESSE EN REPOSE AU DISCOURS DU TRONE.

Le très hon. R.-L. Borden propose que l'adresse en réponse au discours du Trône soit grossoyée et présentée à Son Altesse Royale, le Gouverneur général—323.

Motion adoptée—323.

COMMISSION D'ENQUETE DU CHEMIN DE FER NATIONAL TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Cochrane propose que le rapport de la commission d'enquête du chemin de fer National Transcontinental soit imprimé sur le champ—731.

Motion adoptée—731.

COMITE RELATIF A LA PROHIBITION DE LA CIGARETTE.

Le très hon. R.-L. Borden—Motion nommant le comité relatif au projet de loi concernant la fabrication, la vente ou la circulation des cigarettes, etc.—1768.

Motion adoptée—1768.

COMITE RELATIF AUX LOIS ELECTORALES.

Hon. M. Doherty propose qu'il soit nommé un comité spécial chargé d'étudier le fonctionnement de la loi électorale fédérale, etc.—1173.

Motion adoptée—1173.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

COMITE SPECIAL CONCERNANT LA REPRESENTATION A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Le très hon. R.-L. Borden—Propose que le bill n° 62, (concernant la représentation à la Chambre des communes), soit renvoyé à un comité spécial—970; avec instruction de préparer des annexes décrivant les diverses divisions électorales, etc.—970.

Sir Wilfrid Laurier—Apprécie marque de courtoisie—970; comité composé de neuf membres au lieu de sept—970; les quatre groupes différents de la population, les Provinces maritimes, Québec, Ontario et les provinces de l'Ouest seront représentées—971; neuvième membre sera l'arbitre—971.

Motion adoptée—971.

CONVENTION RELATIVE A LA SECURITE DES VIES EN MER.

Hon. M. Hazen propose de déposer une copie de la convention de Londres, concernant la sécurité des vies en mer—825; intérêt mondial—825; conclusion de la conférence internationale—825; le terrible désastre du "Titanic"—825; réveil général chez toutes les nations—825; enquêtes afin de découvrir les causes du désastre—825; l'invitation de la Grande-Bretagne—825; Canada fut représenté à la conférence—826; moyens de sauvetage—826; sécurité de la construction—826; télégraphie sans fil—826; certificats internationaux—826; conférence se composait d'hommes d'un grand savoir—826; article le plus important de la convention—826; il doit y avoir de la place dans les chaloupes pour tous les passagers et les membres de l'équipage—826; transport des objets dangereux est défendu—826; difficile et dangereux de s'enfuir d'un bateau en détresse—827; la sécurité de la route—827; tenir les transatlantiques avertis de jour en jour de la position des glaces flottantes—827; patrouille des eaux septentrionales et occidentales de l'océan Atlantique—827; découvrir et détruire tout objet flottant—827; l'observation du mouvement des glaces—828; Canada devra faire sa part—828; vaisseaux seront tenus de maintenir un quart ininterrompu—828; l'installation de la télégraphie sans fil doit avoir une portée d'au moins 100 milles—828; mutuelle reconnaissance des certificats d'inspection—829; dépose texte de la conférence—830.

Sir Wilfrid Laurier—Conférence a accaparé l'attention des puissances mondiales—830; désirerais savoir si les règlements ont été adoptés par les douze nations représentées à la convention—830; a-t-on l'intention de les rendre obligatoires législativement?—830.

Hon. M. Hazen—Intention de rendre les règlements obligatoires pour toutes les nations et pays qui ont participé à la convention—830.

Motion adoptée—830.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

DOCUMENTS RELATIFS AU CANADIEN-NORD.

Le très hon. R.-L. Borden propose qu'il y a lieu d'imprimer sur le champ ces parties des documents déposés sur le bureau de la Chambre et se rapportant au projet de résolution aide au Canadian-Northern—3614.

Motion adoptée—3614.

NOMINATION DE TRADUCTEURS.

Le très hon. R.-L. Borden propose d'approuver la nomination de M. J.-A. D'Astous, réviseur de la traduction et de M. Henri Trudel, traducteur aux débats de la Chambre—5463.

Sir Wilfrid Laurier—Traitement de \$1,800 au lieu de \$1,60—5463; passe-droit au détriment des anciens fonctionnaires—5463; inégalité de traitement—5463; pas juste que les nouveaux venus soient placés sur le même pied que les anciens—5463.

Le très hon. R.-L. Borden—Pas un membre du personnel actuel qui reçoit moins de \$1,800—5463.

Hon. M. Lemieux—On a nommé chef de bureau un homme qui n'a jamais fait de traduction—5464; certaines influences extérieures semblent avoir été mises en jeu—5464.

Motion adoptée—5464.

NOMINATION D'UN MESSAGEUR.

Le très hon. R.-L. Borden propose d'accepter la proposition de Son Honneur l'Orateur de la Chambre des communes touchant la nomination de M. Herbert Throop au poste de messager permanent à la bibliothèque du Parlement—3092.

Adoptée—3092.

NOMINATION DE TRADUCTEURS.

Le très hon. R.-L. Borden propose que MM. François Armand Terrault et Joseph Wilfrid Baril, soient nommés traducteurs dans le personnel de la Chambre des communes—5464.

Sir Wilfrid Laurier—Pourquoi le traducteur d'un bureau doit-il être payé plus que le traducteur d'un autre bureau?—5464; travail exactement semblable—5464.

M. l'Orateur—Nie catégoriquement l'intervention de toute influence extérieure—5464.

Hon. M. Lemieux—Aptitudes de M. Lucien LaSalle comparées avec celle de M. Henri Trudel—5465; M. LaSalle est un des membres les plus capables du personnel de la traduction—5465; droit d'ancienneté le désignait au poste de traducteur en chef—5465.

Le très hon. R.-L. Borden—N'ai jamais entendu parler d'influence extérieure—5465.

Hon. M. Coderre—On aurait dû nommer M. Lasalle chef des traducteurs—5465; convaincu que M. Trudel, bien qu'il soit excellent traducteur, ne l'emporte pas à ce point de vue sur M. Lasalle qui possède

MOTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*NOMINATION DE TRADUCTEURS—*Suite.*

Hon. M. Coderre—*Suite.*
beaucoup d'expérience—5465; difficile aujourd'hui de trouver des traducteurs compétents qui consentent à faire partie de notre personnel aux appointements de \$1,600 par année—5465.
Motion adoptée—5466.

REPRESENTATION A LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Hon. M. Rogers propose que le comité spécial chargé d'étudier le bill n° 62, (représentation à la Chambre des communes) ait le pouvoir de faire rapport de son travail de temps à autre—1061.
Motion adoptée—1061.

SEANCE DU MERCREDI SOIR.

Le très hon. R.-L. Borden propose que mercredi le 4 mars et les mercredis subséquents la Chambre se réunira à trois heures de l'après-midi et suivra les mêmes règles que les autres jours—1326.

Sir Wilfrid Laurier propose de remplacer le chiffre 4 par le chiffre 11—1326.
Motion amendée est adoptée—1326.

SEANCES DU MATIN.

Le très hon. R.-L. Borden propose qu'à partir du 27 avril, jusqu'à la clôture de la session, la Chambre siège le matin à onze heures—2923.

Sir Wilfrid Laurier demande d'ajourner la résolution jusqu'à ce que le gouvernement ait soumis toutes ses mesures—2924.
Motion réservée—2924.

SEANCES DU MATIN.

Le très hon. R.-L. Borden propose que le 5 mai, et jusqu'à la fin de la session, la Chambre se réunisse à onze heures du matin—3365.

Sir Wilfrid Laurier—Ne pas insister aujourd'hui sur l'adoption de cette motion—3365; dès que nous serons renseignés sur les actes législatifs que l'on doit présenter, nous serons prêts à voter cette résolution—3365.

Motion réservée—3365.

SEANCES DU MATIN.

Le très hon. R.-L. Borden propose qu'à partir du 11 mai la Chambre siège le matin—3476.

Sir Wilfrid Laurier—Compte que le gouvernement déposera cette semaine toutes les mesures qui doivent être étudiées à cette session—3476.

Motion adoptée—3476.

SEANCES DU SAMEDI.

Le très hon. R.-L. Borden propose que la Chambre siège le 16 courant et tous les samedis suivants—3952.

Adoptée—3952.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT—*Fin.*

TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

Le très hon. R.-L. Borden propose qu'à partir du 23 mars les avis de motions et les projets du gouvernement auront la priorité—1682.

Sir Wilfrid Laurier demande que la résolution s'applique à partir du lundi suivant le 23 mars—1682.

Motion modifiée est adoptée—1683.

MOTIONS SANS DISCUSSION.

ACHAT DE CHARBON AUX ETATS-UNIS.

M. Macdonald—Copie correspondance concernant achat charbon pour Intercolonial—703.

Ordonnée—703.

ACHAT DE TERRAIN.

M. Gauvreau—Copie de documents concernant achat terrain de MM. Bertrand et Dionne—860.

Ordonnée—860.

ACHAT D'ANIMAUX VIVANTS.

M. Sinclair—Copie de documents concernant achat d'animaux dans Provinces maritimes par H. Corning, de Yarmouth—2285.

Ordonnée—2285.

ACHAT DE BOITES POSTALES.

M. Nesbitt—Dépôt dossier indiquant si adjudication faite pour achat boîtes rurales pour colis—1776.

Ordonné—1776.

ACHAT DE L'HOTEL CARSLAKE.

Hon. M. Lemieux—Copie, papiers, lettres, décrets du conseil, etc., se rattachant à l'acquisition de l'hôtel Carlslake à Montréal—2555.

Ordonnée—2555.

ACHAT DE WAGONS POUR L'INTERCOLONIAL.

M. Macdonald—Relevé donnant nombre de wagons achetés pour l'Intercolonial; prix payés, etc.—2555.

Ordonné—2555.

ACHAT DU CHEMIN DE FER DU CAP-BRETON.

M. Kyte—Copie correspondance concernant achat par gouvernement—604.

Ordonnée—604.

ACHAT D'ANIMAUX POUR DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

M. Robb—Copie correspondance concernant achat d'animaux en 1913, commission et honoraires payés, etc.—605.

Ordonnée—605.

ACHAT CARRIERE A ST-NICHOLAS.

Hon. M. Lemieux—Copie documents concernant achat carrière par commissaires du havre de Québec—394.

Ordonnée—394.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

ACHAT D'UN IMMEUBLE PAR INTERCOLONIAL A MONCTON.

Hon. M. Emmerson—Copie documents concernant achat immeuble pour résidence surintendant général—603.

Ordonnée—603.

ACHATS DE TAUREAUX ET ETALONS PROVINCES DE L'OUEST.

M. Douglas—Etat achats de taureaux et étalons pour Manitoba, Saskatchewan et Alberta depuis 1912-1906.

Ordonné—1906.

ACHATS D'ETALONS POUR MANITOBA ET L'ALBERTA.

M. Douglas—Etat achats d'étalons depuis 1er janvier 1912—1906.

Ordonné—1906.

ACHATS DE TERRAINS A PICTOU.

M. Macdonald—Copie de documents concernant achats faits à Skinner's Cove pour achats terrains en 1913—1074.

Ordonnée—1074.

ADMINISTRATION DU SUBSIDE FEDERAL AUX PROVINCES POUR L'AGRICULTURE.

M. Lapointe (Kamouraska)—Copie documents, lettres, requêtes, etc., échangés entre M. J.-C. Chapais et le Dr C.-C. James et ministères agriculture provinciaux se rapportant à la distribution subside fédéral—2820.

AGENTS D'IMMIGRATION DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Chisholm—Copie rapports faits par chaque agent spécial—2010.

Ordonnée—2010.

AGENT D'IMMIGRATION A GRAVELBURG

M. Knowles—Copie de documents relatifs à emploi de Arthur Dubuisson—859.

Ordonnée—859.

AGRANDISSEMENT DU BUREAU DE POSTE CENTRAL DE QUEBEC.

M. Lachance—Copie documents concernant les contrats, sous-contrats, sommes payées, etc.—5220.

Ordonnée—5220.

AMELIORATIONS A EAST-RIVER.

M. Macdonald—Copie de documents concernant expropriation des propriétés de J. Campbell et A.-C. Milligan—703.

Ordonnée—703.

ANNULATION DE L'INSCRIPTION FAITE A R. BANNATYNE.

M. Neely—Copie documents se rapportant à cette affaire—2820.

Ordonnée—2820.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

APPAREIL DE FORAGE.

M. Buchanan—Copie correspondance dans ministère des Douanes concernant entrée à Lethbridge d'un appareil en août 1913—1505.

Ordonnée—1505.

APPOINTEMENTS DES SOUS-MINISTRES.

M. Chisholm—Sommaire faisant connaître appointements de chaque sous-ministre—2284.

Ordonné—2284.

ARGENT DEPENSE POUR FINS MILITAIRES DANS COMTE SHERBROOKE.

M. McCrea—Relevé de toutes les dépenses de la milice dans le comté de Sherbrooke—4743.

Ordonné—4743.

ARGENT EXPEDIE EN DEHORS DU CANADA.

M. Carroll—Relevé somme d'argent expédiée par bureaux postes depuis cinq ans dans comtés mentionnés—5385.

Ordonné—5385.

ARSENAL A INVERNESS.

M. Chisholm—Copie correspondance concernant construction arsenal dans la ville de Inverness—859.

Ordonnée—859.

ARSENAL DU DOMINION A QUEBEC.

M. Lachance—Copie, papiers, documents, etc., se rapportant à l'administration des affaires de l'arsenal du Dominion à Québec; condition des projectiles, et produits manufacturés à cet arsenal—5220.

Ordonnée—5220.

ARSENAL DE RIGAUD.

M. Boyer—Copie correspondance échangée entre ministère de la Milice et MM. A. Macdonald, E. Montpetit et J. H. Chevrier au sujet réparations à l'arsenal de Rigaud—470.

Ordonnée—470.

ATELIERS DE TRANSCONA CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Graham—Copie rapport de Geo. S. Hodgins daté 10 juin 1912 concernant ateliers—1073.

Ordonnée—1073.

AVOCATS DU DEPARTEMENT DE LA JUSTICE.

M. Lapointe—Sommaire faisant connaître noms avocats représentant département de la Justice depuis 21 septembre 1911—2009.

Ordonné—2009.

BANQUE DE YARMOUTH.

M. Law—Copie de documents concernant constitution légale et liquidation banque Yarmouth—2010.

Ordonnée—2010.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

BANQUES EN LIQUIDATION.

M. Neely—Etat banques mises en liquidation depuis confédération, pertes subies, etc.—1173.

Ordonné—1173.

BANQUE DE PICTOU.

M. E.-M. Macdonald—Copie correspondance se rattachant à liquidation affaires banque—1777.

Ordonnée—1777.

BANQUES SAINT-JEAN, VILLE-MARIE ET JACQUES-CARTIER.

M. Demers—Copie de documents touchant constitution légale et permis de ces banques—2285.

Ordonnée—2285.

BARRAGE DE LA RIVIERE CHATEAU-GUAY.

Hon. M. Lemieux—Etat travaux barrage—1505.

Ordonné—1505.

BARRAGES SUR LA RIVIERE MARGAREE.

M. Chisholm—Copie correspondance se rapportant aux dépenses faites pour barrages de dérivation—859.

Ordonnée—859.

BARRE DE LINGAN.

M. Carroll—Etat des employés sous les ordres de H.-D. McLean et montant reçu par surintendant en rapport avec ces travaux—392.

Ordonné—392.

BATEAUX EMPLOYES AU DRAGAGE DU HAVRE DE SAINT-JEAN.

M. Carvell—Relevé, bateaux employés par gouvernement depuis septembre 1911—1682.

Ordonné—1682.

BAUX D'IRRIGATION.

M. Turriff—Copie baux délivrés depuis octobre 1911—1279.

Ordonnée—1279.

BOITES POSTALES A CHESLEY.

Hon. M. Graham—Copie correspondance au sujet installation boîtes postales dans rues, village—394.

Ordonnée—394.

BREVET N° 151043.

Hon. M. Lemieux—Copie demande brevet pour cadenas de sacs de malle—1398.

Ordonnée—1398.

BRISE-LAMES DE BLUE-ROCK.

M. Wm. Chisholm—Etat paiements faits en 1913 pour réparations—1776.

Ordonné—1776.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

BRISE-LAMES A THE-GRAFF.

M. A.-K. Maclean—Copie de documents concernant construction brise-lames à The-Graff (Halifax)—393.

Ordonnée—393.

BRISE-LAMES A GREEN-POINT.

M. Turgeon—Copie soumissions reçues en 1912 pour construction brise-lames, et correspondance faisant connaître pourquoi entreprise pas adjugée au plus bas soumissionnaire—390.

Ordonnée—390.

BUREAU DE DOUANE A CHESLEY (BRUCE-SUD).

M. Truax—Copie correspondance concernant construction bureau douane—605.

Ordonnée—605.

BUREAUX DE POSTE DANS LE COMTE DE L'ISLET.

M. E. Lapointe—Relevé nouveaux bureaux établis depuis 1911, renseignements détaillés sur chacun—395.

Ordonné—395.

BUREAU DE POSTE DE MOUNT SAINT-PATRICK.

Hon. M. Graham—Copie correspondance se rapportant à déplacement bureau et destitution maître de poste—1504.

Ordonnée—1504.

BUREAU DE POSTE A CANNING.

M. Maclean—Copie correspondance concernant acquisition terrain—1505.

Ordonnée—1505.

BUREAU DE POSTE GIASSON.

M. Lapointe—Copie correspondance concernant ouverture nouveau bureau dans paroisse Saint-Aubert—2285.

Ordonnée—2285.

BUREAU DE POSTE DE NEW-RICHMOND, (P.Q.).

Hon. M. Marcil—Copie correspondance concernant J.-A. Campbell maître de poste et changement demandé—859.

Ordonnée—859.

BUREAU DE POSTE A HALIFAX.

M. A.-K. Maclean—Copie de documents concernant acquisition site rue Gottingen pour ériger bureau de poste—393.

Ordonnée—393.

BUREAU DE POSTE DE RED-POINT.

M. Hughes—Copie de documents concernant transfert du bureau de poste de Red-Point, I.-P.-E.—394.

Ordonnée—394.

BUREAU DE POSTE A SASKATOON.

M. McCraney—Copie correspondance concernant acquisition emplacement pour bureau de poste—391.

Ordonnée—391.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

BUREAUX DE POSTE DE ST-PHILIPPE EST ET OUEST.

M. Carroll pour M. Lapointe—Etat recettes et dépenses depuis 1er juin 1912—392.
Ordonné—392.

CAISSE DE PREVOYANCE DE L'INTER-COLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Etat caisse de prévoyance depuis 1er janvier 1912—393.
Ordonné—393.

CAMP D'ALDERSHOT.

M. A.-K. Maclean—Copie de documents concernant fourniture, viande, foin, avoine, etc., été et automne 1913—393.
Ordonnée—393.

CAMP D'ALDERSHOT.

M. Maclean—Copie correspondance touchant approvisionnement du camp en 1913 de juin à octobre—2284.

Ordonnée—2284.

M. Maclean—Copie de documents touchant fourniture glace au camp saison 1914—2284.

Ordonnée—2284.

CAMP MILITAIRE A FARNHAM.

M. Kay—Copie correspondance concernant achat terrain à Farnham—1505.
Ordonnée—1505.

CANAL DE SOULANGES.

M. Boyer—Etat employés sur le canal durant saison navigation, partie comprise entre pied du canal et premier pont—394.

Ordonné—394.

CANAL DE TRENT.

M. Burnham—Copie de documents touchant enquête au sujet des affaires du canal—1505.

Ordonnée—1505.

CANADIAN CONTRACTING COMPANY.

Hon. M. Lemieux—Relevé noms des promoteurs et pouvoirs demandés par cette compagnie—395.

Ordonné—395.

CERTIFICATS DE RENTES VIAGERES.

M. Lanctôt—Rapport indiquant total certificats rentes viagères émis par le gouvernement; montant primes encaissées annuellement; frais de déplacement, etc.—4743.

Ordonné—4743.

CERTIFICATS D'AVANCEMENT.

M. Carvell—Relevé nombre certificats demandés à commission service civil depuis 31 mars 1913—2421.

Ordonné—2421.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

CUEILLETTE DU FRAI A MARGAREE.

M. A.-W. Chisholm—Copie de documents touchant service cueillette frai pour homarderie depuis 1911—1776.

Ordonnée—1776.

CHALUTIERS A VAPEUR SUR L'ATLANTIQUE.

M. Sinclair—Copie correspondance avec gouvernement Royaume-Uni et celui Etats-Unis concernant chalutiers munis de filets trainants—1504.

Ordonnée—1504.

CHANGEMENT SITE BUREAU DE POSTE DE SAINT-LAZARRE.

Hon. M. Lemieux—Copie de télégrammes, pétitions, lettres concernant site bureau de poste Saint-Lazare, comté Bellechasse—2820.

Ordonnée—2820.

CHAMP DE TIR DE SOURIS.

M. Hughes—Copie documents concernant achat champ de tir—2020.

Ordonnée—2010.

CHAMBRES HAUTES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE.

M. Middlebro—Renseignements touchant constitution Sénats de tous pays possédant gouvernement fédéral—1279.

Ordonnés—1279.

CHARBON POUR LA HOMARDERIE DE MARGAREE.

M. Chisholm—Copie correspondance se rapportant à fourniture charbon de 1910 à 1914—859.

Ordonnée—859.

CHARBON POUR EDIFICE PUBLIC A LUNENBURG.

M. Maclean—Copie correspondance concernant fourniture charbon—604.

Ordonnée—604.

CHASSEURS DE PHOQUES DE LA COLOMBIE.

Sir Wilfrid Laurier—Copie petitions pour réclamation au sujet cessation chasse pélagique—605.

Ordonnée—605.

CHEMIN DE FER A NEW-LONDON.

Hon. M. Graham—Copie correspondance concernant embranchement projeté du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard—604.

Ordonnée—604.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT ET PACIFIQUE-CANADIEN.

Hon. M. Emmerson—Copie convention entre chemins de fer de l'Etat et Pacifique-Canadien concernant transport voyageurs et colis entre Halifax et Saint-Jean en rapport avec service paquebots—396.

Ordonnée—396.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

CHEMIN DE MATAPEDIA.

Hon. M. Marcil—Copie de documents concernant amélioration—859.

Ordonnée—859.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT ET PACIFIQUE-CANADIEN.

Hon. M. Emmerson—Copie convention conclue entre Intercolonial et Pacifique-Canadien en rapport avec service paquebots qui ont port de Halifax comme terminus—390.

Ordonnée—390.

COLLEGE ELECTORAL DE SHEFFORD.

M. Boivin—Relevé nombre de destitutions depuis 1er octobre 1911, noms de ces fonctionnaires, raisons de renvoi, noms des remplaçants—392.

Ordonné—392.

COMMANDES DU DEPARTEMENT DE LA MILICE.

M. Verville—Etat maisons manufacturières qui ont reçu commandes pour effets d'habillements, listes de prix, etc.—2010.

Ordonné—2010.

COMMISSAIRE ENQUETEUR ADAIR.

Hon. M. Emmerson—Etat dépenses enquête sur embranchement électrique de l'Intercolonial à Moncton et sur conduite des employés—2009.

Ordonné—2009.

COMMISSION DES PECHERIES.

M. Sinclair—Copie correspondance échangée entre commission et ministère Marine depuis établissement commission jusqu'au 31 décembre 1913—702.

Ordonnée—702.

COMMISSAIRE ENQUETEUR G.-H. FERGUSON.

M. Proulx—Sommaire, faisant connaître quelles enquêtes confiées à G.-H. Ferguson, montant honoraires, etc.—2009.

Ordonné—2009.

COMMISSAIRE ARTHUR PLANTE.

Hon. M. Marcil—Copie rapports et correspondance concernant réclamations contre chemin de fer Atlantique au lac Supérieur Québec et Oriental—392.

Ordonnée—392.

COMMISSION D'EMBELLISSEMENT D'OT-TAWA.

Sir Wilfrid Laurier—Copie arrêté du conseil nommant une commission—606.

Ordonnée—606.

COMMISSION NOMMEE PAR LA UNITED SHOE MACHINERY CO.

Sir Wilfrid Laurier—Copie correspondance concernant rapport et recommandations de la commission—605.

Ordonnée—605.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

COMMISSAIRES DU TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Graham—Copie correspondance concernant nomination de MM. Linch-Staunton et Gutelius—1073.

Ordonnée—1073.

COMMISSION DU HAVRE DE QUEBEC.

Sir Wilfrid Laurier—Copie correspondance au sujet construction voie ferrée pour relier Transcontinental avec gare Union projetée—1074.

Ordonnée—1074.

COMMISSIONS CONSTITUEES DEPUIS OCTOBRE 1911.

M. Maclean—Relevé nombre et attributions de ces commissions depuis 1911 à ce jour—604.

Ordonné—604.

COMITE JUDICIAIRE DU CONSEIL PRIVE.

Hon. M. Lemieux—Copie correspondance et documents concernant changements projetés dans le comité judiciaire du Conseil privé—470.

Ordonnée—470.

COMMISSIONS NOMMEES DEPUIS 1911.

M. Michaud—Etat indiquant nombre commissions nommées depuis 1911; noms des commissaires, sommes payées, etc.—2668.

Ordonné—2668.

CHEVAL TUE SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Boulay—Copie correspondance concernant perte d'un cheval par M. J. Roy, d'Amqui—938.

Ordonnée—938.

COMMIS STAGIAIRES DANS LA BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT.

M. Turgeon—Etat indiquant combien employés durant sessions 1911-12, 1912-13, noms, salaires, etc.—1172.

Ordonné—1172.

CONSTRUCTION PROJETEE DU TRANSCONTINENTAL.

M. Sévigny—Copie plans construction projetée partant de Sainte-Claire et traversant autres paroisses du comté de Dorchester—2009.

Ordonnée—2009.

CONTRATS DE MALLE RESILIES.

M. A.-W. Chisholm—Etat nombre contrats résiliés depuis 21 septembre 1911—1906.

Ordonné—1906.

CONSTRUCTION DU PACIFIQUE-CANADIEN.

M. Middlebro—Etat coût par mille depuis commencement à ce jour, etc.—1172.

Ordonné—1172.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*CONSTITUTION EN CORPORATION DU
"NATIONAL LIVE STOCK EX-
CHANGE."

M. Sutherland—Relevé noms des fondateurs, fonds-social de l'association, versements, etc.—2820.

Ordonné—2820.

CONSTITUTION EN CORPORATION DU
"CANADIAN NATIONAL BUREAU OF
BREEDING LIMITED."

M. Sutherland—Relevé des noms des fondateurs, actions souscrites, montant des versements, etc.—2820.

Ordonné—2820.

CONFERENCIERS DU DEPARTEMENT DE
L'AGRICULTURE.

M. Hughes—Relevé professeurs, conférenciers inspecteurs dans province de l'île du Prince-Edouard—1505.

Ordonné—1505.

CONFERENCE INTERPROVINCIALE.

Sir Wilfrid Laurier—Copie délibérations et résolutions, dernière conférence interprovinciale—394.

Ordonnée—394.

CONFERENCE IMPERIALE POUR LA DE-
FENSE NAVALE.

Sir Wilfrid Laurier—Copie correspondance au sujet convocation conférence impériale—605.

Ordonnée—605.

CONTRAT DE LA MALLE ENTRE AR-
MAGH - STATION A MAILLOUX,
BELLECHASSE.

Hon. M. Lemieux—Relevé donnant noms soumissionnaires et prix—4895.

Ordonné—4895.

CONSTRUCTION DU MUR DE PROTEC-
TION DE LAPRAIRIE.

M. Lanctôt—Copie papiers, soumissions, etc., mur de protection aux terres hautes de Saint-Lambert—3108.

Ordonnée—3108.

CONSTRUCTION D'UN GARAGE A SACK-
VILLE.

Hon. M. Emmerson—Copie documents concernant construction tronçon de ligne ou garage pour relier Intercolonial au quai public—603.

Ordonnée—603.

COURRIER ENTRE MERIGONISH ET
MALIGNANT-COVE.

M. Chisholm—Copie du contrat octroyé pour transport de la malle l'an dernier—605.

Ordonnée—605.

COURRIER ENTRE NORTH-LOCHABER
ET COLLEGEVILLE.

M. Chisholm—Copie du contrat conclu l'an dernier pour transport des malles—605.

Ordonnée—605.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*COURRIER ENTRE ANTIGONISH ET
LIVINGSTONE'S-COVE.

M. Chisholm—Copie contrat octroyé l'an dernier pour transport de la malle—605.

Ordonnée—605.

COURRIER ENTRE BRIDGETOWN ET
PORT-LORNE.

M. Maclean—Copie correspondance concernant transport de la malle—606.

Ordonnée—606.

COURRIER ENTRE BAIE SAINT-PAUL ET
MALBAIE.

Hon. M. Lemieux—Etat noms 82 soumissionnaires pour transport malles—3364.

Ordonné—3364.

CRIMINELS ELARGIS SUR PAROLE.

M. Sinclair—Etat nombre criminels élargis dans divers pénitenciers du Dominion, année terminant 31 mars 1913—605.

Ordonné—605.

CROISEUR "MARGARET".

M. Sinclair—Sommaire faisant connaître où a été construit croiseur "Margaret", par qui, à quel prix, etc.—395.

Ordonné—395.

DEPENSES DU JUGE ERNEST CIMON.

M. Gauvreau—Copie correspondance, comptes, etc., concernant dépenses faites par le juge Cimon de 1890 à 1913—2555.

Ordonnée—2555.

DEPENSES AU HAVRE DE FRIAR'S-
HEAD.

M. Chisholm (Inverness)—Copie télégrammes lettres, etc., relatifs dépenses faites par Simon P. Doucet en 1912-1914—2555.

Ordonnée—2555.

DEPENSES DU MINISTERE DE LA
MILICE.

M. Sinclair—Etat dépenses du département année terminée 31 mars 1913—2373.

Ordonné—2373.

DEPENSES DE M. WARD FISHER.

M. Maclean—Relevé dépenses de M. Ward Fisher, inspecteur pêcheries en 1912 et 1913—604.

Ordonné—604.

DEPENSES DE L'INTERCOLONIAL POUR
ENQUETES.

Hon. M. Emmerson—Relevé dépenses pour enquêtes faites par M. H. P. Duchemin—1073.

Ordonné—1073.

DECISIONS DES COMMISSAIRES DES
CHEMINS DE FER.

M. Sinclair—Copie décisions rendues le ou après 10 octobre 1911—390.

Ordonnée—390.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DESTITUTION DE THOMAS NELSON.

M. Macdonald—Copie de documents concernant destitution du maître de poste à Scotch-Village—702.

Ordonnée—702.

DESTITUTION DE C.-S. McPHEE.

M. Macdonald—Copie de documents concernant destitution du maître de poste à Enfield—702.

Ordonnée—702.

DESTITUTION DE J.-A. ROY.

M. Macdonald—Copie de documents concernant destitution maître de poste à Maitland—702.

Ordonnée—702.

DESTITUTIONS DANS LE COMTE DE LEVIS.

M. Bourassa—Etat directeurs de la poste destitués depuis septembre 1911 et leurs remplaçants—739.

Ordonné—739.

DESTITUTION DE ALEX. W. FINLAYSON.

M. Kyte—Copie correspondance concernant destitution de A. W. Finlayson gardien du phare sur l'île Saint-Esprit, N.-E.—470.

Ordonnée—470.

DESTITUTION DE M. A. GOYETTE.

M. Boivin—Copie de documents concernant destitution de M. A. Goyette maître de poste à Saint-Valérien de Milton, rapport enquête—392.

Ordonnée—392.

DESTITUTIONS DANS LE COMTE DE SHELBURNE.

M. A.-K. Maclean—Copie de documents au sujet de sept destitutions dans comté de Shelburne—393.

Ordonnée—393.

DESTITUTION D'ALBERT McHEFFY.

M. Macdonald—Copie de documents concernant destitution maître de poste à Shubenacadie—702.

Ordonnée—702.

DESTITUTION DU MAITRE DE POSTE A ALEXANDER.

M. Chisholm—Copie correspondance concernant destitution—702.

Ordonnée—702.

DESTITUTION DE M. SHINBINE.

Hon. M. Oliver—Etat motifs destitution interprète à l'agence d'Edmonton—702.

Ordonné—702.

DESTITUTION DE M. WEBSTER.

Hon. M. Oliver—Etat motifs destitution agent d'immigration à Edmonton—702.

Ordonné—702.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DESTITUTION DE JACOB MOHR.

Hon. M. Oliver—Etat motifs destitution interprète à l'agence d'Edmonton—702.

Ordonné—702.

DESTITUTION DE M. P. TOMKINS.

Hon. M. Oliver—Etat motifs destitution agent des terres à Grouard—702.

Ordonné—702.

DESTITUTION DE M. G. McLEOD.

Hon. M. Oliver—Etat motifs destitution—702.

Ordonné—702.

DESTITUTION DE M. LARIVIERE.

Hon. M. Oliver—Etat motifs destitution agent des terres à Grouard—702.

Ordonné—702.

DESTITUTION DE GORDON McDONALD.

Hon. M. Oliver—Etat motifs destitution inspecteur de homesteads d'Edmonton—702.

Ordonné—702.

DESTITUTION DU MAITRE DE POSTE DE AINSLIE-GLEN.

M. Chisholm—Copie correspondance concernant destitution—702.

Ordonnée—702.

DESTITUTION DE SAMUEL DICKSON.

M. Ross—Copie de documents concernant destitution maître de poste à Seaforth, (Ont.)—1279.

Ordonnée—1279.

DESTITUTION DE M. J.-S. ARCHAMBAULT.

M. Séguin—Copie de documents relatifs à destitution maître de poste de Terrebonne—859.

Ordonnée—859.

DESTITUTIONS EMPLOYES DE L'INTER-COLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Copie de documents relatifs à destitution de W. Carter et F. Avaré—860.

Ordonnée—860.

DESTITUTIONS EMPLOYES DU GOUVERNEMENT.

M. Boivin—Relevé destitutions depuis 11 octobre 1911; combien ont démissionné—1397.

Ordonné—1397.

DESTITUTION DE AYLMEY ORTON.

M. Clarke—Copie de documents concernant destitution officier de douanes à Windsor, Ont.—858.

Ordonnée—858.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DESTITUTION DE ANDREW DARRAGH.

M. Clarke—Copie de documents concernant destitution fonctionnaire immigration à Windsor—858.

Ordonnée—858.

DESTITUTION DE JOHN HALSTEAD.

M. Clarke—Copie de documents concernant destitution officier immigration à Windsor—858.

Ordonnée—858.

DESTITUTION DE JAMES H. SMART.

M. Clarke—Copie documents concernant destitution maitre de poste à Kingsville—858.

Ordonnée—858.

DESTITUTION DE RALPH. HARRIS.

M. Clarke—Copie documents concernant destitution sous-percepteur des douanes à Pelee-Island—858.

Ordonnée—858.

DESTITUTION DE FREDERICK FORSTER.

M. Clarke—Copie de documents concernant destitution percepteur douanes à Kingsville, (Ont.)—858.

Ordonnée—858.

DESTITUTION DE C. L. EHLER.

M. Sinclair—Sommaire faisant connaître raisons destitution, si elle existe—1682.

Ordonné—1682.

DESTITUTION DE WM. CAMPBELL ET NOMINATION DE JAMES ROBERTSON.

Hon. M. Marcil—Copie de documents, rapports, etc., concernant destitution et nomination gardien du phare New-Richmond—2555.

Ordonnée—2555.

DESTITUTION DE DAVID ARMSTRONG.

M. McCrae—Relevé donnant raisons destitution de ce facteur des postes de Sherbrooke; ses années de service; nom de son successeur, etc.—3672.

Ordonné—3672.

DESTITUTION DU MAITRE DE POSTE D'ALLARD, BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Copie de documents relatifs destitution de Thomas Leblanc—2555.

Ordonnée—2555.

DESTITUTION DE ULRIC DION.

Hon. M. Marcil—Copie de documents concernant destitution gardien phare Saint-Charles de Caplan et nomination Omer Arsenaault—3108.

Ordonnée—3108.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DESTITUTION DE W. N. CAMPBELL.

Hon. M. Marcil—Copie de documents destitution gardien phare à New-Richmond et nomination James W. Robertson—3108.

Ordonnée—3108.

DESTITUTION DE J.-R. DENISON.

M. Tobin—Copie de documents concernant destitution du maitre de poste de Richmond—3364.

Ordonnée—3364.

DESTITUTION DE C. S. MELANCON.

M. Law—Copie de correspondance touchant destitution directeur de poste à Carberrie—1776.

Ordonnée—1776.

DESTITUTION DE GEO. F. PAYNE.

M. Boivin—Copie de correspondance concernant destitution directeur poste à Granby—1776.

Ordonnée—1776.

DESTITUTION D'ARTHUR CALDWELL.

Hon. M. Marcil—Copie de correspondance concernant destitution d'inspecteur poids et mesures—3364.

Ordonnée—3364.

DESTITUTIONS DANS PORTNEUF.

M. Delisle—Relevé de maitre de poste destitués depuis novembre 1900—2234.

Ordonné—2234.

DESTITUTION DE JAMES LAING.

M. Sinclair—Copie de documents concernant destitution de James Laing maitre de poste à Liscombe, N.-E.—395.

Ordonnée—395.

DESTITUTION DE ALEX. McRAY.

M. Hughes—Copie de documents concernant destitution gardien de phare à Point-Prim—1504.

Ordonnée—1504.

DESTITUTION DE G. J. RYAN ET CHARLES HAMLIN.

M. Boivin—Copie de documents concernant destitutions de douaniers à Newport—1505.

Ordonnée—1505.

DESTITUTION DE C. L. EHLER.

M. Sinclair—Copie de documents concernant destitution maitre de poste à Queensport, (N.-E.)—1505.

Ordonnée—1505.

DESTITUTION DE M. N. H. McLEOD.

M. Chisholm—Copie de documents concernant emploi de M. N. H. McLeod dans commission géographique du Canada, et sa destitution—395.

Ordonnée—395.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DESTITUTION DE PLACIDE LEGER.

Hon. M. Emmerson—Copie de documents, se rapportant destitution du gardien de phare au Cap-Caissey et nomination du successeur—4743.

Ordonnée—4743.

DESTITUTION W. J. HYDE.

M. Warnock—Copie correspondance, accusations, pétitions, etc., concernant la destitution ou la mise à la retraite de W. J. Hyde, agent des sauvages à la réserve des sauvages du Sang—4743.

Ordonnée—4743.

DESTITUTION DE NEWTON MYRA.

M. Maclean (Halifax)—Copie de télégrammes, documents se rapportant à la destitution du gardien de l'édifice public à Lunenburg, N.-E.—4743.

Ordonnée—4743.

DESTITUTION DE M. FELIX RAYMOND.

M. Ethier—Copie de documents demandant destitution de M. F. Raymond, maître de poste village Saint-Scholastique—394.

Ordonnée—394.

DESTITUTION DE J. H. LEFEBVRE.

M. Robb—Copie de correspondance concernant destitution du maître de poste à Howick-Station—606.

Ordonnée—606.

DESTITUTION DU MAITRE DE POSTE DE FLETWODE, (Sask.).

M. Turriff—Copie correspondance concernant la destitution—606.

Ordonnée—606.

DESTITUTION DE GEO. SKATES.

M. Ross—Copie de documents concernant la destitution du maître de poste à Appin—1073.

Ordonnée—1073.

DESTITUTION DANS LE COMTE D'ALBERT, (N.-B.).

Hon. M. Emmerson—Relevé faisant connaître le nombre des destitutions des maîtres de poste; autres documents touchant même sujet—391.

Ordonnée—391.

DESTITUTION DE MARTIN LANIGAN.

Hon. M. Emmerson—Copie de correspondance concernant la destitution de M. Lanigan maître de poste de Rexton—391.

Ordonnée—391.

DESTITUTIONS DANS LE COMTE DE WESTMORLAND.

Hon. M. Emmerson—Relevé faisant connaître le nombre de destitutions de maîtres de poste et autres documents touchant même sujet—391.

Ordonnée—391.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DESTITUTIONS EMPLOYES DU REVENU DE L'INTERIEUR DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Copie de documents concernant destitutions et nominations depuis 1er janvier 1913—391.

Ordonnée—391.

DESTITUTIONS DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Relevé faisant connaître les noms des employés de la Marine et des Pêcheries destitués depuis 1er janvier 1913; autres renseignements même sujet—391.

Ordonné—391.

DESTITUTIONS FONCTIONNAIRES DE LA DOUANE DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Copie correspondance concernant renvoi fonctionnaires de la douane depuis 1er janvier 1913—391.

Ordonnée—391.

DESTITUTION DE DOMINIQUE LEVESQUE.

M. Lapointe—Copie de documents concernant destitution gardien phare, Rivière-Ouelle—2010.

Ordonnée—2010.

DESTITUTION ARTHUR LEVESQUE.

M. Lapointe—Copie de documents concernant destitution gardien phare à la Grosse-Ile—2010.

Ordonnée—2010.

DIFFERENDS INDUSTRIELS EN 1913.

Sir Wilfrid Laurier—Copie correspondance concernant différends entre patrons et employés des compagnies exploitant mines de charbon sur l'île de Vancouver—605.

Ordonnée—605.

DIGUE DE FALMOUTH.

M. Macdonald—Copie de documents concernant sommes dépensées par ministre des Travaux publics—1776.

Ordonnée—1776.

DOMMAGES CAUSES PAR TRAVAUX SUR LE TRANSCONTINENTAL.

M. Sévigny—Etat sommes payées par gouvernement pour dommages aux terrains, clôtures, etc., de Winnipeg à Moncton—2181.

Ordonné—2181.

DOUANIERS A HALIFAX.

M. Maclean—Relevé nouveaux employés bureau douane depuis 10 octobre 1911—2009.

Ordonné—2009.

DRAGAGE DANS LA BAIE DE MIRAMICHI.

M. Carvell—Copie de documents concernant contrats de dragage—1073.

Ordonnée—1073.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DROITS SUR LE BLE.

M. Maclean—Copie correspondance concernant demande d'abolition droits de douane sur le blé et autres produits importés—604.

Ordonnée—604.

DRAGAGE AU PORT D'ANTIGONISH.

M. Wm. Chisholm—Copie correspondance depuis 1910 touchant dragage—1776.

Ordonnée—1776.

DRAGAGE DU HAVRE DE YARMOUTH, N.-E.

M. Law—Copie de documents, soumissions, ordres donnés concernant dragage port Yarmouth—2555.

Ordonnée—2555.

DRAGAGE DANS LE HAVRE DE SAINT-JEAN.

M. Carvell—Sommaire faisant connaître combien employés aux travaux; montant payé, etc.—1682.

Ordonné—1682.

DRAGUE "RESTIGOUCHE" OU "N° 3."

M. Turgeon—Relevé faisant connaître nombre de verges cubes de dragage opéré dans port Bathurst de 1910 à 1914, par drague "Restigouche" ou "N° 3"—390.

Ordonné—390.

DRAGAGE DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marçil—Etat opérations de dragage en 1913—391.

Ordonné—391.

DRAGAGE A PORT-ELGIN.

M. Robidouz—Copie de documents concernant dragage à Port-Elgin—2009.

Ordonnée—2009.

EDIFICE PUBLIC A HANTSPORT.

M. Macdonald—Copie de documents concernant achat emplacement pour édifice—2010.

Ordonnée—2010.

EDIFICE PUBLIC A STELLARTON.

M. Macdonald—Copie de documents concernant achat terrain—2010.

Ordonnée—2010.

EDIFICE PUBLIC DE BRANTFORD.

M. Nesbitt—Copie de devis et soumissions concernant construction—2009.

Ordonnée—2009.

EDIFICE PUBLIC A NEW-CARLISLE.

Hon. M. Marçil—Copie correspondance depuis octobre 1911 expliquant pourquoi pas construit édifice autorisé à New-Carlisle—391.

Ordonnée—391.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

EDIFICE PUBLIC A GRAVELBURG.

M. Knowles—Copie de documents concernant édifice de l'immigration—859.

Ordonnée—859.

EDIFICE PUBLIC A ARICHAT.

M. Kyte—Copie correspondance concernant dépense faite pour édifice depuis 11 octobre 1911—1776.

Ordonnée—1776.

EDIFICE PUBLIC A MELVILLE.

M. MacNutt—Copie correspondance concernant demande construction édifice—3364.

Ordonnée—3364.

EDIFICES DE LA QUARANTAINE A LA GROSSE-ILE.

M. Lachance—Copie papiers documents, demandes de soumissions, contrats, sous-trats depuis 1912 concernant édifices de quarantaine à la Grosse-Ile—5220.

Ordonnée—5220.

EDIFICE PUBLIC A BEAR-RIVER.

M. Maclean—Copie correspondance concernant édifice projeté et achat emplacement—606.

Ordonnée—606.

EDIFICE PUBLIC A SAINT-LIN-DES-LAURENTIDES.

M. Séguin—Copie correspondance depuis 21 septembre 1911 concernant construction édifice autorisée par crédits 1911-12—604.

Ordonnée—604.

EDIFICE PUBLIC A HANTSPORT.

M. Macdonald—Copie de documents concernant achat terrain—1074.

Ordonnée—1074.

EDITEURS DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. A. K. Maclean—Etat noms de toutes compagnies d'imprimerie et de journaux auxquels il a été fait des paiements en 1912 et 1913, nature des services rendus—471.

Ordonné—471.

"EDMONTON POWER COMPANY."

Hon. M. Oliver—Copie arrangement fait pour location de pouvoir hydraulique à Rocky-Rapids—2010.

Ordonnée—2010.

ELEVATEURS DE FORT-WILLIAM ET PORT-ARTHUR.

M. Neely—Etat quantité de blé reçue à dates mentionnées—1279.

Ordonné—1279.

ELEVAGE DU SAUMON.

M. Turgeon—Copie soumissions reçues pour construction établissement sur rivière Nipissiguit—390.

Ordonnée—390.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

EMBRANCHEMENTS DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Marcil—Copie correspondance concernant achat de lignes ferrées pour embranchements de l'Intercolonial—391.

Ordonnée—391.

EMBRANCHEMENT DU CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Hughés—Relevé somme dépensée pour construction embranchement d'Elmira, quantité matériaux, etc.—703.

Ordonné—703.

EMPLOI DE G. H. STANTON.

M. Kyte—Copie correspondance depuis 10 octobre 1911 concernant M. G. H. Stanton ingénieur Canal Saint-Pierre—1073.

Ordonnée—1073.

EMPLOYES DE L'IMPRIMERIE.

Hon. M. Murphy—Relevé nombre total employés le 1er février 1914, salaires—1073.

Ordonné—1073.

EMPLOYES PLACES PAR AGENTS DU GOUVERNEMENT.

M. Sutherland—Etat des ouvriers de fermes et domestiques placés en 1912 et 1913, montant commission payée—603.

Ordonné—603.

M. Sutherland—Copie rapports par inspecteurs agents chargés de placer ouvriers—603.

Ordonnée—603.

EMPLOYES MINISTERE DE L'INTERIEUR NON MENTIONNES DANS LISTE SERVICE CIVIL.

M. Neely—Etat employés depuis janvier 1912 jusqu'au 31 décembre 1913—604.

Ordonné—604.

EMPLOYES DE L'ARSENAL DU DOMINION A QUEBEC.

M. Lachance—Copie documents, lettres, ordres, etc., depuis octobre 1911 concernant nominations, promotions, suspensions, destitutions, etc., des employés de l'arsenal du Dominion à Québec—5220.

Ordonnée—5220.

EMPRUNTS TEMPORAIRES.

M. A. K. Maclean—Relevé chiffre total dette, dernier jour de chaque mois entre 1er mai 1913 et 31 décembre 1913, taux intérêt payé—393.

Ordonné—393.

EMPLOYES DU VIVIER A SAUMON DE MARGAREE.

M. Chisholm—Copie correspondance concernant nomination employés au vivier à saumon de Margaree en 1913—395.

Ordonnée—395.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

EMPLOYES MINISTERE MARINE DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Copie instructions données à C. W. Flynn, avocat, au sujet enquêtes sur accusations contre employés—1776.

Ordonnée—1776.

EMPLOYES AUX TRAVAUX DU QUAI DE RIVIERE VERTE.

M. Gauvreau—Copie liste de paie, noms et adresse, montants reçus pour travaux en 1912-13—859.

Ordonnée—859.

EMPLOYES DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Etat indiquant nombre, noms, appointements, fonctions des employés depuis 11 octobre 1911—391.

Ordonné—391.

EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT EN 1912 ET 1913.

M. Maclean—Relevé emprunts effectués ou renouvelés par gouvernement du Canada sur la place de Londres avec détails—470.

Ordonné—470.

EMPRUNTS FEDERAUX.

M. Pardee—Etat taux intérêt payé depuis 1890—2010.

Ordonné—2010.

ENGRAIS CHIMIQUES.

M. Boulay—Copie rapport de G. Lafontaine concernant production engrais chimiques—1074.

Ordonnée—1074.

ENQUETE SUR LE COUT DE LA VIE.

Sir Wilfrid Lawrie—Copie arrêté du conseil nommant commission—605.

Ordonnée—605.

ENTRETIEN DE LA MILICE SUR L'ILE VANCOUVER.

M. Verville—Rapport donnant somme totale payée depuis que milice a été appelée à Nanaïmo—4743.

Ordonné—4743.

ENTREPRISE DU QUAI DE TADOUSAC.

Hon. M. Lemieux—Copie papiers et correspondance réclamations contre entrepreneur—2819.

Ordonnée—2819.

ENTREPOTS FRIGORIFIQUES EN NOUVELLE-ECOSSE.

M. Sinclair—Copie documents relatifs à subventions données aux personnes exploitant entrepôts frigorifiques—1398.

Ordonnée—1398.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

ETABLISSEMENT DE PISCICULTURE A PORT-DANIEL-OUEST.

Hon. M. Marcil—Copie rapport sur opérations de l'établissement pour 1913—391.
Ordonnée—391.

EXPORTATION D'ANIMAUX.

M. Maclean—Etat nombre d'animaux exportés aux Etats-Unis en 1912, 1913, 1914—1074.
Ordonné—1074.

EXPORTATION DE POISSON.

M. Maclean—Etat quantités et variétés de poisson exportés aux Etats-Unis en 1912, 1913, 1914—1074.
Ordonné—1074.

EXPROPRIATION DE TERRAINS PAR L'INTERCOLONIAL.

M. A. K. Maclean—Relevé noms des personnes de qui terrains expropriés pour droit passage embranchement de Dartmouth à Dean-Settlement; somme payée ou offerte—392.
Ordonné—392.

EXPROPRIATION DE TERRAINS, PORT D'HALIFAX.

M. A. K. Maclean—Relevé noms des personnes de qui terrains expropriés pour port d'arrivée et terminus chemin de fer, dommage payé dans cas de non acceptation—393.
Ordonné—393.

EXPLOITATION DU HOMARD.

M. A. K. Maclean—Copie correspondance en 1912 et 1913 concernant demande permis d'exploitation par J. W. Comeau, de Comeauville, Digby, (N.-E.)—393.
Ordonnée—393.

"FEDERAL LIFE ASSURANCE CO."

M. Henderson—Etat polices renouvelables tous les six mois émis par la "Federal Life Assurance Co."—3364.
Ordonné—3364.

FERME EXPERIMENTALE DE STE-ANNE DE LA POCATIERE.

M. Kyte pour M. Lapointe—Etat employés pendant 1912 et 1913 salaires, etc.—392.
Ordonné—392.

FONCTIONNAIRES DU CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Hughes (King)—Relevé donnant noms nouveaux employés de 1912 à 1914; leurs fonctions et gages—4067.
Ordonné—4067.

FONDS DISPONIBLES DU GOUVERNEMENT.

M. Maclean—Relevé montant total fonds disponibles au dernier jour de chaque mois entre 1er avril 1913 et 31 décembre 1913—470.
Ordonné—470.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

FOURNITURE DE L'EAU DISTILLEE.

M. Seawsmith—Sommaire faisant connaître déboursé pour achat eau en bouteille à Ottawa de janvier 1912 au 1er mars 1914—2373.
Ordonné—2373.

FOURNITURE DE POTEAUX DE TELEGRAPHE ET DE TELEPHONE.

Hon. M. Oliver—Copie papiers et correspondance concernant contrat poteaux, télégraphe et téléphone sur ligne entre lac Vert et l'île à la Crosse, Saskatchewan—3672.
Ordonnée—3672.

FOURNITURE CHARBON HOMARDERIE DE MARGAREE.

M. A. W. Chisholm—Copie correspondance concernant fourniture charbon—1776.
Ordonnée—1776.

GARE A QUEBEC.

Sir Wilfrid Laurier—Copie convention conclue entre commission Transcontinentale et Pacifique-Canadien touchant érection gare—1776.
Ordonnée—1776.

GARDIEN DE PHARE A POINTE-DUTHIE.

Hon. M. Marcil—Copie de documents relatifs à destitution de Ben. V. Willett, aussi changement de site—859.
Ordonnée—859.

GARDIEN PHARE CAPE-COVE.

Hon. M. Lemieux—Copie de documents concernant enquête sur gardien phare—1397.
Ordonnée—1397.

GARDIEN DES PECHERIES A DIGBY.

M. Sinclair—Copie correspondance entre M. G. E. Torrie et ministère Marine entre janvier 1912 et janvier 1914—2285.
Ordonnée—2285.

GARDIENS DU QUAI DE COTEAU-LANDING.

M. Paquet—Relevé gardiens de 1900 à 1914, noms des vaisseaux qui ont accosté etc.—2009.
Ordonné—2009.

GRADES HONORAIRES MILITAIRES.

Hon. M. Murphy—Relevé nombre de nominations par ministre de la Milice actuel—702.
Ordonné—702.

GRATIFICATION AUX VETERANS DU COMTE D'INVERNESS.

M. Chisholm—Etat noms et adresses postales des vétérans de l'invasion féniennne qui ont demandé gratification—605.
Ordonné—605.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

GRATIFICATION AUX VETERANS RESIDENTS DANS COMTE DE PICTOU.

M. Macdonald—Etat noms et adresses postales des vétérans de l'invasion féniennne ayant demandé gratification—605.

Ordonné—605.

GRATIFICATION AUX VETERANS DU COMTE DE YARMOUTH.

M. Law—Etat noms et adresses des vétérans de l'invasion féniennne ayant demandé gratification—605.

Ordonné—605.

GRATIFICATION A M. ED. WALKER DE NEW-ROSS.

M. Maclean—Copie correspondance concernant demandé de M. Ed. Walker pour gratification aux vétérans de l'invasion féniennne—606.

Ordonnée—606.

GRATIFICATION AUX VETERANS INVASIONS FENIENNES.

M. Chisholm—Etat noms et adresses personnes du comté d'Antigonish qui ont demandé gratification—1505.

Ordonné—1505.

GRATIFICATION AUX VOLONTAIRES INVASION FENIENNE.

M. Sinclair—Copies lettres et télégrammes écrits par G. A. R. Rowlings, A. McDonald et J. L. Hattie—938.

Ordonnées—938.

GRATIFICATION AUX VOLONTAIRES DANS WESTMORLAND.

Hon. M. Emmerson—Etat noms et adresses postales des bénéficiaires et des personnes n'ayant pas obtenu gratification avec la raison—392.

Ordonné—392.

GRATIFICATION AUX VETERANS DANS CAP-BRETON-SUD.

M. Carroll—Copie correspondance se rapportant à demandes gratification aux vétérans invasions féniennes—392.

Ordonnée—392.

GREVE DE MINEURS DANS COLOMBIE-ANGLAISE.

M. Boivin pour M. Verville—Copie correspondance entre gouvernement et grévistes et opérateurs des mines de houille—391.

Ordonnée—391.

HAVRE DE TORONTO.

M. Pardee—Copie correspondance au sujet travaux du havre—1398.

Ordonnée—1398.

HAVRE DE PORT-HOOD.

M. Chisholm—Copie de documents concernant dépenses faites par gouvernement pour fermer entrée nord du havre—392.

Ordonnée—392.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

HAVRE D'INVERNESS.

M. Chisholm—Copie de documents concernant travaux d'accès dans le havre d'Inverness—394.

Ordonnée—394.

HOMESTEAD DE JAMES BRUCE.

M. Neely—Copie documents concernant inscription de homestead de James Bruce et cancellation—604.

Ordonnée—604.

HUSSARDS (33e) DE VAUDREUIL ET SOULANGES.

M. Boyer—Copie correspondance échangée entre ministre de la Milice et MM. A. Macdonald et E. Monpetit au sujet organisateur du 33e hussards de Vaudreuil et vétérans invasions féniennes—392.

Soulanges—470.

Ordonné—470.

IMMEUBLES OCCUPES PAR GOUVERNEMENT.

M. Wilson—Etat édifices, bureaux, etc.—occupés par gouvernement à Montréal—1279.

Ordonné—1279.

IMPORTATION D'ANIMAUX DE RACE.

M. Kay—Copie correspondance entre département Agriculture ou Douanes et C. S. Campbell, Ç.R., au sujet importation d'animaux de race en Canada—394.

Ordonnée—394.

IMPORTATION DES POMMES DE TERRE EN 1911, 1912 ET 1913.

M. Hughes—Etat quantité et valeur des pommes de terre importées chaque mois au Canada en 1911, 1912 et 1913 et des pays d'où ces produits ont été importés—470.

Ordonné—470.

INCENDIE DANS LE VILLAGE DE HOPEWELL.

M. Macdonald—Copie documents, lettres, etc.—réclamations dommages causés incendie allumé par étincelles locomotive de l'Intercolonial—3108.

Ordonnée—3108.

INDUSTRIES DE LAINAGE EN CANADA.

M. Verville—Relevé industries de lainage en opération en Canada, où situées, nombre de personnes employées, montant production en 1913—603.

Ordonné—603.

INGENIEURS DE L'INTERCOLONIAL.

M. Turgeon—Relevé ingénieurs et aides-ingénieurs employés depuis 1er février 1914—2009.

Ordonné—2009.

Hon. M. Emmerson—Relevé ingénieurs actuellement employés à Moncton—2009.

Ordonné—2009.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

INGERENCE POLITIQUE.

M. Clark (Bruce)—Etat donnant tous les cas d'ingérence politique soumis à Charles Seager, de Goderich; noms fonctionnaires destitués; copie des rapports des enquêtes—4067.

Ordonné—4067.

INSTRUCTION AGRICOLE.

Sir Wilfrid Laurier—Copie arrangements entre gouvernement et diverses provinces aux termes de la loi sur instruction agricole—605.

Ordonnée—605.

INTRUMENTS ARATOIRES EXPORTES ET IMPORTES.

M. Neely—Etat exportations et importations au Canada en 1910, 1911 et 1912—702.

Ordonné—702.

INVASIONS FENIENNES.

M. Carvell—Relevé montant payé par chaque province pour repousser les invasions, montant payé par gouvernement fédéral, etc.—395.

Ordonné—395.

JETEE DE MARGAREE.

M. Chisholm—Copie correspondance concernant réparations requises à la jetée de Margaree harbour—859.

Ordonnée—859.

"KARLUK."

Hon. M. Oliver—Copie de documents pour fournir renseignements sur nolisement et armement du "Karluk"—858.

Ordonnée—858.

LIGNE DE DIVERSION DE L'INTERCOLONIAL.

M. Chisholm—Copie de documents touchant ligne projetée traversant district de Linwood—2009.

Ordonnée—2009.

LIGNES TRIBUTAIRES DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Copie de documents concernant achats de lignes de chemin de fer se raccordant à l'Intercolonial—1074.

Ordonnée—1074.

LIGNE DE TELEPHONE DANS COMTE QUEBEC.

M. Lachance—Copie documents concernant établissement ligne téléphone—5220.

Ordonnée—5220.

LIGNE TELEGRAPHIQUE DE BADDECK.

M. Chisholm—Copie de documents concernant dépenses faites par gouvernement pour construction ligne télégraphique dans différents comtés de la Nouvelle-Ecosse—395.

Ordonnée—395.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

LIVRAISON RURALE A PICTOU.

M. Macdonald—Copie de documents concernant établissement services livraison rurale, nombre de routes, etc.—703.

Ordonnée—703.

"LOI DE LA CAISSE DE PREVOYANCE DES EMPLOYES DES CHEMINS DE FER DE L'INTERCOLONIAL ET DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD."

Hon. M. Emmerson—Copie règlements passés par conseil aux termes de la loi mentionnée, conformément à l'article 8 de la dite loi—390.

Ordonnée—390.

MAITRE DE POSTE DE HAVRE-AU-BOUCHE.

M. Wm. Chisholm—Copie correspondance concernant destitution maître de poste—2010.

Ordonnée—2010.

MAITRES DE POSTE DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Liste destitutions depuis janvier 1913, autres renseignements à ce sujet—392.

Ordonnée—392.

MAITRE DE POSTE A UPPER-OHIO, (N.-E.)

M. Maclean—Copie correspondance concernant nomination maître de poste, comté Shelburne, (N.-E.)—605.

Ordonnée—605.

MAITRESSE DE POSTE A BLACK-CAPE.

Hon. M. Marcil—Copie accusations portées contre Mme M. Fair et copie enquête—859.

Ordonnée—859.

MAITRE DE POSTE DE NOTRE-DAME DE CHARNY.

M. Bourassa—Etat nom maître de poste destitué après septembre 1911—860.

Ordonné—860.

MAITRE DE POSTE SAINT-HENRI DE LAUZON.

M. Bourassa—Etat nom maître de poste destitué après septembre 1911—860.

Ordonné—860.

MAITRE DE POSTE DE ST-ROMUALD.

M. Bourassa—Etat nom maître de poste destitué après septembre 1911—860.

Ordonné—860.

MAITRE DE POSTE DE ST-LAMBERT DE LEVIS.

M. Bourassa—Etat nom maître de poste destitué après septembre 1911—860.

Ordonné—860.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

MALLE RURALE DANS ST-THEODORE D'ACTON.

Hon. M. Marcil—Copie de documents concernant établissement service de malle—1397.

Ordonnée—1397.

MANUTENTION DU GRAIN.

M. Neely—Copie règlements concernant manutention grain par commission, tarifs, éleveurs, etc.—1279.

Ordonnée—1279.

MARINS EMPLOYES SUR L'“EUREKA.”

M. Boulay—Liste noms marins employés sur l'“Eureka” de 1910 à 1914—395.

Ordonnée—395.

MATELOT JOSEPH LEBLANC.

M. Sinclair—Copie correspondance concernant décès et funérailles à Montréal—702.

Ordonnée—702.

MOUVEMENT DES NAVIRES DE L'ETAT.

M. Law—Copie de toutes lettres, etc., adressées en 1912 et 1913 au sujet du mouvement des navires de l'Etat, sur un point quelconque du littoral du Pacifique ou de l'Atlantique—730.

Ordonnée—730.

NATIONAL DROP FORCE COMPANY, LIMITED.

Hon. M. Lemieux—Relevé noms des promoteurs de cette compagnie et pouvoirs demandés et accordés par lettres patentes—395.

Ordonnée—395.

NAVIRES ENGAGES POUR ALLER A LA BAIE D'HUDSON.

Hon. M. Graham—Etat navires engagés par gouvernement, noms officiers commandants valeur chargement, etc.—394.

Ordonnée—394.

NOMINATION DE ALLAN MORRISON.

M. Kyte—Copie correspondance concernant nomination inspecteur de bâtisses sur l'île Gregory—1074.

Ordonnée—1074.

NOMINATION DE JOSEPH LEMIEUX.

Hon. M. Lemieux—Copie de documents concernant nomination de Joseph Lemieux comme maître de poste à Mont-Louis—396.

Ordonnée—396.

NOMINATIONS A LEVIS.

M. Bourassa—Sommaire faisant connaître nominations au ministère des Postes, fonctions, salaires, etc.—1682.

Ordonnée—1682.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

NOMINATIONS D'OFFICIERS DE LA MILICE.

M. J. J. Hughes—Sommaire faisant connaître nombre officiers nommés depuis octobre 1911—1682.

Ordonnée—1682.

NOMINATIONS DANS LE SERVICE DE LA DOUANE A MONTREAL.

M. Proulx—Dossier indiquant nombre nominations depuis 1911; noms personnes nommées, appointements, recommandations, etc.—2717.

Ordonnée—2717.

NOMINATIONS AU MINISTERE DES POSTES.

M. Proulx—Etat nomination dans ministère des Postes; combien ont subi examens?—1397.

Ordonnée—1397.

NOMINATIONS DE JUGES.

Sir Wilfrid Laurier—Copie correspondance entre ministère Justice et percepteur général de Québec au sujet nomination de juges depuis février 1913—4743.

Ordonnée—4743.

NOUVEAUX FONCTIONNAIRES A SAINT-JEAN, N.-B.

M. Carvell—Rapport indiquant noms de tous nouveaux fonctionnaires au bureau de poste Saint-Jean, N.-B., depuis octobre 1911; combien de facteurs, noms, etc.—4743.

Ordonnée—4743.

NOUVELLE DELIMITATION DES COLLEGES ELECTORAUX DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Sinclair—Copie documents se rapportant au collège électoral de Guysborough—3672.

Ordonnée—3672.

NOVA SCOTIA DREDGING CO.

M. A. K. Maclean—Copie de documents concernant dragage effectué à Jeddore (Halifax) en 1912, 1913—393.

Ordonnée—393.

OBLIGATIONS EMISES PAR LE CHEMIN DE FER NORD-CANADIEN ET COMPAGNIES SUBSIDIAIRES.

Hon. M. Murphy—Etat indiquant total obligations émises—2668.

Ordonnée—2668.

OPERATIONS DE L'INTERCOLONIAL.

M. Boulay—Etat revenu du fret, nombre de voyageurs de certaines stations de l'Intercolonial en 1913 et 1914—4743.

Ordonnée—4743.

OUTILLAGE POUR LE SERVICE DU CHARBON SUR TRANSCONTINENTAL.

M. Macdonald—Etat indiquant genre, prix, plus bas soumissionnaire, etc., de l'outil-

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*OUTILLAGE POUR LE SERVICE DU CHARBON SUR TRANSCONTINENTAL—*Suite.*

M. Macdonald—*Suite.*
lage pour le service du charbon sur le Transcontinental—2668.
Ordonné—2668.

PARCOURS DE LIVRAISON POSTALE.

Hon. M. Lemieux—Relevé nombre de parcours établis depuis 1911, nombre de boîtes, etc.—396.
Ordonné—396.

PECHE DU HOMARD DANS LES ILES DE LA MADELEINE.

Hon. M. Lemieux—Copie de documents concernant derniers changements faits dans règlements pêche du homard—392.
Ordonnée—392.

PECHE DU SAUMON DANS LA RIVIERE SAINT-JEAN.

M. Sinclair—Copie de documents concernant modifications des règlements relatifs à pêche du saumon dans rivière Saint-Jean—395.
Ordonnée—395.

PECHE DE L'EPERLAN.

M. Macdonald—Etat permis de pêche dans Pictou pour la dernière saison—1074.
Ordonné—1074.

M. F. PEDLEY.

M. Boulay—Copie enquête au sujet ex-officier département des Sauvages—2009.
Ordonnée—2009.

PERCEPTEUR DES DOUANES A ANTIGONISH.

M. Chisholm—Copie pétitions reçues par gouvernement concernant nomination percepteur—1776.
Ordonnée—1776.

PETITION DE LA MUNICIPALITE DU BASSIN DE CHAMBLY.

M. Lamarche—Copie pétition datée 9 juillet 1911 et documents concernant cette pétition—1777.
Ordonnée—1777.

PHARE A GRANDE-ANSE.

M. Turgeon—Copie soumissions reçues pour construction et contrat accordé—390.
Ordonnée—390.

PHARE A RED-CAPE.

M. Chisholm—Copie correspondances concernant construction projetée—859.
Ordonnée—859.

POMMES DE TERRE.

M. Carvell—Relevé qualités et valeurs pommes de terre exportées du Canada

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*POMMES DE TERRE—*Suite.*

M. Carvell—*Suite.*
depuis 1er septembre 1911 au 1er janvier 1914—394.
Ordonné—394.

PONTS EN ACIER POUR L'INTERCOLONIAL.

M. Kyte—Copie autorisations du ministre Chemins de fer depuis 11 octobre 1911 concernant constructions ponts—1776.
Ordonnée—1776.

PONT A PICTOU.

M. Macdonald—Copie correspondance concernant construction pont pour l'Intercolonial—1074.
Ordonnée—1074.

POPULATION DES VILLAGES D'ONTARIO.

M. McCraney—Etat nombre de villages dont chiffre population est supérieur à celui du village de Chesley (Bruce-sud)—739.
Ordonné—739.

POPULATION VILLES D'ONTARIO.

M. McCraney—Etat population villes d'Ontario supérieure à celle de Chesley—938.
Ordonné—938.

PORT DE MARGAREE.

M. Chisholm—Copie de documents se rapportant aux dépenses faites depuis confédération pour améliorer le port—392.
Ordonnée—392.

PORT DE BATHURST.

M. Turgeon—Copie soumissions reçues pour dragage dans le port—390.
Ordonnée—390.

PORT D'INVERNESS.

M. Chisholm—Copie de documents se rapportant aux dépenses faites par gouvernement pour améliorer le port—392.
Ordonnée—392.

POSITIONS DANS LE SERVICE INTE-RIEUR.

Hon. M. Murphy—Relevé nombre personnes nommées depuis 10 octobre 1911 sans avoir subi d'examen—1073.
Ordonné—1073.

POSTE RURALE A STE-MARGUERITE ST-JEAN D'IBERVILLE.

M. Demers—Copie de documents concernant établissement poste rurale—938.
Ordonnée—938.

POUVOIR HYDRAULIQUE SUR LA RIVIERE TRENT.

Hon. M. Emmerson—Copie de documents concernant barrage Stevens (Stevens Dam)—2284.
Ordonnée—2284.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

PRETRE SIKH.

Hon. M. Lemieux—Copie correspondance concernant déportation de B. Singh—1398.
Ordonnée—1398.

PROTESTATIONS DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

Sir Wilfrid Laurier—Copie protestations au sujet changements de rampes entre Winnipeg et l'Est—606.
Ordonnée—606.

PROHIBITION DE L'EXPLOITATION DU SAUMON "SOCKEYE."

M. Sinclair—Copie de documents concernant prohibition, exploitation saumon de la Colombie depuis 1885—395.
Ordonnée—395.

PROPRIETES DE LA MILICE DANS COMTE SHERBROOKE.

M. McCrea—Relevé faisant connaître coût total de toutes propriétés de la milice dans comté Sherbrooke—4742.
Ordonnée—4742.

PROTECTION DE LA VIE SUR L'OCEAN.

Sir Wilfrid Laurier—Copie correspondance avec autorités impériales et copie arrêté nommant représentants à conférence internationale pour protection de la vie sur l'océan—394.
Ordonnée—394.

QUAI A BEAR-RIVER.

M. A. K. Maclean—Copie de documents concernant achat site et construction quai à Bear-River, (N.-E.)—394.
Ordonnée—394.

QUAI PROJETE A LITTLE-CAPE.

Hon. M. Emmerson—Copie correspondance avec département Travaux publics au sujet quai projeté à Little-Cape, (N.-B.)—394.
Ordonnée—394.

QUAI A GOLD-RIVER.

M. A. K. Maclean—Copie de documents concernant quai récemment construit à Gold-River comté de Lunenburg—393.
Ordonnée—393.

QUAI A FRETZEN-SOUTH.

M. A. K. Maclean—Copie de documents concernant construction quai à Fretzen-South comté de Lunenburg—393.
Ordonnée—393.

QUAI PUBLIC A PORT-HOOD.

M. Chisholm—Copie de documents concernant dépenses faites par administration actuelle pour construction et réparation—392.
Ordonnée—392.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

QUAI PUBLIC A WHYCOCOMAGH.

M. Chisholm—Copie de documents se rapportant aux dépenses faites par gouvernement pour le quai public—392.
Ordonnée—392.

QUAI DE SOUTH-GUT.

M. McKenzie—Relevé argent dépensé pour réparations en 1913—1397.
Ordonnée—1397.

QUAI DE ENGLISHTOWN.

M. McKenzie—Relevé somme dépensée pour réparations, coût matériaux, main-d'œuvre, etc.—1397.
Ordonnée—1397.

QUAI DE PORT-CLYDE.

M. Lau—Relevé quantité bois pour réparations quai; prix payé; montant gages pour ces travaux—1397.
Ordonnée—1397.

QUAI DU GOUVERNEMENT A CROFT'S-COVE.

M. Maclean—Copie de documents concernant travaux exécutés—859.
Ordonnée—859.

QUAI DE FINLAY-POINT.

M. Chisholm—Copie correspondance concernant travaux au quai de Finlay-Point en 1910-1911—859.
Ordonnée—859.

QUAI POUR LE STEAMER "MAGDALEN."

M. Kyte—Copie télégrammes, lettres, etc., au sujet du quai à Arichat, N.-E.—2556.
Ordonnée—2556.

QUAI A ARICHAT.

M. Kyte—Copie correspondance concernant dépense faite au sujet quai depuis 11 octobre 1911—1776.
Ordonnée—1776.

QUAI DE FINLAY-POINT.

M. Chisholm—Copie correspondance touchant dépense de \$500 en 1913 pour quai—3365.
Ordonnée—3365.

QUAI DE HALL'S-HARBOUR.

M. Maclean—Relevé somme dépensée pour quai en 1913, etc.—1505.
Ordonnée—1505.

QUAI DE KINGSFORT.

M. Maclean—Sommaire faisant connaître somme dépensée pour quai en 1913 etc.
Ordonnée—1505.

QUAI SUR LA RIVIERE BONAVENTURE.

M. Sévigny—Copie documents concernant réclamation pour quai—1505.
Ordonnée—1505.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

QUAI DE SAINTE-CROIX.

M. Fortier—Copie correspondance concernant travaux pour finir quai depuis 11 septembre 1911—1504.

Ordonnée—1504.

QUAI A L'ASSOMPTION.

M. Séguin—Copie correspondance concernant construction quai autorisée par crédits de 1911-1912—604.

Ordonnée—604.

QUARANTAINE A LEVIS.

Hon. M. Lemieux—Copie de documents concernant achat, par département d'Agriculture, Station quarantaine le ou vers 29 juillet 1913—394.

Ordonnée—394.

RECETTES ET DEPENSES DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Etat faisant connaître recettes et dépenses durant avril, mai et juin 1913 avec détails; autres renseignements même sujet—390.

Ordonné—390.

RECETTES DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Relevé recettes totales pour 1911, 1912 et 1913—1073.

Ordonné—1073.

RECLAMATIONS CONTRE L'INTERCOLONIAL.

M. Bourassa—Copie de documents relatifs aux réclamations de Eug. Demers et J. Olivier, causes incendies—860.

Ordonnée—860.

RECLAMATION DE M. J. ROSS.

M. Boulay—Copie documents concernant réclamation de J. Ross, de Amqui, contre l'Intercolonial—395.

Ordonnée—395.

RECLAMATION DES VETERANS DU CAP-BRETON SUD.

M. Carroll—Copie correspondance concernant les personnes du Cap-Breton sud qui ont demandé la gratification accordée aux volontaires lors des invasions des Fénians—470.

Ordonnée—470.

M. Carroll—Etat noms et adresses postales des personnes de Cap-Breton sud ayant demandé la gratification—470.

Ordonné—470.

RECLAMATIONS DES VETERANS DU COMTE DE GUYSBOROUGH.

M. Sinclair—Etat noms et adresses postales de toutes personnes du comté de Guysborough qui ont demandé la gratification accordée aux volontaires lors de l'invasion féniane—470.

Ordonné—470.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

RECLAMATIONS DES VETERANS DU COMTE DE RICHMOND.

M. Kyte—Etat noms et adresses postales de toutes personnes dans le comté de Richmond ayant fait demande gratification accordée aux volontaires lors de l'invasion féniane—470.

Ordonné—470.

REGLEMENTS DES EMPLOYES SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Macdonald—Copie règlements et règles au sujet des employés de l'Intercolonial et chemin de fer I.-P.-E.—2555.

Ordonnée—2555.

REMANIEMENT DU COMTE DE RICHMOND.

M. Kyte—Copie documents, lettres, mémoires, etc., se rapportant au remaniement du comté de Richmond, N.-E.—3672.

Ordonnée—3672.

REQUETE DES VETERANS DU COMTE D'HALIFAX.

M. A. K. Maclean—Copie correspondance entre ministre de la Milice et l'association conservatrice du comté d'Halifax concernant requête demandant gratification aux vétérans de l'invasion fénienne—471.

Ordonnée—471.

REVENUE DE L'INTERCOLONIAL.

M. Boulay—Etat revenu total de 1912-1913—1397.

REVOCATIONS DANS L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Hughes—Copie de documents relatifs aux renvois de fonctionnaires de l'Etat depuis 10 octobre 1911—938.

Ordonnée—938.

REVOCATION DE J. A. L. McLELLAN.

M. Hughes—Copie de documents concernant révocation gardien phare de Fish-Island—1279.

Ordonnée—1279.

RENVOI DE M. EDMOND DEA.

Hon. M. Marcil—Copie de documents concernant renvoi directeur homarderie de Port-Daniel ouest—859.

Ordonnée—859.

RENVOI DE DAN. CORMIER.

M. Chisholm—Copie correspondance concernant renvoi officier station de sauvetage de Eastern-Harbour—859.

Ordonnée—859.

RENVOI DE A. MICHAEL RUSSELL.

M. Macdonald—Copie de documents concernant renvoi gardien salle militaire de Windsor—702.

Ordonnée—702.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

RENOIS DANS LE COMTE DE WEST-MORLAND.

Hon. M. Emmerson—Relevé nombre de renvois depuis 1er février 1913, noms des personnes destituées, raisons, rapports enquête, etc.—394.

Ordonné—394.

RENOI DE M. ARTHUR DUPUIS.

M. Pacaud—Copie correspondance concernant renvoi de M. A. Dupuis maître de poste à Pontbriand—394.

Ordonnée—394.

RENOI DE M. T. H. PREFONTAINE.

M. Pacaud—Copie de documents concernant renvoi de M. T. H. Préfontaine inspecteur de poids et mesures à Lyster-Station—394.

Ordonnée—394.

RENOI DE M. HICKS.

M. Maclean—Copie correspondance concernant renvoi douanier de Bridgetown N.-E.—606.

Ordonnée—606.

RESERVE DE CAUGHNAWAGA.

Hon. M. Lemieux—Copie de documents concernant propriété n° 130A—860.

Ordonnée—860.

RESERVE DES SAUVAGES DE SAINT-PIERRE.

Hon. M. Oliver—Copie décrets du conseil au sujet abandon et vente des terres de la réserve—703.

Ordonnée—703.

RESERVE DE SAINT-PIERRE.

Hon. M. Oliver—Copie instructions données à C. P. Fullerton et F. Taylor au sujet réserve—2010.

Ordonnée—2010.

RESERVE INDIENNE DE RESTIGOUCHE.

Hon. M. Marciil—Copie de documents concernant demande amendement loi des Sauvages pour faciliter vente de réserves—5220.

Ordonnée—5220.

RESERVE INDIENNE DE SYDNEY.

M. Kyte—Copie correspondance concernant vente ou transfert—1073.

Ordonnée—1073.

RESERVE DE TOBIQUE.

M. Carvell—Copie correspondances concernant coupe du bois par M. B. T. Smith—1073.

Ordonnée—1073.

REVOICATION DE JAMES T. RICHARDSON.

M. Neely—Copie correspondance concernant révocation de J. T. Richardson douanier à Humboldt—604.

Ordonnée—604.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

REVOICATION DE T. J. OLIVER.

M. Neely—Copie correspondance concernant agent des terres à Humboldt—604.

Ordonnée—604.

REVOICATION DE H. S. McKECHNIE.

M. Neely—Copie correspondance concernant révocation agent des terres à Prince-Albert, (Sask.)—604.

Ordonnée—604.

ROUTE POSTALE ENTRE LOW-POINT ET CREIGNISH-STATION.

M. Chisholm (Inverness)—Copie télégrammes, lettres, etc., se rapportant soumissions pour route postale—2555.

Ordonnée—2555.

ROUTES POSTALES DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marciil—Etat nombre et situation routes postales (s'il en est) établies depuis 1911—391.

Ordonné—391.

SABLE ET BOUE DANS CHENAL A BATHURST.

M. Turgeon—Copie correspondance concernant saisie déchargement sable et boue dans chenal sud-ouest par entrepreneurs dragage port de Bathurst—390.

Ordonnée—390.

SAISIE DE CHEVAUX.

M. Turriff—Copie correspondance concernant saisie onze chevaux à M. John Ferguson, Kaleida—1279.

Ordonnée—1279.

SAUVAGES MONTAGNAIS.

Hon. M. Lemieux—Copie correspondance concernant avances faites aux sauvages par agence des Sept-Iles—3365.

Ordonnée—3365.

SECRETAIRES PARTICULIERS.

Hon. M. Murphy—Etat noms, traitements, secrétaires membres gouvernement libéral au 1er octobre 1911 et gouvernement actuel—860.

Ordonné—860.

SERVICE DE LA QUARANTAINE A HALIFAX.

M. Maclean (Halifax)—Copie documents, papiers, etc., concernant destitution W. A. Case—4067.

Ordonnée—4067.

SEIGNEURIES DANS LA PROVINCE DE QUEBEC.

M. Boyer—Relevé nombre de seigneuries, noms et indemnité reçue par chacune—702.

Ordonné—702.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

SERVICE POSTAL ENTRE SHELburne ET JORDAN BAY.

M. A. K. Maclean—Copie de documents concernant amélioration projetée du service postal entre Shelburne et Jordan-Bay et Jordan-Ferry—393.

Ordonnée—393.

SERVICE STEAMERS ENTRE CANADA ET LES ANTILLES.

M. A. K. Maclean—Copie correspondance entre gouvernement et compagnie concernant établissement service entre Canada et les Antilles Anglaises—393.

Ordonnée—393.

SERVICE DE STEAMERS ENTRE SAINT-JEAN ET BEAR-RIVER.

M. A. K. Maclean—Copie correspondance en 1912 et 1913 département du Commerce et compagnie au sujet service steamers entre Saint-Jean, N.-B. et Bear-River, N.-E.—393.

Ordonnée—393.

SERVICE POSTAL RURAL DANS COMTE DE QUEBEC.

M. Lachance—Etat des soumissions reçues, prix accepté, etc.—2820.

Ordonné—2820.

SOLDATS AU CAMP DE LEVIS EN 1913.

M. Gauvreau—Copie liste de paie, noms et résidences officiers, montant reçu—859.

Ordonnée—859.

SOMME PAYEE AU "HERALD" DE HALIFAX.

M. Sinclair—Etat indiquant somme payée depuis octobre 1911—2668.

Ordonné—2668.

SOUMISSIONS POUR FOURNITURE CHARBON AUX CHEMINS DE FER INTER-COLONIAL ET L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

Hon. M. Emmerson—Relevé faisant connaître quand soumissions demandées, combien reçues, noms des soumissionnaires, etc.—395.

Ordonné—395.

SOUS-AGENCE DES TERRES, A GRAVELBURG.

M. Knowles—Copie de documents relatifs à la sous-agence terres à Gravelburg—859.

Ordonnée—859.

STATIONS FRIGORIFIQUES.

M. McKenzie—Copie correspondance concernant conservation boîte—1776.

Ordonnée—1776.

STATION A SAINT-ELEUTHERE.

M. Lapointe—Copie correspondance concernant site construction station du Transcontinental—2010.

Ordonnée—2010.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

STEAMER "CANADA."

Hon. M. Marcil—Copie rapports faits par propriétaires du steamer au sujet subvention de 1913 pour service entre Campbellton et Gaspé—391.

Ordonnée—391.

SUBSIDES POSTAUX AUX CHEMINS DE FER.

Hon. M. Lemieux—Copie de documents concernant augmentation subsides postaux agréée par ministre des postes—1398.

Ordonnée—1398.

SUCCESSION G. A. MONTGOMERY.

Hon. M. Graham—Sommaire faisant connaître valeur de la succession et somme revenue à l'état par deshérence—2285.

Ordonné—2285.

SURVEILLANT DU CANAL DE SOULANGES.

M. Séguin—Copie correspondance concernant enquête tenue sur le compte de M. St. Amour—394.

Ordonnée—394.

SUSPENSION DE M. J. MCGILLIS.

M. Maclean—Copie de documents touchant suspension de J. McGillis ministère des Douanes, Ottawa—1505.

Ordonnée—1505.

TARIFS POUR TRANSPORT BLE.

M. Aikins—Etat tarifs en 1912 et 1913—1173.

Ordonné—1173.

TAUX TRANSPORT ENTRE BATHURST ET AUTRES POINTS.

M. Turgeon—Etat taux transport farine, foin, avoine, bois par tonne—1397.

Ordonné—1397.

M. Turgeon—Etat taux transport du poisson frais, séché et fumé, mélasse, kerosine, clous, charbon, etc., de l'ancien tarif de l'Intercolonial; taux actuels—1397.

Ordonné—1397.

TAUX DE DROITS DOUANIERS.

Sir Wilfrid Lawrie—Copie arrêtés du conseil depuis 1er juin 1913 modifiant taux de droits établis par loi des douanes—605.

Ordonnée—605.

TERMINUS DU TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Graham—Relevé changements au projet original concernant terminus dans la cité de Québec, coût estimatif—395.

Ordonné—395.

TERMINI DU TRANSCONTINENTAL ET DU PACIFIQUE-CANADIEN.

Hon. M. Graham—Copie correspondance concernant terminus conjoints à Québec—1073.

Ordonnée—1073.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*TERRAIN DU GOUVERNEMENT A
POINTE-CASCADES.

M. Boyer—Copie correspondance, ministère Chemins de fer et Canaux concernant enlèvement maisons érigées sur terrain du gouvernement mais appartenant à M. L. A. Sauvé—394.
Ordonnée—394.

TERRAINS HOUILLERS.

M. Carvell—Relevé qualités et valeurs des terrains houillers situés dans 28-19, 27-18, 27-17, 28-18 à l'ouest du 4ème méridien—394.
Ordonné—394.

TERRAINS DONNES AUX COMPAGNIES
CHEMIN DE FER.

M. Tobin—Sommaire faisant connaître combien acres de terre donnés par gouvernement depuis 1878 jusqu'à date—1505.
Ordonné—1505.

TERRES DES SAUVAGES DANS LA CO-
LOMBIE-ANGLAISE.

M. Maclean—Copie de documents concernant services de N. W. White commissaire enquêteur—604.
Ordonnée—604.

TERRES FEDERALES.

Hon. M. Oliver—Copie de documents concernant concession d'un terrain à l'ouest du 5e méridien—606.
Ordonnée—606.

TERRES DE L'OUEST.

M. Knowles—Copie de documents relatifs au $\frac{1}{4}$ S.O. 23-16-12 ouest du 3e méridien—859.
Ordonnée—859.

M. Knowles—Copie de documents relatifs au $\frac{1}{4}$ N.E. section 22, township 11, rang 5, ouest du 3e méridien—859.
Ordonnée—859.

TRACTION DES TRAINS DU PACIFIQUE-
CANADIEN ENTRE SAINT-JEAN ET
HALIFAX.

M. A. K. Maclean—Copie correspondance concernant conventions entre Intercolonial et Pacifique-Canadien en 1913—393.
Ordonnée—393.

TRAFFIC DES CHEMINS DE FER INTER-
COLONIAL ET PACIFIQUE-CANA-
DIEN.

Hon. M. Emmerson—Relevé trafic comparatif trains de voyageurs entre Montréal et l'est des Provinces Maritimes—604.
Ordonné—604.

TRANSCONTINENTAL ET SIR WM.
WHITE.

Hon. M. Graham—Copie documents concernant questions soumises à sir Wm. White par gouvernement—603.
Ordonnée—603.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*TRANSCONTINENTAL DE CAP-ROUGE
A SAINT-MALO.

Sir Wilfrid Laurier—Copie arrangements entre Transcontinental et Canadian-Northern pour usage ligne de cette compagnie par Transcontinental—1074.
Ordonnée—1074.

TRANSFERT DE TERRAINS AUX COM-
MISSAIRES PORT DE MONTREAL.

M. Carvell—Copie acte de transfert par département Milice—1776.
Ordonnée—1776.

TRANSPORT DU POISSON FRAIS.

M. Sinclair—Copie correspondance depuis 1er novembre 1913 concernant demande aide du gouvernement par personnes Nouvelle-Ecosse—3365.
Ordonnée—3365.

TRANSPORT COURRIER DE SAINT-ELEU-
THERE A SULLY.

M. Lapointe—Copie documents concernant contrat octroyé à C. Levesque—2010.
Ordonnée—2010.

TRANSPORT DU COURRIER DANS LE
COMTE DE SHELburne.

M. A. K. Maclean—Etat soumissionnaires, et nom personne à qui entreprise adjudgée—393.
Ordonné—393.

TRANSPORT DEPECHEs A GRAND-RIVER

M. Kyte—Copie correspondance au sujet transport dépêches entre Grand-River Falls et Grand-River—1776.
Ordonnée—1776.

TRANSPORT DU POISSON DES PROVIN-
CES MARITIMES AUX ETATS-UNIS.

M. Sinclair—Copie télégrammes, pétitions, correspondance ministère de la Marine et Pêcheries depuis janvier 1914 au sujet du transport du poisson—2555.
Ordonnée—2555.

TRANSPORT DU POISSON FRAIS PAR
CHEMINS DE FER.

M. Sinclair—Copie arrangements entre gouvernement et chemins de fer depuis 1906—606.
Ordonnée—606.

TRANSPORT DU BETAIL.

M. Kyte—Etat taux transport bétail en vertu tarif en vigueur 1er mai 1913—860.
Ordonné—860.

TRANSPORT DE CONTRATS POUR TRANS-
CONTINENTAL.

Hon. M. Graham—Copie transport fait par MM. Davis en 1909 à O'Brien Fowler et McDougall—1074.
Ordonnée—1074.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

TRANSPORT MALLES ENTRE NORTH-LOCHABER ET WEST-LOCHABER.

M. Chisholm—Copie documents concernant contrat conclu avec G. A. Stewart en mai 1913—2284.

Ordonnée—2284.

TRAVAUX PUBLICS DANS COMTE ANTI-GONISH.

M. Chisholm—Relevé argent dépensé depuis 11 octobre 1911—1073.

Ordonné—1073.

TRAVAUX PUBLICS DANS YARMOUTH.

M. Law—Relevé somme dépensée par gouvernement pour travaux publics depuis 11 octobre 1911—603.

Ordonné—603.

TRAVAUX PUBLICS DANS RICHMOND.

M. Kyte—Copie correspondance depuis 1er octobre 1911, au sujet dépense pour travaux dans comté Richmond—604.

Ordonnée—604.

TRAVAUX PUBLICS DANS SHELburne, (N.-E.).

M. Maclean—Copie correspondance concernant travaux exécutés—604.

Ordonnée—604.

TRAVAUX PUBLICS DANS PORTNEUF.

M. Sévigny—Relevé sommes dépensées pour travaux depuis juillet 1896 au 21 septembre 1911—1505.

Ordonné—1505.

TRAVAUX DANS LE COMTE DE INVERNESS.

M. Chisholm—Copie correspondance concernant travaux publics de 1911 à 1914 dans différents endroits du comté—859.

Ordonnée—859.

TRAVAUX PUBLICS—COMTES RIMOUSKI ET GASPE.

Hon. M. Marcil—Relevé sommes d'argent dépensées depuis 11 octobre 1911—1397.

Ordonné—1397.

TRAVAUX A L'ILE CARIBOO.

M. Macdonald—Copie de documents concernant achat terrains de Joseph Fraser—703.

Ordonnée—703.

TRAVAUX PUBLICS DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Etat des travaux exécutés par ministère Travaux publics depuis octobre 1911—391.

Ordonné—391.

TRAVAUX A LINGAN-BEACH.

M. Carroll—Copie correspondance concernant travaux faits sous la surveillance de M. D. McLean—392.

Ordonnée—392.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

TRAVAUX DANS LE COMTE DE CAPBRETON.

M. McKenzie—Copie correspondance depuis octobre 1911 au sujet travaux dans Cap-Breton et Victoria—2010.

Ordonnée—2010.

UNIFORMITE DES LOIS DE NATURALISATION.

M. Kyte pour M. Macdonald—Copie de documents concernant adoption loi pourvoyant à l'uniformité des lois de naturalisation—390.

Ordonnée—390.

USINES A SAINT-MALO.

Hon. M. Graham—Copie de documents relatifs à contrat de M. J. Gosselin pour construction usines à locomotives et wagons—860.

Ordonnée—860.

USINES A SAINT-MALO.

Hon. M. Graham—Copie contrat accordé à M. Gosselin pour construction ateliers à locomotives, etc.—938.

Ordonnée—938.

VAISSEAUX ETRANGERS DANS LE PORT DE SYDNEY.

M. Sinclair—Etat vaisseaux étrangers entrés et sortis de ce port en 1913—702.

Ordonné—702.

VAPEUR "STANLEY."

M. Law—Copie de documents touchant travail opéré en février 1914 par brise-glace, havre Yarmouth—1397.

Ordonnée—1397.

VENTE DE BOIS SUR L'ILE PARRY.

M. Arthurs—Copie documents ayant trait à cette vente—2010.

Ordonnée—2010.

VETERANS DE LA NOUVELLE-ECOSSE DANS LES INVASIONS FENIANES.

M. Sinclair—Etat donnant noms adresses de ceux dont les réclamations ont été désavouées—4067.

Ordonné—4067.

VETERANS DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Sinclair—Copie télégrammes et lettres au ministre de la Milice venant de G. A. R. Rowlings, A. H. McDonald, J. L. Hattie et A. J. Fulton—2284.

Ordonnée—2284.

VETERANS DU COMTE DE MISSISQUOI.

M. McKay—Etat nombre de vétérans ayant et n'ayant pas obtenu gratification—395.

Ordonné—395.

VETERANS DU COMTE DE GUYSBOROUGH.

M. Sinclair—Copie correspondance concernant demandes gratification—606.

Ordonnée—606.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

VETERANS DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Maclean—Etat noms et domiciles des vétérans de l'invasion féniaine dans comtés Halifax, Hants, King, Annapolis, Digby, Queen, Shelburne, Lunenburg et Colchester—606.

Ordonné—606.

VETERANS DANS LES COMTES VICTORIA ET CAP-BRETON.

M. Mackenzie—Relevé noms et adresses de ceux qui ont demandé prime—1073.

Ordonné—1073.

VETERANS DANS LE COMTE DE HANTS, (N.-E.).

M. Macdonald—Relevé demandes gratifications non encore réglées—1073.

Ordonné—1073.

VIVIER A SAUMON DE MARGAREE HARBOUR.

M. A. W. Chisholm—Copie de documents touchant administration pisciculture et vivier à saumon depuis 1911—1776.

Ordonnée—1776.

VOYAGES DES MINISTRES.

M. Proulx—Relevé total des dépenses de voyage administration actuelle—703.

Ordonné—703.

VOYAGES DES MINISTRES.

M. L. P. Gauthier—Relevé frais de voyages des membres administration précédente entre 1897 et 1911—703.

Ordonné—703.

VOYAGEURS TRANSPORTES SUR L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Pugsley—Dossier indiquant nombre de voyageurs transportés sur l'Intercolonial de Saint-Jean à Halifax; arrangement conclu avec le Pacifique-Canadien; recettes perçues par cet arrangement etc.—2668.

Ordonné—2668.

VOYAGES DE L'HON. ROY.

M. Boulay—Etat dépenses voyage durant 1912, 1913, 1914—2285.

Ordonné—2285.

VOYAGE DU MINISTRE DE LA MILICE EN ANGLETERRE.

M. Carvell—Relevé noms et adresses des personnes qui accompagnaient le ministre dans son voyage en Europe, dépenses payées par gouvernement, etc.—396.

Ordonné—396.

WAGONS DU GOUVERNEMENT.

M. Truax—Dossier faisant connaître nombre, noms, numéros, wagons particuliers, coût du service en 1913, etc.—2112.

Ordonné—2112.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Fin.*

PRESENTATION DE DEPUTES.

M. Adelebert E. Hanna (Lanark-sud), présenté par les honorables W. T. White et J. D. Reid—2.

M. Samuel F. Glass, (Middlesex-est), présenté par M. J. E. Armstrong et l'hon. T. W. Crothers—2.

Hon. Arthur Meighen, (Portage-la-Prairie)—Présenté par les honorables Robert Rogers et W. J. Roche—2.

M. Harry F. McLeod, (York, N.-B.)—Présenté par les honorables J. D. Hazen et L. P. Pelletier—2.

M. James Morris, (Châteauguay)—Présenté par les hon. George Perley et W. B. Nantel—2.

M. Alexander Morrison-Macdonald—Présenté par les hon. Robert Rogers et W. J. Roche—2.

M. Reuben E. Truax, (Bruce-sud)—Présenté par sir Wilfrid Laurier et M. W. M. German—2.

QUESTIONS.

ABAISSEMENT DES RAMPES SUR L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Murphy—Gouvernement fera-t-il améliorations sur Intercolonial?—R. Aucune décision prise—700.

ACHAT D'AUTOMOBILES POUR INSPECTEURS DES POSTES.

M. McCrea—Automobile a-t-elle été achetée pour l'inspecteur des Postes de Sherbrooke?—R. Oui, \$4,500—3104.

ACHAT D'UN TERRAIN A GRAND'MERE.

Hon. M. Bureau—Reliquat du prix d'achat est-il payé?; plans sont-ils préparés pour édifice public?—R. Non; on est à préparer plans—2819.

ACHAT DE TERRAINS A QUEBEC.

Hon. M. Graham—Acquisition Indian-Cove et carrières de pierre autorisée?—R. Pouvoirs accordés aux commissaires du port—1503.

ACHAT DE WAGONS-GLACIERES.

M. Macdonald—Wagons-glacières achetés de la Compagnie Armstrong Refrigerator en 1912 ou 1913?—R. Oui, cinq à \$1,300—1680.

ACHAT TERRAIN, COMTE RIMOUSKI.

M. Boulay—Entre 1896 et 1905 terrain acheté à Sainte-Félicité?—R. Oui, \$150—1776.

ACHATS DE BETAIL.

M. Robb—Combien de moutons et de quelle race achetés en 1913 par ministère Agriculture dans province de Québec; nom du vendeur; prix payé, etc.?—R. Renseignements fournis—495.

M. Robb—Combien de bestiaux et de quelle race achetés en 1913 dans province de Québec par ministère Agriculture?—R. Aucun—495.

QUESTIONS—*Suite.*ACHATS DE BETAIL—*Suite.*

M. Robb—Combien de chevaux et de quelle race achetés en 1913 dans province de Québec par ministère Agriculture?—R. Renseignements fournis—495.

M. Robb—Combien de porcs et de quelle race achetés par ministère Agriculture pour fins reproduction en 1913?—R. Renseignements fournis—496.

ACHAT D'UN TERRAIN POUR LA MILICE A DORVAL.

M. Carvell—Somme de \$180,000 pour acheter terrain approuvée?—R. Oui, voir détails—1278.

ACHATS DE BESTIAUX A YARMOUTH.

M. Law—Combien de porcs achetés par département Agriculture?—R. Deux, voir détails—697.

M. Law—Combien de chevaux?—R. Aucun—697.

M. Law—Combien de bêtes à cornes?—R. Un taureau voir détails—698.

M. Law—Combien de moutons?—R. Cinq, détails—698.

ACHAT DU YACHT A VAPEUR "GUNHILDE."

M. Sinclair—Qui a vendu yacht; prix, etc.—R. W. H. Price; \$12,000; service quarantaine—2819.

ACHAT D'IMMEUBLE A OTTAWA.

Hon. M. Murphy—Gouvernement fera-t-il acquisition côté nord de la rue Wellington pour fin projet embellissement de la ville?—R. Question pas étudiée—698.

ADJUDICATIONS POSTALES ANNULEES.

M. Sinclair—Pourquoi ordre de la Chambre demandant état nombre de contrats annulés en Nouvelle-Ecosse pas exécuté?—R. Etat général préparé, rapport envoyé au secrétaire d'Etat—737.

AGENT D'IMMIGRATION A SAINT-LEONARD.

M. Michaud—Enquête tenue au sujet destitution d'Epiphane Nadeau; causes destitution?—R. Non; propagande électorale—598.

AGENT D'IMMIGRATION D'ANTIGONISH.

M. W. Chisholm—Colin F. McKinnon nommé agent spécial durant une partie de l'année dernière?—R. Oui, du 30 janvier 1913 au 10 mai 1913—601.

AGENTS D'IMMIGRATION DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Wm. Chisholm—Agents spéciaux nommés par gouvernement actuel?—R. Noms et détails fournis—1771.

AGENT DES PILOTES DU SAINT-LAURENT.

M. Delisle—Qui a succédé à Ulric Thibau-deau?—R. J. L. Frénette, plus tard F. J. Boulay, détails—1278.

QUESTIONS—*Suite.*

AIDE ACCORDEE AU CHEMIN DE FER NORD-CANADIEN.

M. Burnham—Dates divers octrois accordés, garanties, etc.—R. Voir renseignements subventions en argent, garanties et subventions en terres—2716.

AIDE A L'AGRICULTURE.

M. Boyer—Ministre de l'Agriculture sait-il déclaration faite par l'hon. M. Caron au sujet subvention fédérale?—R. Renseignements fournis—849.

AIDE A L'AGRICULTURE AU COMTE DE SHERBROOKE.

M. McCrea—Montant payé dans comté Sherbrooke pendant dernière année fiscale?—R. Dépense totale \$50,724; voir détails—5216.

AIDE A L'AGRICULTURE.

M. Boulay—Sommes payées au gouvernement de Québec pour aide à l'Agriculture en 1912 et 1913?—R. \$69,741.20; \$69 741.20—377.

M. E. Lapointe—Officiers nommés pour surveiller distribuer du subsidie fédéral, etc.?—R. Oui, voir détails—377.

ALIMENTATION D'EAU PURE POUR BÂTIMENTS FEDERAUX.

M. Macdonald—Quelle proposition la municipalité d'Ottawa a-t-elle faite au gouvernement au sujet alimentation eau pure?—R. Correspondance déposée sur bureau de la Chambre—1395.

AMELIORATIONS A EAST-RIVER.

M. Macdonald—Soumissionnaires et montants soumissions pour travaux?—R. Liste fournie—851.

AMELIORATIONS AU PORT DE SAINT-JEAN.

Hon. M. Graham—Prix payé pour enlever roc solide dans le port?—R. \$3.80 pour pierres de 5 tonnes et plus, \$2.50 moindres pierres—1773.

AMELIORATIONS A LA GARE DE HAMP-TON.

Hon. M. Emmerson—Quelles améliorations seront-elles faites?—R. Renseignements fournis—1771.

AMELIORATION DE LA RIVIERE DES FRANCAIS.

Hon. M. Murphy—Contrat fait en 1913 pour construction barrage?—R. Marché passé 14 janvier 1914—2180.

ANIMAUX DE RACE.

M. Macdonald—Ministre de l'Agriculture a-t-il annoncé intention de pourvoir à amélioration des bestiaux?—R. Oui, voir détails—736.

ANNONCES DANS UN JOURNAL.

M. Brouillard—Montant payé à "La Gazette" depuis 1er janvier 1912?—R. Chiffres fournis—1866.

QUESTIONS—*Suite.*

APPROVISIONNEMENT DE CHARBON A WOODSTOCK.

M. Carvell—Combien de tonnes fournies à l'arsenal de Woodstock, N.-B., depuis 1910; fournisseurs et prix payé?—R. Renseignements fournis—598.

M. Carvell—Combien de tonnes fournies à la salle d'armes de Woodstock depuis 1910; fournisseurs et prix payé?—R. Renseignements fournis—598.

APPROVISIONNEMENTS POUR LE CAMP D'ALDRESHOT.

M. A. K. Maclean—Noms des personnes ayant soumissionné pour fourrage en 1914?—R. Nulle soumission reçue—1503.

M. A. K. Maclean—Qui a fourni glace en 1913?—R. Kenneth Sharpe, \$325 voir détails—1503.

ARBITRAGE CONCERNANT LE GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

Hon. M. Graham—Sir W. White nommé seul arbitre pour régler différent entre gouvernement et Grand-Tronc-Pacifique?—R. Oui, voir détails—379.

M. J. ARMSTRONG.

Hon. M. Lemieux—M. J. Armstrong commis bureau de poste de Sherbrooke destitué?—R. Aucun employé de ce nom destitué—2284.

ARSENAL DE PEMBROKE.

Hon. M. Graham—A qui construction arsenal confiée?—R. Beattie, Reinke et Lachance, voir détails—5384.

ARSENAL A AMHERST.

M. Sinclair—Gouvernement construit-il arsenal à Amherst, N.-E.?—R. Oui, Rhodes Curry, Limited, entrepreneurs, \$81,100—3880.

ARSENAL DE QUEBEC.

M. Lachance—Enquête depuis 1911 sur administration; le résultat?—R. Oui en juin 1913; munitions trouvées impropres au service—5217.

ARSENAUX.

M. Sinclair—Combien construits depuis 1900?—R. 48—698.

ASSURANCE RIMOUSKI.

M. Gauvreau—Premier dépôt au trésor par l'assurance Rimouski, genre de dépôt et de garanties, dernière inspection des livres, protéger les intérêts des assurés et actionnaires — R. Renseignements fournis?—4067.

ASSURANCE MUTUELLE DE RIMOUKI.

Hon. M. Béland—Avant mise en liquidation fait partager certaine proportion de ses assurances par la York Fire Insurance Co., de Toronto, et la Midland Fire Insurance Co., de Brandon, compagnie Rimouski a retiré certain montant de cette opération; mission du gouverne-

QUESTIONS—*Suite.*ASSURANCE MUTUELLE DE RIMOUKI—*Suite.*

Hon. M. Béland—*Suite.*

ment est d'empêcher irrégularités de ce genre; nommer un inspecteur spécial pour faire enquête—R. Vais m'occuper de la question—4991.

ATELIERS DE SAINT-MALO.

Hon. M. Graham—Huit questions concernant ateliers de locomotives et wagons et soumission de M. J. Gosselin—R. Renseignements fournis—735.

ATELIERS DE REPARATIONS DU TRANS-CONTINENTAL.

Hon. M. Graham—A part usines de Moncton, quel est coût estimatif ateliers construits ou à construire?—R. \$3,489,166.31—1067.

ATLANTIC, QUEBEC AND WESTERN RAILWAY.

Hon. M. Marcil—Chemin de fer en opération cet hiver entre New-Carlisle et Gaspé?—R. Oui, détails—935.

AUTOMOBILE POUR LES POSTES.

M. Carvell—Ministère des Postes a-t-il acheté nouvelle automobile?—R. Oui, 16 décembre 1913—3264.

AUTOMOBILES DE LA MILICE.

M. Proulx—Combien automobiles achetées par ministère Milice depuis octobre 1911?—R. Réponse donnée au cours dernière session—2181.

AUTOMOBILE DU DEPARTEMENT DE LA MILICE.

M. Proulx—Automobiles louées en Angleterre au cours voyage ministre de la Milice?—R. Oui, voir détails—853.

M. Proulx—Combien automobiles achetées en 1913 et prix de chacune?—R. Aucune—853.

AUTORISATION DE SUBVENTIONS EN TERRAIN.

M. Tobin—En vertu quelles lois octrois de terres faits à compagnies chemin de fer depuis 1878?—R. Tableau fourni—2008.

AUISEUR LEGAL AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES.

Hon. M. Murphy—Aviser légal nommé; date nomination; appointements, etc.?—R. M. L. C. Christie; 15 avril 1913; \$3,000—374.

AVOCAT DE LA COMMISSION DU PORT DE QUEBEC.

M. Gauvreau—Qui a remplacé M. Stuart comme aviseur légal?—R. Gouvernement ne possède aucun renseignement—2372.

AVOCAT DE LA COMMISSION DU PORT DE QUEBEC.

M. Gauvreau—M. Stuart a-t-il été remplacé?—R. Pas de renseignements—1681.

QUESTIONS—*Suite.*

BAIL DU DOMINION ATLANTIC.

M. Wm. Chisholm—Quand expire bail entre gouvernement et Dominion Atlantic?—R. 1er janvier 1914 détails—1169.

BANQUES CANADIENNES QUI ONT FAILLI.

M. Barrette—A part banques Ville-Marie du Peuple et Saint-Jean, y a-t-il d'autres banques qui ont failli et déposants non remboursés?—R. Oui, liste des banques—4066.

BANQUES DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. J. J. Hughes—Faillite de banques dans l'île Prince-Edouard, pertes des actionnaires, quels arrangements ont permis de continuer les opérations?—R. Détails fournis—2666.

BANQUE INTERNATIONALE DU CANADA.

M. Sinclair—Date certificat émis, demande en première instance, doutes sur la régularité de la première demande, enquête a-t-elle été faite?—R. 17 octobre 1911; 23 mai 1911; toutes les conditions de la loi des banques ont été pleinement remplies—4895.

BANQUES DANS L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. J. J. Hughes—Combien banques actives à l'époque entrée dans Confédération?—R. Renseignements fournis—1866.

BARGE "NEOPHYTE."

M. A. K. Maclean—De qui et à quel prix a été acheté la barge "Néophyte"?—R. Navigation Syndicate Limited de Nordin, (N.-B.), 4,000 louis sterlings, détails—366.

BARILS ET RECIPIENTS EN ACIER.

Hon. M. Graham—Existe-t-il au Canada manufactures de récipients cylindriques en acier?—R. Oui—1608.

BARRAGES DANS LE SAINT-LAURENT.

M. Morris—Qui a construit barrage entre Ile du Large et Grande-Ile?—R. M. Z. Boyer, voir détails—3474.

BASSIN DE RADOUB A ESQUIMALT.

M. Sinclair—Emplacement acheté pour cale-sèche projetée?—R. Non—851.

BATAILLE SIMULEE.

M. Proulx—Ministre de la Milice sait-il dépêche presse canadienne publiée 21 octobre 1913?—R. Non—854.

BATEAU PATROUILLE "HUDSON."

Hon. M. Emmerson—Renseignements sur steamer "Hudson"; membres de l'équipage; gages payés?—R. Renseignements fournis—2818.

BATEAU PHARE "HALIFAX."

Hon. M. Lemieux—Où a-t-il été construit?—R. En Ecosse, voir détails—3207.

QUESTIONS—*Suite.*

BATIMENT PUBLIC DE KAMLOOPS.

Hon. M. Oliver—Gouvernement a-t-il choisi terrain pour édifice public?—R. Rien de décidé—1069.

BATTERIE DE FRASERVILLE.

M. Gauvreau—La 20e batterie d'artillerie a-t-elle droit à contribution de \$150?—R. Non, détails—1069.

BATTERIE (20e) DE FRASERVILLE.

M. Gauvreau—Demande faite au ministre de la Milice pour location salle afin d'y placer canons de la 20e batterie?—R. Oui, à l'étude—1426.

BATTERIE (20e) DE FRASERVILLE.

M. Gauvreau—Local loué pour remiser canons de la 20e batterie?—R. Non—2372.

BESTIAUX MALADES DANS LES CANTONS DE L'EST.

M. Boivin—Gouvernement sait-il que la tuberculose existe dans troupeaux vaches à lait?—R. Oui, mesures prises en conséquences détails—382.

BETES DE RACE PURE.

M. Law—M. W. Corning est-il représentant à Yarmouth du département d'Agriculture, division de l'élevage?—R. Non, voir détails—2418.

BESTIAUX TUBERCULEUX A KENTVILLE.

M. Maclean (Halifax)—Combien d'animaux affectés de la tuberculose, achetés sous réserve, soumis à l'épreuve de la tuberculine, par qui épreuve appliquée, que va-t-on faire des animaux tuberculeux?—R. Voir réponse—4741.

COLONEL J. LYONS BIGGAR.

M. Carroll—Envoyé en Europe par département de la Milice?—R. Obtenu permission de visiter Angleterre à ses frais pour étudier question vente chevaux pour armée anglaise—1277.

BIBLIOTHEQUES DANS BUREAUX DE POSTE.

M. Buchanan—Correspondance reçue émettant idée d'établir bibliothèques?—R. Oui, à l'étude—935.

BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT.

M. Turgeon—MM. H. Bernier, A. D. Irwin, R. Lemoine et De Goute employés temporaires?—R. Oui—1865.

SERVICES D'ALFRED BISHOP.

M. Kyte—A quelles conditions peut-on obtenir services de M. A. Bishop comme conférencier agricole?—R. Gratuitement sur demande au surintendant station agronomique de Kentville—3363.

BOÎTES A LETTRES POUR CANSO.

M. Sinclair—Boîtes aux lettres seront-elles fournies à Canso, (N.-E.)?—R. Aucune demande reçue—737.

QUESTIONS—*Suite.*

BOITES AUX LETTRES DE GRANBY.

M. Boivin—Requête reçue concernant installation boîtes postales dans rues?—R. Oui, enquête à cet égard—382.

BOITES AUX LETTRES DANS BRUCE-SUD.

M. Kyte—Population du village de Chesley; boîtes postales placées sur certaines rues?—R. 1,734; six boîtes installées—372.

M. Kyte—Population de la ville de Walkerton; boîtes postales placées dans les rues?—R. 2,601; 17 boîtes installées—372.

BREVET POUR CADENAS DE SACS DE COURRIER.

Hon. M. Lemieux—Brevet accordé depuis 19 mars 1913; numéro du brevet; à qui accordé?—R. Oui; n° 151,043; M. F. W. Carling—373.

BRISE-LAMES DE NEW-HARBOUR.

M. Sinclair—Coût estimatif—R. \$27,000; trente bateaux de pêche fréquentent le port—2923.

BRISE-LAMES DE LITTLE-SANDS.

M. J. J. Hughes—Soumissions demandées pour construction brise-lames de Little-Sands I.-P.-E.?—R. Oui, aucune convention encore signée—469.

BRISE-LAME DE CARLETON-HEAD.

M. J. J. Hughes—Entreprise construction est-elle du type ordinaire?—R. Oui—2283.

BRISE-LAMES DE LA PETITE-RIVIERE.

M. Maclean (Halifax)—Montant dépensé en 1913-1914—R. \$2,499—3671.

BRISE-LAMES DE NEW-HARBOUR.

M. Sinclair—Budget contiendra-t-il crédit affecté au prolongement brise-lames à New-Harbour, Guysborough?—R. Renseignement donné après dépôt du budget—384.

BRISE-LAMES A PETITE-RIVIERE DE L'EST.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement a-t-il intentions demandées?—R. Soumissions reçues à l'étude—373.

BRISE-LAMES A LITTLE-SANDS.

M. J. J. Hughes—Soumissions demandées pour construction?—R. Oui, voir détails—1681.

BRISE-LAMES DE PORT-LATOIR.

M. Law—Quantité et coût matériaux employés?—R. Chiffres fournis—1394.

M. D. E. BRUNEAU.

M. Brouillard—Raison destitution maître de poste de Maddington-Falls?—R. Ingérence politique—1071.

QUESTIONS—*Suite.*

BULLETIN DU COMMERCE.

M. McCrancy—Quelles personnes dans district électoral de Saskatoon reçoivent le bulletin du Commerce?—R. Liste fournie—499.

BUREAU DE POSTE D'ELMIRA.

M. J. J. Hughes—Plaintes reçues au sujet administration bureau de poste d'Elmira?—R. Oui, meilleur service à l'avenir—736.

BUREAU DE POSTE DE SAINT-ROMUALD.

M. Bourassa—Offres de vente d'immeubles reçues pour servir construction bureau de poste?—R. Oui, noms et chiffres fournis—849.

BUREAU DE POSTE DE LUMLEY.

Hon. M. Lemieux—Qui est maître de poste à Lumley?—R. Melle E. Horton, voir détails—1905.

BUREAU DE POSTE DE CHESLEY.

M. Truax—Six questions concernant bureau de poste à Chesley—R. Renseignements fournis—696.

BUREAU DE POSTE DE SAINT-CASIMIR.

M. Delisle—Montant placé dans crédits 1911-1912 pour construction?—R. \$5,000—378.

BUREAUX DU HAUT-COMMISSAIRE DU CANADA A LONDRES.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement a-t-il loué ou acheté emplacement à Londres pour bureaux du haut-commissaire?—R. Non—370.

BUREAU DE POSTE DE GRANBY.

M. Boivin—Gouvernement sait-il que nombre casiers bureau de poste insuffisants?—R. Aucune plainte reçue—731.

BUREAU DE POSTE COMTE DE PICTOU.

M. Macdonald—Combien bureaux fermés en 1913?—R. 14, détails—1071.

BUREAU DE POSTE DE SAINT-JOSEPH DE SOREL.

M. Cardin—Gouvernement informé du transport du bureau de poste dans un autre endroit?—R. Directeur a demandé autorisation—601.

BUREAU DE POSTE DE RIGAUD.

M. Boyer—Cinq questions au sujet construction et surveillance travaux du trottoir en béton devant le bureau de poste—R. Renseignements fournis.

M. Boyer—Quatre questions concernant travaux d'assainissement, enclos, etc., faits en 1913 sur terrain où est érigé bureau de poste—R. Renseignements fournis—466.

M. Boyer—Onze questions concernant achat du charbon pour l'usage du bureau de poste de Rigaud—R. Renseignements fournis—467.

QUESTIONS—*Suite.*

BUREAU DE LA DOUANE A HULL.

M. Devlin—Depuis quand bureau établi à Hull; recettes depuis ouverture?—R. 1er avril 1911; \$107,635—597.

BUREAU DE POSTE GIASSON.

Hon. M. Lemieux—Requête contribuables paroisse de Saint-Aubert—2818; pas demandé établissement bureau de poste "Giasson"—2818; abolir ce bureau—2818; recevoir leur malle au bureau de poste de l'église—R. Oui; à l'étude—2818.

BUREAU DE POSTE A MAISONNEUVE.

M. Verville—Gouvernement fera-t-il ériger bureau de poste à Maisonneuve; qui a demandé de changer d'architecte; coût travaux?—R. M. Dufresne de Montréal prépare les plans en ce moment; ministre en a donné ordre; quand plans seront terminés—465.

BUREAU DE POSTE DE TROIS-RIVIERES.

Hon. M. Bureau—Successeurs de Georges Frigon et Auguste Cook au bureau de poste de Trois-Rivières?—R. Arthur Lamy et Elzéar Trempe; \$500 par année—2818.

BUREAU DE POSTE DE CAP-NOIR.

Hon. M. Marcil—Enquête faite avant fermeture bureau de poste?—R. Enquête inutile, voir détails—738.

BUREAU DE POSTE D'ARTHABASKA.

M. Brouillard—Qui a posé horloge dans la tour?—R. R. Picher, voir détails—1169.

M. Brouillard—Quelques défauts à la couverture de la tour?—R. En réparation, détails—1169.

BUREAUX DE POSTE DU COMTE PORT-NEUF.

M. Sévigny—Combien bureaux de poste le 1er juillet 1896?—R. 35, voir détails—1770.

BUREAU DU TELEGRAPHE A DUNVEGAN.

Hon. M. Oliver—Sur quel terrain situé?—R. Renseignements fournis—855.

BUREAU DE POSTE DE YARMOUTH-NORD.

M. Law—Revenus pour l'année terminée 30 juin 1911 et 1913?—R. \$1,592.20; \$1,252.18—856.

BUREAU DE POSTE DE BLACK-CAPE.

Hon. M. Marcil—Ministère des Postes a-t-il été prié de rouvrir bureau de Black-Cape?—R. Oui, à l'étude—2282.

BUREAU DE POSTE DE GIASSON.

M. Ernest Lapointe—Nouveau bureau établi à Saint-Aubert?—R. Oui, voir détails—2281.

QUESTIONS—*Suite.*

BUREAU DE POSTE DE PLAINFIELD.

M. Wm. Chisholm—Bureau sera-t-il fermé après établissement itinéraires ruraux?—R. Oui—2112.

BUREAU D'IMMIGRATION D'EDMUNDSTON.

M. Michaud—Bureau loué affecté au service de l'agent?—R. Oui, \$100 par an—739.

BUREAU DE POSTE DE EGANVILLE.

Hon. M. Graham—Gouvernement a-t-il décidé de construire bureau de poste de Eganville?—R. Oui—372.

BUREAU DE POSTE DE NEW-WESTMINSTER.

Hon. M. Murphy—J. W. McDonald maître de poste a-t-il été démis?—R. Oui, voir renseignement—374.

BUREAU DE POSTE D'ARTHABASKA.

M. Brouillard—Longueur et largeur trottoir en béton en fait et sur côtés bureau de poste?—R. 814 pieds à 35c.—1068.

BUREAU DE POSTE D'ARTHABASKA.

M. Brouillard—Sommes payées pour réparations?—R. Chiffres fournis—1068.

M. Brouillard—Qui a eu contrat creusement ruisseau sur terrain bureau de poste?—R. A. Quesnel, \$500—1068.

BUREAU DE POSTE DE MOULIN DUBOIS.

M. Brouillard—Raison fermeture de ce bureau?—R. Maître de poste seul s'en servait—1068.

BUREAU D'IMMIGRATION DE WINDSOR, N.-E.

M. Neely—Quelle est la sténographe du bureau; est-elle aussi employée à la Chambre des communes?—R. Melle Blanche Cox; obtenu congé de quatre mois sans rémunération; ignore où se trouve Melle Cox—5217.

BUREAU DE POSTE DE MELVILLE.

M. MacNutt—Demandes reçues pour construction bureau poste?—R. Oui—3262.

BUREAU DES AVISEURS DES PECHERIES.

M. A. K. Maclean—Montant payé à G. A. Hemeon pour allocations et dépenses?—R. Allocations, \$220; dépenses, \$202.80—367.

M. A. K. Maclean—Montant payé à W. C. Smith de Lunenburg?—R. Allocations, \$210; dépenses, \$185.70—367.

M. A. W. Chisholm—Quels sont les membres du bureau et leurs domiciles; salaires; montants payés pour frais de voyage, etc.?—R. Renseignements fournis—367.

BUREAU DE POSTE A HALIFAX.

M. A. K. Maclean—A-t-on acheté une propriété rue Gottingen, Halifax pour y éri-

QUESTIONS—*Suite.*BUREAU DE POSTE A HALIFAX—*Suite.*

M. A. K. Maclean—*Suite.*
ger un bureau de poste?—R. Question à l'étude—364.

BUREAU DE POSTE DE SAINT-CASIMIR.

M. Delisle—Directeur général des Postes a-t-il reçu requête demandant bureau de poste?—R. Oui, à l'étude—699.

BUREAUX DE PLACEMENT PARTICULIERS.

M. Verville—Gouvernement a-t-il juridiction sur bureaux placement à Montréal?—R. Oui sur bureaux ayant relations d'affaires avec immigrants—1905.

BUREAU DE POSTE DE PORT MAITLAND.

M. Law—Recettes du 1er juillet 1910 au 1er juillet 1911 et de janvier 1913 au 31 décembre 1913?—R. Chiffres fournis—2005.

BUREAU DE POSTE DE LOWER-ARGYLE.

M. Law—Recettes du 1er juillet 1910 au 1er juillet 1911 et de janvier 1913 au 31 décembre 1913?—R. Chiffres fournis—2005.

DARIUS CADRIN.

M. Lapointe (Kamouraska)—D. Cadrin, de Saint-Anselme, comté Dorchester; quel emploi, salaire, dépenses de voyage—R. Employé comme douanier, \$700 par année—3801.

CAISSE DE PREVOYANCE DES EMPLOYÉS DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Six questions concernant le crédit de la caisse de prévoyance des employés de l'Intercolonial et de l'Île du Prince-Edouard—R. Renseignements fournis—494.

CAISSE DE PREVOYANCE DU CHEMIN DE FER DE L'INTERCOLONIAL.

M. Macdonald—William Harris mis à sa pension sous régime loi de la caisse de prévoyance; chiffre pension?—R. Oui; \$20 par mois—601.

CALE-SECHE A ESQUIMALT.

M. Sinclair—Acquisition d'un site autorisée; prix d'achat?—R. Oui; coût estimatif: \$334,595, détails—1502.

CAMP D'INSTRUCTION MILITAIRE A TROIS-RIVIERES.

Hon. M. Bureau—Soumissions reçues pour viande; si camp existera l'été prochain—R. Quatre, 11½c. la livre, oui—3671.

CAMP DE FARNHAM.

M. Kay—Combien d'acres de terrain achetés?—R. Renseignement requis dans documents qui seront déposés—1504.

CAMP DE BARRIEFIELD.

M. Edwards—Soumissions ouvrage de plomberie camp Barriefield, prix accepté—R.

QUESTIONS—*Suite.*CAMP DE BARRIEFIELD—*Suite.*

M. Edwards—*Suite.*
Noms des soumissionnaires; Lemmon Bros, ont eu l'entreprise, \$170—3880.

CAMP D'ARTILLERIE A VALCARTIER.

Hon. M. Lemieux—Ministère Milice a-t-il fait acquisition terrain pour camp artillerie?—R. Non—967.

CANADA AND GULF RAILWAY.

M. Boulay—Sur combien de gares subside payé par gouvernement a-t-il été appliqué?—R. Quatre, voir détails—1071.

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement a-t-il reçu copie résolution adoptée par chambre de Commerce de Montréal?—R. Oui—370.

CAMP DE PETEWAWA.

M. Sinclair—Montant dépensé pour établir service agents secrets durant exercice 1912-1913?—R. \$572.85—855.

CANADIAN-NORTHERN RAILWAY.

M. Macdonald—Aide financière demandée au gouvernement?—R. Déclaration sera faite en temps voulu—1426.

CANAL DE CHAMBLY.

M. Verville—MM. Jacques Benoit, Paul Denault et Sylvestre Magnan sont-ils encore employés sur canal Chambly—R. Non—4740.

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. Devlin—Gouvernement sait-il qu'une commission royale a été nommée en 1905 pour étudier la question des transports?—R. Oui, voir détails—596.

CANAL DE NEW-MARKET.

M. Pardee—Arrangements conclus entre le gouvernement et M. Osborne du comté de York; prix location pour usage de propriété du gouvernement—R. \$151 par an pendant trois ans; ceux qui veulent utiliser le terrain doivent s'entendre avec le locataire—4550.

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement a-t-il reçu copie résolution Chambre de commerce de Montréal concernant projet construction canal Baie Georgienne?—R. Oui—1069.

CANAL LACHINE.

M. Verville—Six questions concernant travaux au canal Lachine?—R. Renseignements fournis—1867.

CANAL DE SOULANGES.

M. Séguin—Salaire gardien d'hiver des écluses n° 4 et 5?—R. \$60 par mois quand il travaille—2284.

CANTONNIERS DE L'INTERCOLONIAL.

M. Wm. Chisholm—Combien cantonniers employés entre Mulgrave et Marsby-

QUESTIONS—*Suite.*CANTONNIERS DE L'INTERCOLONIAL—*Suite.*

M. Wm. Chisholm—*Suite.*
Hope?—R. 24 cantonniers, 10 chefs d'équipe—1064.

CAPITAINE N. H. TOWNSEND.

M. Carroll—*M. Vincent Mullins*, de Sydney, N.-E., était-il autorisé à demander la démission du capt. N. H. Townsend, maître du port de Sydney?—R. Ne pouvait plus à cause de son âge avancé remplir ses fonctions officielles—2551.

CAPITAINE DU PORT DE MONTREAL.

M. Carvell—Changements effectués; capitaine T. Bourassa sera-t-il promu au poste de capitaine du port de Montréal—R. Gouvernement n'en sait rien—4196.

CARGAISONS DE STEAMERS.

M. Macdonald—Combien tonnes de fret chargées à bord du "Earl Grey" et du "Minto"?—R. Chiffres fournis—3206.

CARTOUCHERIE DE QUEBEC.

M. Lachance—Changer la localité de la cartoucherie; reconstruire en quel endroit; prix du terrain?—R. Oui; propriété succession Hunt, rivière Saint-Charles; \$20,000—5218.

CHALANDS DE LA BAIE D'HUDSON.

M. A. K. Maclean—Département Chemins de fer a-t-il acheté quelques chalands pour construction chemin de fer de la baie d'Hudson?—R. Oui, voir détails—365.

CHAMP DE TIR DE SOURIS.

M. J. J. Hughes—Prix payé pour champ de tir?—R. \$1,000—1775.

CHAMP DE TIR DE VICTORIA.

M. Sinclair—Champ de tir sera-t-il établi près de Victoria?—R. Oui—3558.

CHAMP DE TIR A SOURIS, (I.-P.-E.).

M. J. J. Hughes—Gouvernement sait-il que installation champ de tir va fermer chemin public?—R. Nul chemin public fermé—1503.

CHAMP DE TIR DE MARCH.

Hon. M. Murphy—Somme totale dépensée pour installation?—R. Propriété, \$193,379.86; construction, \$191,650.42, voir détails—700.

CHARBON DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. Devlin—Gouvernement sait-il que la Nouvelle-Ecosse a eu promesse d'un marché pour sa houille dans l'Ontario?—Pas de document officiel, certaine quantité de charbon est vendue dans l'Ontario—385.

CHAUSSEE DE LAPRAIRIE.

M. Lanctôt—Gouvernement sait-il que l'ancienne administration avait fait char-

QUESTIONS—*Suite.*CHAUSSEE DE LAPRAIRIE—*Suite.*

M. Lanctôt—*Suite.*
royer pour \$5,000 de pierre?—R. Oui, voir détails—3205.

CHEFS DE TRAINS DU CANADIAN-NORTHERN.

M. Cruise—Ont-ils demandé conseil de conciliation?—R. Oui, demande à l'étude—2639.

CHENAL DANS PORT DE BATHURST.

M. Turgeon—Renseignements sur éclairage chenal dans havre de Bathurst?—R. Noms de ceux qui font l'ouvrage, J. P. Doucet, J. Lamyne, W. J. Kent et Co., Ltd., W. Lamb—4477.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL FRAIS RELATIFS AUX WAGONS.

M. Reid—Quels sont loyer et charges exigés pour wagons du Pacifique en service sur l'Intercolonial, etc.?—R. Renseignements fournis—371.

CHEMIN DE FER BAIE D'HUDSON.

Hon. M. Murphy—Dates et montants entreprises pour construction, noms entrepreneurs, etc.—R. Renseignements fournis—968.

CHEVRIER ET FRERES.

M. Boyer—Sommes payées par département Milice et Travaux publics à MM. Chevrier depuis 1911—R. \$6.75, détails—387.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—AMELIORATIONS A SAINTE-LOUISE.

M. Ernest Lapointe—Demandes faites aux autorités chemin de fer pour travaux urgents?—R. Oui, travaux exécutés été prochain—2109.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL USINES DE SAINT-MALO.

Hon. M. Lemieux—Combien employés à construction; combien Italiens; gages payés?—R. 634, 54; \$1.80 par jour—1609.

Hon. M. Lemieux—Qui est contremaître aux usines?—R. M. C. B. Forrest, ingénieur, chargé des travaux—1609.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL GARE DU MARCHE CHAMPLAIN.

M. Bourassa—Construction gare décidée?—R. Appel soumissions une fois les plans approuvés—2282.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—DISTRICT N° 3.

Hon. M. Emmerson—Division entre Saint-Jean et Halifax est-elle désignée sous le titre: division n° 3?—R. Oui—1169.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL PONT SUR LA RIVIERE FRENCH.

Hon. M. Emmerson—Sept questions au sujet des fondations pont sur la rivière French—R. Renseignements fournis—381.

QUESTIONS—*Suite.*

CHEMIN DE FER FERRONA-SUNNY-BRAE.

M. Macdonald—Entente actuelle concernant taux de transport et autres privilèges sera-t-elle modifiée?—R. Rien de décidé—701.

CHEMIN DE FER ALASKA-YUKON.

M. Stevens—Six questions au sujet construction chemin de fer?—R. Gouvernement ne sait rien—1501.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Knowles—A-t-on retenu services de quelques personnes pour achat droit passage?—R. Non—1503.

CHEMIN DE FER QUEBEC-SAGUENAY.

M. Michaud—Connaissance du gouvernement que le Canadian-Northern doit acheter le chemin de fer Québec-Saguenay—R. Non—4196.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL PAIEMENTS A DES ENTREPRENEURS.

M. Sévigny—Paiements faits d'après clause 35?—R. Oui—1866.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL CE QU'IL A COUTE AU GOUVERNEMENT.

M. Sévigny—Combien ont coûté jusqu'à date bâtisses, constructions, rails, etc.?—R. Chiffres fournis—1866.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL ACHAT DE TERRES.

M. Sévigny—Combien payé par gouvernement pour terrains de Winnipeg à Moncton?—R. \$3,136,260.72.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL DEFICIT.

M. Carvell—Déficit de \$32,605.34 porté au compte de construction?—R. Non—1865.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—TELEGRAPHIE SANS FIL.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement établirait-il télégraphie sans fil?—R. Pas encore à l'étude—1867.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL—ATELIERS DE QUEBEC.

Hon. M. Graham—Ateliers en construction sont-ils sur ligne Transcontinental?—R. Oui quand terminés—1904.

CHENAL DU SAINT-LAURENT—CHAUDIÈRES POUR REMORQUEURS.

M. Sinclair—Soumissions demandées pour construction chaudières?—R. Non, voir détails—1427.

CLOCHES AVERTISSEUSES SOUS-MARINES.

M. Law—Soumissions demandées pour 13 cloches sous-marines?—R. Oui, voir détails—700.

QUESTIONS—*Suite.*

COLLEGE NAVAL D'HALIFAX.

M. Sinclair—Nouveaux règlements publiés au sujet administration interne du collège?—R. Oui—3363.

COMMISSION CONSULTANTE DES PÊCHERIES.

M. A. W. Chisholm—Montants payés à chacun des membres, frais de voyage et autres?—R. Chiffres fournis—736.

COMMISSION D'EMBELLISSEMENT D'OTTAWA—HULL.

M. Devlin—Somme dépensée pour embellissement cité de Hull?—R. \$3,989.03 embellir place hôtel de ville—731.

COMMISSION DU SERVICE CIVIL.

M. Kyte—Quatre questions concernant absences et frais de voyage des commissaires LaRochelle et Short—R. Renseignements fournis—731.

COMMUTATION DE LA SENTENCE D'ALAN WISHART.

M. MacNutt—Raisons de la commutation—R. Contraire aux usages parlementaires de renseigner au sujet des demandes de clémence—4550.

COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE "LA FÉDÉRALE."

M. Henderson—Nombre de certificats d'assurance renouvelables semestriellement émis par la compagnie d'assurance sur la vie "La Fédérale du Canada."?—R. Aucun renseignement à ce sujet—2550.

COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU-ONTARIO.

M. Bourassa—Compagnie fait-elle encore affaires dans province de Québec?—R. Non, licence annulée en novembre 1913, en liquidation—4477.

COMMUNICATIONS PAR VOIE FERRÉE AVEC THORBURN.

M. Macdonald—Communications seront-elles établies?—R. Rien de décidé—736.

COLIS POSTAUX.

M. Pardee—Facteurs urbains et ruraux auront-ils augmentation salaire par suite inauguration système colis?—R. A l'étude—1426.

COMMANDANT DE LA 6^e DIVISION.

M. Hughes—Nom commandant?—R. Robert William, Rutherford—1868.

COMMERCE AVEC LES ANTILLES.

M. Carvell—Chiffre total du commerce importations et exportations depuis 1^{er} juillet au 31 décembre 1912?—R. Tableau fourni—2111.

COMMISSAIRE DU COMMERCE DANS LES ANTILLES ANGLAISES.

M. A. K. Maclean—M. Watson Griffith a-t-il été nommé commissaire spécial du commerce : fonctions et traitement?—R. Oui ;

QUESTIONS—*Suite.*COMMISSAIRE DU COMMERCE DANS LES ANTILLES ANGLAISES—*Suite.*

M. A. K. Maclean—*Suite.*
intéresser population des Antilles aux produits canadiens, faire rapport au département, etc.; \$4,000 par an—464.

COMMISSAIRES ENQUETEURS SUR ACQUISITIONS INGERENCE POLITIQUE.

M. Bourassa—Montants payés depuis 31 mars 1913 pour honoraires?—R. Chiffres fournis—2417.

COMMISSION POUR ETUDIER CONDITIONS PLUS FAVORABLES A LA COLOMBIE-ANGLAISE.

Sir Wilfrid Laurier—Membres de la commission, quand nommés; qui est secrétaire?—R. M. Z. A. Lash, de Toronto, avocat, et E. V. Bodwell, avocat, de Victoria; 26 mars 1913; M. F. Cook, voir détails—378.

COMMISSIONS DU PRIX DE LA VIE.

Hon. M. Murphy—Combien de commissions nommées depuis 9 décembre 1913?—R. Renseignements fournis—374.

COMMISSION D'ENQUETE SUR LES PENITENCIERS.

M. Edwards—Noms des membres, quand nommés, etc.—R. Renseignements fournis—852.

COMMISSION D'ENQUETE SUR LES SUBVENTIONS ACCORDEES A LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. A. K. Maclean—Commission pour s'enquérir réclamations pour augmentations subventions provinciales a-t-elle commencé travaux?—R. Aucun rapport reçu—389.

COMMISSIONS DES PORTS DE QUEBEC ET MONTREAL.

Hon. M. Graham—Commissions seront-elles placées sous la haute main du ministère des Travaux publics?—R. Non—1503.

COMMISSION DES CRUSTACES.

M. Sinclair—Commission enquête sur pêche crustacés a-t-elle terminé travaux; coût?—R. Oui; \$9,138.47—1427.

COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE DE QUEBEC.

M. Sévigny—Gouvernement informé article du 12 mars 1914 "The Quebec Chronicle"?—R. Oui, sir G. Garneau adresse lettre à ce journal—1868.

COMMISSION D'ENQUETE SUR LES RANCHES ET LES PATURAGES.

M. Knowles—Témoins entendus, loyer payé, etc.—R. Voir détails—2665.

COMMISSION D'ENQUETE DU TRANS-CONTINENTAL.

Hon. M. Graham—MM. L. Staunton et Gutelius ont-ils prêté serment?—R. Nommés commissaires par décret conseil—1396.

QUESTIONS—*Suite.*COMMISSION D'ENQUETE DU TRANS-CONTINENTAL—*Suite.*

Hon. M. Graham—Témoins appelés devant commissaires ont-ils été assermentés?—R. Oui—1396.

COMMISSION D'ENQUETE AU SUJET DU TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Murphy—MM. R. J. Mancanelli et F. R. Sayers nommés secrétaires?—R. M. F. R. Sayers seulement—1867.

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

M. Wilcox—Combien a coûté, à ce jour, commission royale de l'éducation technique; membres?—R. Au 1er janvier 1914: \$102,176.36; neuf—597.

COMMISSION D'ETUDES SUR L'ELEVAGE ET LES PATURAGES.

M. Buchanan—Quelles recommandations proposées par la commission, seront adoptées par départ. de l'Intérieur?—R. A l'étude—602.

COMMISSION D'ENQUETE SUR LE TRANS-CONTINENTAL.

Hon. M. Graham—Commissaires nommés ont-ils examinés sous serment l'ex-commissaire Young?—R. Non—2006.

COMMISSION RELATIVE A LA PECHE DES MOLLUSQUES.

M. Sinclair—Décision prise à la suite du rapport de la commission?—R. A l'étude—700.

COMPAGNIE D'ASSURANCE "UNION LIFE".

M. A. K. McLean—Ministre des Finances agit-il avec procureur général d'Ontario dans poursuite contre directeurs et gérant?—R. Procureur général seul—969.

COMPARAISON DES TARIFS DU CANAL DE PANAMA AVEC CEUX DE FORT-WILLIAM.

M. Burnham—Différence du tarif de transport, pour le blé, Pincher-Creek à Liverpool par voie du canal—R. Aucun tarif n'a encore été établi au canal de Panama—3670.

CONCESSIONS AUX PECHEURS AMERICAINS.

M. Sinclair—Requête demandant concessions en vertu permis "modus vivendi"?—R. Oui—1773.

CONCESSIONS DE TERRE.

M. Neely—Quelles inscriptions de homesteads enregistrées en 1911-12-13; nombre de lettres patentes; combien d'inspecteurs?—R. Chiffres fournis—598.

CONCESSION DE LOTS DE GREVE—NOUVELLE-ECOSSE.

M. Macdonald—Concessions terrains dans havres publics faites en 1913?—R. Oui, voir détails—1071.

QUESTIONS—*Suite.*

CONCESSION DE TERRE AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER.

M. J. J. Hughes—Date de la dernière loi adoptée autorisant concession de terre à une compagnie de chemin de fer—R. Loi du chemin de fer Transcontinental national; subvention accordée fins droit de passage—5216.

CONGRES DENTAIRE INTERNATIONAL A LONDRES.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement a-t-il été invité officiellement?; délégués canadiens sont-ils nommés?—R. Oui; question qui relève des provinces; aucun délégué n'a encore été nommé—3102.

CONGRES INTERNATIONAL — PURETE DES DENREES ALIMENTAIRES.

Sir Wilfrid Laurier—Qui représentait gouvernement au congrès tenu à Minneapolis du 7 au 12 nov. 1913; rapport a-t-il été fait?—R. Rév. W. McDonald, M.D., D. Allison et lieutenant-col. A. P. Sherwood; rapport plus tard—377.

CONCESSIONS ET PREEMPTIONS DE TERRES.

Hon. M. Oliver—Combien de homesteads accordés en 1911, 1912 et 1913?—R. Chiffres fournis—371.

CONCOURS HIPPIQUE INTERNATIONAL.

M. Carvell—Chevaux de l'hon. Adam Beck expédiés en Angleterre par dépt. de la Milice—R. Concours hippique international; dépenses du Canada \$1,451—2554.

CONCURRENCE INDUSTRIELLE DES ORIENTAUX.

M. Burnham—Article du "American Economist", concurrence industrielle des Orientaux, menace pour civilisation de l'Occident—R. Peuple et gouvernement japonais semblent avoir seuls juridiction en ces matières—4739.

CONSERVES DE LEGUMES ET DE FRUITS.

M. Ethier—Nombre manufactures dans chaque province du Canada?—R. Renseignement fourni—1682.

CONSERVES DE TOMATES ET DE BLE D'INDE.

M. Ethier—A combien s'est élevé, depuis 1900, la production de tomates et blé d'Inde à conserves?—R. Aucun relevé fait à ce sujet—1682.

CONSTRUCTION STATIONS CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL.

M. Boulay—Qui a contrat pour construction; montants payés aux entrepreneurs?—R. John King de Fort-William; chiffres fournis—1680.

CONSTRUCTION CHEMIN DE FER BAIE D'HUDSON.

Hon. M. Graham—Quand équipe hommes et chevaux qui a quitté Le-Pas en janvier dernier pour Port-Nelson a-t-elle atteint Port-Nelson?—R. 9 avril—3263.

QUESTIONS—*Suite.*

CONTRAT CONSTRUCTION BARRAGE RIVIERE DES FRANCAIS.

Hon. M. Murphy—Marché adjudgé pour construction barrage?—R. Oui, voir détails—1680.

CONTRATS DU CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Graham—Entente faite pour retenir 10 pour 100 sur contrats 16 et 17?—R. Non, voir détails—1393.

Hon. M. Murphy—Paiements faits à compte de drawbacks en janvier et juin 1911?—R. Oui, voir détails—1393.

CONSTRUCTION D'UN MUR A ARTHABASKA.

M. Brouillard—Qui a eu contrat construction; coût, etc.?—R. A. Quesnel; \$1,400—1169.

CONSTRUCTION DU TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Graham—Changement fait dans structure chemin de fer sur la rivière Mitongo?—R. Oui, voir détails—602.

CONVENTION ENTRE L'INTERCOLONIAL ET LE PACIFIQUE-CANADIEN.

Hon. M. Emmerson—Combien faut-il de wagons et de tonnes de marchandises pour constituer un train d'après termes convention?—R. (Renseignements fournis—1608.

CONVENTION ENTRE LE PACIFIQUE-CANADIEN ET LES CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

Hon. M. Emmerson—Convention intervenue entre chemins de fer de Halifax à Saint-Jean faisant correspondance avec les steamers du Pacifique et de la ligne Allan?—R. Oui, voir détails—596.

COURRIER A ACTON-VALE.

M. Marcile—M. Ed. Heneault remplacé; salaire nouveau courrier?—R. Par M. C. Leclerc; \$125 par année, voir détails—735.

COURRIER DE MARION-BRIDGE A WOODBINE.

M. Carvell—Qui a contrat transport malle?—R. W. A. McLean, détails—1171.

COURRIER DE PICTOU.

M. Macdonald—Nom du courrier entre Pictou et Salt Springs?—R. J. A. Meagher, voir détails—601.

COUT DES ARSENAUX ET SALLES D'EXERCICES.

M. Sinclair—Somme totale dépensée de 1911 à 1913?—R. \$1,063,000—2921.

CORRUPTION ELECTORALE.

M. Sinclair—Gouvernement nommera-t-il un procureur public ayant mission de diriger les poursuites pour corruption électorale?—R. A l'étude—363.

QUESTIONS—*Suite.*CORRUPTION ELECTORALE—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—Gouvernement décrètera-t-il mesures plus efficaces pour punir les fraudes dans les élections, etc.?—R. A l'étude—363.

COURRIER DE LA BAIE SAINT-PAUL.

Hon. M. Lemieux—Entreprise transport courrier adjudgée?—R. Oui, détails—3208.

COURRIER DE SUNNY-BRAE A SHERBROOKE, (N.-E.).

M. Sinclair—Dernier marché conclu?—R. 1er juillet 1913, détails—2419.

COUT DU CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL.

M. Middlebro—Coût total jusqu'à date; coût approximatif du parachèvement?—R. \$140,562,147; \$20,745,653, voir détails—1610.

COUT MINIMUM TRANSPORT MARCHANDISES PAR INTERCOLONIAL.

M. Sinclair—Tarif minimum service de gare à gare?—R. 35 cents—2112.

CREUSEMENT DE NORTON-CREEK.

M. Robb—Crédits demandés et dépenses faites pour creusement cours d'eau Norton-Creek près Sainte-Clothilde de Châteauguay?—R. Voir renseignements—5217.

RONALD CURRIE.

M. Macdonald—Quand R. Currie condamné pour parjure a-t-il été écroué au pénitencier?—R. Condamné le 7 janvier 1913, écroué le 21 avril, voir détails—1679.

DEMANDES FAITES EN NOUVELLE-ECOSSE POUR LES GRATIFICATIONS AUX VOLONTAIRES DE L'INVASION FENIANE.

M. Edwards—Combien, réclamations approuvées, preuves exigées, etc.?—R. Environ 20,000; voir autres renseignements—3671.

DEMISSION DU CAPITAIN COME LANGLOIS, DE BIENVILLE.

M. Bourassa—Démissionné ou destitué?—R. Démissionné, mauvaise santé; remplacé comme commandant flotte de la Grosse-Ile par Déprès Couillard—5216.

DEPENSES DE LA MILICE.

M. Pardee—Dépenses totales pour chaque année depuis 1896?—R. Tableau fourni—2419.

DEPENSES POUR EXPOSITIONS UNIVERSELLES.

Hon. M. Lemieux—Sommes d'argent dépensées depuis 1896?—R. \$2,129,132.05—377.

DEPENSES DE CONFERENCES.

M. Stewart—Sept questions concernant voyage en Angleterre de sir Frederick

QUESTIONS—*Suite.*DEPENSES DE CONFERENCES—*Suite.**M. Stewart*—*Suite.*

Borden lors des conférences de 1907, '9, '11—R. Renseignements fournis—599.

DEPENSES A SKINNER'S-COVE.

M. Macdonald—Montant dépensé par départ. Travaux Publics en 1913?—R. \$620 à Skinner Brothers pour droit passage et dommages—848.

DEPENSES IMPUTABLES SUR LE CAPITAL.

M. A. K. Maclean—Sommes dépensées durant exercice financier 1913-14 jusqu'au 28 fev. 1914?—R. Chiffres fournis—2006.

DEPENSES DU COL. MORRISON.

M. Delisle—Nombre de voyages à Québec depuis 1 an?—R. 12, voir détails, 2007.

DEPENSES POUR LES CONSTRUCTIONS DE LA MILICE.

M. Law—Dépense projetée pour casernes, salles d'exercices, arsenaux, etc.?—R. \$2,530,000—855.

DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK.

M. Lanctôt—Gouvernement se propose-t-il dédommager déposants Farmers Bank?—R. Oui—4066.

DEPOSANTS DANS LES BANQUES EN FAILLITE.

M. Lanctôt—Intention gouvernement rembourser déposants banques Saint-Jean et Ville-Marie?—R. Non; ce que les déposants ont reçu—4066.

DEPUTES PROVINCIAUX ET LE GOUVERNEMENT FEDERAL.

M. Molloy—Peuvent-ils être employés et payés par le gouvernement fédéral?—R. Point de droit à être réglé par une loi provinciale—3672.

DESTITUTION.

M. J. J. Hughes—Qui a recommandé renvoi de Alex. McRae?—R. M. A. A. Maclean, M.P., et D. Nicholson, M.P.—1172.

DETAXE SUR MATIERES PREMIERES.

M. Knowles—Montant remises droits sur matières employées par fabricant machines agricoles en 1905-1906 et 1912-13?—R. Chiffres fournis—1425.

DESTITUTIONS.

M. Verville—Cas M. Parent, assistant-ingénieur des Travaux publics à Montréal?—R. Renseignements fournis—2554.

Hon. M. Marcil—Cas Wm. Campbell, gardien de phare à New Richmond?—R. Voir détails—2555.

DESTITUTIONS A TROIS-RIVIERES.

Hon. M. Bureau—Pour quelles raisons Georges Frigon et Auguste Cooke renvoyés?—R. Leurs services n'étaient plus requis—858.

QUESTIONS—*Suite.*

DESTITUTION DU MAITRE DE POSTE DE SAINT-DAVID, LEVIS.

M. Bowassa—Raison de démission, enquête tenue, nom du successeur?—R. Ingénierie politique, enquête pas nécessaire, François Bittner, \$162 par année—4551.

DISTRIBUTION DES GRAINES DE SEMENCE.

M. Demers—Gouvernement fait-il distribution sur demande, mode à suivre pour en obtenir?—R. Renseignements fournis—389.

DIFFEREND OUVRIER AVEC LE PACIFIQUE-CANADIEN.

M. Maclean (Halifax)—Mesures ont-elles été prises pour faire accepter sentence arbitrale bureau de conciliation, 1912?—R. Ministre du Travail a fait tout ce qu'il a pu—3107.

DIRECTEURS DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. Middlebro—Etat premiers officiers et officiers actuels, capital-actions, etc.—1172.

Ordonné—1172.

DIRECTEUR DU BUREAU DE POSTE D'AVIGNON.

Hon. M. Marcil—Ministre des Postes a-t-il pris mesure dans cas maître de poste de Avignon?—R. Aucune—858.

DISTRIBUTION RURALE DANS COMTE PICTOU.

M. Macdonald—Ligne poste rurale établie entre Merigomish et Lesmore?—R. Instructions données à cette fin—1072.

DISTRIBUTION RURALE DANS LE COMTE DE BEAUCE.

Hon. M. Bédard—Entreprise courrier adjudgée entre station St-Georges de Beauce et autres points?—R. Renseignements fournis—1770.

DISTRIBUTION RURALE COMTE BAGOT.

M. J. E. Marcile—Service poste rurale sera-t-il établi dans paroisse St-Simon?—R. Réponse après enquête—1775.

M. Marcile—Contrats poste rurale accordés à St-Théodore d'Acton?—R. Oui, voir détails—1775.

M. Marcile—Soumissions demandées pour transport courrier entre gare et bureau Acton-Vale?—R. Arrangement temporaire avec M. T. Lemieux—1775.

DISTRIBUTION RURALE A NEW-RICHMOND.

Hon. M. Marcil—Distribution rurale établie?—R. Non—1772.

DISTRIBUTION RURALE A SHIGAWAKE.

Hon. M. Marcil—Service établi à Shigawake?—R. Non—1772.

QUESTIONS—*Suite.*

DISTRIBUTION DES SUBVENTIONS A L'AGRICULTURE.

M. Lapointe (Kamouraska)—Arrangements avec Québec; Dr C. C. James a-t-il visité toutes les provinces?—R. Oui—3102.

DISTRIBUTION RURALE DANS COMTE PICTOU.

M. Macdonald—Requêtes demandant service livraison postale entre Pictou et Salt-Springs, reçue?—R. Oui, voir détails—967.

DISTRICT D'INSPECTION POSTALE A SHERBROOKE.

M. McCrea—Combien d'employés nouveaux ont été nommés?—R. Cinq, salaires, \$4,752 par année—3104.

DOUANE D'OTTAWA.

Hon. M. Murphy—Six questions concernant construction du nouvel édifice?—R. Renseignements fournis—850.

DOUANE DE SAINT-JEAN.

M. Carvell—Combien nouveaux employés au département Douanes depuis 21 sept. 1911?—R. 19, liste fournie—1394.

DOUANIERS A GLOUCESTER (N.-B.).

M. Turgeon—Sous-percepteurs de douane ont-ils obtenu autorisation pour candidature aux élections municipales, comté de Gloucester?—R. Non—367.

DOUBLE VOIE DE L'INTERCOLONIAL.

M. Bowassa—Double-voie entre Chaudière-Curve et Saint-Romuald, noms des entrepreneurs, noms des soumissionnaires, etc.—R. Renseignements fournis—4740.

DRAGAGE A DORION.

M. Séguin—Huit questions concernant dragage à Dorion?—R. Renseignements fournis—468.

DRAGAGE AU NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Carvell—Quelles personnes, maisons ou corporations font du dragage?—R. Liste fournie—2177.

DRAGAGE DANS LE PORT DE BATHURST.

M. Turgeon—Combien de verges cubes draguées par drague "Saint-Laurent" dans port de Bathurst de juillet à novembre 1913?—R. Chiffres fournis—366.

M. Turgeon—Combien verges cubes draguées par entrepreneurs, saison 1913?—R. 226,080 verges cubes—366.

M. Turgeon—Pourquoi drague "Ristigouche" enlevée du port de Bathurst?—R. Renseignements fournis—366.

DRAGAGE DU PORT D'YARMOUTH.

M. Law—Combien soumissions reçues pour dragage en 1913?—R. Six, voir détails—2418.

QUESTIONS—*Suite.*

DRAGAGE A SAINTE-ANNE DE RISTI-GOUCHE.

Hon. C. Marcell—Montant dépensé jusqu'à date pour dragage?—R. \$19,805.36—3263.

DRAGAGE A EAST-JEDDORE.

M. A. K. Maclean—Nom inspecteur travaux exécutés en 1913; rémunération reçue?—R. Arthur Webber; \$80—969.

DRAGUE "CANADA".

M. Law—Soumissions demandées pour fourniture chaudière?—R. Oui, liste fournie—850.

DRAGUE "W. S. FIELDING".

M. Carvell—Coût réparations à cette drague depuis octobre 1911?—R. \$23,019.63, voir détails—2370.

DRAGUE "GEORGE MCKENZIE".

M. Kyte—Drague sera-t-elle vendue?—R. Oui à l'enchère, détails—1865.

DRAGUEUR "CANADA".

M. Macdonald—Date fixée pour livraison chaudière à vapeur?—R. 1er avril 1913, livrée 17 avril 1913—1278.

DRAGUEURS DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. J. J. Hughes—Combien employés dans l'île du Prince-Edouard?—R. Quatre, voir détails—3208.

DRAGUEUR "PORT-NELSON".

M. A. K. Maclean—De qui et à quel prix a été achetée dragueur "Port-Nelson"?—R. Polson Ironworks, Lt., \$272,184.02, détails—366.

DROIT SUR LE MERLIN.

M. Sinclair—Gouvernement sait-il que le merlin dont on se sert pour la pêche du homard est soumis à un droit de 25 p. 100; gouvernement a-t-il intention de dégrever ce cordage?—R. Oui; déclaration sera faite avec le budget—352.

H. P. DUCHEMIN.

M. Sinclair—Pourquoi ordre de la Chambre passé 29 janvier 1913 demandant production documents concernant H. P. Duchemin pas exécuté?—R. Documents déposés 22 janvier 1914—372.

COMMISSAIRE DUCHEMIN.

M. Sinclair—Quel ministère a approuvé attitude de M. Duchemin dans refus entendre avocats dans enquête pour ingérence politique?—R. Pas département des Douanes—935.

ECOLES DU MANITOBA.

Hon. M. Marcell—Attention du gouvernement attirée sur article publié dans "Les Cloches" de Saint-Boniface, "Le dernier mot de la commission scolaire de Winnipeg"?—R. Non—387.

QUESTIONS—*Suite.*

EDIFICE PUBLIC A BRANTFORD.

M. Nesbitt—Quelle pierre spécifiée par architecte pour construction édifice?—R. Pierre de Georgetown, Ont., détails—857.

EDIFICE PUBLIC A JOLIETTE.

M. Séguin—Nouveau bureau de poste sera-t-il construit?—R. Non—1071.

EDIFICE PUBLIC A HANTSPOURT.

M. v. M. Macdonald—Emplacement achevé?—R. Oui, voir détails—1072.

EDIFICES LOUES A OTTAWA.

M. Carvell—Edifices Rea et autres loués à Ottawa par le gouvernement?—R. Renseignements fournis—2554.

EDIFICE PUBLIC FEDERAL A PICTOU.

M. Macdonald—Coût total peinture édifice?—R. \$650—848.

EDIFICE PUBLIC DE TROIS-RIVIERES.

M. Bureau—Quand soumissions ouvertes pour édifice à Trois-Rivières; noms des soumissionnaires?—R. 10 novembre 1913; tableau fourni—597.

EDIFICE PUBLIC A EAST ANGUS.

M. Tobin—Entreprise d'édifice à East-Angus?—R. Trois soumissions reçues; entrepreneurs A. Loomis et Dakin, \$32,500—4477.

EDIFICES PUBLICS DANS LES CANTONS DE L'EST.

M. Tobin—Gouvernement construira-t-il édifice public à D'Israëli?—R. A l'étude. A. Richmond pour une salle d'exercices?—R. A l'étude.

A. Weedon—R. Pas de crédit disponible—4476.

EDIFICE PUBLIC A MEGANTIC.

M. Tobin—Montant payé pour réparations—R. Rien; même réponse pour édifice public à Cookshire—3106.

EDIFICE LOUE A OTTAWA.

M. Buchanan—Loyer édifice Blackburn d'Ottawa?—R. \$13,000 et \$28,986 par année—2666.

EDIFICE PUBLIC DANS RICHMOND ET WOLFE.

M. Tobin—Edifice sera-t-il construit à d'Israëli?—R. A l'étude—1774.

EDIFICE PUBLIC DE SUSSEX.

M. Carvell—Quand Mad. Noëmi Dryden nommée gardienne?—R. 11 juillet 1901, voir détails—1774.

EDIFICE PUBLIC A D'ISRAELI.

M. Tobin—Gouvernement a-t-il acheté terrain?—R. Non—1504.

QUESTIONS—*Suite.*

ELEVATEUR DU GOUVERNEMENT A PORT-ARTHUR.

Hon. M. Murphy—Élévateur assuré, quels montants, dans quelles compagnies?—R. Non, grain entreposé assuré, liste montants et compagnies—848.

ELEVATEURS REGIONAUX DE L'ALBERTA.

M. Buchanan—Combien doit-il être construit d'élevateurs dans l'Alberta; à quels endroits?—R. Un; à Calgary—498.

ELEVATEUR ENTREPOT DE CALGARY.

M. Buchanan—Gouvernement établira-t-il un autre élévateur dans l'Alberta?—R. Non—601.

ELEVAGE DES CHEVAUX.

M. Robb—Gouvernement continuera-t-il paiement de la prime pour chevaux pur sang?—R. A l'étude—497.

ELEVATEURS INTERIEURS DE TERMINI.

M. Buchanan—Quels seront règlements entreposage élévateurs à Saskatoon, Moosejaw et Calgary?—R. Questions étudiées quand élévateurs achevés—1276.

M. Neely—Quelles localités ont demandé établissement élévateur régional?—R. Liste fournie, voir détails—1276.

M. Neely—A quelle date élévateur de Fort-William livré au trafic; quantités et qualités grain passé par cet élévateur depuis date jusqu'au 1er février 1914?—R. 16 octobre 1913; renseignements fournis—1276.

EMBRANCHEMENT DE DARTMOUTH A DEAN-SETTLEMENT.

M. Sinclair—Entrepreneurs construction?—R. M. P. et T. Davis—3475.

EMBRANCHEMENTS DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Gouvernement déposera-t-il à cette session, projet de loi concernant acquisition d'embranchements—R. Non—371.

EMBRANCHEMENT DE L'INTERCOLONIAL A GUYSBOROUGH.

M. Sinclair—Gouvernement se propose-t-il de construire un embranchement dans comté de Guysborough, N.-E.?—R. A l'étude—363.

EMPLACEMENT SALLE D'EXERCICES A VANCOUVER.

M. Proulx—Commission payée au sujet achat emplacement?—R. Non—1171.

EMPLACEMENT SALLE D'EXERCICES DE VANCOUVER.

M. Proulx—Argent payé à quelqu'un par ministère Milice au sujet achat emplacement?—R. Non—1070.

QUESTIONS—*Suite.*

EMPLACEMENT DU BUREAU DE POSTE DE BASSANO.

M. Buchanan—A-t-il été faite don au gouvernement d'un terrain dans ville de Bassano; bureau de poste sera-t-il construit le printemps prochain?—R. Oui, par la ville; oui—497.

EMPLACEMENT DU BUREAU DE POSTE SAINT-ROMUALD.

M. Bourassa—Gouvernement achètera-t-il terrain de M. Henri Lagueux?—R. Oui, \$6,000—4195.

EMPLACEMENT SALLE D'EXERCICE DE VANCOUVER.

M. Proulx—Quel est l'agent du gouvernement qui a acheté terrains?—R. Pas d'agent, M. G. H. Cowan, avocat département Milice—934.

EMPLACEMENT POUR SALLE D'ARMES A NEW-GLASGOW.

M. Macdonald—Examen fait du site de l'arsenal projeté?—R. Oui—737.

EMPLACEMENT POUR UNE SALLE D'EXERCICE A VANCOUVER.

M. Proulx—Terrain requis acheté?—R. Oui, voir détails—381.

EMPLOI DE MM. A. BORIGHT ET F. S. BAKER.

M. Boivin—Ces messieurs sont-ils employés au ministère Douanes à Newport?—R. Oui—1070.

EMPLOI DE JOHN A. McDONALD.

M. Kyte—J. A. McDonald est-il employé aux travaux canal Saint-Pierre?—R. Oui, détails—1069.

EMPLOI DE M. PHILEAS DUBE.

Hon. M. Lemieux—M. Ph. Dubé est-il employé à construction ateliers Transcontinental à Saint-Malo?—R. Non—2112.

EMPLOI DE M. H. T. SMITH.

M. Verville—H. T. Smith est-il employé à l'imprimerie?—R. Oui, détails—851.

EMPLOI DE M. LETENDRE.

M. Brouillard—Quel est l'emploi de M. Letendre, qui l'a recommandé?—R. Aide-ingénieur; honorable M. Pelletier—4195.

EMPLOI D'ALBERT TREMBLAY.

M. Ernest Lapointe—A. Tremblay fabricant fromage à Saint-Aubert est-il employé du gouvernement?—R. Oui—5384.

EMPLOI DE R. H. SMITH.

M. Neely—R. H. Smith a-t-il été nommé ingénieur de district chemin de fer Intercolonial?—R. Oui, gare Halifax, \$150 par mois—1770.

EMPLOI DE M. GIRARD.

M. Tobin—Fonctions de M. Girard, ancien député législature de Québec?—R. Représ-

QUESTIONS—*Suite.*EMPLOI DE M. GIRARD—*Suite.*

M. Tobin—*Suite.*

sente dans province Québec le ministère de l'Agriculture pour le bétail; \$1,800 par année—4741.

EMPLOI DE JOSHUA FLETCHER.

Hon. M. Oliver—Joshua Fletcher est-il employé à l'agence des terres de Grande-Prairie?—R. Oui—370.

EMPLOYES DU DEPARTEMENT DE LA MILICE.

M. Proulx—Dix questions au sujet voyage en Europe du ministre de la Milice et fonctionnaires de son département?—R. Renseignements fournis—852.

EMPLOYES DU DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

M. Boivin—M. Ed. Doonan, de Montréal, employé au ministère Agriculture?—R. Non, voir détails—383.

M. Boivin—M. Rob. Blackwood, de Shefford-ouest, est-il employé?—R. Non, détails—383.

M. Boivin—M. L. P. Bernard, de Granby, est-il employé du gouvernement; ses fonctions; appointments?—R. Oui; inspecteur et conférencier agricole; \$100 par mois—383.

ENCOURAGEMENT AU NORD-CANADIEN.

M. Burnham—Quelle aide promise et donnée à la compagnie "Canadian Northern Ry"?—R. Renseignements fournis—3271.

ENQUETES CONDUITES PAR AVOCATS DE RIMOUSKI.

M. Gauvreau—Combien payé à MM. Louis Taché et J. M. Pouliot pour enquêtes depuis 1911?—R. Chiffres fournis—2371.

ENLEVEMENT DE L'ANCIENNE SUPERSTRUCTURE DU PONT DE QUEBEC.

M. Turgeon—Soumissions demandées, entrepreneur a vendu fer \$200,000, somme reçue par gouvernement, etc.—R. Renseignements fournis—4740.

ENQUETE SUR L'ETAT DU PENITENCIER DE KINGSTON.

M. Edwards—Jours à Kingston par chacun des commissaires; montant payé; montant payé aux aviseurs légaux, etc.—R. Voir renseignements—2639.

ENQUETE SUR LE COUT DE LA VIE.

M. Sinclair—Enquête de la commission royale sur le coût de la vie—2550; témoins à huis-clos—R. Gouvernement n'a pas conseillé à la commission de limiter ses recherches; témoins entendus en particulier et en public—2551.

ENQUETE SUR LES PENITENCIERS.

M. C. A. Wilson—Gouvernement a-t-il chargé quelque personne de faire enquête sur l'administration des pénitenciers du Canada?—R. Oui, voir détails—600.

QUESTIONS—*Suite.*

ENQUETE AU SUJET CANAL DE TRENT.

Hon. M. Graham—Enquête tenue en 1912?—R. Enquête au sujet surintendant et garde-magasin seulement, détails—1904.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Hon. M. Murphy—Gouvernement donnera-t-il suite aux recommandations contenues dans rapport commission?—R. Réponse en temps propice—374.

ENTREPOTS FRIGORIFIQUES EN NOUVELLE-ECOSSE.

M. Sinclair—Quelle aide donnée aux compagnies par gouvernement, de 1908 à 1913?—R. Tableau fourni—734.

ENTREPRISE COURRIER A BONAVENTURE.

Hon. M. Marcell—Qui fait transport entre Bonaventure et gare?—R. Alex. Bernard—1772.

ENTREPRISE SUR CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Murphy—Entrepreneurs section située entre le mille 1,332.85 et 1,407.85?—R. MM. E. F. et G. E. Fauquier—1170.

Hon. Mr. Murphy—Remises de droit faites en janvier et juin 1911?—R. En janvier \$75,000 à MM. Fauquier—1170.

ENTREPRISES COURRIERS DANS COMTE PICTOU.

M. Macdonald—Entrepreneurs pour River-Shore et Back-Shore?—R. J. L. Cameron, voir détails—1770.

ENTREPRISE COURRIER A STE-BRIGIDE.

M. Demers—Départ. des Postes a-t-il reçu plainte de J. Deslauriers concernant octroi contrats transport malle rurale?—R. Non—935.

ENVOI D'UN CABLOGRAMME A SIR ED. CARSON.

M. Proulx—Ministre de la Milice sait-il contenu cablogramme envoyé par Capt. Tom. Wallace?—R. Non, voir détails—2283.

EQUILIBRE DU COMMERCE.

M. Burnham—De quelle manière le Canada a-t-il pourvu à excédent importations en 1913?—R. Renseignement fourni—2112.

EQUIPAGE DU "NIOBE".

M. E. M. Macdonald—Combien d'officiers, de marins?—R. 14; 155—1072.

EQUIPAGE DU "NIOBE".

M. Boulay—Nombre d'hommes; combien de Canadiens; combien ont abandonné ou déserté service?—R. Chiffres fournis—381.

EQUIPE DE SAUVETAGE DE RICHIBOUC-TOU.

Hon. M. Emmerson—Neuf questions concernant enquête sur membres équipe de sauvetage—R. Renseignements fournis—701.

QUESTIONS—*Suite.*

ETABLISSEMENT DE PISCIFACTURE DE WINDSOR.

M. Macdonald—Soumissions demandées pour fourniture charbon l'an dernier?—R. Non, voir détails—1609.

ETUDES RELATIVES A L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Ingénieur en charge travaux levé près Dorchester et Sackville?—R. H. S. Clarke, voir détails—2370.

EVALUATION D'INSTRUMENTS ARATOIRES POUR LES FINS DE LA DOUANE.

M. Turriff—Changements ont-ils été faits depuis octobre 1911?—R. Non.

EVALUATEUR DES TERRAINS POUR L'INTERCOLONIAL.

M. A. K Maclean—Qui est évaluateur des terrains expropriés pour embranchement de l'Intercolonial entre Dartmouth et Dean's-Settlement; montant fixé pour ce service; montant payé jusqu'à date?—R. Thomas E. Stewart; \$5 par jour et allocation de \$2 quand il est engagé dans ces travaux; \$3,255.

EXAMEN DES AGENTS DE L'INTERCOLONIAL.

M. Sinclair—"Standard Rules" mises en force sur l'Intercolonial?—R. Oui, 1er juin, voir détails—1774.

EXPEDITION DU FOIN.

Hon. M. Emmerson—Cinq questions concernant transport du foin par l'Intercolonial, taux, etc.—R. Renseignements fournis—965.

EXPEDITION STEFANSSON.

Hon. M. Oliver—Quand a-t-on eu nouvelles du "Karluk" pour la dernière fois?—R. 30 octobre, voir détails—370.

FACTAGE RURAL DANS LE COMTE DE LEVIS.

M. Bourassa—Combien routes établies, dans quelles paroisses?—R. Deux, Saint-Nicholas, Saint-Etienne de Lauzon—388.

FABRIQUES DE MACHINES AGRICOLES.

M. Neely—Nombre de fabriques en activité au Canada en 1911; capital engagé?—R. 77; \$45,232,098—601.

FABRIQUES SUR LE CANAL LACHINE.

M. Verville—Nombre fabriques actionnées par force hydraulique?—R. 21—2005.

FABRICATION DU TABAC DANS LA PROVINCE DE QUEBEC.

M. Séguin—Droit d'accises et revenus du gouvernement provenant du tabac dans comtés l'Assomption et Montcalm—R. Voir tableau—3103.

FACTAGE RURAL DANS L'ALBERTA.

M. Buchanan—Combien de routes établies dans l'Alberta?—R. 37, liste fournie—857.

QUESTIONS—*Suite.*

DR D. H. MCFADDEN, M.P.P.

M. Molloy—Dr McFadden employé par gouvernement?—R. Oui, inspecteur stations quarantaine, \$1,800 par an—696.

FANFARE DU REGIMENT ROYAL CANADIEN.

M. Macdonald—Musique du régiment peut-elle prendre part à manifestation de nature politique?—R. Avec approbation de son commandant—3475.

FARMERS BANK.

M. Alex. Chisholm—Gouvernement compensera-t-il actionnaires?—R. Non—1172.

FERME EXPERIMENTALE DES CANTONS DE L'EST.

M. Tobin—Avant acquisition ferme Lennoxville autres fermes province Québec visitées?—R. Oui—1774.

FERME EXPERIMENTALE DANS LE COMTE DE LEVIS.

M. Bourassa—Mesure prise pour établir ferme expérimentale?—R. Non, impossible se rendre à toutes les demandes—389.

FERME EXPERIMENTALE DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcell—Ministre de l'Agriculture a-t-il pris quelque mesure en vue d'établir ferme expérimentale?—R. Non, voir détail—376.

TERMINUS DU CANADIEN-NORD.

Hon. M. Emmerson—Quel endroit choisi pour terminus occidental?—R. Rien n'a été approuvé—734.

FEU A LEVIS.

M. Bourassa—Destruction scierie T. Paradis, rapport de l'enquête—R. Incendie causé par étincelles locomotive Intercolonial; aucun montant dommages n'a encore été fixé—5218.

FIELDING, PETER, AU SERVICE DE L'ETAT.

M. A. K Maclean—Quelles fonctions exerce-t-il; salaire?—R. Agent d'immigration; \$1,800 par an—384.

FORCE HYDRAULIQUE RIVIERE BADTHROAT.

Hon. M. Oliver—Arrangement conclu pour développer force hydraulique?—R. Non—2005.

FORTIFICATIONS D'HALIFAX.

M. A. K Maclean—Département Milice demande-t-il aux ouvriers qui veulent emploi aux travaux de fortifications à Ferguson's-Cuve, une recommandation de quelque comité de patronage?—R. Département a l'habitude d'exiger une preuve que chaque postulant est capable et désirable—364.

QUESTIONS—*Suite.*

FOURGONS ET WAGONS PLATES-FORMES DES CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

M. J. J. Hughes—Capacité des fourgons à marchandises et wagons plates-formes chemin de fer de l'Etat et de l'île du Prince-Edouard?—R. Chiffres fournis—597.

FOURNITURE DE LA FARINE A HALIFAX.

M. Maclean (Halifax)—Fourniture farine à force permanente à Halifax?—R. Voir renseignements—2880.

FOURNITURES AU COLLEGE MILITAIRE DE KINGSTON.

M. Proulx—Contrat avec C. Livingston & Bros. pour fourniture habillements et autres articles?—R. Oui, détails—3362.

FOURNITURE CHARBON POUR L'INTER-COLONIAL.

Hon. M. Graham—Marchés pour fourniture charbon sont-ils passés?—R. Non—1396.

FOURNITURE DE CHARBON AUX CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

M. Macdonald—A qui des offres ont été demandées pour le charbon de l'Intercolonial et du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard?—R. Liste fournié—3101.

FOURNITURE DE CHAUSSURES POUR LE MILICE.

M. Sinclair—Contrat Ames, Holden et McCready, de Montréal; noms journaux publiés avis de soumissions?—R. Pas publié annonces dans journaux; circulaire envoyée à diverses maisons—2717.

FOURNITURE DE GLACE A L'INTERCOLONIAL.

M. Gauvreau—Soumissions demandées pour glace au service de l'Intercolonial à Mulgrave?—R. Oui, entreprise adjudgée à A. M. S. W. Hagerty—383.

M. Gauvreau—Soumissions demandées pour glace au service de l'Intercolonial à Rivière-du-Loup, Rivière-Ouelle et Rimouski?—R. Oui, voir détails—384.

FOURNITURE D'EFFETS DESTINES A LA GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST.

M. Sinclair—Contrat Ames, Holden et McCready, de Montréal; noms journaux publiés avis de soumissions?—R. Renseignements fournis—2667.

FOURNITURE FOIN POUR LE SUD-AFRICAIN.

M. Proulx—Montant jugement pour dette et frais en faveur de Boulay et Lussier?—R. \$1,361.33, voir détails—1068.

FRAIS DE VOYAGE DU DIRECTEUR GENERAL DES POSTES.

M. Lanctôt—Cinq questions concernant frais de voyage?—R. Renseignements fournis—1172.

QUESTIONS—*Suite.*

FRAIS DE VOYAGE DE M. LE JUGE CLEMENT.

M. Boulay—Montant payé par gouvernement pour frais voyage?—R. \$4,290—2371.

FRANCHISE POSTALE SUR COLIS TRANSPORTES PAR COMPAGNIE DE MESSAGERIES.

M. Neely—Compagnies messageries donnent-elles aux membres gouvernement privilège d'affranchissement?—R. Gouvernement pas informé de changement à ce sujet—1067.

GALERIE NATIONALE DES ARTS.

Hon. M. Murphy—Combien visiteurs le dimanche?—R. Chiffres fournis—850.

GARDES-PECHE DE LUNENBURG.

M. Maclean (Halifax)—Noms de surveillants des pêcheries et gardes-pêche?—R. Liste fournie—3881.

GARES DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Marcell—Faire améliorations aux gares Millstream et Assametquaghan?—R. Oui—2666

GARDIEN DU PHARE DE SAINT-ESPRIT.

M. Kyte—Quand A. W. Finlayson a-t-il démissionné; remplaçant nommé?—R. 21 novembre 1913; non—498.

GARDIENNE DU PHARE A PORTNEUF.

M. Delisle—Enquête contre Joséphine Rodrigue; témoins n'ont pas été payés?—R. Compte présenté et payé à M. Omer Beaubien—3672.

GARDIENNE DU PHARE DE PORTNEUF.

M. Delisle—Commissaire enquête tenue en janvier 1912 sur agissement Joséphine Rodrigue?—R. M. L. O. Beaubien, détails—1279.

GARDIENS DES PECHERIES DANS LE COMTE DE SHELBURNE.

M. Kyte—Liste gardiens et salaires de mars 1913 à mars 1914?—R. Liste fournie—3107.

GARDIENS DE PHARES SUR LA RIVIERE OTTAWA.

M. Boyer—Noms des gardiens et salaire de chacun en 1908; gardiens actuels et salaire?—R. Renseignements fournis—603.

GARE TERMINUS DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Douglas—De quel côté de la rivière Saskatchewan au Pas seront fixées installations terminales?—R. Sur la rive sud—597.

GARES EXTREMES DU NORD-CANADIEN.

Hon. M. Emmerson—A qui appartiennent propriétés sur lesquelles termini seront construits?—R. Propriétés de la Canadian Northern Railway, etc.—2370.

QUESTIONS—*Suite.*

GARE UNION A QUEBEC.

Hon. M. Graham—Gare est-elle sur ligne Transcontinental?—R. Oui, quand terminée—2004.

GASPE ET BAIE DES CHALEURS STEAMSHIP CO.

Hon. M. Marcil—Qui sont directeurs, actionnaires et fonctionnaires de cette compagnie?—R. Aucun renseignement—3208.

GAZ NATUREL DANS L'ALBERTA.

M. Buchanan—Gouvernement sait-il que l'on doit installer un tuyau pour conduite du gaz en dehors de l'Alberta?—R. Oui, voir détails—376.

GISEMENT MINERAL PRES DE HULL.

M. Devlin—Gouvernement sait-il existence gisements près ligne projetée canal baie Georgienne—R. Oui—1072.

GOUPILLE, M.

M. Brouillard—Raison destitution maître de poste de Goupille?—R. Bureau transporté lieu plus central—1071.

GLACE FOURNIE A L'INTERCOLONIAL.

M. Gauvreau—Noms soumissionnaires, prix spécifié, etc.?—R. Liste fournie—2112.

GRAND-FALLS—CHEMIN DE FER DE SAINT-JEAN.

M. Michaud—Loi des subventions aux chemins de fer de 1910 subventionne-t-elle ligne entre Grand-Falls et St-Jean?—R. Oui, voir détails—384.

GRAND-TRONC-PACIFIQUE — COUT PAR MILLE.

Hon. M. Graham—Coût estimatif de la section des montagnes?—R. D'après ingénieur du gouvernement: \$97,035; ingénieur du G.-T.-P.: \$102,775 par mille—966.

GRANDS RAPIDES DE L'ATHABASKA.

Hon. M. Oliver—Bail pour un pouvoir d'eau accordé?—R. Oui, à M. H. W. Adcock—1427.

GRATIFICATION AUX VOLONTAIRES DE LA CAMPAGNE FENIENNE.

Hon. M. Oliver—Gratification accordée aux volontaires qui ont pris les armes pour repousser invasion féniennne contre Manitoba en 1871?—R. Non—600.

GRATIFICATION AUX VETERANS DE LA CAMPAGNE DES FENIENS.

M. Macdonald—Combien demandes pas encore réglées dans comté de Hants (N.-E.)?—R. Liste sera fournie—1070.

GRATIFICATION AUX VETERANS DE LA CAMPAGNE DES FENIENS.

M. McKenzie—Officier chargé par ministère Milice de s'enquérir dans comtés Victoria et Cap-Breton au sujet primes aux vétérans?—R. Non—1072.

QUESTIONS—*Suite.*

GRATIFICATION AUX VETERANS DE LA CAMPAGNE DES FENIENS.

M. Boivin—Combien ont reçu gratification de \$100; demandes refusées; demandes à l'étude?—R. Réponse pas prête; 3,405; 14,337—382.

GRATIFICATION POUR LES VETERANS DE L'INVASION FENIENNE.

M. Sinclair—Combien vétérans ont reçu gratification de \$100?—R. 16,470—464.

M. Boivin—Combien vétérans ont reçu gratification de \$100?—R. 16,470—464.

M. Macdonald—Gouvernement présentera-t-il mesure législative à l'effet de prolonger délai fixé pour paiement de la gratification et paiement aux veuves des volontaires—R. Oui—464.

M. J. J. Hughes—A quelles conditions sont payées les gratifications?—R. Faire preuve qu'un corps de troupe a été appelé et qu'un volontaire a fait du service dans un corps ainsi appelé en service actif—464.

M. Michaud—Population du Canada à l'époque des invasions féniennes; nombre total d'hommes engagés pour service militaire dans chaque province?—R. 1re question en suspens; tableau fourni—465.

GRATIFICATIONS CONCERNANT LES CAMPAGNES DES FENIENS.

M. Sinclair—Combien de vétérans ont fait demande gratification avant 31 décembre 1913?—R. 34,050—367.

GREVE DE L'ILE DE VANCOUVER.

M. Verville—Quand rapport du commissaire Price sur troubles ouvriers remis au gouvernement; quand rendu public?—R. 21 août 1913; distribution commencée 17 novembre 1913—601.

GREVE DE NANAIMO—MORT D'UN PRISONNIER.

Hon. M. Lemieux—Ministre de la Justice renseigné au sujet grève de Nanaimo?—R. Lettre reçue demandant clémence, pas allégué que le prisonnier fût malade—733.

GREVE DES OUVRIERS DU PONT DE QUEBEC.

Hon. M. Lemieux—Causes de la grève?—R. Augmentation de gages; département du Travail fait une enquête sur la situation—5219.

GREVE DES MINEURS DE L'ILE VANCOUVER.

M. Sinclair—Quel était nombre total des travailleurs employés à l'intérieur des houillères canadiennes par la compagnie Dunsmuir en mai 1913; combien de ces travailleurs étaient Asiatiques; accordé-t-on des permis aux Asiatiques, etc?—R. 690; 432; certificats d'aptitude délivrés par conseil d'examineurs—363.

A. W. GRIGG, COMMISSAIRE DU COMMERCE.

M. A. W. Chisholm—Appointements fonctions, etc., de A. W. Grigg, commissaire

QUESTIONS—*Suite.*A. W. GRIGG, COMMISSAIRE DU COMMERCE—*Suite.*

M. A. W. Chisholm—*Suite.*

du commerce du Canada?—R. A sous sa direction tous les agents et commissaires du commerce, voir détails—2550.

F. P. GUTELIUS.

Hon. M. Emmerson—F. P. Gutelius, commissaire enquêteur est-il aussi gérant général chemin de fer Intercolonial?—R. Oui, détails—1393.

HALLES PRATIQUANT LA VENTE SUR ECHANTILLON DANS L'OUEST CANADIEN.

M. Neely—Commission des grains propose-t-elle l'établissement de ces marchés?—R. Oui, à Winnipeg et Fort-William—2023.

GENERAL SIR IAN HAMILTON.

M. Proulx—Cheval expédié comme cadeau à sir Ian Hamilton?—R. Oui, voir détails—854.

HANGAR AUX MARCHANDISES A NEW-RICHMOND.

Hon. M. Marcil—Coût hangar aux marchandises sur le quai de New-Richmond?—R. \$173.

HAVRE DE RIMOUSKI.

M. Gauvreau—Soumissionnaires pour travaux, montant soumission de chacun?—R. Noms et chiffres fournis—2419.

HAVRE DE FRASERVILLE.

M. Gauvreau—Entente définitive au sujet travaux au havre; quand commenceront-ils?—R. Oui; plans et devis en préparation—376.

HOMARDS CEUVES.

M. Law—Combien placés dans l'étang de Long-Beach?—R. 196, voir détails—856.

HOMARDERIE DE PORT-DANIEL.

Hon. M. Marcil—Soumissionnaires pour service fait par chaloupe à gazoline?—R. Renseignements fournis—3476.

HORLOGE DU BUREAU DE POSTE DE RIGAUD.

M. Boyer—Montant payé à A. E. Montpetit pour l'installation de l'horloge; qui prendra soin de l'horloge?—R. \$585, J. B. Charlebois, gardien—4195.

HORLOGE DU BUREAU DE POSTE DE RIGAUD.

M. Boyer—Prix payé, poids, prix du posage, etc.?—R. \$654; achetée en Angleterre, 800 livres, installée par A. E. Montpetit—3801.

HOTEL DES DOUANES A OTTAWA.

M. Carvell—Contrat conclu avec la Foundation Co., Lt., pour achèvement fondations édifice douane?—R. Oui, voir détails—2179.

QUESTIONS—*Suite.*

HOUILLE POUR LES DRAGUES DANS COLOMBIE-ANGLAISE.

M. Sinclair—Huit questions concernant soumissions pour fourniture charbon?—R. Renseignements fournis—966.

HOUILLE POUR LES DRAGUES.

M. Carvell—Quantité consommée à bord dragues de l'Etat dans port Victoria en 1912?—R. 3,351 tonnes—2178.

IMMIGRATION A PROVENANCE DES ETATS-UNIS.

Hon. M. Lemieux—Montant payé à la Western Newspaper Union depuis 1911; combien immigrants américains en 1911, '12, '13?—R. \$113,775.38; chiffres fournis—732.

IMMIGRATION EUROPEENNE.

Hon. M. Oliver—Gouvernement a-t-il concédé un terrain dans l'Alberta pour entreprise d'immigration?—R. Non—600.

IMMIGRANTS BULGARES ET RUSSES DEBARQUES A QUEBEC.

Hon. M. Lemieux—Leur nombre, venus ici chercher du travail, envoyés par le comité des sans travail de la partie est de Londres?—R. Cette année il est arrivé 1,063 bulgares et 500 russes; impossible donner renseignements sur occupations du moment; comité de Londres a envoyé peu d'émigrés—4742.

IMMIGRATION DES ASIATIQUES.

Hon. M. Oliver—Arrêté du conseil prohibant entrée dans certains ports Colombie-Anglaise concerne-t-il Chinois et Japonais?—R. Renseignements fournis—369.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS CANADIENNES.

M. Knowles—En 1893-94, 1905-1906 et 1912-1913?—R. Chiffres fournis—1397.

IMPORTATION DE SCORIES.

Hon. M. Emmerson—Existe-t-il au Canada un arrêté du conseil concernant l'importation de scories comme engrais?—R. Non, voir détails—468.

IMPORTATIONS DES ETATS-UNIS.

M. Michaud—Valeur totale importations dernière année fiscale?—R. \$455,322,535—1172.

IMPORTATIONS DE FER ET D'ACIER.

M. Macdonald—Valeur totale importations en Canada en 1913?—R. Détails fournis—697.

IMPORTATION D'OUVRIERS DANS LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. Verville—Décret du conseil adopté pour prohiber importation de manœuvres dans la Colombie-Anglaise; à la demande de qui?—R. Oui, à certains ports; ministre de l'Intérieur—375.

QUESTIONS—*Suite.*

INCURSIONS DES FENIANS.

M. Michaud—Population du Canada à l'époque des incursions des feniens?—R. 3,288,161, voir détails—498.

INDEMNITE SESSIONNELLE.

M. Delisle—Gouvernement sait-il que l'hon. F. D. Monk malgré son absence de cette Chambre a retiré indemnité entière?—R. En vertu loi concernant Chambre des communes et Sénat—857.

INDIENS DU COMTE DE KING.

M. Kyte—Combien d'Indiens dans le comté?—R. 93—3363.

INDIENS DE LA RESERVE KITSILANO.

Hon. M. Oliver—Gouvernement sait-il que autorités Colombie-Anglaise ont payé argent aux sauvages pour les faire quitter réserve?—R. Oui, détails—966.

INGENIEUR DE L'ILE DE VANCOUVER.

M. Sinclair—J. S. Maclachlan est-il ingénieur local pour ministère Travaux publics?—R. Non, voir détails—3558.

INGENIEUR ORDINAIRE A MONTREAL.

M. Verville—Qui est ingénieur résident du département Travaux publics?—R. M. J. L. Michaud—1171.

INGENIEURS DE RIMOUSKI.

M. Gauvreau—Noms des ingénieurs, adjoints ou autres employés bureau?—R. Liste fournie—2178.

INSPECTEUR DES ALIMENTS A SAINTE-PERPETUE.

M. E. Lapointe—Alph. Pelletier a-t-il fait rapport depuis sa nomination; salaire?—R. Non, devoirs de sa charge remplis; \$300 par an—378.

INSPECTEURS A LA QUARANTAINE DE QUEBEC.

Hon. M. Lemieux—Combien inspecteurs médicaux nommés depuis octobre 1913; noms et salaires respectifs?—R. Onze noms et chiffres fournis—373.

INSPECTEUR DE HOMESTEADS A HUMBOLDT.

M. Neely—Arthur Smythe est-il encore inspecteur; quel salaire?—R. Oui; \$1,200 par an—598.

INSPECTION DU GRAIN DANS LES PORTS MARITIMES.

M. Neely—A-t-on demandé au gouvernement de faire inspecter le grain rendu dans les ports?—R. Non—1172.

INSPECTEUR SUBSTANCES ALIMENTAIRES DANS ANTIGONISH.

M. Wm. Chisholm—Moses Delorney, de Tracadie, est-il encore inspecteur?—R. Oui—698.

QUESTIONS—*Suite.*

INSPECTION DES POIDS ET MESURES.

M. Sinclair—Recettes et frais inspection poids et mesures en 1913-1914—R. \$106,522 et \$144,122—2717.

INSPECTION DES POSTES A SHERBROOKE.

M. McCrear—Nom de chaque employé service de l'inspection; émoluments de chacun—R. Liste fournie—3670.

INSTALLATION DU TRANSCONTINENTAL POUR LA MANIPULATION DU CHARBON.

M. Macdonald—Sorte de matériel; combien d'installation; soumissions demandées—R. Renseignements fournis—2922.

INSTALLATION DE LA TELEGRAPHIE SANS FIL POULSEN.

Hon. M. Lemieux—Quelles mesures prises pour installation projetée; stations construites en Canada?—R. Travail se poursuit; à Newcastle, (N.-B.)—368.

INSTRUCTIONS A H. P. DUCHEMIN.

M. Sinclair—Quels départements ont donné instruction à M. H. P. Duchemin de ne pas permettre qu'un procureur agisse pour une personne citée devant lui?—R. Ministre des Chemins de fer et Canaux—1165.

INSTRUCTION TECHNIQUE.

M. Macdonald—Gouvernement prendra-t-il mesures pour aider plus grande diffusion de l'instruction technique?—R. Question étudiée, réponse en temps utile—3204.

INTERCOLONIAL—SERVICE ENTRE OXFORD ET PICTOU.

M. E. M. Macdonald—Circulation des trains changée?—R. Non—938.

INTERCOLONIAL—NOMINATION D'INGENIEURS.

Hon. M. Emmerson—M. Cowan nommé ingénieur résident, bureau à Truro?—R. Oui, voir détails—2281.

INTERCOLONIAL—COUT COMMISSION D'ENQUETE.

Hon. M. Graham—Travaux commissaires terminés; somme dépensée?—R. Oui rapport déposé 11 février 1914; \$63,388.45, détails—938.

INTERCOLONIAL—SAMUEL KING ET WILLIAM AIRD.

M. Turgeon—S. King et W. Aird ont-ils été employés depuis octobre 1911?—R. Oui, voir détails—937.

INTERCOLONIAL—ENGAGEMENT DE THOMAS WILLIAMS.

M. Turgeon—Thomas Williams ci-devant trésorier du chemin de fer Intercolonial a-t-il été employé depuis octobre 1911?—R. Oui, voir détails—937.

QUESTIONS—*Suite.*INTERCOLONIAL—BAC A VAPEUR DE
POINTE-TUPPER ET MULGRAVE.

M. Sinclair—Marché conclu pour construction bac à vapeur; entrepreneurs?—*R.* Oui; renseignements fournis—937.

INTERCOLONIAL—TRANSPORT DU POISSON FRAIS.

M. Sinclair—Tarif transport par cent livres entre Mulgrave et autres points, N.-E.—*R.* Chiffres fournis—937.

INTERCOLONIAL — EMBRANCHEMENT
SUNNYHAE-GUYSBOROUGH.

M. Sinclair—Explorateurs employés à faire levé du chemin de fer embranchement projeté?—*R.* Non, détails—936.

INTERCOLONIAL—ACHAT DE BOIS.

M. Boyer—Depuis 1er novembre 1913 gouvernement a-t-il acheté matériaux de la compagnie J. Henderson de Sayabec?—*R.* Oui, détails—936.

INTERCOLONIAL — ACQUISITION PROPRIETE.

Hon. M. Emmerson—Neuf questions au sujet achat propriété à Moncton?—*R.* Renseignements fournis—935.

INTERCOLONIAL—LE DETECTIVE SKEFFINGTON.

Hon. M. Emmerson—G. Skeffington employé sur chemin de fer depuis 1er janvier 1912?—*R.* Comme inspecteur spécial, voir détails—964.

INTERCOLONIAL — SERVICE D'EAU A
DORCHESTER, (N.-B.).

Hon. M. Emmerson—A-t-on réussi à fournir de l'eau à la station de l'Intercolonial à Dorchester?—*R.* Oui—1063.

INTERCOLONIAL — DESTITUTIONS A
SACKVILLE.

Hon. M. Emmerson—Combien démissions depuis 13 décembre 1913?—*R.* Deux, détails—1066.

INTERCOLONIAL—EMPLOYES SUR BAC
A VAPEUR.

M. Sinclair—Noms employés sur le "Scotia", date nomination, salaire, etc.—*R.* Tableau fourni—1065.

INTERCOLONIAL—SALAIRE DES JOURNALIERS.

M. Boulay—Salaires dans province de Québec; salaires pour même ouvrage dans Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse?—*R.* \$1.30 à \$1.60 par jour; \$1.50 à \$1.80—1065.

INTERCOLONIAL—PONT D'ANTIGONISH.

M. W. Chisholm—Quand soumissions ouvertes pour construction piliers?—*R.* 3 octobre 1913, voir détails—1064.

QUESTIONS—*Suite.*

INTERCOLONIAL — SYSTEME DE SIGNAUX.

M. A. K. Maclean—Système installé depuis Halifax jusqu'à Windsor-Junction?—*R.* Oui—3476.

INTERCOLONIAL — RECETTES TRAINS
ENTRE ST-JEAN ET HAMPTON.

Hon. M. Emmerson—Recettes trains locaux nos 132, 136, 138 et 156?—*R.* Pas de compte séparé—1064.

INTERCOLONIAL—TRANSPORT DU POISSON.

M. Sinclair—Six questions concernant taux transport entre Halifax et Mulgrave jusqu'à Montréal et Toronto?—*R.* Chiffres fournis—1066.

INTERETS SUR PAIEMENTS PAR PRE-EMPTION.

M. Knowles—Mesures prises pour abolir intérêt exigible?—*R.* A l'étude—1502.

INTERET SUR LA DETTE NATIONALE.

M. Middlebro—Taux moyen intérêt payé sur dette?—*R.* Chiffres fournis—1170.

JOUR DE VICTORIA.

M. Wallace—Quel jour sera jour Victoria cette année?—*R.* 24 mai étant un dimanche, congé publié le lendemain—2008.

JOURNAL DE DRUMMONDVILLE.

M. Brouillard—Gouvernement a-t-il fait faire impressions aux ateliers du journal "Le Présent"?—*R.* Non—1608.

JUGE DU TERRITOIRE DU YUKON.

M. Fowler—Qui est juge au Yukon, appointements actuels, frais de subsistance?—*R.* Honorable C. D. Macauley, \$5,000 et \$5,000—4196.

JUGES DE LA COUR DE CIRCUIT A
MONTREAL.

Hon. M. Lemieux—Traitement des juges sera-t-il augmenté?—*R.* A l'étude—732.

JUGES DE LA COUR SUPERIEURE DANS
QUEBEC.

Hon. M. Lemieux—Traitement des juges résident dans districts ruraux sera-t-il augmenté?—*R.* A l'étude—732.

THOMAS KINSELLA.

M. Lapointe (Kamouraska)—Emploi Thos. Kinsella, de Saint-Malachie?—*R.* Inspecteur travaux rivières Saint-Charles, \$3 par jour—3801.

LAC GIMLI.

Hon. M. Oliver—Cinq questions concernant titre donné à Petur Ferguson pour partie front du lac?—*R.* Renseignements fournis—1425.

LAC WHITE-WATER.

Hon. M. Oliver—Gouvernement a-t-il aliéné superficie couverte par lac dans sud-ouest Manitoba?—*R.* Non—1395.

QUESTIONS—*Suite.*

ISIDORE LACASSE.

M. Lapointe (Kamouraska)—Emploi Isidore Lacasse, de Saint-Hénédine?—R. Directeur travaux à Québec, \$100 par mois—3801.

M. BENOIT LAFOND.

M. Brouillard—Raison destitution maître de poste de St-Majoric?—R. Après enquête—1072.

PHILIPPE GELINAS ET RAPHAEL LAJOIE.

Hon. M. Bureau—Deux employés estacades de la rivière Saint-Maurice ont-ils obtenu congé absence?—R. Non—2819.

M. WILFRID LAROSE, TRADUCTEUR.

M. Bowassa—M. W. Larose a-t-il été révoqué ou suspendu?—R. Suspendu temporairement, voir détails—1905.

LATIN SOUTH AMERICA AND WEST INDIES TRADE DEVELOPMENT ASSOCIATION.

M. Verville—Gouvernement connaît-il association de ce nom?—R. Oui—1774.

LETTRES PATENTES.

Hon. M. Oliver—Lettres patentes émises pour $\frac{1}{2}$ ouest, section 1, township 60, rang 5, à l'ouest du 5me méridien?—R. Non—3264.

MARIN JOSEPH LEBLANC.

M. Sinclair—Réponse faite à Mme Richard concernant restes de son frère?—R. Oui—855.

LEVE DU TOWNSHIP DE FALMOUTH.

M. Macdonald—Dépenses faites en 1913 pour levé du township?—R. \$2,028.94 en 1912, rien en 1913—1865.

LICENCES POUR VIVIERS A HOMARDS.

M. Sinclair—Licences accordées en 1913?—R. Oui, noms fournis—855.

LICENCES ACCORDEES SOUS LE REGIME "MODUS VIVENDI."

M. Sinclair—Somme reçue des navires de pêche des Etats-Unis pour permis accordés?—R. \$10,758—1680.

LIGNES D'EMBRANCHEMENTS DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Marcell—Où en est affaire acquisition chemins de fer Québec Oriental et Atlantique, etc.?—R. Projet rejeté par Sénat—381.

LIGNE TELEGRAPHIQUE ENTRE ATHABASKA ET FORT McMURRAY.

Hon. M. Oliver—Sur combien de mille ligne télégraphique complétée; est-elle exploitée?—R. 57 milles; pas encore de bureaux installés, etc.—372.

LIGNE DE TORONTO ET SUDBURY.

Hon. M. Graham—Neuf questions concernant construction, longueur de la ligne,

QUESTIONS—*Suite.*

LIGNE DE TORONTO ET SUDBURY—*Suite.*

Hon. M. Graham—*Suite.*
coût par mille, etc.?—R. Chiffres fournis—1167.

LIGNE DE VAPEURS "MAPLE LEAF."

M. Martin (Regina)—Représentations chambres de commerce Colombie-Britannique; nomination inspecteur canadien douanes à New-York; surveiller opérations ligne steamers "Maple Leaf"?—R. Raisons qui ont empêché de faire pareille nomination—4476.

LIQUEURS ENIVRANTES AUX - CAMPS D'EXERCICES.

M. Proulx—Cantines de la milice—2552; bière achetée par les sous-officiers et les soldats?—R. Personne ne peut acheter de la bière dans aucun camp—2553.

LISTES ELECTORALES DU COMTE DE HANTS.

M. Macdonald—Département de la Marine sait-il que J. D. Denison gardien phare est réviseur listes électorales?—R. Aucun employé de ce nom connu—856.

LIVRAISON-POSTALE DE NIAGARA-FALLS.

M. Nesbitt—Quand a été établi système livraison postale?—R. 30 mai 1911, voir détails—2110.

LIVRAISON COURRIER A SAINT-HYACINTHE.

M. Nesbitt—Quand système établi à Saint-Hyacinthe?—R. 29 août 1907, voir détails—2110.

LIVRAISON DU COURRIER A FREDERICTON.

M. Nesbitt—Quand système établi?—R. 7 mai 1913—2110.

LIVRAISON POSTALE A TROIS-RIVIERES.

M. Nesbitt—Quand système établi?—R. 22 août 1907, voir détails—2110.

LIVRES BLEUS EN FRANCAIS.

M. Fortier—Retard apporté à la publication française de livres bleus?—R. S'occupe à organiser le bureau des traducteurs et l'Imprimerie nationale, voir renseignements fournis—2551.

LOCATION D'EDIFICES A OTTAWA.

M. Macdonald—Gouvernement a-t-il loué Temple Building?—R. Oui, \$6,141 par an—2639.

LOI D'IRRIGATION.

M. Buchanan—Gouvernement modifiera-t-il loi d'irrigation prescrivant système drainage souterrain?—R. A l'étude—602.

LOI DES DIFFERENDS INDUSTRIELS.

M. Verville—Amendements seront-ils faits à la loi des enquêtes?—R. A l'étude—1071.

QUESTIONS—*Suite.*

LOI DES GRATIFICATIONS AUX VÉTÉRANS DE LA CAMPAGNE DES FÉNIANS.

M. Sinclair—Gouvernement doit-il modifier loi concernant gratification aux vétérans invasion féniante?—R. Loi recevra modifications voulues—383.

LOCATION D'UNE PROPRIÉTÉ À SHERBROOKE.

M. McCrea—Arrangements faits louer résidence Mme A. Worthington; quartiers généraux officiers du 53^e et club Saint-George?—R. Voir renseignements—4066.

LOGES ORANGISTES DE COLLINGWOOD.

M. C. A. Wilson—Gouvernement a-t-il reçu communication des orangistes protestant contre l'emploi du français, etc.?—R. Oui, aucune réponse encore donnée—2181.

M. ADELARD LORTIE.

M. Lachance—Est-il nommé au Revenu de l'Intérieur?—R. Oui, sous-inspecteur poids et mesures; \$750 par année—5218.

MAÎTRE DE POSTE DE HAGERSVILLE.

Hon. M. Lemieux—Maître de poste de Hagersville conduit les affaires de la Regal Gas Company, dans local bureau de poste—R. Aucune opération postale ne se fait au comptoir de la compagnie; celle-ci ne se sert pas du guichet du bureau de poste—2817.

MAÎTRE POSTE DE LAUZON.

M. Bourassa—A. Bourget a-t-il été révoqué?—R. Non; nécessaire de placer bureau dans un endroit plus central; changement de localité a entraîné le changement de titulaire—5219.

MAÎTRE DE POSTE D'INDIAN-HARBOUR-LAKE.

M. Sinclair—Qui est receveur courrier à Indian-Harbour?—R. Wm. Riley—3205.

MAÎTRE DE POSTE DE LISCOMBE.

M. Sinclair—J. R. Laing remercié de ses services?—R. Oui, après enquête, détails—390.

MAÎTRE DE POSTE DE TERREBONNE.

M. Séguin—Douze questions concernant nomination et destitution de M. J. S. Archambault?—R. Renseignements fournis—1067.

MANCHES À CHARBON DU TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Graham—Maison Roberts et Schaefer de Chicago adjudataire entreprise manches à charbon?—R. Oui, voir détails—3264.

MANÈGE MILITAIRE DE FRASERVILLE.

M. Gauvreau—Est-ce intention du gouvernement de construire manège militaire à Fraserville?—R. A l'étude—379.

QUESTIONS—*Suite.*

M. COLBERT MARCHAND.

M. Brouillard—Raison destitution maître de poste de Blandford?—R. Ingérence politique—1072.

MARGAREE-HARBOUR.

M. Chisholm—Montants dépensés par gouvernement pour améliorer port de Margaree depuis 1872?—R. Chiffres fournis—373.

MATELOT JOSEPH LBLANC.

M. Sinclair—Neuf questions concernant la mort de Joseph Leblanc matelot sur le Canada?—R. Renseignements fournis—699.

M. AIME MATHON.

M. Brouillard—M. A. Mathon maître de poste de Trout-Brook destitué?—R. Non, a offert démission—1068.

"CANADIAN MENACE."

M. Proulx—Premier ministre et ministre des Postes ont-ils reçu protestation de la "County Lodge of Montreal" au sujet interdiction circulation postale du Canadian-Menace"?—R. Oui, voir réponse—3206.

"AURORA MENACE."

M. Knowles—Défense faite de recevoir parmi matières postales la "Menace" publiée à Aurora-Miss?—R. Oui, 23 février 1914, voir détails—2419.

GEORGES MENARD.

M. Demers—Gardien du pont n° 2 canal Chambly a-t-il été destitué?—R. Non—2919.

MESSAGER POUR LA SESSION.

M. Boulay—Y a-t-il un messenger pour le sergent d'armes?—R. Oui, Thomas Boles, \$3 par jour—738.

MILICE AUX PROCESSIONS.

M. Edwards—Explications au sujet port d'armes dans processions religieuses?—R. Renseignements fournis—2283.

MINÉRAI CONTENANT DU RADIUM.

Hon. M. Graham—Gouvernement paiera-t-il primes pour encourager recherche minéral?—R. A l'étude—1772.

MINISTRE DE LA MILICE EN EUROPE.

M. Proulx—Huit questions au sujet du voyage du ministre de la Milice durant l'été 1913?—R. Renseignements fournis—469.

ALBERT MORIN.

M. Lapointe (Kamouraska)—Emploi de Albert Morin, de Saint-Hénédiène?—R. Pas employé—3801.

MUR DE PROTECTION À LAPRAIRIE.

M. Lanctôt—Contrat Duranceau et Poupert est-il signé?; prix, etc.—R. Oui, \$70,000—2819.

QUESTIONS—*Suite.*

MOUVEMENT DU GRAIN.

M. Devlin—Quantité de grain expédiée par voie des lacs de Fort-William et de Port-Arthur en 1911, '12, '13?—R. Chiffres fournis—498.

MUR DE REVETEMENT A LAPRAIRIE.

M. Lanctôt—Prix \$1.50 par verge carrée pour la maçonnerie couvre-t-il main-d'œuvre seulement?—R. Entrepreneurs fournissent la pierre—3881.

MUR DE PROTECTION A LAPRAIRIE.

M. Lanctôt—Huit questions concernant construction mur de protection—R. Renseignements fournis—963.

MUSIQUE DU ROYAL CANADIAN.

M. Kyte—Qui a donné autorisation au régiment Royal Canadian de prendre part à assemblée publique édifice législatif, Halifax?—R. Officier commandant, voir détails—3262.

CAPITAINE J. A. MURRAY.

M. Lachance—Commandant de l' "Empress of Britain" nommé maître du port de Québec; salaire, etc.?—R. Oui; succède à M. P. Sullivan; \$3,500 par année; noms des candidats à ce poste—5218.

NATURALISATION AU CAP-BRETON.

M. Carroll—Combien personnes naturalisées durant les dix dernières années?—R. Tableau fourni—1170.

NAUFRAGE DU "COBEQUID."

M. Law—Sept questions au sujet du naufrage du steamer "Cobequid"?—R. Renseignements fournis—376.

NAVIGATION DES GRANDS LACS.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement nommera-t-il commission pour s'enquérir conditions navigation des Grands Lacs?—R. Renseignements fournis—368.

MM. MCNEIL ET CHESLEY.

M. Carvell—Somme payée à F. McNeill depuis 31 mars dernier; somme payée à J. Chesley?—R. Rien; chiffres fournis—2004.

NOMINATION DE M. G. H. FERGUSON.

M. Pardee—Quand nommé commissaire enquêteur sur question canal de Trent?—R. 14 octobre 1912—2007.

NOMINATIONS SUR L'INTERCOLONIAL DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Recommandations de canonniers et de journaliers?—R. Ministre prend responsabilité de toutes les nominations—3102.

NOMINATION DE MESSAGERS.

M. Kyte—Combien de messager pour la Chambre des communes nommés sous administration actuelle?—R. Un messager régulier, 34 saisonniers—596.

QUESTIONS—*Suite.*

NOMINATIONS DANS LE PERSONNEL DES DOUANES.

M. Kyte—Combien nominations au service extérieur depuis septembre 1911; combien personnes transférées au service intérieur sans avoir passé examen service civil?—R. 768; aucune—498.

NOMINATIONS DANS LE SERVICE DE L'INTERCOLONIAL.

M. Boulay—Noms des employés promus depuis 21 septembre 1911; traitement de chacun; position et adresse avant nomination; combien d'employés de langue française dans bureaux à Moncton?—R. Tableau fourni—496.

NOMINATIONS A DES EMPLOIS SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Carroll—Noms des personnes nommées depuis 21 septembre 1911, prédécesseurs, salaires, etc.?—R. Tableau fourni—1167.

OFFICIERS HONORAIRES DE LA MILICE.

M. J. J. Hughes—Combien de colonels, lieutenant-colonels et autres officiers nommés depuis octobre 1911?—R. Changé en motion pour rapport—1681.

OFFICIERS D'ACCISE A SAINT-ROCH DES AULNAIES.

M. E. Lapointe—J. Dupont a-t-il fait rapport depuis sa nomination; salaire?—R. Oui, trois; \$200 par année—378.

OFFICIER DE DOUANE ANGUS YOUNG.

M. Macdonald—Quelle position dans service civil; salaire; est-il encore employé?—R. Sous-officier douane; \$900 par année; suspendu 5 février 1914—701.

ORIENTAUX DANS LES MINES DE LA COLOMBIE-ANGLAISE.

Hon. M. Lemieux—Combien employés actuellement?—R. 432—848.

ONTARIO EQUIPMENT COMPANY.

Hon. M. Lemieux—Département des Postes a-t-il acheté articles de cette compagnie depuis mars 1913?—R. Oui, détails fournis—734.

OUTILLAGE DU PORT DE QUEBEC.

Hon. M. Lemieux—Différence entre soumissions les plus basses, maisons canadiennes et maisons anglaises?—R. Soumission anglaise de 16,533 moindre—3557.

OUVRIERS DES CONSTRUCTIONS EN FER.

M. Verville—Représentations reçues au sujet salaires?—R. Oui, voir détails—1170.

PAIEMENTS A HEATH STRONG.

M. J. J. Hughes—Combien payé à M. H. Strong pour services concernant destitution J. A. L. McLellan?—R. \$15 par jour 1 jour et demi—1171.

QUESTIONS—*Suite.*

PAIEMENT A AMBROSE POTTS.

M. Proulx—Mandat de \$100 émis en faveur de A. Potts vétérans?—R. Oui, 22 janvier 1913—389.

PAIEMENTS FAITS A M. J. G. H. BERGERON.

M. Boyer—Honoraires et frais de voyage dans les enquêtes re maîtres de poste aux endroits mentionnés?—R. Chiffres fournis—388.

PAIEMENTS A TRUDEL ET McADAM.

M. Proulx—Sommes payées entre 1er novembre 1911 et 9 février 1914?—R. \$15,853.

PAIEMENTS AU CANADIAN-NORTHERN.

M. A. K. Maclean—Quels montants payés par gouvernement au Canadian-Northern Ontario Ry. et au Canadian-Northern Alberta Ry.?—R. \$1,363,122.39 au premier; \$242,424 au dernier—364.

PAIEMENTS A M. E. H. CIMON.

M. Gauvreau—Honoraires et frais voyage payés à M. Cimon?—R. \$102.35—696.

PAIEMENTS FAITS A G. LONGHURST.

M. A. K. Maclean—Montant payé à G. Longhurst garde-pêche en 1912 et 1913?—R. 1912: \$258.75; 1913: \$367.50—969.

PARCOURS EN MILLES DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Sinclair—Longueur ligne projetée entre Le-Pas et Port-Nelson?—R. 418 milles et demi, voir détails—384.

M. LEANDRE PARADIS.

M. Demers—Est-il à l'emploi du gouvernement? rémunération; adjudicataire d'une entreprise de la milice?—R. Oui, \$75 par mois—2979.

PASSAGES A NIVEAU.

Hon. M. Graham—Montant payé pour faire disparaître passages à niveau?—R. Jusqu'à janvier 1914, \$60,991.22—378.

PATURAGES SUR LA RESERVE DES GENS-DU-SANG.

M. Buchanan—A qui a-t-on loué réserve des Sauvages?—R. Bail prolongé à la Donald McEwan Co.—376.

M. STEVEN PAYNE.

M. Carvell—Quelle position M. S. Payne, de Saint-Jean, occupe-t-il?—R. Sous-comptable bureau surintendant des dragues, \$1,500 par année—1682.

PECHE DU HOMARD.

Hon. M. Lemieux—Règlements concernant pêche du homard ont-ils été modifiés; pour quelle raison mois septembre retranché de la saison de pêche?—R. Oui; dans l'intérêt de la protection de la pêche du homard—362.

QUESTIONS—*Suite.*

PECHE AU CHALUTIER A VAPEUR PRES DU LITTORAL DE L'ATLANTIQUE.

M. Sinclair—Mesure prise en vue d'interdire la pêche aux navires étrangers au Canada?—R. Surveillance exercée, aucune raison de plainte—496.

PECHE DANS L'ONTARIO.

M. Burnham—En quels cas le poisson recherché par les sportmen devient-il poisson de commerce?—R. Renseignement fourni—2008.

M. L. S. PELLETIER.

M. Brouillard—M. L. S. Pelletier maître de poste de Lemire destitué?—R. Non, a offert démission—1068.

PECHERIES DE LA BAIE D'HUDSON.

M. A. K. Maclean—A-t-on nommé quelqu'un en 1913 pour faire étude ou rapport sur ressources piscatoriales de la Baie d'Hudson?—R. Détails fournis—365.

PECHERIES DU COMTE DE SHELBURNE.

M. A. K. Maclean—Quelle payée à G. T. Walls surveillant des pêcheries en 1912 et 1913?—R. 1912, salaire, \$50; dépenses, \$150; 1913, salaire, \$150; dépenses, \$1,502.83—367.

M. A. K. Maclean—Sommes payées aux gardes-pêche du comté de Shelburne?—R. Détails fournis—367.

M. F. PEDLEY.

M. Boulay—M. F. Pedley, surintendant affaires indiennes a-t-il été démis?—R. Non, a démissionné après enquête—856.

PENSION DE RETRAITE AUX COMMISAIRES DES CHEMINS DE FER.

M. Buchanan—Ministre des Chemins de fer autorisera-t-il une pension pour les membres dont le service sera terminé?—R. Non—602.

PERCEPTEUR DE LA DOUANE A ROSTHERN.

M. McCraney—Pour quelle raison M. T. Unruh destitué?—R. Détails fournis—602.

PERCEPTEUR DU REVENU DE L'INTERIEUR A SAINT-JEAN.

M. Demers—Salaire annuel de M. F. X. Archambault?—R. \$900—1070.

PERCEPTEUR DES DOUANES A ROSTHERN.

M. McCraney—Qui est sous-percepteur à Rosthern (Sask.); salaire?—R. M. E. St-George Hodgson; \$600 par année—602.

PERSONNEL DU PENITENCIER DE DORCHESTER.

Hon. M. Emmerson—Trois questions au sujet nominations faites depuis janvier 1913; nouveaux emplois créés; montant ajouté à la liste de paie—R. Renseignements fournis—465.

QUESTIONS—*Suite.*

PERMIS DE PECHE DE L'EPERLAN.

M. Macdonald—Permis accordé à G. Mason et A. Arbuckles?—R. Oui—2282.

PERSONNEL DE LA DOUANE A RIMOUSKI.

M. Gauvreau—Quels sont appointements de M. O. Beaulieu et L. O. Lavallée?—R. M. O. Beaulieu, \$900; L. O. Lavallée, \$400—2111.

PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. Kyte—Rapport au sujet devoirs du personnel de la Chambre des communes en service civil a-t-il été fait à son honneur l'Orateur?—R. Oui, copie déposée sur bureau de la Chambre—466.

PERSONNEL DES TRAVAUX PUBLICS A MONTREAL.

M. Verville—Noms employés sous la ordre de M. A. E. Dubuc?—R. Renseignements fournis—1504.

PHARE DE LA POINTE-DUTHIE.

Hon. M. Marcell—Instruction donnée que phare soit fermé après saison actuelle?—R. Oui, remplacé par feu sur quai Maria—738.

PHARE D'HARBOURVILLE.

M. A. K. Maclean—Qui est gardien?—R. William Spicer, voir détails—1503.

FLOTTANT LE "LURCHER."

Law—Pendant combien de temps le "Lurcher" n'a pas fait service en 1913 cause réparations?—R. 53 jours, voir détails—388.

PILOTAGE SUR LE SAINT-LAURENT.

Hon. M. Graham—Gouvernement mettra-t-il en pratique recommandations de la commission royale?—R. En autant que faire se peut, voir détails—855.

PIQUE-NIQUE DE QUEENSTON-HEIGHTS.

M. Proulx—Trois questions au sujet présence du ministre de la Milice au pique-nique de l'association conservatrice en juillet dernier—R. Renseignements fournis—466.

PISCICULTURE DANS L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. A. McLean—Mesures prises pour recueillir frai de truite mouchetée?—R. Oui, voir détails—3263.

PIONNIERS DE LA COLONIE DE LORD SELKIRK.

M. Proulx—Département de l'Intérieur adoptera-t-il loi prescription au sujet droits colons du Manitoba?—R. Non—3362.

PLAIDOIERIES DANS LA QUESTION DU MARIAGE.

M. Proulx—Somme totale payée par gouvernement pour honoraires et déboursés

QUESTIONS—*Suite.*PLAIDOIERIES DANS LA QUESTION DU MARIAGE—*Suite.*

M. Proulx—*Suite.*

aux avocats re question du mariage?—R. \$21,926.70, voir détails—469.

PONT ENTRE SAINT-JEAN ET IBERVILLE.

M. Demers—Argent sera-t-il voté pour cette entreprise?—R. Usage veut pas dire dépense avant dépôt budget—2819.

PONT DE LA MISSION-DU-PAS.

Hon. M. Graham—Pont traversant la Saskatchewan est-il terminé?—R. Ouvert au trafic depuis mi-juillet 1913—384.

PONT DU PACIFIQUE A LACHINE.

M. Lanctôt—Arrangements faits avec compagnie Pacific-Canadien au sujet service voitures entre Caughnawaga et Lachine?—R. Non—3262.

PORT DE BATHURST.

M. Turgeon—Dragage dans havre Bathurst, quantité à enlever et prix?—R. 600,000 verges; 30 cents la verge mesurage sur place—4477.

PORT DE RIMOUSKI.

M. Gauvreau—Gouvernement fera-t-il travaux dans havre?—R. A l'étude—2178.

PORT DE WESTMORLAND.

Hon. M. Emmerson—Six questions concernant relevé hydrographique de havre de Port-Elgin, N.-B.?—R. Renseignements fournis—468.

PORT D'INVERNESS.

M. A. W. Chisholm—Combien payé pour expropriation terrain?—R. \$4,233.51—1905.

POSTE RURALE A ARCADIA.

M. Law—Demande reçue pour service malle entre Arcadia et Sheboque?—R. Oui, service établi après enquête inspecteur—735.

POSTE RURALE A NEW-RICHMOND.

Hon. M. Marcell—Service distribution inauguré à New-Richmond?—R. Non—3208.

POSTE RURALE A NEW-RICHMOND.

Hon. M. Marcell—Cause retard établissement service?—R. Renseignement fourni—2283.

POSTE RURALE DE TATAMAGOCHE ET DE BRULE.

M. Macdonald—Route postale établie entre Tatamagouche et Brulé?—R. A l'étude—3363.

POSTE RURALE A FRONTENAC.

M. Edwards—Quand première route établie?—R. 1er juin 1909, voir détails—852.

QUESTIONS—*Suite.*

POSTE AUX COLIS.

Hon. M. Lemieux—Où en est rendu l'établissement; taux sont-ils fixés, etc.?—*R.* Fait accompli le 10 février; oui, détails—368.

POSTE RURALE DE PLANTAGENET.

M. Proulx—Soumissions reçues, noms, chiffres, etc.?—*R.* Soumissions pas encore ouvertes—2979.

POSTE RURALE A LA GARE DE SAINT-ARMAND.

M. Kay—Combien de fois a-t-on demandé soumissions?—*R.* Une fois—3363.

POSTE RURALE DANS SAINT-JEAN ET IBERVILLE.

M. Demers—Malle rurale établi dans paroisse Sainte-Brigitte?—*R.* Trois circuits établis, voir détails—385.

M. Demers—Contrat transport malles pour ville Saint-Jean exécuté par J. Barsalou a-t-il été annulé?—*R.* A donné démission, cause infirmité, entreprise accordée à Auguste Hébert—386.

M. Demers—Malle rurale établie dans paroisse Saint-Alexandre?—*R.* Oui—386.

M. Demers—Quelles dépenses occasionnées par établissement routes postales et rurales dans Saint-Jean de Iberville?—*R.* Frais ordinaires de voyage des employés des postes—386.

M. Demers—Combien de bureau de poste fermés par établissement poste rurale?—*R.* 16, liste fournie—386.

POSTE RURALE DE YARMOUTH.

M. Law—Combien de parcours établis dans comté Yarmouth (N.-E.)?—*R.* Cinq, voir détails—599.

POUVOIRS D'OFFICE.

M. A. K. Maclean—M. J. McGillis du ministère Douanes a-t-il été suspendu?—*R.* Oui, insubordination—1504.

M. A. K. Maclean—Pour quelle raison J. E. Bigelow, douanier à Canning (N.-E.), destitué?—*R.* Ingérence politique—1504.

PREEMPTIONS DANS L'ALBERTA.

M. Buchanan—A-t-on demandé d'annuler versements dus sur préemptions dans l'Alberta?—*R.* Oui, à l'étude—375.

PREPARATION ET TRAITEMENT DU POISSON.

M. Sinclair—Qui est l'expert employé par département Marine pour conservation poisson; salaire?—*R.* John J. Cowie; \$2,300—599.

PREPOSES DES DOUANES A NEWPORT.

M. Boivin—M. Geo. J. Ryan est-il employé?—*R.* Non, destitué 31 août 1912—933.

M. Boivin—M. Ch. Hamlin est-il employé?—*R.* Non, destitué 4 octobre 1912—933.

QUESTIONS—*Suite.*

PRETENDUE CONTREBANDE.

M. Boulay—T. Turcotte de Ste-Félicité pour-suivi par gouvernement?—*R.* Non—1867.

PRIMES AUX VETERANS DE LA CAMPAGNE CONTRE FENIANS.

M. Law—Liste vétérans fournie à quelqu'un du comté de Yarmouth avant liste officielle?—*R.* Non—1773.

M. Michaud—Requêtes reçues du comté de Victoria?—*R.* Applications pas assorties par comté—1773.

PRIMES AUX VOLONTAIRES INVASION FENIANE.

M. Chisholm—Gouvernement a-t-il décidé de prolonger délai fixé pour recevoir demandes pour primes au 31 décembre 1915?—*R.* Oui, voir détails—2180.

PRIMES AUX VETERANS DE L'INVASION FENIANE.

M. Sinclair—Noms des commissaires qui font enquête sur réclamations des vétérans?—*R.* Rapport déposé sur bureau de la Chambre—1681.

PRIME AUX VETERANS DE L'INVASION FENIANE.

M. Sinclair—Autorisation donnée à J. L. Hattie ou Arth. H. Macdonald comté de Guysborough pour recueillir et transmettre réclamations des vétérans?—*R.* Non—969.

PRIMES AUX VETERANS DE L'INVASION FENIANE.

M. Law—Ministère de la Milice a-t-il procuré à quelqu'un liste vétérans du comté de Yarmouth?—*R.* Non—1868.

PROPRIETE ACHETEE A LEVIS PAR LE GOUVERNEMENT.

M. Bourassa—Combien a coûté propriété Carrier-Lainé?—*R.* \$754,079.

PRIVILEGES DE CABOTAGE.

M. Sinclair—Protestation de l'association des patrons de navires au sujet du cabotage; opposés aux steamers étrangers; texte de la requête?—*R.* Rien n'a été décidé à ce propos—2550.

PROPAGATION DU HOMARD A PORT-DANIEL.

Hon. M. Marcil—Améliorations à l'établissement propagation du homard?—*R.* Fixé un nouveau filtre; nouvelles cuves à frai—2640.

PROPRIETE DU CARSLAKE.

Hon. M. Lemieux—Quelle somme a été offerte par le gouvernement pour l'achat de l'hôtel Carlslake à Montréal?—*R.* Aucune offre n'a été faite—2551.

PROPRIETE DU GOUVERNEMENT A MONTREAL.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement a-t-il disposé propriété achetée il y a quelques

QUESTIONS—*Suite.*PROPRIETE DU GOUVERNEMENT A MONTREAL—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—Suite. années rue St-Jacques, pour fins postales?—R. Non, superficie 15,732 pieds, prise en échange propriété rue Cathédrale—3108.

PROPRIETES LOUEES A SHERBROOKE.

M. McCrea—Gouvernement a-t-il loué propriété de Mme N. Worthington?—R. Oui—3475.

PROPRIETE DE L'HOTEL CARSLAKE.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement cherche-t-il à acquérir propriété de l'hôtel Carslake?—R. Expropriation à l'étude—3475.

PROTECTION DES PASSAGERS.

Hon. M. Murphy—Représentants du Canada à la conférence internationale?—R. Alex. Johnstone, sous-ministre Marine et Pêcheries—376.

PROTECTION DES CRUSTACES.

M. J. J. Hughes—Coût de la commission d'enquête industrie des crustacés?—R. \$9,213; commissaires S. J. Wilson, R. O'Leary, J. McLean; travail est terminé—4196.

PROTECTION DES CANADIENS A MEXICO.

M. Cockshutt—Eventualité d'une guerre entre les Etats-Unis et le Mexique; sauvegarder vie propriétés des canadiens?—R. Représentations ont été faites au gouvernement impérial—2921.

PUBLICATION D'AVIS D'ADJUDICATION.

M. Sinclair—Noms journaux publiés avis d'adjudication au sujet de certains travaux à la compagnie W. H. Kelly et autres?—R. Détails fournis—2553.

QUAI DU CAP-AUX-CORBEAUX.

Hon. M. Lemieux—Somme totale dépensée, travaux réparation ou de reconstruction, combien payé pour le bois, noms des acheteurs, nom des vendeurs, etc.?—R. Renseignements fournis—4475.

QUAI PUBLIC A SACKVILLE.

Hon. M. Emmerson—Quand terminé et quand accepté par gouvernement; gouvernement se propose-t-il de le relier à l'Intercolonial?—R. En septembre, accepté 14 octobre 1912; pas encore décidé—597.

QUAI PUBLIC A COLE-HARBOUR.

M. Sinclair—A quelle date somme votée pour construction?—R. 9 mai 1911—1773.

QUAIS DE RIGAUD ET DE VAUDREUIL.

M. Boyer—Revenus pour les années 1908, '9, '10, '11?—R. Chiffres fournis—603.

QUESTIONS—*Suite.*

QUAI DE RIGAUD.

M. Boyer—Montant payé pour réparation au quai de Rigaud en 1913?—R. \$233.40, voir détails—467.

QUAI DE GRAHAM.

M. Boyer—Montant dépensé au quai de Graham en 1913; salaire surveillant des travaux?—R. \$1,615.67; Nap. E. N. Séguin, 72 jours à \$3.50 par jour, \$252; voir détails—467.

QUAI DE SAINTE-ANNE DES MONTS.

Hon. M. Lemieux—Contrat est-il accordé, noms soumissionnaires?—R. Oui; voir noms et prix; John Burns a eu contrat, \$112,000—2817.

QUAI DU CAP-DE-LA-MADELEINE.

Hon. M. Bureau—Travaux par contrat ou à la tâche?—R. Par contrat, deux soumissions reçues, avis soumissions publié dans les journaux—3105.

QUAI DE L'ILE-VERTE.

M. Gauvreau—Joseph Collin surveillant travaux a-t-il reçu ordre d'acheter du bois?—R. Non—1681.

QUAI DE POINTE-FORTUNE.

M. Boyer—Somme totale dépensée pour réparations?—R. \$1,241.73, détails—3554.

QUAI DE BEAR-RIVER.

M. Kyte—Propriété de M. H. H. Marshall achetée pour y construire quai?—R. Oui, \$1,800, détails—2109.

QUAI DE SAINTE-ANNE.

M. E. Lapointe—A qui payé somme de \$747.90 pour travaux au quai, exercice clos 31 mars 1913?—R. Noms et chiffres fournis—2178.

QUAI DE SPANISH-SHIP-BAY.

M. Sinclair—Travaux construction commencés?—R. Non, voir détails—3205.

QUAI DE L'ILE VERTE.

M. Gauvreau—Somme totale dépensée, quantité bois vendue, prix payé?—R. Renseignements fournis—4894.

QUAI DE HANTSPORT.

M. Macdonald—Renseignements sur prolongement quai de Hantsport?—R. Standard Construction Company a eu contrat, \$18,685.

QUAI DE SPANISH-SHIP-WAY.

M. Sinclair—Travaux construction commencés?—R. Non, voir détails—3263.

QUAI DE ROCKY-POINT.

M. J. J. Hughes—Gouvernement a-t-il acheté terrain et droit passage près de Charlottetown?—R. Oui, voir détails—3265.

QUESTIONS—*Suite.*

QUAI DE SAINT-JEROME.

Hon. M. Lemieux—A qui entreprise fourniture pierre adjugée?—R. Pas d'adjudication—3265.

QUAI DE ROCKY-POINT.

M. J. Hughes—Qui a recommandé achat site et droit passage pour quai?—R. Ingénieur divisionnaire—3376.

QUAI DE FRENCH-RIVER.

M. J. J. Hughes—Quantité matériaux pour réparations; par qui fournis, etc.?—R. Réponse remise au greffier—1502.

QUAI PROJETE A L'ASSOMPTION.

M. Séguin—Requêtes reçues demandant construction quai; montant suffisant sera-t-il voté?—R. Oui; renseignements après dépôt crédits—2372.

QUAI DE L'ILE-VERTE.

M. Gauvreau—Plainte portée auprès ministre Travaux publics au sujet terre déposée dans chenal rivière?—R. Oui, voir détails—2372.

QUAI DE TADOUSAC.

Hon. M. Lemieux—Quel était l'entrepreneur?—R. N. Warren, de Chicoutimi—2419.

QUAIS PUBLICS A PORT-HOOD.

M. Chisholm—Montants dépensés pour construction et réparation?—R. Constructions, \$52,695.07; réparations, \$17,477.14—373.

QUAIS PUBLICS A GUYSBOROUGH.

M. Sinclair—Montant brut dépensé en travaux publics dans comté Guysborough depuis octobre 1911?—R. \$10,733.84—373.

QUAI DE BARRINGTON-PASSAGE.

M. Law—Coût matériaux pour recouvrir quai; de qui achetés?—R. Chiffres et noms fournis—1394.

QUAI DE BEAR-POINT.

M. Law—Coût matériaux pour recouvrir quai; de qui achetés?—R. Chiffres et noms fournis—1394.

QUAI DE L'ILE-VERTE.

M. Gauvreau—Six questions au sujet du surveillant des travaux Joseph Collin, au quai de l'île Verte en 1912-1913?—R. Renseignements fournis—379.

RAPATRIEMENT ET EXCLUSION D'IMMIGRANTS.

Hon. M. Oliver—Combien rapatriées en 1911, 1912, 1913?—R. Tableau fourni—934.

RECETTES DU REVENU DE L'INTERIEUR A HULL.

M. Devlin—Quelles sont les recettes du bureau du revenu de l'Intérieur à Hull?—R. \$1,884.75 pour 1913—498.

QUESTIONS—*Suite.*

RECETTES DE L'ACCISE ET DE LA DOUANE A VALLEYFIELD.

M. Morris—Recettes par année de 1910 à 1913?—R. Renseignements fournis—3104.

RECETTES DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Emmerson—Perte de \$80,000 durant janvier est-elle exacte?—R. Oui, voir détails—1771.

RECETTES DE L'INTERCOLONIAL.

M. Macdonald—Recettes brutes du 1er avril au 31 décembre 1913 sur divisions nommées?—R. Tableau fourni—2417.

RECEVEUR DE LA POSTE A ROBITAILLE.

Hon. M. Marcil—Qui est receveur?—R. M. J. T. Dagneau nommé 12 mars 1912—3208.

RECEVEUR DE LA POSTE STATION DE COLDBROOK.

M. A. K. Maclean—Qui est directeur de la poste à Coldbrook?—R. W. E. Porter sera remplacé incessamment, détails—1770.

RECEVEUR DOUANES A SAINT-JEAN.

M. Demers—Salaire du percepteur douanes à Saint-Jean?—R. \$1,600—935.

RECLAMATIONS DES DOUANES.

M. Truax—Réclamation contre Hannan's Store Ltd. de Montréal pour marchandises déclarées au-dessous valeur réelle?—R. Oui, détails—3475.

RECLAMATIONS DES VETERANS DU COMTE DE WESTMORELAND (N.-B.).

Hon. M. Emmerson—Etat noms et adresses postales de toutes personnes du comté de Westmoreland ayant demandé la gratification accordée aux volontaires lors de l'invasion féniante—470.

Ordonné—470.

RECLAMATIONS CONTRE LES CHEMINS DE FER DE QUEBEC.

Hon. M. Marcil—Gouvernement se propose-t-il solder réclamations contre chemins de fer baie des Chaleurs, Atlantique au lac Supérieur, Québec-Oriental?—R. Rapport à l'étude—3105.

RECLAMATIONS CONCERNANT LE CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS.

Hon. M. Marcil—Gouvernement payera-t-il réclamations contre chemins de fer Baie des Chaleurs, Atlantique et lac Supérieur, Québec-Oriental?—R. A l'étude—376.

REFONTE DU CODE CRIMINEL.

Hon. M. Lemieux—Commission sera-t-elle chargée de la refonte code criminel?—R. A l'étude—3208.

REGLEMENTS DE HOMESTEADS.

M. Knowles—Déclaration faite à Medecine-Hat par ministre de l'Intérieur concer-

QUESTIONS—*Suite.*REGLEMENTS DE HOMESTEADS—*Suite.*

M. Knowles—*Suite.*
nant modification loi des terres?—R. Oui
—2421.

REGLEMENTS RELATIFS A L'IMMIGRATION.

Hon. M. Oliver—A quelle date décret du conseil obligeant immigrants d'avoir \$25, pour entrer en Canada a-t-il été suspendu?—R. Du 1er avril au 20 septembre 1913, voir détails—369.

REMBOURSEMENT DES DEPOSANTS DE BANQUE.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement va-t-il remboursé déposants banques Ville-Marie, Saint-Jean, du Peuple?—R. Non—3363.

REMUNERATION ET SERVICES DE H. P. DUCHEMIN.

M. Sinclair—Somme totale payée à H. P. Duchemin depuis nomination commissaire jusqu'au 31 déc. 1913?—R. \$1,664.85, voir détails—731.

REPARATIONS AUX STEAMERS DE L'ETAT.

M. Sinclair—Renseignements concernant réparations faites aux steamers "Aberdeen" et "Lansdowne," entrepreneurs, coût travaux, etc.?—R. Renseignements fournis—1396.

RETRAITE EMPLOYES DE L'ADMINISTRATION.

Hon. M. Murphy—Dans combien de cas années ajoutées à période réelle?—R. Trois, détails—1771.

RESERVE INDIENNE DE TOBIQUE.

M. Carvell—Qui a été autorisé à couper du bois sur réserve?—R. M. B. F. Smith, détails—856.

REVOCATION D'UN DOUANIER A TROIS-RIVIERES.

Hon. M. Bureau—Ordre a-t-il été donné d'avertir Isaïe Dufresne que ses services ne seraient plus requis après 1er février 1914?—R. Non, voir détails—499.

RENVOIS DE FONCTIONNAIRES.

Hon. M. Lemieux—M. Wm C. Leslie, de Grindstone, a-t-il été remercié comme maître de poste?—R. Oui, ingérence politique—389.

Hon. M. Oliver—Quand M. Larivière nommé agent des terres à Grouard, quand congédié?—R. 1er mars 1912, 12 novembre 1913 ne se conformait pas aux instructions—389.

M. Sinclair—Combien renvois dans établissements pisciculture du Dominion par présente administration?—R. 16—389.

M. Gauvreau—Ministre des Chemins de fer sait-il que 23 employés de l'Intercolonial à Rivière-du-Loup congédiés sans avis?—R. Cause manque d'ouvrage—390.

QUESTIONS—*Suite.*

RESERVE INDIENNE DE SAINT-PIERRE.

Hon. M. Oliver—Quand cédée; combien indiens sur réserve de Fisher-River; combien sur réserve Saint-Pierre?—R. 24 septembre 1907; 353; 873—934.

RESERVE SAUVAGE DE KITSILANO.

Hon. M. Oliver—Gouvernement a-t-il acheté réserve sauvage de Kitsilano?—R. Non—369.

RESERVE DES SAUVAGES DE KITSILANO.

Hon. M. Oliver—Sauvages occupent-ils réserve?—R. Non, voir détails—697.

RESERVE SAUVAGE DE TOBIQUE.

M. Carvell—Combien d'acres de terre vendus à B. F. Smith?—R. 440, voir détails—1609.

M. Carvell—Manley H. Craig a-t-il offert d'acheter totalité ou partie réserve?—R. A demandé bloc F contenant 715 acres—1610.

RESERVE INDIENNE DE TOBIQUE.

M. Carvell—Quantité bois coupé par B. F. Smith en 1913?—R. Quantité pas précisée, voir détails—1425.

RESERVE INDIENNE DE TOBIQUE.

M. Michaud—Chef Lockwood est-il en prison pour avoir abattu arbres vifs sans permission?—R. Oui, voir détails—1277.

RESERVE INDIENNE HEATHERTON.

M. Chisholm—Quand doit expirer bail des "jardins indiens"; renouvellement demandé?—R. 1er juin 1914; non—602.

RESERVE INDIENNE DU COMTE DE BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Transfert réserves sauvages à Ristigouche et à Maria?—R. Non—2667.

RESERVE INDIENNE DE SAINT-PIERRE.

Hon. M. Oliver—Combien de terrains vendus; combien de patentes émises?—R. 240; trois—600.

RESERVE INDIENNE DE TOBIQUE.

M. Carvell—Règlement de compte avec B. Frank Smith; bois coupé en 1913?—R. Chiffres fournis—2716.

RESERVE DE SAINT-PIERRE.

Hon. M. Oliver—Lettres patentes émises par département Affaires Indiennes à acquéreurs de terre?—R. Non, détails—372.

RESERVE INDIENNE DE TOBIQUE.

M. Carvell—M. B. F. Smith a-t-il payé certain montant pour quatre lots de la réserve?—R. Oui, chiffres fournis—2007.

RESOLUTION D'UNE LOGE ORANGISTE A VANCOUVER.

M. Proulx—Résolution contre le Home Rule en Irlande?—R. Gouvernement a

QUESTIONS—*Suite.*RESOLUTION D'UNE LOGE ORANGISTE
A VANCOUVER—*Suite.*

M. Proulx—*Suite.*
reçu résolution; n'y a pas répondu—
2921.

REVENUS DES QUAIS.

M. Boyer—Revenus des quais de Rigaud,
Hudson, Vaudreuil et Sainte-Anne de
Bellevue pour 1911-12-13 ?—*R.* Tableau
fourni—388.

REVOCACTION D'UNE CONCESSION DE
TERRE.

M. Knowles—Concession Harver Rea Mc-
Veigh; instructions ministère; somme
perçue?—*R.* Voir détails—2980.

REVOICATIONS.

M. Tobin—*J. R. Denison* maître de poste
de Richmond a-t-il été destitué?—*R.* Oui
—3364.

M. Sinclair—Qui a porté plainte contre *C.*
McPherson maître de poste à North-
Riverside?—*R.* Aucun grief contre maître
de poste—3364.

M. Wm. Chisholm—Capitaine *J. Decoste* em-
ployé dragueur n° 6 congédié?—*R.* Oui,
incapacité—1869.

Hon. M. Lemieux—*M. Evangeliste Faucher*
peintre atelier Travaux publics congé-
dié?—*R.* Oui, ingérence politique—1869.

M. W. H. RICK.

M. Brouillard—*M. W. H. Rick* maître de
poste de Kirkdale destitué?—*R.* Non, a
offert démission—1068.

SILAS RIENDEAU.

M. Boivin—*S. Riendeau* est-il à l'emploi
du gouvernement?—*R.* Oui, inspecteur
wagons à bestiaux, \$1,050 par an—1168.

ROI vs. FALARDEAU.

Hon. M. Lemieux—Indemnité payée dans
cause expropriation?—*R.* \$72,637.37—
734.

ROUTES POSTALES DANS BROME.

M. Kay—Noms soumissionnaires pour rou-
tes poste rurale à partir de Brigham?—
R. Noms et chiffres fournis—738.

ROUTES POSTALES DANS LE COMTE DE
SHEFFORD.

M. Boivin—Combien routes établies?—*R.*
Quatre, voir détails—382.

DR J. N. ROY.

M. C. A. Wilson—Huit questions concernant
voyage du *Dr J. N. Roy* en Amérique
du Sud?—*R.* Renseignements fournis—
732.

SACS AUX DEPECHEES.

M. Bourassa—Ministre des Postes sait-il
que sacs de malle de Saint-David de
l'Auberivière sont fermés avec des clous?
—*R.* Non, enquête à ce propos—735.

QUESTIONS—*Suite.*

SAFETY FIRST.

M. Bourassa—Qui est ce *M. Long* qui donne
conférence aux employés Intercolonial sur
le Safety First?—*R.* Ingénieur expert
entièrement au service du New-York
Central—2371.

SALAIRES DES OUVRIERS DE L'INTER-
COLONIAL.

M. Boulay—Quel est salaire des hommes
sur trains d'ouvriers dans Nouveau-
Brunswick et Nouvelle-Ecosse?—*R.* \$1.50
à \$1.80 par jour—496.

SALAIRE DES OUVRIERS EMPLOYES A
DES TRAVAUX PUBLICS.

M. Verville—Gouvernement sait-il que en-
trepreneurs exécutant travaux pour dé-
partement des Travaux publics ne paient
pas gages fixés par loi?—*R.* Plaintes re-
çues en voie de règlement—375.

SALLES DANS L'EDIFICE DU PARLE-
MENT.

M. Thompson—Combien de salles sont occu-
pées par des députés?—*R.* 67, tableau
fourni—2179.

SALLE D'ARMES D'HALIFAX.

M. A. K. Maclean—Assistant gardien nom-
mé aux arsenaux d'Halifax?—*R.* Non—
738.

SALLES D'EXERCICES MILITAIRES DANS
ONTARIO.

M. Pardee—Combien salles d'exercices et
arsenaux construits en 1912 et 1913?—
R. 23, liste fournie—737.

SALLE D'EXERCICE DE KAMLOOPS.

Hon. M. Oliver—Soumissions reçues pour
construction?—*R.* Oui—1070.

Hon. M. Oliver—Noms soumissionnaires
pour érection salle d'exercice?—*R.* Noms
et détails fournis—1395.

SALLE D'EXERCICES MILITAIRES DE
BURY.

M. Tobin—Soumissions demandées, prix,
quelle compagnie se servira de l'édifice?—
R. Oui, *A. Cromwell*, de Cookshire, entre-
preneur, \$11,750, escadron B., 7e hussards
—3106.

SALLE D'EXERCICES MILITAIRES A
SHERBROOKE.

M. McCrea—Qui a vendu le terrain et le
prix payé?—*R.* *F. O. Loomis*, coût de la
propriété édifice compris \$10,000—3104.

SALLE D'EXERCICES DE SHERBROOKE.

M. McCrea—De qui et à quel prix emplace-
ment acheté?—*R.* De *F. O. Loomis*, \$10,-
000—3262.

SALLE D'EXERCICES A EDMONTON.

Hon. M. Oliver—Marché conclu pour cons-
truction salle d'exercices à Edmonton;
chiffre entreprise; nom entrepreneur, etc.?—
R. Oui; \$286,000; *P. Lyall & Sons*, dé-
tails—372.

QUESTIONS—*Suite.*

SALLE D'EXERCICE DE METCALFE.

Hon. M. Murphy—Combien de fois la salle d'exercice a-t-elle servi à d'autres fins que des fins militaires depuis octobre 1911?—R. Deux fois, voir détails—700.

SALLE D'EXERCICES D'OTTAWA.

Hon. M. Murphy—Gouvernement achètera-t-il l'emplacement pour nouvel arsenal?—R. A l'étude—699.

M. WILFRID SAVOIE.

M. Brouillard—M. W. Savoie, maître de poste de Chester-nord, déstitué?—R. Non, a offert démission—1068.

SEANCES DE LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

M. Boulay—Combien de jours ont siégé commissaires des chemins de fer en un an?—R. 54 séances—2552.

SEIGNEURIES DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

M. Boyer—Quel est le nombre de seigneuries dans Québec?—R. Aucun renseignement à ce sujet—596.

SENATEUR CANADIEN-FRANCAIS POUR ONTARIO.

M. Gauvreau—Gouvernement a-t-il eu connaissance d'un article de "l'Action Sociale" au sujet successeur du sénateur Cox?—R. Non—386.

SERRURES POUR SACS A DEPECHEES.

Hon. M. Lemieux—Combien de nouvelles serrures brevetées sous le n° 15043 achetées depuis 19 mars 1913?—R. Aucune—498.

SERVICE POSTAL A MUSQUODOBOIT.

M. Macdonald—Huit questions au sujet courrier entre Shubenacadie et Musquodoboit—R. Renseignement fourni—1904.

SYSTEME AVERTISSEURS D'INCENDIE POUR BATIMENTS CIVILS.

Hon. M. Murphy—Marchés pour installation système adjugés avec concurrence et publicité?—R. Non, marché avec "Ontario-May-Oatway-Fire Alarms, Ltd." trouvé raisonnable—1396.

SERVICE D'HIVER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Macdonald—Coût main-d'œuvre, transport marchandises, chargement charbon, etc.?—R. Chiffres fournis—736.

SERVICE DU STEAMER "CANADA."

Hon. M. Marcil—Steamer "Canada" fera-t-il cette année le service entre Campbellton et Gaspé?—R. Département étudie proposition pour donner service entre ces deux points—2552.

SERVICE DE TRAIN ENTRE HARVEY-JUNCTION ET COCHRANE.

Hon. M. Lemieux—Exemption re pêche au hareng?—R. Question à l'étude—2552.

QUESTIONS—*Suite.*

SERVICE POSTAL ENTRE EDSON ET GRANDE-PRAIRIE.

Hon. M. Oliver—Quelle est la fréquence du service entre Edson et Grande-Prairie, coût annuel?—R. Deux voyages aller retour par semaine, \$574—388.

SERVICE DES DOUANES A NEW-PORT.

M. Boivin—Par qui MM. Chas. A. Boright et F. S. Baker recommandés?—R. Par ministre des Douanes—1397.

SERVICE DES POSTES—SAINT-THEODORE D'ACTON.

M. Marcile—Service malle rurale sera-t-il établi?—R. Oui, attendons offres satisfaisantes pour fonctionnement service—735.

SERVICE POSTAL—ILES LA-HAVE.

M. A. K. Maclean—Qui a contrat pour transport malle entre West-Dublin et Iles La-Have?—R. Elijah Corkum, \$135 par an—738.

SERVICE DE TRAINS SUR LE TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Lemieux—Quand service sera-t-il établi à l'ouest de Québec?—R. Renseignements fournis—1771.

TAXE MINIMA POUR TRANSPORT COLIS SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Sinclair—Taxe augmentée depuis 10 octobre 1911?—R. Portée à 35c. en avril 1913 réduite à 25c. août même année—1771.

SERVICE TELEGRAPHIQUE DE L'ETAT.

M. McKenzie—Télégraphistes autorisés à recevoir ou expédier dépêches gratuitement?—R. D'après règle fixe dépêches personnelles sont expédiées gratuitement—1424.

M. McKenzie—Emploi de James G. Dunlop?—R. Préposé aux réfections en général—1424.

SERVICE MEDICAL DES SAUVAGES.

M. Maclean (Halifax)—Noms des médecins comté King, N.-E.; combien de visites professionnelles; qui ces médecins ont remplacé?—R. Renseignements fournis—2979.

SERVICE POSTAL D'EDMONTON ET FORT-GEORGE.

Hon. M. Oliver—Service établi sur G.-T.-P.?—R. Oui, détails—934.

SERVICE POSTAL DES ILES DE LA MADELEINE.

Hon. M. Lemieux—Marché pour transport dépêches entre Bryan et Leslies a-t-il été annulé?—R. Non—362.

SERVICE NAVAL CANADIEN.

M. A. K. Maclean—Combien d'officiers, cadets, matelots en service; combien composent équipage du "Niobé"; dépense totale du "Niobé" pour 1913?—R. 45 officiers, 19 cadets, 246 sous-officiers et ma-

QUESTIONS—*Suite.*SERVICE NAVAL CANADIEN—*Suite.*

M. A. K. Maclean—*Suite.*
matelots; 14 officiers, 153 sous-officiers et matelots; \$317,881.55—364.

SERVICE COURRIER A OWEN SOUND.

M. Nesbitt—Quand système établi?—R. 1er juin 1910—2110.

SERVICE D'EAU DE L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Marcil—Service d'eau à Saint-Alexis a-t-il été amélioré?—R. Aucune requête reçue demandant l'amélioration de ce service—2666.

SERVICE D'EAU A MATAPEDIA SUR L'INTERCOLONIAL.

Hon. M. Marcil—Installe-t-on nouveau service d'eau; coût; cause du retard, etc.?—R. Oui, \$16,200—2667.

SERVICE DU COURRIER COMTE DE LUNENBURG.

M. Maclean—Qui est chargé du courrier de Martin's Point à Martin's River, N.-E.?—R. Fred. Shupe, \$375 par année—2923.

SERVICE DE J. E. COWAN.

M. Carvell—Montant payé à J. E. Cowan depuis 31 mars dernier?—R. On n'a rien payé—1609.

SERVICE LIVRAISON POSTALE AU SAULT SAINTE-MARIE.

M. Nesbitt—Quand système établi?—R. 8 février 1912—2110.

SERVICE DU COURRIER DANS LE COMTE DE WRIGHT.

M. Devlin—Combien de bureaux de poste établis depuis 1911 dans le comté de Wright; dans quelles localités; noms des maîtres de poste; où ont été établies routes postales rurales?—R. Renseignements fournis—470.

SERVICE DU COURRIER D'ANTIGONISH.

M. W. Chisholm—Département des Postes a-t-il reçu pétition pour service quotidien entre Lower-South-River et South-Side?—R. A l'étude—601.

SERVICE DE LA WEST INDIA STEAMSHIP.

M. A. K. Maclean—Quelle somme gouvernement doit-il payer pour service de la malle entre Canada et Indes Occidentales; durée contrat, etc.?—R. \$340,666,666; du 1er novembre 1913 au 31 octobre 1918, voir détails—464.

SERVICES POSTAUX TRANSATLANTIQUES.

Hon. M. Lemieux—Lettre du "Times" de Londres, influence américaine en Canada, mesure pour remédier à cet état de choses, montant payé pour service entre Canada et Royaume-Uni?—R. Pas eu connaissance de cette lettre; \$1,000,000 par année—5219.

QUESTIONS—*Suite.*

SERVICE MEDICAL A RIMOUSKI.

M. Gauvreau—Combien médecins font service bateaux transatlantiques?—R. Trois, voir détails—2112.

SERVICE DU COURRIER ENTRE CARLETON ET POINTE-BOURQUE.

Hon. M. Marcil—Nouveau contrat est-il accordé? chiffre des soumissions, etc.?—R. Arrangement pas encore expiré—4195.

SERVICE DE LA POSTE A INVERNESS.

M. A. W. Chisholm—Facilités postales seront-elles accordées à la ville d'Inverness?—R. Renseignements fournis—854.

SERVICE ADMINISTRATIF CENTRAL.

Hon. M. Murphy—Combien de personnes nommées sans avoir subi examens service civil depuis 10 octobre 1911?—R. Tableau fourni—698.

SERVICE POSTAL DU COMTE D'ANNAPOLIS.

M. A. K. Maclean—A-t-on demandé soumissions en 1912 pour transport dépêches entre Bridgetown et Port-Lorne, Hampton et Parker's-Cove; a qui contrat accordé, etc.?—R. Oui; a Jeremiah Hawkins, voir détails—363.

SERVICE LIVRAISON POSTALE A CHARLOTTETOWN.

M. Nesbitt—Quand système établi?—R. 26 novembre 1907—2111.

SERVICE COURRIER ENTRE CHARLOTTETOWN ET CRAPAUD.

M. J. J. Hughes—Soumissions demandées pour service courrier—R. Pas de service entre ces deux endroits—3208.

SERVICE ENTRE GASPE ET CAMPBELLTON.

Hon. M. Marcil—Steamer "Canada" fera-t-il service au cours saison prochaine?—R. Oui—1502.

SERVICE COURRIER ENTRE MORRISBURG ET WILLIAMSBURG.

Hon. M. Graham—Soumissions demandées pour transport malles en 1913?—R. Aucune décision prise—1773.

SERVICE DE L. E. TREMPÉ.

M. Cardin—A quelle position nommé: salaire?—R. Assistant comptable, division marchandises, chantiers de Sorel; \$750 par an—1502.

SERVICE POSTAL ENTRE SCOTSBURN ET RIVIERE-JEAN (PICTOU).

M. Macdonald—Qui fait service?—R. Hugh R. Ross, détails—937.

SERVICE DE LA POSTE A CARLETON.

Hon. M. Marcil—Quand doit se terminer contrat transport courrier entre Carleton et station chemin de fer?—R. 31 mars—1905.

QUESTIONS—*Suite.*

SERVICE POSTAL ENTRE BAIE SAINT-PAUL ET MALBAIE.

Hon. M. Lemieux—Soumissions demandées pour entreprise transport courrier?—R. Oui, voir détails—1906.

SERVICE POSTAL—COMTE PICTOU.

M. A. W. Chisholm—Requête reçue de Dalhousie-Mountain demandant changement heure transport dépêches entre Dalhousie et Millsville?—R. Oui, voir détails—1906.

M. Macdonald—Requête demandant service postal rural de Scotsburn à J. W. Graham, reçue?—R. Oui, voir détails—1906.

SERVICE POSTAL ENTRE NORTH-SHORE ET HUBBARD.

M. A. K. Maclean—Qui est entrepreneur du transport des malles?—R. L. W. Dauphinée, voir détails—602.

SERVICE D'HIVER A LA MALBAIE.

M. Delisle—Combien voyages faits par le "Montcalm" et le "Lady Grey"?—R. "Montcalm" aucun, "Lady Grey" quatre, détails—2007.

SITUATION FINANCIERE DU CHEMIN DE FER NORD-CANADIEN.

M. Macdonald—Compagnie se fait fort de prélever les deniers nécessaires à l'achèvement de la ligne; qui a fait cette déclaration?—R. Fonctionnaire du Nord-Canadien; pas par écrit—3669.

SOCIETE DE COLONISATION DE MONTREAL.

M. Proulx—Chiffre de l'octroi accordé par gouvernement; quand octroi remis à la société, etc.?—R. \$4,000; 12 août 1913, détails—498.

SOCIETE ROYALE DU CANADA.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement érigera-t-il édifice public pour société Royale?—R. A l'étude—368.

SOMMES PAYEES A L. J. HEBBS.

M. Maclean—Somme payée à L. J. Hebbs en 1913?—R. Salaire, \$200; dépenses, \$715.64—2283.

SOUMISSIONS POUR LE TRANSPORT DE LA MALLE.

M. Buchanan—Ministère des Postes a-t-il pour règle de toujours demander des soumissions pour contrat transport de la malle?—R. Règle est de suivre d'aussi près que possible disposition de la loi des Postes—4742.

SOUMISSIONS POUR FOURNITURE TRAVERSERES POUR INTERCOLONIAL.

M. Boulay—Noms soumissionnaires, prix demandés?—R. Liste et chiffres fournis—1395.

SOUS-INSPECTEUR POIDS ET MESURES DE QUEBEC.

Hon. M. Marcil—M. J. T. Dagneau de Robitaille est-il encore sous-inspecteur?—R. Oui—3475.

QUESTIONS—*Suite.*

M. ADELARD ST. AMOUR.

M. Séguin—Surintendant canal Soulanges remplit-il ses fonctions à la satisfaction du département?—R. Oui, voir détails—2371.

STATION EXPERIMENTALE DE SAINTE-ANNE DE LA POCATIERE.

M. E. Lapointe—Nouveaux terrains acquis pour agrandissement station expérimentale?—R. Oui, détails—378.

"STANDARD RULES" EN VIGUEUR SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Carroll—Ces règles sont-elles en vigueur le coût, les raisons, etc.?—R. Oui, environ \$5,000, plus de sécurité, plus grande économie—3103.

STATION POSTALE A MONTREAL.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement a-t-il entamé négociations en vue achat Hotel Carslake; noms estimateurs nommés?—R. Oui; A. F. C. Ross, J. S. Brown, J. C. Simpson—2179.

STATION AGRONOMIQUE DE LENNOX-VILLE.

M. Tobin—Gouvernement a-t-il acheté ferme d'expérimentation?—R. Oui, voir détails—1608.

STATION DE SHAWINIGAN SAINT-AUGUSTINE.

Hon. M. Bureau—Noms des personnes employées pendant avril 1913, salaire?—R. Liste fournie—5384.

STATION AGRONOMIQUE DE LENNOX-VILLE.

M. Tobin—Avant achat ferme de Lennoxville autres fermes dans Richmond-Wolfe ont-elles été examinées?—R. Oui, voir détails—2111.

STATION DE QUARANTAINE A LEVIS.

M. Carvell—Somme de \$32,750 pour acheter terrain approuvée?—R. Oui, voir détails—1278.

STATION CHEMIN DE FER A SAINTE-PERPETUE.

M. Lapointe—Quand le nom Laurier changé en celui de Monk?—R. Juin 1913, Laurier existant déjà près Lévis—2005.

STATISTIQUES DE LA PECHE MARITIME.

M. Sinclair—Noms employés qui fournissent renseignements pour bulletins mensuels?—R. J. A. Dillon, Guysbro; R. V. Cooper, Wine-Harbour—1068.

STATISTIQUES DU REVENU ET DES DEPENSES.

M. A. K. Maclean—Revenus pour avril et mai 1914 et dépenses mêmes mois?—R. Tableau fourni—5384.

QUESTIONS—*Suite.*

STATISTIQUES DES PECHERIES MARI-TIMES.

M. Sinclair—Dépense totale impression et distribution bulletin des statistiques en 1912-1913?—R. Chiffres fournis—1426.

STATISTIQUE RELATIVE A L'IMMIGRATION.

Hon. M. Oliver—Combien d'immigrants venus des Iles-Britanniques en Canada en 1911, 1912, 1913?—R. Chiffres fournis, détails—370.

Hon. M. Oliver—Combien de Chinois?—R. Chiffres fournis—370.

Hon. M. Oliver—Combien de Japonais et Hindous?—R. Chiffres fournis—370.

STEAMER "KATHLEEN."

M. A. K. Maclean—De qui acheté; montant payé au propriétaire; date construction; tonnage, etc.?—R. Acheté à W. M. P. Webster; \$10,000; enregistré 7 décembre 1907; 38.49; force c.-v., 120—364.

STEAMER "CANADA."

M. Sinclair—Dans quel but steamer "Canada" envoyé à Shelburne?—R. A la demande du capitaine—3264.

STEAMER DE L'ETAT SERVICE D'HIVER.

M. Macdonald—Quantité charbon fourni aux "Earl Grey" et "Minto" durant dernière saison?—R. "Earl Grey", 2,047 tonnes, "Minto", 947—3206.

STEAMER "ALERT."

M. Macdonald—Six questions concernant le steamer "Alert"?—R. Renseignements fournis—701.

STEAMER "CANADA."

Hon. M. Marcil—Steamer "Canada" a-t-il subi l'inspection du gouvernement?—R. Oui en 1913; aucun certificat accordé pour 1914—2552.

STEAMERS DE LA BAIE D'HUDSON.

M. A. K. Maclean—Quels steamers nolisés en rapport avec construction terminés chemins de fer Baie-d'Hudson à Port-Nelson? R. Détails fournis—364.

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER.

M. Sinclair—Montant brut des subventions autorisées par administration actuelle?—R. Subventions autorisées par la loi de 1912—373.

SUBVENTIONS PROVINCIALES.

M. Sinclair—Gouvernement a-t-il intention de faire les remaniements des subventions provinciales?—R. A l'étude—363.

SURINTENDANT DES PILOTES A MONTREAL.

M. Verville—Position vacante sera-t-elle remplie?—R. Oui—1171.

QUESTIONS—*Suite.*

SURINTENDANT DES PILOTES.

M. Delisle—Gouvernement nommera-t-il un remplaçant à feu cap. Riley?—R. A l'étude—698.

SYSTEME POULSEN DE TELEGRAPHIE SANS FIL.

Hon. M. Lemieux—Quand système sera-t-il mis en opération?—R. Bientôt—2818.

TARIF DE L'INTERCOLONIAL.

M. Sinclair—Taux par tonne pour fret de 1er classe de Saint-Jean à Halifax?—R. \$7—964.

TARIFS TRANSPORTS MARCHANDISES SUR L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. J. J. Hughes—Taux transports 15 avril 1909, taux actuel?—R. Documents déposés—1067.

TAUX DE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER.

Hon. M. Lemieux—Compagnies ont-elles demandé autorisation appeler décision commission des chemins de fer au sujet taux transport?—R. Non—2817.

TAUX DE L'INTERCOLONIAL POUR TRANSPORT FARINE.

M. Sinclair—Taux avant octobre 1911 pour parcours n'excédant pas dix milles?—R. Chiffres fournis—1070.

TAUX DE TRANSPORT.

Hon. M. Oliver—Commission des chemins de fer a-t-elle fait rapport?—R. Dès que faire se pourra—2006.

TAUX MINIMUM SUR L'INTERCOLONIAL.

M. Sinclair—Taux sur petits colis?—R. 25 cents sauf à l'ouest de Chaudière-Junction, 35 cents, détails—1502.

TELESCOPE NOUVEAU.

Hon. M. Lemieux—Est-il intervenu un marché entre gouvernement et la compagnie Warner et Swazey, de Cleveland, pour construction télescope; soumissions demandées à cet effet?—R. Oui; voir détails—362.

TERMINUS CHEMIN DE FER BAIE D'HUDSON.

M. Séguin—Noms des maisons de commerce qui ont obtenu contrats en 1914 pour fourniture de provisions, épiceries, etc., pour le "Hudson Bay Ry. Terminal" à Port-Nelson?—R. Soumissions à l'étude—5219.

TERRAINS MILITAIRES A MONTREAL.

M. Carvell—Qui a été nommé pour l'achat de propriété pour fins militaires à Montréal?—R. Colonels Wilson et Labelle—2552.

TERMINUS MARITIME A HALIFAX.

Hon. M. Murphy—Entrepreneurs chargés construction docks; montant soumissions?—R. Noms et chiffres fournis—1396.

QUESTIONS—*Suite.*

TERRAINS HOULLERS DE L'ETAT.

M. Buchanan—Qui détient les terrains 28-19, 27-18, 27-17, 28-18?—R. Renseignements fournis—385.

TERRAINS DU TRANSCONTINENTAL A SILLERY.

M. Sevigny—Certains terrains appartenant à M. Wm Power achetés?—R. Oui, voir détails—1608.

FERRES D'ECOLE DU MANITOBA.

M. Neely—Quelles terres ont été vendues de 1911 à 1914 et à qui?—R. Voir détails—2922.

TOURNEE MILITAIRE.

M. Proulx—Article du "Citizen" du 7 novembre 1913 signalé au ministre de la Milice?—R. Non, voir détails—854.

TRADUCTEURS FRANÇAIS.

Hon. M. Marcell—Quels ministères emploient traducteurs permanents?—R. Liste fournie—2004.

TRAFFIC SUR LES CANAUX CANADIENS.

M. Devlin—Totalité du trafic en 1911, 1912, 1913; comment réparti?—R. Chiffres et tableau fournis—385.

TRAFFIC DE L'INTERCOLONIAL.

M. Sinclair—Combien tonnes de marchandises transportées durant année expirée 31 mars 1913?—R. Chiffres fournis—3261.

TRANSPORT DE LA MALLE DANS CHARLEVOIX ET MONTMORENCY.

Hon. M. Lemieux—Transport de la malle entre Baie Saint-Paul et Saint-Tite des Caps; combien de voyages par semaine, prix payé, soumissions reçues?—R. Voir détails—4550.

TRAIN SPECIAL POUR LE DEPARTEMENT DE LA MILICE.

M. Proulx—Train spécial pour tournée inspection en 1913?—R. Oui, détails—854.

TRANSGRESSION DE LA LOI DES PECHERIES.

M. Sinclair—Chiffre des amendes imposées en 1913; proportion acquittée?—R. \$6,319; \$6,289—1680.

TRANSPORT COURRIER ENTRE GUYSBOROUGH ET HEATHERTON.

M. W. Chisholm—Quand a commencé exécution entrepris?—R. 1er novembre 1912, voir détails—2006.

TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

M. Lapointe—Cinq questions concernant la section du Transcontinental allant du pont de Québec au mille 203?—R. Renseignements fournis—598.

QUESTIONS—*Suite.*

TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. M. Graham—Coût estimatif tunnel projeté entre pont Québec et terminus Champlain?—R. Pas connu avant examen soumissions—933.

TRANSCONTINENTAL NATIONAL CHANGEMENTS DE RAMPES.

Hon. M. Graham—Chemin de fer G.-T.-P. a-t-il approuvé changements faits entre Québec et Winnipeg?—R. Non—964.

TRANSCONTINENTAL-NATIONAL USINES A TRANSCONA.

Hon. M. Graham—Usines terminées? coût total y compris équipement?—R. Non; chiffres fournies—696.

TRANSCONTINENTAL — DIVISION DE L'EST.

Hon. M. Graham—Montant dépensé jusqu'à date pour construction division-Est?—R. \$140,562,147, voir détails—1067.

TRANSCONTINENTAL NATIONAL ET MONTREAL.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement sait-il résolution adoptée par bureau commerce de Montréal?—R. Oui, agira en temps voulu—856.

TRANSCONTINENTAL NATIONAL CAUSES EN EXPORTATION.

Hon. M. Lemieux—Combien de causes pendantes devant cour échiquier, somme réclamée, somme offerte?—R. Trois, chiffres fournis, détails—733.

TRANSPORT DEPECHEES POSTALES ENTRE MEADOWVILLE ET TONEYMILLS.

M. Macdonald—Requête demandant distribution rurale reçue?—R. Oui, réponse après enquête—1679.

M. Macdonald—Qui est entrepreneur du transport malles actuellement?—R. M. William Fraser, voir détails—1679.

TRANSPORT DU POISSON FRAIS.

M. Sinclair—Quels jours garantie transport à grande vitesse existe-t-elle?—R. Samedi d'Halifax et lundi de Mulgrave—1168.

TRANSPORT COURRIER DANS COMTE HALIFAX.

M. A. K. Maclean—Qui fait transport courrier entre Black-Point et Trigram-Port-Station?—R. A. N. Hubley, \$175 par an—969.

TRANSPORT DEPECHEES ENTRE QUEBEC ET LEVIS.

Hon. M. Lemieux—Qui transporte dépêches, montant contrat?—R. Aucun contrat passé—2372.

TRANSPORT DU COURRIER DE CAMPERVILLE ET WINNIPEGOSIS.

M. Currie—Nom entrepreneur, prix du contrat, soumissions?—R. M. Delaronde; \$520 par année; soumissions demandées—2816.

QUESTIONS—*Suite.*

TRANSPORT COURRIER ENTRE SAINT-JOACHIM ET SAINT-PAUL.

Hon. M. Lemieux—Convention pour transport courrier conclue?—R. Renseignements fournis—2005.

TRAVAUX D'IRRIGATION DANS L'ALBERTA.

M. Buchanan—Levé fait d'une partie de la région entre rivière du Ventre et rivière de l'Arc; objet de ces travaux?—R. Oui; pour déterminer possibilité travaux d'irrigation—1681.

TRAVAUX DU HAVRE A FRASERVILLE.

M. Gauvreau—Délégation reçue au sujet travaux du havre?—R. Non—1680.

M. Gauvreau—Ministre des Postes a-t-il télégraphié à quelqu'un de venir avec délégation?—R. Pas de correspondance officielle à cet effet—1680.

TRAVAUX AUX EDIFICES PUBLICS DE LAPRAIRIE.

M. Lanctôt—Nature et prix des travaux faits par Alph. Duranceau, de Laprairie?—R. Réparations totales \$314—4894.

TRAVAUX DU PORT DE QUEBEC.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement sait-il article paru le 15 avril dans "Quebec Telegraph"; soumissions demandées à maisons canadiennes pour exécution outillage pour travaux port?—R. Oui; oui—3204.

TRAVAUX PUBLICS DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Pour quelles fins sommes dépensées dans Bonaventure?—R. Renseignements fournis—1426.

TRAVAUX PUBLICS A BATHURST.

M. Turgeon—Qui est contremaître des travaux au brise-lames de Shippigan-Gully?—R. S. G. Robichaud—366.

TRAVAUX DANS PORT TORONTO.

M. Pardee—Quand soumissions demandées; noms soumissionnaires et montants soumissions?—R. Renseignements fournis—851.

TRAVAUX PUBLICS DANS BONAVENTURE.

Hon. M. Marcil—Sommes dépensées dans Bonaventure depuis 11 octobre 1911?—R. \$53,350.42, voir détails—935.

TRAVAUX DU PORT DE RED-HEAD.

M. Sinclair—Travaux dragage ou autres près de Red-Head en 1913?—R. Aucun renseignement à ce sujet—933.

TRAVAUX DE DRAGAGE AU PORT DE SAINT-JEAN.

M. Carvell—Montants payés à Gershon S. Mayes pour travaux depuis janvier 1913?—R. Rien—1394.

QUESTIONS—*Suite.*

TRAVAUX DU PORT DE FRASERVILLE.

M. Gauvreau—Pour quelles raisons travaux du port de Fraserville pas exécutés durant été 1913?—R. Retard dans préparations des plans et devis—466.

TRAVAUX PUBLICS DU COMTE DE RICHMOND.

M. Kyte—Sommes d'argent dépensées pour travaux depuis 11 octobre 1911?—R. \$81,129.03, voir détails—600.

TRAVAUX TERMINUS A HALIFAX.

Hon. M. Emmerson—Ingénieur R. H. Smith en charge travaux?—R. Oui—1867.

TRAVAUX AU CANAL DE WELLAND.

Hon. M. Murphy—A quelles dates a-t-on adjugé exécution travaux, montants entreprises, etc.?—R. Renseignements fournis—968.

LOUIS T. TREMPE.

M. Cardin—M. L. T. Trempe nommé à position chantiers de Sorel?—R. Non—1775.

USINE DE FORCE MOTRICE SUR L'ILE HERON.

Hon. M. Lemieux—Compagnie autorisée à construire barrage sur le Saint-Laurent?—R. Non—2553.

USINES DE REDUCTION DE CANSO ET CLARK'S-HARBOUR.

M. Sinclair—Quantité résidus produite de 1909 à 1913?—R. Chiffres fournis—1773.

USINE DE REDUCTION A SHIPPEGAN.

M. Jameson—Gouvernement a-t-il construit usine?—R. Oui, en 1904, voir détails—2282.

USINES DE REDUCTION DE CANSO.

M. Sinclair—Noms des cultivateurs qui ont achetés résidus de poisson en 1913, nombre de tonnes?—R. Liste fournie—2180.

USINES DU TRANSCONTINENTAL A SAINT-MALO.

Hon. M. Graham—Qui est entrepreneur; quand arrêté du conseil adopté; travaux commencés?—R. M. J. Gosselin, de Lévis; 8 octobre 1913; 17 septembre, 1913—379.

USINES CARRIER A LEVIS.

M. Bourassa—Usines louées à quelque compagnie?—R. Non—1906.

VAPEUR "MONTCALM."

M. Delisle—"Montcalm" sera-t-il employé à tenir chenal libre entre Québec et Montréal?—R. Oui—698.

VAPEUR "GULNARE."

M. Law—Soumissions demandées pour bouilloire?—R. Oui, voir détails—700.

QUESTIONS—*Suite.*

VAPEUR "KARLUK."

Hon. M. Oliver—Noms officiers et marins lors des dernières nouvelles reçues?—R. Noms fournis—851.

VENTE DE SPIRITUEUX AUX INDIENS.

Hon. M. Lemieux—Amendes perçues de l'agence indienne des Sept-Iles?—R. Chiffres fournis—3362.

VETERANS DE LA CAMPAGNE DES FÉNIANS.

M. Sinclair—Devoirs des commissaires enquêteurs dans Nouvelle-Ecosse, etc.?—R. Voir renseignements—3107.

VIVIER A SAUMONS DE TIDE-HEAD.

Hon. M. Marcell—Vivier à saumons sera-t-il transféré à New-Mills?—R. Vivier Tide-Head supprimé, voir détails—1772.

VOITURES EN BOIS POUR LES CHEMINS DE FER.

Hon. M. Emmerson—Gouvernement discontinuera-t-il construction ou achat voitures en bois pour voyageurs ou marchandises?—R. Pas décidé—373.

VOLONTAIRES DE LA MARINE DE VICTORIA.

Hon. M. Graham—Députation reçue le ou vers 24 juillet 1913?—R. Oui, voir détails—2006.

VOYAGES DE L'HON. L. P. BRODEUR.

M. Ball—Sept questions concernant dépenses de voyages en 1907, 1909, 1911?—R. Renseignements fournis—1166.

VOYAGE EN AFRIQUE-SUD DE L'HON. R. LEMIEUX.

M. Best—Qui accompagnait l'hon. R. Lemieux; coût total du voyage?—R. Son secrétaire privé; \$5,866.67—733.

VOYAGE EN ASIE DE L'HON. R. LEMIEUX.

M. Sexsmith—Huit questions concernant voyage de l'hon. R. Lemieux—R. Renseignements fournis—732.

WAGONS-GLACIERES DE L'INTERCOLONIAL.

M. Sinclair—Combien wagons-glacières; combien pourvus de roues en acier?—R. 145; 13—1426.

WAGON PARTICULIER DUFFERIN.

M. Michaud—Où construit, quand acheté, est-il converti en wagon officiel, etc.?—R. Renseignements fournis—1066.

WILLIAM F. SLACK.

Hon. M. Lemieux—Seize questions concernant nomination et démission de W. F. Slack employé département Travaux publics?—R. Renseignements fournis—965.

QUESTIONS—*Fin.*

LIEUTENANT-COLONIEL CHARLES F. WINTER.

M. Carroll—Quel est son emploi?—R. Secrétaire militaire—2979.

RAPPORTS.

PRESENTATION DE RAPPORTS.

Rapport des bibliothécaires—3; copie du décret nommant les commissaires prévus par le chap. 11, statuts du Canada 1906—3; rapport de la Marine et des Pêcheries—3; rapport du Secrétaire d'Etat—3; rapport de la gendarmerie à Cheval—3; rapport des Travaux publics—3; rapport ministère du Travail—3; rapport sur les grèves et les lockouts de 1901 à 1912—3; rapport du greffier des comités de conciliation et d'enquête relatifs aux différends industriels—3; rapport de la commission d'embellissement d'Ottawa—3; rapport de l'Auditeur général (vol. III)—3; rapport relatif aux mandats émis par le Gouverneur général—3; rapport sur pensions et allocations de retraite du service public—3; rapport sur pensions et gratifications aux officiers de la Marine royale canadienne—3; liste des actionnaires des banques autorisées en Canada—4; comptes publics du Canada—4; état des emprunts temporaires depuis le 31 mars 1913-4; emprunts temporaires—4; état des effets du trésor escomptés depuis 31 mars 1913-4; état de l'assurance du service civil—4; état se rattachant aux dépenses imprévues—4; rapport de la société royale du Canada—4; rapport de l'Agriculture—98; rapport du service naval—98; rapport des commissaires des chemins de fer—98; rapport de la commission du Transcontinental—98; rapport du ministère du Commerce, partie II—98; rapport concernant la vente des terres du chemin de fer Canadien du Pacifique pendant l'année terminée en octobre 1913—270; rapport des commissaires chargés de la démarcation du 14e degré de longitude ouest—270; rapport sur les élections partielles en 1913—270; rapport de l'Auditeur général, volumes I et II—270; règlements concernant les colis-postaux imprimés en anglais et en français—271; statistiques des chemins de fer et canaux—299; rapport du ministère du Commerce, 2e partie—299; rapport de la commission de régie interne—361; rapport de la Marine et des Pêcheries, section de la Marine—361; rapport de la commission de géographie du Canada—361; rapport du directeur général du service vétérinaire—361; convention faite avec la "Royal Steam Pocket Company" relativement au service de paquebots entre le Canada et les Antilles—596; rapport du Secrétaire d'Etat—596; statistiques des télégraphes—640; statistiques des téléphones—640; rapport du ministère du Revenu de l'Intérieur sur la falsification des denrées alimentaires—695; rapport de la commission d'enquête du chemin de fer National-Transcontinental—731; état de la population du Canada par provinces et par territoires en 1871, 1881, 1891,

RAPPORTS—*Suite.*PRESENTATION DE RAPPORTS—*Suite.*Rapport des Bibliothécaires—*Suite.*

1901, 1911 selon les résultats du recensement—882; rapport intérimaire de la commission du chemin de fer Transcontinental-national—938; procès-verbal des dépositions prises en Australie et à la Nouvelle-Zélande par la commission royale des Dominions—938; deuxième rapport intérimaire de la commission royale des Dominions—938; statistique criminelle pour l'exercice expiré le 30 septembre 1912—1016; rapport du ministère de l'Intérieur—1061; règlements relatifs à la disposition du pétrole et aux droits se rattachant à l'exploitation du gaz naturel—1061; règlements de pâturage—1061; rapport des pénitenciers du Canada pour 1912-1913—1220; correspondance relative à une proposition de la ville d'Ottawa au sujet de son approvisionnement d'eau, et la réponse du gouvernement—1424; rapport du ministère de l'Intérieur, deuxième volume—1501; rapport du Conseil de la Milice—1501; rapport de la commission nommée pour étudier et vérifier les réclamations concernant la gratification accordée aux vétérans de l'incursion féniane de la Nouvelle-Ecosse—1501; rapport du département des Impressions et de la Papeterie—1607; rapport de la conférence tenue par les représentants des provinces en octobre 1913—1607; rapport annuel sur la statistique des canaux, 1913—1679; rapport annuel (édition anglaise) du ministre des Postes—1679; rapport concernant dividendes restés impayés dans les banques autorisées du Canada—1768; rapport de la commission du service civil pour l'année terminée 31 août 1913—1865; rapport de la commission de conservation, exploration de la ligne de partage des eaux de la vallée de Trent—1903; rapport du ministère des Chemins de fer et Canaux—1959; rapport sur l'inspection des bateaux à vapeur—2235; documents relatifs à l'histoire de la constitution du Canada, 1791-1848—2235; rapport sur les fermes expérimentales, année terminée 31 mars 1913—2599; documents concernant les règlements sur la pêche au homard par décret 25 mars 1914—2599; parties I et II du rapport du Commerce 1913—2665; partie IV du rapport du Commerce—3092; rapport de la commission de laiterie et d'entrepôts frigorifiques—3407; rapport des délégués nommés par le Gouvernement pour prendre part aux délibérations de l'International Purity Congress" tenu à Minneapolis (Minnesota), du 7 au 12 novembre 1913—4030; arrêté en conseil concernant l'organisation du corps des volontaires de la Marine—4345; états des compagnies d'assurance au Canada pour l'année finissant le 31 décembre 1913—4810; rapport de la commission des grains—4991; documents relatifs à une garantie d'obligations du Grand-Tronc-Pacifique—5064.

REPRESENTATION AU SENAT.

Le très hon. R. L. Borden dépose un mémorandum du ministère de la Justice donnant une opinion complémentaire re-

RAPPORTS—*Fin.*REPRESENTATION AU SENAT—*Suite.**Le très hon. R. L. Borden*—*Suite.*

lative à l'autorité qu'a le Parlement de pourvoir à l'augmentation de la représentation du Manitoba au Sénat—2003.

RESOLUTIONS.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI RECOMPENSANT CERTAINS VOLONTAIRES.

Hon. M. Roche propose résolution modifiant la loi de 1908 récompensant certains volontaires—1463; recevoir \$500 du Parlement—1463; prorogé au 31 décembre 1914—1463; 48 certificats en suspens—1463; il ne s'agit pas ici d'une prolongation de temps pour permettre de faire une demande de terres—1463; c'est une prolongation du délai durant lequel on peut présenter les certificats et toucher en argent la prime de \$500—1463.

M. Carvell—Il y en a qui gagnent plus d'argent en retenant le titre et en demandant au ministre de prolonger le délai—1464.

Sir Wilfrid Laurier—Cette loi a été modifiée plusieurs fois—1465; il faut en finir—1465; renouvellement devra être justifié par des raisons bonnes et suffisantes—1465.

Adoptée—1467.

RESOLUTION CONCERNANT LE DRAWBACK SUR LE FER EN GUEUSE.

Hon. M. White propose résolution à l'effet d'accorder sur l'exportation d'articles fabriqués en Canada et dans la manufacture desquels entrera du fer en gueuse importé en Canada mêlé à du fer en gueuse préparé en Canada, une remise de droit égale au droit payé, moins les déductions qui auront pu être faites selon ce qui est déterminé dans les règlements—3365; le but de cet amendement est de permettre le paiement d'un drawback sur la gueuse de fer utilisée dans les articles exportés, mais sans excéder le poids importé et soumis aux droits—3365.

Adoptée—3375.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DES GRAINS.

Hon. M. Foster présente une résolution modifiant la loi des grains—3314; texte—3314; décréter que des avances jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas cinq cent mille dollars peuvent être faites au ministère à même le fonds de revenu consolidé du Canada pour défrayer les frais de transport et les droits de pesage et d'inspection du grain reçu dans les élévateurs ou expédié des élévateurs administrés et régis par Sa Majesté—3314.

Adoptée—3315.

RESOLUTION CONCERNANT UN COMITE MIXTE.

Le très hon. R. L. Borden propose que les noms de MM. Carroll et Sutherland soient ajoutés au comité mixte chargé d'étudier

RÉSOLUTION CONCERNANT UN COMITE MIXTE—*Suite*.

Le très hon. R. L. Borden—*Suite*.
la refonte de la loi des Chemins de fer—3208.

Adoptée—3208.

RÉSOLUTION CONCERNANT LA LOI DES PRIMES AUX VOLONTAIRES.

Hon. M. Hughes propose une résolution modifiant la loi des primes aux volontaires—3521; texte de la résolution—3521; décide qu'il y a lieu d'autoriser le paiement d'une gratification de cent dollars en tout temps avant le trente-unième jour de décembre 1915, à tout volontaire vivant à la date de l'adoption d'une loi basée sur cette résolution, et qui était régulièrement enrôlé et qui a servi avec la milice appelée en service actif en l'année 1866 par les gouvernements du Canada, de la Nouvelle-Ecosse ou du Nouveau-Brunswick, ou en l'année 1870 par le gouvernement du Canada—3521.

M. J. J. Hughes—Un amendement en ajoutant ou de l'île du Prince-Edouard—3521; nos hommes de l'île du Prince-Edouard firent longtemps l'exercice sans regarder à la dépense—3521; certains passages des journaux officiels de l'époque—3521.

M. Maclean (Halifax)—Les fénians étaient les seuls qui troublaient la paix du pays dans le temps. Par un vote unanime, la législature de l'île du Prince-Edouard engagea tous ses revenus et toutes ses ressources en vue de repousser cette attaque, et à la même session une loi de milice fut édictée—3523; doit y avoir quelque moyen de récompenser les militaires des diverses provinces qui ont offert le secours de leurs bras à l'heure du péril—3525.

Hon. M. Hughes—Si les miliciens de l'île du Prince-Edouard ont été appelés en service actif, ils tombent sous la juridiction de la loi, mais s'ils n'ont pas été appelés en service actif, la loi ne s'applique pas—3525; c'est pourquoi si nous donnons notre consentement à ce que les mots "île du Prince-Edouard" soient insérés, nous rendrons, à mon avis, amplement justice à la population et aux représentants de cette province—3525.

M. Carvell—Rédaction insuffisante du projet de loi—3525; un des scandales les plus méprisables qui se soit jamais produit dans l'histoire du Canada—3525; douze à quinze mille hommes qui n'ont jamais été plus appelés à servir sous les drapeaux, au sens propre du mot, ont reçu une gratification de \$100 chacun—3525; le procédé auquel on a eu recours pour octroyer l'allocation à ces quinze mille personnes de la Nouvelle-Ecosse constitue tout simplement un scandale—3527; elles n'ont jamais pensé qu'elles seraient appelées en service actif; elles n'en ont jamais compris la signification et je ne crois pas que le ministre lorsqu'il a présenté sa loi la comprenait davantage. Il s'est servi du mot appelé "called out" et il est arrivé que ses amis en Nouvelle-Ecosse ont trouvé que les événements concordaient avec les mots

RÉSOLUTION CONCERNANT LA LOI DES PRIMES AUX VOLONTAIRES—*Suite*.

M. Carvell—*Suite*.

de la loi et le ministre n'a pas eu le courage de la rappeler—3527.

M. Sinclair—Texte de la proclamation de sir William F. Williams—3527; ministre ignorait l'existence de pareille proclamation—3527; observations de sir Charles Tupper—3528; bill décrète qu'il sera payé une gratification aux veuves des vétérans qui vivaient le 1er jour d'avril 1912—3529; il n'est pas légitime de réserver cette gratification aux veuves des vétérans qui vivaient à cette époque—3529; les veuves des vétérans morts avant cette époque ont tout autant droit à la gratification que les veuves des vétérans qui vivaient le 1er avril 1912—3529.

M. Morphy—Brigade du Grand-Tronc de Stratford—3530; leur patriotisme devrait être reconnu—3530.

M. Law—Paiement de la prime a été retardé trop longtemps—3531; veuves des volontaires devraient aussi recevoir la prime—3531.

M. McMillan—Trente ou quarante vétérans du comté de Glengarry—3532; faudrait refaire toute cette loi, il y a beaucoup de volontaires très méritants, même parmi ceux qui ont répondu à l'appel avec des fourches, qui se trouvent exclus par les dispositions actuelles et qui ont autant de titres à la gratification que ceux qui étaient régulièrement enrôlés dans la milice. Le gouvernement devrait régler cette affaire une fois pour toutes—3533.

M. Fowler—Le peuple de la Nouvelle-Ecosse ne se compose pas de parjures—3534.

M. Davidson—Les réclamations sont justes, elles ne reposent pas seulement sur des affidavits, nous avons des preuves écrites—3536; le ministre a dit que tous ceux qui sont dans les conditions voulues par la loi recevraient la prime—3540; chaque fois que cette question a été discutée dans cette Chambre, lorsque le parti libéral était au pouvoir, les membres de la gauche ont fait une opposition à mort à la mesure—3541; dès que nous fûmes arrivés au pouvoir nous nous sommes occupés à racheter nos promesses, et un des premiers actes du gouvernement actuel a été de remplir ses engagements—3541.

M. Kyte—Résolution de M. Monk au sujet des volontaires—3542; opinion de sir Frederick Borden—3543; il y a une différence entre les exercices annuels et le service actif—3549; à la Nouvelle-Ecosse les volontaires furent appelés pour suivre les exercices annuels durant quelque temps, au cours de l'été de la même année—3549; ceux qui furent appelés en service actif ont droit à la gratification et ceux qui n'ont fait que suivre les exercices annuels n'ont pas droit à cette gratification—3549.

M. McKenzie—Cela n'est pas une question politique, mais le fait de reconnaître des actes méritoires accomplis par des citoyens patriotiques il y a quarante ou cinquante ans—3555; il me fait de la peine de voir que ce don du ministre et du

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DES PRIMES AUX VOLONTAIRES—*Suite.*

M. McKenzie—*Suite.*
gouvernement fut employé de la manière la plus vile dans toutes les élections de la Nouvelle-Ecosse—3555.

Adoptée—3556.

RESOLUTION CONCERNANT LE BUDGET DE 1914-1915.

Hon. M. Rogers propose résolution accordant \$1,365,000 sur le fonds consolidé pour dépenses du service public jusqu'au 31 mars 1914—5462.

Résolution adoptée—5462.

RESOLUTION CONCERNANT LE BUDGET DE 1913-1914.

Hon. M. Rogers propose résolution accordant \$126,465,667.86 sur le fonds consolidé pour dépenses du service public jusqu'au 31 mars 1915—5462.

Résolution adoptée—5462.

RESOLUTIONS CONCERNANT UNE AUGMENTATION DE TRAITEMENTS DANS LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Le très hon. R. L. Borden propose d'approuver la recommandation de l'honorable Orateur, déposée sur le bureau de la Chambre le 2 avril courant, au sujet de l'augmentation annuelle du traitement de certains fonctionnaires, 2599.

Adoptée—2599.

Le très hon. R. L. Borden propose d'envoyer un message au Sénat informant que cette Chambre a approuvé la recommandation de payer à un commis du bureau conjoint de distribution de la Chambre des communes et du Sénat, 2599.

Adoptée—2599.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DES CHEMINS DE FER.

Le très hon. R. L. Borden propose qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer cette Chambre agréée la demande de nommer un comité spécial pour se joindre à un comité spécial du Sénat chargé d'examiner le projet de loi (bill B—2), émanant du Sénat, tendant à réfondre et à modifier la loi des chemins de fer, de prendre des dépositions, etc—3091; noms des députés désignés pour ce comité—3091.

Adoptée—3092.

RESOLUTION CONCERNANT L'ADOPTION D'UNE LOI DES FINANCES.

Hon. M. White propose d'accorder \$1,891,661 sur le revenu consolidé pour dépenses durant l'exercice finissant le 31 mars 1914 et \$50,361,346 pour l'exercice finissant le 31 mars 1915—2491.

Adoptée—2491.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DU SERVICE CIVIL.

Hon. M. Pelletier propose une résolution concernant les commis des bureaux de poste

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DU SERVICE CIVIL—*Suite.*

Hon. M. Pelletier—*Suite.*
des villes, etc.—2491; augmentation annuelle de \$100—2491; texte de la résolution—2491; deux changements importants—2491.

Hon. M. Lemieux—Modestes appointements des employés des postes—2491; prix de la vie est à la hausse—2491; ministre des Postes à raison de mettre sur le même pied que les autres fonctionnaires de l'Etat ces fidèles employés publics—2492; je ne crois pas que le pays trouverait à redire, même si l'on accordait une augmentation un peu plus substantielle aux fonctionnaires des postes—2492; les chercheurs de places—2492; examens de concours exigés pour le service intérieur devraient aussi exister pour le service extérieur—2492; opinion qui existe dans le pays—2492; opinion mûre pour accepter cette réforme—2493.

Adoptée—2493.

RESOLUTION CONCERNANT LA LOI DES POSTES.

Hon. M. Pelletier propose une résolution modifiant la loi des Postes—2493; traitement minimum des commis du service ambulancier—2493; commis stagiaires—2493; texte de la résolution—2493.

Hon. M. Lemieux—Examens pour les agents du service ambulancier sont trop sévères—2494; embarras pour recruter des agents—2494; ministre pourrait apporter des modifications à la loi—2494.

Hon. M. Pelletier—Le nouveau texte tend à relever le chiffre des appointements et à garder au service les agents stagiaires qui ont donné la preuve de leurs aptitudes—2494.

Adoptée—2497.

RESOLUTION CONCERNANT L'EXPORTATION DE LA FICELLE D'ENGERBAGE.

Hon. M. Foster propose résolution prescrivant que la ficelle d'engerbage fabriquée pour l'exportation seulement, et non pour la consommation en Canada, n'aura pas besoin de porter sur l'étiquette le nom du commerçant, ni le nombre de pieds de ficelle par livre que contient le peloton—1684; texte de la résolution—1684; nous perdons des commandes—1684; l'étranger ne veut aucune étiquette sur la ficelle d'engerbage—1684; encourager la fabrication dans notre pays—1684.

Hon. M. Oliver—Etrange qu'une loi jugée nécessaire au Canada donne lieu à des objections dans quelque autre pays—168b; ce que les fabricants demandent donnent lieu à des soupçons—1685.

Hon. M. Graham—Fabricant canadien ne se plie pas assez aux caprices de sa clientèle étrangère—1685; l'idée du ministre est bonne—1686.

Adoptée—1686.

RESOLUTION CONCERNANT NOMINATIONS DANS LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Le très hon. R. L. Borden propose résolution approuvant le rapport de M. l'Orateur

RESOLUTION CONCERNANT NOMINATION DANS LE PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—*Suite.*
concernant MM. F. H. Gisborne, A. G. Troop, J. L. Godwin—421.

Adoptée—421.

RESOLUTION CONCERNANT L'AUGMENTATION DES SENATEURS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE.

Le très hon. R. L. Borden propose une résolution pourvoyant à la nomination de trois membres additionnels du Sénat pour la Colombie-Britannique—3675; Colombie-Britannique a été réunie à la Confédération par un décret du conseil qui stipulait qu'elle serait représentée au Sénat du Canada par trois membres—3676; à l'origine, la base de la représentation des différentes provinces au Sénat n'a pas été fixée par le chiffre de la population, et il ne semble pas qu'on l'ait établie sur un principe qu'il est facile de définir—3676; la représentation semble avoir été fixée de façon arbitraire—3676; il n'y a dans la constitution aucune prescription relativement à la création ou l'établissement d'une quatrième division sénatoriale au Canada—3676; or, porter à six le nombre des sénateurs de chacune des quatre provinces de l'Ouest équivaut à établir une quatrième division, mais pour arrêter les dispositions législatives nécessaires à cet égard, il faudra obtenir la modification de l'acte de l'Amérique britannique du Nord en ce qu'il a trait à l'augmentation du nombre des sénateurs en certains cas—3676; il y aurait tout lieu d'établir une quatrième division sénatoriale composée des quatre provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique—3676; toute loi rendue par ce Parlement dans le but d'augmenter le nombre des représentants de la Colombie-Britannique au Sénat devra être sanctionnée par une loi du parlement impérial—3676; il y a lieu de placer la Colombie-Britannique, en ce qui concerne sa représentation au Sénat, sur le même pied que les autres provinces de l'Ouest—3677.

Sir Wilfrid Laurier—A la création de la Confédération, trois divisions furent créées: Ontario, Québec et les Provinces maritimes, et à chacune de ces divisions on attribua vingt-quatre représentants au Sénat—3677; prévoyant qu'avec le temps de nouvelles provinces seraient ajoutées à la Confédération, le législateur arrêta des dispositions à l'égard de la représentation au Sénat de l'île du Prince-Edouard et de Terre-Neuve qui, pensait-on, se joindrait à la Confédération—3677; bien qu'ayant prévu la réunion de la Colombie-Britannique à la Confédération, les auteurs de celle-ci, chose singulière, n'ont pas arrêté de mesures quant à la représentation de cette province au Sénat—3677; lorsque la Colombie-Britannique fut admise dans la Confédération, on lui accorda trois représentants au Sénat, augmentant d'autant le nombre des sénateurs que la constitution fixait cependant à soixante-douze

RESOLUTION CONCERNANT L'AUGMENTATION DES SENATEURS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—*Suite.*

—3677; à l'heure actuelle nous ne sommes pas plus autorisés à augmenter le nombre des représentants du Manitoba au Sénat que nous n'avons le droit d'ajouter au nombre des sénateurs de la Colombie-Britannique—3678.

Adoptée—3678.

RESOLUTION CONCERNANT LA GARANTIE D'UNE EMISSION D'OBLIGATIONS DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

Le très hon. R. L. Borden propose une résolution tendant à accorder la garantie de l'Etat pour une émission d'obligations du chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique—5015; texte de la résolution—5015; garantie n'excédant pas seize millions de dollars—5015; motifs et circonstances qui ont donné lieu à la présentation de cette mesure—5016; coût des travaux plus élevés qu'on le croyait—5017; la compagnie prétend que la clause qui oblige l'Etat à parfaire la garantie, n'a pas seulement pour effet d'obliger le Gouvernement à payer en argent sonnait la différence qui existe entre les sommes réalisées par la vente des obligations et la valeur qu'elles représentent au pair, mais elle rend le Gouvernement responsable des sommes additionnelles qui sont requises pour terminer l'entreprise, quel qu'en soit le coût—5018; pas cru devoir prendre très au sérieux cette dernière prétention—5018; on en arriva à une entente, par laquelle le gouvernement s'engage à fournir une garantie pour les obligations, non pas à 3 p. 100, mais à 4 p. 100 car, dans l'intervalle, le taux de l'intérêt a considérablement monté si on le compare à celui qui prévalait en 1903 et en 1904, lorsque fut conclue la première convention—5019; on a stipulé que le gouvernement ne serait pas tenu de parfaire la garantie de ces obligations, c'est-à-dire de payer la différence entre la valeur réalisée et la valeur au pair de ces obligations, ni de payer l'intérêt sur ces obligations pendant 7 ans, sans recours aucun contre la compagnie—5019; on a stipulé également que l'on inclurait dans la somme destinée à garantir les obligations, un montant suffisant afin de payer l'intérêt pendant 3 ans, après l'achèvement de la voie ferrée—5019.

Sir Wilfrid Laurier—Demande d'aide basée sur les contrats de 1903 et de 1904 ne repose sur aucun titre légitime—5019; coût de construction a de beaucoup dépassé les espérances—5019; bien que la réclamation ne repose sur aucun titre légal, comme l'affirme à bon droit le gouvernement, il faut aussi se rappeler qu'il faut que l'entreprise se termine—5019.

Hon. M. Pugsley—Gouvernement devrait profiter de l'occasion pour régler les questions pendantes avec la compagnie—5020; le gouvernement doit s'assurer si rien ne s'oppose à ce que le Grand-Tronc-

.. RESOLUTION CONCERNANT LA GARANTIE D'UNE EMISSION D'OBLIGATIONS DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE—*Suite*.

Hon. M. Pugsley—*Sulte*.

Pacifique fasse un bail pour les sections déjà terminées, et à ce qu'il soit formellement stipulé qu'à mesure que ces sections seront terminées, le Grand-Tronc-Pacifique les mettra en service, et à ce qu'il fasse un bail, ainsi qu'il est stipulé au contrat de 1903 pour la mise en service de tout le réseau depuis le Pacifique jusqu'à l'Atlantique—5020.

Le très hon. R. L. Borden—Nous n'avons constaté aucune disposition de la part de la compagnie à demander d'être relevée des engagements conclus pour l'exploitation de la division est—5022.

Adoptée—5022.

RESOLUTION CONCERNANT LES SUBVENTIONS AUX BASSINS DE RADOUB.

Hon. M. Rogers propose résolution décrétant que la loi des subventions aux bassins de radoub, 1910, soit portée de 3½ p. 100 à 4 p. 100 du prix de revient de l'entreprise tel que fixée par la loi, durant une période n'excédant pas trente-cinq ans—4132; texte de la résolution—4132; aplanir les difficultés que l'on éprouve à se procurer l'argent nécessaire à la construction d'un bassin de premier ordre—4132.

M. Carvell—Ne serait-il pas raisonnable d'appliquer au bassin de Saint-Jean les termes de cette résolution et de prendre des mesures pour que l'on en fasse sous tous les rapports un bassin de premier ordre—4133; compagnie rencontre de la difficulté à se procurer de l'argent—4133.

Hon. M. Rogers—Relativement au bassin de radoub de Saint-Jean, l'entreprise en a été confiée à une compagnie de bonne réputation, qui s'est engagée à construire un bassin de carénage suivant des indications nettes et spécifiques, au taux de 3½ p. 100—4133; je ne vois pas comment nous pourrions rendre cette législation rétroactive—4133.

Hon. M. Lemieux—L'établissement d'un vaste bassin de radoub va changer la face des choses à Saint-Jean—4134; l'établissement d'un bassin radoub flottant à Montréal par la maison Vickers a certainement eu un effet bienfaisant sur tout notre système de transports—4134; pionniers de cette industrie nouvelle, les Vickers ont assurément droit à un traitement de faveur, et il demande l'aide du gouvernement pour se refaire des très lourdes dépenses qu'ils ont dû faire en vue d'assurer à Montréal et au Saint-Laurent le bénéfice de ce bassin à flot—4134.

Hon. M. Hazen—La compagnie avec les prix qu'elle a obtenus, pourvu qu'elle se serve de bonnes méthodes, peut encore réaliser les profits que l'on fait d'ordinaire, en exécutant des travaux de cette nature—4137.

Adoptée—4137.

RESOLUTION CONCERNANT L'ALLOCATION A LA VEUVE D'UN GARDE.

Hon. M. Doherty propose une résolution accordant une allocation annuelle de \$500 à madame Alice Joynson, veuve de feu J. H. Joynson, en son vivant garde au pénitencier de la Colombie-Anglaise qui a été tué dans l'exercice de ses fonctions—3621; tué en essayant d'empêcher deux criminels de la pire espèce de s'évader du pénitencier—3621.

Sir Wilfrid Laurier—Au lieu de s'occuper de cas particuliers comme celui-ci, on ferait bien mieux de faire adopter une loi générale, décrétant que le pays pourvoira convenablement aux besoins de la veuve et des orphelins de tout fonctionnaire qui sacrifiera sa vie dans l'exercice de ses fonctions—3622.

Adoptée—3623.

RESOLUTION CONCERNANT L'EXPORTATION DU PETROLE.

Hon. M. Reid propose résolution autorisant le Gouverneur en conseil de prohiber l'exportation du pétrole cru ou en partie raffiné provenant des provinces de l'Ouest, etc.—1018; pas de prohibition d'exportation du pétrole sans une loi spéciale—1018.

Le très hon. R. L. Borden—Droit que nous réclamons ne sera exercé que dans des cas d'extrême gravité—1018; jamais songé à exercer ce pouvoir pour des fins commerciales ou industrielles—1019.

Hon. M. Oliver—Loi aura pour effet de rendre les capitalistes moins bien disposés envers ces entreprises—1019.

Sir Wilfrid Laurier—Le gouvernement veut se faire autoriser non pas à frapper le pétrole d'un droit d'exportation, mais d'en interdire absolument l'exportation dans certaines circonstances—1019; gouvernement demande un pouvoir qui devrait appartenir au Parlement seul—1020.

Le très hon. R. L. Borden—Il peut surgir un certain état de choses où il deviendra important d'exercer ce pouvoir—1020; conserver dans les limites de l'empire l'approvisionnement de cet article particulier pour des fins de défense—1020.

M. Sinclair—S'il est nécessaire d'appliquer ce règlement dans le but de maintenir la défense du pays, nous devrions en prohiber l'exportation de tous les points du Canada—1020.

Le premier ministre modifie la résolution en ce sens, qui lui donne une plus grande portée—1021.

M. Knowles—Gouvernement devrait mettre à l'étude des règlements plus pratiques pour exploitation des puits de pétrole—1021.

Hon. M. Roche—Règlements ont été modifiés—1021; se débarrasser des spéculateurs—1022.

Modifiée et adoptée—1022.

RESOLUTION CONCERNANT L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES SENATEURS DU MANITOBA.

Le très hon. R. L. Borden propose une résolution portant de quatre à six le nom-

RESOLUTION CONCERNANT L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES SENATEURS DU MANITOBA—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—*Suite.*

bre des sénateurs pour le Manitoba—1554; c'est le statut qui pourvoit à l'extension des frontières de la province du Manitoba—1554; même disposition pour l'Alberta et la Saskatchewan—1554.

Sir Wilfrid Laurier—Mes objections—1555; en ce qui a trait aux provinces de l'Alberta et de la Saskatchewan, il n'existe pas la moindre raison de mettre en doute l'autorité qu'a ce Parlement d'ajouter ainsi à la représentation de ces provinces au Sénat—1555; l'acte constitutionnel de 1871 donne parfaitement ce droit au Parlement de ce pays—1555; je ne vois pas de disposition aussi claire quant au Manitoba—1555; rien dans le statut de 1871 permettant d'augmenter la représentation au Sénat sauf lorsque nous créons une nouvelle province—1555; ce que décrète le statut de 1871—1555; en ce qui a trait à la province du Manitoba, je ne crois pas que le Parlement possède ce pouvoir qui, je crois, appartient presque exclusivement au parlement impériale—1555.

Le très hon. R. L. Borden—Opinion du sous-ministre de la Justice—1555; Parlement fédéral peut porter à six le nombre des représentants du Manitoba au Sénat—1555; ce que décrète l'acte sur l'Amérique septentrionale anglaise de 1886—1555; base de la représentation au Sénat—1557; difficile de dire sur quoi l'on s'est fondé pour constituer le Sénat—1557.

Sir Wilfrid Laurier—Il est vrai, en effet, que la représentation du Sénat fixée par l'acte constitutionnel, était purement arbitraire—1557; on nomma trois groupes Ontario, Québec et les Provinces maritimes, et à chacun d'eux on donna vingt-quatre sénateurs. Ce fut la base—1557; elle n'était fondée sur aucune règle, mais elle était arbitraire, et il fut entendu et établi que ce nombre ne serait pas augmenté—1558; il n'y a aucun acte légal du parlement impérial nous conférant le droit d'augmenter arbitrairement la représentation d'une province à la Chambre haute lorsque son territoire serait agrandi—1558.

Hon. M. Doherty—Objets de l'acte de 1871—1560; rectification des frontières, etc.—1560; augmentation du nombre de sénateurs—1560; le fait que le parlement impérial, par l'acte de 1886, ratifie la législation adoptée pour les fins de l'acte constitutionnel de 1871 doit signifier que cette législation était de nature telle qu'elle avait besoin d'être ratifiée—1560; il me semble que si nous considérons comme absolu le pouvoir conféré par l'article 2, la ratification de l'acte rendu en 1886 concernant l'acte constitutionnel de 1871 ne pouvait, dans l'intention de ses auteurs, que s'appliquer à ce genre de législation qui a été établie en vertu du pouvoir conféré par l'article 3, et la loi que nous discutons présentement tombe dans cette catégorie—1560.

M. Maclean (Halifax)—Opinion du "Clement's Canadian Constitution"—1560;

RESOLUTION CONCERNANT L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES SENATEURS DU MANITOBA—*Suite.*

M. Maclean (Halifax)—*Suite.*

du moment que nous avons adopté une loi établissant une province, en vertu des pouvoirs que nous accorde la constitution, ces pouvoirs cessent de ce moment-là, parce que la loi créant de nouvelles provinces devient partie de l'acte de l'Amérique britannique du Nord—1561; on concède que nous n'avons pas le pouvoir de modifier l'acte de l'Amérique britannique du Nord, et conséquemment nous sommes obligés d'avoir recours au parlement impérial si nous voulons augmenter la représentation d'un province—1561.

Hon. M. Oliver—L'autonomie du Parlement diffère—1563; Chambre des Communes peut augmenter le nombre des députés ou le réduire—1563; ou n'y trouve aucune disposition de cette nature concernant la représentation du Sénat—1563.

M. German—La province du Manitoba est exactement dans la même situation que la Colombie-Anglaise—1566; mais l'Alberta et la Saskatchewan ont actuellement droit à deux sénateurs additionnels 1566; l'opinion de sir Allan Aylesworth—1566; loi nommant de nouveaux sénateurs pour le Manitoba sera annulée par une décision du comité judiciaire du conseil privé—1566.

M. Maclean (York-sud)—Sentiment du peuple canadien à l'endroit du Sénat—1566; devrait pas augmenter le nombre des sénateurs—1566; rendre ce corps plus justifiable de l'opinion publique—1566; il n'y a pas un autre pays au monde, aujourd'hui, qui possède une chambre aussi irresponsable au peuple que le Sénat canadien—1566; il existe un sénat aux Etats-Unis, mais ses membres sont élus par les Etats—1566; dans d'autres pays, il existe des sénats ou des secondes chambres qui sont éligibles par le vote populaire, dans des circonscriptions plus étendues que celles des représentants aux chambres basses—1566; réforme du Sénat—1566; faire élire les sénateurs pour des termes comparativement court—1566; toute la machine parlementaire doit être responsable devant le peuple—1566.

M. Aikins—Si le Parlement a le pouvoir de nommer un certain nombre de membres additionnels au Sénat pour représenter des territoires, son pouvoir ne se trouve pas épuisé par le simple fait qu'il s'en est servi une fois—1567.

Hon. M. Marcil—Manitoba est bien représenté au Sénat par quatre sénateurs—1569; l'évêque de Keewatin et les écoles catholiques—1569; qu'on trouve le moyen de leur assurer la jouissance de leurs droits en matière scolaire—1569; ne saurait exister de doute sur la légitimité des droits de cette petite minorité—1569.

Adoptée—1569.

RESOLUTION CONCERNANT L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES SENATEURS DE LA SASKATCHEWAN.

Le très hon. R. L. Borden propose une résolution autorisant la création de deux

RESOLUTION CONCERNANT L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES SENATEURS DE LA SASKATCHEWAN—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—*Suite.*
sièges sénatoriaux pour la Saskatchewan—1569.

Adoptée—1569.

RESOLUTION CONCERNANT L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES SENATEURS DE L'ALBERTA.

Le très hon. R. L. Borden propose une résolution autorisant la création de deux sièges sénatoriaux pour l'Alberta—1569.

Adoptée—1569.

RESOLUTION CONCERNANT LA COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

Hon. M. Hazen propose résolution faisant une avance de \$9,000,000 à la commission du port de Montréal—3794; texte—3794.

Adoptée—3794.

RESOLUTION CONCERNANT LA COMMISSION DU PORT DE QUEBEC.

Hon. M. Hazen propose résolution faisant une avance de \$2,000,000 à la commission du port de Québec—3794; texte—3795.

Adoptée—3795.

RESOLUTION CONCERNANT DES MODIFICATIONS A LA LOI DES JUGES.

Hon. M. Doherty propose une résolution augmentant le traitement de trois juges de la cour Supérieur de Québec, des juges de la cour de Circuit de Montréal, etc.—3765; texte de la résolution—3765; juges ruraux pour les affaires du district de Montréal—3765; affaires judiciaires du district d'Ottawa—3765; juges desservant deux districts—3766.

Hon. M. Bureau—Juges ruraux reçoivent \$5,000, ceux de Montréal \$7,000—3766; quelle est la base de cette distinction?—3766; juges de Trois-Rivières font plus de travail que ceux de Montréal—3766; coût de la vie aussi élevé qu'à Montréal—3766; juges de Trois-Rivières doivent acheter leurs bibliothèques—3766; devraient être placés sur le même pied que les juges de Montréal ou de Québec—3766.

Hon. M. Doherty—L'échelle actuelle des traitements des juges a été établie par l'ancien gouvernement libéral—3766; résolution à l'étude accepte la situation telle qu'elle existait—3766; contente de pourvoir à des juges supplémentaires—3767; changements effectués causeront une économie et amélioreront l'admission de la justice dans le district de Montréal—3767.

M. Fowler—Revision de traitement de tous les juges—3768; pourquoi faire une différence pour les juges de la province de Québec—3768; façon générale, les traitements des juges sont aussi élevés qu'ils doivent être—3768; les traitements que reçoivent les juges des différentes cours du Canada, de l'Atlantique au Pacifique, dépassent, dans environ 99 p. 100 des cas, considérablement ce que gagnaient ces juges dans l'exercice de leur profession

RESOLUTION CONCERNANT DES MODIFICATIONS A LA LOI DES JUGES—*Suite.*

M. Fowler—*Suite.*

au barreau—3768; le peuple se demande où l'on va s'arrêter, et pourquoi ces personnes qui acceptent généralement du gouvernement des charges comparativement faciles et lucratives, reçoivent des traitements beaucoup plus élevés que ce qu'ils gagnaient auparavant, bien qu'ils aient beaucoup moins de travail—3768.

M. Maclean (Halifax)—Le principe de nommer les juges en proportion de la population—3769; on ne traite pas toutes les parties du Canada également—3769; les juges de l'Est font aussi bien leur devoir et sont aussi compétents que ceux des provinces de Québec, d'Ontario et de l'Ouest—3770.

M. Carvell—Situation des juges de cour de comté dans les Provinces maritimes—3770; il n'y a que deux classes de juges—3770; chaque juge a de 3 à 5 comtés sous sa juridiction—3770; traitement plus favorable à ces fonctionnaires importants des Provinces maritimes—3771.

M. McKenzie—Traitement de \$3,000 par année pour les juges de comté est insuffisant—3771; il ne faut pas perdre de vue qu'un juge n'est pas dans la même position que le commun des salariés, parce qu'il a une certaine dignité à maintenir, et qu'en outre la loi lui interdit toute autre besogne—3771; il a pu autrefois faire quelque argent comme directeur d'une compagnie; mais, depuis 1905, il ne lui est plus permis de faire quoi ce soit, hors ses fonctions de juge—3771; demander \$5,000 ce n'est certainement pas trop—3772.

M. McCurdy—Vu l'augmentation incessante de la dépense, le gouvernement devrait donner son attention à cette affaire—3773.

M. Bickerdike—Il faut que dans tout le pays les juges soient convenablement rémunérés—3773.

M. Carvell—Je crois que bien peu de juges au Canada ne pourraient par l'exercice de leur profession doubler le chiffre du traitement qui leur est accordé—3773; nous devons avoir des juges, et le ministre de la Justice va éprouver quelque difficulté à décider les meilleurs avocats à accepter d'être nommés juges à la cour suprême, si les traitements restent ce qu'ils sont à l'heure actuelle—3775.

M. Morphy—Situation qui prévaut dans Ontario—3774; certains juges de comté font peu de besogne—3774; d'autres qui accomplissent trois fois plus de besogne qu'ils ne devraient, si l'on tient compte du traitement qu'ils reçoivent—3774; il existe, dans Ontario, un bon nombre de juges qui ne gagnent pas l'argent qu'on leur paie—3774; la différence de traitement en faveur des juges de la cour supérieure n'est pas équitable—3775; du moment qu'un juge de comté a atteint l'âge de 75 ans, il est obligé de prendre sa retraite, on devrait exiger la même chose de la part des juges de la cour supérieure, qui ont toujours reçu plus que le double de leur traitement, pendant tou-

RESOLUTION CONCERNANT DES MODIFICATIONS A LA LOI DES JUGES—*Fin.*

- M. Morphy*—Suite.
te leur carrière dans la magistrature—3775.
- M. Martin* (Regina)—On ne devrait jamais soulever la question d'économie, lorsqu'il s'agit des traitements à accorder à nos juges—3775; à moins que le traitement ne soit porté à un chiffre en rapport avec l'importance de la charge, le ministre ne trouvera pas à s'assurer les services des hommes les plus aptes à remplir ces charges de juge de district dans les provinces de l'Ouest—3776.
- M. Lanctôt*—Ridicule de vouloir payer les juges plus cher—3776; hommes de profession donnent le mauvais exemple au public à cause de leurs exigences—3777; exception en faveur des juges de la cour de circuit de Montréal—3777; ces juges ne sont pas suffisamment payés—3777; je suis opposé à la pension—3777; le peuple est opposé aux magnats qui veulent tout avoir—3777.
- M. Macdonald*—Question du remaniement des traitements des juges—3777; dans les autres provinces, la question s'impose tout autre impérieusement à l'attention que dans les provinces de Québec et de la Nouvelle-Ecosse—3777.
- Hon. M. Doherty*—Je serais heureux que les circonstances me missent dans une position où je serais libre de régler toutes les différences—3780; les circonstances n'ont pas été favorables pour faire les changements cette année et je le regrette tout autant qu'aucun des honorables députés qui ont pris la parole—3780.
- Hon. M. Marcell*—On ne devrait pas établir de faveurs entre des juges qui ont le même rang et qui font les mêmes travaux—3781; si dans leur propre district, leurs occupations, ne sont pas assez grandes, on devrait leur donner une besogne additionnelle autant que possible au lieu d'augmenter le nombre des juges—3781.
- M. Gauvreau*—A Kamouraska on se plaint de ce que le juge ne réside pas à Fraserville, le chef-lieu du district—3783.
- Adoptée—3783.

RESOLUTION CONCERNANT LES PENSIONS ET FONDS DE RETRAITE DU SERVICE CIVIL.

- Hon. M. White* propose une résolution pourvoyant au paiement, lors de leur mise à la retraite, d'allocations ou de gratifications de retraite aux membres du service civil qui ont contribué au fonds de retraite, ainsi qu'aux veuves et aux enfants de ceux qui y ont contribué—5556; aussi, au paiement d'allocations ou de gratifications de retraite aux fonctionnaires du service civil auxquels ne s'applique pas actuellement le titre 1er de la loi de la pension et du fonds de retraite du service civil, et qui, par suite de leur âge, ne sont pas habiles à y contribuer, jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas la moitié des allocations ou gratifications qui pourront être accordés aux contribu-

RESOLUTION CONCERNANT LES PENSIONS ET FONDS DE RETRAITE DU SERVICE CIVIL—*Suite.*

- Hon. M. White*—Suite.
teurs sous l'empire de toute loi fondée sur cette résolution—5556; observations de sir George Murray—5556; ce qui se fait en Grande-Bretagne—5558; l'ancien système au Canada favorisait les plus vieux employés au détriment des jeunes et des nouveaux—5558; renseignements sur les trois fonds—5558; les taux des versements exigés des employés de l'administration, d'après le nouveau système, varient entre 5 et 8 p. 100—5559; d'après la nouvelle loi, des bénéfices sont basés sur 2½ p. 100 du traitement reçu pendant toute la durée du service—5559.
- Hon. M. Pugsley*—Pendant quinze ans le gouvernement a suivi une politique définie concernant le service civil—5562; pas beaucoup de plaintes—5562; conditions du pays ont changé depuis deux à trois ans—5562; vie coûte beaucoup plus cher qu'autrefois—5562; on n'aurait pas dû attendre aux dernières heures de la session pour cette mesure—5563; membres du service civil ont raison de se plaindre—5563.
- Hon. M. Lemieux*—C'est ajouter l'insulte à l'injustice que de déposer ce projet de loi à une heure aussi avancée—5563; ce ne sont pas seulement des promesses que le service civil réclame—5564.
- M. Lafortune*—Demanderai d'insérer une disposition dans cette loi afin que l'on ne puisse, dans aucune circonstance, saisir ou transporter ces retraites—5564.
- M. Fripp*—Bill aura un effet rétroactif—5565; fait disparaître toute crainte de la part du personnel—5565; pas un des employés civils n'était favorable à l'ancienne loi relative aux pensions de retraite—5565; les employés civils, comme corps, seront aussi satisfaits du bill des pensions de retraite, tout autant qu'ils le sont de la loi du service civil—5565.
- M. Carroll*—Toute personne qui entre dans le service civil de ce pays devrait recevoir un salaire qui lui permet de vivre honorablement—5565; les choses ne se passent pas de cette façon-là à l'heure actuelle dans les départements qui sont sous l'autorité du gouvernement—5565.
- Adoptée—5566.

RESOLUTION CONCERNANT LES DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK.

- Hon. M. White* propose résolution décrétant qu'une somme de \$1,200,000 soit payée aux personnes créancières de la "Farmers Bank of Canada"—3679; proposition du gouvernement basée sur le rapport de sir William Meredith chargé de s'enquérir des affaires de la banque—3680; banque a pu commencer à faire des affaires au moyen de représentations fausses ou frauduleuses—3680; négligence de la part du bureau de la trésorerie dans l'émission du certificat—3680; Travers le gérant-général a fait de fausses déclarations au ministre des Finances—3680; devoir du gouvernement était de faire une enquête—3680; état de la si-

RESOLUTION CONCERNANT LES DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—*Suite.*

Hon. M. White—*Suite.*

tuation de la banque—3681; passif, \$1-550,890—3681; actif, \$385,368—3681; paiement aux déposants sera subrogé à leurs droits dans la liquidation—3681; double responsabilité des actionnaires—3681; gouvernement ne peut pas intervenir—3682; nombre des déposants et chiffre moyen des dépôts—3682.

M. Maclean (Halifax)—Projet de loi tend à créer un précédent—3682; très mal vu du public—3682.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement refuse de rembourser les déposants des banques Ville-Marie, du Peuple et Saint-Jean—3683; grandes pertes par suite de la faillite de la banque de Saint-Jean—3683; causes des faillites des banques Ville-Marie et du Peuple—3683; les personnes atteintes par la faillite de ces banques comprendront difficilement pourquoi on les traite autrement que dans le cas de la Farmers Bank—3684; le même manque de soin que M. le juge en chef Meredith signale dans son rapport se retrouve dans l'administration de la banque Ville-Marie, de la banque de Saint-Jean et, à un moindre degré peut-être, de la banque du Peuple—3684.

Hon. M. White—La raison qui engage le Gouvernement à indemniser les déposants dans le cas actuel, c'est qu'il y a eu négligence de la part du conseil des finances et que c'est en conséquence de cette négligence que les déposants de la Farmers' Bank ont éprouvé des pertes—3685; la même raison n'existe pas pour les autres banques—3685.

Sir Wilfrid Laurier—Dès aujourd'hui je dois protester contre l'accusation portée contre M. Fielding, qu'il aurait été coupable de négligence dans l'octroi de ce certificat—3685; conclusion de l'honorable juge Meredith—3685; c'est une injustice à l'égard de M. Fielding que de lui reprocher d'avoir été coupable de négligence. L'accusation portée contre lui est d'avoir commis une erreur d'appréciation—3686; situation sera étudiée en discussion générale—3686.

M. Maclean (Halifax)—Gouvernement est en train d'acquitter une dette électorale—3688.

M. Ross—Etendue du désastre qui est résulté de la faillite de la Farmers Bank dans Ontario—3688; en faveur d'indemniser les déposants—3688; déposants de toute institution qui possède une charte devraient être protégés—3688.

Hon. M. Lemieux—Si le gouvernement doit rembourser les déposants de la Farmers' Bank, les déposants de la banque du Peuple, de la banque Ville-Marie et de la banque de Saint-Jean devraient être traités de la même manière—3689; je vais veiller à ce qu'ils commencent des démarches pour obtenir justice comme l'ont eue les déposants de la Farmers' Bank—3689.

M. Nickle—Je m'oppose fortement à cette proposition—3690; principe pernicieux en donnant effet à cette loi—3690; mal-

RESOLUTION CONCERNANT LES DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK—*Suite.*

M. Nickle—*Suite.*

heureux précédent à établir—3690; perte de la banque entièrement due aux irrégularités de Travers—3690.

M. Burnham—Si on rend justice dans le cas de la Farmers' Bank on doit la rendre dans tous les cas; si, après enquête, on découvre que ces banques ont été dans la même situation que celle-ci—3691.

M. Hugh Clark—J'appuie le gouvernement pour la raison donnée par le ministre des Finances, c'est-à-dire que le certificat a été obtenu irrégulièrement et que la faute initiale a été commise par le gouvernement précédent, quand il a accordé le certificat—3692; quiconque a lu le témoignage ne peut pas arriver à une autre conclusion qu'il y a eu défaut absolu de soin, et de précaution de la part du conseil de la trésorerie—3692.

Adoptée—3693.

RESOLUTION CONCERNANT LA REGLEMENTATION DES EXPLOSIFS.

Hon. M. Coderre propose une résolution à l'effet de réglementer et contrôler la fabrication, l'importation et l'usage des explosifs, ainsi que la construction, l'autorisation et l'inspection de locaux employés pour la fabrication et le remisage des explosifs—3749; supprimer autant que possible les accidents—3749.

Adoptée—3749.

RESOLUTION CONCERNANT LES PASSAGES A NIVEAU.

Hon. M. Reid propose résolution prescrivant qu'une somme de \$200,000 par année soit octroyée pendant cinq ans pour aider à la protection du public aux passages à niveau—4068; l'emploi des fonds est confié à la commission des chemins de fer du Canada—4068.

Adoptée—4068.

RESOLUTION CONCERNANT LE CHEMIN DE FER DU SAINT-JEAN ET DE QUEBEC.

Hon. M. Reid propose une résolution pourvoyant aux frais de construction de trois ponts sur le chemin de fer Saint-Jean et Québec—4052; texte de la résolution—4052; compagnie pas en mesure de construire les ponts—4052; comme le gouvernement a l'intention de prendre ce chemin de fer à sa charge et d'en faire l'exploitation, à titre de tronçon de l'Intercolonial, quand il sera terminé, il a décidé de venir de nouveau en aide à la construction des ponts en question—4052; les ponts, une fois terminés, seront la propriété de l'Etat—4052.

Adoptée—4058.

RESOLUTION CONCERNANT LA PROHIBITION DES ALLUMETTES A PHOSPHORE BLANC.

Hon. M. Crothers propose une résolution défendant l'usage du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes—1610; prohiber la fabrication, la vente et l'importation—1610.

RESOLUTION CONCERNANT LA PROHIBITION DES ALLUMETTES A PHOSPHORE BLANC—*Suite*.

Hon. M. Crothers—*Suite*.

tation de ces allumettes—1610; menace par la santé des employés—1610; poison violent—1611; phosphore blanc fournit un poison commode et peu coûteux pour des fins criminelles—1611; pas d'obsoleue nécessité dans la fabrication des allumettes—1611; plusieurs nations d'Europe ont prohibé le phosphore blanc—1611; autres substances n'augmentent pas matériellement le prix des allumettes—1611; sesquifluorure de phosphore est un bon substitut du phosphore blanc—1611; maladie terrible causée par le phosphore blanc—1611; détruit les dents et attaque la mâchoire—1611; bill deviendra applicable en 1916—1612.

Sir Wilfrid Laurier—Effets de cette substance empoisonnée—1612; jeunes filles dont la santé a été détruite—1612; bill devrait être mis en vigueur plus tôt—1612.

Hon. M. Lemieux—Besoin d'une loi de ce genre n'est pas douteux—1612; sauvegarder le public à une date plus rapprochée que celle fixée par le bill—1612.

Hon. M. Graham—Fabricants d'allumettes admettent le danger du phosphore blanc—1612; devraient cesser immédiatement de s'en servir—1612; se conformer à la loi dès qu'elle aurait été passée—1612.

M. Sinclair—L'allumette faite avec du phosphore blanc est connue sous le nom de "allumette de matelot"—1613; plus commode que les autres—1613.

Adoptée—1613.

RESOLUTION CONCERNANT LE PORT DE NORTH-SYDNEY.

Hon. M. Hazen présente résolution rappelant les lois concernant le port de North-Sydney—1613; transférer au gouvernement propriétés, droits, etc., des commissaires du port—1613; nécessité d'abolir la commission du port—1613; l'imposition de péage—1613; cause de récrimination—1613; actif et passif de la commission seront transférés au gouvernement—1614; allons nommer un commissaire du port—1614.

M. McKenzie—Ne devrait plus être question de péages—1614; North-Sydney doit être un port libre—1614.

Adoptée—1614.

RESOLUTION CONCERNANT LA MARINE MARCHANDE DU CANADA.

Hon. M. Hazen présente résolution à l'effet de réfondre et de modifier la loi de la marine marchande du Canada—1614.

Adoptée—1614.

RESOLUTION CONCERNANT LE POISSON MARINE.

Hon. M. Hazen propose une résolution établissant l'inspection du poisson mariné—3616; donner une nouvelle impulsion à l'industrie du poisson mariné—3616; procédés défectueux de conservation employés au Canada—3616; inspecteurs vi-

RESOLUTION CONCERNANT LE POISSON MARINE—*Suite*.

Hon. M. Hazen—*Suite*.

siteront les diverses parties du Canada où l'on met le poisson en caque—3617; l'industrie du poisson mariné en Ecosse est exploitée sous le régime d'une loi de cette nature—3618; l'inspection se fera à l'endroit où le poisson aura été salé—3620; système qui sera suivi—3620.

Adoptée—3621.

RESOLUTION CONCERNANT LES TERRES ET FORETS DU DOMAINE FEDERAL.

Hon. M. Roche propose des résolutions approuvant les décrets relatifs aux terres et forêts du domaine fédéral—4895; texte des résolutions—4895 et 4897; règlements qui ont trait à l'administration du ministère—4896; location des terrains scolaires—4896; réserve forestières, etc.—4896.

Adoptée—4896.

RESOLUTION CONCERNANT LA POLLUTION DES EAUX NAVIGABLES.

Hon. M. Hazen propose qu'un comité spécial soit nommé aux fins de faire une enquête sur la prévention de la pollution des eaux navigables—1823; attributions des provinces et du Dominion—1823; pollution des eaux navigables est une question d'intérêt international—1823; doit faire l'objet d'une entente internationale—1823; décision d'une conférence interprovinciale à Ottawa en 1913—1823; un des plus grands dangers dont la santé publique doit tenir compte aujourd'hui—1824.

Hon. M. Graham—La conduite du Sénat—1824; gouvernement a tort de toujours différer le règlement de cette question—1824; le mal est ici avec des conséquences fort désastreuses—1824; question qui intéresse la santé et la vie de nos populations—1824; l'heure est arrivée de ne plus tolérer un déversement des eaux d'égoût dans nos rivières—1825.

Le très hon. R. L. Borden—Travaux de la commission internationale—1825; responsabilité ministérielle—1825; état de choses règne dans ce pays depuis tant d'années qu'il est devenu difficile de le renverser d'un seul coup au moyen d'une simple loi—1825; condition de l'eau de la rivière Ottawa—1826; épidémies de fièvre typhoïde—1826.

Sir Wilfrid Laurier—D'abord s'assurer de la pureté de l'eau du Saint-Laurent—1826; justifiable d'accuser le gouvernement d'éluider la question—1826; nous pouvons, et c'est notre devoir, agir sans délai, afin d'essayer les cours d'eau sur lesquels s'étend notre juridiction—1826; le fleuve Saint-Laurent ne devrait pas être le premier cours d'eau à attirer notre attention, car le volume de ses eaux est si énorme, que, jusqu'à présent, rien n'a pu encore les polluer—1827; changer les systèmes qui sont en existence—1827; défendre aux municipalités d'envoyer leurs égouts dans les rivières—1827.

M. Bradbury—Question importante pour la population du Canada, de la solution qu'on lui donnera dépendra la santé et la

RESOLUTION CONCERNANT LA POLLUTION DES EAUX NAVIGABLES—*Suite.*

M. Bradbury—*Suite.*

vie de notre peuple, et, à mon sens, on devrait la régler le plus tôt possible—1828; Parlement fédéral devrait adopter une loi afin de faire disparaître la pollution des eaux—1828; le gouvernement qui aura solutionné législativement ce problème et empêché la contamination de nos cours d'eau aura bien mérité du pays—1829.

Hon. M. Oliver—Ni les provinces ni le gouvernement fédéral ne sauraient prendre l'initiative isolément—1829; c'est dans les provinces de l'Ouest que le gouvernement doit se mettre à l'œuvre tout d'abord—1829; dans l'Ouest l'eau est moins abondante et il est de toute nécessité de pourvoir aux besoins de l'avenir—1829.

M. Maclean (York-sud)—Il faudrait empêcher les villes de contaminer l'eau—1829; le gouvernement ne peut se constituer le fournisseur d'eau de toutes les villes qui en ont besoin—1829.

M. Steele—Parlement canadien comprend enfin qu'un grand devoir lui incombe envers le pays—1830; conditions existantes en Grande-Bretagne—1830; traitement des égouts—1830; devrait être interdit de déverser les eaux d'égouts dans un cours d'eau qui se jette dans des eaux navigables—1830; il meurt chaque année en Canada plus de 2,000 personnes de la fièvre typhoïde—1830; fléau que l'on peut enrayer en prenant les moyens voulus pour conserver la vie au peuple—1830.

Hon. M. Hazen—Avant d'adopter un bill qui interdira aux villes de déverser leurs égouts dans les eaux navigables, on devrait s'informer si les méthodes employées par elles afin de purifier les eaux d'égout sont suffisantes pour rendre inoffensif leur mélange avec les eaux courantes—1831; tableau général des différentes villes du Canada et la façon dont elles traitent leurs eaux d'égouts—1831; beaucoup d'autres choses à considérer que la simple question d'interdire l'écoulement de nouveaux égouts dans les rivières—1832; renvoyer au comité spécial, les bills du député de Selkirk et du Sénat concernant la pollution des eaux—1833.

Adoptée—1833.

RESOLUTION CONCERNANT L'ASSURANCE DU SERVICE CIVIL.

Hon. M. White propose résolution modifiant l'assurance du service civil—1834; texte de la résolution—1834; femmes et filles appartenant au service civil pourront prendre une assurance—1834; répartition de l'assurance à la mort de l'assuré—1834; augmenter le chiffre de l'assurance à \$5,000—1834.

Adoptée—1835.

RESOLUTION CONCERNANT LES PRODUITS DE LA LAITERIE.

Hon. M. Burrell propose résolution prohibant la fabrication ou la vente de substituts du beurre—1835; simplifier les choses—1835; l'ancienne loi contenait des dispositions faibles et vagues—1835.

Adoptée—1835.

RESOLUTION CONCERNANT LA REGLEMENTATION DE L'ENTREPOSAGE FRIGORIFIQUE.

Hon. M. Burrell propose résolution concernant le contrôle et l'inspection des entrepôts frigorifiques—1835; exercice d'une haute main et d'une surveillance raisonnables sur les entrepôts frigorifiques—1835; adoption de règlements qui se rapportent à la permission accordée à ceux qui veulent construire des entrepôts frigorifiques—1835; inspection des produits alimentaires qu'on y dépose et même lorsque ces denrées ont été retirées de ces entrepôts, obligation où se trouvent les propriétaires de ces entrepôts de fournir des états indiquant la quantité des produits qui se trouvent à ces entrepôts et à toutes fins destinées à limiter la durée de l'entreposage—1835.

Adoptée—1836.

RESOLUTION CONCERNANT LA POLLUTION DES COURS D'EAU.

Hon. M. Hazen propose des changements dans le personnel du comité chargé de faire une enquête au sujet de la pollution des eaux navigables—2002; mettre en harmonie avec celui de la session dernière—2002.

Adoptée—2002.

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN.

Le très hon. R. L. Borden propose des résolutions tendant à venir en aide au chemin de fer Canadian-Northern—3814; garantie de \$45,000,000—3814; texte des résolutions—3814; exposé de la situation—3823; Canadian-Northern a été commencé en 1896 par la construction de 100 milles de chemin de fer dans l'ouest du Manitoba—3823; réseau s'étend actuellement dans toutes les provinces du Canada sauf le Nouveau-Brunswick et l'île du Prince-Edouard—3823; longueur de la voie 7,236 milles—3823; rampes non terminées, etc., ce qui donne au total une longueur d'environ 10,000 milles—3823; l'existence de ce chemin de fer comme ligne virtuelle transcontinentale a été reconnue par le Parlement, vers 1903, et son existence réelle a été définitivement admise en 1911—3823; loi de 1911 pourvoit à la garantie des obligations entre Montréal et Port-Arthur—3823; ce qu'on appelle le réseau du Nord-Canadien (Canadian-Northern)—3824; il devint évident, il y a quelques mois, que cette entreprise ne pourrait pas être menée à bonne fin sans une nouvelle aide—3824; diverses raisons ont contribué à rendre cette aide nécessaire entre autres la crise financière—3824; somme requise (\$100,379,099) pour compléter le réseau du Nord-Canadien—3824; somme disponible \$58,473,982—3824; faut trouver \$41,905,117 pour finir les travaux—3824; les subventions et les sommes provenant de la vente des obligations ne seront disponibles que lorsqu'on aura fait des dépenses suffisantes pour autoriser le ministre des Finances ou les fidéicommissaires à les payer—3825; les subventions et le produit des obligations ne sont payés qu'au fur et à mesure et dans la propor-

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—Suite.

tion des travaux exécutés, comparés au prix total du réseau—3825; bien qu'il y ait une somme de \$58,473,982 provenant de la vente des obligations et des subventions et que cette somme paraisse disponible, la compagnie n'a pas fait suffisamment de travaux pour pouvoir exiger cet argent et elle ne peut pas employer cette somme à la construction du réseau tant que d'autres travaux n'auront pas été exécutés—3825; coût du réseau a dépassé les prévisions—3825; cela doit être attribué à deux causes principales—3825; main-d'œuvre et matériaux ont subi une hausse considérable—3825; compagnie a décidé de construire une voie d'un type bien supérieur à celui qui avait d'abord été arrêté—3825; situation faite par le gouvernement—3825; opinion de l'honorable W. S. Fielding dans le "Journal of Commerce"—3825; il est évident que ce réseau ne peut pas rester inachevé—3826; ce serait retarder le progrès de ce pays d'une génération au moins—3826; il nous a semblé que, grâce à des prescriptions opportunes et à des garanties convenables, il était non seulement désirable mais encore nécessaire pour le pays en ce moment, d'accorder un secours suffisant pour le parachèvement de cette voie ferrée à une date prochaine—3827; le rapport des experts fait voir que MM. Mackenzie et Mann n'ont tiré aucun profit de la construction du réseau, ils s'emploient depuis un certain nombre d'années à titre de constructeurs du Nord-Canadien—3827; à titre de rémunération des services qu'ils ont rendus jusqu'à présent ils n'ont reçu que des actions ordinaires—3827; rapport des inspecteurs de la comptabilité—3828; secret des bénéfices qu'on attribue à MM. Mann et Mackenzie—3828; l'ambition de ces deux hommes—3829; l'idée d'établir un transcontinental—3829; lutter contre la concurrence de deux grands réseaux de chemins de fer—3829; question des recettes et des dépenses futures—3829; terminé le réseau aura une dette de \$40,000 du mille et des dépenses fixes de \$1,600 du mille—3830; toutes les lignes composant le réseau sont amenées sous une seule direction—3830; capital total des diverses compagnies s'élève à \$138,500,000—3830; capital a été réduit à 100 millions—3830; gouvernement est protégé contre toute responsabilité par plusieurs valeurs—3831; dette courante du Canadien-Nord et des compagnies associées—3831; bilan annuel—3831; gouvernement a cru qu'il était désirable dans l'intérêt public et pour les raisons déjà exposées de ne pas laisser mettre le chemin en liquidation—3832; en considération de l'aide que nous accordons à l'entreprise, le capital a été réduit à \$100,000,000 dont \$60,000,000 seront détenus par les anciens propriétaires et 40,000,000 par l'Etat—3832; importance de terminer promptement le réseau—3833; lettres des premiers ministres de la Colombie britannique, de Québec et de l'Alberta—3833; l'état financier du Nord-Canadien—3835;

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—Suite.

notre ferme conviction que les intérêts du public se trouvent entièrement protégés—3835.

*Sir Wilfrid Laurier—*Pays a besoin de trois lignes transcontinentales—3836; les américains ont trois transcontinentaux—3836; à peine suffisants pour répondre aux besoins de l'énorme trafic—3836; ce n'est pas une vanterie de dire qu'en perspective notre contrée de l'Ouest est certainement égale, sinon supérieure, à l'Ouest de la république américaine—3836; l'historique du Canadian-Northern—3836; si la situation était la même aujourd'hui qu'elle l'était en 1884 pour le Pacifique-Canadien, comme nous nous y attendions, si les promoteurs de l'entreprise nous avaient représenté qu'ils étaient pour le moment financièrement embarrassés, que, par suite des conditions du marché monétaire, il ne leur était possible de rien réaliser de plus sur les obligations entre leurs mains, et que, si nous ne venions à leur aide, nous aurions peut-être à faire face à une crise financière, pour ma part j'aurais été porté à conseiller de faire exactement ce que le Parlement a fait en 1884—3837; leur avancer les fonds, afin d'éviter une crise financière, mais telle n'est pas la situation aujourd'hui—3837; il est clair que pas un seul sou des fonds à être prélevés sur la garantie du gouvernement doit être appliqué à solder les engagements de MM. Mackenzie et Mann ou du Nord-Canadien au moment actuel—3838; nous jugeons ce projet de résolution inacceptable—3838; la fin principale du gouvernement en demandant ce crédit est de réunir les diverses compagnies qui sont déjà la propriété de Mackenzie et Mann; s'il en est ainsi, je n'y vois pas une raison suffisante pour nous engager à voter ces 45 millions—3839; réseau du Canadian-Northern comprend 28 compagnies distinctes—3839; aux termes du projet de résolution qui nous est soumis, les vingt-huit compagnies restent distinctes—3839; le capital-actions de vingt-sept compagnies est transféré à la vingt-huitième, c'est possible, mais les vingt-huit compagnies restent debout—3839; réduction du capital—3839; si c'est l'intention du gouvernement de créer un réseau transcontinental, pourquoi a-t-on laissé subsister l'identité de ces compagnies—3840; la véritable situation—3841; garanties que nous recevons en retour du fardeau de \$45,000,000 dont l'on nous demande de changer l'Etat au bénéfice de la compagnie du Nord-Canadien—3841; à première vue, il semblerait que nous possédons une hypothèque sur la voie et sur les recettes du réseau, et c'est une bonne valeur, mais il ne faut pas perdre de vue que cette même entreprise est grevée, à l'heure actuelle, d'une hypothèque de \$312,000,000—3841; nous détenons une hypothèque sur les propriétés de la compagnie du Nord-Canadien, mais non pas sur les propriétés des vingt-huit compagnies filiales—3841; l'objectif visé par MM. Mackenzie et Mann—3842; ils

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—*Suite.*

n'ont rien donné—3843; ils se bornent à donner au fidéicommissaire le pouvoir de créer l'hypothèque, mais ils conservent la pleine propriété des actions—3843; compagnie a manqué à ses obligations—3843; a déclaré, l'an dernier, au premier ministre et au ministre des Finances, qu'après avoir bénéficié de l'aide de l'Etat elle ne s'adresserait plus désormais au Parlement—3843; situation financière de la compagnie—3843; dette globale de \$131,490,865—3843; valeur de \$58,470,000—3843; dette de \$49,000,000 à laquelle on veut faire face avec \$42,000,000—3844; pour combler ce vide la compagnie reviendra la prochaine session solliciter notre concours financier—3844; emprunts de \$14,000,000 aux banques—3844; nous acceptons une hypothèque sur une propriété entièrement grevée—3844; réseau du Canadian-Northern dans la Colombie britannique—3845; texte de la convention à ce sujet—3845; nous avons prétendu dans l'opposition que cette ligne ne devrait pas recevoir d'aide ou de subvention, parce qu'elle était sous l'autorité de la province de la Colombie anglaise, non seulement pour le trafic prenant naissance dans la province, mais pour celui qui entrait dans cette province—3845; la première objection à la proposition du gouvernement est que si cette convention tend à l'unification du réseau du Nord-Canadien, ce n'est pas du tout une unification, et les vingt-huit compagnies sont toujours existantes et continueront à l'être comme elles le sont aujourd'hui—3846; l'objection suivante est que les garanties sont absolument illusoires et que le privilège que nous recevons est tout à fait insuffisant—3846; j'ai dit et je le répète, que cette entreprise doit continuer. Elle a été conçue pour l'avantage de la population du Canada. Nous avons besoin de ce chemin de fer—3846; le gouvernement ne doit pas le laisser tomber en liquidation, mais nous devons entrer en société avec la compagnie du Nord-Canadien, faisant en sorte d'être le maître et non le serviteur—3846.

Hon. M. Meighen—Pour protéger les intérêts du pays, il a fallu conclure un arrangement dans lequel entrent beaucoup de complications—3847; il ne faut pas songer à la liquidation de l'exploitation—3847; ce n'est plus, non plus, le temps de demander si nous devons continuer la construction d'une troisième ligne transcontinentale. Ces différentes questions ne sont plus du domaine de la discussion—3847; le pays a apposé son sceau d'une manière indélébile et irrévocable à la construction d'une troisième voie transcontinentale, en 1911, sous le régime libéral—3847; compagnie a absolument besoin d'argent et l'entreprise ne peut pas réussir sans cette aide—3848; système se trouve, aujourd'hui, dans une posture où il ne peut, suivant la nature des choses, devenir un placement avantageux ni être assuré du succès, à moins qu'on ne lui fournisse les fonds néces-

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

Hon. M. Meighen—*Suite.*

saires au parachèvement de cette voie ferrée—3849; sans faute de sa part la compagnie du Nord-Canadien se trouve face à face avec une situation où le besoin d'un bras plus fort que le sien se fait sentir, et où il faut le secours de l'Etat, car, autrement, le chemin de fer du Nord-Canadien ne peut que courir à sa ruine—3849; la garantie du gouvernement—3852; trois éléments constituants 3852; nous avons les actions de dix-huit compagnies, des actions absolument franches et libres, nous avons les actions et les obligations de onze autres compagnies sujettes à l'hypothèque de 1903, et nous avons une hypothèque sur les lignes de l'ouest du Nord-Canadien sujette aux hypothèques sur les lignes et les propriétés mêmes, nous avons une hypothèque sur tous les emplacements de villes de Mackenzie and Mann, Limited—3852; objection au fusionnement des compagnies subsidiaires—3854; subventions totales reçues par le Nord-Canadien et les compagnies filiales—3856; subvention et coût du Grand-Tronc-Pacifique—3857; la situation du Transcontinental-national—3858; politique des chemins de fer du parti libéral—3858.

M. Nickle—Motifs qui m'engagent à me séparer de mon parti sur cette question—3861; chose étrange que le rôle important qu'a joué dans l'histoire de ce pays la législation relative aux chemins de fer—3861; vers 1850, nous avions la compagnie du Grand-Tronc; de 1860 à 1870, nous avons eu l'Intercolonial; puis est venu, de 1870 à 1880, le Pacifique-Canadien; sur la fin du siècle dernier, c'a été le tour des chemins de fer de la province d'Ontario et du projet de voie ferrée du Yukon; depuis 1900, il nous est arrivé le Transcontinental national et le Canadian-Northern—3861; c'a été une faute en 1913 d'aider au Canadian-Northern—3862; le marché que suggère aujourd'hui le gouvernement est un mauvais marché pour l'Etat—3862; l'histoire du Nord-Canadien—3862; circonstances qui ont entouré la naissance de la Canadian-Northern Railway Company—3865; capital majoré de \$16,000,000—3865; distribution de ce capital "arrosé"—3865; assistance que l'on a toujours généreusement prêtée à ce chemin de fer—3866; état de comptes inexact que les directeurs du Canadian-Northern ont mis devant le peuple canadien—3866; subventions que ce chemin de fer a reçues du Canada—3867; terres ont rapporté \$29,392,404—3867; garanties des obligations—3868; Canada a soutenu cette entreprise jusqu'à concurrence de \$280,209,765—3869; qu'a fait cette compagnie pour le Canada?—3869; déclaration de M. Phippen au sujet des tarifs du Canadian-Northern—3869; la nationalisation des chemins de fer—3872; l'Etat devrait exploiter le Canadian-Northern—3874; situation générale des chemins de fer au Canada—3874; agents du Canadian-Northern se servent de menaces pour arriver à leurs fins—3876;

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite*.

Hon. Mr. Meighen—*Suite*.

Mackenzie et Mann ne m'inspirent aucune confiance—3877; vont finir par flouer le gouvernement—3877; renseignements sur certaines entreprises du Canadian-Northern—3877; Mackenzie et Mann ont droit à quelque chose—3878; c'est trop leur donner que ces 60 millions de dollars d'actions, lesquelles seront cotées au pair—3878; c'est pour le Canada trop d'argent à donner à deux particuliers pour le lancement d'une entreprise de transcontinental dans notre pays—3878; non seulement est-ce trop d'argent à leur payer, mais c'est pour le Canada trop de capital à engager dans la construction de cette voie ferrée, capital dont l'intérêt devra être soldé sous forme de frais de transport—3878.

M. Boivin—Séance qui fera époque dans l'histoire du Canada—3883; objections logiques du chef de l'opposition—3883; garanties données au pays ne sont pas suffisantes—3883; garantie nulle puisque la compagnie du chemin de fer Nord-Canadien ne possède absolument rien—3884; on donne 40 millions de fiction au gouvernement en garantie d'un prêt de 45 millions en bel argent sonnante—3884; tout l'argent payé reste aux goussets de Mackenzie et Mann—3885; où sont les affidavits de sir William Mackenzie et de sir Donald Mann disant qu'ils n'ont pas fait de profits dans les entreprises du Canadian-Northern?—3885; on aurait dû tenir une enquête pour vérifier exactement ce que ces messieurs ont reçu et pourquoi le Canada est obligé de leur en donner plus encore—3886; une enquête où ces messieurs eussent été interrogés sous serment comme témoins principaux et où le témoignage de leurs employés eût été aussi entendu sous serment—3886; Canada devrait avoir la haute main sur la ligne—3887; nous voulons avoir un mot à dire dans l'administration de la ligne afin que les entreprises ne soient pas adjugées par Mackenzie et Mann et la compagnie du Nord-Canadien à Mackenzie et Mann, agissant pour la compagnie de construction Mackenzie et Mann, Limitée, sans demandes de soumission et sans concurrence—3887; il y a assez longtemps que Mackenzie et Mann utilisent ce chemin de fer pour servir leurs intérêts, et que le temps est arrivé où le Canadian-Northern devrait être administré, comme les autres compagnies de chemin de fer sérieuses, dans l'intérêt de leurs actionnaires et du pays en général, 3887; opinion de la "Gazette" de Montréal sur cette affaire—3889.

M. Ames—Gouvernement actuel doit se tirer le mieux possible d'une affaire dont il n'a pas été le moins du monde responsable primitivement—3891; un troisième transcontinental arrive presque à son achèvement—3891; pour le terminer il a été contracté des obligations au chiffre de 300 millions—3891; la ligne ne peut être terminée sans aide additionnelle—3891; à défaut d'une recette suffisante, les obli-

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite*.

M. Ames—*Suite*.

gations déjà contractées seront répudiées, et le crédit du Canada ne peut manquer d'en souffrir—3891; la seule chance qui reste à la compagnie de refaire ses frais, c'est de compléter son réseau et d'être mise à même de gagner de quoi payer sa dette—3891; compagnie ne peut avoir recours qu'au gouvernement canadien—3892; ce que nous avons fait pour le Canadian-Northern—3892; trois solutions ont été proposées—3892; la première solution est ce que nous pourrions désigner celle du laisser-faire: laisser les choses suivre leur cours, avec ce résultat inévitable de l'effondrement de l'entreprise. On a jugé cette solution inacceptable—3892; l'autre procédé de mainmise immédiate est celle que préconise le leader de l'opposition—3892; la troisième solution est celle proposée par le gouvernement actuel—3892; l'enseignement qui ressort des événements de l'an dernier—3893; si le gouvernement prenait la haute main de l'entreprise il se trouverait chargé de la gestion et de la responsabilité—3894; bénéfices que le gouvernement retirera de l'entreprise—3895; conditions imposées à la compagnie—3896; conditions exigées de MM. Mackenzie et Mann—3897; ce qui arrivera en cas de non réussite—3899; si le gouvernement, dans un cas de ce genre, s'empare de la haute main, il peut devenir le propriétaire du réseau en prenant à son compte les responsabilités et les pouvoirs prévus dans ce projet de loi—3899; le gouvernement pourrait alors régler toute la partie financière, de façon à protéger les intéressés—3899; gouvernement peut exploiter, louer ou créer une nouvelle compagnie de chemin de fer pour administrer la ligne ou entrer en société si cela lui plaît—3899.

M. Bennett (Calgary)—Je ne puis me résoudre à accepter les résolutions—3900; la question du transport au Canada—3900; commencement de la carrière de deux hommes qui n'a peut-être pas son égale dans toute l'histoire du monde—3902; longue série de corruption parlementaire 3902; nous devons nous demander s'il convient pour nous de continuer à augmenter la richesse—basée sur la rapine—des instigateurs d'entreprises publiques ou s'il n'est pas de notre devoir de frapper un coup décisif et cela, à l'avantage du peuple de ce pays—3902; deux hommes ont eu l'ambition de faire construire par le peuple du Canada un réseau transcontinental dont ils seraient et les propriétaires et les gérants. Voilà la position, et c'est là ce à quoi nous devons faire face—3902; le génie d'un homme, aujourd'hui disparu, a entrevu qu'il n'y avait pas de place, au Canada, pour trois transcontinentaux—3902; il est une limite à la puissance de production et de consommation du peuple—3903; le Canada qui compte moins de 10,000,000 d'habitants, possède, à l'heure qu'il est plus de milles de chemin de fer en exploitation que n'en comporte aucun autre pays du monde—

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

M. Bennett (Calgary)—*Suite.*
 3903; des installations de tête de ligne du Nord-Canadien sont exploitées par des compagnies séparées—3907; capital-action du Canadian-Northern—3909; au lieu de recevoir un actif nous prenons un passif—3910; ce que valent certaines entreprises du Canadian-Northern—3910; exécrable trust du matériel—3911; comment il fait ses opérations—3912; l'histoire de la Imperial Rolling Stock Company—3912; lignes télégraphiques du Canadian-Northern—3916; affaire de la Canadien-Northern Express Company—3918; affaire des emplacements de ville—3919; les documents démontrent que chaque dollar reçu de la vente des têtes de lignes, des télégraphes et des messageries est allé dans la caisse de leurs propriétaires, et d'après les documents qui sont devant le Parlement, les propriétaires sont MM. Mackenzie et Mann—3920; que le gouvernement réfléchisse avant de s'engager dans un projet qui comporte \$300,000,000—3922; avant que nous devenions les créanciers en quatrième hypothèque—3922; avant que nous ne devenions les associés d'hommes dont les fausses déclarations nous ont accablés de cette iniquité—3922; ce que nous avons à faire, c'est d'adopter une loi brève autorisant le gouverneur en conseil à affecter une somme d'argent ne dépassant pas un certain montant pour continuer les travaux de construction sur les lignes qui nous intéressent, le Canadian-Northern Atlantic et le Canadian-Northern Ontario—3922; pour payer les entrepreneurs et les fabricants de l'outillage et de subroger le pays, au nom de la couronne, à la position qu'il devrait occuper dans cette entreprise—3922; condition matérielle de la propriété—3922; j'insiste pour que la Chambre nomme une commission ou un comité qui nous fera connaître, premièrement la condition matérielle de la propriété et secondement la situation financière de la compagnie, pour que nous puissions nous rendre compte complètement de l'entreprise que nous appuyons et dans laquelle nous plaçons de l'argent—3923; faire disparaître Mackenzie et Mann—3923; que l'exploitation de l'entreprise soit confiée à des hommes d'expérience, que les actions et les fonds soient confiés à une compagnie de trust et que nous exploitions le chemin comme un syndic l'exploiterait, jusqu'à ce que nous sachions où nous en sommes et jusqu'à ce que le gouvernement soit en état de décider s'il serait ou non dans l'intérêt du pays d'acquiescer le réseau—3924; opérations de la Canadian-Northern Prairie Lands Company—3924; sorciers de la finance—3926; ne vous laissez pas entraîner à prendre la défense d'hommes dont les transactions néfastes ont fait du Canada la risée de tous les peuples et dont les menées corruptrices se retracent de Victoria à Halifax—3927; renseignements sur le capital dont disposent MM.

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

M. Bennett (Calgary)—*Suite.*
 Mackenzie et Mann—3929; une insulte de plus à ajouter à celles que l'on fait déjà au peuple canadien—3933; ce qui devrait être fait avec les actions de la compagnie—3933; pouvoir de forclusion—3934; dans le cas du Nord-Canadien, le Parlement se trouverait à la fois créancier hypothécaire et fidéicommissaire, et par conséquent dans une situation beaucoup plus délicate qu'une personne agissant pour son propre compte—3936; et ce sont les membres du Parlement, devenu curateur et créancier hypothécaire, qui fixeraient les conditions de la forclusion sans qu'il fût permis aux débiteurs de comparaître devant le haut tribunal qu'ils représenteraient—3936; voilà la disposition insidieuse dont j'ai parlé, voilà l'article le plus dangereux de la convention 3936; question d'un échange de trafic—3937; ce que l'Ouest demande—3938; les frais à faire pour porter ses produits jusqu'à la gare absorbent les bénéfices du cultivateur—3938; ce qu'il faut, ce sont des voies ferrées passant à moins de dix milles du cultivateur, afin de lui permettre de porter à peu de frais, sur tous les marchés du monde, sa récolte, ses bestiaux, son beurre, ses œufs, en un mot le produit de ses champs et de son labeur 3938; voilà ce que le Canadian-Northern a négligé de faire—3938; nous devons refuser de former une société avec le Canadian-Northern actuel pour sept raisons—3939.

Hon. M. Oliver—Nous voulons avoir trois lignes transcontinentales dans le but de grandir le Canada—3941; bien que nous soyons prêts à accorder à la compagnie du Canadian-Northern tout le mérite qui lui revient pour l'esprit d'entreprise dont elle a fait preuve, il est possible que cette compagnie ou tout autre corporation dépasse la limite raisonnable, à un moment donné—3943; or, il est parfaitement clair, aujourd'hui, que si le Canadian-Northern se débat dans une crise financière, il le doit à sa tentative de relier sa section des prairies à la côte du Pacifique, avant de s'être bâti un trafic profitable sur la section qui relie les provinces des prairies à l'est du Canada—3943; c'est le gouvernement du jour qui a engagé le peuple canadien relativement à la construction prématurée de cette partie du Canadian-Northern—3942; résolution est difficile à accepter—3947; elle est imprévoyante et insuffisante—3947; de la finance fantastique—3949; place le Canada dans la position d'un associé en second se liant avec un insolvable—3951; fardeau additionnel énorme au crédit du pays—3951.

M. Bristol—Critique anonyme—3955; député de Calgary devrait avoir le courage de préciser son accusation—3955; si la corruption parlementaire existe—3955; aidons ce réseau à devenir transcontinental plutôt que de le laisser tomber aux mains du liquidateur—3956; gouvernement a fait une enquête sérieuse dans les

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.**M. Bristol*—*Suite.*

affaires de la compagnie—3956; déclaration de M. Z. A. Lash—3957; l'œuvre de MM. Mackenzie et Mann—3958; ils ont le mérite d'avoir eu foi dans le Canada et d'avoir compris que la construction de lignes secondaires dans le Nord-Ouest était nécessaires, afin que les prairies pussent être colonisées et que le Canada pût devenir un des plus grands pays du monde—3958; tarifs et concurrence dans les transports dont le public a grandement bénéficié par l'initiative de MM. Mann et Mackenzie—3959; déclaration importante de M. Drayton, président de la commission des chemins de fer—3960; questions du capital-actions—3964; il n'y a pas une maison de banque, au Canada, aux Etats-Unis ou en Angleterre, qui aurait pu traiter cette affaire d'une façon plus pratique, plus en homme d'Etat ou plus patriotique, au point de vue des intérêts du peuple canadien, que ne l'a fait le gouvernement, en cette circonstance—3967.

Hon. M. Graham—Difficultés que nous rencontrons sur notre route dès que nous essayons de donner une solution au problème des transports—3967; nous avons entrepris, ce que nul pays au monde ayant une population pas plus nombreuse que le nôtre n'a jamais osé entreprendre, de fournir autant que possible des moyens de transport non seulement aux Canadiens, mais encore aux citoyens des autres pays, qui sont venus sur notre invitation vivre à l'ombre du drapeau anglais—3967; avantage des territoires que traversent nos grands chemins de fer—3968; Canada a besoin de trois réseaux transcontinentaux—3969; nous aurons aussi besoin des voies fluviales—3969; contraste entre le Canadian-Northern et le Transcontinental—3970; ce qui a été fait par le Nord-Canadien—3970; choses se rapportant à la situation actuelle—3971; Mackenzie et Mann font un excellent marché—3973; avec la proposition actuelle du gouvernement nous obtenons \$33,000,000 et nous donnons \$23,000,000 à Mackenzie et Mann presque en pur don, de sorte que nous obtenons \$10,000,000—3973; arrangements concernant le trafic—3973; le Nord-Canadien sera obligé d'accorder un échange de trafic à l'Intercolonial, du moment que le gouvernement en fera la demande—3974; l'expédition des marchandises par des ports canadiens—3974; conditions imposées en 1911—3975; garanties de 1911—3975; question des embranchements—3976; Mackenzie et Mann devraient mettre en jeu chaque dollar de leur actif personnel pour l'appliquer à la construction de ce chemin de fer, ainsi qu'ont fait ceux qui ont entrepris la construction du chemin de fer canadien du Pacifique—3978; il n'est pas juste de demander à la population du Canada de contribuer continuellement des fonds, à moins que ceux qui sont énormément intéressés n'ouvrent leurs bourses et ne risquent chaque dollar qu'ils possè-

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.**Hon. M. Graham*—*Suite.*

dent à parachever cette entreprise—3978; MM. Mackenzie et Mann abandonnent, du moins pour quelque temps, au gouvernement fédéral la direction de leur entreprise—3979; le gouvernement devrait dire à la compagnie l'ouvrage qu'il faut faire, les prix qu'on doit acquitter et quel argent sera dépensé, tout cela avant d'encourir cette responsabilité et non après que l'argent a été dépensé—3979; cela donnerait plus de force à la convention et sauvegarderait l'intérêt du peuple—3979.

M. Carrick—Depuis nombre d'années, on se rend compte que l'établissement de voies ferrées est indispensable au développement du Canada—3981; la Confédération fut établie à la condition que l'Intercolonial serait construit pour relier le haut et le bas Canada à la Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick—3981; la Colombie-Anglaise est entrée dans la Confédération à la condition que l'on établirait un chemin de fer allant jusqu'au littoral du Pacifique; la nécessité de l'établissement de lignes de chemin de fer fut si bien démontrée dans le temps, que le parlement britannique n'hésita pas à garantir les obligations de l'Intercolonial jusqu'à concurrence de \$15,000,000—3981; le Canadian-Northern est une grande entreprise nationale—3981; MM. Mackenzie et Mann ont une ambition haute et digne; non pas une ambition de faire des profits et de s'enrichir, mais bien l'ambition digne de citoyens canadiens, celle de développer leur pays d'origine et de laisser derrière eux un monument qui transmette leur nom à la postérité et qui fasse honneur au Canada—3982; le Nord-Canadien a fait gagner \$17,000,000 aux cultivateurs uniquement sur le transport du grain—3983; a évité une dépense de \$50,000,000 aux expéditeurs du Canada—3983; opinion du "Toronto Globe"—3983; le parcours du Canadian-Northern—3986; ce sera à l'honneur du Canada que de permettre à Mackenzie et Mann de terminer leur réseau de chemin de fer—3987.

M. Macdonald—Supercherie de hauts financiers—3988; erreur de 7 millions de dollars—3988; combinaisons insidieuses—3989; compagnie du Canadian-Northern doit \$26,000,000 à des fournisseurs d'un bout du pays à l'autre—3992; dette globale de la compagnie—3995; l'outillage de la compagnie—3995; droit de passage sur l'Intercolonial—3997; gouvernement semble dominé par les chemins de fer—4001; énormité de la proposition que le gouvernement fait au peuple—4003; propose que le projet de résolution soit renvoyé à six mois—4003.

M. Nesbitt—Gouvernement n'a pas le droit d'entrer en société avec Mackenzie et Mann—4005; je ne crois pas que l'Etat dût avoir un seul dollar dans cette entreprise, car, il n'en retirera aucun profit si elle n'arrive pas à bonne fin—4005; ces \$40,000,000 ne nous donnent point l'autorité nécessaire pour conduire les affaires à

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite*.

M. Nesbitt—*Suite*.

notre guise—4005; c'est tromper le public que de le prétendre, et c'est encore l'abuser davantage que de proposer d'avoir un directeur dans le bureau de direction—4005; un directeur ne saurait en aucune manière y avoir une autorité prépondérante et il se trouve responsable des actes de ce bureau aussi longtemps qu'il en fait partie—4005.

M. Smith (Ontario-sud)—La prospérité du Canada dépend en partie de ce que l'on se propose de faire à l'égard de ce troisième transcontinental—4009; ce serait de la part du gouvernement une sorte de suicide, de laisser tomber ces entreprises—4009.

M. German—Gouvernement devrait s'enquérir si ces \$45,000,000 suffiront à achever la construction du réseau du Canadian-Northern—4068; obtenir des explications complètes sur la conduite de MM. Mackenzie et Mann relativement à cette entreprise—4069; le gouvernement projette de s'associer à une compagnie dont les membres du cabinet eux-mêmes reconnaissent l'état d'insolvabilité, état qu'ils veulent faire cesser à l'aide des fonds publics—4070; Mackenzie et Mann auraient pu s'associer en assez bonne proportion des intérêts financiers, pour terminer la ligne qui serait peut-être finie maintenant sans leur avarice sans bornes, leur vanité peut-être, à détenir eux-mêmes la majorité des actions—4073; on n'a pas employé le capital aux fins qui lui étaient destinées, c'est-à-dire trouver de l'argent pour terminer le réseau—4073.

M. Armstrong (Lambton-est)—Gouvernement n'a rien négligé pour présenter au Parlement tous les renseignements voulus—4077; nous ne saurions soumettre à enquête les affaires privées de Mackenzie et Mann—4077; depuis 1853 le Canada a placé \$1,548,000,000 dans les voies ferrées—4077; canaux ont coûté \$135,000,000—4077; Canadian-Northern dessert les meilleures régions agricoles de l'Ouest—4077; c'est pour nous un légitime sujet d'orgueil de savoir qu'il y a au pays des hommes capables d'entreprendre une œuvre comme celle de ce réseau du Nord-Canadien—4077; provinces sont fortement intéressées dans cette entreprise—4078; tableau des subventions accordées par les provinces—4078; il n'est pas douteux que sans la réelle tenacité de MM. Mackenzie et Mann, qui est arrivée à imposer le Canadian-Northern et ses embranchements dans l'Ouest, il n'existerait pas dans l'Ouest toute la population que nous y voyons aujourd'hui, ni la prospérité que nous y rencontrons—4079.

M. Carvell—Situation de MM. Mackenzie et Mann dans ses rapports avec celle du Canada—4084; sans mettre un seul sou de leurs fonds particuliers; sans se rendre responsable du paiement d'un seul dollar, sans faire quoi que ce soit, sauf quémander de l'argent de tous ceux qu'ils ont rencontré, ces messieurs ont réussi à obtenir du peuple du Canada, du Dominion et des provinces, plus de \$200,000,000,

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite*.

M. Carvell—*Suite*.

soit en argent, soit en valeurs équivalentes—4086; c'est là un cas unique dans l'histoire du Canada, même dans celle du continent américain—4086; ce que nous devrions faire—4093; une enquête par une commission ou comité parlementaire—4093; obtenir de MM. Mackenzie et Mann un affidavit déclarant qu'ils n'ont pas réalisé de profits dans la construction du Canadian-Northern—4094; gouvernement verra ensuite aux dépenses—4094; gouvernement devrait se débarrasser de MM. Mackenzie et Mann—4101; gouvernement devrait faire exploiter le Canadian-Northern par une commission comme l'Intercolonial—4101.

Hon. M. White—Trois question à résoudre dans l'étude de la question du Canadian-Northern—4102; le gouvernement doit-il accorder de l'aide au réseau du Nord-Canadien? L'heure est-elle venue de ce faire et, dans l'affirmative, avons-nous adopté la meilleure méthode de l'accorder et l'intérêt public est-il suffisamment protégé par la proposition du gouvernement—4102; problème d'une importance vitale et primordiale—4102; notre politique de chemins de fer—4102; convaincu que la situation, quant aux chemins de fer du Canada, s'améliorera—4102; la situation du Canada—4103; année 1913 fut une année de marasme financier—4103; famine du monétaire—4103; suspendre les grands travaux publics dans toutes les parties de l'univers—4103; les choses en étaient rendues à ce point extrême, lorsque la compagnie du chemin de fer du Nord-Canadien a demandé de l'aide et lorsque la compagnie du Grand-Tronc-Pacifique a sollicité qu'on l'aidât à contracter un emprunt—4103; le gouvernement a consenti, autrement le crédit du Canada en aurait souffert—4103; tout s'est passé au grand jour—4104; la situation aujourd'hui—4104; compagnie du Nord-Canadien a besoin de \$100,000,000 pour terminer son entreprise—4105; elle est en mesure de se procurer \$58,000,000—4105; demande au gouvernement de garantir les autres \$45,000,000—4105; la situation de ce réseau—4106; sans l'aide du gouvernement il sera contraint de se mettre en liquidation—4105; réseau lié à l'intérêt vital du pays—4106; que le Nord-Canadien et ses trente compagnies filiales de chemin de fer, de messageries, de télégraphe, de paquebots et de gares terminus soit mis en liquidation, c'est chose qui ne se conçoit pas, quand on songe à l'intérêt que le gouvernement fédéral et les provinces ont dans cette entreprise et à l'impérieuse nécessité qu'il y a pour le commerce et l'industrie du Canada de maintenir l'exploitation de ce réseau en pleine activité—4106; qu'il ne faut pas nuire au crédit du Canada sur le marché de Londres en laissant mettre la compagnie en liquidation et en exposant les provinces à faire valoir les garanties qu'elles ont accordées—4106; le gouvernement en est arrivé à la conclusion qu'il était clairement de son devoir d'accorder cette garantie de \$45,000,000 pour aider à terminer le réseau—4108; quarante-cinq

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIEN-NORTHERN—*Suite*.

Hon. M. White—*Suite*.

millions de dollars sont une forte somme et, au point de vue des finances du Canada, il vaut beaucoup mieux que l'aide soit donnée au moyen d'une garantie qu'au moyen d'un prêt direct—4108; si nous fusionnions toutes les compagnies du Nord-Canadien, nous amènerions la confusion dans leur état financier—4108; le Nord-Canadien fera rentrer dans son Trésor les actions de toutes les compagnies fusionnées et auxiliaires—4108; dette du Nord-Canadien a été réduite—4110; les garanties obtenues par le gouvernement—4112; gouvernement surveillera les dépenses—4113; produit des valeurs négociables—4113; paiements sont entourés de toutes les garanties possibles—4113; remède que nous avons à notre disposition au cas où la compagnie ne pourrait faire honneur à ses obligations—4115; faute de paiement par la compagnie, le décret du conseil devient immédiatement ordonnance de cour—4115; pouvons remplacer le conseil d'administration de ces compagnies par nos propres directeurs, qui sont autorisés à faire l'exploitation—4115; le gouvernement peut, avec l'autorisation du Parlement, aliéner ce réseau soit par vente soit autrement, selon qu'il peut être utile et dans l'intérêt public—4115; en donnant une garantie de \$45,000,000 au Nord-Canadien nous ne sommes nullement associés de Mackenzie et Mann—4117; le peuple aura 40 p. 100 des actions ordinaires entièrement versées et Mackenzie et Mann auront 60 p. 100 du capital du Canadian-Northern et des compagnies auxiliaires et fusionnées—4118; cela doit être considéré comme une très bonne opération effectuée par le gouvernement—4118; il ne s'agit pas de Mackenzie et Mann; il s'agit de l'intérêt public—4120; depuis des mois, la situation du Nord-Canadien inquiète les cercles financiers de Londres et cette inquiétude nuit à toutes les valeurs canadiennes et prive de capitaux de nombreuses entreprises qui en auraient besoin—4120; le plus tôt cette affaire du Nord-Canadien sera réglée, le mieux ce sera pour toutes les autres entreprises canadiennes—4120.

M. Buchanan—Crise financière de 1913 n'est pas passée—4120; gouvernement a fait manque de sagesse en persistant à appliquer dans l'Ouest une politique qui a nuï aux affaires—4120; le pays ne croira pas qu'il y ait lieu de se féliciter d'une association avec Mackenzie et Mann ou avec le Nord-Canadien, surtout quand le pays n'est appelé à jouer qu'un rôle secondaire dans l'association, puisqu'il ne possèdera pas la majorité des actions—4121; on aurait dû exercer une pression pour forcer Mackenzie et Mann à consacrer toute leur fortune personnelle à sauver ce chemin de fer—4122.

M. Pardee—Depuis les débuts du Nord-Canadien, le Parlement fédéral, les législatures provinciales, les municipalités et les conseils de townships du Canada n'ont jamais cessé de témoigner des égards à Mackenzie et Mann—4125; ces deux derniers n'ont jamais placé un seul sou

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIEN-NORTHERN—*Suite*.

M. Pardee—*Suite*.

dans cette entreprise—4125; nous demandons d'avoir la haute main sur les actions du Nord-Canadien, nous demandons que toutes les compagnies auxiliaires deviennent la propriété du gouvernement, que le gouvernement nomme la majorité des directeurs, qui soient des administrateurs de chemins de fer et non pas des entrepreneurs, et que les fonds soient employés sous leur direction—4126.

M. Burnham—Erreurs commises par le passé—4140; gouvernement n'a pas été envoyé ici par le peuple pour mettre de côté les difficultés—4140; il doit envisager le problème actuel et le résoudre—4140; il s'agit de savoir si par une petite opération financière heureuse, qui ne fera pas beaucoup de tort aux autres et à nous-mêmes, nous pourrions sortir cette grande entreprise d'une difficulté sérieuse et placer le Canadian-Northern, non pour son avantage mais pour le nôtre, sur une base solide—4140; d'une façon générale, la proposition d'accorder de l'aide est acceptée—4141; le reste n'est qu'une question de détails—4141; lorsque le moment viendra nous pourrions les forclorre et être sévères avec eux, parce qu'ils ne méritent aucune pitié—4142.

M. Lapointe (Kamouraska)—Le gouvernement l'année dernière accorda un cadeau extravagant de 15 millions à Mackenzie et Mann—4142; aucune explication n'est donnée sur la façon dont cet argent a été dépensé—4142; gouvernement est complice des fausses représentations faites l'an dernier par Mackenzie et Mann au Parlement canadien—4142; seule une enquête sérieuse et complète, faite, au préalable, dans les affaires de cette compagnie, pourra satisfaire l'opinion publique et justifier le gouvernement de venir à son aide—4142; ce que Mackenzie et Mann ont reçu des gouvernements et des municipalités, \$280,209—4143; si le pays doit payer le coût de ce chemin de fer, que ces financiers en abandonnent le contrôle et la possession au peuple canadien—4144.

M. McCrea—Gouvernement ne s'est pas renseigné au sujet du Canadien-Nord aussi à fond qu'il aurait dû le faire—4145; dans cette entreprise il ne devrait pas y avoir de capital majoré—4146; il ne faut pas que le Nord-Canadien tombe en faillite, mais d'un autre côté, la Chambre n'est pas excusable d'approuver un arrangement ou d'accorder une aide quelconque, avant de savoir exactement ce que Mackenzie et Mann ont fait des sommes qu'ils ont déjà reçues et quel emploi ils feront de l'argent que ces résolutions doivent leur procurer—4146.

M. Maclean (York-sud)—Nous ne pourrions souffrir que le crédit du Canada fût compromis, aujourd'hui, par suite de l'impossibilité où se trouvait une compagnie créée par ce Parlement, soit par un parti soit par l'autre, de remplir ses engagements—4147; le Parlement du Canada est responsable du fait que nous avons,

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

M. Maclean (York-sud)—*Suite.*

en ce pays, une grande voie ferrée transcontinentale et que nous en construisons deux autres avec l'argent et surtout avec le crédit de la population du Canada—4147; le gouvernement, en apparence préoccupé de cette idée, se propose de prendre une attitude quelconque, et il nous a soumis un projet qui viendra à l'aide de cette compagnie, ce qui, nous l'espérons, assurera le parachèvement de cette voie ferrée, et j'ose croire qu'en fin de compte cela vaudra mieux que tout ce que nous avons fait dans le passé—4147; le premier pas vers la nationalisation—4147; c'est seulement dans la possession par l'Etat que se trouve la solution du problème du transport—4147; se débarrasser des lignes inutiles—4150; soustraire les gens au paiement des taux excessifs de transport sur terre et sur eau—4150; réglementation du capital des diverses compagnies de chemins de fer—4150; l'arrosage des actions—4150.

M. Pacaud—Nous pouvons attendre et faire une enquête—4153; avec le projet du gouvernement, le Canada sera le quatrième hypothécaire d'une entreprise qui est déjà imbibée de valeurs et de capital fictifs—4153.

M. Verville—Nous jouons avec des millions depuis quelques années—4154; la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, et certaines parties de la France ont nationalisé leurs chemins de fer; et ce qui a été fait dans ces pays peut certainement être fait au Canada—4154; si nous demandions au peuple aujourd'hui de se taxer pour acheter les chemins de fer, je suis certain qu'une grande majorité des électeurs répondraient clairement qu'ils sont en faveur de cette transaction—4154; garantie de \$45,000,000 demandée par le gouvernement signifie une taxe de \$6 par tête de population—4154; aurait été mieux de diminuer la dette nationale—4154; cherté de la vie—4155; il paraît y avoir une organisation très forte et très déterminée entre les millionnaires qui exploitent le peuple au moyen des taux de transports et de la main-d'œuvre—4155; si le gouvernement ne prend pas possession des chemins de fer, il conduit indirectement le pays à la taxe directe—4155.

M. De Witt Foster—Canada compte 1,300,000 producteurs de toute classe—4158; nous avons 30,000 milles de voies ferrées—4158; pour 43 producteurs il y a un mille de chemin de fer—4158; valeur moyenne \$75,000 par mille—4158; les charges à payer sont d'environ \$4,500 par mille—4158; chacune des 43 personnes doit s'imposer une taxe de \$102 par année—4158; dans l'état actuel nous n'avons que faire de trois transcontinentaux—4158; il faut laisser aux promoteurs du Canadian-Northern la maîtrise jusqu'à ce que la ligne soit finie, et si alors la convention mise sur le bureau n'était pas exécutée d'une manière satisfaisante, la voie deviendrait la propriété de l'Etat—4159.

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

M. Lanctôt—MM. Mackenzie et Mann possèdent une fortune personnelle, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, et au Mexique, d'au moins cent millions de piastres—4161; devraient mettre cet argent dans l'entreprise du Canadian-Northern, le gouvernement garantissant ensuite la différence—4161; cette ligne principale, appelée un nouveau transcontinental, ne pourra jamais être exploitée avec profit—4161; cette ligne n'est pas construite pour faciliter le passage de gros trains chargés de blé de l'Ouest, parce que les rampes sont trop fortes—4161; le chemin, tel que construit, ne pourra pas lutter avantageusement contre les lignes déjà existantes, c'est-à-dire le Pacifique-Canadien et le Grand-Tronc-Pacifique—4162; l'objet visé par MM. Mackenzie et Mann n'est pas d'exploiter eux-mêmes ce réseau de chemin de fer, mais bien d'en tirer le plus de profits possibles pour leurs intérêts personnels—4162.

Hon. M. Lemieux—Injuste de présenter une mesure de cette importance aux derniers jours de la session—4164; situation est mauvaise même en la considérant sous l'aspect le plus favorable—4164; on nous demande de conclure un marché avec des coupables—4165; nous devrions réfléchir avant de conclure ce marché désastreux—4165; qu'est-ce que représente cette nouvelle garantie que l'on nous demande?—4165; une taxe de \$31.75 pour chaque famille qui habite sur le sol canadien—4165; une dette de \$15,800,000 pour la population de Québec—4165; nous avons été trompés l'année dernière lorsqu'on a donné une aide de \$15,000,000—4166; si l'entreprise devient insolvable le Canada portera tout le fardeau—4166; le gros du peuple canadien est hostile à ce marché—4166; opinion de 'L'Orangeville Sun'—4166; se serait un acte de haute trahison de la part du gouvernement Borden de donner un autre sou à Mackenzie et Mann—4167; ce qui s'est passé lorsque la compagnie du Canadien-Pacifique s'est trouvée dans des circonstances difficiles—4168; quelques lignes des mémoires de sir Charles Tupper—4168; que voyons-nous dans le cas actuel?—4168; terrains de la ville modèle à Montréal—4169; Mackenzie et Mann empocheront un profit d'environ \$20,000,000—4169; rumeur qui circule à Montréal—4169; ce qu'a fait le pays pour Mackenzie et Mann—4169; je demande que le gouvernement, avant d'accorder \$45,000,000 à ces deux messieurs qui ont déjà reçu \$300,000,000, institue une enquête pour connaître les détails de la construction du Nord-Canadien—4170; nous devrions tenir une enquête sur l'évaluation du coût de l'achèvement de la ligne—4170; sur les valeurs offertes par le Canadian-Northern Railway—4170; sur les valeurs personnelles que pourraient encore fournir individuellement MM. Mackenzie et Mann—4170; quand cette enquête aura été faite, si on le juge nécessaire, on pourrait prêter à MM. Mackenzie et Mann le montant d'ar-

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite*.

Hon. M. Lemieux—*Suite*.

gent nécessaire pour finir la ligne, mais nous devrions d'abord obtenir des valeurs convenables—4170

M. Charlton—Question au point de vue national—4170; seule différence entre les déclarations des deux chefs sur cette importante question—4171; l'histoire des grands hommes de chemins de fer—4171; nous n'avons pas d'argent à dépenser en armements et en navires de guerre, mais nous avons tout l'argent nécessaire pour développer le pays, en aidant aux entreprises de chemins de fer et à la construction des bonnes routes—4172; en encourageant l'éducation et en venant au secours des malheureux, afin d'occuper une place enviée parmi les nations civilisées—4172; nous devons donner cette garantie de \$45,000,000 et nous devons conserver les services de Mackenzie et Mann—4172.

M. Neely—Des statuts du Parlement précédent lient d'avance le Canada à la construction d'un troisième chemin de fer transcontinental, le Nord-Canadien—4173; l'histoire du Nord-Canadien, dans l'ouest du Canada, raconte, dans une mesure très large, l'histoire des progrès du Manitoba, de l'Alberta et de la Saskatchewan—4174; les résolutions ne ferment aucune disposition concernant la construction des embranchements dont la population de l'Ouest a si grand besoin—4175; proteste contre la convention proposée, parce qu'elle empiète sur les droits des provinces de l'Ouest—4181; parce qu'elle ne promet aucune aide pour la construction et l'échèvement et l'amélioration des lignes auxiliaires dans les provinces des prairies—4181; parce que ces résolutions font entrer le Canada dans une société dans laquelle il devra jouer le rôle humiliant de venir au secours d'une grande compagnie qui s'est déclarée elle-même en banqueroute, et dans cette société le Canada n'aura ni voix ni contrôle dans la politique de la compagnie ou dans l'emploi de l'argent que nous lui votons—4181.

Amendement Macdonald, renvoi à six mois, est rejeté: Pour—64; contre—111—4181. Résolution est étudiée en comité—4182.

M. Carvell—Modifier l'article 4 en y insérant les mots "par les entrepreneurs" après le mot "entreprises"—4185; de cette façon vous rendriez Mackenzie et Mann personnellement responsables du paiement des dettes des compagnies constituantes et auxiliaires—4185.

Le très hon. R. L. Borden—Il est loisible au Gouverneur en conseil d'exiger la garantie personnelle de sir W. Mackenzie ou de sir D. Mann, ou des deux à la fois—4185.

Amendement Carvell est rejeté—4193.

M. Maclean (Halifax)—Gouvernement s'est-il entendu avec les gouvernements provinciaux au sujet de la saisie de la faculté de rachat de la compagnie Mackenzie et Mann, Limited, dans les chemins de fer qui ont des chartes provinciales et qui

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite*.

M. Maclean (Halifax)—*Suite*.

sont hypothéqués par les gouvernements provinciaux—4199.

Le très hon. R. L. Borden—Je suppose bien que les gouvernements provinciaux connaissent bien la nature de ces propositions—4199.

Hon. M. Pugsley—Une considération que l'on aurait dû faire valoir, et que le gouvernement devait ne pas perdre de vue—4203; il existe dans le pays une tendance à vouloir que le gouvernement prenne possession et mette lui-même en service un chemin de fer qui va de l'Atlantique au Pacifique—4203; déjà le peuple canadien possède, avec l'Intercolonial, 1,800 milles de voies ferrées; il se construit à l'heure qu'il est une ligne de près de 500 milles qui, de la Saskatchewan, se rendra à la baie d'Hudson, et il se peut que d'ici à cinq ans le peuple soit d'avis d'étendre ce réseau de façon à ce qu'il aille de l'Atlantique au Pacifique—4203; ne serait-il pas opportun de confier à un commissaire ou à une compagnie d'administration la totalité du capital du Canadian-Northern—4203; ce capital est de la majoration pure et simple—4204; un énoncé faux—4204; majorité du Parlement est prête à déclarer par une loi que ce capital de 100 millions est entièrement versé, alors que le Parlement sait qu'il n'en a pas été payé un sou—4205.

Le très hon. R. L. Borden—Nous avons pris tous les renseignements possibles dans les circonstances, et nous sommes convaincus que les \$58,000,000 qui sont maintenant à la disposition de la compagnie, du moment qu'elle les aura gagnés, et le produit de ces obligations suffiront à parachever son réseau—4215.

M. Proulx—Rumeur d'une entente entre la compagnie du Nord-Canadien et sir Rodolphe Forget—4228; compagnie doit acquérir le chemin de fer de Québec au Saguenay—4228.

Hon. M. Meighen—Nous ne savons rien de pareille entente—4228.

Hon. M. Pugsley—Personne ne voudra essayer de convaincre le comité que MM. Mackenzie et Mann ne sont pas devenus riches en construisant le Canadian-Northern—4233.

Hon. M. Meighen—Experts du gouvernement ont déclaré dans leur rapport que Mackenzie et Mann n'avaient rien retiré que leurs actions ordinaires—4233.

Hon. M. Pugsley—En réalité, la compagnie Mackenzie et Mann et la compagnie du Nord-Canadien sont une seule et même chose—4237; s'il en est ainsi, pourquoi Mackenzie et Mann n'engageraient-ils pas leurs propres biens—4237.

Reprise de l'étude de la résolution en comité—4396.

Hon. M. Pugsley—La compagnie ou Mackenzie, Mann et Compagnie, c'est-à-dire, la compagnie du chemin de fer du Nord-Canadien, ou la compagnie Mackenzie-Mann (à responsabilité limitée), nonobstant l'hypothèque fiduciaire, a le droit de faire le retrait des terres arables, sur

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite*.

Hon. M. Pugsley—*Suite*.

paiement de \$15 l'acre—4398; elle peut faire le retrait des terres comprises dans les emplacements de ville, sur paiement de \$150 l'acre, et elle peut exiger des fidéicommissaires, sur réception de cette somme, moins les frais, qu'ils légalisent les actes de transfert en faveur de ceux à qui la compagnie du Nord-Canadien ou Mackenzie-Mann et Cie ont vendu ces terres—4398; s'il en est ainsi la garantie prise par le gouvernement sur le droit de rachat dans ce stock de la Canadian Northern Town Properties Company n'offrira que très peu de valeur—4398.

Hon. M. Meighen—La raison pour laquelle on a inséré cette disposition serait que la Mackenzie-Mann Company et le Canadian-Northern ont jugé nécessaire, étant donné que des terres leur avaient été vendues, de stipuler que certaines étendues en arpents pourraient être retirées de l'hypothèque afin qu'ils pussent compléter leurs titres—4399.

M. A. W. Chisholm—Gouvernement devrait profiter de cette occasion pour forcer Mackenzie et Mann à tenir leurs engagements envers le comté d'Inverness—4401; la Inverness Railway and Coal Company—4401.

M. Clark (Red-Deer)—Dans l'Ouest il n'y a pas d'hostilité contre le Canadian-Northern—4421; il y a un manque de confiance très répandu et très profond chez ceux qui ont des relations avec la compagnie—4421; ce manque de confiance est fondé sur la croyance, très répandue dans le peuple, que ces gens individuellement et personnellement possèdent des coupes de bois, des immeubles, des mines de houille, des journaux, et autres sortes de biens personnels, qu'ils n'ont pu gagner, d'après l'idée de l'homme de la rue, qu'en divisant les fonds qui auraient dû servir à la construction du chemin de fer—4421.

Le très hon. R. L. Borden—Nous entreprenons de prendre à notre charge une responsabilité éventuelle comme garantie de \$45,000,000, somme qu'il a été reconnue nécessaire de garantir pour se procurer environ \$42,000,000 destinés à achever la ligne—4423; au cours de notre enquête, nous avons trouvé d'autres engagements s'élevant à environ \$28,000,000 dont il faudra prendre soin pour assurer l'achèvement de la ligne—4423; nous avons exigé des entrepreneurs des remises de valeur pour faire face à ces \$28,000,000—4423; quant à la somme de \$20,000,000, c'est aussi une responsabilité éventuelle, car les valeurs sont engagées pour la garantir—4423; en exigeant de ces messieurs une garantie pour faire face à ces \$28,000,000 nous sommes allés beaucoup plus loin qu'un gouvernement quelconque ne l'a fait dans une convention de ce genre—4423; nous nous chargeons d'une responsabilité de \$45,000,000 et sir William Mackenzie et sir Donald Mann se chargent de la responsabilité de \$28,000,000, dont \$20,000,000 sont éventuels—4423.

Hon. M. Pugsley—Amendement à l'article 3: "Le Nord-Canadien ne pourra pas

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite*.

Hon. M. Pugsley—*Suite*.

légalement transférer le droit de réméré, à l'égard des dites actions ni aucune d'elles, tant que subsistera la susdite hypothèque, ni en aucun temps après transférer les dites actions ni aucune d'elles. Toutes les dites actions, ainsi que les biens réels des dites compagnies, seront censés être représentés par les actions émises du Nord-Canadien et les susdites actions ne seront, en aucun temps ni pour aucune fin, censées avoir une valeur autre que celle qui est représentée par les actions émises du Nord-Canadien et comprises dans icelles—1446.

Le très hon. R. L. Borden—Le but proposé par cet amendement, est déjà atteint par le passage de l'article qui dit: "Ces actions devant devenir et rester la propriété du Nord-Canadien"—4447.

Hon. M. Murphy—Le Canadian-Northern dans la Colombie-Anglaise—4462; convention entre la province et la compagnie—4462; entreprise ne devait pas être déclarée être à l'avantage général du Canada—4462.

Le très hon. R. L. Borden—Colombie-Anglaise a fait des représentations à ce sujet—4463; j'ai dit en toutes lettres aux représentants de la Colombie-Anglaise que nous ne croyons pas à propos de garantir les obligations et d'offrir cette aide, qui doit surtout servir à la partie de la ligne située dans cette province, à moins que toute la ligne, depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique, y compris la partie située dans la Colombie-Anglaise, ne soit mise sous la juridiction de la commission des chemins de fer du Canada—4464; texte de la correspondance—4464.

Hon. M. Oliver—Donne avis de l'amendement suivant à l'article 15: "Pourvu que, lorsqu'il s'agira des compagnies de chemin de fer Canadian-Northern-Western et Canadian-Northern-Saskatchewan, les dispositions précédentes n'aient d'application qu'à celles des parties de la ligne de ces compagnies, qui font maintenant, ou qui feront dans la suite, partie du réseau du Canadian-Northern et aussi longtemps seulement qu'elles en feront partie"—4475.

Hon. M. Pugsley—Propose amendement à l'article 14—4479; qu'aucune action du capital social des compagnies mentionnées dans la première annexe, ne doit être émise sans le consentement du Parlement du Canada—4479.

Amendement rejeté par 44 contre 29—4488.

Hon. M. Lemieux—Y a-t-il quelque chose de vrai dans la rumeur que le fidéicommissaire doit aller à la National Trust Company?—4507; donné lieu à des critiques—4507; compagnie est plus ou moins alliée au Canadian-Northern—4507.

Le très hon. R. L. Borden—On n'a fait le choix d'aucune compagnie fiduciaire—4507.

Hon. M. Oliver—Question des taux de transport—4510; égalité de taux de transport sur des distances inégales—

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU
CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

Hon. M. Oliver—*Suite.*

4510; je veux demander que l'on établisse l'égalité de taux de transport pour des distances inégales et des conditions semblables—4510; la commission des chemins de fer a rendu une décision reconnaissant l'inégalité des taux de transport entre l'Est et l'Ouest—4511; cette décision a désappointé la population de l'Ouest, qui y voit une injustice et une erreur judiciaire—4511; résolutions adoptées par la Chambre de Commerce de Winnipeg—4511; un amendement—4511.

M. Ross—Dépenses publiques extravagantes—4553; qu'un sentiment dans Ontario—4553; MM. Mackenzie et Mann, ont reçu du peuple du Canada tout ce que pourraient obtenir d'autres personnes sous la forme d'aide publique—4553; à mon avis, MM. Mackenzie et Mann ont été le couple le plus tenace des parasites politiques qui a jamais affligé un pays—4553; puisqu'ils viennent demander qu'on leur garantisse des obligations jusqu'à concurrence de \$45,000,000, ils devraient au moins fournir à la Chambre leur propre déclaration sous serment pour attester les faits—4556; gouvernement n'a jamais demandé une garantie additionnelle sous forme de garantie personnelle de sir William Mackenzie et de sir Donald Mann, pour garantir que son arrangement serait exécuté et respecté—4557; gouvernement a manqué à son devoir—4557; peuple du Canada pas suffisamment protégé—4558; délégation d'Ontario et les lignes de chemins de fer électriques—4558; moyen de diminuer le coût de la vie—4558; Mackenzie et Mann sont guère favorables à la construction de lignes électriques—4558; un amendement—4558; enquête par un comité du Parlement—4558; texte de l'amendement—4558.

Le très hon. R. L. Borden—Trois quarts des objections ont déjà reçu des réponses satisfaisantes—4559; énonce une nouvelle politique—4559; vie industrielle du pays sera jetée dans la confusion—4559; ouvriers chômeront par milliers—4559; je désire lui dire dès maintenant que je ne crois pas qu'une partie considérable de la population du Canada soit en faveur de sa politique—4559; je pense au contraire qu'une très grande majorité du peuple considère que l'achèvement de cette ligne ne peut pas être indéfiniment retardé—4559; je crois que le pays concourt dans l'opinion du député de Renfrew-sud, savoir: que l'achèvement de la ligne ne doit pas être retardé, et qu'il est absolument essentiel que les travaux se continuent et ne soient pas interrompus—4559.

Sir Wilfrid Laurier—Compagnie demande de l'aide pour la quatrième fois—4561; on lui a donné plus de \$60,000,000—4561; demande encore 45 millions—4561; raisonnable de savoir exactement quelle est la situation de la compagnie—4561; une enquête parlementaire—4561; renseignements obtenus sont loin d'être complets—4561.

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU
CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

Hon. M. Meighen—J'ai dit au nom du gouvernement, après m'y être fait autoriser, que le gouvernement du Canada verrait à ce que les dettes mises à compte de la construction fussent acquittées avant que l'on payât les 45 millions—4564; ce que signifie la résolution au sujet des compagnies auxiliaires—4565; voici un ensemble de compagnies, au nombre de vingt-neuf, y compris la compagnie-mère; chacune d'elles peut faire des avances à toute autre et s'assurer des garanties en conséquence; il est loisible à chacune d'elle d'émettre des actions en faveur d'une autre et d'en payer ou d'en donner la valeur—4565; elles sont autorisées à prendre des actions l'une de l'autre, si cela peut leur être de quelque utilité—4566.

M. Macdonald—Au point de vue de la sincérité du pays, abstraction faite de toute question de droit strict, touchant nos relations d'associés, après tout ce que nous avons fait et après avoir consenti à accorder à cette compagnie une garantie de \$45,000,000 sur ses obligations, combien n'est-il pas plus impérieux encore de nous éclairer parfaitement sur la situation de cette compagnie. Pourquoi donc ne pas faire enquête?—4569.

Amendement de M. Ross est rejeté: Pour, 46; contre, 90—4572.

Hon. M. Pugsley propose un amendement—4573; réduction du capital social—4573; transport du capital—4573; texte de l'amendement—4573; MM. Mackenzie et Mann sont évidemment entrés dans cette entreprise avec l'idée de ne pas mettre les actions du Nord-Canadien sur le marché, de ne pas permettre au public de devenir actionnaire de la compagnie—4573; jusqu'à présent ils ont eu la disposition absolue de tout le capital de la compagnie—4574; l'amendement porte que si la compagnie, se conformant en cela aux prescriptions des résolutions, paie l'intérêt des obligations à être garanties et remplit toutes les autres conditions stipulées dans la convention Mackenzie, Mann and Company, Limited, reprendra les actions à l'expiration de cinq ans—4576.

Le très hon. R. L. Borden—Dans sa forme actuelle cet amendement signifie que le gouvernement du Canada devrait prendre à sa charge l'achèvement et l'administration d'un chemin de fer dont il n'est pas encore propriétaire, et dont il ne le sera peut-être jamais—4581; proposition concorde peu avec ce qui a été fait par le gouvernement Laurier—4582; nos adversaires sont bien étranges—4583; nous sommes tous prêts à faire la lutte contre eux sur cette question devant le pays quand le moment sera venu—4585.

M. Maclean (York-sud)—Le Parlement et le gouvernement ont le devoir de venir en aide au Canadian-Northern, après ce qu'ont fait l'administration et la législation précédente, et aussi parce qu'un refus de s'engager dans cette affaire aurait fait au crédit du Canada un tort considérable, sans compter qu'une panique aurait pu se produire dans le pays—4585; je tiens cette ligne pour une entreprise

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Suite.*

M. Maclean (York-sud)—*Suite.*

extrêmement avantageuse, d'autant mieux qu'elle se prête très bien à un raccordement avec l'Intercolonial, le seul de nos chemins de fer qui pour l'heure appartienne au public—4585; une confiance absolue en l'utilité d'une nationalisation de ces grands services—4585; quand nous sommes à conclure un marché avec cette compagnie, à l'appuyer du crédit du Canada et à nous charger d'une dette, il n'est que juste que nous ayons une option sur les \$60,000,000 d'actions disponibles—4587; il ne me semble pas que \$30,000,000 soient une estimation excessive de la valeur de ces actions—4587; j'ignore quelles sont les vues de Mackenzie, Mann et compagnie, propriétaires de ces actions, mais je crois qu'ils seraient disposés à négocier avec le gouvernement dès aujourd'hui, en vue de la cession de leurs intérêts et qu'ils seraient disposés à donner une option sur ces \$60,000,000 qui restent—4587; nous devrions régler cela tout de suite et ne pas remettre l'opération à plus tard—4587.

M. Thomson (Qu'Appelle)—La compagnie a reçu autant d'aide qu'aucune compagnie dans sa position ait jamais reçue auparavant—4589; il n'y a pas de grande compagnie de chemin de fer au Canada qui ait reçu proportionnellement autant d'aide pour le travail fait ou supposé être fait, que cette compagnie en a reçu—4589.

M. Nesbitt—J'approuve entièrement l'amendement proposé par *M. Pugsley*, parce qu'il est conçu du point de vue strict des affaires et définit nettement l'attitude que le gouvernement aurait dû prendre, dès le commencement, envers Mackenzie, Mann et Compagnie ou le Nord-Canadien—4594.

Amendement de *M. Pugsley* est rejeté: Pour, 45; contre, 39—4595.

Hon. M. Oliver—Amendement concernant les taux de trafic—4597; texte de l'amendement—4597.

Hon. M. Rogers—Amendements proposés par l'opposition ne sont tenus pour sérieux ni par la Chambre ni par le public canadien—4598; question des taux de trafic—4598; impossible de légiférer à l'endroit d'une seule compagnie—4598; demande du Board of Trade de Winnipeg soumise à la commission des chemins de fer—4598; réponse du président *J. P. Mabee*—4598; situation dans l'Ouest—4599.

M. Guthrie—La difficulté principale dans le Manitoba eut lieu avec le monopole qui fut créé par le gouvernement conservateur du Canada, lorsqu'ils accordèrent une charte au chemin de fer Pacifique-Canadien—4601; une occasion se présente aujourd'hui de baisser les taux—4602; amendement est plein de bon sens—4603.

M. Maclean (York-sud)—Devrait y avoir égalité dans les taux de transport par chemin de fer dans notre pays—4603; chemins de fer ont été en grande partie construits avec l'argent de la nation pour servir les intérêts de tout le pays également—4603; injustice pour l'Ouest—4603; pourquoi la commission des chemins de

RESOLUTIONS CONCERNANT L'AIDE AU CANADIAN-NORTHERN—*Fin.*

M. Maclean (York-sud)—*Suite.*

fer fait-elle une distinction entre l'Est et l'Ouest sans en avoir reçu de cette Chambre aucun ordre—4603; stratégie de l'homme d'Etat—4603; lorsque nous accordons de l'aide à un chemin de fer c'est le temps d'en exiger des concessions—4603.

M. Buchanan—Si le gouvernement du Manitoba a bien fait d'exiger la réduction des taux, le gouvernement fédéral ne ferait pas mal de les égaliser. C'est ce que nous demandons—4607.

Amendement *Oliver* rejeté; Pour—42; contre—82—4607.

Adoptées—4607.

RESOLUTION CONCERNANT LE SERVICE CIVIL.

Hon. M. White propose une résolution pour voyant à une augmentation des salaires du service civil—4619; texte de la résolution—4619; refonte des lois actuelles—4619; observation de *sir George Murray*—4619; principales modifications—4620; classification du personnel des services intérieurs est changée—4620; classification nouvelle sera applicable aux entrants—4620; il devient de plus en plus difficile de décider les jeunes gens réunissant les qualités requises, les jeunes gens bien doués à entrer dans les services administratifs au minimum d'appointments que prescrit la loi actuelle—4620; nous nous proposons d'augmenter le minimum des salaires—4620; certains sous-ministres ne sont pas assez bien payés—4621; la question des appointements des sous-ministres peut être mieux réglée par une législation ordinaire, et le gouvernement la mettra à l'étude à la prochaine session du Parlement—4621; classe séparée pour les fonctionnaires techniques—4621; grande difficultés à trouver des experts—4621; contrôles l'emploi de commis temporaires—4621; dispositions de la retraite obligatoire—4621; établir une limite d'âge—4621; vaut mieux remettre l'étude du bill à la prochaine session—4622; effet rétroactif—4622.

M. McKenzie—Juste de soumettre cette loi à l'exécutif de l'association du service civil—4623; bon que la voix des travailleurs soit écoutée—4623; doit donner suffisamment pour vivre aux employés capables de servir le pays—4623.

Hon. M. Lemieux—Exprime le regret que le ministre ne puisse pas accorder maintenant au service civil l'aide qu'il comptait recevoir du gouvernement—4623; cherté de la vie—4623; fonctionnaires qui reçoivent de petits salaires—4623; l'augmentation devrait être plus forte au bas de l'échelle—4624; mettre le service extérieur sur un pied d'égalité avec le service intérieur—4624; examen de concours sera appliqué aux deux services—4624; retraite raisonnable aux fonctionnaires publics—4624; mémoire de l'association du service civil—4625; au sujet des promotions—4625; mode actuel peu

RESOLUTION CONCERNANT LE SERVICE CIVIL—*Suite*.

Hon. Mr. Lemieux—*Suite*.

satisfaisant—4625; gouvernement devrait s'occuper des officiers subalternes dès maintenant—4625.

M. Fripp—Employés ont eu à souffrir depuis des années—4625; pas une classe n'a eu plus à se plaindre du coût élevé de la vie que celle des salariés—4625; cela s'applique à 3,500 employés publics à Ottawa—4625; absolue nécessité de venir en aide aux employés des classes subalternes—4625; 87 pour 100 des employés ne gagnent en moyenne, que \$1,042 par année—4625; employés publics d'Ottawa gagnent en moyenne, moins que les artisans—4626.

M. Verville—S'il est une catégorie d'employés qui méritent une augmentation, c'est bien ceux du service extérieur—4626; cherté de la vie se fait cruellement sentir—4626; si nous donnons aux employés publics moins que ce qu'il faut pour vivre, nous les invitons à la malhonnêteté—4626; femme ou homme le salaire devrait être égal lorsque le travail est le même—4627; si tous les employeurs devaient, que ce soit le gouvernement ou que ce soit les particuliers, rétribuer le travail d'une femme à l'égal de celui de l'homme quand ce travail est de même nature, on verrait plus d'hommes à l'ouvrage et probablement plus de femmes à la maison—4627.

M. Chabot—Le bill quand il en sera fait l'application contentera tous les intéressés—4628; ont raison de demander une augmentation de salaire et une classification plus avantageuse—4628.

M. Proulx—Mise à la retraite—4628; employés civils contribueront au fonds de pension et aussi le gouvernement—4628; système de contributions devrait aussi s'appliquer aux juges—4628; jamais approuvé le paiement d'une pension aux juges sans contribution—4628; bon qu'il eût une limite d'âge—4628; quelques employés civils sont incapables, à cause de leur grand âge, de bien remplir leurs devoirs—4628; s'objecte à l'emploi de femmes dans le service civil—4629; profession d'institutrice ne se recrute plus—4629; femmes détiennent dans l'administration des emplois qui devraient être attribués à des hommes—4629; une des raisons pour lesquelles il est si difficile de recruter des institutrices pour les écoles publiques ou séparées de l'Ontario, c'est que l'enseignement est déserté au profit des emplois du gouvernement—4629; employés du gouvernement devraient aussi connaître les deux langues—4629.

M. Maclean (Halifax)—Important d'avoir un service public capable, progressif et effectif—4629; un moyen de nous assurer un service administratif utile, c'est d'observer à la lettre certaines règles dans l'avancement et la rémunération des employés—4629; n'employer que le nombre requis—4630.

RESOLUTION CONCERNANT LE SERVICE CIVIL—*Fin*.

M. Edwards—Appointements des employés civils d'Ottawa sont passablement élevés si l'on prend en considération les heures de travail—4632; à l'heure actuelle, un jeune homme peut commencer sa carrière dans le service civil et recevoir de meilleurs appointements dès le début qu'il ne pourrait recevoir dans aucune profession du Canada, en supposant qu'il jouisse de la même éducation—4632; il faut aussi considérer la question au point de vue de celui qui paie les salaires—4632.

M. Fowler—Question qui devrait être mise à l'étude, celle de la privation du droit électoral—4633; ce serait réellement une excellente réforme qui épargnerait aux députés d'Ottawa et à ceux d'autres comtés une foule d'ennuis et de soucis—4633; la majorité des fonctionnaires à Ottawa touchent une rémunération bien supérieure à ce qu'ils gagneraient, s'il leur fallait peiner au service des maisons commerciales—4633.

Adoptée—4634.

RESOLUTION CONCERNANT LA REPRESENTATION SENATORIALE.

Le très hon. R. L. Borden propose une résolution à l'effet qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté la priant de modifier l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867 au sujet de la représentation sénatoriale—5469; texte de la résolution—5469; quatre projets de loi concernant la Colombie-Anglaise, la Saskatchewan, l'Alberta et le Manitoba—5470; représentation sénatoriale de ces provinces—5470; porter le nombre des sénateurs de quatre à six—5470; dans l'acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, il est stipulé que le Canada en ce qui regarde le Sénat, comprendra trois divisions et que chacune de ces divisions aura vingt-quatre représentants—5470; une quatrième division, laquelle comprendrait les quatre provinces de l'ouest du Canada, c'est-à-dire le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Anglaise—5470; le 1er paragraphe du projet de résolution arrête que le nombre de sénateurs établi par l'article 21 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord sera porté de 72 à 96—5471; l'alinéa 2 du projet de résolution énonce que les divisions du Canada par rapport à la constitution du Sénat seront augmentées de trois à quatre—5471; le paragraphe 5 stipule que le nombre des sénateurs ne devra jamais dépasser cent quatre, c'est-à-dire, quatre-vingt-seize, le chiffre normal, plus huit sénateurs additionnels qui peuvent être nommés en vertu de l'article 26 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord—5471; le paragraphe 6 stipule que, dans le cas où Terre-Neuve s'unirait à la Confédération, elle serait représentée au Sénat par six au lieu de quatre sénateurs—5471.

Sir Wilfrid Laurier—Ne peut y avoir de doute que le Parlement a le pouvoir d'augmenter la représentation sénatoriale de

RESOLUTION CONCERNANT LA REPRESENTATION SENATORIALE—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—*Suite.*

l'Alberta et de la Saskatchewan—5472; ne possédons pas le même pouvoir pour la Colombie-Anglaise et le Manitoba—5472; en 1874 le gouvernement Mackenzie a demandé aux autorités impériales de nommer trois sénateurs—5472; autorités impériales n'ont pas jugé à propos d'intervenir ainsi dans nos pouvoirs—5473; représentation des Provinces maritimes—5473; aucun tort ne peut être causé aux plus grandes provinces de la Confédération, s'il est décrété que la représentation d'une province quelconque dans la Chambre des communes ne sera pas moindre que sa représentation dans la Chambre haute—5473.

M. Maclean (York-sud)—Modifier la constitution du Sénat—5474; peuple est d'avis que les personnes nommées au Sénat ne doivent pas être appelées ainsi par le Gouverneur général—4574; elles devraient être responsables aux électeurs du Canada d'une façon ou d'une autre, et ses membres ne devraient pas être nommés par le Gouverneur général et son conseil—Sénat n'est pas démocratique, n'est pas responsable—5474; contraire aux institutions démocratiques de ce pays—5474; question du jour en Angleterre—5474; savoir si le peuple exercera l'autorité suprême, ou si sa voix sera étouffée par un corps héréditaire et irresponsable—5474; désir du peuple d'être seul à se prononcer sur la formation du Sénat—5475; il nous a fallu cent années de luttes pour obtenir ce que l'on appelle le gouvernement responsable—5476; nous ne l'avons pas encore dans toute son étendue, et jamais nous ne l'aurons avec un sénat irresponsable dont les membres sont nommés à vie—5476.

M. Sam Sharpe—Temps est venu d'opérer la réforme du Sénat—5476; 95 p. 100 des sénateurs n'auraient pas pu se faire élire, s'ils avaient dû subir l'épreuve du suffrage populaire—5476.

M. McLean (Queen, I.-P.-E.)—Refus de l'île du Prince-Edouard d'adhérer au pacte fédéral en 1864—5477; refus se fondait sur la question de la représentation—5477; opinion de l'honorable Edward Palmer à la conférence de Québec—5477; nombre des représentants devait être proportionné au chiffre de la population—5477; telle n'était pas l'idée émise à plusieurs conférences antérieures à 1867—5477; nous ne demandions qu'une chose, et c'est que notre représentation fût de six au lieu de cinq, et c'était l'offre des députés des diverses provinces antérieurement à 1867—5477; il a été surabondamment établi que l'île du Prince-Edouard a droit à six représentants—5477; un amendement à l'effet de rendre à l'île du Prince-Edouard la représentation de six membres qu'elle avait au Sénat originairement—5479.

Hon. M. Pugsley—Une lacune—5483; changement devrait entrer en vigueur à l'époque même ou la représentation du peuple à la Chambre des communes sera augmentée—5483.

RESOLUTION CONCERNANT LA REPRESENTATION SENATORIALE—*Suite.*

M. Maclean (York-sud) propose un amendement—5484; Sénat soit déclaré électif pour des périodes déterminées et soit ainsi constitué de façon à être plus en harmonie avec le gouvernement parlementaire responsable—5484.

M. Proulx—Sénat devrait être élu par le peuple—5485; élu pour une période de huit ou dix ans—5485; devrait y exister une limite d'âge—5485.

Hon. M. Oliver—Mon expérience et mes lectures ne me portent pas à croire qu'une seconde Chambre élective soit le meilleur moyen d'obtenir une législation prompt et efficace—5485; jusqu'à ce qu'on démontre que le Sénat abuse de son autorité, il n'existe aucune raison de le priver du pouvoir qu'il exerce—5487.

M. Turgeon—Principes de la constitution—5487; sagesse des pères de la Confédération en instituant deux corps dans ce Parlement—5487; Sénat est le protecteur des petites provinces du Dominion, des minorités—5487; Sénat est une sauvegarde—5487.

Amendement de *M. Maclean*, de York-sud, est rejeté—5491.

Amendement de *M. McLean*, de Queen, I.-P.-E., est rejeté—5491.

Hon. M. Pugsley—Grave injustice envers les provinces de l'est—5492; il est incontestable qu'à l'époque de la confédération on a tenu compte des quatre provinces, Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, et plus tard de l'île du Prince-Edouard et que les fondateurs de la Confédération n'ont jamais voulu qu'on s'en tint rigoureusement au principe de la représentation basée sur la population—5492; protestation des petites provinces—5492; l'article 51 a décrété que, bien qu'une province aurait droit, étant donnée sa population, à une certaine représentation, cette représentation ne serait pas diminuée, à moins que la population de la province ne tombât au-dessous d'un certain quotient de la population des quatre premières provinces du Canada—5492; la représentation ne devait pas être moindre que le nombre des sénateurs—5492; le parlement impérial devrait être prié de modifier la loi sur l'Amérique septentrionale anglaise afin de décréter que la représentation d'une province ne devra jamais être moindre que celle qui a été établie à l'époque où la province est entrée dans la Confédération—5492.

Hon. M. Pelletier—Cas de l'île du Prince-Edouard—5493; faut traiter les petites provinces avec la plus grande justice possible—5493; cas de la Colombie-Anglaise plus clair que celui de l'île du Prince-Edouard—5493; décision du comité de remaniement—5494; faire quelque chose pour empêcher les Provinces maritimes de dépasser une certaine limite—5494; garantie que le nombre des députés des Provinces maritimes ne sera pas réduit au delà d'un minimum maintenant établi—5494; l'unité de la province de Québec—5494.

RESOLUTION CONCERNANT LA REPRESENTATION SENATORIALE—*Fin.*

M. Macdonald—Seul remède à apporter au cas de l'île du Prince-Edouard—5496; adresse au Parlement impérial afin de déterminer l'augmentation de la représentation—5496.

M. Rhodes—Exprimer regrets que l'île du Prince-Edouard ne pourra avoir sa représentation primitive de six députés—5497.

M. Pugsley—Représentants des Provinces maritimes continueront de protester jusqu'à ce qu'ils obtiennent ce qu'ils croient être justice—5498.

Résolution adoptée—5498.

Amendement du Sénat—5568; la présente loi n'aura d'effet qu'à l'expiration de la présent législature—5568.

Le très hon. R. L. Borden propose de ne pas accepter l'amendement qui n'est ni judicieux ni convenable—5568.

Adoptée—5568.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES.

RESOLUTION CONCERNANT LA CORRUPTION DES MŒURS ELECTORALES.

M. Maclean (Halifax) propose une résolution demandant qu'un comité soit nommé pour examiner les lois électorales et étudier les moyens d'y empêcher les manœuvres frauduleuses, etc.—943; m'abstenir de toutes réflexions se ressentant de l'esprit de parti—943; principes énoncés par le premier ministre actuel à Halifax en 1904—944; proportion faite par le premier ministre en 1906—944; nous avons des dispositions législatives très rigoureuses—944; on ce demande si ces dispositions réussissent à amoindrir les maux qu'elles tendent à supprimer—944; situation à cet égard est déplorable—944; presque toutes les élections donnent lieu à des accusations de corruption—944; corruption électorale est regrettable à tous les points de vue—944; les institutions démocratiques devront tomber si le corps électoral néglige de se prononcer sans se laisser corrompre—944; les élections causent des dépenses et des labeurs inutiles si elles ne sont pas la libre et sincère expression de l'opinion publique—945; en supprimant la corruption dans les élections, nous supprimerons aussi une grande partie de l'aigreur et de l'acrimonie qui existent dans la vie publique au Canada—945; on devrait exiger un état des dépenses personnelles du candidat et de ses agents—945; loi anglaise limite les dépenses proportionnellement au nombre des électeurs dans une circonscription—946; une autre disposition de la loi anglaise décrète qu'au sujet de toute motion pour retirer une pétition d'élection, il faudra donner des copies des affidavits au directeur des poursuites publiques, qui a le droit d'être présent et de faire subir un contre-interrogatoire sur les affidavits—946; c'est la loi de 1883 qui mit fin aux abus en Angleterre—947; opinion de *M. Arthur Botton*, homme de grande expérience dans la conduite des

RESOLUTION CONCERNANT LA CORRUPTION DES MŒURS ELECTORALES—*Suite.*

M. Maclean (Halifax)—*Suite.*

contestations d'élections en Angleterre—947; la publicité des contributions aux fonds de campagne électorale—948; élections partielles ne devraient pas être laissées à la discrétion absolue du gouvernement—949.

M. Burnham—La nécessité des circonstances imposera elle-même les réformes voulues—950; le remède n'est pas de charger nos lois de dispositions nouvelles, qui rendent longue, coûteuse et fastidieuse la tâche de ceux qui se chargent de faire appliquer ces lois—950; un moyen simple serait d'ajouter, s'il le faut, un article au Code criminel, portant que toute convention, à mesure qu'elle se produit, sera soumise à un magistrat ou à deux juges de paix—950; au lieu d'attendre que vous ayez réuni de cent à cinq cents chefs d'accusations peut-être dans une même plainte et de guetter vos témoins, vous pourriez procéder sans retard contre toute personne qui aurait commis un acte de corruption—950; la corruption règne en maîtresse dans notre pays—950; le temps est venu d'agir—951.

Hon. M. Doherty—Question hérissée de difficultés—951; l'importance de perfectionner notre loi électorale fait l'objet de nos préoccupations—951; obtenir un verdict impartial et sincère de l'électorat—951; il importe de parer au danger qu'il y aurait d'édicter une loi draconienne—951; aliénerait les sympathies publiques—951; nommer un comité de la Chambre est une proposition judicieuse—951; coopération des députés sans distinction de parti, est une appoint des plus précieuses—951; comité nommé en Angleterre en 1897 dans un but analogue—952; en 1898 fit un rapport contenant des propositions précieuses; prêt à suivre la ligne de conduite adoptée en 1906 en Canada lorsqu'un comité a été nommé dans le même but—952; la première question qui pourrait se présenter est de savoir si oui ou non notre loi électorale, en raison de son extrême sévérité sur certains points, ne tend pas à annuler sa propre raison d'être—953; certains actes parfaitement innocents en eux-mêmes, sont censés comporter une intention de corruption—953; comité ferait bien de se demander s'il ne serait pas préférable de faire une distinction entre ces différents actes—953; défaut de la loi actuelle—953; ranger dans une même catégorie un grand nombre de faits délictueux qui diffèrent en importance et en gravité—953; fréquence de compromis—953; procès en invalidation d'élections abandonné—953; moyens que l'on emploie pour amener les électeurs au bureau de votation—954; disposition obligeant l'électeur à se rendre au bureau de votation—954; mettre des entraves à celui qui usurpe la personnalité d'électeur—954; ministère public chargé de veiller à l'exécution de la loi d'élection—955; examiner froidement une telle réforme—955; pétition d'élection—956; à la

RESOLUTION CONCERNANT LA CORRUPTION DES MŒURS ELECTORALES—*Suite.*

Hon. M. Doherty—*Suite.*

recherche de moyens propres à abrégier les procédures en matière d'élections contestées—956; façon dont les pétitions sont signifiées—956; avantages de la publication des contributions au fonds électoral—956.

Hon. M. Lemieux—Dans les centres populaires il y aurait un grand avantage de décréter que le jour de l'élection sera un jour férié—955.

M. Boyce—Publication des contributions au fonds électoral—957; amendement proposé par les conservateurs en 1908—957; repoussé par le ministre de la Justice d'alors—957; *M. Maclean* qui propose cette réforme aujourd'hui n'a pas élevé la voix pour protester contre la corruption électorale—957; manque de sincérité des membres de la gauche—958.

Sir Wilfrid Laurier—L'argument ad hominem—958; vaste champ d'attaque—959; aborder la question au point de vue de l'honneur national—959; il y a eu des violations de la loi—959; loi n'est pas aussi parfaite qu'elle devrait être—959; il y a lieu de l'améliorer—959; le programme d'Halifax—959; loi trop sévère sous certains rapports, trop vague sous d'autres—959; députés ont perdu leur siège et leurs droits politiques pour les fautes les plus insignifiantes—959; la loi est aujourd'hui faite de telle façon qu'un député peut être privé de son siège pour la plus petite infraction dont il n'aura pas eu la moindre connaissance—960; la faute peut avoir été commise par son agent—960; d'un autre côté, un député qui aurait été élu au moyen de nombreuses violations de la loi, d'une corruption sans limite, peut échapper aux conséquences de ces actes simplement en démissionnant et le juge peut dire alors qu'il n'a pas juridiction—960; des doutes sur l'opportunité de nommer un comité—960; disposant assurément à tout employé une heure ou deux pour enregistrer son vote—960; loin d'être convaincu que le vote obligatoire aurait tous les effets bienfaisants qu'on en attend—960; ce qu'il importe c'est de prévenir la corruption et l'achat des consciences en temps d'élection—960.

Le très hon. R. L. Borden—La loi dans son état actuel dépasse son but, en ce sens qu'on ne l'applique pas parce que l'opinion publique n'en approuve pas les dispositions—961; les lois de cette nature, comme les lois somptuaires, sont dépendantes pour leur application de l'appui qu'elles reçoivent auprès de l'opinion publique dans l'ensemble du pays, et dans le milieu particulier où l'on se réclame d'elles—961; ce n'est ni le désir ni l'intention du gouvernement de relâcher la sévérité de la loi, mais de doter le pays d'une loi électorale qui soit convenablement appliquée—961; les procédures relatives aux objections préliminaires ont acquis une importance et pris un développement bien au delà de ce que se proposaient les auteurs du statut à l'origine—962; les labours du comité abouti-

RESOLUTION CONCERNANT LA CORRUPTION DES MŒURS ELECTORALES—*Fin.*

Le très hon. R. L. Borden—*Suite.*

ront à quelque amélioration de la loi sous ce rapport—962; dispositions relatives aux dépenses—962; loi ne semble pas être appliquée à cet égard comme elle le devrait—962; vote obligatoire serait d'application difficile—963; l'usurpation de personnalité est un délit fort répandu—963; le transport des votants; avec des dispositions trop sévères, l'opinion publique ne tiendra pas compte de la loi—963.

Débat ajourné—963.

RESOLUTION CONCERNANT LE DIVORCE.

M. Northrup propose que la procédure suivie dans les instances de divorces et les frais exorbitants qu'elle entraîne sont peu satisfaisants—861; gouvernement devrait mettre cette question à l'étude en vue d'y porter remède au cours de la présente session—861; deux aspects distincts—861; en quatre provinces la juridiction des tribunaux embrasse le divorce—861; en cinq autres c'est le Parlement fédéral—861; ce que notre procédure a d'absurde et de grotesque—861; la procédure du divorce en d'autres pays—861; empêchements que l'église catholique considère de nature à annuler le mariage d'après monseigneur Mayes—862; l'Eglise d'Occident n'admit, à venir jusqu'à la réforme, aucune raison de rompre le lien matrimonial—862; l'Eglise d'Orient permet toujours le divorce—862; en 1857 la coutume s'établit en Angleterre de faire décréter le divorce par un acte du Parlement—862; en théorie le Parlement n'est censé pouvoir prononcer le divorce que pour cause d'adultère—863; comme c'est une question de législation au Canada, nous pouvons accorder le divorce pour n'importe quelle raison—864; c'est là un caractère répréhensible—864; vaudrait mieux n'accorder aucun divorce ou de rendre la procédure plus facile—865; une personne pauvre ne peut presque pas songer à obtenir un divorce—865; vue de l'archevêque d'York, Métropolitain d'Angleterre, sur la réforme des lois du divorce—866; ce n'est pas une question politique—867; soyons justes envers les citoyens du Canada, indépendamment de leur situation pécuniaire—868.

M. Burnham—Considérons le mariage comme un contrat—868; si c'est un contrat légal, il doit pouvoir être résilié comme tout autre contrat—868; dans ces conditions, le mariage n'existerait pas—868; intéressés sont libres d'obtenir une ordonnance de protection ou de séparation des tribunaux—868; il n'y a pas de justification au divorce—868.

Hon. M. Lemieux—L'Eglise Catholique ne permet ni le divorce, ni le convol qui en est la suite—868; l'église Anglicane dans notre pays est opposée à la conséquence du divorce—868; il y a lieu de considérer autre chose que le côté matériel de l'œuvre d'établissement du Canada—868; il y a aussi l'aspect moral—868; ne facilitons point l'obtention des divorces—868; fiers

RESOLUTION CONCERNANT LE DIVORCE

—Suite.

Hon. M. Lemieux—Suite.

de dire que c'est ici un pays de race blanche—868; c'est aussi un pays de chrétiens—868; devraient profiter de l'expérience d'autres peuples—868; vues de membres de différentes sectes sur le divorce—869; devrions éviter de suivre l'exemple des Etats-Unis—869; aux Etats-Unis, le divorce est devenu non seulement un scandale mais une malédiction—869; total de 1,045,625 divorces de 1887 à 1906—869; pendant la même période on a émis 12,832,000 permis de mariage—869; empêcher les personnes divorcées de se remarier—869; plus de divorces aux Etats-Unis que dans tout le reste de la chrétienté—869; déclarations de l'ex-président Roosevelt—870; le divorce en France cause de sérieuses alarmes—870; hommes politiques s'émeuvent des conséquences de la loi votée en 1884 relativement au divorce—870; une des causes de la dépopulation—870; nos frères séparés sur la question du divorce ont le même sentiment que ceux qui appartiennent à l'Eglise catholique romaine—871; situation du Parlement fédéral et du peuple canadien à l'égard de cette question—871; lettre de sir Richard Scott—871; relevé des divorces accordés depuis la Confédération—871; opinion du docteur L. H. Davidson, chancelier du diocèse anglican de Montréal—872; l'Etat est fortement intéressé à cette question, l'Etat protège l'existence de la famille, il définit et défend l'autorité des parents sur les enfants, le droit des enfants à la sollicitude de leurs parents, les obligations du mari et de la femme l'un envers l'autre—872; l'Etat est donc particulièrement intéressé à la paix de la communauté, au bien-être de la famille, à la procréation d'enfants sains et vigoureux et à leur éducation pour en faire de bons citoyens—872; c'est mettre tout cela en danger que d'autoriser le divorce avec possibilité de se remarier—873; ce serait revenir aux temps de la Rome païenne—873; suivre l'enseignement de l'Eglise—873; "Ce que Dieu a uni, que l'homme ne le sépare point"—873.

M. Carvell—Procès de divorce m'ont toujours laissé un sentiment de dégoût—873; à craindre que cette institution soit tellement passée dans les mœurs du pays qu'il soit impossible de rappeler la loi—873; l'augmentation dans le nombre de divorces n'a pas été plus forte que l'accroissement de la population—874; la loi du Canada pourvoit à la reconnaissance du divorce—875; contraire à la justice de faire en sorte que la loi ne favorise que les riches—875; reste lettre morte dans le cas des pauvres parce qu'ils ne possèdent pas les \$1,000 requis—875.

Hon. M. Doherty—Erreur de dire que la loi de ce pays admet le principe du divorce—876; le Parlement accorde le divorce, fait une loi applicable à un individu—876; la loi générale ne reconnaît pas le divorce—876; les gens s'adressent au Parlement parce que les tribunaux n'ont pas juridiction en la matière—877; la

RESOLUTION CONCERNANT LE DIVORCE

—Fin.

Hon. M. Doherty—Suite.

question qui se pose est de savoir si nous sommes disposés à introduire l'institution du divorce dans la loi des provinces qui ne l'ont pas—877; une telle loi apporterait un changement très radical dans les conditions qui ont existé dans ce pays jusqu'à ce jour; et l'on ne nous a pas donné de preuves que le public demandait un changement aussi radical, suffisants pour nous autoriser à l'adopter—878.

M. Barnard—Loi du divorce en Colombie-Anglaise donne d'excellents résultats—879; propose un amendement—879; soumettre la proposition de M. Northrup à un comité de sept membres qui préparera un rapport—879.

Le très hon. R. L. Borden—M. Northrup se préoccupe plus particulièrement de la question de procédure, et ne vise pas l'adoption d'une loi générale de divorce pour tout le Canada—879; une difficulté qui se présente dans les causes devant le Sénat—879; l'insuffisance des précautions prises contre la collusion des intéressés—879; procédure devant le Sénat peut être améliorée—880; redoublant de vigilance dans les causes qui ne sont pas contestées—880; serait peut-être possible de couper les frais inutiles—880; question devrait être soumise à un comité conjoint de la Chambre et du Sénat—880; propose le renvoi de la discussion 880.

Sir Wilfrid Laurier—Jusqu'à ce jour notre loi n'a pas voulu le divorce—881; il vaut mieux pour nous rester où nous en sommes—881; c'est à l'avantage du pays que nous n'ayions pas de loi du divorce—881; loi canadienne doit continuer à exclure le divorce—881.

Débat est renvoyé à une autre séance—881.

RESOLUTION CONCERNANT DROITS DE DOUANE SUR LES MACHINES AGRICOLES.

M. Knowles—Propose que l'heure est venue de supprimer les droits dont sont frappées les machines agricoles—1623; sans soulever de controverse politique—1623; principe fondamental—1623; nécessaire à la grande industrie agricole du pays—1623; base du succès et de la prospérité du Canada—1623; aucune industrie ne peut être comparée en importance à l'industrie agricole—1623; supprimez de notre activité économique l'intérêt du fermier, il n'y aurait plus de Canada—1623; l'organisation de nos villes dépend de la prospérité de nos classes agricoles—1624; l'urgence d'apporter un soulagement à nos classes agricoles—1624; ma motion contribuera au succès de toute la nation—1624; Canada doit plus aujourd'hui qu'il ne l'a jamais compris à ceux qui ont entrepris la culture du pays de l'Atlantique au Pacifique—1624; le succès de la nation canadienne—1624; privations souffertes par les agriculteurs—1624;

RESOLUTION CONCERNANT DROITS DE DOUANE SUR LES MACHINES AGRICOLES—*Suite.*

M. Knowles—*Suite.*

souffrent de la situation actuelle—1625; aucun des deux partis n'a abaissé le tarif autant que je l'aurais désiré—1626; parti libéral a fait beaucoup pour améliorer le sort des cultivateurs—1626; libre-échange comme il existe en Angleterre—1626; parti conservateur toujours partisan d'une politique de protection—1627; ligne de démarcation entre les deux partis—1627; raisons qui militent en faveur de la motion que j'ai soumise et qui réclame l'admission en franchise, au Canada, des instruments aratoires—1628; l'industrie peut supporter le libre-échange—1628; l'industrie de la fabrication des machines aratoires se trouve, en ce pays, sur une base qui diffère du tout au tout de celle d'aucune autre industrie—1628; manufacturiers vendent plus cher au Canada qu'à l'étranger—1629; il existe un écart très sensible entre le prix que le cultivateur américain est tenu de payer et celui que l'on exige du cultivateur de l'Ouest canadien—1630; coût de la fabrication à peu près le même dans les deux pays—1632; n'avons pas d'argent à donner en cadeau aux manufacturiers—1632.

Le très hon. R. L. Borden—Déclarations touchant le tarif ne se font pas avant le discours sur le budget—1634; nous ne pouvons accepter la motion—1634; n'ai jamais craint de dire ce que je pensais sur cette question, même dans les parties du pays où la doctrine d'une protection adéquate aux industries du Canada pouvait ne pas être très en faveur auprès du peuple—1635; réductions de droits sur les instruments agricoles comme sur d'autres articles, ne donnent pas toujours exactement les résultats qu'on en attend—1635; s'il y avait libre-échange absolu entre les deux pays, sur les instruments aratoires comme pour tout le reste il pourrait arriver que les cultivateurs canadiens, tombant aux mains d'un monopole international d'instruments aratoires, ne seraient guère mieux qu'aujourd'hui—1635; s'il doit y avoir des déclarations nouvelles à ce sujet, elles seront faites dans l'exposé budgétaire—1636.

M. Thomson (Qu'Appelle)—N'hésite aucunement à appuyer la résolution—1636; fabricants n'ont aucune raison de craindre la concurrence—1636; exportations et importations de machines agricoles—1637; cette industrie n'est plus dans son enfance—1637; la protection n'a qu'un objet—1637; mettre le fabricant canadien en état de demander plus cher au consommateur canadien qu'au consommateur étranger—1637; moyen d'assurer la prospérité des fabricants c'est d'assurer la prospérité des consommateurs canadiens—1638; opinion de sir Charles Tupper sur le tarif Fielding—1638; pas disposé à reconnaître que l'ancien gouvernement a fait tout ce qu'il aurait dû faire dans le sens de l'abaissement des droits, il nous incombe de nous montrer justes à son égard et de reconnaître qu'il a beaucoup fait—1639; devoir du gouvernement est de faire

RESOLUTION CONCERNANT DROITS DE DOUANE SUR LES MACHINES AGRICOLES—*Suite.*

M. Thompson (Qu'Appelle)—*Suite.*

disparaître la taxe sur les machines agricoles—1640; perte du marché américain a été un coup terrible porté à la classe agricole du Canada—1641; avons le droit de pénétrer librement sur tous les marchés du monde et nous y arriverons—1641.

M. Guthrie—Réduire la taxe ne sera pas aussi satisfaisant que l'abolition complète des droits—1641; tous les cultivateurs sont en faveur de l'abolition des droits sur les machines agricoles—1642; c'est également le sentiment de la classe agricole dans la grande province de Québec—1642; ne causerait aucun préjudice aux établissements industriels—1642; pourquoi ne pourrions-nous pas faire pour notre marché ce que nous faisons à l'étranger?—1643; l'histoire de notre tarif—1643; avons fait pour les fabricants d'instruments agricoles, tout ce qu'on pouvait raisonnablement nous demander—1645; gouvernement possède des casiers de renseignements demandant non pas d'abaisser les droits de 17 à 15 pour 100 mais demandant l'abolition complète—1645.

M. Neely—Le devoir du gouvernement—1646; cultivateurs demandent d'être traités avec équité—1646; demandent des marchés plus vastes—1646; abolition complète du tarif sur les instruments aratoires—1647; fardeau de taxe qui écrase les agriculteurs de l'Ouest—1648; situation de l'agriculture dans les provinces des Prairies—1648; prix reçus par les fermiers ont diminué rapidement—1648; prix de transport plus élevés—1648; fermiers impossible de faire autre chose que de joindre les deux bouts—1648; rang qu'occupe dans la société le producteur de grain—1648; cultivateurs de l'Ouest sont trop éloignés de leurs marchés définitifs—1649; rapport d'une banque concernant l'état des affaires dans l'Ouest—1649; opinion de M. Chipman, rédacteur du "Grain Growers Guide"—1640; l'abolition des droits améliorerait la position du cultivateur canadien—1650; à bas la muraille du tarif—1650.

M. MacNutt—Fabricant canadien d'instruments aratoires n'a plus besoin d'aide—1653; l'effet de la réduction du droit sur les instruments aratoires—1653; c'est le petit cultivateur qui contribue le plus au développement de l'Ouest—1654; la cause d'hypothèques grevant les fermes—1655; l'exode des cultivateurs—1655; pas trop tard pour changer les conditions—1655.

M. McCraney—Cultivateurs ont de grandes difficultés à envoyer leurs produits aux Etats-Unis—1657; situation plus mauvaise que si la réciprocité avait été adoptée—1657; soulagement réel à l'agriculture—1658.

M. Hughes (King, I.P.E.)—Question des instruments aratoires aussi vaste que le Canada—1658; l'industrie agricole est la base du pays—1658; protection est une mesure temporaire—1658; nos cultivateurs manquent d'organisation—1659.

RESOLUTION CONCERNANT DROITS DE DOUANE SUR LES MACHINES AGRICOLES.—*Suite.*

M. Lanctôt—L'entrée libre des instruments agricoles intéressés particulièrement la province de Québec—1659; Québec compte 50 comtés agricoles sur 65—1659; manufacturiers ont été protégés assez longtemps—1660; manufacturiers vendent 25 ou 30 pour cent meilleur marché à l'étranger qu'au Canada—1660; barrière infranchissable qui empêche la compétition—1660; temps est arriver d'enlever les droits protecteurs—1660; retrancher estimés extravagants—1660; en faveur de la réduction des droits en général—1660.

M. Buchanan—Indifférence pour les intérêts des cultivateurs—1660; injure au Canada—1660; préjudice au pays de l'Ouest—1660; pas aussi prospères aujourd'hui que nous l'étions avant 1911—1661; grandes difficultés qui confrontent le cultivateur de l'Ouest—1661; industrie qui a produit des millionnaires—1661; pacte de réciprocité—1661; cultivateurs canadiens ne veulent pas être taxés au profit du fisc—1661; les prix des grains ont baissé—1661; droits élevés sur les nécessités de la vie—1661; prospérité de l'Est est liée à celle de l'Ouest—1661; l'inaction du parti conservateur—1661.

Hon. M. Béland—L'importance de la population agricole—1662; temps d'assurer aux cultivateurs la prospérité que nous avons assurée aux fabricants—1662; pacte de réciprocité était bien inspiré—1662; assurez la prospérité de la classe agricole et vous rendez tout le pays prospère—1662.

M. Clark (Red-Deer)—Parti libéral est un parti qui avance dans un monde qui marche vers le progrès—1663; Etats-Unis ont aboli la taxe sur les instruments aratoires—1663; protection n'a jamais été défendu par elle-même—1663; logique oblige le gouvernement à mettre nos cultivateurs sur le même pied que ceux des Etats-Unis—1663; personne ne peut entreprendre une défense de la protection sans tomber dans un piège—1663; foi aux théories économiques—1664; trust international—1664; plus larges débouchés pour les produits de nos cultivateurs—1664; politique non provinciale mais pour tout le Canada—1664; développement des splendides ressources de l'Ouest—1664; en supprimant la taxe vous apportez à l'acheteur quelque soulagement—1664; commerce est un puissant agent de pacification—1664; Canada pourrait imposer aux peuples de la terre ses idées pacifatrices—1665.

Hon. Arthur Meighen—Tout changement de tarif annoncée avant le budget aurait pour effet de jeter la perturbation dans le commerce—1665; libéraux ont épousé la théorie du libre-échange—1666; dans ces questions tarifaires il faut que nous soyons gouvernés par des principes stables—1666; c'est le parti conservateur et non le parti libéral qui a effectué la réduction la plus considérable sur les instruments aratoires—1670.

RESOLUTION CONCERNANT DROITS DE DOUANE SUR LES MACHINES AGRICOLES—*Fin.*

Hon. M. Oliver—Constitution est le dernier refuge des députés ministériels—1671; l'agriculture est l'industrie par excellence du Canada—1672; céréales constituent la véritable richesse de ce pays—1672; nous avons tout ce qu'il faut pour faire du Canada un pays aussi peuplé et aussi riche que les plus grands pays d'Europe—1672; il faut que les cultivateurs trouvent un profit à exploiter le sol—1672; nécessité urgente d'abaisser le coût de production—1673; faire concurrence au marché européen—1673; résultat de l'attitude des marchands de machines aratoires—1673; volé la population de l'Ouest—1674; classe agricole diminue dans Ontario—1674; problèmes réclamant une sérieuse attention du gouvernement—1675.

M. White (Victoria, Alta.)—Producteur du blé peut se tirer d'affaire avec 160 acres—1676; s'il fait la culture mixte il lui en faudra 200—1676; commerce du bétail de l'Alberta—1677; valeur des exportations—1677; la réciprocité permettait aux cultivateurs de vendre plus cher—1677.

Résolution de M. Knowles est rejetée par un vote de 44 à 82—1678.

RESOLUTION CONCERNANT LES FONCTIONS DE L'ORATEUR SUPPLEANT.

Sir Wilfrid Laurier propose résolution à l'effet que l'Orateur suppléant soit soumis aux mêmes règles que celles qui s'appliquent à l'Orateur—1427; il lui est interdit de prendre part active aux élections—1427; cette résolution est proposée comme question de privilège—1427; premier article des règlements de la Chambre—1427; dans tous les cas non prévus ou doit suivre les usages et les formalités de la Grande-Bretagne—1427; un des règlements des plus importants veut que celui qui préside aux délibérations de la Chambre doit se tenir en dehors des luttes politiques—1428; impartialité absolue—1428; affirmation catégorique de Redlich—1428; regrette que l'Orateur ne soit pas un officier permanent de la Chambre—1428; Redlich sur la conduite et l'impartialité de l'Orateur—1428; depuis la confédération un Speaker de la Chambre des communes n'aurait pas plus pensé à prendre part à une discussion politique, dans cette Chambre ou ailleurs, qu'un de ses prédécesseurs du 18^{ième} siècle n'aurait songé à s'en abstenir—1429; comme le dit Redlich, au 18^{ième} siècle, en Angleterre, on ne considérait pas comme incompatible avec les fonctions de Speaker que celui-ci exprimât ses opinions sur les questions politiques, mais aujourd'hui c'est le contraire qui est la règle—1429; les règles qui s'appliquent à l'Orateur doivent s'appliquer également et intégralement à l'Orateur suppléant—1429; l'Orateur suppléant doit se tenir en dehors des luttes politiques—1429; jusqu'à présent nous n'avons pas eu de règle définie sur ce point—1430; il importe que nous sachions une fois pour toutes si l'on

RESOLUTION CONCERNANT LES FONCTIONS DE L'ORATEUR SUPPLÉANT—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—*Suite.*

doit ou non observer cette règle—1430; l'Orateur suppléant (M. Blondin) a pris part à l'élection de Chateauguay—1430; le député de Champlain, à défaut d'une règle bien arrêtée, a peut-être cru qu'il avait le droit de se servir des privilèges dont un simple député peut se prévaloir à ce propos—1431; cependant, d'après moi, il ne pouvait réclamer ces avantages—1431; Je demande à tous les membres de la Chambre, sans distinction de partis, d'étudier ce problème de façon à ce que nous puissions tomber d'accord sur un principe qui nous guide dans l'avenir, quel que soit le parti qui dirige les affaires du pays, et qui décrète que, dans les cas de cette nature, la règle qui s'applique à l'Orateur s'appliquera également à l'Orateur suppléant—1431; je demande d'accepter le principe contenu dans la résolution—1431.

Le très hon. R. L. Borden—Coutume suivie par les Parlements du Canada et de l'Angleterre—1431; situation de l'Orateur en Grande-Bretagne, diffère de celle de l'Orateur au Canada—1431; mots très significatifs de Redlich—1431; en 1908 l'honorable Charles Marcell, orateur suppléant, prit part à une campagne politique—1433; si l'Orateur suppléant devait être considéré comme étranger aux contestations politiques, il faudrait s'abstenir de part et d'autre de l'attaquer au point de vue politique—1433; si nous devons faire des règles formelles pour les incorporer dans une résolution de cette Chambre, pourquoi est-il plus nécessaire de le faire pour M. l'Orateur suppléant que pour M. l'Orateur—1433; le meilleur moyen serait de chercher à savoir quelle est la position non seulement de M. l'Orateur, mais aussi de M. l'Orateur suppléant, selon les coutumes et la tradition—1434; remettre la question à plus tard lorsque les règlements seront révisés—1434.

Retirée—1435.

RESOLUTION CONCERNANT LA CREATION DE PENSION A LA VIEILLESSE.

M. KYTE propose une résolution à l'effet qu'il y a lieu de créer un système de pension pour la vieillesse—1398; commission a été nommée pour faire une enquête—1398; masse de documents ont été recueillis—1398; gouvernement sera obligé de s'en occuper—1398; grande différence dans la population au sujet de la richesse—1398; inégalités entre les hommes—1398; pauvreté n'est pas toujours la conséquence de l'incapacité, de la paresse ou de la dissipation—1398; pensions pour les vieillards existent pour plusieurs pays—1399; raison pour le Canada de suivre leurs exemple—1399; sentiment général en faveur d'un système de pension raisonnable—1399; quelques-uns des témoignages entendus à l'enquête—1400; rapport d'une commission australienne sur le même sujet—1400; l'existence des

RESOLUTION CONCERNANT LA CREATION DE PENSION A LA VIEILLESSE—*Suite.*

M. KYTE—*Suite.*

vieillards est onéreuse par tout le Canada—1401; partie de ce fardeau devrait être mise au compte de l'Etat—1401; objections contre le système en Canada—1401; dépense de \$7,500,000 par année pour accorder \$2 par semaine—1402; relever les municipalités de l'obligation de donner asile aux faibles d'esprit—1403; vaut mieux établir un système de pensions applicable à tous les vieillards—1403; gens qui ne gagnent pas plus de \$25 par mois—1404; projet facile à réaliser avec les ressources dont dispose notre go—1404.

M. Burnham—L'acte des rentes du vieil âge n'a rien à voir dans les pensions de vieillesse—1405; utilité d'un système de pension à la vieillesse—1405; témoignage de madame Henderson de Montréal—1405; améliorer la condition du peuple—1406; meilleur moyen est la pension au vieil âge—1407; côté économique de la question—1407.

M. Carroll—Caisses de retraite en Canada doivent être envisagées à un point de vue différent qu'en Angleterre—1408; gouvernement fédéral ne fournit rien directement pour le soutien des pauvres—1408; tout le monde sait à quoi s'en tenir au sujet des pensions—1409; pension devenue nécessaire—1409; hausse du prix des choses nécessaires à la vie—1409; dépositions données au comité d'enquête—1410; chiffres du professeur Mavar—1410; situation monétaire du gouvernement—1411; n'allons sûrement pas tourner le dos à nos vieillards et à nos pauvres—1411.

M. Macdonald (Pictou)—Le Canada doit imiter la mère patrie et toutes les autres colonies autonomes de l'empire en tout ce qui touche cette question des pensions à la vieillesse—1412; Canada a toujours été lent à s'occuper de réformes sociales—1412; le moment opportun est arrivé de les étudier sérieusement et le plus tôt on le fera, le mieux ce sera—1412; étudions ce qui se passe en Angleterre—1412; homme doit être âgé de 65 ans, être citoyen britannique, résider en Angleterre depuis vingt ans—1413; en proportion des moyens de celui qui reçoit la pension—1413; personne n'a le droit à une pension à moins de posséder un certain revenu minimum—1413; système de pensions de vieillesse en Australie—1414; rapports entre le capital et le travail—1415; Canada devrait au moins se tenir au niveau des autres colonies de l'empire—1415; rente minimum en Angleterre est de \$150—1415; en Australie elle est de \$250—1415; but de la pension de retraite—1416; faire disparaître le désœuvré—1416; devoir envers les citoyens de ce pays—1416.

M. Alquire—Sentiment public au Canada—1416; canadiens ont des opinions très arrêtées—1416; sentiment populaire fortement en faveur des pensions de vieillesse—1416.

RESOLUTION CONCERNANT LA CREA-
TION DE PENSION A LA VIEILLESSE
—Fin.

Hon. Geo. P. Graham—Le contentement et le bonheur du peuple priment toute autre chose—1418; ce qui tourmente le plus le commun des gens—1418; sort que leur réserve l'avenir—1418; vieillards inu-
gents—1419; gouvernement ferait preuve de sagesse s'il formait un fonds pour prendre soin de toutes les personnes âgées du Dominion—1419.

Hon. W. T. White—Je me sens très favorablement disposé à seconder l'adoption d'une mesure législative qui aurait pour but d'améliorer la condition de ceux dont les malheurs, les accidents, la maladie, ou toute autre cause indépendante de leur volonté, les mettent dans l'impossibilité de se procurer eux-mêmes dans leur vieillesse, les moyens de soutenir convenablement leur existence—1419; en Canada les pouvoirs sont répartis entre la juridiction fédérale et la juridiction provinciale—1419; provinces se sont beaucoup occupées de la réforme sociale; 1420; gouvernement fédéral a dû s'occuper de relier les différentes provinces—1420; développer notre système de transports—1420; construire des réseaux transcontinentaux—1420; gouvernement fédéral n'a guère pu s'occuper des questions de la réforme sociale—1420; cette question de pension en ce qui concerne l'opinion publique au Canada, n'est pas encore assez mûre pour qu'il soit urgent d'en faire l'objet d'une mesure législative spéciale—1421; législatures peuvent en établir—7421; population du Canada comprend 50 à 60 pour 100 d'agriculteurs—1421; dans la population agricole généralement il n'existe pas une opinion publique très prononcée en faveur de l'établissement de pensions de vieillesse au Canada—1421; situation en Australie diffère de la nôtre—1422; aurons besoin d'ici à plusieurs années de tout notre argent pour l'exécution de grandes entreprises nationales—1422; opinion de M. Fielding en 1908—1423.

Discussion est renvoyée à une autre séance—1423.

RESOLUTION CONCERNANT LES PRO-
DUITS ETRANGERS IMPORTES EN
CANADA ET GAGES DES OUVRIERS.

M. Burnham propose une résolution à l'effet que les produits manufacturiers et naturels importés en Canada de tout pays et les taux des gages des ouvriers employés à la fabrication ou à la production de ces articles, sont moindres que les gages payés en Canada, soient frappés d'un droit de douane suffisant pour protéger le taux des gages payés à la fabrication ou à la production d'articles ou produits similaires—1424; intéresse notre vie nationale et industrielle—1424; n'engage à aucune dépense—1424.

M. l'Orateur—Je crois que cette proposition est irrégulière—1424.

Reservée—1424.

RESOLUTION CONCERNANT LE PROLONGEMENT DE L'INTERCOLONIAL.

M. McKenzie (Cap-Breton-sud et Victoria) propose résolution à l'effet que le gouvernement devrait faire pénétrer l'intercolonial dans les régions des Provinces maritimes qui n'ont pas de voies ferrées—1818; relier l'île du Cap-Breton à la terre ferme—1818; les descendants de ceux qui ont colonisé la Nouvelle-Ecosse il y a cent ou cent cinquante ans et qui sont encore aujourd'hui éloignés de 100 ou 50 milles de toute voie ferrée, méritent que le gouvernement et le Parlement s'occupent d'améliorer leur position—1819.

M. Mondou—Gouvernement devrait prolonger l'intercolonial de Drummondville à Nicolet—1822.

Hon. M. Rogers—Question recevra l'attention toute spéciale du premier ministre—1822.

Adoptée—1822.

RESOLUTION CONCERNANT LA PROHIBITION DES CIGARETTES.

M. Broder propose une résolution à l'effet de prohiber la cigarette—1544; texte de la résolution—1544; lois provinciales interdisant la cigarette aux enfants sont restées sans effet—1544; résultats déplorable de l'usage de la cigarette par des jeunes garçons ou des jeunes gens au-dessous de vingt ans, sont bien connus dans tout le pays—1544; augmentation effrayante de la consommation des cigarettes au Canada—1545; effets pernicieux—1545; poison violent—1545; l'usage de la cigarette en Angleterre—1545; en Angleterre durant l'année 1914, on a constaté qu'un grand nombre de ceux qui se présentaient pour s'enrôler comme recrues étaient incapables de subir les examens nécessaires, par suite de certain défaut ou d'affection physique—1545; la situation a été jugée tellement sérieuse, qu'une commission royale a été nommée pour étudier toute la question—1545; recommandation de la commission—1545; interdire l'usage du tabac sous toutes ces formes aux jeunes gens de seize ans et au-dessous—1545; le Japon a adopté une loi très sévère—1545; on punit le jeune coupable, son père ou son tuteur et le vendeur—1545; seul peuple qui ait pu appliquer effectivement une loi interdisant aux jeunes gens de fumer—1545; danger qui menace notre jeunesse—1546; l'autorité des parents sur les enfants est devenue une chose du passé—1546; notre devoir—1546; écarter les dangers qui menacent la vigueur physique et la vitalité de la génération qui grandit—1546; négligeons d'assurer le développement physique et moral de nos enfants—1546.

M. Burnham—Chambre n'est pas prête à aller aussi loin que le voudrait la résolution—1546; ne crois pas que les Canadiens soient disposés à abolir l'usage de la pipe—1547; l'usage de la pipe ne fait aucun tort—1547; les cigarettes affectent le cœur—1547; manière de faire observer les lois—1547; persuasion morale—1547; apprendre à faire acte de volonté et à devenir des hommes—1547; je n'entends

RESOLUTION CONCERNANT LA PROHIBITION DES CIGARETTES—*Suite.*

M. Burnham—*Suite.*

pas me faire le champion de la cigarette—1547; la cigarette a produit des effets désastreux—1547; nous ne devons pas croire qu'on peut trouver la panacée voulue dans une répression générale—1547; faut exercer un peu de sens commun—1547.

M. Thornton—Enfants abusent de la cigarette au détriment de leur santé—1548; statistiques sur la consommation du tabac en Canada—1548; augmentation énorme de la consommation des cigarettes—1548; opinion de W. A. Penn, l'auteur le plus éminent sur la question du tabac—1548; l'usage de la cigarette émousse la sensibilité—1549; affaiblit les facultés intellectuelles—1549; effets démoralisants—1549; opinion du juge Craine, de New-York—1549; l'expérience d'un chimiste—1549; l'usage de la cigarette a tué des milliers de jeunes garçons—1549.

Le très hon. R. L. Borden—Le mal qui existe par l'usage excessif de la cigarette a été discuté en diverses occasions—1550; combinaison du papier et du tabac résulte à créer un produit très malsain—1550; cigarette affecte aussi le sens moral—1550; jamais une loi ne remplacera la force et l'effet de l'influence du père et de la famille soit à l'égard de l'habitude de la cigarette ou de toute autre—1550; en 1908 l'ancien gouvernement a fait passer une loi aussi restrictive que l'on peut désirer—1551; défendant à toute personne âgée de moins de seize ans d'acheter des cigarettes—1551; prohibition absolue de la vente de cigarettes aux enfants—1551; la loi n'est pas mise en vigueur—1551; comment peut-on s'attendre à plus d'efficacité d'un statut prohibant la fabrication, l'importation et la vente des cigarettes—1551; comment peut-on s'y prendre pour faire respecter une semblable loi—1551; vaudrait mieux adopter une loi plus paternelle—1552; proposition doit être soumise à un comité de la Chambre—1552; un amendement—1552; résolution renvoyée à un comité—1552; texte de l'amendement—1552.

Hon. M. Oliver—Restreindre la liberté des individus—1552; seule question à résoudre—1552; si la loi aura un avantage pour l'individu et pour la société—1552; on a prouvé que la cigarette était un mal individuel et national—1553; c'est suffisant pour adopter la résolution—1553.

M. Maclean (York-sud)—Il faut trouver un moyen d'appliquer la législation fédérale—1553; laissons ce soin aux procureurs généraux—1553; avons évité une grave responsabilité—1553.

Résolution modifiée est adoptée—1554.

RESOLUTION CONCERNANT LE TRANSPORT DU POISSON.

M. Sinclair, propose une résolution au sujet de l'amélioration des moyens de transport du poisson frais entre les Provinces maritimes et les Etats-Unis—396; induire le gouvernement à prendre les moyens de

RESOLUTION CONCERNANT LE TRANSPORT DU POISSON—*Suite.*

M. Sinclair—*Suite.*

faciliter le transport du poisson frais—397; pêcheurs ne demandent pas un auteur—397; risques que court le pêcheur, les souffrances qu'il endure—397; l'importance de nos pêcheries—397; la pêche emploie 88,308 personnes—397; jamais dans les Provinces maritimes la pêche n'a été favorisée—397; manque de facilités de transport—397; exclus du marché des Etats-Unis—397; entente entre l'ancien gouvernement et les compagnies de chemin de fer et messageries qui fut d'un immense avantage au commerce des Provinces maritimes—397; avons établi un bon marché domestique—397; le tarif Wilson a ouvert au peuple des Provinces maritimes le vaste marché des Etats-Unis—397; marché de Boston plus considérable qu'aucun autre en Canada—398; prix payé à Boston plus élevé qu'à Montréal—398; le manque de facilités de transport empêche de profiter des avantages du marché des Etats-Unis—399; suffirait d'établir une ligne de navires rapides reliant nos principaux ports à la ville de Boston—399; construire un embranchement de chemin de fer dans le comté de Guysborough—399; statistiques sur le commerce du poisson frais—400; mieux à faire serait d'avoir des bateaux ne partant que des marchandises—402.

M. Kyte—Subventions accordées à des compagnies maritimes pour encourager le commerce dans différentes parties du monde—403; demandons de développer le commerce de la Nouvelle-Ecosse avec des Etats-Unis—403; compagnie qui fait le service entre Port-Hawkesbury et Boston, ne fait aucune escale le long des côtes de la Nouvelle-Ecosse—404; gouvernement devrait aussi faire l'acquisition du chemin de fer Cap-Breton, le prolonger jusqu'à Louisbourg—404.

M. Law—Yarmouth est la porte d'entrée entre le Canada et les Etats-Unis—404; service de transport insuffisant pour le poisson frais—404; ne pouvons rien expédier dans Ontario—405; toutes nos transactions se font avec les Etats-Unis—405; trafic considérable entre Yarmouth et Boston—405; installer des entrepôts frigorifiques à bord des navires—406; améliorer les facilités du port—406.

M. McLean (Queen, I.P.-E.)—Gouvernement devrait réduire les tarifs de petite vitesse entre les Provinces maritimes et l'Ouest—407; l'Ouest du Canada peut retirer des avantages de nos pêcheries—407; dans l'intérêt des compagnies de travailler au développement de ce commerce dans les limites du Canada—407.

M. Chisholm (Inverness)—Service rapide de chars frigorifiques entre l'Atlantique et Montréal—407; rendu responsable d'un tiers des frais de transport—407; réformes apportées par l'ancien gouvernement ont fait sortir le commerce du poisson du marasme—407; bureau des aviseurs des pêcheries fera du bien—408; ce bureau se compose d'hommes d'affaires, il devrait y avoir des hommes engagés dans

RESOLUTION CONCERNANT LE TRANSPORT DU POISSON—*Fin.*

M. Chisholm (Inverness)—Suite.

l'industrie de la pêche—408; nous avons des concurrents sur le marché américain—408; la réciprocité nous aurait conféré un privilège exclusif—408; gouvernement devrait aussi construire une voie ferrée de Orangedale à Chéticamp 409.

M. McCurdy—Changements dans le tarif américain démontrent le bien fondé de l'attitude prise par le parti conservateur sur la question de réciprocité—411; marché de Boston considérable mais capricieux—411; avons obtenu des Etats-Unis, sans qu'il nous en coûtât un sou, des concessions précieuses—411; poisson entre en franchise aux Etats-Unis—411; règlement des pêcheries imposés par le gouvernement actuel ont beaucoup amélioré la situation—412.

M. Carroll—Réciprocité aurait eu pour les pêcheurs plus de valeur que le tarif américain—412; construction d'embranchements destinés à alimenter l'Intercolonial—413; amélioration des moyens de transport par eau—413; au Canada aussi bien qu'aux Etats-Unis le poisson se vend à un prix rémunérateur—413; le seul inconvénient, c'est la difficulté de faire transporter le poisson au marché—413.

Hon. M. Hazen—Le projet de résolution de M. Sinclair s'impose à l'attention de la Chambre et du ministère—414; appellerai l'attention du ministre des Chemins de fer sur la question d'embranchements—414; pêcheurs se sont prononcés contre la réciprocité—414; gouvernement connaît les conditions du port de Yarmouth—415; "Niobé" n'a pu entrer dans le port et il est arrivé un accident qui a coûté \$300,000 au pays—415; les députés de la gauche ne peuvent se défaire de l'esprit de parti lorsqu'ils traitent une question—415; gouvernement actuel a pourvu à ce que le poisson des Provinces maritimes fût transporté par messagerie à compartiments frigorifiques—415; résultat très avantageux pour les pêcheurs—415; l'expédition du poisson a augmenté—416; renseignements sur le transport de l'Atlantique au Manitoba et du Pacifique au Manitoba—417; gouvernement actuel n'a pas failli à la tâche de développer le commerce de poisson—417; service des Antilles d'une grande valeur pour l'industrie poissonnière de la Nouvelle-Ecosse—418; service quotidien entre Yarmouth et Boston—419; gouvernement libéral n'a jamais accordé un sou de subvention à une ligne de steamers entre un port canadien et un port américain—420; nous devons réparer le mal qu'ont fait à nos pêcheries les méthodes subversives employées dans le passé—420; établissement de station où l'on fait éclore les œufs de poisson—420.

Débat ajourné—421.

SANCTION ROYALE.

M. l'Orateur—Lit listes des bills sanctionnés—2496, 4504, 5570.

SUBSIDES.

DISCUSSION GENERALE.

ABONNEMENTS A DES PUBLICATIONS CANADIENNES POUR LE COMMISSAIRE DU CANADA A LONDRES.

Hon. M. Graham—On ne devrait pas laisser la position de haut commissaire du Canada à Londres sans titulaire—1848; traitement de \$30,000 par année—1848; rumeurs quant au successeur de lord Strathcona—1848; nous avons besoin d'un haut commissaire à Londres—1848.

Hon. M. Lemieux—Lord Strathcona une des gloires du Canada—1849; bureau du commissaire ne répond nullement aux progrès constants de nos affaires en Grande-Bretagne—1850; l'emplacement Aldwych—1850; notre commissaire à Londres ou à Paris est tenu de faire certains frais de représentation—1850; si on accorde un maigre traitement c'est notre pays qui en souffre—1850; haut commissaire du Canada à Londres occupe une position très élevée—1851; il importe de voter un traitement suffisant—1851.

Hon. M. Pelletier—Lord Strathcona a rendu de précieux services au Canada—1851; sa mort a créé un vide difficile à combler—1851; représentant du Canada à Londres touche une bien trop maigre rémunération—1851; l'emplacement d'Aldwych—1851; traitement raisonnable; l'œuvre de M. Roy à Paris—1852.

M. Maclean (York-sud)—Question importante est de trouver le meilleur représentant possible pour notre pays—1852; remplir sa mission à un point de vue pratique plutôt que mondain—1852; voudrais voir dans cette position un vrai canadien, un homme né au Canada—1852; représentant qui connaisse les desirs du Canada—1852; au courant de notre situation financière—1852; savoir comment aider le Canada à obtenir des capitaux—1852.

M. Burnham—Les hommes qui sont venus d'autres parties de l'empire britannique sont d'aussi bons canadiens que ceux qui existent au pays—1853; en faisant une distinction vous brisez tous les liens de l'empire—1853; les canadiens au service de l'empire—1853; ne fera jamais de tentative pour établir une séparation entre les différents groupes ethniques—1853; établir l'égalité pour la naturalisation—1853; pourrait mal tourner pour les Français du Canada—1853; pas de soude entre les nations—1853; ici le peuple se composera de canadiens—1853.

ACCISE—TRAITEMENTS DES OFFICIERS ET INSPECTEURS D'ACCISE.

Sir Wilfrid Laurier—Dans le service extérieur des douanes et de l'accise, il devrait y avoir des examens de concours—1436.

Hon. M. Nantel—Il y a des examens de concours pour les promotions—1436.

M. McCoig—Mécontentement dans diverses régions du Canada—1439; producteurs de tabac canadien tiennent des assemblées de protestation—1439; désirable de relever le droit sur cet article venant

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ACCISE—TRAITEMENTS DES OFFICIERS ET INSPECTEURS D'ACCISE—*Suite.*

M. McCoig—Suite.

des Etats-Unis—1440; l'industrie domestique souffre—1440.

Hon. M. Nantel—Affaire qui touche à la politique générale du gouvernement plutôt qu'à celle de la seule administration du Revenu de l'Intérieur—1440.

M. Verville—Destitution de J. B. St-Pierre, de Montréal—1441.

M. Demers—Démission de M. Déland, de Saint-Jean—1442.

Hon. M. Nantel—C'est dans le bureau de M. Déland que se faisait l'organisation du parti libéral—1442; état donnant le nombre de brasseries en Canada—1446; liste des nouvelles fabriques de cigares et de tabac en Canada—1446.

M. Verville—Gouvernement paie des salaires de famine—1447; on ne peut pas vivre avec \$600 par année—1447; pas le droit de spéculer sur le salaire—1448; nécessaire d'augmenter les petits salaires—1448.

M. Rainville—Plusieurs fréquentent actuellement l'école du dimanche et se préparent à toute une variété d'examen—1450; dans tous les cas, serait-il juste de donner à quelqu'un qui ne peut pas ou qui ne veut pas passer l'examen un traitement aussi élevé que celui qui est payé à l'homme ayant subi des examens?—1450.

M. Boivin—Cas de Wilfrid MacBeth, de Montréal—1452; fausse déclaration dans un rapport—1453.

Hon. M. Nantel—Sur 500 à 600 agents dans le ministère il n'y a eu que 83 destitutions depuis 1911—1453.

M. Tobin—Démission de M. Desmarais, de Saint-Hyacinthe—1456; on a refusé de me montrer les lettres accusatrices—1456.

M. Pacaud—Démission de F. H. Préfontaine, de Québec—1456; un zouave et chevalier du pape—1457; destitution injuste; ne s'est jamais mêlé de politique depuis sa nomination—1457.

Hon. M. Nantel—Affidavits justifiant la destitution—1458.

M. Lafortune—Augmentation de salaire pour les ouvriers—1460; depuis 1911 les conditions de la vie ont beaucoup changé—1461; il faut que les employés du gouvernement puissent au moins payer ce qu'ils achètent—1461; destitution de M. Bazinet de Joliette—1461; droit d'exprimer une opinion politique—1461.

M. Gauvreau—Le cas de J. B. Frenette, de Fraserville—1469; destitution de Elie Martin, de Saint-Arsène—1469.

ACCISE—REMUNERATION POUR SURCROIT DE SERVICE DES PREPOSES A LA SURVEILLANCE DES GRANDES INDUSTRIES ET AUTRES FABRIQUES.

M. Macdonald (Pictou)—Changements opérés au bureau principal—1473.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ACCISE—REMUNERATION POUR SURCROIT DE SERVICE DES PREPOSES A LA SURVEILLANCE DES GRANDES INDUSTRIES ET AUTRES FABRIQUES—*Suite.*

Hon. M. Nantel—Le sous-ministre est M. Himsworth—1473; M. Vincent est son adjoint—1473; M. Vincent avait les connaissances voulues—1477; commission du service civil a donné son certificat en conséquence—1477.

Le très hon. R. L. Borden—M. Vincent a été nommé à ma propre recommandation et de la manière que plusieurs nominations ont été faites sous nos prédécesseurs—1477.

Accise—Frais de voyage, loyer, combustible, papeterie, etc.—1485.

Accise, dépense de voyage, loyer, combustible, papeterie, etc.—5458.

Accise—Timbres pour le tabac importé et pour tabac canadien—1486.

Accise—Pour payer les percepteurs des douanes pour droits perçus par eux—1486.

ACCISE—ALLOCATION PROVINCIALE DE PAS PLUS DE \$150 CHACUN AUX AGENTS DES PROVINCES DE L'OUEST.

Hon. M. Nantel—Agents de l'Ouest ont droit à une allocation provinciale—1486; supplément répondant au prix élevé de la vie—1486; \$150 pour salaire moindre de \$1,000 et \$120 pour salaire moindre de \$2,500—1486.

Accise—Traitement des officiers, inspecteurs, etc., des poids et mesures—1487.

Accise—Loyer, combustible, etc., pour le service des poids et mesures—1490.

ACCISE—LOYERS, COMBUSTIBLE, DEPENSES DE VOYAGE.

M. Kyte—Demande rapport sur les connaissances spéciales de M. J. U. Vincent, nouveau sous-ministre adjoint du Revenu de l'Intérieur—1495.

Hon. M. Nantel—Texte du rapport de la commission du service civil concernant M. Vincent—1496.

M. Kyte—La loi n'autorise nullement la nomination de M. Vincent à cette charge—1496; l'article 21 exige des connaissances techniques spéciales—1496; foule aux pieds les prescriptions de la loi du service civil—1497.

Hon. M. Pelletier—Nomination s'est faite en conformité de la loi—1497.

ADMINISTRATION CENTRALE—BUREAU DES IMPRESSIONS ET DE LA PAPERIE—TRAITEMENT DE L'ADJOINT DE L'IMPRIMEUR DU ROI, ETC.

Hon. M. Murphy—Créer une charge (ad-joint de l'imprimeur du roi) que la loi n'a pas prévu—760.

Hon. M. Coderre—Nomination autorisée par la loi—760; un imprimeur adjoint est nécessaire—760; division du service est trop lourde pour un seul homme—761.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ADMINSISTRATION CENTRALE — BUREAU DES IMPRESSIONS ET DE LA PAPERIE—TRAITEMENT DE L'ADJOINT DE L'IMPRIMEUR DU ROI, ETC.—*Suite.*

Hon. M. Murphy—Suffisant pour ce département d'un chef responsable aidé de deux surintendants—761; simple gaspillage des deniers publics que de créer cette charge—761; gouvernement améliorera la situation en construisant un nouvel édifice—762; construire un bureau suffisant aux besoins du gouvernement pendant cinquante ans—763.

Hon. M. Lemieux—Successeur du défunt imprimeur du roi—763; M. de la Broquerie Taché—763; il mérite bien de l'Etat—763; choix du successeur de feu M. Roy, archiviste adjoint—763; en matière d'archives françaises il faisait autorité—763.

Hon. M. Coderre—Enquête sur la situation du bureau de l'imprimerie—763; deux rapports concluent à l'érection d'un nouvel édifice—763; question de l'emplacement n'a pas encore été réglée—764; édifice actuel dans un état dangereux à cause de la surcharge—764.

Hon. M. Graham—Erreur de croire que l'écrivain le plus habile du monde ferait un bon imprimeur du Roi—764; il faut une grande habileté comme directeur exécutif—764; il doit savoir manier les hommes—765.

M. Proulx—Surpris de voir combien on paye d'argent aux imprimeurs du dehors—765; fort montant de ces impressions pourrait se faire à l'imprimerie—766.

Hon. M. Marcil (Bonaventure)—L'impression des documents en français—768; règle à l'imprimerie d'imprimer et de distribuer les documents anglais d'abord—768; source d'inconvénients pour les députés français—768; l'impression du français devrait marcher de front avec l'impression de l'anglais—768.

Hon. M. Coderre—Trois traducteurs français pour l'imprimerie—768; réforme fera disparaître les inconvénients—768.

Hon. M. Lemieux—Traduction des procès-verbaux de la Chambre—768; c'est déplorable—768.

Hon. M. Pelletier—Traduction faite par d'anciens employés—769; pas les nouveaux traducteurs qui ont fait le travail—769; verrai à ce que la chose ne se renouvelle pas—769.

Hon. M. Lemieux—Dire si les typographes et imprimeurs de l'imprimerie nationale font tous partie de l'Union—770; quel est le nombre de langue française et ceux de langue anglaise—770.

Hon. M. Coderre—Ne crois pas que tous les typographes appartiennent à l'Union—771; le plus grand nombre en fait partie—771; reçoivent le salaire qui prévaut à Montréal et à Toronto—771; la semaine de travail est de quarante-huit heures—771; lorsque nous aurons un autre bâtiment l'impression pourra se faire simultanément dans les deux langues—771.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ADMINSISTRATION CENTRALE — BUREAU DES IMPRESSIONS ET DE LA PAPERIE—TRAITEMENT DE L'ADJOINT DE L'IMPRIMEUR DU ROI, ETC.—*Suite.*

Hon. M. Bureau—Personnel spécial pour les impressions françaises—774; celui qui connaît les deux langues a-t-il la préférence sur celui qui ne connaît qu'une seule langue—775.

Hon. M. Coderre—Il y a toujours suffisamment de travail pour employer tout le monde—775.

Administration centrale—Secrétariat d'Etat—Traitement et dépenses casuelles—759.

ADMINISTRATION CENTRALE—BUREAU DE L'AUDITEUR GENERAL.

M. Maclean (Halifax)—Déposants de la Farmers Bank—758; loi sera-t-elle présentée à l'effet de les indemniser—758.

Hon. M. Perley—Bill n'a pas encore été préparé—758.

M. Sinclair—Proposition à faire au gouvernement—758; qu'il donne au bill une portée générale—758; ne pas s'occuper que de couvrir le cas des déposants de la Farmers Bank—758.

M. Maclean (Halifax)—Actionnaires de la Union Life et des compagnies subsidiaires ont été presque ruinés—759.

Hon. M. Perley—Pertes des actionnaires de la Union Life ne peuvent être imputées à la ligne de conduite tenue par le ministère des Finances—759.

M. Roch Lanctôt—Remboursement des déposants de la Farmers Bank—759; soumettre au ministre des Finances le cas de la banque Saint-Jean et de la banque Ville-Marie—759.

Administration centrale—département des Archives publiques—traitements, etc.—777.

Administration de la Justice—Crédit supplémentaire—2477.

Administration Centrale—Département des Assurances—758.

Administration Centrale—Départements en général—Dépenses casuelles—757

ADMINISTRATION CENTRALE — AFFAIRES INDIENNES.

Hon. M. Lemieux—Hôpital à Caughnawaga au bénéfice des Iroquois—445; établi grâce à la générosité d'une dame charitable—445; hôpital ouvert aux protestants comme aux catholiques—445; crédit de \$800 devrait être porté à \$1,500 par année—445.

Hon. M. Roche—Verrai s'il est possible d'augmenter la subvention—445.

ADMINISTRATION CENTRALE — DOUANES.

M. Carroll—Dans quel but l'"Alert" croiserait-il dans les eaux du comté Victoria—447; pas convenable qu'un navire de l'Etat transporte les candidats ou les organisateurs d'un parti politique—447.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ADMINISTRATION CENTRALE—DOUANES—*Suite.*

Hon. M. Reid—L'“Alert” est employé pour empêcher la contrebande—447; prendre des renseignements—447; une enquête aura lieu—448.

M. Macdonald—Inutile d'envoyer l'“Alert” dans le nord du comté de Victoria, il n'y a pas de contrebande à ce temps-ci de l'année à cet endroit—448; gouvernement paie pour promener les organisateurs d'élection sur les côtes de la Nouvelle-Ecosse—449.

Hon. M. Lemieux—Aimerais à savoir si le ministre va se rendre à la demande des importateurs de Montréal en imprimant les formules de douanes en français et en anglais—451.

Hon. M. Reid—Si quelqu'un se présente à Montréal ou à tout autre endroit avec une déclaration rédigée en français, cette pièce sera acceptée—451; aucune objection à imprimer les formules dans les deux langues—451.

M. Turgeon—Percepteur de la douane à Lamèque candidat à une élection municipale avec un programme politique—454; ce fonctionnaire devrait être renvoyé—454.

Hon. M. Reid—Celui qui accepte un emploi public doit cesser de prendre part aux élections municipales ou autres—454; ancien gouvernement a permis aux fonctionnaires d'être candidats aux élections municipales et tant qu'il n'y aura pas de règle générale, exception ne peut être faite pour les Douanes—455.

M. Robb—Un employé du gouvernement actuel, à Valleyfield, a été pris en flagrant délit pendant qu'il distribuait du whiskey un jour de scrutin—455; gouvernement devrait surveiller ses fonctionnaires—456.

M. Maclean (Halifax)—Il existait il y a quelques années un ordre défendant à tout fonctionnaire du service extérieur d'être candidat aux élections municipales—457.

M. Edwards—Cette défense n'a pas été observée dans l'Ontario—458.

M. Rhodes—Ancien gouvernement a refusé de punir des employés coupables d'immixtion dans les luttes de partis—458.

M. Kyte—Ministre devrait formuler une règle qui deviendrait générale par tout le pays—459.

Hon. M. Reid—Règle de ce genre devrait s'appliquer à tout le service civil, à tous les ministères—459.

M. Carvell—Ceux qui reçoivent qu'une petite rétribution ne devraient pas être privés de leurs droits de citoyens—460.

ADMINISTRATION CENTRALE—DOUANES.

Hon. M. Lemieux—Plainte au sujet des formules dont on se sert à Montréal—423; formules envoyées en France sont imprimées en anglais—423; nombreux cas des exportateurs ne comprennent pas l'anglais—423; inconvénients pour l'exporta-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ADMINISTRATION CENTRALE—DOUANES—*Fin.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

teur et l'importateur—423; pas une question de faveur mais de droit—423.

Administration centrale—Justice—361.

Administration centrale—Travaux publics—360.

Administration centrale—Postes—360.

Administration centrale—Agriculture—359.

Administration centrale—Revenu de l'Intérieur—357.

Administration centrale—Travail—357.

Administration et mise en vigueur de la loi concernant les viandes et les conserves alimentaires—5392.

Administration centrale—Chemins de fer et Canaux—463.

Administration de la Justice—rémunération au juge J. W. Elliott, pour avoir rempli les fonctions de juge suppléant de la cour du comté de Halton, du 5 octobre 1913 au 9 mars 1914—4705.

ADMINISTRATION DE L'IMMIGRATION CHINOISE.

Hon. M. Lemieux—Question de l'immigration hindoue a atteint au Canada le point aigu—5402; cette question se réglerait plus avantageusement, si l'on s'y prenait par la douceur, au lieu de recourir à des mesures de rigueur—5403.

ADMINISTRATION CENTRALE—COMMISSION DE CONSERVATION.

Le très hon. R. L. Borden—Les travaux de la commission—752; liste des fonctionnaires permanents—754.

Hon. M. Oliver—But de la commission devait être d'une nature pédagogique et non pas administrative—754; gaspille de l'argent—754; commission devrait se limiter à ne faire qu'une œuvre purement d'éducation—754; sa responsabilité administrative devrait être définie—754.

Le très hon. R. L. Borden—Commission a l'intention de ne pas exécuter le travail confié à un département quelconque—754; empêcher un empiètement—754.

M. McCraney—Terrains et monuments nationaux—755; commission des travaux en Angleterre a le droit d'en empêcher la vente ou la démolition—755; accorder ce pouvoir à la commission de conservation—755; acquérir immeubles pour des fins nationales—755.

Le très hon. R. L. Borden—Question est à l'étude—755; aucune décision à annoncer—755.

Hon. M. Lemieux—Devrions faire pour nos anciennes forteresses et constructions qui ont un caractère historique, ce que nous avons fait pour les archives—755; commission des champs de bataille de Québec—755; a accompli d'excellentes œuvres—755; ne pas être parcimonieux lorsqu'il s'agira de dépenser de l'argent dans un pareil but—755; commission des travaux d'arts a fait l'acquisition de tableaux et de sculptures d'un grand prix

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ADMINISTRATION CENTRALE—COMMIS-
SION DE CONSERVATION—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

et qui font honneur au pays—756; l'édi-
fice des archives comme le Musée devrait
être ouvert le dimanche—756; bâtiment
des archives devrait être agrandi et une
place réservée à la Société Royale du
Canada—756.

Hon. M. Graham—Enquête sur les pouvoirs
d'eau du Canada—756; n'ai pas réussi
à constater les conclusions du rapport—
756.

Le très hon. R. L. Borden—Demanderai de
dresser un dossier à cet égard—757.

Administration Centrale—Département des
Finances et du Conseil de la Trésorerie
—757.

Administration Centrale—Intérieur—356.

Administration Centrale—Milice—354.

ADMINISTRATION CENTRALE—SERVICE
NAVAL.

Hon. M. Hazen—Ce qui constitue le ser-
vice naval, levé hydrographiques, protec-
tion des pêcheries et la télégraphie sans
fil—344.

M. Maclean (Halifax)—Gouvernement ne
tente pas le moindre effort en vue de
mettre en vigueur la loi du service naval,
au contraire sa politique consiste à lais-
ser les choses en l'état—344; pas un
seul navire de la marine canadienne qui
soit en service—344; malgré que le gou-
vernement refuse d'exécuter la loi, le
coût de l'administration de ce service
augmente—345; les fonctionnaires de ce
service ne peuvent rendre le moindre
service au Canada—345.

Hon. M. Hazen—La classification des di-
visions de ce service s'est opérée avant
l'arrivée de ce gouvernement à la direc-
tion des affaires; augmentations deman-
dées sont conformes à la loi du service
civil—346.

Sir Wilfrid Laurier—Si le gouvernement a
l'intention de voter en faveur du bill qui
demande l'abrogation de la loi créant le
service naval, quelle est l'utilité de ces
crédits?—346; il faut remettre en leur
premier état le service des levés hydrogra-
phiques et autres—346; mis des entraves
à l'instruction des officiers pour le ser-
vice naval, à l'enrôlement des matelots
—346; les navires sont là, mais il n'y a
personne à leur bord—346; si on ne veut
pas du service naval qu'on nous ramène
aux conditions de 1911—346.

M. Gauvreau—Ministère a-t-il l'intention de
ramener les élèves à bord du "Berwick"
stationné aux Bermudes, au collège naval
d'Halifax pour y suivre un nouveau
cours d'une année—347.

Hon. M. Hazen—Oui—347.

Hon. M. Oliver—Question est grave—347;
jeunes gens ont sacrifié leur temps, si la
carrière pour laquelle ils se sont pré-
parés doit leur être fermée—347.

Hon. M. Hazen—L'École navale d'Halifax
est maintenue, les études s'y poursuivent

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ADMINISTRATION CENTRALE—SERVICE
NAVAL—*Suite.*

Hon. M. Hazen—*Suite.*

et nous comptons faire en sorte que ceux
qui en sortiront fassent partie du per-
sonnel des relevés hydrographiques—
347; entendons prendre soin de ces jeun-
es gens—348; ceux qui ont le grade
d'enseigne prendront du service dans la
marine anglaise—348.

M. Clark (Red-Deer)—L'Annuaire naval
du Canada de cette année donne claire-
ment à entendre que le péril allemand
est un stupide épouvantail dont il ne doit
plus être question en notre pays—348.

Hon. M. Hazen—L'abolition du service na-
val ne réduirait pas d'un sou le chiffre
des crédits destinés à l'administration
centrale—349.

M. Oliver—Avons le droit de savoir ce que
le gouvernement se propose de faire des
deux navires de guerre qu'il a en sa
possession—349.

Hon. M. Hazen—Le "Niobé" et le "Rain-
bow" sont en aussi bon état qu'à l'épo-
que où le gouvernement en fit l'acqui-
sition; quant à savoir ce qu'on en fera,
c'est une question qui est à l'étude—350;
le gouvernement a souvent déclaré qu'a-
vant de lier le pays à un programme
naval, il le soumettrait au peuple—350.

Hon. M. Murphy—Le gouvernement n'ayant
rien fait, il n'est pas déplacé de deman-
der ce qu'il entend faire sur la question
de la marine—350.

M. J. J. Hughes—Trouve extraordinaire que
l'on maintienne l'équipage du "Niobé"
dans une oisiveté presque absolue—351.

M. Lafortune—Attendons que la loi de
rappel soit votée et on enverra ces deux
navires en Angleterre pour être vendus
comme du vieux fer—352.

M. Boulay—Avons aucun besoin d'une ma-
rine canadienne et s'il y a lieu de faire
quelque chose, une aide substantielle se-
rait la politique la plus sage—352.

ADMINISTRATION CENTRALE—MARINE
ET PECHERIES.

Hon. M. Hazen—M. Duquid a été nommé
architecte naval du Canada sur la re-
commandation de lord Strathcona—342;
lorsque nous avons besoin de fonction-
naires versés dans une science particu-
lière nous nous adressons à la commis-
sion du service civil—343.

ADMINISTRATION CENTRALE — COM-
MERCE ET INDUSTRIE.

Hon. M. Foster—Etablissement d'un labo-
ratoire de grains—332; études d'un carac-
tère plus scientifique sur les qualités
des grains—332; problèmes se rattachant
à l'entreposage et au transport des grains
—332; œuvre qu'il importe d'entrepre-
dre au plus tôt au Canada—333; nos
récoltes de grain seront une des grandes
ressources de l'avenir—333; il importe
que cette production s'effectue sur une
base aussi scientifique que possible—
333; viser à acquérir de meilleures no-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ADMINISTRATION CENTRALE — COMMERCE ET INDUSTRIE—*Suite.*

Hon. M. Foster—*Suite.*

partitions touchant l'administration et la répartition de ces récoltes—333; nos commissariats commerciaux dans les différentes parties du monde—334; améliorons ce service—334; travail a été négligé dans le passé—334; grand nombre de renseignements n'ont pas pénétré au Canada—334; n'avons pas de commissaire de commerce à Paris—335; M. Roy s'occupe de ce travail—335; M. Roy est commissaire et représente le Canada—335.

M. Cockshutt—Plusieurs pays où le Canada n'a pas d'agences commerciales—339; important d'établir de nouvelles agences—339; devrions en avoir une à Londres—339; beaucoup de gens qui ne viennent pas au Canada visitent Londres—339; Etats-Unis n'épargnent rien pour rendre effectif le travail de leurs agents—339.

Hon. M. Foster—Un obstacle à surmonter en Canada, c'est que nos industriels et nos commerçants sont loin de déployer la même activité que leurs concurrents de certains autres pays—340; la plupart des consuls anglais sont sympathiques au Canada et sont toujours prêts à donner les renseignements demandés et à venir en aide à notre commerce—340.

Hon. M. Oliver—Cette coopération entre les consuls anglais et les commissaires canadiens n'est peut-être pas la meilleure manière de protéger les intérêts du commerce canadien—342.

ADMINISTRATION CENTRALE—BUREAU DU HAUT-COMMISSAIRE A LONDRES.

Le très hon. R. L. Borden—Le gouvernement n'a encore rien décidé quant à l'acquisition de la propriété Aldwych—329.

Hon. M. Oliver demande si le gouvernement a l'intention de relever le chiffre du traitement accordé au haut commissaire, pour permettre à un homme sans fortune personnelle de remplir cette charge—329.

Le très hon. R. L. Borden—Cette affaire s'impose aux préoccupations du gouvernement—329; la question sera mise à l'étude vu la mort de lord Strathcona—330.

Hon. M. Graham—Une dépêche suggère le nom de l'honorable Adam Beck—330; gouvernement devra choisir un titulaire parfaitement au courant des affaires du Canada—330; les intérêts en jeu sont trop importants—330.

Administration centrale—gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—328.

Administration centrale—Bureau du Conseil privé—328.

Administration centrale—Bureau du secrétaire du Gouverneur général—327.

Affaires indiennes, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et territoires du Nord-Ouest—Secours aux Indiens indigents—2595.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ADMINISTRATION CENTRALE—BUREAU DU HAUT-COMMISSAIRE A LONDRES—*Suite.*

Affaires indiennes, Manitoba Saskatchewan, Alberta et territoires du Nord-Ouest—Hôpitaux, médicaments, etc.—2595.

Affaires indiennes, Colombie-Anglaise—Frais de voyage—2596.

Affaires indiennes, Colombie-Anglaise—Arpentages—2596.

AFFAIRES INDIENNES—ECOLES DES SAUVAGES.

Hon. M. Roche—Argent est distribué aux provinces—2597; Ontario, \$126,825; Québec, \$12,040; Nouvelle-Ecosse, \$5,125; Nouveau-Brunswick, \$6,525; Ile du Prince-Edouard, \$400; Manitoba, \$249,280; Saskatchewan, \$157,095; Alberta, \$138,175; territoires du Nord-Ouest, \$18; Colombie-Britannique, \$216,800; Yukon, \$9,750; généralement, \$8,000—2597.

Affaires indiennes—A. J. Boyd, inspecteur des Provinces maritimes, inspecteur et évaluateur du bois—2598.

Affaires indiennes—Secours aux indiens indigents dans les régions éloignées—2598.

Affaires indiennes—Subvention au fonds des Indiens (en fidécommiss) n° 310, pour la suppression du trafic des liqueurs enivrantes—2599.

Affaires indiennes—Manitoba, Saskatchewan, Alberta, territoires du Nord-Ouest—Achat de bestiaux, etc.—2595.

Affaires indiennes—Secours, soins médicaux, etc., Québec—2588.

Affaires indiennes—Secours, soins médicaux, etc., Ontario—2588.

Affaires indiennes—Ontario et Québec—Réparations aux chemins—2590.

Affaires indiennes—Nouvelle-Ecosse—Secours, etc.—2593.

Affaires indiennes—Nouvelle-Ecosse—Encouragement à l'agriculture—2593.

Affaires indiennes—Nouvelle-Ecosse—Soins médicaux et médicaments—2593.

Affaires indiennes—Nouvelle-Ecosse—Réparations des chemins et fossés—2594.

Affaires indiennes—Nouvelle-Ecosse—Reconstruction de la salle du conseil et de la chapelle des sauvages—2594.

Affaires indiennes—Nouveau-Brunswick—Réparations des chemins—2595.

AGRICULTURE—SANTÉ DES ANIMAUX.

Hon. M. Burrell—Il y a 131 inspecteurs en Canada—3326; région envahie par la gale—3326; perspective est plus encourageante—3326; animaux contaminés—3330; aux termes du règlement, il nous est loisible d'abattre tout le troupeau, et il n'est permis de tirer parti d'aucun des animaux abattus—3331.

AGRICULTURE—ENTREPOTS FRIGORIFIQUES.

Hon. M. Burrell—Gouvernement présentera projet de loi concernant l'inspection des entrepôts frigorifiques—1760; avons le

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*AGRICULTURE—ENTREPOTS FRIGORIFIQUE—*Suite.*

Hon. M. Burrell—*Suite.*

droit de réglementer les taux d'entrepôt—1761.

M. Edwards—Convierait d'établir à Montréal un immense entrepôt frigorifique pour les produits de l'industrie laitière—1761; le gouvernement fédéral a le droit de faire concurrence aux entreprises privées lorsque ces dernières empêchent les gens de tirer un bénéfice légitime de leurs produits—1762; Montréal est un port important, c'est par là que passent tous les produits d'Ontario, de Québec et de l'Ouest qui s'en vont à l'étranger—1762; Montréal est la grande porte, la métropole commerciale du Canada, c'est le seul endroit où le gouvernement puisse avoir raison de songer à ériger un gigantesque entrepôt frigorifique où la manutention des produits de l'industrie laitière et autres se ferait à l'aide des installations les plus modernes—1762.

Hon. M. Marcil (Bonaventure)—L'établissement à Montréal d'un entrepôt frigorifique placé sous la surveillance du gouvernement aurait un effet bienfaisant sur le coût de l'emmagasinage—1762; nous sommes en arrière de notre époque sous ce rapport—1763.

Hon. M. Lemieux—Exportation du fromage de Montréal—1763; c'est là qu'il faudrait établir un entrepôt frigorifique—1763.

Hon. M. Burrell—L'idée suggérée donne matière à réflexion—1763.

Aide à l'établissement, à l'entretien et à l'inspection d'un entrepôt frigorifique pour la boîte et la conservation et le développement de la pêche de grands fonds, et pour assurer de meilleurs moyens de transport pour le poisson frais—5375.

Allocation au maître du port d'Amherstburg—1272.

Améliorations au port d'Inverness—4389.

Amherst—Salle d'exercices—4362.

Anse à Kelly—Prolongement du brise-lames—4389.

APPOINTEMENT DES INSPECTEURS DU GAZ ET DE LA LUMIERE ELECTRIQUE.

Hon. M. Nantel—Inspection de l'électricité dans les villes se fait tous les cinq ans—1491.

M. Macdonald (Pictou)—Rapports qu'on adresse à l'administration n'ont aucune valeur—1491; salaire aux agents du service de l'accise est une dépense inutile—1491.

Hon. M. Marcil—Démission de M. M. Bujeaud et Caldwell, fonctionnaires du comté de Bonaventure—1492; accusation pour choses qui se sont passées trois ans avant les élections—1492.

Hon. M. Nantel—Texte des affidavits de Daniel Walker et de J. E. Roy—1492.

Hon. M. Marcil—Politique de révocation—1493; Caldwell n'a jamais manifesté le moindre intérêt pour les choses politi-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*APPOINTEMENT DES INSPECTEURS DU GAZ ET DE LA LUMIERE ELECTRIQUE—*Suite.*

Hon. M. Marcil—*Suite.*

ques—1493; aurait dû tenir une enquête avant de révoquer—1494.

ARCHIVES PUBLIQUES.

Hon. M. Lemieux—Importance du travail accompli par le personnel des archives—1853; c'est sous la direction du docteur Brymner, il y a environ quarante ans, qu'on a commencé à étudier et à copier les documents historiques concernant le Canada—1854; le gouvernement obtint ensuite les services de M. Doughty, archiviste remarquable—1854; pas suffisamment secondé dans son travail—1854; il n'a pas le nombre d'aides suffisant—1854; devrions avoir un édifice monumental pour y loger nos archives—1854; trésors que contiennent nos archives—1854; notre vie nationale—1854; documents authentiques découverts récemment par M. Doughty—1854; l'importance des archives dans la préparation de l'histoire d'un pays—1854; archives ont opéré une révolution dans l'histoire du Canada—1854; documents dont on ignorait l'existence—1854; pas accessibles à nos premiers historiens—1854; collections d'une valeur inappréciable que l'on croyait perdues—1854; étudier l'ancien régime du Canada—1855; américains avaient dépouillé notre pays de documents précieux au profit du leur—1855; pièces se rapportant au procès de Riel—1855; étaient sur le point d'être détruites—1855; ne crois pas qu'il existe dans le monde une seule nation qui puisse retracer la généalogie de ses citoyens avec autant de précision que les Canadiens—1855; correspondance de sir John Macdonald—1855; papiers de la famille Salaberry—1855; documents constitutionnels—1855; le bureau des archives devrait être l'édifice le plus monumental du pays—1855.

Hon. M. Coderre—Gouvernement porte un vif intérêt à cette institution—1856; tous les canadiens fiers de l'histoire de leur pays devraient connaître les trésors des archives—1856; riche mine historique dans les annales de la compagnie de la baie d'Hudson—1856; gouvernement n'a rien refusé à l'archiviste—1856; commission des manuscrits historiques—1857; cette commission avise l'archiviste—1858.

Arts et Agriculture—Patent Record—1151.

ARTS ET AGRICULTURE—DIVISION DE L'ENTOMOLOGIE.

Hon. M. Burrell—Combattre les ravages des insectes nuisibles—1185; établir les travaux sur une base systématique—1186; phalènes à cul-doré—1186; phalènes spongieuses—1186; pires insectes qui sont apparus sur ce continent—1186; la chenille ordinaire—1187; facile de se défaire de cet insecte dans les vergers—1187; notre devoir de remédier à un mal qui est d'occurrence ordinaire—1188.

Hon. M. Lemieux—Le fléau des chenilles—1188; le risque de voir disparaître la plus belle pomme du Canada—1188.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ARTS ET AGRICULTURE—DIVISION DE L'ENTOMOLOGIE—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

Arts, agriculture et statistiques—Fermes expérimentales—2482.

ARTS ET AGRICULTURE—STATIONS AGRONOMIQUES, ETC.

Hon. M. Burrell—Tous les pays civilisés publient une revue sur l'agriculture—1152; avons pensé que le Canada pourrait suivre cet exemple—1152; "Agricultural Gazette of Canada"—1152; registre et ouvrage de renseignements agricoles—1152.

M. Kyte—Contient de graves erreurs—1152; supprimer ce que le précédent ministre de l'Agriculture a fait pour le pays—1152.

Hon. M. Burrell—Renseignements publiés dans ce périodique devront être exacts, impartiaux et clairs—1154; donner un résumé complet et fidèle de tout ce qui se fait dans le Dominion—1155; toute erreur qui sera signalée sera corrigée—1155.

M. J. J. Hughes—Erreurs portent sur des questions importantes—1157; dessein préconçu dans la publication de ce journal—1157.

M. Edwards—Depuis deux ans le gouvernement actuel a fait plus dans l'intérêt de la classe agricole que tout ce que le parti libéral a exécuté durant quinze ans—1159.

M. Sutherland—Encourager l'enseignement de l'agriculture dans les écoles publiques—1159; fermes agricoles et stations agronomiques—1160; Ontario ne compte que 40 acres de terre consacrée à des fins d'expérimentation—1160; expériences se rapportant à la culture du tabac—1160; opéré un changement sous ce rapport—1160.

Hon. M. Lemieux—Attend beaucoup de bien de la nouvelle revue—1161; revue publiée dans les deux langues—1161; Québec appréciera ce procédé—1161; expositions universelles ou internationales—1161; erreur de \$629,118—1162; acheté à Lévis emplacement pour une station de quarantaine—1162; coût de l'acquisition \$32,750—1162; même emplacement payé \$5,500 un an auparavant—1162; cultivateurs du Canada trompés à l'avantage de ceux qui font la spéculation des immeubles—1162.

Hon. M. Burrell—Spéculation des immeubles—1162; en butte aux difficultés de toutes sortes à propos d'une station de quarantaine à Québec—1162; propriété évaluée après un examen sérieux—1162; avions raison d'acquiescer ce terrain—1163.

Hon. M. Pelletier—Valeur de l'immeuble a grandement augmenté à Québec et à Lévis—1163; M. Audet, notaire de Lévis, s'est occupé de tous les détails de cette affaire—1163.

Hon. M. Burrell—Etendre le système des fermes expérimentales dans tout le pays—1163; propriétés nouvelles seront nécessaires—1163; adopté système différent

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ARTS ET AGRICULTURE—STATIONS AGRONOMIQUES, ETC.—*Suite.*

Hon. M. Burrell—*Suite.*

de l'ancien—1163; service distinct du bétail—1163; service séparé de culture—1163; spécialistes pour les plantes fourragères et graminées—1163; publications publiées à deux millions d'exemplaires—1163; travail général des fermes expérimentales est très avantageux pour le Canada—1164; système actuel a été inauguré en 1886 par sir John Carling—1164.

M. Edwards—L'honorable M. Fisher, ancien ministre de l'Agriculture a accusé les cultivateurs d'Ontario d'indifférence—1164; cherchait à se décharger de ses propres négligences sur les épaules des cultivateurs—1165; production agricole répond à chaque imputation qu'on a faite contre les cultivateurs de ce pays—1165.

M. Boulay—Gouvernement actuel consacre \$3,950,000 pour l'agriculture—1165; l'ancien gouvernement ne faisait rien pour Québec—1165.

Athabasca-Landing—Addition à l'édifice public—4381.

Augmentation des subventions à la Colombie-Britannique—2485.

Barachois—Prolongement du quai de chargement—5423.

Baddeck—réparations au quai—4388.

BOUCTOUCHE—EDIFICE PUBLIC.

Hon. M. Rogers—Le coût sera de \$25,000—4368.

Branche des mines—Etudes de problèmes métallurgiques d'importance économique—1901.

Branche des mines—Appareils, outillage, etc.—1901.

Branche de la commission géologique—Explorations et arpentages—1901.

BUREAU DES ETUDES GEOLOGIQUES, ETC.

M. Boulay—Musée Victoria et département des Archives—1903; employés parlant les deux langues pour recevoir les visiteurs—1903; service à une grande partie de la province de Québec et aux français qui visitent notre pays—1903.

Hon. M. Coderre—Employés qui reçoivent les visiteurs sont des membres de la police fédérale—1903; mon département n'a aucun contrôle sur ces hommes—1903.

Bureau de poste d'Edmonton—Addition—4382.

Bureau de la commission de conservation—Appointements d'un nouveau commis dans la première division, subdivision B, —5392.

BUREAU DES BREVETS—POUR L'ACHAT D'OUTILLAGE ET DE FOURNITURES.

Hon. M. Lemieux—Quelques observations sur la culture du tabac—5391; mémoire des électeurs du comté de Rouville—5391;

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*BUREAU DES BREVETS—POUR L'ACHAT D'OUTILLAGE ET DE FOURNITURES—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

gouvernement ne s'est pas occupé de la culture du tabac dans ce comté—5391; texte du mémoire—5391; un plus grand nombre d'instructeurs est nécessaire—5392.

Hon. M. Burrell—Nous venons d'appeler un Français au Canada dans ce dessein—5392.

Bureau de poste de Hull—Réparations à la clôture, nivellement et gazonnage du terrain, etc.

M. Devlin—Gouvernement dépense peu pour les édifices publics de Hull—4372; bureau de poste trop petit pour les besoins de la population—4372.

Bureau de poste de Québec—Agrandissement et modifications.

Hon. M. Rogers—Coût \$250,000—4375; allonger l'édifice sans toucher à la façade—4375.

Canal Chambly—Renouvellement du pont, etc.—3138.

Canal Cornwall—Améliorations, etc.—3138.

Canal Lachine—Améliorations, etc.—3136.

Canal Soulanges—Travaux de protection, etc.—3136.

CANAL WELLAND—CREUSEMENT, ETC.

M. Kyte—Améliorations au canal Saint-Pierre—3109; travaux plus considérables que ceux prévus—3109; modifier les plans—3109; nombre de gens seront désappointés si la reprise des travaux est différée—3110.

M. Mckenzie—Entrepreneurs ne font pas tout ce qu'il faudrait pour expédier la besogne rondement—3110.

M. German—J'aimerais à savoir si on mettra le canal et la rivière Welland qui traversent la ville de Welland, de niveau avec un barrage situé près du village de port Robinson et dont on se sert comme d'un canal—3110.

Hon. M. Lemieux—Je ne suis pas un adversaire de l'entreprise du canal Welland—3111; opinion de la province de Québec—3111; également en faveur du canal de la baie Georgienne—3111; nombreuse députation de Montréal en faveur du projet—3111; regrette que le gouvernement n'ait pas cru devoir commencer la construction de ce canal—3111; projet abandonné pour plusieurs années—3111; l'un des trois membres de la nouvelle commission, nommée pour faire étude et rapport sur le projet, est un adversaire irréductible de la construction du canal de la baie Georgienne—3111; gouvernement du jour est opposé à la construction du canal—3111; résolution de la Chambre de Commerce de Québec—3111; opinion publique dans Québec est unanime en faveur de l'entreprise—3111; opinion de sir Wm Van Horne, autorité incontestable sur les questions de transports—3111; cinq rapports ont déjà été publiés sur cette question—3112.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CANAL WELLAND—CREUSEMENT, ETC.—*Suite.*

Hon. M. Pelletier—Résolution de la Chambre de Commerce de Québec—3112; citoyens de Québec ont exprimé leur opinion librement—3112; faut savoir si le projet est réalisable au point de vue commercial—3113; nombre de commissions créées par l'ancien gouvernement ne s'inspirerait pas de l'intérêt public—3113; nous avons pris une initiative utile—3113; aucune décision ne sera prise avant que la commission ait présenté son rapport—3113.

M. Devlin—Gouvernement devrait donner une réponse catégorique—3114; question d'importance nationale—3114; construction du canal de la baie Georgienne est un projet susceptible de réalisation—3114; gouvernement devrait être en posture de prendre une décision—3114.

M. Arthurs—Gouvernement précédent n'a rien fait, malgré les renseignements obtenus—3115; jamais le gouvernement libéral n'a dit qu'il était favorable au canal de la baie Georgienne—3115; gouvernement actuel a raison de nommer une commission—3115.

Hon. M. Graham—Les deux projets ne peuvent pas être séparés—3116; il y a eu un motif, sous le précédent ministère, pour ne pas procéder immédiatement à la construction du canal de la baie Georgienne—3116; le gouvernement a commencé par les préliminaires et a dépensé des centaines de milliers de dollars pour obtenir un rapport entier et complet sur la possibilité d'exécuter le projet au point de vue du génie civil—3116; comme appendice se trouvait aussi un rapport de sir William Van Horne sur le succès de l'entreprise au point de vue commercial—3116; grande question du trafic entre l'Est et l'Ouest—3117; à lutter contre beaucoup d'obstacles—3117; tarifs d'assurance dans le Saint-Laurent—3117; gouvernement devrait faire établir un nouveau système—3117; l'élargissement du canal Welland—3117; une opinion des expéditeurs de grain—3117; port de Montréal devra être mieux outillé—3117; cargaisons transbordées avec plus de rapidité—3117; nos moyens de transport par eau seront bientôt insuffisants et il nous faudra trouver d'autres débouchés—3118; cet autre débouché devra être le canal de la baie Georgienne—3118; nous ne devons pas hésiter à approfondir le canal Welland le plus rapidement possible, doter le port de Montréal de l'outillage le plus perfectionné, rendre la navigation à l'est de Montréal plus sûre et obtenir un abaissement dans les taux d'assurance—3118; quand cela sera fait, nous pourrions nous mettre à l'œuvre et creuser le canal de la baie Georgienne—3118; nous avons besoin du canal Welland dès à présent et il nous faut avoir le canal de la baie Georgienne le plus tôt possible—3118.

M. Burnham—Le moyen le plus sûr et le plus facile pour transporter d'énormes quantités de marchandises, c'est à l'aide de ballons dirigés par des monoplans, des

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CANAL WELLAND—CREUSEMENT, ETC.
Suite.

M. Burnham—*Suite.*

hydroplans ou des biplans—3118; des centaines de tonnes de blé peuvent être transportées à d'énormes distances et à une très grande vitesse, à très bas prix, au moyen de ballons—3118; le centre ouest est d'avis que le canal de la baie Georgienne ne lui sera d'aucune utilité—3118; canal coûtera quatre cents millions de dollars et sera fermé huit mois par année—3119; coût effrayera les contribuables—3119; ligne de navires aériens préférable—3119; avant vingt-cinq ans tout homme un peu entreprenant aura son dirigeable ou son monoplan—3119.

Hon. M. Lemieux—Opinion de *M. Monk* sur le canal de la baie Georgienne—3120; rôle du transport par eau—3120; transport à bon marché du grain—3120; pertes subies par les ports canadiens au bénéfice des ports des Etats-Unis—3121; temps est venu de ne plus jongler avec cette question du canal de la baie Georgienne—3121.

Hon. M. Reid—Ce que le gouvernement a décidé à l'égard du relèvement du niveau de la rivière Welland—3121; volume total des exportations par nos ports—3122; capacité des élévateurs à Montréal—3122; travaux du canal Welland—3122; entreprise qui se paiera d'elle-même en peu d'années—3123; construction de barrages à travers le Saint-Laurent—3123; force de 2,000,000 de chevaux entre Prescott et Montréal—3123; aucun danger que le trafic soit détourné de Montréal—3124.

Sir Wilfrid Laurier—Scandalisé de l'idée de barrer le Saint-Laurent—3124; beauté du Saint-Laurent en souffrirait—3125; pas nécessaire de barrer le Saint-Laurent si le seul but que nous poursuivons est d'empêcher notre trafic d'être détourné dans la direction de New-York, parce que la route de New-York ne peut rivaliser avec la route du Saint-Laurent—3125; nous avons besoin du canal de la baie Georgienne, mais nous avons tout autant besoin du canal Welland—3125; justification de l'approfondissement du canal Welland—3125.

M. W. H. Bennett—Majorité des armateurs du Canada sont effrayés à l'idée de creuser de nouveau le canal Welland—3125; port de Montréal est fermé le 20 novembre—3125; c'est après cette date que commence la descente en masse du grain de l'Ouest—3125; creusage du canal Welland ruinerait l'industrie canadienne du transport—3125; grain sera transporté à Oswego et New-York—3125; la demande pour agrandir le canal Welland est toute venue du côté américain—3126; on devrait faire des travaux pour que le port de Montréal reste ouvert plus longtemps—3126.

M. Edwards—Creusement du canal Welland est une bonne décision—3127; diminuer le prix du transport—3127.

Hon. M. Oliver—La route la meilleure et la plus profitable pour le grain de l'Ouest

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CANAL WELLAND—CREUSEMENT, ETC.
—*Fin.*

Hon. M. Oliver—*Suite.*

est celle suivie par les grands vaisseaux à vapeur jusqu'à Midland, et de là par chemin de fer jusqu'à Montréal—3127; l'amélioration du canal Welland ne nuira pas à Midland—3128.

M. G. V. White—Canal de la baie Georgienne—3130; sur 400 milles de voie navigable il n'y a que 28 milles de canalisation et 60 milles de voie améliorée—3130; opinion du sénateur Townsend, des Etats-Unis—3131.

M. Macdonald—Le canal de la baie Georgienne est la grande voie navigable nationale de notre pays, le gouvernement aurait dû s'appliquer à mener à bien l'entreprise—3132.

M. Robb—L'expédition du grain—3134; il ne s'agit que d'un simple échange d'affaires—3134; question du prix de transport et des assurances—3134.

Hon. M. Reid—Noms de tous les soumissionnaires du canal Welland—3135.

Canal Saint-Pierre—Améliorations—3142.

Canal Soulanges—Réfection de quais—3142.

Canal Soulanges—Drainage du ravin de Clément—3142.

CANAUX DE QUEBEC—DRAGAGES, ETC.

M. Papineau—Barrage avec un revêtement en béton à Valleyfield—3139; entrepreneurs Cossette et compagnie n'ont pu obtenir de délai—3139; contrat annulé et dragues confisquées—3139; cautionnement saisi—3140; traitement injuste—3140; entrepreneurs ont déjà dépensé près de quatre mille dollars—3140.

M. Robb—Ce qui s'est passé au sujet de l'entreprise Cossette—3140; des adversaires politiques s'y opposaient—3140.

Hon. M. Reid—J'ai agi entièrement sur les conseils des agents du ministère, et personne n'a sollicité de moi l'annulation de ce marché par le motif que ces hommes n'étaient pas des amis du gouvernement—3141; une fois l'adjudication annulée, ils n'ont rien demandé de plus qu'une remise du dépôt, et c'est là une affaire qui n'est pas de ma compétence—3141.

Caledon—Edifice public—4375.

Calgary—Entrepôt de la douane—4382.

Calgary—Nouveau bureau de poste, emplacements et édifices—4382.

CANAL DE TRENT—CONSTRUCTION.

Hon. M. Graham—Renseignements concernant les opérations de la Seymour Power Company et l'achat de pouvoirs échelonnés le long de l'ancien canal de la Trent—4340; différend entre le gouvernement fédéral et la province d'Ontario—4340; Ontario prétend que c'est la province qui a droit à ces chûtes d'eau—4340; droits à l'égard des barrages—4340; l'objet du litige—4340.

Hon. M. Reid—Ministre de la Justice a porté l'affaire devant les tribunaux—4341; ferai

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CANAL. DE. TRENT — CONSTRUCTION—*Suite.*

Hon. M. Reid—*Suite.*

dresser un rapport complet de la question—4341; s'écoulera quatre ans avant que le canal soit entièrement construit—4341; coût total sera probablement \$16,000,000—4341.

Canal de la Trent—4339.

Canal Rideau—Réparations et emplacement de barrages—4339.

Canaux—Pavements en béton, dragage de Valleyfield—4340.

Canal Rideau—Pour la construction d'un pont sur le canal Rideau à l'avenue Prétorina, Ottawa—5298.

Canal de la Trent—Autre subvention au comté de Hastings pour défrayer le coût de la construction d'un pont sur la rivière Trent à Frankford—5298.

Canal Welland—Pour la construction d'un pont à niveau élevé sur le canal—5298.

Canal Chambly—Macadamisage du chemin—5298.

Canal Lachine—Hangar n° 1 de Saint-Gabriel—5298.

Canal Rideau—Renouvellement du pont tournant à Smith's-Falls—5299.

Canal Rideau—Améliorations à la berge du canal, à Ottawa—5299.

CANAUX — PERSONNEL ET REPARATIONS.

M. Chisholm (Antigonish)—Lignes subsidiaires de l'Intercolonial—5124; ligne du village du Havre au Bouché—5124.

Hon. M. Reid—Faudra changer de parcours en plusieurs endroits—5125.

M. Burnham—Rapport relatif au canal de la vallée de Trent—5126; une enquête—5126; état de choses pitoyable—5126; libertinage et corruption—5126; ce qui s'est passé à Peterborough—5126; implication de plusieurs cultivateurs dans l'affaire—5126; gouvernement libéral a cédé une propriété de \$500,000 à un groupe de favoris—5126; détails sur cette opération—5126; le gouvernement libéral, pour un loyer d'un dollar par année, pendant cinquante ans, a cédé à une compagnie un pouvoir hydraulique susceptible de produire 6,000 chevaux avec un débit minimum au coût de \$30,000—5127; ceux qui étaient intéressés dans l'entreprise—5127; hommes publics canadiens et banquiers américains—5127; étranges choses au sujet des listes de paie du canal Trent—5128; système cruel et honteux—5129; lettres de l'honorable M. Stratton—5130; bail de la Central Ontario Power Company à Erwing et Ross—5131; chûtes de Burleigh n'auraient jamais dû être concédées à des particuliers—5131; trahir les intérêts du peuple—5131.

Hon. M. Graham—A l'époque du bail les chûtes de Burleigh n'étaient pas considérées comme ayant beaucoup de valeur—5132; l'enquête du commissaire Ferguson—5133; des faits ont été dissimulés—5133; affidavits seront produits met-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CANAUX — PERSONNEL ET REPARATIONS—*Suite.*

Hon. M. Graham—*Suite.*

tant les choses sous leur véritable jour—5133.

Cap-Dauphin—Abri pour les bateaux—5424.

Cardignan—Prolongement et reconstruction du quai du bateau traversier—4391.

Chemin de fer Intercolonial—Installation du système de sureté (block system) se rattachant à l'exploitation—4344.

Chemin de fer Intercolonial—Matériel roulant—4344.

Chemin de fer Intercolonial—Elimination des passages à niveau et des rampes—4344.

Chemin de fer Intercolonial—Pour augmenter les installations et les facilités le long de la ligne—4345.

Chemins de fer—l'Intercolonial—Déviation de la ligne entre North-Sydney et Leitches Creek.

M. Maclean (Halifax)—Embranchement de l'Intercolonial de Dartmouth à Dean-Settlement—5045; regrette retard dans les travaux—5045; devrait utiliser des rails plus pesants—5045; travaux à Halifax—5047; têtes de ligne—5047; voie de déviation de Wellington à Dartmouth—5047; pont à travers le port d'Halifax—5047; on aurait dû considérer le choix de nouveaux emplacements pour certaines sections de l'Intercolonial et la reconstruction de sections de cette ligne comme devant faire partie du projet, afin de donner à Halifax de plus grandes facilités comme port de têtes de ligne—5048; convaincre le gouvernement de l'importance qu'il y a de mettre de nouveau à l'étude le choix de nouveaux emplacements pour l'Intercolonial, là où la chose est nécessaire, afin de raccourcir la ligne et d'en améliorer la pente; deuxièmement, la construction d'un pont au-dessus du port d'Halifax et faire un nouvel examen du projet de tête de ligne à Halifax—5049.

Hon. M. Reid—Différentes questions seront mises à l'étude par des experts—5049.

M. Chisholm. (Inverness)—Lignes subsidiaires de l'Intercolonial—5053; voie projetée d'Orangedale à Chéticamp—5053; plus riche région de l'est du Canada—5053; divers gisements miniers—5054; terrains barytifères—5054; indications qui prouvent l'existence du pétrole—5055; gisements de houille—5055; ressources de gypse d'Inverness—5056; connaissance des affaires du révérend Père Fiset de Chéticamp—5056; valeur du gypse—5056; nécessité de l'établissement des facilités de transport—5057; l'industrie de la pêche—5057; le trafic des touristes—5059; pas suffisamment d'efforts pour développer ce trafic—5059; ligne de chemin de fer entre Whycomagh et Chéticamp traverse un pays qui possède plus de beautés naturelles que toute autre région de même étendue dans l'est du Canada—5059; ce que coûterait la ligne

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CANAUx — PERSONNEL ET REPARATIONS—*Fin.*

M. Chisholm (Inverness)—*Suite.*

d'Orangedale à Chéticamp—5059; \$22,000 du mille—5060.

Hon. M. Reid—Ingénieur en chef de l'Intercolonial préparera un rapport sur ce sujet—5061.

Chemin de fer Intercolonial—Freins à air comprimé, etc.—3332.

Chemin de fer Transcontinental—Remboursement à George Goodwin, entrepreneur—2483.

Chemin de fer de la baie d'Hudson—construction des facilités terminales et des élévateurs.

Hon. M. Reid—J. D. McArthur et Cie, sont les entrepreneurs—4646; fait travailler tout l'hiver aux installations terminales—4647; accident à deux navires—4648; le "Allette" est allé à la dérive et il a pris feu—4648; le "Clearance" fut échoué sur une batture—4648; gouvernement ne subira aucune perte—4648; les cargaisons appartenaient au gouvernement et elles étaient assurées. Par conséquent, il ne perd rien—4648; quant aux navires, il n'en était pas responsable—4648; le chenal à la baie d'Hudson suffit aux navires tirant une vingtaine de pieds—4648; quand le chemin de fer sera terminé il viendra de grands steamers et nous devrons alors faire du dragage—4648; le chenal devrait avoir une largeur d'au moins 300 pieds—4648.

M. Maclean (Halifax)—Nombre d'hommes ont été engagés l'année dernière dans la Nouvelle-Ecosse pour travailler à Port-Nelson aux installations de tête de ligne, et ces hommes ont cru que leur salaire serait payé à leurs épouses—4649; le retard apporté par des agents du ministère des Chemins de fer au paiement de ces salaires a causé de graves embarras aux familles de ceux qui étaient au service du gouvernement à la baie d'Hudson—4649.

M. McKenzie—Département, devrait mettre plus de soin à ce que les relations entre lui et ses employés en des matières de cette nature ne soient pas troublées—4651; les marins du navire "Port-Nelson"—4657; difficulté à propos du salaire de ces hommes—4657; quatre affidavits—4658; conditions d'engagement—4659.

Hon. M. Reid—J'obtiendrai les renseignements nécessaires—4660.

M. Carvell—Suis informé que le gouvernement fait enlever les rails sur cette partie de l'Intercolonial, entre Chatham Junction et Blackville—4660; c'est un procédé cruel d'enlever une voie ferrée à une population de 1,400 âmes—4660.

Hon. M. Reid—Deux embranchements de l'Intercolonial parallèles l'un à l'autre—4660; deux chemins de fer dans cette partie du pays ne sont pas nécessaires—4660.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—AMHERST, AMELIORATIONS.

M. Chisholm (Antigonish)—Requête de la Chambre de commerce d'Antigonish—

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—AMHERST, AMELIORATIONS—*Suite.*

M. Chisholm (Antigonish)—*Suite.*

3333; construction d'une ligne de chemin de fer d'Antigonish à Country-Harbour 3333; raisons qui militent en faveur de l'entreprise—3333.

Hon. M. Reid—Etudierai la question et prendrai d'autres renseignements—3334.

Hon. M. Lemieux—Au sujet du chemin de fer de Gaspé—3335; embranchement se compose de deux voies—3335; dessert une région très fertile—3335; historique du chemin de fer—3335; différence qui existe entre les deux lignes—3335; première partie en mauvais état—3335; seconde est une voie ferrée bien construite—3335; projet initial du gouvernement était de relier cette partie du pays à l'Intercolonial—3335; projet n'a pas été mis à exécution—3335; Gaspé l'un des plus vieux comtés du Canada—3335; fait historique—3335; lors de son premier voyage au Canada, au 16^e siècle, Jacques-Cartier débarqua d'abord sur les rives de la baie de Gaspé—3335; gouvernement devrait s'assurer quel serait le coût de l'acquisition de ces voies ferrées—3336.

Hon. M. Reid—En présentant un bill dans ce but, l'année dernière, le ministre des Chemins de fer a fourni la preuve qu'il s'intéressait beaucoup à cette question et qu'il était bien décidé à acquérir la plupart ou même tous les embranchements de chemins de fer afin de les souder au réseau de l'Intercolonial—3336; à l'unanimité, le Parlement adopta le projet de loi, mais malheureusement le Sénat le modifia de telle façon qu'il ne pût devenir loi—3336; l'Intercolonial ne pourrait que bénéficier de l'acquisition de quelques-uns de ces embranchements—3336.

M. Chisholm (Antigonish)—Question du remboursement des sommes dues aux municipalités de Pictou, d'Antigonish et de Guysborough, à titre d'indemnités ou dommages-intérêts pour les terrains expropriés pour cette partie de l'Intercolonial circulant entre New-Glasgow et le détroit de Canso—3337; les municipalités de ces trois comtés ont dû payer le prix du terrain pour cette partie de l'Intercolonial et jamais on ne leur a remboursé cet argent—3337; pour toutes les autres parties de l'Intercolonial, de Sydney à Montréal, les municipalités n'ont rien eu à supporter de ces frais. Le gouvernement a supporté tous les frais de construction du réseau—3338; texte des résolutions adoptées en 1891—3338; arguments du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse contenus dans les documents présentes au ministère Laurier en 1897—3341.

Hon. M. Reid—Gouvernement fédéral peut difficilement admettre cette réclamation—3346; cette réclamation est si ancienne et elle a été soumise à tant de ministres différents que cela me fait supposer que certaines difficultés s'opposent à son règlement—3346; signalerai l'affaire à l'attention du ministre des chemins de fer—3346.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—AMHERST, AMELIORATIONS—*Fin.*

M. Macdonald—Le terrain de la voie a été payé par ces municipalités, non pas volontairement, mais pour se conformer aux dispositions de la loi de la Nouvelle-Ecosse, qui leur imposait cette obligation—3346; après le transfert, opéré en 1884, la législature de la Nouvelle-Ecosse a toujours maintenu que la province devait rembourser à ces municipalités la somme de \$671,000 qu'elle prétendait leur avoir été arrachée par contrainte et aussi les sommes dépensées pour le terrain de la voie—3346; la question fut soumise à un tribunal et les municipalités avaient l'espoir que la décision du juge en chef Burton déciderait de la validité de leur réclamation—3346; après que la cause eût été entendue, le juge en chef Burton décida que le décret de renvoi était trop restreint pour lui permettre de se prononcer sur ce point et, par conséquent l'affaire resta en suspens—3346; projet de diminuer la distance entre Moncton, New-Glasgow et Sydney—3347; texte du rapport spécial—3347; proposition excellente—3347.

M. McKenzie—Perfectionner la voie de l'Intercolonial dans la Nouvelle-Ecosse—3350; serait à propos de construire un pont au-dessus du détroit de Canso—3350; lorsque le gouvernement abandonnera les cinq milles de voie entre North-Sydney-Junction et North-Sydney, la ville de Sydney demandera qu'on lui rembourse ce que lui a coûté l'emplacement—3351.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL.

M. McKenzie—Destitution injuste—5310; cas du serrefrein D. J. Brydon—5311; paiement de \$4,000 à H. F. McDougall, ancien député—5311.

Hon. M. Reid—Menace pour la vie des voyageurs—5312; employés de chemin de fer qui prennent de la boisson—5312; remboursement à M. McDougall—5312.

M. Boulay—Question des embranchements de l'Intercolonial—5314; chemins de fer devraient être ajoutés à l'Intercolonial—5314.

Chemins de fer et Canaux—imputable sur le compte du capital—chemin de fer Intercolonial—division de Chatham et embranchements au quai—4343.

Chemin de fer Intercolonial—Installation d'un réseau téléphonique se rattachant à l'exploitation—4343.

Chemin de fer Intercolonial—Junction de la Chaudière à Saint-Romuald—Double voie, —4343.

Chemin de fer Intercolonial—Division de la ligne entre Nelson et Derby-Jonction—4343.

Chemin de fer Intercolonial; pour donner plus d'accommodations à Frédéricton—4343.

Chemins de fer et Canaux—Enquêtes en vertu de la loi sur les enquêtes—5299.

Chemins de fer et Canaux—Embranchements—Frais d'exploitation—5299.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—*Suite.*

M. Boulay—*Suite.*

Chemins de fer et Canaux—Pour traverse des wagons, construction de têtes de ligne et raccordements nécessaires—Remboursement de la garantie par la Halifax Dredging Co., Ltée, sur soumission pour terminus du service de traverse de wagons à Carleton-Point, île du Prince-Edouard—5310.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. M. Reid—Les pentes du Transcontinental—5295; l'exploitation du chemin de fer—5295.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL—FRAIS D'EXPLOITATION.

M. Boulay—Rouage de l'administration de l'Intercolonial—5133; dévoiler des choses qui ne sont pas connues du public—5133; distinction injuste au préjudice de la province de Québec—5133; 491 milles de l'Intercolonial dans la province de Québec sur un parcours total de 1,467 milles—5134; sous le rapport du personnel de cette voie ferrée, nous sommes loin de recevoir la somme de justice à laquelle nous avons droit, si on considère le chiffre de la population de notre province—5134; façon dont nous avons été traités depuis quarante ans—5134; Québec donne près de la moitié de tout le trafic général—5134; sur 49 employés recevant de gros salaires il n'y en a que trois qui appartiennent à la province de Québec—5135; règlements en usage sur l'Intercolonial—5138; la marche des trains—5138; les "Standard Rules"—5138; je crains qu'il arrive des accidents—5138.

Hon. M. Reid—Ne crois pas que l'administration de l'Intercolonial désire être injuste à l'égard de la province de Québec—5138; l'administration de l'Intercolonial donne toutes les facilités possibles aux employés de se familiariser avec les nouveaux règlements, et de passer les examens prescrits—5139; dans l'intervalle on ne renvoie aucun employé—5139.

Chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique—Rémunération au directeur nommé par le gouvernement—4338.

Chemins de fer et Canaux—Canaux—Canal de Trent—Personnel—Paiement à la Seymour Power and Electric Company pour force motrice, etc., fournie à la Trent Valley Woolen Manufacturing Company—5140.

Chezzetcook-est (Crab-Betch)—Prolongement du brise-lames—4388.

CITADELLE D'HALIFAX—NOUVEAU LOGIS POUR CELIBATAIRES, SALLE DE RECREATION.

M. Pardee—Dépenses pour fins militaires au Canada sont trop élevées—1993; le ministre de la guerre dépasse les bornes du raisonnable—1993; l'agitation relative au Home Rule—1993; contingent de mille orangistes canadiens—1993; avons assez de nos propres affaires à régler—1993.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CITADELLE D'HALIFAX—NOUVEAU LOGIS POUR CELIBATAIRES, SALLE DE RECREATION—*Suite.*

M. Kyte—Grande-Bretagne passe par une crise sérieuse—1994; déclarations attribuées au ministre de la Milice ne sont pas propres à pacifier les esprits—1994.

Hon. M. Rogers—Vaut mieux attendre une déclaration de la part du ministre à qui on attribue ces paroles—1995.

Coaticook—Dépôt d'armes—4371.

Collège militaire royal—Crédits supplémentaires—5210.

Commission des Chemins de fer—Frais relatifs aux causes entendues—2484.

COMMERCE—CABLE DES ANTILLES.

Hon. M. Foster—Tarif des cablogrammes a causé une entrave au commerce de la Grande-Bretagne avec ce continent, y compris le Canada et les Antilles—1000; réduction notable en ce qui concerne la Jamaïque et les Bermudes—1001; tarifs aujourd'hui donnent satisfaction—1001.

COMMERCE—RECENSEMENT ET STATISTIQUES.

Hon. M. Foster—Trois volumes du dernier recensement sont terminés et publiés, et des deux autres l'un est prêt à passer chez l'imprimeur ou presque, et l'autre a déjà une distribution des matières très avancée—1000.

M. Michaud—Au sujet de la présence des enfants aux écoles du Nouveau-Brunswick, présence à laquelle les rapports du dernier recensement assigne une moyenne bien faible—1000; par les lois de cette province, il n'est pas permis aux enfants d'aller à l'école avant d'avoir atteint l'âge de six ans. Dans d'autres provinces, il paraît que les enfants sont admis dans les écoles dès l'âge de cinq ans—1000; la moyenne des présences au Nouveau-Brunswick est plus basse que dans quelques-unes des autres provinces, à cause de cela, qu'il n'est pas permis aux enfants de fréquenter une école s'ils ne sont âgés de dix ans—1000.

COMMERCE—TRAITEMENTS, ETC., AUX TERMES DE LA LOI DES GRAINS DU CANADA.

Hon. M. Foster—Obligés d'avancer l'argent nécessaire à l'administration des éleveurs du gouvernement—1724; n'achetons pas de grain—1724; gouvernement fait l'inspection du grain—1725; la classification du grain—1725; commission des grains du Canada—1725; connaissance pratique précieuse—1725.

M. Buchanan—Construction d'un éleveur à Lethbridge—1725; l'exportation du grain de l'Alberta—1725; culture variée au nord de Calgary—1725.

Hon. Oliver—Les autres éleveurs, en raison des avantages dont ils jouissent, peuvent rendre problématiques les services rendus par l'éleveur de l'Etat—1730.

Hon. M. Foster—Je me propose de présenter cette année un projet de loi tendant à

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*COMMERCE—TRAITEMENTS, ETC., AUX TERMES DE LA LOI DES GRAINS DU CANADA—*Suite*

Hon. M. Foster—*Suite.*

conférer à la commission des grains tous les pouvoirs qu'il faut pour qu'elle puisse garantir le transport assuré jusqu'à la mer des grains dont le classement aura été effectué à Fort-William et veiller à ce qu'ils soient mis sur les navires qui les porteront de l'autre côté—1734.

M. Schaffner—Nationalisation des éleveurs de tête de ligne—1735; gouvernement a déjà fait quelque chose d'assez satisfaisant—1736; Brandon serait un lieu tout désigné pour un éleveur—1736.

M. Clark (Red-Deer)—Lutter contre les obstacles de la politique nationale—1737; ce que veulent les habitants de l'Ouest—1737; le blé trouvera un vaste débouché aux Etats-Unis—1737; mieux valu accepter à temps l'offre qui nous a été faite du marché américain—1737; le gouvernement a encore le loisir d'accepter cette offre—1737.

M. McCraney—Projet d'établir des marchés d'échantillons—1739; la manutention de tout le grain aux terminis devrait se faire sous la direction de l'Etat—1739.

Hon. M. Foster—Gouvernement est favorable au projet de créer des marchés d'échantillons aussitôt que la situation le permettra—1740.

Commission des Chemins de fer du Canada—4337.

Commission des Chemins de fer du Canada—Pour payer les dépenses relatives aux causes qui lui ont été soumises—4338.

COMMISSAIRES DU COMMERCE, AGENCES, ETC.

Hon. M. Foster—Ce crédit est de \$150,000—923; nous avons quinze commissaires du commerce et quatre correspondants—923; pas de commissaire du commerce aux Etats-Unis—923; ce n'est pas l'intention d'en nommer—924; nomination de M. Watson Griffin, commissaire spécial aux Antilles—924; besoin de lui pour deux choses—924; saisir les points saillants des conditions commerciales des Antilles—924; les présenter au commerce et au public qui produit au Canada—924; texte des instructions données à M. Griffin—925.

M. Maclean (Halifax)—L'extension de notre commerce avec les Antilles est nécessairement limitée—926; je crains que le ministre du Commerce ne se fait une trop haute idée des avantages que le Canada peut espérer retirer de ces échanges—926.

Hon. M. Foster—Vaut mieux en faire l'épreuve sérieusement et le plus rapidement possible—926.

M. Loggie—Ce serait une réclame bienfaisante pour notre pays si la Jamaïque permettait l'entrée de poisson salé à un tarif raisonnable—927.

Hon. M. Foster—La Jamaïque n'a pas accordé de préférence au Canada—927; il

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*COMMISSAIRES DU COMMERCE, AGENCES, ETC.—*Suite.*

Hon. M. Foster—*Suite*

est difficile de se procurer les statistiques mais nous essayons de connaître, aussi exactement que possible, quelle est la proportion de marchandises canadiennes qui parvient aux différents îles de New-York, principalement, et de Boston, en partie—928.

M. Pardee—Durant une période d'au moins trois mois par année, les agents du commerce devraient quitter leurs divers postes et revenir au Canada afin de se consulter personnellement avec les manufacturiers et les marchands canadiens—929; si les commissaires adoptaient cette ligne de conduite, le commerce, dans le plus grand intérêt de tous et d'un chacun, serait vivement activé—929.

M. Boulay—Commissaires du commerce à l'étranger pourraient rendre de meilleurs services au Canada s'ils connaissaient bien nos ressources—931.

COMMISSION DES AMELIORATIONS A LA COLOMBIE-ANGLAISE.

Le très hon. R. L. Borden—Commission s'occupe des conditions faites à la Colombie-Anglaise—5185; factum de la cause sera préparé au nom du Canada—5185; province demande une subvention plus forte—5186.

COMMISSION DE CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES.

M. Maclean (Halifax)—Est-il bien légitime de donner tant de latitude à cette commission—330; commission empiète sur les fonctions de certains ministères—330.

Le très hon. R. L. Borden—Convaincu que la commission rendra de grands services au pays—331.

Sir Wilfrid Laurier—L'œuvre accomplie a été des plus fertiles en bons résultats—331; l'œuvre réalisée dans le domaine forestier, pour sauver la forêt ne saurait être trop admirée—331; suggérerais d'inscrire un crédit consacré à un congrès forestier—331.

Le très hon. R. L. Borden—Les économies que la commission a fait réaliser à la richesse matérielle du pays, compensent au delà du centuple tous les frais effectués—331; prendra en considération crédit pour congrès forestier—331.

Hon. M. Murphy—Le gouvernement a-t-il profité de l'avis ou coopération de la commission dans ses négociations avec la municipalité d'Ottawa au sujet des sources d'alimentation d'eau pure pour la ville—332.

Le très hon. R. L. Borden—Nous n'avons pas encore été appelés à demander l'aide de la commission à cet égard—332.

COMMISSION IMPERIALE DU COMMERCE.

Hon. M. Foster—Travail de la commission impériale du commerce—971; instituée en 1911—971; six membres nommés par

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*COMMISSION IMPERIALE DU COMMERCE—*Suite.*

Hon. M. Foster—*Suite*

le gouvernement anglais—971; un par chacune des (5) possessions britanniques d'outremer—971; commission organisée dans les premiers jours de 1912—972; commission fonctionne de deux manières—972; accomplit son travail au moyen de statistiques—972; l'ambiance des différents dominions et du Royaume-Uni—972; connaissance que la commission acquiera dans ses pérégrinations forme la partie la plus importante de ses recherches—972; avantage qu'aura le Canada en cette affaire—973; commission pendant l'année visitera le Canada—973; passera dans toutes les provinces canadiennes—973; l'œuvre générale de la commission—973.

Sir Wilfrid Laurier—Commerce est peut-être le plus grand lien entre les nations civilisées—973; seule objection à la présence du ministre du Commerce dans cette commission—973; impossible de prendre part aux travaux de la commission, parce que ses devoirs comme ministre le retiennent à Ottawa—973.

Hon. M. Foster—Tarifs de transport maritimes—974; notre pouvoir cesse sur les marchandises qui sortent de notre pays ou y entrent par voie maritime—974; envoyer M. Drayton, président de la commission des Chemins de fer, en Angleterre—974; conférer avec le gouvernement impériale—974; établir conjointement avec nous une réglementation des tarifs entre le Royaume-Uni et le Canada—974; gouvernement impérial a proposé de soumettre la question à la commission royale du commerce—974; le Canada a consenti—974.

M. Maclean (York-sud)—Pas approuver cette manière de procéder—975; coalition maritime existe—975; l'augmentation dans les taux de transport—975; taxe la plus lourde qui pèse sur le cultivateur—975; Parlement abdique ses fonctions pour les remettre à une commission royale—975; notre commission de chemins de fer a juridiction sur les transports de marchandises jusqu'à leur point de déchargement—975; l'âme de la coalition maritime—975; c'est le Pacifique-Canadien, le Nord-Canadien et le Grand-Tronc—975; pas de bonne politique pour le pays de renvoyer cette question à une commission impériale—976; conspirer contre le peuple canadien—976; incombe au Parlement et au gouvernement canadien d'interrompre tout rapport avec ceux qui font partie de cette inique coalition—976; l'Ouest n'attendra pas—978; peu de profit sur le blé—978; prix de revient est de 62 cents et le prix de vente 67 cents—978; la réglementation des prix de transport ne peut pas passer hors de nos mains—978; n'avouera jamais que le Parlement canadien est incapable de réformer un abus qui existe dans ce pays—979.

Hon. M. Foster—Juridiction du pays commence à faire défaut lorsque l'on tente

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*COMMISSION IMPERIALE DU COMMERCE—*Suite.*

Hon. M. Foster—Suite.

de l'étendre par delà l'océan et à d'autres pays que le nôtre—980; question du contrôle de l'océan ne relève de la juridiction d'aucune puissance en ce monde—980; Canada n'a pas abandonné un seul iota de sa juridiction—980; parfaitement libre d'adopter n'importe quelle mesure—980; rapport de la commission devra être prêt pour la prochaine conférence impériale en 1915—980; des doutes quant à savoir si la juridiction du Canada s'étend aux taux de transport—980.

M. Neely—Nous avons raison de nous alarmer—980; prix de transport augmentent constamment—980; depuis cinq ans les taux de transport ont augmenté de cinquante à cent pour 100—981; pouvons exercer une pression sur les lignes océaniques—981; former un comité pour étudier cette question et trouver les moyens d'étendre notre juridiction sur les tarifs fluviaux et maritimes—982.

Hon. M. Oliver—Problème du commerce et des transports—982; conclusions de la commission d'enquête créée par le gouvernement de la Saskatchewan—982; toute nos questions de commerce et de finances se résument à la quantité de blé produit et au prix du blé—982; prix du blé a augmenté 12 pour 100 depuis 1909—982; coût du transport au marché a augmenté de 15 pour 100—982; prix du blé a baissé de 25 cents le boisseau depuis 1907—982; majoration de tarifs—983; la situation—984; grain canadien expédié par bâtiments américains—984; à destination de ports des Etats-Unis—984; Canada perd ce trafic—984; il doit y avoir un changement dans les méthodes de vente et de transport ou nos produits devront être réduits en proportion—984.

M. Schaffner—La déclaration qu'il nous en coûte plus pour transporter notre grain au marché que pour transporter celui d'aucun autre pays est assez malsonnante et elle appelle une enquête—985.

Hon. M. Foster—En 1910 le gouvernement reçut une avalanche de protestation contre l'élévation des prix de transport maritime—987; juge Mabee, président de la commission des chemins de fer prépara un rapport remarquable—988; le mémoire termine en conseillant l'institution d'un tribunal international composé de la commission du trafic des chemins de fer et des canaux d'Angleterre et de la commission des chemins de fer du Canada ou d'un certain nombre de membres de ces deux commissions—988; un tribunal de cette nature pourrait, au moyen d'une loi votée par les deux parlements, être revêtu de la juridiction nécessaire pour régler ce trafic—988; il n'y eut pas de réponse et le gouvernement persista à ne rien faire—988.

Sir Wilfrid Laurier—A quoi sert un changement d'administration—989; pourquoi le gouvernement actuel n'a-t-il pas ré-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*COMMISSION IMPERIALE DU COMMERCE—*Fin.*

Sir Wilfrid Laurier—Suite.

pondu—929; peuple commence à comprendre que le nouveau gouvernement l'a trompé—989; c'est moi-même qui proposai la création de la commission impériale—990; j'ai proposé que cette même question des tarifs de transport maritime fut étudiée—990.

M. Bennett (Simcoe-est)—Prix à partir du lac Supérieur, Duluth ou Fort-William jusqu'à Buffalo ou aux ports de la baie Georgienne sont invariablement les mêmes—997; ne crois pas qu'il y ait collusion entre ces compagnies pour maintenir les prix—998; impossible que cent navires concurrencés par mille autres fixent le tarif—998; l'ennui est que nous manquons des installations requises à Montréal—998; grains y subissent un retard—998; dans quelques années, si l'avance de ces derniers temps se maintient, la plus grande partie des chargements de grains qui s'exportent actuellement des ports des Etats-Unis s'expédiera par notre propre route—998; il est absurde de prétendre qu'il existe une coalition entre soixante ou soixante-quinze navires canadiens et que cette coalition est en mesure d'accaparer le commerce et de fixer les prix—998; le nœud de la question, pour la récolte de l'Ouest, c'est que le gouvernement doit faire les avances suffisantes pour assurer l'installation d'éléveurs à Montréal—998.

M. McCrea—Marchands de bois ont plus à se plaindre des taux que les marchands de grains—999; gouvernement est-il en mesure de porter remède à cet abus?—999; tout le pays souffre—999; le renchérissement de la vie et la hausse des salaires sont pour quelque chose dans ces tarifs—999; ces derniers sont hors de toute proportion—999; faudrait trouver un moyen de remédier à un mal dont souffrent les expéditeurs de ce pays—1000.

Compensation à William Tate, de Prince-Albert, pour dépenses effectuées par lui, et se rattachant à la maladie qu'il contracta alors qu'il servait avec les volontaires de Prince-Albert durant l'insurrection de 1885—5154.

Compensation aux hommes de la gendarmerie à cheval du Nord-Ouest, pour blessures reçues dans l'exécution de leurs devoirs—751.

CONSTRUCTION DU PONT DE QUEBEC.

Hon. Mr. Reid—Construction sera finie en 1917—5296; programme des travaux de 1914 à 1917—5297.

Construction du canal des navires Welland—5297.

CONSTRUCTION DE PHARES ET REGLEMENTATION DU COMMERCE SUR LA RIVIERE DETROIT.

Hon. M. Oliver—Etablir un port à Port-Nelson—1266; de quel ministère relève-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CONSTRUCTION DE PHARES ET REGLEMENTATION DU COMMERCE SUR LA RIVIERE DETROIT—*Suite.*

Hon. M. Oliver—*Suite.*

ront les travaux d'établissement de ce port—1266.

Hon. M. Hazen—Installations de tête de ligne et autres ouvrages à Port-Nelson seront exécutés par le ministère des Chemins de fer—1266; département de la Marine fournira les auxiliaires nécessaires à la navigation—1266; service naval à charge de la télégraphie sans fil—1266; commission des phares—1266; tout ce qui se rapporte à l'établissement de nouveaux phares est soumis à la commission—1266; étude de la question des auxiliaires de la navigation—1266; voyage du "Boethic" à Port-Nelson—1267; placer douze phares dans la baie d'Hudson en remontant jusqu'à Port-Nelson—1267; établir une station de sans-fil quel que part dans le détroit—1267; le sans-fil sera du plus grand avantage pour la navigation—1267.

Hon. M. Lemieux—Chemin de fer de la baie James—1268; entreprise nationale—1200, désirable de trouver le meilleur port utilisable de la baie James—1268.

Hon. M. Oliver—Désastres subis par les bateaux qui ont été envoyés à la baie d'Hudson—1268; négligence du département à donner des aides à la navigation—1268; savoir ce qui a été fait pour protéger les bateaux—1268.

Hon. M. Hazen—Difficultés en 1913 dans le posage des bouées—1268; avons fait ce qui nous a été demandé—1268; fort discutable de prétendre que les accidents sont dûs aux départements de la marine et des chemins de fer—1268; blâme s'attache à des ordres imparfaits venus des capitaines de ces navires—1268.

Hon. M. Oliver—Etat de choses déplorable—1271; gouvernement devra en porter la responsabilité—1271; route comme port de transport est déconsidérée—1271; n'a pas pris les moyens de protéger le chenal de Port-Nelson—1271.

Hon. M. Hazen—Rélevés sont finis—1271; relevés nous permettent de placer intelligemment les aides à la navigation—1271.

COUR SUPREME DU CANADA.

M. Kyle—Renseignements sur nominations faites à Ottawa depuis la dernière session du Parlement—2038; conduite de certains fonctionnaires du service de la rédaction des lois—2039; cas de M. O'Brien—2039; rapport de l'enquête—2039; ne méritait pas de traitement de faveur—2040.

Hon. M. Doherty—Commissaires ont constaté que M. O'Brien était un fonctionnaire consciencieux—2041; caractère irritable—2041; réorganiser le bureau des juristes parlementaires—2041; pension à M. O'Brien—2041; on a appliqué la loi—2041.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*COUR SUPREME DU CANADA—*Suite.*

M. Kyle—Texte du rapport d'enquête—2042; M. O'Brien n'avait pas d'affaires à corriger les projets de loi une fois qu'ils ont été adoptés—2043; n'était pas à la hauteur de la tâche—2043; une foule de fonctionnaires ne sont pas aussi bien traités que le fut M. O'Brien—2043.

M. Edwards—Ne savais pas un mot de toute cette affaire O'Brien—2044; n'ai jamais demandé sa retraite comme faveur—2044.

Hon. M. Lemieux—Déclaration de lord Haldane—2045; discours au University College—2045; désir de réformer la Chambre des lords—2045; transformation du comité judiciaire du conseil privé en une cour impériale ambulante—2045; canadiens attachent une grande importance à l'appel au roi en conseil—2045; texte de la dépêche de Londres sur ce sujet—2045; interprète de tous les canadiens—2046 les canadiens sont satisfaits du comité judiciaire du conseil privé tel que composé actuellement et de sa manière de traiter nos conditions d'aujourd'hui—2046; à toujours donnée une juste interprétation de la constitution du Canada—2046; "London Times", qui est le plus grand propagateur de l'impérialisme, est opposé au projet lancé par lord Haldane—2046; opinion du "London Times"—2046; pour ce qui est du Comité Judiciaire du Conseil privé, et pour ce qui est de causes venant du Canada, je ne sache pas qu'un changement dans le système actuel puisse avoir des avantages—2048.

Hon. M. Doherty—Ne projette aucun changement dans notre système d'appel au Conseil privé—2048; tout ce que je vois suggéré ici c'est la possibilité que l'appel, tout en étant un appel à Sa Majesté au Comité Judiciaire du Conseil privé, soit entendu par exemple au Canada—2049; la composition du tribunal restera la même, mais le tribunal ira aux plaideurs et ce ne seront plus des plaideurs qui iront au tribunal—2049; bien que je me sois entretenu de cette question avec Sa Seigneurie, il n'a jamais été question ni de part ni d'autre, de faire du Comité Judiciaire un tribunal ambulante—2049; Sa Seigneurie admet qu'elle est retournée dans son pays avec l'impression que le Canada ne désirait pas d'autre tribunal en dernier ressort que celui que nous possédons déjà et que cette impression lui a été communiquée par des personnages éminents, je puis dire, sans me flatter d'être du nombre de ces derniers, que c'est bien cette impression que je me suis efforcé de lui communiquer—2050.

Crédit affecté aux frais concernant la commission royale, chargée de faire enquête sur la situation des archives ministérielles—5150.

CREDITS DE LA MILICE.

Hon. M. Hughes—Les journaux et l'atmosphère en général sont tellement remplis

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*CREDITS DE LA MILICE—*Suite.*

Hon. M. Hughes—Suite.

de platitudes au sujet de la paix, que le pauvre homme, qui essaie de maintenir sur un pied d'efficacité les forces militaires de son pays, est considéré comme un mortel sanguinaire, et n'ayant droit à aucune considération—3559; en dépit de ces appels à la paix, que nous entendons si souvent à l'heure actuelle, les treize premières années du 20^e siècle ont été témoins de guerres épouvantables—3559; qualités militaires des habitants de l'Ulster—3559; incident à propos de la guerre du Mexique—3559; rien qui nous garantisse que le Canada puisse compter sur une ère de paix perpétuelle—3560; pour amener l'ère de la paix universelle—3560; les qualités qui pourraient contribuer essentiellement à l'établissement de la paix universelle, sont: la discipline chez le peuple, l'instruction pour se défendre soi-même, les manœuvres militaires, le tir juste, le mépris de la fatigue et des privations, des cœurs vaillants et des volontés inflexibles; il faut se préparer, posséder des armes, des équipements et des magasins—3561; mon but n'est pas la guerre—3562; le soldat n'est jamais partisan de la guerre—3562; partisan d'un système de jeunes militaires ou cadets—3562; l'instruction volontaire de la jeunesse—3563; mouvement militaire dans la province de Québec—3563; notre personnel d'instructeurs comprend 251 personnes—3563; construction de salles d'exercices—3563; nous avons au département de la Milice des demandes pour plus de mille salles d'exercice et nous ne pouvons en accorder que vingt-cinq cette année—3564; coût des salles d'exercices depuis la confédération—3564; ces bâtiments deviennent des centres pour toute la population—3565; l'instruction des officiers—3569; l'université McGill et lord Strathcona—3569; entraînement militaire à l'université Laval—3569; nous ne pouvons avoir d'armée volontaire permanente, mais nous pouvons posséder une milice volontaire—3569; nomination des colonels honoraires—4570; milice active se divise en deux classes—3570; la troupe permanente se compose de 3,021 officiers et soldats, et la troupe non permanente de 74,606 officiers et soldats—3570; effectif de la milice canadienne—3571; dépenses de la milice—3575; dépenses extraordinaires—3575; ce que les autres pays dépensent pour la milice—3576; les camps d'exercices—3577; sir John French, sir Percy Lake et sir Ian Hamilton ont fait des recommandations au sujet des canons—3577; officiers canadiens en Europe—3577; accueillis partout avec la plus grande courtoisie—3579; le serment du soldat—3579; manœuvres anglaises—3579; enquête à l'arsenal du Dominion—3579; défauts ont été constatés dans la munitions—3579.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

GEO. T. DAVIE & SON, LEVIS, POUR REMPLACER L'HELICE, ETC.

Hon. M. Hazen—Maison Davie est la seule à Québec capable de faire des réparations à un navire au-dessous de sa ligne de flottaison—434; fait faire une estimation par les fonctionnaires techniques du ministère—434.

Hon. M. Lemieux—Meilleure justification de la ligne de conduite suivie par l'honorable M. Brodeur—435; notre administration de la chose publique a été honnête et juste—435; ministre actuel a adopté la ligne de conduite suivie par M. Brodeur—435; est-ce l'intention de construire en Canada à l'avenir, les navires du même type que ceux qui sont actuellement au service de la Marine et des Pêcheries?—439.

Hon. M. Hazen—Pas un seul dollar de notre argent n'a été dépensé à l'étranger—440; politique pour l'avenir c'est de faire construire au pays tous les navires qu'il faudra pour les besoins du ministère—440.

Dépenses en vertu de la loi des grains du Canada—Appointement des commissaires—2488.

Dépenses en vertu de la loi Canadienne de tempérance—2485.

Dépenses de la commission qui préparera les plans relatifs aux deux villes d'Ottawa et de Hull—2485.

Dépenses de la liquidation et de l'enquête sur la compagnie d'assurance-vie Union—2486.

DEPENSES IMPREVUES A LA MARINE.

M. Law—Cas de M. Trefry—799; capitaine de la navigation à Yarmouth révoqué—799; un des meilleurs officiers qui aient jamais occupé cette position—799.

Hon. M. Hazen—A propos de M. Trefry—799; accusations d'ingérence politique—799; affidavit du docteur Perrin—800; Trefry remplacé par le capitaine Samuel Messenger—800.

M. Macdonald—Gouvernement nommé des américains—800; étrange situation—800.

M. Law—M. Trefry déclare l'accusation fautive—800.

M. Kyte—Cas de M. Marin Bourque, gar—800; malade, incapable d'être présent à 800; malade incapable d'être présent à l'enquête—801; attestation signée par madame Bourque—808; M. Duchemin tint une enquête—808; lecture de certaines pièces du dossier—808; rien à l'appui de l'accusation—812.

Hon. M. Hazen—M. Bourque n'a pas tenté de réfuter les témoignages—814; parler ouvertement de politique—874; M. Duchemin, commissaire enquêteur, est un homme digne de confiance—814; M. Bourque était un homme de parti des plus agressifs—815; pas lieu de se plaindre de son renvoi—815.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*DEPENSES IMPREVUES A LA MARINE—*Suite.*

M. Kyte—Cas de Michael O'Brien, gardien du phare de l'île aux Ours—815; *M. Duchemin* a refusé d'écouter l'avocat de l'accusé—815.

M. Sinclair—*M. Duchemin* a violé la loi—817; *George Jollotta*, garde-pêche, renvoyé sans enquête—819; l'un des pires cas—819; enlever à un homme infirme un emploi qui lui donnait 20 dollars par année—819.

Hon. M. Hazen—Emploi de *Jollotta* n'était que temporaire—820.

M. Macdonald—*M. Duchemin* n'est qu'un partisan—820; sa manière de déférer le serment—820; personnes qui se sont parjurés en rendent témoignages devant lui—821; une idée de la nature des enquêtes—822; entravant l'administration de la justice—822.

M. Turgeon—Réformer le service civil extérieur—823; esprit de parti est choquant—823.

M. Carvell—Fonctionnaires font la pêche hors de saison—824; maraudeurs bien connus—824.

DEPENSES EN VERTU DE LA LOI DE NATURALISATION.

Hon. M. Coderre—Des lettres ont été échangées entre le gouvernement anglais et le ministère de la Justice dans le but d'arriver à une entente sur une loi uniforme de naturalisation—1847.

Dépenses de voyage des inspecteurs des ports—2487.

DEPENSES PAYABLES PAR LE CANADA POUR LE BUREAU INTERNATIONAL DES DOUANES.

Hon. M. Foster—Convention internationale dont font partie presque tous les pays du monde—923; espèce de chambre de compensation internationale des douanes—923.

DISTRIBUTION DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES.

M. Carvell—Chaque député devrait recevoir un plus grand nombre d'exemplaires de l'édition non révisée des débats—1859.

Hon. M. Graham—Distribution des débats, devrait se faire aux frais de l'Etat—1860.

Hon. M. Oliver—Les livres bleus devraient rester au bureau de distribution où les députés pourraient les obtenir sur demande—1861; rapports des débats devraient être publiés en plus grand nombre—1861.

M. Henderson—Si un député procède systématiquement dans sa distribution, il peut, de jour en jour, disposer de tous les documents parlementaires avec avantage et sans les gaspiller—1861.

Hon. M. Lemieux—On devrait laisser au service de la livraison une plus grande latitude pour accommoder les députés qui

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*DISTRIBUTION DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

demandant un nombre plus considérable d'exemplaires du *hansard*—1863; nomination du chef des traducteurs français—1863; question de capacité et non de politique—1863; *M. Lasalle*, doyen des traducteurs devrait être nommé de préférence—1864.

Hon. M. Pelletier—Députation aura l'occasion de se féliciter du progrès et de l'amélioration très sensible du personnel de la traduction—1864.

Divers—Matériel, imprimerie de l'Etat—1859.

DIVERS—DEPENSES EN VERTU DE LA LOI DE TEMPERANCE.

Hon. M. Coderre—Solder les frais des élections—1844; triomphe de la cause de tempérance—1844.

DIVISION DES MINES—ADMINISTRATION CENTRALE.

Hon. M. Coderre—Toutes les nominations du gouvernement ont été faites conformément aux prescriptions de la loi du service civil—1887.

Don à ceux qui ont souffert des tempêtes sur les grands lacs—2486.

Douanes—Traitements et dépenses casuelles aux différents ports du Canada—1009.

DOUANES—APPOINTEMENTS, FRAIS DE VOYAGES DES INSPECTEURS DES PORTS, ETC.

M. McCraney—Circonstances dans lesquelles sont démis les employés de l'Etat—1045; renvoi du sous-percepteur à Rosthern—1045.

Hon. M. Reid—Nominations faites en 1911 après la dissolution du Parlement ont été annulées—1046.

M. McCraney—Politique du gouvernement consiste simplement à chasser les fonctionnaires libéraux—1047; dénonciations de candidats défaits—1049.

M. Neely—Le cas de *M. James G. Richardson*, percepteur des douanes à Humboldt—1052; ne sache pas qu'il ait fait de politique active—1052.

M. Macdonald—Déclaration de *M. Duchemin*—1054; comment cet homme a accompli sa tâche de commissaire-enquêteur—1054; opinion du juge *Graham*—1054; dispositions du statut ont été ignorées par *M. Duchemin*—1055.

M. Rhodes—Députés de l'opposition jouent un rôle politique quand ils discutent la manière dont certaines révocations ont été faites—1056; qu'ont fait les libéraux en 1896—1056; manque de sincérité—1056; officiers de douanes ont été révoqués—1056; pas d'enquête—1056.

M. Kyte—Ne reprochons pas au gouvernement d'avoir institué des enquêtes—1058; ce dont nous nous plaignons c'est du caractère grotesque prêté à ces enquêtes—1058.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

DOUANES — APPOINTEMENTS D'EMPLOYÉS ADDITIONNELS, ETC.

M. Kyte—Destitution de Martin Johnston, douanier à Red-Island, comté de Richmond—1009; révoqué parce qu'il n'avait rien à faire—1009; il recevait \$100 par année et son successeur M. E. Gillies a été nommé à \$250—1009.

Hon. M. Reid—Poste de Martin Johnston ne se trouvait pas au même endroit que celui de M. Gillies—1010; nouveaux employés sont au nombre de 768—1013; ministère voit s'accroître le volume de ses affaires—1013.

M. Maclean (Halifax)—Il y a des nominations inutiles à la douane—1015; appointements de ses employés inutiles doivent s'élever à \$25,000 à \$30,000—1015.

M. Boulay—Petits incidents de la politique—1015; libéraux n'ont pas lieu de se scandaliser des destitutions qui sont faites aujourd'hui—1015.

Douanes—Traitements et dépenses casuelles des divers ports du Canada—461.

Dragage—Manitoba, Saskatchewan et Alberta—5427.

DRAGAGE.

Hon. M. Pugsley—Dragage à Saint-Jean—5414; compagnie a exécuté plus de travail qu'il n'en était mentionné dans les soumissions—5414

Hon. M. Rogers—Travaux à exécuter ne sont pas encore terminés—5414.

Duncan's-Station—Édifice public—4383.

East-River—Amélioration—5423.

EAU.

M. McKenzie—Question de l'eau fait honte à Ottawa depuis dix ans—4387; arrêter les paiements du service d'eau—4387; ville d'Ottawa vend de l'eau que nous ne pouvons utiliser—4387; qu'un moyen de nous protéger—4387.

Hon. M. Rogers—L'eau servie à la Chambre des communes et à tous les édifices publics est absolument pure et sûre, elle est stérilisée—4387.

EDIFICES PUBLICS A OTTAWA—NOUVEAUX EDIFICES DEPARTEMENTAUX ET LEUR EMPLACEMENT.

Hon. M. Rogers—Emplacement incomparable—1964; concours entre architectes—1964; les juges du concours—1964; plans proposés suffisants pour l'installation de tous les bureaux des différents départements—1965.

Edifices publics à Ottawa—Monnaie royale—1971.

Edifices publics en général—Installation d'un système d'alarme contre les cambrioleurs—4385.

Edifices publics d'Ottawa—Préposés aux ascenseurs—4385.

Edifices publics d'Ottawa—Chauffage y compris les gages des mécaniciens, chauffeurs et gardiens—4386.

Edifices publics du Dominion—Loyers—4336.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*EDIFICES PUBLICS A OTTAWA—NOUVEAUX EDIFICES DEPARTEMENTAUX ET LEUR EMPLACEMENT—*Suite.*

Hon. M. Rogers—*Suite.*

Edifice public de Battleford—Améliorations—4380.

Edifices publics à Toronto—Nouveaux édifices fédéraux—1980.

EDIFICE PUBLIC D'ATHENES.

Hon. M. Rogers—Entreprise adjugée pour \$13,800—5422.

Edifice public de Chesley—5422.

Edifice public de Saint-Jacques l'Achigan—5422.

EDIFICE PUBLIC A BEAR-RIVER.

M. Burnham—Le système d'ériger des édifices publics au lieu de payer loyer est une bonne politique—1984.

M. Carroll—Plusieurs endroits dans Cap-Breton-sud auraient droit à des édifices publics—1985.

M. Law demande des édifices publics pour Wedgeport, Tusket, Pubnico, etc.—1986.

M. A. W. Chisholm—Edifice public nécessaire à Antigonish—1986; besoin d'une salle d'armes—1987; le gouvernement a construit des salles d'armes dans des villes beaucoup moins importantes qu'Antigonish—1987

M. Michaud—Edmunston, chef-lieu important du Nouveau-Brunswick n'a pas d'édifice public—1988.

Edifice public de Caning—1989.

Edifice public de Glace-Bay—1993.

EDIFICES PUBLICS A OTTAWA—MUSEE VICTORIA.

Hon. M. Lemieux—Musée devrait rester ouvert le dimanche—1971; agrément instructif—1971.

M. Macdonald—Il serait dans l'intérêt du Canada que ce dernier put s'enorgueillir de sa capitale et établir une commission indépendante de la politique à laquelle il confierait l'administration des affaires d'Ottawa—1972; celui qui a l'orgueil de son pays doit comprendre qu'il nous incombe de prévoir l'avenir—1972.

M. Clark (Red-Deer)—L'administration municipale s'impose de plus en plus à l'étude—1972; voir se produire au Canada, ce qui existe à Washington—1973, méthodes d'administration suivies par le district fédéral—1973.

M. Maclean (York-sud)—Serait sage d'acquiescer un espace considérable de terrain qu'on réserverait à l'emplacement d'une grande capitale nationale pour le Canada—1973; le climat d'Ottawa est rigoureux—1973; en été cette ville est loin d'offrir des attraits—1973; Ottawa comme capitale ne rencontre pas les besoins du Canada à l'heure qu'il est—1973.

M. Carroll—Parler de changer la capitale du Canada est une absurdité—1974; une ville où l'on a dépensé des millions de dollars comme à Ottawa restera la ville capitale du Canada—1974.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*EDIFICES PUBLICS A OTTAWA—MUSEE VICTORIA—*Suite.*

M. Edwards—Par tout le Canada, d'un océan à l'autre, toutes choses considérées, on ne peut trouver un site qui convient mieux à la capitale du Canada que celui-ci—1974; le continent européen ne peut offrir de scène plus ravissante—1974; le climat froid du Canada est le plus chaud ami du Canada—1975; Ottawa est le meilleur endroit que nous puissions trouver—1975

Hon. M. Rogers—Nombreux sont ceux qui s'opposent à ce que le gouvernement se lance dans l'entreprise d'un district fédéral—1975; dans le but de nous former une idée intelligente de la question, une commission a été chargée de préparer un plan—1975; quant à discuter le changement de la ville capitale du Canada, il va sans dire que si jamais on a l'idée de mettre ce projet à exécution, il sera de mon devoir de dire un mot en faveur de la ville de Winnipeg, qui est le centre du Dominion et qui est une des villes les plus prospères du pays—1975.

M. Fripp—L'intérêt de la ville exige qu'Ottawa soit érigé en district fédéral—1976; mode d'administration municipale d'Ottawa n'est ni pire ni meilleur que dans les autres villes—1976.

M. Carvell—Mauvaise qualité de l'eau à Ottawa—1977; les citoyens d'Ottawa sauront eux-mêmes résoudre le problème—1977; nombre d'intrigants se servent des affaires municipales comme d'un marche-pied pour parvenir à un poste plus élevé dans le domaine de la politique—1977; le gouvernement doit contribuer largement à l'établissement d'un nouveau service d'eau à Ottawa—1977; le gouvernement n'a pas le droit de dire aux gens qu'il ne versera de contribution qu'à la condition qu'ils agissent d'une certaine manière—1977.

Hon. M. Lemieux—Le fait d'avoir autorisé la commission à exercer ses attributions jusque dans la province de Québec, au delà des limites d'Ottawa, fournit un bon argument en faveur de la création d'un district fédéral—1979; le Canada grandit, et je ne vois pas d'inconvénients à ce que, à certains égards, nous suivions l'exemple des Etats-Unis—1979.

M. Boulay—Ottawa est plus en mesure que n'importe quelle autre ville de subvenir à ses besoins municipaux—1980; jamais en faveur d'un district fédéral—1980.

Edmonton—Réparations du quai et du chemin—4394.

Edmonton—Nouvelle salle d'exercices—5423.

ELEVATEUR DE PORT-COLBORNE—AGRANDISSEMENT.

Hon. M. Reid—Porter la capacité à 2,000,000 boisseaux—3137.

ENTREPOT DE DOUANE D'EDMONTON.

Hon. M. Rogers—Terrain a coûté \$63,000—4383.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

ENTRETIEN ET REPARATIONS AUX NAVIRES DE L'ETAT ET AUX BRISE-GLACES.

M. Carroll—Besoin d'un navire brise-glace en permanence à Sydney—424.

M. J. J. Hughes—Demande si un navire fera un certain nombre de voyages d'hiver aux îles de la Madeleine—425; grand avantage pour la population—425.

Hon. M. Hazen—Le "Stanley" a déjà fait un voyage et nous espérons qu'il en fera un autre—425.

M. Law—Ministère de la Marine a maintenu le port d'attache des navires à Saint-Jean—425; quelques-uns de ces navires devraient avoir leur port d'attache à Yarmouth ou dans la baie de Fundy—425; naufrage du "Cobequid"—425; si navire du gouvernement avait été à Yarmouth, les naufragés n'auraient pas eu à attendre trente-six heures avant d'être secourus—425; bouées se déplacent constamment sur la côte de la Nouvelle-Ecosse—425.

Hon. M. Hazen—Département tient à conserver les navires à proximité de ses agences—426; à cause de la tempête, les naufragés du "Cobequid" n'auraient pu être secourus plus tôt—426; coût du service de la flotte du gouvernement—426; tableau indiquant le coût des réparations de chaque navire—427.

Hon. M. Lemieux—J'aimerais à connaître nom du yacht acheté en octobre dernier, qui se trouve présentement à Prescott et le but pour lequel il a été acheté—428.

Hon. M. Hazen—Ce navire n'a pas été acheté par mon département—428.

Hon. M. Reid—Il n'existe au ministère des Douanes aucune trace de l'achat d'un tel bateau—429.

Hon. M. Lemieux—Journaux annoncent qu'on a adjugé à la maison Vickers Sons & Maxim, de Montréal, l'entreprise d'un navire—430.

Hon. M. Hazen—On ne sait encore à quel endroit le navire sera construit—430; s'agit d'un brise-glace pour le service du Saint-Laurent—430; il devra être construit en Canada—430.

Hon. M. Lemieux—Population des îles de la Madeleine a grand besoin du service d'hiver—431; privée de sa provision ordinaire de charbon l'automne dernier—431; communications entre la Rivière-Ouelle et la Malbaie ont été interrompues—431; habitants de la rive nord se trouvent presque aussi isolée que les habitants des îles de la Madeleine—431.

Hon. M. Bureau—Inondations du fleuve causent de grands dégâts dans les comtés de Saint-Maurice, Champlain et Maskinongé—431; demande au gouvernement s'il a l'intention de faire revenir le "Montcalm" pour faire le travail nécessaire pour accorder une certaine protection aux riverains du Saint-Laurent entre cap à la Roche et le lac Saint-Pierre—431.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*ENTRETIEN ET REPARATIONS AUX NAVIRES DE L'ETAT ET AUX BRISE-GLACES—*Suite.*

Hon. M. Hazen—Pour briser la glace du Saint-Laurent, les bateaux sont sous le commandement de M. Forneret—431; appellerai son intention sur les remarques de M. Bureau—432; est d'usage d'envoyer les brise-glace aux Sept-Iles et autres endroits dépourvus de moyens de communications—432.

ENQUETE SUR LES SINISTRES MARITIMES.

Hon. M. Lemieux—Accident au vapeur *Lady of Gaspé*—444; l'affaire n'a pas été élucidée parce que le commissaire-enquêteur ne parlait pas français—444; propriétaires n'ont pu s'expliquer clairement—444; griefs formulés par les défenseurs—444, conclusions du rapport leur sont défavorables—444.

Hon. M. Hazen—A l'avenir quand les parties ou les témoins ne parlent pas l'anglais le commissaire-enquêteur devra s'adjoindre des assesseurs qui sachent le français—444.

Etalage de poisson frais et conservé à l'exposition annuelle de Toronto—2545.

Examineurs des capitaines et seconds—441.

EXPOSITIONS.

Hon. M. Burrell—Frais totaux des expositions internationales—1764; expositions auxquelles a pris part le Canada depuis 1896—1764.

Hon. M. Lemieux—Quand le Canada est représenté à l'étranger, nous voulons qu'il le soit dignement—1764; l'exposition de Gand—1764.

EXECUTION ET APPLICATION DE LA LOI RELATIVE AUX FLEAUX ET INSECTES DESTRUCTEURS.

M. Carvell—Achat de la ferme expérimentale de Fredericton, N.-B.—1191; sol ne renferme pas le quart des éléments fertilisants que renferme une bonne terre arable—1191; Fredericton n'est pas un centre agricole—1193.

Hon. M. Hazen—Ministère de l'Agriculture n'a été influencé par aucune pression politique—1194; sol est bon et peut servir aux fins qu'on attend de ces sortes d'institutions—1195.

M. Nesbitt—Enseigner aux immigrants quelques éléments des connaissances des travaux de la ferme—1199; ignorants des méthodes agricoles—1199; nuisent plutôt qu'ils aident—1199; établir une station où les hommes pourraient apprendre les principes de la culture—1199; meilleur moyen de garder les hommes sur la ferme—1199.

M. Paquet—Budget de l'agriculture—1199; l'émigration des canadiens aux Etats-Unis—1199; décroissance de la population rurale—1199; désertion des campagnes—1199; pénurie de la main-d'œuvre—1200; cherté grandissante de la vie—

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*EXECUTION ET APPLICATION DE LA LOI RELATIVE AUX FLEAUX ET INSECTES DESTRUCTEURS—*Suite.*

M. Paquet—*Suite.*

1200; rendre à l'agriculture son attrait—1200; gouvernement conservateur a donné sa première pensée aux cultivateurs—1200; avons participé aux grandes expositions—1201; les coopératives seront avec le temps le grand instrument d'émancipation de l'agriculture—1201; moyen pratique de résoudre le problème du coût de la vie—1201; augmenter la production—1201; subvention généreuse à la province de Québec—1202; agriculture fera des progrès remarquables—1203.

M. Clark (Essex-sud)—L'industrie du tabac dans Essex et Kent—1203; récolte bonne et abondante—1203; ne peut pas trouver de marché—1203; producteurs ne retirent aucun bénéfice—1204; cogitation entre les manufacturiers—1204; maintenir le prix à un certain niveau qui ne donne pas de profit à la culture—1204.

Hon. M. Burrell—Difficulté que le producteur rencontre sont d'ordre purement commercial—1204; acheteurs peu nombreux—1204.

Hon. M. Béland—Cherté de la vie—1205; majorité des immigrants amenés dans le pays était composée de cultivateurs—1205; augmentation de la population rurale de Québec—1205; station agronomique dans la Beauce—1205.

M. Sévigny—Dans l'intérêt public d'établir une station agronomique dans le comté de Dorchester et le district—1206.

M. Boulay—Discontinuer l'octroi annuel à l'agriculture dans Québec et le remplacer par l'établissement de plus de fermes expérimentales—1206; classe d'hommes auxquels nous avons affaire à Québec—1206; preuves de vénalité—1206; l'agriculture dans Rimouski—1206; partisanerie révoltante dans les octrois—1206; comté de Rimouski a besoin d'encouragement—1207; gouvernement devrait faire des sacrifices—1207; fait bloquer par le Sénat les octrois aux routes—1207; laboureur est celui qui fournit au Canada la force vitale—1207; meilleur élément de notre population—1207; pas opportun de changer la constitution de notre pays—1208; propriété foncière est restée stationnaire dans le Nouveau-Brunswick—1208.

M. DeWitt Foster—Coût de la vie est dû au manque de producteurs—1209; l'immigration totale du Canada—1209; plus grande partie s'est agglomérée dans les centres urbains—1210; ceux qu'il nous a fallu employer—1210; l'une des principales causes du prix élevé de la vie—1210.

M. Murphy—Grand écart dans le mode de dépenser—1210; nombre de fermes secondaires et de stations-agronomiques—1210; terre destinée à des expériences—1211; culture du tabac dans Ontario—1211; dépenser quelques centaines de milliers de dollars dans la partie la plus récemment colonisée d'Ontario—1211.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*EXECUTION ET APPLICATION DE LA LOI
RELATIVE AUX FLEAUX ET INSEC-
TES DESTRUCTEURS—*Fin.*

Hon. M. Burrell—Nécessité d'établir des stations d'expérimentation—1211; distinction à faire—1212; travail purement démonstratif est plutôt du domaine provincial—1212; provinces ne montrent pas suffisamment d'empressement—1212; renseignements sur les ravages que causent le ver gris et l'aiguillule—1212; insecte nouveau—1212.

M. Lafortune—Conduite du ministre de l'Agriculture de Québec—1212; homme pratique—1213; drainage des propriétés—1213; droits sur les instruments agricoles—1213; engrais chimiques—1213; embargo sur le bétail—1213; tabac canadien n'est pas assez protégé—1213; augmenter la taxe de cinq sous par livre—1213; ferme expérimentale d'Ottawa—1214; stations agricoles régionales devraient disposer d'une plus grande quantité de grain de semence—1214; cultivateurs de Québec ne demandent pas assez de ces grains—1214; un pas vers le progrès—1214.

M. Girard—L'agriculture est la chose la plus importante qui puisse être discutée—1215; industrie dans laquelle on est sûr que le capital—1215; politique de fermes expérimentales dans Québec—1215; série de mauvaises récoltes—1215; dépopulation des campagnes—1215; tout le monde a perdu la tête—1215; confort à outrance—1215; se protéger contre les fleaux envoyés par la Providence—1215; améliorer les chemins—1216; perdent de leur utilité quand il n'y a pas de trafic pour les utiliser—1216; à Québec absolument manqué de sagesse—1216; mieux vaudrait, avoir de grosses récoltes bloquées comme dans l'Ouest, par défaut de voies de transport, que de jolis chemins et pas de récoltes pour s'en servir—1216; c'est ce qui est arrivé dans la province de Québec depuis une décennie—1216; la classe agricole périclite dans Québec—1216; l'industrie laitière diminue—1216; nécessité d'études démonstratives—1217; fermes expérimentales—1217; essais de culture d'automne—1217; question de vie pour la classe agricole de Québec—1217.

Hon. M. Lemieux—Conseil d'agriculture à Québec—1220; corps indépendant de tout parti politique—1220; vues des cultivateurs—1220; texte d'un procès-verbal—1220; rassurer certaines personnes sur la manière dont les fonds alloués par le gouvernement du Dominion ont été dépensés dans Québec—1220.

Fermes expérimentales—Nouveaux bâtiments et améliorations, stations pour la maturation du tabac, réfections et réparations, etc., aux bâtiments, clôtures qui existent déjà—5423.

FORT CUMBERLAND (Fort Beauséjour)—
RESTAURATION.

M. Rhodes—L'histoire du fort Cumberland—4364; construit en 1751—4364; théâtre de plusieurs événements historiques—

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*FORT-CUMBERLAND (Fort-Beauséjour)—
RESTAURATION—*Suite.*

M. Rhodes—*Suite.*

4364; une commission, dans le genre de celle des champs de bataille, devrait être chargée de la conservation de toutes ces anciennes fortifications—4364.

M. Mackenzie—Impossible de comprendre pourquoi on ne fait pas disparaître le plus tôt possible ces anciennes fortifications qui, en fin de compte, n'ont guère d'importance—4364; les français et les Anglais se sont réconciliés depuis et leurs descendants ont oublié les anciens différends—4364; j'admets qu'une place comme Louisbourg, une ville très ancienne et qui a une longue histoire, que les plaines d'Abraham, que certaines autres localités d'une importance historique nationale, soient conservées; mais je ne comprends pas que l'on entretienne, ci et là dans le pays, des monuments de dissension—3464; renseignements sur travaux publics dans la Nouvelle-Ecosse—4365; demande si tout le système télégraphique du Cap-Breton doit être converti en un système téléphonique—4365.

Hon. M. Rogers—Changement sera fait partout où l'intérêt public l'exigera—4366.

Frais relevant de la convention des revendications pécuniaires avec les Etats-Unis—4705.

Frais des vaisseaux travaillant aux lignes sous-marines, bas Saint-Laurent—2487.

FRAIS DE GESTION.

Hon. M. Lemieux—Taux de l'intérêt—5390; somme déposée à la caisse d'épargne postale—5390; ferait bien de relever le taux de l'intérêt de un pour 100—5390.

Hon. M. White—Le relèvement du taux de l'intérêt sur les économies déposées à la caisse d'épargne postale et aux banques autorisées amènerait l'augmentation du taux de l'escompte—5390; négociants du Canada seraient assujétis à un taux d'escompte plus élevé—5390; pour le moment, je ne vois pas que l'on puisse relever le taux de l'intérêt servi par la caisse d'épargne postale—5390.

Fredericton—Nouvel édifice public—4368.

Hon. M. Rogers—Coût sera d'environ \$131,000—4368.

GASPE—EDIFICE PUBLIC.

Hon. M. Lemieux—Devrait changer d'emplacement—4371; Gaspé-Bassin a pris de l'importance—4371; l'endroit choisi est dangereux pour établir les fondations—4371.

Hon. M. Rogers—Cette affaire sera étudiée—4371.

GENDARMERIE A CHEVAL DU N.-O., DU
YUKON, DE L'ALBERTA ET DE LA
SASKATCHEWAN—SOLDE DE L'EF-
FECTIF.

Le très hon. R. L. Borden—Beaucoup de difficultés à trouver des recrues en Canada—743; 63 aspirants seulement dans tout le Canada—743; engager des hommes à l'étranger—743; corps maintenant

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

GENDARMERIE A CHEVAL DU N.-O. DU YUKON, DE L'ALBERTA ET DE LA SASKATCHEWAN—SOLDE DE L'EFFECTIF—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—*Suite.*

au complet—743; pays de naissance des recrues—744; celui qui s'engage doit prêter serment de fidélité—744; n'a pas besoin d'être sujet britannique—744.

Sir Wilfrid Laurier—Mémoire sur la gendarmerie à cheval—744; recrutement en Angleterre est une excellente chose—744; anciens soldats peuvent faire d'excellents sujets—744; source de recrutement précieuse dans la jeunesse canadienne—744; engagement offre de grands avantages aux jeunes gens courageux—744; gendarmerie à cheval a toujours été populaire—744.

Le très hon. R. L. Borden—Recrutement des canadiens d'origine n'a pas été couronné du succès qu'on était en droit d'espérer—745; soldats arrivés d'Angleterre ont donné entière satisfaction—745.

Sir Wilfrid Laurier—Recrues ne manquent pas au Canada—746; criminalité a beaucoup augmenté dans l'Ouest—746; société formée d'éléments disparates—746; commué plusieurs sentences de mort—746; cas de Bertrand qui a tué sa femme—746; cas de Verri meurtrier d'un métis—747; rien à invoquer en faveur des meurtriers—747; peine prescrite par la loi devrait être appliquée—747; expliquer pourquoi les sentences n'ont pas été mises à exécution—747.

Le très hon. R. L. Borden—Commutations de peine ne sont pas aussi fréquentes que semblent l'indiquer les cas que l'on vient de citer—748; objet de l'examen le plus minutieux—748; ministre a écrit à tous juges du pays—748; prévenir les délais—748; importe de s'en tenir rigoureusement au verdict du jury—748.

Hon. M. Oliver—Situation de la gendarmerie moins désirable comme vocation—749; examiner pourquoi il a fallu aller à l'étranger—749; forte augmentation de crimes demeurés impunis—749; situation nouvelle faite à la population—749; répartition des responsabilités de la gendarmerie—749; obstacle qui s'oppose aux résultats incontestés d'autrefois—749; c'est le résultat du partage des pouvoirs—750.

Georgetown—Edifice public—4376.

Glissoirs et estacades, bassin de radoub, écluses et barrages d'entretien, etc.—5421.

GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU YUKON—APPOINTEMENTS ET DEPENSES.

M. Thompson (Yukon)—Système très complet de gouvernement au Yukon—1921; institutions politiques du Yukon ont évolué—1921; commissaire qui représente l'autorité fédérale—1921; il a créé un conseil de dix élus pour trois ans—1921; commissaire de l'or chargé d'appliquer la loi des placers—1921; commissaire du territoire a les attributions ordinaires d'un lieutenant-gouverneur de province—1921; perspectives d'avenir brillantes—1921; rendement de l'or—1921; le service

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU YUKON—APPOINTEMENTS ET DEPENSES—*Suite.*

M. Thompson (Yukon)—*Suite.*

du courrier—1921; la poste aux colis au Yukon—1921.

Hon. M. Roche—L'annexion du Yukon à la Colombie-Anglaise—1922; question épineuse—1922; liste des employés du Yukon—1922.

Grand'Mère—Edifice public—4371.

Grand-Prairie—Salle des immigrants—4383.

Green-Point (Beresford) — Brise-lames—4393.

Guide parlementaire—Achat de 600 copies—2485.

Halifax—Entrepôt de vérification des douanes—1995.

Halifax—Station postale—1995.

Halifax—Station de quarantaine sur l'île Lawlor—1996.

HANTSPORT—EDIFICE PUBLIC.

M. Maclean (Halifax)—Proteste contre l'érection d'édifices trop coûteux pour des bureaux de poste—1997; ministre devrait personnellement exercer une grande surveillance—1997.

Hon. M. Rogers—Mon idée est que l'administration ne devrait pas entreprendre l'érection d'édifices publics dans une ville dont la population n'est pas d'au moins 1,000 habitants—1997; si la chose est possible, je verrai à faire établir la règle de ne pas dépenser plus de 12 à 15 mille dollars pour un édifice à construire dans une ville de cette importance—1997.

M. Proulx—Dans bien des cas il en coûterait moins de payer loyer que de bâtir—1997.

Havres et rivières—5421.

Hôpitaux de la marine—1272.

Ile du Prince-Edouard—Pour un bac transbordeur de wagons, construire des installations de tête de ligne et de raccord nécessaires—4667.

Hon. M. Reid—Bac sera prêt vers la fin de septembre ou commencement d'octobre—4667.

Ile du Prince-Edouard—Améliorations aux services de télégraphes et de téléphones—5421.

Immigration—Fonds requis pour grains de semence aux colons établis sur des terres non patentées dans les provinces du Manitoba, Saskatchewan et Alberta—5400.

Immigration—Contingent au Canada, en Grande-Bretagne et les agences étrangères, et dépenses générales pour l'immigration—

Hon. M. Oliver—Gouvernement agirait sagement en prenant des mesures plus rigoureuses que par le passé pour affronter l'augmentation de la main-d'œuvre—4332.

Hon. M. Roche—Nos annonces ne demandent que des ouvriers des champs et des domestiques—4333; dans toutes nos pu-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*HANTSPORT—EDIFICE PUBLIC—*Suite.*

Hon. M. Roche—*Suite.*

blications il est dit avec insistance que les ouvriers de toute autre catégorie ne doivent pas partir pour le Canada sans être assurés d'un emploi—4333.

Hon. M. Lemieux—A Montréal il y a des milliers d'hommes sans emploi, lesquels appartiennent évidemment à la catégorie des immigrants qui nous viennent du centre et du midi de l'Europe—4333; gouvernement aurait dû agir avec plus de rigueur—4333.

M. Médéric Martin (Sainte-Marie, Montréal)—Jamais une semblable situation n'a été vue à Montréal depuis 1896—4333; 4,000 personnes cherchent de l'ouvrage—4334; devoir du gouvernement d'envoyer quelqu'un à Montréal et d'aider ces gens à gagner l'Ouest—4334.

M. Edwards—Certaine mesure de justice distributive—4336; la résultante logique du système adopté et appliqué par les deux partis, depuis nombre d'années—4336; un système qui établit la journée de travail de huit heures pour les travaux de l'Etat est bien propre à inviter les gens à abandonner le travail des champs pour se réfugier dans les villes—4336; la journée de travail de huit heures est chose impossible sur une exploitation agricole—4336.

IMMIGRATION — APPOINTEMENTS DES AGENTS EN CANADA ET A L'ETRANGER.

Hon. M. Roche—Continuons à payer des primes aux compagnies—1688; encourageons deux classes de travailleurs à immigrer au Canada—1688; suppléons à la quantité par la qualité—1688.

Hon. M. Oliver—Situation anormale—1689; l'objectif de l'immigration—1689; assurer l'occupation utile et profitable des terres incultes—1689; l'augmentation se remarque dans les villes—1689; avons suivi une mauvaise orientation—1689; grand nombre de sans-travail—1689; gouvernement vise plutôt à la quantité qu'à la qualité—1690; gens de l'Europe continentale préfèrent rester dans les villes—1691; à mesure que vous inondez le pays d'immigrants dont vous ne désirez pas la présence, vous rendez en proportion le pays moins attrayant pour ceux dont vous désirez l'activité—1691; devrait changer de méthode—1692.

Hon. M. Béland—N'avons pas d'inspecteurs réguliers dans les ports étrangers—1693; examen médical au port d'embarquement—1693; il y aurait tout avantage à établir dans les ports étrangers un système d'inspection médicale de tous les immigrants à destination du Canada—1693.

M. Verville—Les sans-travail—1693; raisons pour lesquelles il y a tant de sans-travail au Canada—1693; compagnies de paquebots attirent les immigrants au moyen de fausses promesses—1693; système de primes devrait être aboli—1693; texte d'un circulaire d'une agence de

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*IMMIGRATION — APPOINTEMENTS DES AGENTS EN CANADA ET A L'ETRANGER—*Suite.*

M. Verville—*Suite.*

Londres—1693; n'avons pas besoin d'ouvriers de métiers—1694; lettres-circulaires préparées à Toronto et repandues à profusion en Europe—1695; propagande déplacée et injuste—1695.

M. Burnham—Anomalie quant aux fonctions de certains agents d'immigration—1695; difficultés du problème de la main-d'œuvre—1695; le cri général—1695; obligations des municipalités—1695; théorie du travail appliqué—1695; étapes préliminaires de la civilisation—1695.

M. Michaud—L'agence d'immigration d'Edmundston, N.-B.—1696; distribution des faveurs ministérielles—1696.

M. Boulay—Fermer la porte du Canada aux juifs—1696; plaie pour notre commerce—1696; texte résolution adoptée par la Chambre de Commerce de Montréal à propos de l'immigration—1697; en tenant compte de cette résolution on éviterait de graves erreurs—1697; criminalité de la ville de Montréal est due à l'immigration—1697; le sentiment général—1697; ne permettre l'entrée du Canada qu'à ceux qui y viennent avec leurs familles et pour y résider—1697; agents de commerce peuvent agir comme inspecteurs d'immigration aux ports d'embarquement—1697; nombre d'immigrants trop considérable—1698; Canada devrait être fermée aux juifs comme aux chinois et aux hindous—1698; chaque immigrant devrait produire à son entrée au Canada un certificat de l'autorité municipale de son pays et posséder au moins plusieurs centaines de piastres en argent, s'il vient à tout autre titre que celui de colon—1698; personne ne sera admis s'il ne vient pas avec sa famille et pour se livrer surtout à l'agriculture—1698; nous éviterions d'être débordés par la canaille de tous les pays d'Europe—1698; nous protégerions l'ouvrier canadien qui, parfois, est réduit au chômage pendant que ces étrangers travaillent, empêchent nos deniers pour les envoyer ensuite dans leur pays—1698; l'immigration qui nous vient des Etats-Unis—1698; agents ne remplissent pas la mission pour laquelle ils ont été nommés—1698; l'incompétence de ceux qui ne parlent pas le français—1699; incidents regrettables—1699; manière d'agir pas conforme à la loi—1700.

Hon. M. Béland—Inspecteurs de l'immigration sur les convois de chemin de fer entre les Etats-Unis et le Canada—1700; plusieurs ne sont pas capables de parler français—1700; langue française est celle de la grande majorité des voyageurs venant des Etats-Unis—1701.

Hon. M. Roche—Cause de la baisse dans la demande de homesteads—1702; faussetés publiées dans la presse américaine—1702; les Etats-Unis ont une différente façon de compter les immigrants—1702; un mémorandum sur ce sujet—1702; circulaire

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*IMMIGRATION — APPOINTEMENTS DES AGENTS EN CANADA ET A L'ETRANGER—*Suite.*

Hon. M. Roche—*Suite.*

du gouvernement aux compagnies de navigation—1704; arrêter le flux des immigrants qui ne peuvent pas payer la taxe—1704; gouvernement ne paie aucune prime—1705; inspecteurs sur la frontière comprennent les deux langues—1706; travail des agents spéciaux—1706.

Hon. M. Lemieux—L'œuvre des agents d'immigration—1707; notre œuvre en Belgique et en France—1707; impossible pour deux raisons d'amener une grande affluence d'immigrants français en Canada—1707; dépopulation en France—1707; service militaire obligatoire—1707; paroles de M. Wiallard, notre agent à Paris—1707; provinces du nord de la France pourraient nous envoyer un assez fort contingent de paysans—1707; le paysan français est à l'aise—1707; le Français au Canada s'est révélé excellent colon—1708; la politique du Canada devrait être de favoriser l'immigration, surtout des pays septentrionaux de l'Europe, des Îles-Britanniques, de la Scandinavie, du nord de la France et de cette partie de l'Europe centrale qui comprend la Prusse et l'Autriche—1708; vaudrait mieux n'avoir à Paris qu'un bureau central et un centre unique de publicité—1708; conviendrait le faire connaître davantage au monde notre pays de ce grand centre européen—1708; l'immigration belge—1708; peuple extrêmement intéressant—1708; belges sont peut-être les meilleurs cultivateurs et les jardiniers les plus avancées du monde—1708; il nous faut pour les grands centres des maraîchers—1708; belges sont pour le Canada des gens fort à désirer—1708; aucun pauvre ne viendra de France ou de Belgique—1708; splendide émigration à attirer—1709; congrès de réforme sociale—1709; traite des blanches—1709; agents d'immigration devraient exercer une surveillance fort attentive sur les jeunes filles qui s'en viennent au Canada—1709; brochure de M. Pelletier, journaliste, sur l'immigration—1709; des données très intéressantes—1709; restrictions que l'on devrait apporter à l'immigration—1709; ce sont des cultivateurs, des terrassiers et des domestiques qu'il nous faut—1709; empêcher l'agglomération des immigrants dans les villes—1710.

M. Wilson (Laval)—Immigration d'Italie—1710; gouvernement ferait bien ouvrir un bureau dans ce pays—1710; venir au secours des émigrants de bonne catégorie—1710; mettre un frein à l'émigration des sujets dangereux—1710; Canada n'a pas de représentants de l'autre côté de l'Atlantique sauf en Angleterre et en France—1711.

Hon. M. Roche—Maintenons agences afin d'encourager les émigrants acceptables à venir s'établir au Canada—1711; les italiens ne veulent pas se livrer à la culture de la terre—1711; paysans de France et

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*IMMIGRATION — APPOINTEMENTS DES AGENTS EN CANADA ET A L'ETRANGER—*Fin.*

Hon. M. Roche—*Suite.*

de Belgique font d'excellent colons—1712; loin d'avoir nos coudées franches pour faire de la propagande dans ces pays—1712; lois que la France a adoptées pour restreindre l'immigration—1712; chiffre de l'immigration augmente graduellement avec la France—1712; nous nous occupons de développer le courant d'immigration en Belgique et en France—1712; gouvernement n'accorde d'encouragement à l'aide de primes qu'à ceux qui s'établissent sur des terres et les domestiques—1713.

M. Glass—Absolue nécessité d'attirer une population d'ouvriers agricoles—1713; campagne de publicité—1714; rapatriement des immigrants—1714; grandes probabilités de succès si nous envoyons en Europe des hommes de valeur comme commissaires—1715.

M. Bickerdike—Notre système d'immigration est une erreur complète—1716; l'inspection devrait être faite en Europe—1716; point de vue humanitaire—1716; des familles ont été dispersées—1716.

M. Paquet—L'inspection médicale au port d'embarquement serait le meilleur système—1717; rapport de la commission d'immigration des Etats-Unis—1717; le système idéal serait l'inspection médical à bord des navires—1717; ce qui se passe en Europe—1718; mauvais résultats de la déportation—1718.

Hon. M. Oliver—Situation financière des immigrants qui viennent des Etats-Unis—1719; l'immigration de l'Europe septentrionale est de nature à relever le niveau physique et moral de notre population—1719; mais il est également vrai qu'une trop forte immigration de l'Europe méridionale ne peut qu'avoir un effet contraire—1719.

M. Carroll—On a fait venir des ouvriers étrangers au moyen de fausses allégations—1722.

Impressions diverses—1864.

Indiens—Nouvelle-Ecosse—Divers—5399.

Joliette—Agrandissement édifice public—4372.

Législation—Sénat, traitements et dépenses casuelles—5458.

LEGISLATION—FRAIS GENERAUX, IMPRESSIONS, ETC.

Hon. M. Lemieux—Vacance dans le comté de Jacques-Cartier—1858; nouvelle liste est requise pour l'élection—1858; les deux partis en auront besoin—1858.

Hon. M. Coderre—Je vais donner les ordres requis—1859.

Lois—Dépôt d'armes et remise à canons—4372.

Lignes télégraphiques—Lignes du Cap-Breton—5427.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*LEGISLATION—FRAIS GENERAUX, IMPRESSIONS, ETC.—*Suite.*

Hon. M. Coderre—*Suite.*

Lignes télégraphiques—Saskatchewan et Alberta—

M. Thompson (Yukon)—Désirable de prolonger le réseau télégraphique jusqu'au delta de la rivière Mackenzie et de le raccorder avec l'île Herchel—5428.

Lignes télégraphiques—Construction d'une ligne d'Athabasca-Landing à Fort-McMurray pour terminer—5432.

LIGNES SUBSIDIAIRES—FRAIS D'EXPLOITATION.

Hon. M. Pugsley—Acquisition d'embranchements pour l'Intercolonial—5302; gouvernement n'a pas encore pris possession d'un embranchement—5302; lieu de légiférer à cet égard—5303.

Hon. M. Reid—En rejetant le projet de loi de 1911, le Sénat a mis le gouvernement dans l'impossibilité de réaliser le projet qu'il avait fait d'acquérir les embranchements—5304.

Levés de plans et inspections—Chemins de fer—4338.

LOI DES ENQUETES RELATIVE AUX DIFFERENDS INDUSTRIELS.

M. McKenzie—Rapport de la commission d'enseignement technique—5396; pays l'attend avec hâte—5396; dans toutes les parties du Canada, particulièrement dans les centres industriels, on désire, beaucoup que l'on donne effet au rapport de la commission—5397.

Hon. M. Crothers—Seul but du gouvernement—5397; recueillir des renseignements sur les questions d'éducation—5397; le seul objet de la commission était de recueillir des renseignements et de les soumettre aux législatures provinciales—5397; je crois que le Parlement du Canada consentira à aider dans une large mesure les législatures provinciales à établir des écoles industrielles et donner l'enseignement technique—5397.

M. Verville—Gouvernement provincial ne refusera pas un octroi du Parlement fédéral pour des fins d'enseignement technique—5397; avons négligé ce département du Travail et son œuvre depuis des années—5397; réglementation des bureaux de placement—5397.

M. Carroll—Commission a fait des recommandations très utiles au progrès de notre industrie et du Canada tout entier—5398; rien ne saurait contribuer autant qu'un bon système d'instruction technique à retenir nos gens au pays et à y attirer des immigrants d'élite—5398.

Loi de la conciliation et du travail, y compris la publication, l'impression, la reliure et la livraison de la "Gazette du Travail", et l'allocation aux correspondants, ainsi que les aides aux écritures pour la compilation des tableaux statistiques—

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*LOI DES ENQUETES RELATIVE AUX DIFFERENDS INDUSTRIELS—*Suite.*

M. Carroll—Salaires payés aux ouvriers et les heures de travail exigées d'eux dans les entreprises publiques en différents endroits—5392; une anomalie—5392; je ne pense pas qu'il soit juste d'exiger d'un individu qu'il travaille neuf heures par jour dans les Provinces maritimes où la rétribution est moins élevée qu'en Colombie-Anglaise où on ne travaille que huit heures—5392.

M. Verville—Différend entre la commission du port et les charpentiers de Montréal—5393; salaires courants—5393; sous-entrepreneurs qui cherchent à se dérober à la loi—5393; gouvernement devrait s'assurer qu'il n'existe aucun échappatoire dans ses cédules—5394; ouvriers doivent bien savoir ce qu'ils doivent recevoir—5394.

Hon. M. Crothers—Ce que j'ai promis, c'est que je tenterai d'obtenir l'uniformité dans tous les contrats—5394; nous ne reconnaissons nullement le sous-traitant nous n'avons rien à faire avec lui—5394; si on se plaint que les cédules préparées par nous ne sont pas strictement observées, nous envoyons un officier qui va voir le sous-traitant et tente de s'arranger avec lui pour lui faire payer le taux des cédules—5394; si nous pouvons faire un arrangement amical avec lui, nous le faisons, et, dans le cas contraire, nous revenons sur l'entrepreneur principal que nous tenons responsable—5394; j'ai demandé aux commissaires du port de Montréal de payer les mêmes taux de salaires que payent les meilleurs entrepreneurs de la même ville—5395.

Maison neuve—Station postale "M", Montréal—4372.

MALBAIE—EDIFICE PUBLIC.

Hon. M. Lemieux—Pendant trois mois de l'année, c'est une véritable ville—4375; recette de la post considérable en été—4375.

Manitoba—Travaux d'amélioration de la rivière Assiniboine—5426.

Manitoba—Pour travaux d'amélioration à la rivière Rouge, à l'écluse et au barrage de Saint-André—5426.

Manitoba—Edifices publics—Salle d'exercice—4380.

Middleton—Edifice public—1998.

Milice et Défense—Pour terminer le champ de tir Connaught—Crédit supplémentaire—5210.

Milice et Défense—Petawawa—Montant requis pour payer les réclamations de la Pembroke Lumber Company—5211.

MILICE ET DEFENSE—EXERCICES ANNUELS.

Hon. M. Hughes—Environ 63,000 hommes prendront part aux exercices—5187; rations des hommes coûteront 5 cents de plus, par jour—5187.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

MILICE ET DEFENSE—SERVICE DES CADETS.

Hon. M. Hughes—Il y a environ 40,000 cadets en Canada—5190.

Hon. M. Lemieux—Ordre défendant au 65e régiment de Montréal d'escorter le Saint Sacrement le jour de la Fête-Dieu—5190; mesure a créé un grand émoi à Montréal—5190; le 65e se compose de catholiques—5190; depuis trente ans prend part à la procession de la Fête-Dieu—5190; le jour de la Fête Dieu, les régiments anglais en garnison à Québec formaient une garde d'honneur au Saint sacrement passant dans les rues de la vieille capitale—5190; il ne saurait y avoir de mal à ce qu'un régiment prenne part à une procession, surtout si ce régiment est composé exclusivement de catholiques—5191; je ne vois pas de mal dans ces parades où les protestants se rendent à leur église tandis que les catholiques visitent la leur—5191.

Hon. M. Hughes—Règlement est aussi ancien que la milice—5191; n'y ai fait aucun changement—5191; la règle prescrit que les troupes qui assistent à l'office religieux ne portent point d'armes—5191; les fusils ne seraient point à leur place dans l'église—5191; il n'y a absolument rien dans les règlements qui puisse empêcher le 65e d'assister en corps à une cérémonie religieuse, comme il l'a fait dimanche dernier—5191; si j'étais à Montréal, rien ne me ferait plus plaisir que de marcher avec les officiers et les soldats du régiment, et je n'aurais pas la moindre hésitation à assister à la cérémonie religieuse—5191.

MILICE ET DEFENSE—ALLOCATIONS AUX OFFICIERS DE LA MILICE ACTIVE.

M. Proulx—Dépenses de voyage en compagnie de sir Ian Hamilton—3582.

Hon. M. Hughes—Sir Ian Mamilton a voyagé par convoi spécial avec moi—3582.

M. McCrae—Mess des officiers du 53e régiment de Sherbrooke—3584; dans mon opinion, dépenser l'argent du public, afin de maintenir un mess pour les officiers, n'est pas le meilleur usage que l'on puisse faire de ces sommes, même pour des fins militaires—3584.

Hon. M. Hughes—Le régiment canadien français, le 54e, fut installé à l'extrémité supérieure de la ville, dans la nouvelle salle d'exercice—3586; le 53e devait l'occuper à certaines dates en attendant que sa propre salle d'exercice fût prête. La salle n'était pas prête et, l'arsenal n'était pas fini. Il avait un bon local dans le vieux bâtiment. C'eût été injuste de demander à ce régiment d'abandonner l'ancien bâtiment, d'évacuer les salles où les officiers tenaient leur réunion et d'aller dans la haute ville où il n'y avait pas de salles à leur disposition—3586.

M. Tobin—La population des cantons de l'Est est surprise que le ministre, après avoir dit qu'il défendrait l'alcool dans

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MILICE ET DEFENSE—ALLOCATIONS AUX OFFICIERS DE LA MILICE ACTIVE—*Suite.*

M. Tobin—*Suite.*

tous les camps du Canada, permette à ses officiers d'avoir des salles au club Saint-George et paye le loyer pour ce club—3587.

Hon. M. Hughes—L'alcool n'est pas permis dans les camps d'instruction. Il ne s'agit pas ici d'un camp d'instruction, mais si j'apprends que l'usage de l'alcool qui a été toléré par mes prédécesseurs de temps immémorial est exagéré par des officiers dans les salles militaires, ils devront rapidement les évacuer—3587.

M. Pardee—Je suis en faveur de la milice; mais un ministre de la Milice canadienne qui est constamment obédé de l'idée que demain nous pouvons être en guerre avec quelqu'un, a une fausse conception de sa mission et détourne le peuple de ses légitimes aspirations—3590; personne ne conteste la nécessité d'une milice; mais je ne comprends pas pourquoi nous dépensons pour la milice des sommes aussi considérables que celle que nous dépensons à présent—3590; le Canada est un pays jeune, qui n'a pas fini de grandir, et les 14 millions de dollars que le ministre se propose de dépenser au cours de l'exercice 1914-1915, seraient employés plus utilement s'ils étaient consacrés au développement et à l'exploitation de nos ressources naturelles—3590; taxer sans raison le peuple du Canada—3592.

M. Carvell—La milice nous a coûté trop cher par le passé—3593; monomanie du militarisme—3594; comment on donne de l'ouvrage aux fonctionnaires de la milice—3596.

M. Kyte—Part prise par la fanfare du Royal-Canadien à une démonstration à Halifax—3601; milice devient un accessoire du parti conservateur—3601; s'écraser un homme incarcéré pour libelle—3601.

Hon. M. Hughes—Il n'y a pas de raison au monde pour qu'une fanfare ne puisse prendre part à une démonstration, si on la paie, et pourvu que le commandant du district de qui la fanfare relève sache de quoi il s'agit et ne s'y oppose pas—3602.

M. Neely—A propos de salles d'exercice dans les petites localités du Canada—et cette coutume est spécialement condamnable dans les districts de la campagne où il n'existe aucun corps de milice et où l'on construit ces salles d'exercice pour favoriser les relations mondaines de la population de cette localité—je tiens à faire observer que chacune de ces salles d'exercice ajoute à la dépense publique—3606; Canada n'est pas en faveur d'une augmentation des dépenses de la milice—3607.

M. Nesbitt—Le ministre se propose d'imposer au pays, et il l'a fait, des dépenses en vue d'un militarisme dont personne ne veut au Canada—3611.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

MILICE ET DEFENSE—HABILLEMENTS.

Hon. M. Hughes—Fournisseurs demeurent dans plusieurs endroits—5192; font le travail depuis des années—5192.

MILICE ET DEFENSE—DEPENSES CA-SUELLES.

Hon. M. Hughes—Milice paie les droits de douane sur ses uniformes—5194; importons ce qui ne peut être fait au Canada—5194.

MILICE ET DEFENSE—ARSENAL DU DOMINION.

Hon. M. Hughes—Changement à l'arsenal de Québec—5195; quelques fautes ont été commises, mais le directeur ne saurait en être tenu responsable—5195.

Milice et Défense—construction de salles d'armes—5196.

MILICE ET DEFENSE—SERVICE D'INGENIEURS ET TRAVAUX.

Hon. M. Hughes—Crédit est de \$916,500 soit \$288,600 de moins que l'an dernier—5197.

MILICE ET DEFENSE—ARTILLERIE, ARMES, TERRAINS ET UNIFORMES.

Hon. M. Hughes—Il faut \$1,900,000 pour payer les canons, fusils, munitions, etc.—5201; canons viennent d'Angleterre—5202; contrat avec la compagnie Ross exige 10,000 fusils par année—5202; fusil coûte \$26.90, la baïonnette \$5 et la mire \$1.10—5202.

MILICE ET DEFENSE—FORCE PERMANENTE.

Hon. M. Hughes—Augmenté le nombre des officiers instructeurs—5202; force comprend 3,110 hommes—5202; chaque homme coûte environ \$1,000 au pays—5202.

Milice et Défense—Salaires et gages—5203.

Milice et Défense—Allocations à la milice en activité de service—

M. J. J. Hughes—Achat d'un champ de tir près de Souris, île du Prince-Edouard—4748; prive le public voyageur d'une route publique utilisée de vieille date—4748; droits du peuple affectés—4749; renseignements et correspondance au sujet de cette opération—4750.

Hon. M. Hughes—Champ de tir a été payé un prix raisonnable—4753; aucune réclamation n'existe au ministère au sujet du chemin public—4753.

M. Carvell—Procès au sujet de ce chemin—4753; si le département a placé ses cibles dans le milieu de ce chemin et si l'on doit nécessairement passer par celui-ci pour atteindre la rivière, cela sent la mesquinerie outrée—4754; la construction des salles d'exercice—4756; le soin des armes—4756.

Hon. M. Hughes—Nous insistons maintenant pour que le préposé à la garde d'une salle d'exercice se qualifie pour le certificat de deuxième classe, et qu'il se qualifie aussi pour le soin des armes—4757.

M. Guthrie—Dépenses énormes pour les gardiens des salles d'exercices—4758; la mili-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MILICE ET DEFENSE—FORCE PERMANENTE—*Suite.*

M. Guthrie—*Suite.*

ce en 1884 et celle d'aujourd'hui—4758; dépenses de plusieurs milliers de dollars afin de maintenir une salle d'exercices pour une simple compagnie—4759; plusieurs salles d'exercice et arsenaux inutilisés—4759; département de la Milice sous le régime libéral de 1896 à 1911—4760; crédits actuels sont excessifs—4763; mettre un terme à cet excès de dépenses—4764.

Hon. M. Hughes—Au point de vue de la formation d'hommes de valeur, il n'est pas de système d'instruction technique qui soit comparable à celle qui est donnée aux masses dans ces salles d'exercice—4765; je me propose de multiplier ces salles d'exercice sur tous les points du pays—4765; les agriculteurs sont en faveur de la construction de salles d'exercice et du recrutement de corps de cadets au Canada—4765.

M. Clements—Situation exacte de la Milice à Prince-Rupert—4767; politique n'a pas été mêlée à cette affaire—4767.

M. J. E. Armstrong—La construction des petites salles d'exercices atteint un but utilitaire général dont les jeunes gens profitent—4769; l'abolition de l'usage des boissons alcooliques dans les cantines—4770.

Hon. M. Lemieux—Ministre de la Milice est un enthousiaste—4770; voyages de plaisir et régals—4770; organisé la véritable campagne de jingoïsme—4770; les découvertes du colonel—4770; l'attitude du ministre à l'étranger—4771; observations, à titre de Canadien représentant une classe aisée de cultivateurs qui sont carrément hostiles à la folie militaire et guerrière du ministre—4771; les énergies de la nation devraient être dirigées vers l'agriculture, l'industrie et le développement de nos ressources—4771; opinion de sir John A. Macdonald sur la milice—4772; le service obligatoire—4772; atteints de la folie militaire—4773; dépenses navales—4773; pays finira par se révolter contre un pareil gaspillage—4773; l'institution des cadets—4774; nous avons des cadets dans les collèges canadiens-français de Québec, depuis des années—4774; tous ceux qui sont passés par un collège de la province de Québec, ont été des cadets—4774; cette règle est générale dans notre province et le ministre n'a rien inventé et il ne trompera personne—4774; il a tout simplement perverti l'ancien système, car de notre temps le ministre de la Milice ne cherchait pas à mettre dans la tête des gens la folle idée que la guerre est imminente et que le pays est infesté de guerriers et de barbares, comme aux premiers temps de la colonie—4774.

M. Verville—Situation créée aux ouvriers de la Great West Saddlery Company de Winnipeg—4776; texte du traité que la compagnie force ses employés de signer—4776; quelques mots au sujet de l'instruction technique—4776; contre les dé-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MILICE ET DEFENSE—FORCE PERMANENTE—*Suite.*

M. Verville—*Suite.*

penses de la milice—4777; sentiment de mécontentement—4777; nécessité de l'instruction technique—4777; les manufacturiers eux-mêmes réalisent la nécessité de l'enseignement technique—4777; si nous avons de bonnes écoles techniques, ils ne seront plus obligés d'aller chercher à l'étranger des hommes renseignés dont ils ont besoin—4777; la masse des ouvriers est contre la milice—4778.

M. Boulay—Dépenses extraordinaires que l'on fait pour la milice—4778; forte protestation—4779; il faut bien admettre que si le parti libéral était resté au pouvoir, nous aurions peut-être à enregistrer des dépenses encore plus extravagantes, car l'administration Laurier se lançait à toutes voiles déployées dans le gouffre du militarisme—4779; une bonne moitié de l'argent que nous dépensons pour la milice n'atteint pas le but proposé—4779; les exercices militaires que nous faisons chaque année n'ont qu'un résultat, celui de gaspiller l'argent du peuple en pure perte—4779.

M. Carroll—Ne partage pas l'avis du ministre qui dit que les entreprises militaires tendent de quelque manière au relèvement social ou intellectuel des Canadiens, jeunes ou vieux—4781; il existe néanmoins dans ce pays un mouvement auquel j'accorde mon cordial appui, et c'est celui des "Boys Scouts"—4781; ce mouvement développe nos jeunes gens et, si le ministère de la Milice ou tout autre ministère de l'Etat voulait accorder à ce mouvement quelque aide financière, ou toute autre aide, j'accorderais, je le réitère, mon généreux appui—4781; toutefois, ce serait aller à une allure trop rapide que de consacrer 13 millions ou 14 millions à la milice dans un pays jeune comme le nôtre—4781; s'il y a un esprit militaire au Canada, il se manifestera par l'organisation de corps dans toutes les parties du pays, par des Canadiens, qui feront comme on a fait avant la confédération en Nouvelle-Ecosse, et qui serviront volontairement d'année en année sans chercher de rémunération pour ce service—4783.

M. Kyte—Cherché partout à semer de la graine de militarisme—4787; budget de la milice pour 1914-1915—4787; milice obtient plus que sa part en prenant 10 pour 100 du revenu du Canada—4788; la mentalité que le ministre de la Milice et de la Défense est à créer a pour résultat de détourner davantage nos jeunes gens de carrières utiles, sur la ferme et ailleurs—4789; de leur mettre dans la tête cette idée qu'il ne reste pour eux, dans le monde, rien à faire que d'embrasser la carrière des armes—4789.

M. W. Chisholm—Casernes de Montréal—4791; terrains ont été vendus plus cher qu'ils ne valaient—4791; salle d'exercices d'Antigonish—4791; rapport du capitaine Bingay—4792; l'affaire Archibald—4796.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MILICE ET DEFENSE—FORCE PERMANENTE—*Suite.*

M. Lamarche—Camp de Trois-Rivières—4797; semblé diminuer d'importance—4797; le district qui environne Trois-Rivières est habité par une population en très grande partie agricole—4797; il est vrai qu'elle n'est peut-être pas très enthousiaste à l'égard des questions militaires, mais elle se trouve intéressée à cause du bénéfice qu'elle retire de la vente de denrées alimentaires qu'elle fait aux quelques milliers d'hommes qui se réunissent, chaque année, à cet endroit, pour y faire les exercices militaires—4797.

M. Sinclair—Bévués dans le ministère de la Milice—4799; le gaspillage se pratique—4799; augmentation des dépenses—4800; milice trop chargée du haut—4800; la troupe permanente—4800; le nombre de ceux qui font partie de l'intendance militaire et du génie est beaucoup trop élevé—4801.

M. Carvell—La milice est un mal nécessaire et ce qui importe, c'est de la rendre aussi efficace que possible tout en réduisant ces énormes dépenses—4803; ministre a doublé les dépenses de la milice, et il est arrivé à ce résultat, en multipliant le fracas, les ornements et les plumes, mais non en appliquant ces sommes à quelque chose qui pourrait être d'un bénéfice réel pour la milice, si l'on en excepte, toutefois, ces salles d'exercice—4806; l'état-major du Canada—4806; il est possible de réduire ce budget de \$5,000,000 ou \$6,000,000, et employer cet argent à des fins plus utiles—4810; les fins auxquelles cet argent pourrait être consacré beaucoup plus utilement, ne manqueront pas au Canada—4810.

M. Guthrie—Donne avis qu'il proposera que le budget de la milice soit réduit de \$3,000,000—4810.

Milice et défense—Arsenal fédéral—2482.

MILICE ET DEFENSE—ECOLES D'INSTRUCTION.

Hon. M. Hughes—Avons des écoles d'instruction dans chaque division militaire—5204.

MILICE ET DEFENSE—MATERIEL DE GUERRE.

Hon. M. Hughes—Avons retranché certaines choses afin de diminuer la dépense—5204.

Milice et Défense—Transport des marchandises—5205.

Milice et Défense—Champs de manœuvres—5207.

Milice et Défense—Dépenses casuelles—achat de médailles—5210.

Milice et Défense—Ecole militaire—Crédit supplémentaire—5210.

Ministère de la Milice et de la Défense—Dépenses casuelles—2475.

Ministère de l'Intérieur—Dépenses casuelles—2475.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MILICE ET DEFENSE—MATERIEL DE GUERRE—*Suite.*

Hon. M. Hughes—*Suite.*

Ministère des Douanes—Dépenses casuelles—2475.

Ministère du Revenu de l'Intérieur—Promotion d'un commis—2476.

Ministère des Postes—Dépenses casuelles—2477.

Ministère de l'Intérieur—Relevés astronomiques, etc.—4332.

Ministère du Commerce—Surveillance du tarif des transports sur les lacs et l'océan—5232.

Ministère des Finances—Dépenses casuelles—757.

MINES ET SERVICE GEOLOGIQUE—RECHERCHES RELATIVES AUX GISEMENTS DE MINERAIS, ETC.

Hon. M. Graham—Affaire des gisements de minerais a une haute importance—1888; augmentation du rendement des mines—1888; faire servir notre minéral de fer dans la fabrication des rails—1888.

Hon. M. Coderre—Nous n'avons pas encore découvert au pays des gisements de fer marchand d'une étendue suffisante pour refondre à la demande—1888; procédé d'enrichissement—1889; ensuite utilisés avec profit—1889; rapport du docteur Haanel—1889; expérimentera sur une plus grande échelle—1889.

Hon. M. Graham—Industrie du charbon de tourbe—1890; défendre contre les entreprises des barons de l'anthracite—1890; solutionner le problème de la tourbe combustible—1890.

Hon. M. Coderre—Expériences faites à Alfred, Ont.—1890; procédés à l'air sec et par pression—1890; deux compagnies qui fabriquent de la tourbe—1890; subvention afin d'encourager cette nouvelle industrie—1890.

M. Nesbitt—Etudier le procédé du docteur MacWilliam—1891; pression hydraulique—1891; procédé en vogue en Russie—1891; expériences faites par le docteur Haanel ont été une perte d'argent—1891.

Hon. M. Murphy—Expérience faites par le docteur Haanel ont complètement échoué—1892; personne n'a bénéficié de cette dépense—1892; \$100,000 ont été dépensées par le docteur Haanel—1894.

Hon. M. Lemieux—Redevance sur le rendement des houillères—1895; inégalité de traitement—1895; gouvernement devrait établir un système uniforme pour toutes les houillères—1895; une pétition de M. Edmond Ory, de France—1895; texte de la lettre de M. Ory—1895.

M. Robb—Fabrication et contrôle des matières explosives—1896.

Hon. M. Oliver—Sable bitumineux sur la rive de l'Athabaska—1897; convient à l'amélioration des routes—1897; problème très important—1897.

Hon. M. Foster—Sol asphaltique—1898; immense quantité d'huile naturelle dans cette partie du pays—1898; sources d'hui-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MINES ET SERVICE GEOLOGIQUE—RECHERCHES RELATIVES AUX GISEMENTS DE MINERAIS, ETC.—*Suite.*

Hon. M. Foster—*Suite.*

le les plus abondantes de l'univers entier—1898; nécessité de faire exécuter les levés de cette partie de l'Ouest—1898; entreprise que le gouvernement fédéral pourrait conduire à bonne fin—1898.

M. Thompson (Yukon)—Appuie l'idée que le gouvernement sans retard, commence la recherche des gites de sables bitumineux—1898; l'espace couvert par ces sables est immense—1898; absence de moyens de communication—1898; Dr Haanel a rendu de précieux services au pays—1898; service de l'apprêt du minéral que nous avons est un des plus parfaits du monde entier—1898; c'est le Dr Haanel qui l'a organisé—1898; l'industrie minière ne le cède en importance qu'à l'agriculture, 1899.

Hon. M. Coderre—Plusieurs échantillons de sables bitumineux sont à l'examen—1899.

MINISTERE DES POSTES — SERVICE EXTERIEUR, APPOINTEMENTS ET ALLOCATIONS.

Hon. M. Pelletier—Tableau donnant le détail des augmentations de salaires, etc.—3733.

MINISTERE DU TRAVAIL—LOI DE CONCILIATION ET DU TRAVAIL, ETC.

Hon. M. Crothers—Troubles dans l'île de Vancouver—551; il n'y a pas eu de procédure aux termes de la loi de la conciliation—551; les deux partis en cause préfèrent les procédures intentées aux termes de la loi des différends industriels—551; télégramme envoyé par le ministre du Travail au secrétaire de la loge des Mineurs-Unis—551; ouvriers ont toujours prétendu qu'ils ne se sont pas mis en grève—551; avaient simplement pris un congé—551; propriétaires des mines ont entrepris de recruter des houilleurs pour remplacer les grévistes—551; représentant du département du Travail à Vancouver a fait tout en son pouvoir pour faire consentir soit les mineurs soit les patrons à demander un bureau d'enquête—552; absolument impossible d'accorder les patrons et les ouvriers—552; centaine de mineurs amenés d'Angleterre—553; ils sont entrés dans l'union—553; dernier effort que nous avons fait en novembre—553.

M. Carvell—Grave problème national—553; pendant six mois aucune démarche n'a été faite pour régler le différend—554; grève de Vancouver la plus sérieuse qui ait jamais eu lieu en Canada—554; ministre a mérité un blâme sévère—554; l'ancien ministre du Travail n'a eu aucune difficulté à régler la grève des mineurs de 1907—555; trois différends industriels réglés par l'ancien gouvernement—555; ministre actuel s'est enfiut en Europe—556; rapport de la "Gazette du Travail" sur l'état réel des choses dans la Colombie-Anglaise—558.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MINISTÈRE DU TRAVAIL—LOI DE CONCILIATION ET DU TRAVAIL, ETC.—*Suite.*

M. Carroll—Si le gouvernement avait prêté en 1912 une oreille plus attentive aux doléances de la "United Mine Workers of America" et mis un terme à l'introduction par fraude d'ouvriers étrangers, la situation dans la Colombie-Anglaise n'aurait pas été si fâcheuse—561; engager au moyen de fausses représentations, des immigrants à venir prendre la place des grévistes—561; milice appelée pour mettre fin aux émeutes—562; grève prit une tournure menaçante—562; la présence d'un commissaire enquêteur sur les lieux aurait été plus utile—562; le ministre n'a pas agi dans cette circonstance d'une manière judicieuse—562; loi concernant la conciliation et le travail s'applique aux ouvriers des charbonnages ainsi qu'à ceux des autres industries—564.

M. Shepherd—Tout porte à croire que le principal but des meneurs du mouvement était d'amener les patrons à reconnaître l'union des "United Mine Workers of America"—568; ce n'est pas là la cause initiale du conflit—568; traitement injuste dont furent victimes les membres du comité qui inspectèrent la mine à extension—568; traitement que l'on fit subir à MM. Mottishaw et Portrey, fut en apparence la cause initiale de la grève proclamée à Cumberland—568; faits relatés dans un rapport—568; Portrey et Mottishaw, représentants des mineurs découvrent qu'il existe du gaz dans la mine—568; Mottishaw fut renvoyé du service—568; ce fut le signal de la grève—569; le conflit se centralisa autour de la demande générale que les patrons reconnussent l'association des "United Mine Workers of America"—569; patrons ont des objections à reconnaître une union internationale—569; faux qu'on ait importé des orientaux sur l'île de Vancouver—570; lettre des officiers des mineurs qui donne les raisons de la grève—570; l'entrée en scène de la milice était ce qu'il y avait de mieux à faire dans les circonstances—571.

M. Buchanan—Affaires du département ne sont pas traitées avec le sérieux qu'elles comportent—574; grève de l'île de Vancouver en est un exemple—574; apathie du ministre—574; lettre de M. Frank Farrington—574; médiocrité des salaires—575; distinctions injustes—575; misères infligées aux mineurs—575; mis en évidence déclaration favorable aux propriétaires—575; témoignage des mineurs laissé dans l'ombre—575.

M. Stevens—Relations du travail avec le capital—575; attaque mesquine contre les membres du gouvernement—575; affaire du Grand-Tronc—576; conseiller la patience et le calme—576; mineurs se sont aliénés les sympathies du public—577; rien ne saura justifier les actes de violence—577; compagnies ont refusé de traiter avec le représentant d'une union étrangère—577; reconnaissance des unions internationales ou des organi-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MINISTÈRE DU TRAVAIL—LOI DE CONCILIATION ET DU TRAVAIL, ETC.—*Suite.*

M. Stevens—*Suite.*

sations canadiennes est une question de suprême importance—578; sociétés ouvrières ont parfaitement le droit de s'organiser—578; l'embarras au Canada—578; on ne saurait imposer d'amendes à ces sociétés ouvrières—578; associations n'ont pas d'existence légale—578; suggéré de rendre les patrons et employés responsables—579; d'établir des peines—579; pas faire de notre milice canadienne un simple instrument des patrons—579; ministre a tenté l'impossible pour régler le différend—580; l'arbitrage obligatoire n'a guère réussi jusqu'ici à mettre fin aux conflits du travail—581.

M. Macdonald—Enquête obligatoire suivie de l'application obligatoire des conclusions arrêtées—581; procédure fort élastique—581; congrès des métiers et du travail du Cap-Breton a condamné l'attitude du ministre—581; situation en Colombie-Anglaise est bien l'héritage que le gouvernement devrait s'attendre à recueillir—581; concitoyens de l'Est supplantés par des orientaux—582; populations ouvrières du Canada reprochent au ministre d'avoir déserté son poste pour aller faire un voyage en Angleterre—582; comparez son attitude avec celle qu'on tient en Angleterre—583; l'ex-ministre du Travail (M. Mackenzie King) savait comment trouver la solution—584; loi relative aux enquêtes sur les conflits industriels est une loi très bienfaisante—584; amendement défavorable aux intérêts des classes ouvrières—585; loi interdisant le droit d'établir des piquets—585; recommandations tendent à lutter contre les droits des ouvriers—585; classes ouvrières ont souffert—585; intérêts commerciaux ont été paralysés—585; conditions dues à l'incompétence de ce ministère—585.

Hon. M. Crothers—Grève de 1909-1910 semblable à celle de Vancouver—585; ministre d'alors passa deux mois en Europe—586; grève a duré vingt-deux mois—586; les intéressés de Vancouver ont refusé un tribunal de conciliation—589; affaire de la Montreal Street Railway—589; décision de la cour d'appel de la province de Québec—589; absolument faux que j'aie refusé de constituer un bureau de conciliation—589; lettre Farrington donne comme vraies des choses qui sont fausses—589; illégal de déclarer une grève avant la nomination d'un bureau de conciliation—590; Farrington a répondu qu'il n'était pas en contravention avec la loi du pays—590; remarques générales concernant le département du Travail—590.

M. Neely—Ministre considère que ce sont les grévistes qui ont tort—591; véritable grief contre le ministre—591; présence du ministre sur les lieux de la grève aurait été préférable à celle de tout autre—591; rapport du commissaire-enquêteur—592; au début que l'intervention aurait été utile—593; plus grave conflit indus-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MINISTÈRE DU TRAVAIL—LOI DE CONCILIATION ET DU TRAVAIL, ETC.—*Fin.*

M. Neely—*Suite.*

triel dont le Canada ait été témoin s'est prolongé pendant un an et quatre mois sans que le ministre puisse se dire plus près d'un règlement qu'au premier jour—593.

M. Verville—Ce que les ouvriers pensent du ministre du Travail—680; rapport du commissaire Price—680; petit nombre de lettres des mineurs de l'Ouest ont été rendues publiques—680; rapport Price n'est pas absolument exact—680; rédigé de façon à faire croire que tous les torts sont du côté des ouvriers—680; lettre de M. Farrington, donnant la situation minière dans l'Ouest—681; mineurs de l'île de Vancouver ont été victimes d'affronts et d'abus sans nombre—684; valeur de l'unionisme international—684; la grève qui dure encore est préjudiciable à la masse de la population canadienne—685; devoir nous incombe d'user de tous les moyens pour amener une entente—685; ministre est trop peu au fait des problèmes ouvriers pour être capable de mettre fin à cette grève—685; premier ministre a commis une erreur en faisant le choix du présent ministre du Travail—685; département du Travail devrait se mettre immédiatement à l'œuvre—686; prendre connaissance de la situation dans les aciéries de la Nouvelle-Ecosse—686; sort des ouvriers des classes les plus pauvres est déplorable—686; aucun gouvernement ne remportera aucun succès tant qu'il n'aura pas comme ministre du Travail un homme du métier—687.

Hon. M. Crothers—M. Farrington qui a écrit une lettre sur la situation à l'île de Vancouver est le vice-président de l'association des "United Mine Workers" des Etats-Unis—688; texte d'un discours de M. Farrington—688; propriétaires de mines et les mineurs des Etats-Unis auront à souffrir "d'une concurrence injuste"—689; propriétaires de mines des Etats-Unis s'entendent avec les mineurs américains dans le but de se rendre maîtres des mines de Vancouver—690; hommes n'avaient aucun sujet de plainte contre leurs patrons—690; on reçoit l'ordre de les faire mettre en grève—690; je ne dis pas que je sois opposé à l'unionisme international—692; rien dit qui puisse montrer que je suis en faveur de ces unions—692; le "Canadian Coleriers" emploient quatre cents ouvriers de plus qu'au moment de la grève—693; personne ne souffre d'une disette de charbon—693; loi de conciliation la même qu'en 1906—693; malheureuse grève de Buckingham—693; ouvriers demandèrent l'intervention du département du Travail—693; trois hommes furent tués—693; M. Lemieux alors ministre du Travail, refusa de s'occuper de cette affaire—694; à moins que les deux parties intéressées n'eussent demandé au département d'intervenir—694; les patrons n'ont pas voulu accepter cette intervention—694; nous agissons de la même façon—694.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE—ENCOURAGEMENT À L'INDUSTRIE LAITIÈRE ET POMOLOGIQUE, ETC.

Hon. M. Burrell—Rectification des inexactitudes dans l'"Agricultural Gazette"—1749; inspection des produits de la laiterie—1751; inspecteurs s'occupent aussi de l'expédition des fruits—1751.

Hon. M. Marcil (Bonaventure)—Etat de l'industrie laitière dans Bonaventure—1755; rapport préparé par M. J. C. Chapaïs—1755; comté de Bonaventure mérite un traitement spécial—1755; ne peut compter que sur le service d'un embranchement de l'Intercolonial—1755; dans cette région de la province de Québec la population assume un triple aspect—1755; texte d'une partie du rapport de M. Chapaïs qui a visité ce pays en 1912—1755; population de 50,000 habitants isolée des voies principales de communication—1756; devrait établir une station d'industrie laitière—1756; encourage la création d'associations pour l'examen des vaches laitières—1756; établissement de nouvelles beurreries—1756.

M. Kyte—Enquête sur la pesée du fromage à Montréal—1758; sommaire du rapport des commissaires—1758; allégations contre les proposés au pesage ne sont pas bien fondées—1758.

Ministère de l'Agriculture—Inspection des viandes et conserves alimentaires—2482.

MINISTÈRE DES PÊCHERIES—APPOINTEMENTS ET DEBOURSES DES FONCTIONNAIRES DES PÊCHERIES.

Hon. M. Hazen—Acquitter les dépenses de la commission consultative des pêcheries—2512; dorénavant chaque commission devra se réunir chaque année—2512; travail d'une valeur exceptionnelle—2513; règlement des pêcheries tirés à 5,000 exemplaires—2513.

M. Sinclair—Bulletin des pêcheries est loin d'être exact quant aux données qu'il contient—2514; pas en communication avec les pêcheurs du littoral—2514; aucune mention des comtés où la pêche de l'éperlan est la plus abondante—2515; il est important de préparer les statistiques qui se rapportent à nos pêcheries de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'île du Prince-Edouard et qu'on répand partout à l'étranger, de façon à ce que tout le monde puisse y ajouter une foi absolue—2516.

Hon. M. Hazen—Au printemps de 1911, le ministère adopta le système qui consiste à se procurer, chaque mois, les données en question pour en former un bulletin publié mensuellement—2518; il incombe à l'inspecteur de chaque district de se procurer ces états des personnes les plus autorisées qu'il peut trouver—2518; je crois que nous devons prendre immédiatement les moyens de nous procurer des renseignements plus dignes de foi—2518.

M. Kyte—Etant donné que les fonctionnaires du ministère des Pêcheries ne reçoivent pas un sou pour recueillir ces statistiques, on doit comprendre qu'on peut difficilement espérer qu'ils visitent les

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MINISTERE DES PECHERIES—APPOINTEMENTS ET DEBOURSES DES FONCTIONNAIRES DES PECHERIES—*Suite.*

M. Kyte—*Suite.*

districts où se fait la pêche—2519; pour cette raison, je dis que tout renseignement qu'ils adressent au ministère ne repose que sur des conjectures—2519.

M. Loggie—Le ministre pourrait aisément indiquer chaque mois la quantité de poisson qui s'exporte et les pays qui l'importent—2519; cela permettrait de se rendre compte de la quantité et de la valeur du poisson exporté—2519.

M. McKenzie—Employés fédéraux qui se mêlent d'élection—2521; les employés ne sont pas tous des saints—2521; en mesure de démontrer l'exactitude des accusations—2521.

M. Turgeon—M. James Doucet s'emploie activement à causer des désagréments à des employés libéraux sur l'Intercolonial—2521; l'autorité du ministère—2521.

M. William Chisholm—Grave accusation—2521; gardes-pêche prennent part aux élections—2522; destitution de A. R. McAdam, inspecteur des pêcheries d'Antigonish—2523; allégations du sénateur Girroir—2523; une enquête—2525; proteste contre la composition du bureau consultatif des pêcheries—2527; pas un homme qui soit ce que l'on appelle un pêcheur—2527.

M. Robidoux—Bureau se compose d'hommes compétents—2528; nomination de M. Carson—2528.

M. A. K. Maclean—Je suis fortement porté à douter de la valeur de ce bureau consultatif des pêcheries—2528; doute fort que le gouvernement retire quelque avantage des services d'un bureau qui ne se réunit virtuellement qu'une fois l'an—2528; les membres constituant ce bureau sont en général des gens occupés qui ont d'autres occupations et ne peuvent donner, après tout, qu'une attention intermittante à la question des pêcheries—2528.

Hon. M. Hazen—Nous avons des inspecteurs dans les différentes régions de chaque province, et l'opinion générale c'est qu'il y a fort peu à gagner à la nomination, dans chaque province, d'un nouveau fonctionnaire qui ne serait, après tout, qu'un inspecteur de plus—2529.

M. Law—Destitutions et nominations des surveillants des pêcheries—2532.

M. Davidson—Lors de la dernière campagne électorale, j'ai vu d'assez près les méthodes adoptées par certains individus—2533; dans certains district, j'ai eu connaissance qu'au moins douze fonctionnaires nommés par l'ancien gouvernement ont employé tous les moyens imaginables pour battre le candidat conservateur—2533.

M. Carvell—Renvoi de L. Charles Dakin—2539; correspondance à ce sujet—2539.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

MINISTERE DE L'AGRICULTURE—DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU BETAIL.

Hon. M. Marcell—Abattoir pour viande de cheval—3648; deux dans le comté de Chambly—3649; inspection devrait être faite de ces établissements—3649.

Hon. M. Burrell—Loi ne nous autorise point à nous occuper de la viande de cheval—3649; opportunité d'établir une station agronomique dans le comté de Carleton—3649; député de Carleton prétend qu'il eût fallu donner un pot-de-vin—3649; réponse de ceux contre qui l'accusation est portée—3649; rien à cacher—3649.

M. Carvell—Amis du ministre se sont fort empêtrés dans cette transaction de terrain—3651; déclaration basée sur des documents sérieux—3652; j'avais raison de dire ce que j'ai dit—3652; le témoignage du propriétaire—3652; pot-de-vin de \$10,000—3653.

Hon. M. Hazen—N'indique aucune preuve—353.

Hon. M. Burrell—Archives du département ne contiennent aucune offre pour ce terrain—3655; encourager les expositions d'hiver dans les diverses provinces—3655; l'élevage des chevaux au Canada—3655; l'amélioration dans l'élevage a été retardée par l'absence de coopération entre les cultivateurs—3655; le fait aussi que l'on ne s'est pas tenu systématiquement à l'usage d'une seule race est une autre raison qui explique l'absence de progrès dans l'élevage des chevaux de première qualité—3655; nous nous proposons d'inaugurer une politique qui placera l'élevage de chevaux au Canada dans une situation comparable à celle que l'on a atteinte en Angleterre et dans d'autres pays européens—3655; nous espérons qu'en aidant aux associations d'éleveurs à se procurer les services de bons étalons à des prix raisonnables, on obtiendra de meilleurs résultats—3655; prix payé pour les étalons d'élevage canadien, par comparaison avec les prix des animaux importés, et pour les étalons d'élevage canadien vendus dans plusieurs ventes tenues au cours de l'hiver et du printemps derniers—3655.

M. Warnock—Trop d'étalons inférieurs dans les provinces de l'Ouest—3658; système d'Angleterre et d'Ecosse est bien préférable à celui du Canada, c'est-à-dire un système de prime aux meilleurs reproducteurs. Ce plan est suivi par les associations prospères dans les diverses régions—3659; on décourage les éleveurs—3659.

M. Macdonald—Règlements de la commission nationale des animaux à Ottawa—3661; incroyable qu'une association canadienne entreprendrait de décréter que les certificats ou livres de généalogie de toute association anglaise, française, australienne ou américaine d'éleveurs de chevaux ne suffiraient pas à permettre l'entrée en franchise au Canada d'un pur sang—3661; opinion de M. C. S. Campbell, C.R., de Montréal—3661.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE—DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU BÉTAIL—*Suite.*

Hon. M. Burrell—M. Campbell a refusé de se conformer à certains règlements—3663.

M. Wm. Smith—Devoir de surveiller les régions où d'habitude l'on se sert de chevaux importés—3663; généalogie des chevaux pur sang—3664; nul pays au monde n'a des registres mieux tenus que les nôtres—3664.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE—FRAIS DE SUBSISTANCE DU JUGE POUR LE DISTRICT D'ATLIN.

M. Devlin—Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter le traitement des juges de la province de Québec?—2017; coût de la vie a augmenté pour les juges comme pour les autres classes de la population—2017; obligés de prendre part à des événements sociaux auxquels les gens des classes moyennes n'ont pas à participer—2017; traitement extraordinairement faible—2017.

Hon. M. Lemieux—Défend particulièrement la cause des juges de Québec—2017; triste situation faite aux juges de la cour de circuit de Montréal—2017; création de cette cour date de 1893—2017; traitement est le même que lors de sa création—2017; en 21 ans la population du district de Montréal a quadruplé—2017; pourquoi le traitement des juges de la cour de circuit est demeuré stationnaire?—2017; chaque fois que la question d'augmenter le traitement des juges de la cour de circuit de Montréal a été soulevée à Ottawa, on s'est constamment heurté à l'objection suivante: les juges de la cour de comté dans Ontario exigeront qu'on les mette sur un pied d'égalité—2017; dans mon opinion, la situation qu'occupent les juges de la cour de comté dans la province d'Ontario diffère essentiellement de celle des juges de la cour de circuit du district de Montréal—2017; les premiers ne sont pas magistrats d'une cour de district, comme c'est le cas des juges de la cour de circuit de Montréal—2017; le travail qu'accomplit un juge de la cour de comté dans Ontario, équivaut pour ainsi dire à celui d'un commissaire enquêteur—2019; le droit d'appel n'existe pas au sujet des jugements rendus par les juges de la cour de circuit du district de Montréal—2019; il faut accorder une rémunération convenable aux juges—2019; c'est ainsi seulement qu'on réussira à mettre à l'abri de tout soupçon la réputation des juges et à protéger les intérêts des plaideurs—2019; opinion de la "Gazette", de Montréal—2019; l'œuvre accomplie par les juges de la cour de circuit de Montréal—2020.

M. Fowler—Traitements princiers payés aux juges de la cour de circuit à Montréal—2020; relèvement du traitement des juges de la cour des divorces et de la cour de comté dans le Nouveau-Brunswick—2021.

M. Kyte—Relèvement du traitement des juges du Canada—2021; les gros traitements sont à la mode—2021; question

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MINISTÈRE DE LA JUSTICE—FRAIS DE SUBSISTANCE DU JUGE POUR LE DISTRICT D'ATLIN—*Suite.*

M. Kyte—*Suite.*

du rajustement des honoraires des juges doit être prise en considération—2021; situation en Nouvelle-Ecosse est différente de celle d'Ontario—2021; pratiquement interdit de s'occuper d'autres affaires—2022.

M. Devlin—Administration de la justice diffère de ce qui se passe dans les autres départements—2022; difficultés qui existent—2022; fortement en faveur de l'augmentation—2022.

M. Wm. Chisholm—Juges d'Ontario n'ont pas autant d'ouvrage que ceux de la Nouvelle-Ecosse—2023; s'occuper des affaires civiles et criminelles—2023.

M. McKenzie—Indemnité de déplacement accordée aux juges—2023; si un juge d'une cour de comté est obligé, sous l'empire d'une loi provinciale, d'aller entendre des causes dans une ville autre que celle qu'il habite, ce serait une équitable interprétation de la loi des juges, que de lui accorder une allocation pour ses frais de déplacement—2023.

Hon. M. Bureau—Conditions particulières dans le district de Trois-Rivières—2024; vie coûte plus cher à Trois-Rivières qu'à Montréal—2024; juges ont plus d'ouvrage—2024 juges devraient recevoir \$7,000 par année—2025.

Hon. M. Lemieux—Requête des juges de la cour supérieure du district de Québec—2026; texte de la requête—2026; mémoire préparé par M. le juge J. S. Archibald—2027; mémoire par M. le juge Paul G. Martineau sur le coût de l'administration de la justice—2027.

M. Lamarche—Les juges du tribunal du pauvre—2028; raison de reléver leur traitement—2028; traitement n'est pas proportionné à l'importance de leurs devoirs—2029.

M. Roch Lanctôt—Entièrement opposé à toute augmentation de salaires pour les juges—2029; ridicule de parler du coût de la vie pour des gens qui gagnent \$7,000 par année—2029; juges s'absentent trop souvent—2030; opposé à la pension des juges—2030.

M. Burnham—Nommez les juges les plus compétents, accordez-leur de gros traitements, vous y gagnerez en définitive—2031; nécessité de restreindre le nombre des appels—2031.

M. Boulay—Il peut se faire que dans certains cas particuliers, quelques-uns des juges ne soient pas assez payés mais dans presque tous les cas, les juges ne reçoivent pas moins de \$20 par jour—2031; on ne parle jamais d'augmenter le salaire de ceux qui gagnent peu—2032; aucune bonne raison pour augmenter le salaire des juges—2032; serait plus équitable d'augmenter l'indemnité des députés—2032.

M. Proulx—La province d'Ontario pourrait se dispenser d'un bon nombre de juges

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MINISTÈRE DE LA JUSTICE—FRAIS DE
SUBSISTANCE DU JUGE POUR LE
DISTRICT D'ATLIN—*Suite.*

M. Proulx—*Suite.*

de cour de comté—2032; modifier la loi et abolir nombre des charges de juge junior—2032; tant qu'on ne l'aura pas fait, je m'opposerai à tout relèvement de traitement pour les juges de cour de comté dans l'Ontario—2032.

M. Wilson (Laval)—Payer les juges comme ils le méritent—2032; juges de la cour supérieure à la campagne remplissent trois fonctions—2032; système de judicature dans Québec diffèrent de celui d'Ontario—2033; salaire des juges de la cour de circuit est ridiculement bas—2033; pas de comparaison à faire entre les provinces—2033.

M. Lapointe (Saint-Jacques)—Injustice commise à l'égard des juges—2033; ont une responsabilité extraordinaire—2033; pourquoi les juges de la cour de circuit de Montréal sont-ils traités autrement que les autres—2033.

Hon. M. Doherty—Régime d'exception créé par le ministère qui a précédé le nôtre—2034; l'inégalité des traitements—2034; cherté de la vie—2034; provinces déterminent le nombre de juges—2034; gouvernement fédéral détermine le traitement—2034; gouvernement n'a pas le droit de s'occuper de la façon dont le travail est réparti entre les juges—2034; relèvement du traitement d'un grand nombre de juges imposerait un nouveau fardeau au pays—2035; n'appeler que les plus dignes à la magistrature et leur accorder une rémunération suffisante—2035; certaines provinces pourraient aider au relèvement du traitement des juges—2035; si les districts étaient mieux répartis, le travail pourrait être fait par un plus petit nombre de juges—2035; somme de travail que les juges ont à faire—2035; frais de voyage—2035.

Hon. M. Emmerson—Si, dans les autres provinces, les juges sont aussi nombreux en proportion que dans le Nouveau-Brunswick, il est temps de faire halte avant d'augmenter leurs traitements—2036; les juges touchent d'abord un traitement annuel; ils reçoivent ensuite une pension à leur retraite, et si leur nombre est égal aux besoins judiciaires dans le Nouveau-Brunswick, il me semble qu'ils ne peuvent pas avec raison demander une augmentation de traitement—2036.

MONTREAL—STATION POSTALE "A", RUE
SAINT-JACQUES.

Hon. M. Lemieux—Achat propriété Carslake n'est pas justifié—4372; l'emplacement choisi par sir William Mulock—4373; superficie suffisante pour un édifice comme celui que l'on se propose de construire—4373; donner lieu à des critiques sérieuses—4373; hôtel Carslake a été acquis par un syndicat dans un but de spéculation—4373; prix sera exorbitant—4373; copie du contrat relatif au Carslake—4373; M. Dorsey a la faculté d'a-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*MONTREAL—STATION POSTALE "A", RUE
SAINT-JACQUES—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

cheter pour \$90,000—4373; gouvernement devra en donner un demi-million—4373.

Hon. M. Rogers—Terrain acheté par sir William Mulock ne saurait servir à l'érection d'une station postale—4374; quant au prix de l'hôtel Carslake, nous veillerons à ce qu'il ne soit pas excessif—4374.

MONTREAL—STATION POSTALE "G",
DIVISION SAINT-LAURENT.

Hon. M. Lemieux—Journaux demandent de meilleures installations postales dans la partie Est de la ville—4374.

Navigation entre Halifax, Saint-Jean et Liverpool—3079.

North-Lake—Port—4392.

Nouveau-Brunswick, Bathurst—Améliorations au port—4392.

Nouvelle-Ecosse—Ports et rivières—4387.

Ogden's-Pond—construire un barrage et prolonger la jetée du chenal—5423.

OTTAWA, EDIFICE DE LA DOUANE.

Hon. M. Rogers—Fondations ont coûté \$520,000—4377; coût probable de l'édifice \$999,000 non compris les fondations—4377.

Ottawa, édifices administratifs—améliorations—4379.

Ottawa—Nouvelle salle d'exercice—4377.

Ottawa, édifice des mines (ancien musée, rue Sussex)—remaniements, etc.—achèvement—4377.

Ottawa, édifices administratifs, bloc Langevin—nouveaux ascenseurs, etc.—4377.

OUTILLAGE POUR LES NAUFRAGES.

Hon. M. Hazen—Peu de naufrages dans le Saint-Laurent—798; il y a trois compagnies de sauvetage en Canada—798.

Papeterie pour département des Douanes, abonnements aux journaux commerciaux, etc.—2487.

Parcs nationaux canadiens—4331.

Pêcheries, service de protection—Réparations et entretien des steamers faisant la surveillance des pêcheries—

Hon. M. Hazen—C'est pour l'entretien, les salaires des hommes d'équipage, les provisions et toutes les choses de ce genre—5366.

Pensions payées aux parents de membres de la gendarmerie à cheval du Nord-Ouest, qui ont perdu la vie alors qu'ils étaient en service—752.

PENITENCIER DE KINGSTON.

M. Edwards—En 1911 j'ai reçu des plaintes des gardes et anciens gardes—4668; accusations directes—4668; prisonnier réussit presque à s'évader du pénitencier—4668; demander le renvoi du sous-préfet O'Leary et du Dr Phelan, chirurgien du pénitencier de Portsmouth—4668; accusations contre ces fonctionnaires—4668;

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*PENITENCIER DE KINGSTON—*Suite.**M. Edwards*—*Suite.*

commission d'enquête fut nommée neuf mois plus tard—4668; personnel de la commission—4668; le rapport de la commission, au sujet de mes accusations, contient plus de faussetés au pouce carré qu'aucun document qui a jamais été déposé sur le bureau de la Chambre, depuis qu'il existe un Parlement au Canada—4669; instructions données aux commissaires—4669; façon dont les commissaires les ont interprétées—4669; opinion du "Globe" sur l'enquête de Kingston—4670; tout le monde: prisonniers, gardes, sous-officiers et même le major Hughes qui avait fait porter les principales accusations, refusait de parler de crainte de voir réduire sa liberté, son confort ou son salaire, et faisait preuve d'une souplesse d'échine tout à fait caractéristique—4670; on ne saurait donc comprendre ce rapport sans tenir compte des circonstances particulières qui provoquaient l'intimidation et portèrent officiers, forçats et commissaires à étouffer la preuve—4670; conduite du président d'enquête a été fort étrange—4671; il fait paraître dans les journaux un avis par lequel ceux qui ont des plaintes à faire sont invités à se rendre devant lui et lorsque, répondant à cet avis, certaines personnes se présentent, il leur conseille de s'en aller et de ne pas se mêler de l'enquête—4671; déclarations mensongères—4672; exposé inexact des commissaires—4672; comment on a résumé les témoignages—4673; question du cuvetage—4675; sous-préfet plus que tout autre en était responsable—4675; plusieurs des hommes soumis au cuvetage étaient des idiots—4675; comment se pratiquait le cuvetage—4675; un condamné ne doit pas être traité comme une brute—4677; prisonniers au cachot et enchaînés à la grille—4677; traitement des forçats malades—4677; faits qui ne figurent pas dans les dispositions des témoins—4679; sur les onze géoliers, sept étaient catholiques romains et quatre protestants, sur les vingt sous-officiers de discipline onze étaient catholiques romains et neuf protestants—4679; le sous-gardien a favorisé des hommes de sa religion et ce fut une des causes du défaut d'harmonie qui existait au pénitencier—4679; le sous-gardien a fait preuve de fanatisme pour des gens de sa religion—4679; statistiques sur le nombre d'employés catholiques et protestants dans les pénitenciers du Canada—4680; accusations de négligence—4681; évasion de Chartrand—4681; détenus recevaient de l'argent du dehors—4682; achetaient du tabac par l'entremise des gardes—4682; ce trafic se pratiquait dans les pénitenciers—4683; réformes propres à relever le moral des détenus—4685; aux postes supérieurs il faut des hommes de tact, de jugement et d'une rare habileté—4686.

M. Nickle—Député (*M. Edwards*) a dépassé la mesure au sujet des commissaires—4687; nomination des commissaires fut

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*PENITENCIER DE KINGSTON—*Suite.**M. Nickle*—*Suite.*

approuvée par la presse des deux partis—4688; cause de mécontentement—4688; quelques-unes des accusations du docteur Edwards remontaient à une période antérieure à la limite de cinq ans assignée à la commission—4689; les commissaires n'ont pas continué l'enquête dans le trafic des emplois, c'est parce que le ministre de la Justice devait nommer plus tard une commission spéciale sur ces accusations—4691; ce que l'on voit au pénitencier de Kingston—4691; le système pénal du Canada—4692; punition des forçats—4692; question des douches—4693; l'isolement—4693; défauts du système—4693; régime cellulaire—4694; conduite que la commission devait suivre—4694; devoir profiter énormément à la classe des criminels et des forçats si l'on prenait les mesures voulues pour appliquer les recommandations du rapport de la commission—4695.

M. Bickerdike—Réforme des prisons et abolition de la peine de mort—4696; la situation dans nos pénitenciers n'est surpassée que par le cachot noir de Calcutta—4696; loi du Canada a toujours été très barbare—4696; il y a des centaines et des milliers d'acres de terres, au Canada, qui sont aujourd'hui absolument sans valeur, et qu'on pourrait utiliser tout en chargeant les prisonniers de faire ce travail—4696; une expérience qu'on devrait faire—4696; camps où l'idée de la prison serait entièrement éliminée—4696; tout être humain qui succombe au mal devrait pouvoir avoir une chance de se racheter, de recommencer sa vie, et on devrait lui offrir une occasion qui soit favorable—4697; l'entourage des prisonniers devrait être aussi attrayant et normal que possible—4697; leur inspirer le respect d'eux-mêmes—4697; peine de mort—4698; abolir ce reste de barbarie au Canada—4698; pays n'en veut pas—4698; le gouvernement du Canada devra, avant qu'il soit longtemps, délivrer cette jeune nation de l'effet brutalisant de la peine capitale—4699; c'est certainement le mode de punition le plus lâche et le plus anti-chrétien qui ait pu être rendu possible et légal en aucun pays civilisé—4699

Hon. M. Lemieux—Pénitencier de Kingston—4700; le bâtiment tout entier où les forçats aliénés sont enfermés est un cabinet d'horreurs—4700; spectacle qui n'est pas édifiant—4700; révélations qui vont frapper le Canada de stupeur—4700; la réforme des prisons—4700; nous procurer les services d'experts des Etats-Unis ou d'Europe—4701.

M. Lafortune—S'apitoyer sur le sort de ceux qui sont condamnés—4701; jamais un homme n'est pendu lorsqu'il y a l'ombre d'un doute en sa faveur—4701; il faut que la société se protège—4702; en France, on a aboli la peine de mort, mais on a dû la rétablir—4702; notre justice criminelle est bien administrée—4702.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*PENITENCIER DE KINGSTON—*Fin.*

Hon. M. Doherty—Rapport de la commission d'enquête au pénitencier de Kingston sera étudié par le conseil des ministres—4704.

Pensions—Augmentation de la pension payée à Margaret Johnson Brooke, de 75 cents à \$1.25 par jour—

Hon. M. Lemieux—Situation de Mme Fabre, veuve du premier commissaire canadien en France—5152; M. Fabre s'était élevé à une haute situation dans la vie publique au Canada, surtout à titre d'écrivain—5152; le plus éminent publiciste canadien français au pays—5152; contribua à populariser le Canada en France—5152; M. Fabre laissa sa veuve avec de modestes ressources personnelles—5152; M. Fabre puisait largement dans sa bourse pour venir en aide aux Canadiens—5152; gouvernement devrait accorder une somme à la veuve, en guise de compensation pour les sommes importantes que M. Fabre a dépensées de son vivant, quand il exerçait ces fonctions, d'abord pour secourir des Canadiens restés sans ressources en France, en second lieu pour représenter dignement le pays qu'il aimait tant—5153.

Le très hon. R. L. Borden—Traitement de M. Fabre était insuffisant—5153; a rendu de précieux services au pays—5153; grand nombre d'autres réclamations d'un caractère quelque peu semblable—5153; cette question, ainsi qu'un bon nombre d'autres de même nature, sont en ce moment l'objet de la considération d'un sous-comité du conseil privé, afin de s'assurer s'il y a lieu d'y donner suite—5154.

Pensions de pilotes—1272.

Pisciculture—Appointements, constructions et entretien—2545.

Police fédérale—Gratification de retraite—2480.

PONT DE QUEBEC—CONSTRUCTION.

Hon. M. Reid—Pont sera terminé en 1917—4646.

Ports et rivières—Port-Arthur et Fort-William—Améliorations au port et à la rivière—5422.

Ports et rivières, Québec, Valleyfield, nouveau quai—

Hon. M. Rogers—Rien de décidé quant à l'emplacement du quai—5425.

Ports de Margaree—Réparations au brise-lames—4389.

POSTES—SERVICE EXTERIEUR—TRAI-
TEMENTS ET ALLOCATIONS.

Hon. M. Lemieux—Retraite de M. Briegel, surintendant du service ambulante des postes à Montréal—3802; département a l'intention de lui donner comme successeur M. W. L. Carkner—3802; n'est au service du département que depuis deux ans—3802; système de promotion devrait être suivi—3802.

Hon. M. Pelletier—Pas reçu de requête de M. Briegel demandant à être mis à sa

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*POSTES—SERVICE EXTERIEUR—TRAI-
TEMENTS ET ALLOCATIONS—*Suite.*

Hon. M. Pelletier—*Suite.*

pension—3803; il serait tout à fait déplacé de discuter la question du successeur de M. Briegel, alors que ce dernier remplit sa fonction—3803.

M. Tobin—Destitution de J. R. Denison receveur de la poste à Richmond, Québec—3804; lettres de L. E. Dastous, inspecteur des Postes et de J. R. Denison—3804.

Hon. M. Pelletier—Politique n'a rien eu à voir dans cette question—3805; receveur de Richmond ne donnait pas satisfaction au public—3805.

M. Tobin—M. Denison a donné seize années de bons services—3805; ne s'est jamais occupé activement de politique—3805; révoqué sans aucune formalité—3805.

Hon. M. Pelletier—Nous avons un rapport attestant que la tenue du bureau de poste était telle, que, à la suite d'une enquête, on jugea qu'il y avait lieu de nommer un autre receveur—3806.

M. Tobin—Service du courrier à Saint-François-Xavier et à Windsor—3807; entreprise n'a pas été accordée au plus bas soumissionnaire—3808; dépenses au bureau de poste de Sherbrooke—3808.

POSTES—SERVICE EXTERIEUR—TRAI-
TEMENTS, DIVERS, TERRITOIRE DU
YUKON.

M. Carroll—Cas de Joseph McMillan, receveur des postes à Bridgeport—4010; correspondance à son sujet—4010; enquête judiciaire par H. P. Duchemin—4011; aucune preuve ne fut fournie—4011; transfert du bureau de poste—4011; prétendait que le bureau était mal situé—4013.

Hon. M. Pelletier—Demanderai des renseignements à l'inspecteur des postes—4015.

M. Sinclair—Révocation de Charles McPherson, directeur de la poste à North-Riverside—4015.

M. Lapointe (Kamouraska)—Cas de Melle Paradis, de Saint-Denis—4018; ses opinions politiques—4018; l'administration postale dans L'Islet—4018; ouverture du bureau Giasson à Saint-Aubert—4019; bureau de Saint-Philippe-de-Néri—4020; dans plusieurs cas les dépenses sont trop élevées pour le revenu—4021.

Hon. M. Pelletier—Si le député de Kamouraska a des demandes à faire pour d'autres bureaux de poste, il a tort de croire que je refuserai parce que le comté est représenté par un libéral. Je ne me croirais pas justifiable d'en agir ainsi—4023; service de la malle rurale fonctionne dans les comtés les plus libéraux comme ailleurs—4023.

M. Paquet—N'ai pas honte de demander l'établissement de bureaux de poste en nombre suffisant—4024; j'ai l'intention de continuer l'œuvre de distribution postale qui sera de nature à mettre nos pauvres

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

POSTES—SERVICE EXTERIEUR—TRAITEMENTS, DIVERS, TERRITOIRE DU YUKON—*Suite.*

M. Paquet—*Suite.*

colons sur un pied d'égalité avec les citoyens des villes—4024.

M. Ethier—Destitution du maître de poste de Sainte-Scholastique—4025; procédure qui a été suivie—4025; lettre de M. G. A. Fauteux, candidat conservateur défait—4026; déclaration du maître de poste Raymond—4027; rapport du commissaire-enquêteur Bergeron—4027; destitution Raymond est une insulte à tout le comté de Deux-Montagnes—4029; une orgie de destitutions—4029; l'affaire Laberge d'Oka—4029.

POSTES—SERVICE EXTERIEUR—TRANSPORT DU COURRIER.

Hon. M. Lemieux—Renseignements concernant la route rurale—5436; Ontario a beaucoup contribué à son établissement—5436; apprendre à la population les avantages du service—5436; tarif des télégraphes sous marins—5437; danger de l'américanisation de la presse—5437; journaux subissent l'influence des agences de nouvelles des Etats-Unis—5437; il est certain que si les tarifs des télégraphes sous-marins étaient moins élevés, nous pourrions obtenir un meilleur service de nouvelles des Iles-Britanniques—5437; la diffusion au Canada des journaux et des revues d'Angleterre contribue à créer un sentiment de paternité entre le Canada et la mère patrie—5437; serait regrettable que le port des revues anglaises fût augmenté—5437; opinion de journalistes canadiens—5437; l'Etat devrait posséder un câble sur l'Atlantique comme sur le Pacifique—5437; système de colis postaux—5438; immense succès aux Etats-Unis—5438; au Canada son succès n'a pas été établi—5438; colis postaux ne font rien pour réduire le coût de la vie—5438; passé le rayon de 20 milles le taux du colis postal est plus élevé que celui des compagnies de messageries—5438; critique du système des colis postaux par une autorité, président de l'association des marchandises de New-York—5438; comparaison des distances qui peuvent être classifiées dans la taxe de seconde zone des Etats-Unis—5439; je ne vois pas pourquoi le service n'obtiendrait pas dans le Canada le même succès qu'il a eu dans d'autres pays, si le directeur général des Postes veut modifier le tarif, les zones et les pesanteurs—5440.

Hon. M. Pelletier—Renseignements concernant la poste rurale par province—5441; fait de grandes progrès dans la province de Québec—5441; avantages de la poste rurale—5441; tarifs de cablogrammes—5441; contrat Poulsen—5441; le gouvernement impérial nous a fait savoir qu'il ne s'unira pas au Canada, à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie dans la pose d'un câble trans-atlantique, que lorsque nous

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

POSTES—SERVICE EXTERIEUR—TRANSPORT DU COURRIER—*Suite.*

Hon. M. Pelletier—*Suite.*

connaîtrons mieux les progrès très extraordinaires que fait la télégraphie sans fil dans le monde entier—5441; faudrait poser deux câbles pour avoir un service complet et certain—5441; aussi bon service par télégraphie sans fil—5441; question des magazines d'Angleterre—5441; depuis sept ans que nous transportons gratuitement les magazines anglais depuis Liverpool jusqu'à Vancouver, le gouvernement impérial perçoit un penny pour le transport de ces mêmes magazines sur une distance de 220 milles entre Londres et Liverpool—5441; j'ai demandé que sur le transport des magazines sur une distance de 5 ou 6,000 milles en Canada, que le gouvernement impérial garde un demi-denier pour leur transport sur la distance de 220 milles, et que nous touchions l'autre moitié—5441; le Canada devrait certainement recevoir quelque chose pour le transport des magazines anglais—5441; service des colis—5442; en bonne condition—5442; se développe régulièrement—5442; attitude anticanaadienne—5442; nous sommes sûrs du succès—5442; comparaison des prix de la poste aux colis au Canada avec les prix des messageries canadiennes, de même qu'avec ceux de la poste aux colis des Etats-Unis—5442; texte d'un document qui fait voir la question sous son vrai jour—5445.

M. Lafortune—Poste rurale dans le comté de Montcalm—5448; destitution du maître de poste de Sainte-Agricole—5449.

M. Tobin—Révocation du directeur de la poste à Richmond—5450; correspondance à ce sujet—5450; lettre de l'inspecteur—5451.

Hon. M. Pelletier—Destitution a été faite à la suite d'une enquête—5453; mauvaise administration—5453.

M. McCrea—Dépenses occasionnées par le nouveau bureau d'inspection de Sherbrooke—5454; renseignements sur le personnel de ce bureau—5455.

Hon. M. Pelletier—Etat au hansard expliquant toute l'affaire—5455; lettre de John Hays, M.D., au sujet de la démission du maître de poste Denison—5455.

Pour le paiement à Mme Mary E. Fuller, pour service de Simon J. Dawson, dans ses négociations avec les tribus sauvages du district du lac des Bois, 1869-1873.

Le très hon. R. L. Borden—Services qui n'ont jamais été rétribués—5186; M. Perley a fait une enquête minutieuse et a fait rapport que les circonstances étaient telles qu'on pouvait fort bien accorder une petite pension à Mme Fuller, seule survivante de la famille Dawson—5187.

Pour faire une enquête sur les pêcheries de la baie d'Hudson.

Hon. M. Hazen—Nouveaux règlements pour la pêche au homard—5376; ne prolongera pas la saison—5376; les règlements existent pour la protection des pêcheries,

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*POSTES—SERVICE EXTERIEUR—TRANSPORT DU COURRIER—*Suite.*

Hon. M. Hazen—*Suite.*

il est dans l'intérêt des pêcheurs et du pays en général, de les faire observer—5376.

M. Carroll—Si les fonctionnaires du département avaient été exactement renseignés sur la situation, sur la côte sud du Cap-Breton, ils auraient certainement conseillé au ministre de retarder la clôture de la saison de pêche—5377.

Hon. M. Hazen—Chacun sait que la pêche du homard, si on ne la protège, n'existera bientôt plus—5377; le homard devient chaque année de moins en moins abondant, et si l'on veut que la pêche de ce crustacé cesse complètement, il faudra la protéger mieux qu'on ne fait à l'heure actuelle—5377.

M. McKenzie—Il faut accorder une saison de pêche raisonnable—5378; la politique et le port de Montréal—5378.

Hon. M. Hazen—Pas de politique dans cette commission—5378; nomination des capitaines Dehens et Bourassa—5379; bulletin mensuel des pêcheurs—5379; critique de ce rapport et réponse de *M. Cowie*—5379.

M. Sinclair—Affirmations du bulletin des pêcheries sont fausses—5382; statistique officielle est en défaut—5382.

M. McKenzie—*M. Cowie* s'apercevra que le jour de la rétribution arrivera s'il s'imagina qu'il pourra impunément maltraiter les députés—5383.

Pour pourvoir à l'enlèvement d'obstacles dans le fleuve Fraser (C.-A.)—5376.

Protection des eaux septentrionales du Canada—5374.

Pour les dépenses de la commission chargée de préparer les plans pour les villes d'Ottawa et de Hull—

Hon. M. White—Agrandissement futur d'Ottawa et de Hull—5387; commission s'occupe de la préparation d'un plan—5387; le personnel de la commission—5387.

Sir Wilfrid Laurier—Je doute que des hommes activement engagés dans les affaires puissent consacrer à cet ouvrage le temps réellement requis—5387; j'aurais préféré que le choix eût tombé sur des hommes qui ne sont pas activement dans la pratique de leur profession, mais qui ont, cela va sans dire, beaucoup d'expérience dans des ouvrages de cette nature—5387.

Hon. M. White—Commission a fait un excellent travail—5389; rapport du maire Taylor McVeity, d'Ottawa—5389.

Pour garantir le coût de relevés extraordinaires et autres travaux se rapportant à la classification de terres desséchables de la partie ouest de la région d'irrigation du Pacifique-Canadien, à l'est de Calgary—4331.

Pour faire face aux dépenses de la commission de conservation—5459.

Pour remplacer le "Maisonneuve"—1272.

Pour remplacer le "Scout"—1272.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*POSTES—SERVICE EXTERIEUR—TRANSPORT DU COURRIER—*Fin.*

Hon. M. White—*Suite.*

Pour relevés et travaux en vertu de la loi d'irrigation—4331.

POSTES—SERVICE EXTERIEUR, TRAITEMENTS ET ALLOCATIONS.

M. Nesbitt—Boîtes pour le service de la malle rurale—5321; grief sérieux—5321; anciennes boîtes préférables aux nouvelles—5322.

Hon. M. Pelletier—Rapport sur le mérite des boîtes—5322; avons agi sur le rapport d'experts—5322; un marché pour 100,000 boîtes qui seront payées et livrées au fur et à mesure que nous en aurons besoin—5323.

M. Nesbitt—Livraison postale à domicile—5323; réponses obtenues au sujet de la livraison à Trois-Rivières et autres villes—5323.

Hon. M. Pelletier—La règle du département est de donner la distribution qu'aux villes dont la population atteint 12,000 habitants et le revenu postal, \$20,000—5324; question de la population est beaucoup plus importante que celle du revenu—5325.

M. Chisholm (Antigonish)—Contrat pour le transport de la malle entre Lochaber-nord et Lochaber-ouest—5326; comment on administre les affaires dans le ministère des Postes—5326; la convention Stewart—5327; sénateur Girroir demande de céder l'entreprise à un autre—5327; nouveau contrat avec H. D. Cameron—5328; correspondance à ce sujet—5329.

Protection d'un troupeau de rennes—4332.

Procédure devant la commission internationale mixte—5459.

PROTECTION GENERALE DES GRANDES ROUTES.

Hon. M. Reid—Tableau des travaux qui seront exécutés en 1914-15—4343.

Pry-Bay—Quai de Henley—4390.

Québec—Cottages isolés pour maladies contagieuses et bâtiment de fumigation, etc. 4375.

Québec—Pavillon des immigrants sur la jetée Louise—4375.

Québec—Edifices publics—Améliorations—4371.

Récompenses pour secours aux naufragés, etc.—442.

Red-Deer—Edifice public—4383.

Règlement des réclamations du gouvernement du Nouveau-Brunswick re pêcheries—2486.

Règlements de la pêche aux phoques—enquête au sujet des réclamations—2484.

ROYALE GENDARMERIE A CHEVAL DU NORD-OUEST—DEPENSES CASUELLES—FRAIS DE ROUTE.

Le très hon. R. L. Borden—Pas d'expédition punitive—5151; faire comprendre aux tribus du nord que la sécurité des blancs doit être assurée—5151.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

SACKVILLE—EDIFICE PUBLIC.

Hon. M. Rogers—Coût sera de \$30,000—4371.

SAINTE-ADELAIDE DE PABOS—REPARATIONS AU BRISE-LAMES ET AMÉLIORATIONS AU QUAI.

Hon. M. Lemieux—Progrès du district dû en grande partie à la construction du chemin de fer Atlantic, Quebec and Western—5404; commerce de bois—5404; contribué à révolutionner cette partie de la Gaspésie—5404.

Saint-Germain de Kamouraska, quai—5404.

SALAIRES ET ALLOCATIONS AUX GARDIENS DE PHARES.

Hon. M. Hazen—Crédit actuel ne pourvoit à aucune augmentation générale—1222.

M. Carvell—Naufrage du "Cobequid"—1223; lumières fonctionnaient mal—1223.

Hon. M. Hazen—"Cobequid" s'est échoué sur rochers Trinité—1223; lumière du phare était allumée—1223; à cause de la tempête steamer n'a pas vu les signaux—1223; avait perdu sa course—1223; caractère pratique des cloches sous-marines—1224.

M. Law—Capitaine du "Cobequid" s'est trompé—1224; département est quelque peu à blâmer pour n'avoir pas eu la bouée en bon ordre sur les rochers de la Trinité—1224; lumière éteinte près d'un mois—1225; gouvernement devrait retenir un vapeur dans le port de Yarmouth en cas d'accidents—1225.

Hon. M. Hazen—Entre la frontière de l'état du Maine et de la côte de Gaspé nous avons 5,000 milles de littoral à surveiller—1226; peut se produire des dérangements d'une tournée à l'autre—1226; nombre de phares—1228.

Hon. M. Marçil (Bonaventure)—Gardien de phares destitués—1228; remplacés par des partisans politiques—1228.

M. Carroll—Injuste de renvoyer des employés d'expérience—1228; injustice pour le public—1229.

Hon. M. Hazen—Lorsqu'on sollicite des votes pour un parti politique ou met en jeu sa position—1831.

M. Sinclair—Tant que s'administrera pour des fins politiques le service d'aides de la navigation sur le littoral, il naîtra constamment de ces difficultés—1232; il est très fâcheux que des hommes d'expérience soient renvoyés pour des motifs futiles, et que l'on mette à leur place des gens qui n'entendent rien à la chose—1232.

Hon. M. Hazen—A mon sens, il est peu édifiant de voir des employés publics, occupant des places dans le service civil, prendre activement part à la politique de l'un ou de l'autre parti—1233.

Hon. M. Marçil (Bonaventure)—Une bonne partie de la population considère que ces révocations de fonctionnaires sont une cause de démoralisation—1234; le ministre devrait essayer d'y mettre fin, en donnant un avertissement aux employés du

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*SALAIRES ET ALLOCATIONS AUX GARDIENS DE PHARES—*Suite.*

Hon. M. Marçil (Bonaventure)—*Suite.*

gouvernement qu'ils ne doivent pas se mêler de politique s'ils veulent garder leurs emplois; mais qu'ils ne seront pas dérangés s'ils ne sortent pas de leurs attributions—1234.

M. Kyte—Fausses accusations d'ingérence politique—1236; révocations injustifiables—1237.

M. Schaffner—Destitutions dans l'Ouest par les libéraux—1238; gouvernement actuel a fait preuve de beaucoup de patience—1239.

M. Carvell—N'exige pas d'enquêtes—1240; le temps de faire connaître les griefs—1240.

M. Devitt Foster—Gouvernement n'a pas fait la moitié des révocations voulues dans plusieurs comtés—1240.

Hon. M. Oliver—Transformer les services de l'Etat en organisation politique—1243; orgie de népotisme—1243.

M. McKenzie—Aucun homme ne devrait recevoir de l'argent du peuple pour des services publics, quand en même temps il donne ses services à un parti ou à un autre—1245.

Hon. M. Hazen—Il y a eu 510 révocations à la marine ou 7 pour 100 par les conservateurs—1246; le nombre actuel d'employés est de 7,000—1246; les libéraux ont révoqué 420 employés sur 2,000 soit 16 pour cent—1246.

M. Sinclair—Conditions d'aujourd'hui ne sont pas celles de 1896—1250; réforme du service civil—1250; nominations d'après le mérite—1251.

M. Carvell—Partage des faveurs ministérielles de 1897 à 1911 dans Carleton, N.-B.—1255.

M. Bradbury—L'ancien gouvernement a adressé des lettres circulaires—1259; ne soient pas privés (employés civils) du droit de s'intéresser aux luttes politiques—1259.

M. Neely—Sous l'ancien gouvernement, des conservateurs ont gardé leur position, des hommes connus pour être conservateurs en politique et pour ne pas cacher leur opinion—1260.

SALLE D'EXERCICES DE PRINCE-RUPERT.

Hon. M. Rogers—Il existe présentement aucune salle d'exercices ou salle d'arsenal pour la compagnie des carabiniers du comté de Grey, stationnée à cet endroit—4385; vu que la ville grandit rapidement, il est tout probable que d'autres régiments seront formés prochainement—4385; il est entendu qu'un terrain convenable sera fourni—4385.

Saskatchewan et Alberta—Barrage du lac au Pigeon—5427.

Saskatchewan et Alberta—Améliorations de la rivière Saskatchewan—5427.

Sauvages—Colombie-Anglaise—Frais de la commission des terres de la Colombie-Anglaise—Soins du docteur J. A. J. McKen-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*SALLE D'EXERCICE DE PRINCE-RUPERT.
—*Suite.*

Hon. M. Rogers—*Suite.*

na, au cours de l'exercice 1914-1915, en sa qualité de commissaire—5399.

Sauvages—Manitoba, Saskatchewan, Alberta et territoires du Nord-Ouest—Dépenses générales et réparations de chemins—5399.

SERVICE MARITIME FLUVIAL—INSPECTION DES CHARGEMENTS DE BÉTAIL VIVANT.

Hon. M. Lemieux—Interdiction dont est frappé le bétail—796; une diffamation—796; mesure de protection pour les pâturages du nord de l'Irlande—796; rétablir l'excellente réputation dont jouissait le bétail canadien—796; demander au gouvernement anglais de lever l'interdiction—796.

M. Clark (Red-Deer)—Pendant le mois de novembre, 75,000 bestiaux ont pris le chemin du Sud—797; l'interdiction a été imposée de bonne foi—797.

M. Sinclair—Nous sommes mieux traités par les Etats-Unis que par l'Angleterre à ce propos—797.

M. J. J. Hughes—Si notre bétail n'est pas malade il faut que tout soit mis en œuvre pour faire disparaître l'interdiction—797.

Hon. M. Hazen—Le crédit est pour l'inspection des installations fournies à bord par les vapeurs—798; il ne s'agit que du bétail expédié au delà de l'Atlantique—798.

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL—SERVICE POSTAL D'HIVER.

Hon. M. Lemieux—Demande de permettre à un des vapeurs de l'Etat, de se rendre aux îles de la Madeleine—794; habitants des îles sont pendant plusieurs mois, privés de toute communication—794; en temps ordinaire un steamer peut parfaitement traverser aux îles de la Madeleine—795.

Hon. M. Hazen—Le "Stanley" a fait un voyage aux îles de la Madeleine—795; espérons qu'il pourra faire d'autres voyages—795; faisons tout notre possible pour maintenir les communications en aval de Québec—795.

Service entre le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, sur l'océan Pacifique—3080.

Service de vapeur entre Victoria et San-Francisco—3081.

SERVICE ENTRE LE BASSIN DE GASPE, DALHOUSIE OU CAMPBELLTON.

Hon. M. Marcil—Service sur la côte de Gaspé va de mal en pis—3084; le moment est venu pour l'administration de s'emparer de cette voie—3084; gouvernement devrait relier la péninsule gaspésienne à l'intercolonial par un pont entre Campbellton et Cross—3084; la baie des Chaleurs offre de grandes ressources, si le service du chemin de fer était amélioré, on pourrait, se passer entièrement du service des bateaux à vapeur pour le transport des marchandises—3084.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*SERVICE ENTRE LE BASSIN DE GASPE, DALHOUSIE OU CAMPBELLTON—*Suite.*

Hon. M. Marcil—*Suite.*

Service à vapeur entre Halifax et la côte ouest du Cap-Breton—3085.

Service à vapeur entre Halifax et Sherbrooke—3685.

Service à vapeur entre Kenora et Fort-Francis—3085.

Service à vapeur de l'ouverture à la clôture de la navigation en 1914, entre la terre ferme et les îles de la Madeleine—3085.

Service à vapeur entre Mulgrave et Guysborough, avec arrêts aux ports d'escale—3086.

Service de vapeurs—Pictou, Mulgrave, Chéticamp—3086.

Service à vapeur entre l'île Pelée et la terre ferme—3088.

Service à vapeur entre Pictou et Montague, avec arrêt à Murray-Harbour et Georgetown—3088.

Service de vapeurs entre Québec et Blanc-Sablon, etc.—3091.

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL—ENLEVEMENT DES OBSTACLES DANS LES EAUX NAVIGABLES.

Hon. M. Hazen—Pendant l'année on a enlevé six obstructions à la navigation—793; le naufrage du "Joliet" dans la rivière Sainte-Claire—793.

Hon. M. Marcil—Circulaire disant que les norvégiens s'accaparent du commerce du cabotage canadien—793; Canada est descendu du quatrième au onzième rang dans le commerce maritime mondial—793; aurait eu besoin d'autant de protection que celle accordée à d'autres industries—794.

Hon. M. Hazen—Question ne relève pas de la juridiction du département de la Marine et des Pêcheries—794; elle intéresse le ministère des Douanes—794.

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL—INSCRIPTION DES VAISSEAUX.

M. Sinclair—Lois se rattachant au commerce maritime sont trop rigoureuses—791; capitaines au cabotage ne sauraient dépasser certaine latitude dans leur navigation côtière—791; rien n'empêche de reculer la limite—791; capitaine caboteur ne peut prendre une cargaison pour l'Amérique du Sud—791; suggère que le 40e degré de latitude sud serait un bon point sur les deux côtes—792.

Hon. M. Hazen—L'intérêt de la marine demande certaines modifications de la loi—792.

Service de steamers entre le Canada et Cuba—3058.

Service de navires entre le Canada et Terre-Neuve—3059.

SERVICE RADIOTELEGRAPHIQUE—CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DE STATIONS RADIOTELEGRAPHIQUES.

Hon. M. Lemieux—Service inestimable de la télégraphie sans fil—5373; gouvernement

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

SERVICE RADIOTELEGRAPHIQUE—CONSTRUCTION ET ENTRETIEN DE STATIONS RADIOTELEGRAPHIQUES.—*Suite.*

Hon. M. Lemieux—*Suite.*

devrait faire installer le système Marconi à bord de tous ses vaisseaux—5373.

Hon. M. Hazen—Souviendrait de la suggestion en temps et lieu—5374.

Service de patrouille des pêcheries, pour pourvoir à la construction et nouveaux navires—5373.

SERVICE DES PROTECTIONS DES PÊCHERIES—ACHAT DE NOUVEAUX VAISSEAUX.

M. Sinclair—Acte de bravoure du capitaine Murdock du steamer "Dufferin" de Sherbrooke, N.-E.—5366; naufrage du steamer "City of Sydney"—5366; compte rendu d'un sauvetage—5366; récompense devrait être accordée—5367.

Hon. M. Hazen—Jamais cette affaire n'a été signalée au département—5367; ferai examiner la question pour savoir si l'on pourrait récompenser la bravoure de ces sauveteurs—5367.

Le très hon. R. L. Borden—La Royal Humane Society of Canada a été saisie des faits—5367.

M. Sinclair—Mort de Joseph Leblanc à bord du steamer "Canada"—5367; corps n'a pas été envoyé à la famille—5368.

Hon. M. Hazen—Texte de la correspondance échangée à ce sujet—5368; corps inhumé par le club des marins catholiques de Montréal—5369.

Hon. M. Lemieux—Affliction et deuil dans la Gaspésie—5371; terrible tempête sur le littoral—5371; lettre de M. E. J. Le Marquand—5371; vingt-cinq pêcheurs ont perdu la vie—5371; demandé au gouvernement d'alléger les pertes dans une certaine mesure—5371.

Hon. M. Hazen—Fera prendre des renseignements afin de m'assurer s'il est vrai que le service des signaux est en faute—5372; soumettrai demande de secours aux membres du cabinet—5372; les pertes de vie sont très nombreuses—5372.

M. Boulay—Certaines améliorations que l'on pourrait faire afin d'assurer la sécurité de la navigation dans le Saint-Laurent—5372; notes sur la navigation fluviale—5372; pour faire disparaître toute possibilité d'accidents—5373.

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL—ECOLES DE NAVIGATION.

Hon. M. Hazen—Préparer ceux qui désirent se livrer à la navigation—786; obtenir des certificats de maîtres et de contre-maîtres—786.

M. Maclean (Halifax)—Gouvernement ferait bien d'aider le Technical College à établir une école de navigation—786; école bien outillée à Halifax attirerait un plus grand nombre d'élèves que des écoles disséminées aux quatre coins de la province—786.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL—ECOLES DE NAVIGATION—*Suite.*

M. Sinclair—Adopter un système digne du peuple canadien—787; l'école de navigation du Technical College devrait avoir les succursales le long du littoral—787.

Hon. M. Marcil (Bonaventure)—Suggerais d'établir une école de navigation à la baie des Chaleurs—787; pendant les longs mois d'hiver il y a peu à faire pour les jeunes gens—787; plusieurs passent aux Etats-Unis et trop souvent ils sont perdus pour le Canada—787; cours qui durerait un mois à différents endroits—787; ministre aurait l'appui général—788.

Hon. M. Hazen—Endroits où les cours ont été tenus—789; nombre total de leçons, 155—789; nombre d'élèves, 1,695—789.

M. Turgeon—Favoriserais la création d'écoles dans chacun des comtés de la côte nord du Nouveau-Brunswick et la baie des Chaleurs—789.

Hon. M. Hazen—Notre règle de conduite—789; envoyer les examinateurs sur des points déterminés—789; se rendre à l'endroit le plus central—789.

Hon. M. Lemieux—Décentraliser autant que faire se peut, les écoles de navigation—790; jeunes gens ne sont guère à l'aise—790; quand il leur faut faire une certaine distance pour se rendre au concours, ils quittent la marine—790; paroisses se dépeuplent de jeunes gens—790; on les retrouve dans la marine des Etats-Unis—790; presque plus de capitaines au long cours—790; jeunes gens, fils de marins n'ont pas reçu d'encouragement—790; on a négligé de leur faciliter l'étude de leur carrière—790.

Service météorologique—1272.

Service de goélette entre Pictou, New-Glasgow et les ports du comté d'Antigonish et Mulgrave—5231.

Service à vapeur d'hiver entre Saint-Jean, Halifax et Londres—5231.

Service à vapeur entre Halifax et Sory-Bay et les ports du Cap-Breton—5231.

Service à la vapeur entre Saint-Jean, Westport, Yarmouth et autres ports d'escales—5229.

Service à la vapeur entre Petit-de-Grat et le terminus de l'Intercolonial à Mulgrave—5229.

Service à la vapeur entre Halifax et la côte ouest du Cap-Breton avec arrêts aux ports d'escale—5229.

Service à la vapeur entre Saint-Jean, Digby, Annapolis et Granville, c'est-à-dire le long de la côte ouest du bassin d'Annapolis—5228.

Service à la vapeur entre l'île Pelée et la terre ferme—5228.

SERVICE MARITIME ET POSTAL ENTRE LE CANADA ET LA GRANDE-BRETAGNE.

M. Maclean (Halifax)—Contrat pour service atlantique postal—5233; ports utili-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—Suite.

SERVICE MARITIME ET POSTAL ENTRE LE CANADA ET LA GRANDE-BRETAGNE—Suite.

M. Maclean (Halifax)—Suite.

sés par les paquebots-postes—5223; était entendu que les compagnies de steamers posséderaient le pouvoir absolu de choisir le port de débarcadère et d'embarcadère des matières postales—5233; désappointement à Halifax—5233; depuis trente-six ans les matières postales sont livrées à Halifax—5233; on dit que ce port va être abandonné—5233; il est devenu évident que, après le choix fait du port d'Halifax par les compagnies contractantes, des influences énormes et une influence considérable seraient exercées auprès du gouvernement pour induire quelques-unes des compagnies à adopter le port de Saint-Jean comme embarcadère et débarcadère des matières postales—5233; à cause de cette ingérence, la compagnie Canadian-Northern, en particulier, s'est vue obligée d'abandonner le port d'Halifax dont elle se servait depuis nombre d'années, pour aller à Saint-Jean—5233; si les expéditions s'étaient faites rapidement d'Halifax, les résultats auraient été plus en faveur encore d'Halifax qu'on ne le fait voir—5234.

M. McCurdy—Le transport des dépêches a été fait l'hiver dernier par des vaisseaux que l'on n'aurait pas dû employer pour l'exécution d'une semblable entreprise—5236; c'était de vieux et lourds navires, dont les noms sont mieux connus de nos pères que de nous—5236.

Hon. M. Hazen—Ceux qui s'intéressent au progrès de Saint-Jean depuis nombre d'années prétendent que l'expédition du courrier à partance ou à destination du Canada se fait tout aussi rapidement en passant par Saint-Jean que par aucun autre port des Provinces maritimes—5237; je ne vois aucun inconvénient à permettre aux adjudicataires de choisir à leur guise le port de partance—5237; cette proposition me paraît juste, juste pour Halifax et juste pour Saint-Jean, car les transporteurs du courrier seront nécessairement influencés par leur connaissance des avantages que présentent ces ports et des installations que possède chacun d'eux pour la manipulation et le transport rapide des effets postaux à travers le Canada—5237.

Hon. M. Pugsley—Les deux ports, Halifax et Saint-Jean, présentent des avantages—5240; pas désirable et c'est contre l'intérêt public que ces sentiments de jalousie continuent à exister entre les deux villes, que les citoyens de Saint-Jean et d'Halifax ne sachent à quoi s'en tenir—5240; si la question du choix d'un port terminus est laissée au bon plaisir des compagnies transatlantiques, elles chercheront, tout comme elles le font à l'heure actuelle, à amuser les deux ports à se faire concurrence—5240; si les paquebots rapides sont pour recevoir une subvention afin de donner un service d'hiver, on devrait stipuler que trois d'entre eux feront leur terminus du port de Saint-Jean

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—Suite.

SERVICE MARITIME ET POSTAL ENTRE LE CANADA ET LA GRANDE-BRETAGNE—Suite.

Hon. M. Pugsley—Suite.

et les trois autres iront à Halifax—5240; cela ferait deux voyages par semaine, alors, que l'on divise également le service entre Saint-Jean et Halifax—5240.

Hon. M. Pelletier—Faits concernant le service postal océanique—5249; quelques-uns des navires de New-York sont plus rapides que les nôtres, mais la distance que les steamers canadiens ont à franchir est plus courte—5249; nous pouvons soutenir sans crainte la concurrence de nos rivaux de New-York, et expédier notre courrier à Liverpool ou à Bristol aussi promptement que par le service de New-York—5249; j'ai déjà déclaré que les deux ports Halifax et Saint-Jean, seraient jugés d'après leurs avantages respectifs et que les entrepreneurs auraient à choisir entre les deux—5250; cela, je ne puis que le répéter aujourd'hui, et le gouvernement fera montre d'impartialité à l'égard des deux ports—5250.

Sir Wilfrid Laurier—J'ai une grande confiance en la route canadienne, et je crois que l'avenir prouvera que la route du Saint-Laurent est plus sûre que toute autre, et qu'elle deviendra à la longue la plus populaire—5252.

Le très hon. R. L. Borden—Rivalité naturelle entre les ports d'Halifax et de Saint-Jean—5252; dans le contrat postal nous n'avons favorisé ni un port ni l'autre, mais nous avons laissé la décision aux compagnies de navigation—5252; nécessité de maintenir de toutes façons la route canadienne—5253.

Hon. M. Lemieux—Nouveau contrat entre le gouvernement et les compagnies de navigation—5253; un geste théâtral—5253; événements ont donné raison à mes appréhensions—5253; question qui jette un grand jour sur l'affaire—5253; transport du courrier entre le Canada et la Grande-Bretagne est une disgrâce pour les deux gouvernements—5253; avons fréquemment vidé la coupe des humiliations depuis que l'administration nouvelle a pris le pouvoir—5254; plaintes dans le "Times"—5254.

Hon. M. Pelletier—Certains articles du "Times" sont rédigés par des personnes qui font leur possible pour trouver le service en défaut—5254; ces gens publient autant de lettres qu'ils le peuvent, cherchant à porter un coup droit au service postal canadien, parce qu'ils veulent l'acquiescer à leur propre usage; ils veulent avoir l'entreprise de ces transports postaux—5254—je veux, que tout le peuple sache que si l'ancienne administration payait \$600,000 pour le service, la majeure partie de nos courriers passaient par New-York, port étranger—5255; et qu'à l'heure actuelle nous ne payons que \$400,000 de plus et nos courriers sont expédiés en majeure partie par les paquebots canadiens—5255.

Hon. M. Oliver—Service, même en payant \$400,000 de plus, n'a été ni aussi rapide ni

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*SERVICE MARITIME ET POSTAL ENTRE LE CANADA ET LA GRANDE-BRETAGNE—*Fin.*

Hon. M. Oliver—*Suite.*

aussi sûr qu'auparavant—5256; il convient d'améliorer ce service—5258.

M. Bickerdike—Il est temps que les steamers allant vers l'est cessent de débarquer leurs pilotes au même endroit où ceux qui vont vers l'ouest prennent les leurs—5258; faut prévenir à tout prix les pertes de vies—5258; s'il eut existé un règlement obligeant les steamers qui descendent le fleuve à débarquer leurs pilotes à Rimouski, et ceux qui le remontent, à prendre les leurs sur la rive nord, on aurait évité le terrible naufrage de l' "Empress of Ireland"—5258.

Hon. M. Foster—Etablir une ligne de bateaux-marchands pour le poisson des Provinces maritimes—5259; difficultés à résoudre—5259.

M. Sinclair—Les meilleures pêches de l'Atlantique—5260; dans le voisinage de Canso—5260; ligne de bateaux pour porter le poisson à Boston et à New-York—5260.

M. McKenzie—Un seul navire sert un littoral de 150 à 175 milles—5260; impossible de satisfaire à autant de besogne—5260.

Service à la vapeur depuis l'ouverture jusqu'à la clôture de la navigation en 1914, entre Port-Mulgrave, Saint-Pierre, Irish-Cove et Marble-Mountain et autres ports sur les lacs Bras-d'Or—5228.

Service à la vapeur sur la rivière Petitcodiac, entre Moncton et les ports intermédiaires et un ou plusieurs ports de la côte occidentale du comté de Cumberland—5227.

SERVICE NAVAL—ENTRETIEN ET MAINTIEN DES NAVIRES, COLLEGE NAVAL ET BASSIN DE RADOUB A HALIFAX ET A ESQUIMALT.

Hon. M. Hazen—Renseignements sur le collège naval—5335; cours d'études est de trois ans au lieu de deux—5335; cours comprend études techniques et autres—5335; réserve navale de volontaires—5336; hommes seront appelés à faire huit services—5337; grandes lignes du projet—5337; on évalue à \$200,000 la somme à dépenser pour ce service—5337; solde des officiers sera la même que celle de la marine canadienne—5337.

Sir Wilfrid Laurier—Ecoles navales sur les grands lacs—5338; traité de 1817—5338; limite les armements sur les lacs—5338; maintenir régime en vigueur depuis cent ans—5338.

Hon. M. Hazen—Le Canada a toujours protesté contre l'établissement de vaisseaux-écoles ou la présence de navires de guerre étrangers sur les grands lacs—5339; ce n'est pas notre intention d'avoir nous-mêmes de ces navires de guerre ou vaisseaux-écoles—5339; la force volontaire

65613—17

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*SERVICE NAVAL—*Suite.*

Hon. M. Hazen—*Suite.*

navale sera à des endroits comme Toronto et autres points sur les lacs—5339.

Sir Wilfrid Laurier—Enorme enjambée depuis l'élection de 1911—5339; loi du service navale reste en vigueur—5340; dressons des hommes en vue d'équiper notre marine canadienne—5340; le "Niobé" et la "Rainbow"—5340; revenus au point où nous étions il y a trois ans—5340; conservateurs ont changé d'opinion, et nous avons maintenant ce que nous n'avions jamais prévu—5341; le Canada devient une station d'instruction pour la marine impériale—5341.

Hon. M. Lemieux—Exposer clairement la situation—5341; attaques qui furent dirigées contre la loi du service naval du Canada—5341; politique séparatiste—5341; décret "Ne Temere"—5341; ruine des déposants de la Farmers Bank—5341; annexer le Canada aux Etats-Unis—5341; l'agent du Pape—5341; l'élection partielle dans Drummond et Arthabaska—5341; conservateurs devaient rappeler la loi navale—5341; politique du parti libéral, politique essentiellement canadienne et patriotique—5342; parti conservateur veut enlever nos jeunes gens servir dans la marine royale—5343; contraste entre la politique libérale et conservatrice—5343.

M. Clark (Red-Deer)—Envisager les questions de politique étrangère à un point de vue exempt d'esprit de parti dans les intérêts communs de ce pays et de l'empire britannique—5345; noyau d'une politique convenable pour le Canada—5345; courage moral pour reculer d'une fausse position—5345.

Le très hon. R. L. Borden—Appréciation exacte des conditions auxquelles l'empire avait à faire face—5347; nécessités de la défense commune—5347; l'autonomie du Canada—5347; la proposition actuelle est due à ce que, des différentes parties du Canada, on nous a demandé de permettre à nos jeunes gens d'acquiescer une certaine instruction navale, tout comme on leur permet d'acquiescer une certaine instruction militaire—5347; gouvernement a cru sage de leur fournir cette occasion—5347; quiconque prend du service dans la marine sait ce qu'il fait et il sait aussi ce qu'il aurait à faire, si la guerre éclatait—5348.

Hon. M. Graham—L'attitude du gouvernement—5349; l'abolition de la loi navale—5349; gouvernement n'ose pas l'abolir—5349; la seule politique digne des citoyens du Dominion du Canada et digne de ce dernier—5349.

Hon. M. Pelletier—Contraste chez les libéraux—5351; dernier programme de sir Wilfrid Laurier—5352; proposition absurde—5352; notre programme naval a été approuvé par le peuple—5352; avons répondu à l'appel des jeunes gens—5352;

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*SERVICE NAVAL—*Suite.*

Hon. M. Pelletier—*Suite.*

permettre de s'entraîner comme marins—5353.

M. Robb—Dans l'élection de Châteauguay les conservateurs n'ont soutenu aucune politique navale permanente—5354.

M. Lapointe (Kamouraska)—Spectacle d'un intérêt exceptionnel—5354; ordre en conseil à l'étude va beaucoup plus loin que la loi navale de 1910—5355; l'attitude que nous avons prise—5355; si nous devons dépenser de l'argent, que ce soit à l'établissement d'une marine canadienne—5355.

Hon. M. Bureau—Fausses déclarations—5357; peuple a été berné en 1911—5358; ce qui convient au Canada—5358.

M. Lafortune—Campagne de M. Bourassa dans Québec—5359; question de la marine—5359; ordre en conseil il y a 5300 faire du service militaire en dehors du Canada—5360; faudrait un referendum—5360.

M. Boulay—Création d'une force volontaire de la marine—5363; nous demandons encore le rappel de la loi navale de 1910—5363; déclaration ministérielle nous a pleinement satisfaits—5363.

M. Lanctôt—Si on ne veut pas continuer la politique de l'ancien gouvernement, je ne vois pas la nécessité de former des marins pour les envoyer en Angleterre—5364; mon programme est: pas de marine ni de contribution pour plusieurs années à venir, parce que nous n'avons pas les moyens de le faire—5364.

M. Morris—N'ai jamais abandonné le parti conservateur—5366; mon élection a prouvé au pays que cette politique était la seule qui fut acceptée par le peuple du Canada, sans distinction de race—5366.

SHEDIAC—EDIFICE PUBLIC.

Hon. M. Rogers—Coût \$30,000—4371.

SOCIETE ROYALE DU CANADA.

Hon. M. Lemieux—Réserver suite de pièces dans un nouvel édifice pour la société royale du Canada—5458; société fondée par le marquis de Lorne—5458; partie des dépenses ont été mises à la charge du gouvernement—5458; société sous le patronage de l'Etat—5458.

Hon. M. Rogers—Nous réservons pour la société royale une pièce dans le musée—5458.

SOMME AFFECTEE AU COMITE TECHNIQUE CHARGE D'ETUDIER LES QUESTIONS SE RATTACHANT AU NIVEAU DU LAC DES BOIS.

Le très hon. R. L. Borden—Rapport d'une commission mixte internationale—5149.

South-Lake, Lukvalt—Jetée—5424.

Saint-Laurent—Edifice public—5423.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*SOMME AFFECTEE AU COMITE TECHNIQUE CHARGE D'ETUDIER LES QUESTIONS SE RATTACHANT AU NIVEAU DU LAC DES BOIS—*Suite.*

Le très hon. R. L. Borden—*Suite.*

Stations agronomiques—Salle de maturation pour le tabac—2484.

Station de quarantaine de la Grosse-Ile—Nouveau bâtiment—4371.

SUBVENTION AFIN DE DEFRAIER LE COUT DE L'ORGANISATION PRELIMINAIRE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DU CENTENAIRE DE LA PAIX.

Le très R. L. Borden—Association organisée en 1912—5148; projet a pris naissance aux Etats-Unis—5148; ceux qui composent la commission—5149; grandes lignes des fêtes commémoratives du centenaire—5149.

Subvention pour défrayer les dépenses de la conférence de la presse impériale, en 1914—5148.

SUBVENTION POUR DEFRAIER LES DEPENSES DU JUBILE ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION RELATIVE A LA CONFEDERATION CANADIENNE, A CHARLOTTETOWN.

Le très hon. R. L. Borden—Commémorer cet événement historique—5148.

SUBVENTIONS POSTALES ET MARITIMES—SERVICE DE VAPEURS ENTRE LE CANADA ET LES ANTILLES.

Hon. M. Foster—La Royal Mail Steamship Compagnie fait le service avec les Antilles—1002; service bi-mensuel—1002; navires conformes à la description donnée dans le contrat—1002; filant onze nœuds à l'heure—1002.

M. Maclean (Halifax)—Préférée que l'on fit des arrangements avec Pickford et Black, d'Halifax—1003; pionniers du service entre le Canada et les Antilles—1003; commerce n'autorisait pas la création d'un service de vapeurs comme celui demandé—1004; traité Pickford et Black était de \$100,000—1004; traité actuel \$340,666—1004; service actuel ne justifie pas la majoration de la subvention—1005.

Hon. M. Foster—Notre commerce avec les Antilles augmente d'une manière satisfaisante—1007; le service de paquebots et le tarif de faveur sont deux facteurs importants—1007.

SUBVENTIONS POSTALES ET MARITIMES—CANADA, CHINE ET JAPON.

Hon. M. Foster—Durant plusieurs années nous avons eu un service entre la partie occidentale du Canada et la Chine et le Japon, d'après une convention arrêtée avec la compagnie de chemin de fer et de navigation du Canadien du Pacifique—5223; service britannique avec la coopération du Canada—5224; service transpacifique prend un nouvel aspect—5224; d'après une nouvelle entente, toutes les

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*SUBVENTIONS POSTALES ET MARITIMES—CANADA, CHINE ET JAPON—*Suite.*

Hon. M. Foster—*Suite.*

recettes provenant du transport des objets de correspondance feront partie des revenus du Canada et ne prendront plus la route du trésor de la Grande-Bretagne, ainsi qu'elles faisaient d'après l'ancienne entente—5224.

Sir Wilfrid Laurier—Jusqu'à présent, nous n'avons pas effectué notre part du service du courrier entre la Chine et l'Angleterre parce que le service par voie de la péninsule et de l'Orient est plus rapide que le nôtre—5224; il existera bientôt un service rapide entre le Canada et l'Asie par voie de Prince-Rupert—5225.

Subventions postales et aux paquebots—Service entre le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande—3055.

Subventions pour le transport du courrier entre le Canada et l'Angleterre—3058.

Sydney—Mines—Améliorations édifices publics—1999.

Tanger—Prolongement du quai—4391.

Terres fédérales et parcs—Dépenses au sujet des enquêtes et rapport—2484.

TERRES FEDERALES ET PARCS—TRAITEMENTS DU SERVICE EXTERIEUR

Hon. M. Graham—Agents des terres prennent part aux élections—1923; influence considérable sur les électeurs—1923; important qu'ils s'occupent de leurs affaires et non de celles d'un parti politique—1923.

Hon. M. Roche—Réprouve absolument toute participation active de nos employés à des élections—1923.

M. Douglas—Un inspecteur de homesteads du district de la Rivière-à-la-Pluie a publiquement pris la parole dans plusieurs assemblées, faisant tout ce qu'il pouvait pour assurer l'élection du candidat conservateur—1924; sous le régime précédent, il n'était permis à aucun employé du ministère de l'Intérieur de prendre part à une élection, ou provinciale ou fédérale—1924.

M. White (Victoria, Alberta)—J'ai reçu des plaintes de plusieurs colons qui déclarent que chaque fois qu'il s'est élevé quelques difficultés, ils ont toujours eu le dessous, parce qu'ils n'ont pas appuyé la candidature de l'inspecteur à la dernière élection—1925.

Hon. M. Graham—La situation tire sa gravité du fait que cet homme a été réinstallé dans ses fonctions dans la région même où il a été candidat et il peut encore le devenir, de sorte que les gens, parmi lesquels il remplit des fonctions officielles et dont il peut solliciter les suffrages, à un moment donné, sont pour bien dire en son pouvoir—1926.

Hon. M. Roche—N'ai reçu ni réclamations ni plaintes dans le sens indiqué—1926; je ne manquerais pas de soumettre l'affaire à une enquête, si on portait pareilles

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*TERRES FEDERALES ET PARCS—TRAITEMENTS DU SERVICE EXTERIEUR—*Suite.*

Hon. M. Roche—*Suite.*

accusations contre un fonctionnaire de mon ministère—1927.

M. Levi Thomson—Avons le droit de savoir si le gouvernement entend maintenir à leurs postes des candidats malheureux—1927.

M. Knowles—Le homestead Beaubien près de Gravelbourg—1930; droits révoqués—1930; Beaubien fut rétabli dans ses droits—1930; fausses déclarations—1930.

Hon. M. Roche—Résumé de l'affaire Beaubien—1931; il eut fallu de graves raisons pour lui enlever sa ferme—1932; le département fit ce qu'il croyait juste—1932.

Hon. M. Rogers—Façon dont les fonctionnaires ont été traités par le gouvernement Scott—1935; mis en état d'arrestation—1935; magistrat libéral—1935; le cas de M. Shields—1935; exposé de l'affaire—1935; on n'avait rien à lui reprocher—1936; le cas de M. Maclaren—1937; déclaration de M. Smyth concernant la manière dont il fut traité—1938; preuve claire et distincte que ces inspecteurs de homesteads ne pouvaient pas montrer qu'ils faisaient le service pour lequel on les avait engagés, celui de recevoir les demandes des homesteaders des diverses parties de la Saskatchewan, parce que, nous n'avons dans la province de Saskatchewan, ni loi, ni justice sous aucune forme—1938.

M. Neely—Déclaration au sujet de M. Glen Campbell—1942; accusation grave contre ce fonctionnaire—1942; esprit de parti détruit—1942; le cas de M. Arthur Smyth—1943.

Hon. M. Roche—Lettre de Glen Campbell—1945; jamais pris part à une assemblée politique en partisan—1945; accusation lâche—1946; texte de plusieurs affidavits—1946.

Hon. M. Meighen—Coupable d'une grande injustice envers M. Campbell—1951; accusation portée sur un simple affidavit signé par un métis—1951; document mensonger—1951; réparation à M. Glen Campbell—1952.

Hon. M. Oliver—Lorsque ce gouvernement vint au pouvoir, l'un de ses premiers actes fut de renvoyer presque en masse les fonctionnaires proposés aux terres fédérales, et au service du gouvernement précédent, et de mettre à leurs places des partisans politiques bien reconnus—1954.

Terres fédérales et parcs—Dépenses casuelles—4328.

Terres fédérales et parcs—Enquête sur les chutes d'eau—4330.

THE WHARFS—BRISE-LAMES.

Hon. M. Rogers—Propose que l'item soit retranché—4391; le travail est fini—4391; adopte—4391.

Tignish—Edifice public—2001.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

TRADUCTEUR ADDITIONNEL AU SERVICE DES DEBATS.

Hon. M. Lemieux—Comité des débats a perdu tous ses pouvoirs—5459; autrefois les traducteurs étaient choisis par le comité—5459; harsard français n'est pas ce qu'il devrait être—5459; il y manque une tête dirigeante—5459; nomination de M. Trudel comme chef—5459; M. Lucien LaSalle, le doyen d'âge du service—5459.

M. l'Orateur—M. Trudel est le mieux qualifié—5460; aucune plainte quelconque concernant la traduction—5460; observations relatives au comité des débats—5460; le personnel de la traduction des débats depuis qu'il a été réorganisé a remarquablement bien travaillé—5460.

TRANSCONTINENTAL NATIONAL—CONSTRUCTION.

Hon. M. Reid—Aucun préparatif n'a été fait pour l'exploitation de la ligne entre Québec et Moncton—4635; quand la ligne sera terminée, le Grand-Tronc-Pacifique aura droit le premier à prendre remise de la ligne et à l'exploiter s'il le désire—4635; s'il ne veut pas accepter cette partie, on fera des arrangements pour que la ligne soit exploitée entre Québec et Moncton jusqu'à ce que le Grand-Tronc-Pacifique soit prêt à prendre toute la ligne—4635.

M. Carvell—Exploitation de la ligne entre Edmundston et Moncton—4635; sévérité des règlements relatifs au transport de petite vitesse—4636; difficulté réside dans le fait que la ligne est exploitée comme étant une entreprise locale—4636.

M. McCrea—Section de la ligne exploitée par le Québec-Central est à peu près terminée—4636; comme cette ligne est achevée sur plus de 100 milles, le gouvernement pourrait s'arranger de façon à ce que le Grand-Tronc-Pacifique prenne la ligne et l'exploite comme une partie de son nouveau réseau en nous donnant des tarifs d'entier parcours—4637; de grandes quantités de bois sont prêtes à être expédiées, le long de cette partie du chemin, et les taux actuels causent des torts considérables—4637.

Hon. M. Reid—Le gouvernement n'a pas le pouvoir d'exiger les entrepreneurs à transporter les marchandises à tel ou tel prix—4637.

M. Michaud—Il est incontestable qu'il nous faudrait un meilleur service entre Moncton et Edmundston et entre Edmundston et Saint-Éleuthère—4637; il y a de grandes quantités de bois sur le parcours entre Edmundston et Saint-Éleuthère, et ce bois fournirait un trafic considérable—4637.

Sir Wilfrid Laurier—Partie entre Cochrane et Winnipeg sera finie au mois de septembre—4639; partie entre Cochrane et Québec vers le mois de novembre—4639; pas encore commencé à établir les facilités terminales dans la ville de Québec—4639; gare du marché Champlain pas encore commencé—4639; marché a été con-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*TRANSCONTINENTAL NATIONAL—CONSTRUCTION—*Suite.*

Sir Wilfrid Laurier—*Suite.*

clu, à l'insu du Grand-Tronc, pour la construction d'une gare qui servira à la fois au chemin de fer Pacifique-Canadien et au Transcontinental national—4639; gouvernement a établi les ateliers à huit milles de distance avec la voie principale et sans raccordement avec cette dernière—4639.

Hon. M. Pugsley—Rien n'a été fait depuis la dernière session dans le but de permettre au Grand-Tronc-Pacifique d'exploiter la partie du chemin qu'on a parachevée au Nouveau-Brunswick—4639; n'a tenu aucun compte des dispositions du statut se rapportant à cette affaire—4640.

Hon. M. Reid—Le Grand-Tronc-Pacifique n'est pas anxieux d'exploiter cette partie du réseau, tant que celui-ci ne sera pas parachevé entre Québec et Moncton—4641; si le Grand-Tronc-Pacifique ne veut pas s'en charger, il appartient au gouvernement de prendre quelque moyen d'en assurer l'exploitation—4643.

M. Gauvreau—Proteste contre l'idée de mettre la partie d'Edmundston à Lévis aux mains du chemin de fer Intercolonial—4644; fatigués d'entendre parler de M. Gutelius—4644; sur mon honneur de député, je déclare qu'il est impossible d'empêcher les gens de croire que M. Gutelius est payé par le Pacifique-Canadien, sur des fonds spéciaux, pour travailler dans l'intérêt de cette compagnie—4644; le gouvernement et non M. Gutelius devrait voir à l'exploitation de cette ligne—4645.

Hon. M. Pelletier—Bruit qui devrait être condamné—4645; M. Gutelius n'est pas un américain—4645; renseigné en matière de chemins de fer—4645; M. Gutelius a pris les intérêts du ministre des Postes, il a défendu les intérêts du pays—4646; il a combattu pour le ministre des Postes et contre la compagnie du Pacifique-Canadien—4646; M. Gutelius est calomnié pour des fins politiques—4646.

TRANSCONTINENTAL — EXPLOITATION DU CHEMIN DE MONCTON A LEVIS.

Hon. M. Reid—Achat du chemin de fer à partir du viaduc jusqu'aux usines de Saint-Malo—5155; instructions au major Léonard—5155; convention conclue avec le Pacifique-Canadien—5156; usage commun des terminus à Québec—5156; aurons tenu tout ce qui a été promis à la ville de Québec—5156.

Sir Wilfrid Laurier—Beaucoup à faire avant d'établir des communications autour du port—5156; communications entre les ateliers et la gare commune—5156; pas de communications entre le marché Champlain et le Pacifique-Canadien—5156; dans cette affaire une négligence impardonnable—5156.

M. Gauvreau—Nouvelles facilités à Rivière-du-Loup—5157; économie de \$15,000 par

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*TRANSCONTINENTAL — EXPLOITATION
DU CHEMIN DE MONCTON A LEVIS
—*Suite.*

M. Gauvreau—*Suite.*

an en déchargeant le charbon à la Rivière-du-Loup au lieu de Lévis—5157.

Hon. M. Pelletier—Je serai très heureux de voir entreprendre ces travaux non seulement dans l'intérêt de la Rivière-du-Loup, qui en a très grand besoin, mais dans l'intérêt du pays en général—5159; le Transcontinental à Québec—5161; nous avons préparé des plans pour une gare centrale au Palais, et aussi pour une gare plus petite, et locale, au marché Champlain—5162; au lieu d'une gare, comme le voulait l'ancien gouvernement, le Transcontinental aura deux gares à Québec—5162; grande gare pour les voyageurs et les marchandises au Palais, et une gare plus petite pour les voyageurs et les marchandises au marché Champlain—5162.

M. Guthrie—Canal de la vallée de Trent—5162; rapport de la commission d'enquête est injuste—5162; but était de dénigrer l'ancien gouvernement—5163; commissaire était chargé de faire une enquête sur les explosifs—5163; seules irrégularités découvertes se sont produites sous le régime actuel—5163; conclusions du rapport—5164; extraordinaire déclaration—5164; témoins importants n'ont pas été interrogés—5164; au sujet de Melle Carr—5165; il n'y a pas eu de fraude—5165.

Hon. M. Reid—Elle était à l'emploi d'une société de Peterborough-ouest et la seule preuve que nous ayons, c'est que Mlle Carr a reçu des chèques, les a endossés "A. Carr" et les a remis à la compagnie dont elle était l'employée et que c'est cette compagnie qui a touché l'argent—5166.

M. Guthrie—Rapport Ferguson n'est pas conforme aux faits—5167; méchanceté préméditée—5167; texte des affidavits W. Hewitt—5168; de S. Clegg—5169; de A. A. Hollingshead—5170; déclaration de M. McClellan, surintendant du canal—5172; autres affidavits de E. S. Clarry—5173; de W. S. Davidson—5173; de R. R. Hall—5173; la décision est basée sur le témoignage d'un homme fourbe et malhonnête—5177.

Hon. M. Hughes—Achat d'explosifs pour le canal—5178; mode de comptabilité défectueux—5179; dans la grande majorité des cas le gouvernement en a eu pour son argent—5179.

Hon. M. Reid—Injuste de payer des comptes en inscrivant les noms des fournisseurs sur le bordereau officiel comme étant ceux de journaliers ayant travaillé pendant tant de jours, et que les fournisseurs ont bien fait de signer le reçu—5179; tromper le ministère—5180; regrette que le nom de plusieurs personnes marquantes de Peterborough et Victoria ait été signalé au rapport, mais je ne vois pas du tout comment le commissaire aurait pu agir autrement s'il était d'intérêt public que l'enquête fût poussée à fond—5182; le rapport aura de bons ré-

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*TRANSCONTINENTAL — EXPLOITATION
DU CHEMIN DE MONCTON A LEVIS
—*Fin.*

Hon. M. Reid—*Suite.*

sultats non seulement par rapport au canal de la Trent, mais à l'endroit de tous les autres canaux du Dominion—5182.

M. Bunnham—On voulait exploiter avec succès un système de fraudes—5182; ce qui s'est passé—5182; ce qui ressort de l'enquête—5183.

Hon. M. Graham—On s'éloigne du principe qui gouverne la constitution des commissions royales—5184; la commission royale devait être un tribunal judiciaire pour découvrir les faits réels d'une question—5184; sous le régime actuel nous avons vu nommer à titre de commissaires royaux les plus acharnés partisans, qui sont sujets à faire des rapports que les faits ne justifient pas toujours—5184; dans le cas actuel les témoignages contredisent le rapport—5185.

Travaux hydrographiques y compris l'étude de la baie d'Hudson—5373.

Travaux publics imputables sur le revenu—Ottawa, édifices administratifs—Aménagements, etc.—4377.

Travaux publics—Divers—5421.

TRAVAUX PUBLICS—PORTS ET RIVIERES, QUEBEC.

M. Wilson (Laval)—Désire savoir si l'on doit faire du dragage dans la rivière des Prairies—5425.

Hon. M. Rogers—Je ne suis pas prêt à admettre définitivement qu'il serait désirable que l'on fasse exécuter des travaux dans la rivière des Prairies, cet été—5425; nous avons nommé une commission afin d'étudier encore le projet de construire le canal de la baie Georgienne—5425; cette partie de la rivière des Prairies fera indubitablement partie du tracé que l'on fera, du moment que l'entreprise sera décidée—5425.

TRAVAUX PUBLICS—DIVERS.

M. McKenzie—Quelques mots des enquêtes tenues en vertu de la loi sur les enquêtes—5428; dans la Nouvelle-Ecosse—5428; commissaire Duchemin particulièrement actif—5429; honoraires \$15 par jour—5429; six comptes pour le même jour—5429; gouvernement devrait faire une enquête—5429.

Hon. M. Rogers—Si des comptes de ce genre ont été payés, la faute en est pas au gouvernement mais à l'auditeur général—5430.

M. Wm. Chisholm—Dans Antigonish Duchemin a fait dix enquêtes en cinq jours et a reçu \$210 au lieu de \$105—5430.

M. MacNutt—Dépense de deniers publics à Melville, Saskatchewan—5431; besoin d'un édifice public—5431; centre d'affaires important—5432; bureau de poste ne répond plus aux besoins de la population—5432.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*TRAVAUX PUBLICS—DIVERS—*Suite.*

Hon. M. Rogers—Efforçons de faire disparaître les omissions dans la liste des édifices publics—5432.

Travaux publics—Annexe à l'édifice du Parlement—1607.

Travaux publics—Observatoire astronomique à Ottawa—1607.

Traitements et dépenses casuelles dépendant de la loi des mesureurs de bois—933.

Travaux publics—Ports et rivières de l'Ontario—5426.

Travaux publics—Ottawa—Edifice de l'est—5422.

TRAVAUX PUBLICS—CHENAL DES NAVIRES, FLEUVE SAINT-LAURENT.

Hon. M. Lemieux—Commission chargée d'étudier la question de l'eau du Saint-Laurent entre Montréal et Québec et de faire rapport—1023; expéditeurs et le peuple ont exprimé une certaine anxiété au sujet de l'abaissement du niveau de l'eau dans le port de Montréal et dans le chenal entre Montréal et Québec—1023; imputé cet abaissement aux travaux de dragage—1023; quelle est la nature des travaux exécutés—1023; leur coût—1023; si la commission a fait un rapport—1923; port de Montréal revêt une importance primordiale pour le pays—1023; devenu le port national du Canada—1023; chiffres intéressants fournis par le Board of Trade de Montréal—1023; nécessité de maintenir un chenal aussi profond que possible—1023; s'agit du problème général des moyens de transport au Canada—1023; question des taux d'assurance—1023; notre commerce est affecté par les taux d'assurance trop élevés—1023; venir à une entente avec nos expéditeurs—1023; subventionner un Lloyds canadien—1023.

Hon. M. Foster—J'ai déjà dit qu'il appartenait aux expéditeurs concernés d'établir de former une association quelconque—1024; gouvernement serait disposé à leur prêter main-forte—1024; gouvernement n'a reçu aucune offre pratique—1024.

Hon. M. Hazen—Projeté de creuser le chenal à 35 pieds—1025; nous avons institué une commission parce que nous avons pensé qu'il était impossible d'approfondir indéfiniment le chenal sans abaisser le niveau de l'eau dans le port de Montréal—1025; il importait donc de recourir à des observations scientifiques pour savoir si pareil danger était à craindre et, s'il l'était, quelles mesures il convient de prendre pour prévenir l'abaissement du niveau des eaux—1025; ne pourrai déposer le rapport qu'à la prochaine session—1025; les renseignements que l'on m'a fournis m'autorisent à dire que la commission n'a rien constaté qui soit de nature à faire croire au ministère qu'il y aurait lieu de ne pas poursuivre le creusement du chenal jusqu'à trente-cinq

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*TRAVAUX PUBLICS—CHENAL DES NAVIRES, FLEUVE SAINT-LAURENT—*Suite.*

Hon. M. Hazen—*Suite.*

pieds de profondeur—1025; dépenses relatives au chenal du Saint-Laurent—1026; coût du dragage et de l'outillage \$15,617,893—1026; chantiers de Sorel—1027; nous employons là plus de 1,000 personnes—1027; taux d'assurance sur le Saint-Laurent sont trop élevés—1027; fait des représentations aux assureurs—1027; assureurs ont demandé certains renseignements que nous sommes occupés à faire recueillir—1027.

Hon. M. Lemieux—Ministre devrait faire une déclaration catégorique au sujet du dernier développement du canal de drainage de Chicago, en tant qu'il a trait au fleuve Saint-Laurent—1028.

Hon. M. Hazen—Lorsque la commission sanitaire de Chicago a demandé la permission de détourner du lac Michigan 10,000,000 de verges cubes d'eau par seconde, je me suis chargé d'organiser opposition à ce projet, et avec l'aide des représentants de la fédération américaine et de la Dominion Marine Insurance Company et les ingénieurs du département des Travaux publics, j'ai rédigé le dossier—1029; l'affaire a été plaidée devant le ministre de la guerre qui a refusé à la commission sanitaire de Chicago la permission qu'elle sollicitait—1029.

Hon. M. Lemieux—Commission d'enquête sur toute la question du pilotage—1031; n'a pas appliqué toutes les conclusions des commissaires—1031; pressantes demandes pour l'amélioration du pilotage—1031; texte d'un article du "Herald"—1031; quelles sont les représentations de la commission de pilotage que le département n'a pas acceptées—1031.

Hon. M. Hazen—Ce qui a été fait—1032; tous les vœux émis concernant le pilotage dans le district de Montréal, ont été exaucés—1032; toutes les importantes représentations faites par la commission du pilotage, concernant le district de Québec, sont maintenant en vigueur—1032; il y a cependant une des conclusions de la commission qui demande à être soigneusement étudiée—l'abolition de la commission des pilotes—1032; un état des accidents sur le fleuve Saint-Laurent l'année dernière—1033.

TRAVAUX PUBLICS—POUR LA CONSTRUCTION ET L'ACHEVEMENT DES DRAGUES.

Hon. M. Marclé—Fait des changements au chantier de Sorel—1033; renvois en bloc—1034.

Hon. M. Hazen—Système a été presque entièrement changé—1034; efforçons d'avoir du travail en permanence—1034; chantier est administré sur une base d'affaires—1034.

Travaux publics—Lignes télégraphiques, Colombie-britannique—2487.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

TRAVAUX PUBLICS—NOUVEAU BRISE-GLACE POUR LE FLEUVE SAINT-LAURENT.

Hon. M. Hazen—Navire brise-glace moderne pour le service du fleuve Saint-Laurent—1034; deux maisons canadiennes ont envoyé des soumissions—1034; demandent un prix beaucoup plus élevé que celui que le département s'attendait à payer—1034; faire quelques changements qui diminueraient le coût—1034.

Hon. M. Lemieux—Navigation d'hiver en bas de Québec—1035; l'importance de se procurer un navire brise-glace comme le "Ermack"—1035; baie Sainte-Catherine, à l'embouchure de la rivière Saguenay, est à peu près libre de glace tout l'hiver—1035; difficultés produites par la glace—1035; conférence du professeur Barnes—1035; problème de la navigation d'hiver—1035; nécessité de continuer l'enquête au sujet de la possibilité de la navigation d'hiver—1036.

Hon. M. Hazen—Navigation d'hiver a dépassé le stage des expériences—1036; reste à décider s'il y aura un profit, au point de vue commercial, à construire des navires capables de naviguer avec succès à travers les glaces—1036; le navire brise-glace canadien sera plus fort que le "Ermack"—1036.

Hon. M. Marcil—Rapport d'il y a trente ans sur la navigation d'hiver sur le Saint-Laurent—1036; à cette époque reconnue comme très praticable—1036; Canada perd beaucoup de son trafic en hiver—1036; les affaires prennent la direction du sud—1036; question du sauvetage des vies humaines en mer—1036; Canada possède quarante stations de sauvetage—1037; une station devrait être établie sur la côte de Gaspé—1037.

TRAVAUX PUBLICS—POUR SOLDER LES FRAIS DE CONSTRUCTION D'UN STEAMER SPECIAL DESTINE AU SONDAGE ET AU RACLAGE DU CHEMINAL DU SAINT-LAURENT.

Hon. M. Hazen—Bateau doit être construit à Sorel—1037; l'affaire Currie—1037; lettre de M. Duchemin, commissaire-enquêteur—1037.

Téléphones à différents endroits pour aider à la navigation—1272.

TRURO—NOUVEL EDIFICE PUBLIC.

M. Law—Besoins de Yarmouth—2000; ville plus considérable que Truro—2000; édifice laissé dans un état déplorable—2000.

Hon. M. Pelletier—Truro est un centre important—2000; point de distribution—2000; dépense justifiée—2000.

Vancouver—Edifices publics—Améliorations, réfections, réparations, etc.—4385.

Vègreville—Edifice public—4383.

Victoria—Nouvelle salle d'exercice—4385.

VILLE-MARIE—QUAI.

M. Tobin—Edifice public à Weedon—5404; correspondance échangée à ce sujet—5405; intérêt opposé à la question—5406.

SUBSIDES—DISCUSSION GENERALE—*Fin.*VILLE-MARIE—QUAI—*Suite.*

Hon. M. Rogers—Faudra aussi construire un bâtiment à D'Israëli—5407.

M. Carroll—Cas de B. J. Franklin—5407; connaissance technique des plans et devis—5407; diffèrent avec la commission du service civil—5408.

Hon. M. Rogers—Commission n'a pas voulu lui donner d'autre position que celle de messenger—5408.

M. Nesbitt—Edifices publics de Brantford et de Burford—5408.

Hon. M. Graham—Bureau de poste d'Eganville—5409; gouvernement a eu tort de le transporter dans la partie nord—5409; mémoire sur cette affaire—5411.

M. G. V. White—Changement a été demandé par la population—5413; désaccord au sein du conseil d'Eganville—5413.

M. Sinclair—Erection d'un bâtiment public à Canning, N.-E.—5415; profondeur du terrain n'est pas suffisante—5415.

VOIE FERREE DEVANT RELIER MONTREAL AU TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

Hon. M. Reid—Le projet d'établissement du Transcontinental de Winnipeg à Moncton ne comportait aucun moyen de raccordement avec la ville de Montréal, sauf par voie de Cochrane—5315; les habitants de Montréal et le gouvernement même ont jugé qu'il y avait lieu d'effectuer un raccordement plus direct entre Montréal et le Transcontinental, et le gouvernement a décidé de construire lui-même cette ligne comme partie du réseau du Transcontinental—5315.

Hon. M. Lemieux—Gouvernement de la province de Québec s'est vivement intéressé à l'établissement de cet embranchement—5316; voie ferrée de la rivière Bell à la baie James—5316; rapports très intéressants sur cette partie du pays—5316; plan du gouvernement est très recommandable—5316; embranchement destiné à relier Montréal au Transcontinental, sera d'un immense avantage non seulement pour la métropole commerciale du Canada et la population de Québec, mais pour l'Est en général et pour l'Ouest également—5316.

Wagons du Gouverneur général—Service, réparations et transformations—4338.

Williams-Head—Station de quarantaine—Nouveaux édifices, améliorations et réparations aux édifices actuels, aménagement, etc.—4385.

WINNIPEG—BUREAU DE POSTE DE LA GARE.

Hon. M. Rogers—Propose que le crédit soit rayé—4380; crédit sera voté dans le budget supplémentaire—4380; proposition acceptée—4380.

VOIES ET MOYENS.

DISCOURS DU BUDGET.

Hon. M. White, propos que la Chambre se forme en voies et moyens—2556; dernier

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**Hon. M. White*—*Suite.*

exposé du budget prononcé le 12 mai—2556; résultats dépassant quelque peu les prévisions que j'avais établies—2556; exercice de 1912-1913—2556; trait caractéristique de l'année—2556; essai sans précédent imprimé aux affaires du pays—2556; l'activité nationale—2556; résultats qui retentent bien loin dans l'ombre ceux constatés par les budgets précédents—2556; fonds du revenu consolidé—\$168,689,903—2556; augmentation \$32,581,686—2556; douane principale ressource de l'augmentation—2556; dépenses de \$112,059,537 imputables sur le fonds du revenu consolidé—2556; l'accroissement des dépenses courantes—2556; excédent de \$56,630,366 applicable à certaines dépenses à compte du capital—2556; dépenses à compte du capital et dépenses spéciales en 1912-1913—2557; dette nette du pays réduite de \$25,617,835—2557; réduction sans précédent dans l'histoire des budgets fédéraux—2557; exercice 1913-1914—2557; recettes atteindront \$163,000,000—2557; fléchissement du revenu—2557; crise financière—2557; situation similaire en 1907 et 1908—2557; revenus bruts des mois correspondants de 1912 à 1914—2558; les dépenses probables—2558; nous avons eu pendant les trois dernières années les excédents les plus considérables dans l'histoire financière du Canada—2558; subventions spéciales aux chemins de fer—2559; venir en aide d'une façon sérieuse aux chemins de fer—2559; prêt au Grand-Tronc-Pacifique—2559; échéances et emprunts 1913 et 1914—2559; plus à pourvoir qu'à deux emprunts d'ici à 1930—2559; nos emprunts pendant l'année ont été de beaucoup supérieurs au chiffre de l'augmentation de la dette—2560; ces emprunts sont dus aux sommes considérables que nous avons dû déboursier pour faire des placements qui diminuent d'autant la dette brute du pays—2560; récapitulation des placements et débours qui ont rendu ces emprunts nécessaires durant le dernier exercice—2560; en dépit de nos emprunts considérables, la dette nette du Canada est inférieure à ce qu'elle était lorsque nous sommes arrivés aux affaires et que l'ensemble de nos obligations envers les capitalistes étrangers a été diminué de plus de \$24,000,000—2561; emprunts faits par le Canada et les autres possessions de l'empire depuis deux ans—2561; la dette du Canada—2562; conditions financières—2562; nos institutions financières ont bien supporté la crise—2562; elles sont capables de faire face à des circonstances d'une gravité exceptionnelle—2562; capitalistes anglais se sont montrés fort généreux envers le Canada—2563; le commerce—2563; chiffre des exportations s'est accru—2563; valeur des articles exportés du Canada—2564; commerce plénier du Canada—2564; commerce avec le Royaume-Uni—2565; commerce avec les Etats-Unis—2565; nos statistiques d'im-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**Hon. M. White*—*Fin.*

migration—2565; en 1913 l'immigration totale en Canada a été de 418,909—2566; opérations budgétaires de 1914-15—2566; notre production dans toutes les grandes lignes d'industrie qui absorbent notre activité nationale, accuse une augmentation des plus satisfaisantes—2566; l'obtention de l'argent va redevenir plus facile—2566; le tarif douanier—2567; toucher légèrement aux droits du tarif tant qu'il ne s'agira pas d'une révision générale—2567; politique inaugurée par sir John Macdonald et continuée par ses successeurs jusqu'à présent—2567; nous la croyons la meilleure et même la seule qui puisse convenir au Canada—2567; droit sur le blé et la farine—2568; industrie du fer et de l'acier—2569; un "drawback" sur les tiges en fil métallique—2572; charbon de houille et charbon de bois—2573; machines agricoles—2575; il a été reconnu par tous les gouvernements qu'il est très important que les droits sur les instruments nécessaires à l'agriculture soient fixés à des taux aussi raisonnables que possible en tenant compte des besoins du fisc—2575; déclaration de sir Wilfrid Laurier à Hamilton et à Montréal en faveur de la franchise pour les denrées alimentaires—2575; la franchise des aliments conduit au libre-échange—2575; l'entrée en franchise des machines agricoles mène aussi au libre-échange—2575; Canada possède 77 manufactures de machines agricoles—2576; capital engagé dans cette industrie est de \$45,000,000—2576; ceux qui sont engagés dans la fabrication des instruments aratoires, comme tous les autres industriels, ont ressenti et ressentent encore les effets de la crise qui sévit au Canada depuis deux ans—2577; leur situation se trouve compliquée du fait qu'ils ont adopté un système de crédit qui les oblige en quelque sorte à se faire les banquiers de ceux qui achètent leurs produits—2577; notre mission n'est pas de ruiner les industries canadiennes—2577; nous avons, après une étude minutieuse, conclu que les droits sur les moissonneuses, lieuses et faucheuses, qui sont maintenant de 17½ p. 100, d'après le tarif de 1907, peuvent être réduits à 12½ p. 100—2579; pierre de construction—2579; minerai de fer—2581; texte des résolutions concernant les changements au tarif douanier—2581.

M. Maclean (Halifax)—Les fautes d'omission et de commission du gouvernement actuel sont nombreuses—2600; espoirs déçus—2600; manqué de prévoyance—2600; rien préparé en vue de faire face aux conditions financières qui prédominent—2600; gouvernement a reçu des avertissements suffisants de l'approche d'une diminution dans le revenu et dans le chiffre des opérations commerciales—2600; diminution dans le revenu—2600; l'année a été lourde pour le gouvernement au point de vue financier—2600; négocié des emprunts temporaires en escomptant des bons du tré-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. Maclean (Halifax)—Suite.

sor—2600; comparaison entre les opérations financières de deux ans—2601; balance adverse du commerce—2602; grâce à de l'économie une bonne partie des dépenses imputables sur le capital et des dépenses spéciales aurait pu être soldée à même le revenu—2602; il n'y a aucun doute que les emprunts du gouvernement l'an dernier, ont nui au crédit du Canada et les résultats de cette politique se feront sentir cette année encore—2602; le commerce général du Canada—2603; importations accusent une diminution appréciable—2603; l'exportations des produits domestiques—2603; gouvernement se préoccupe plus d'aviser aux moyens à prendre pour dépenser le revenu national qu'il ne s'intéresse à se procurer le revenu requis en vue d'une dépense nécessaire et légitime—2605; indemnités relatives à l'invasion fénienne—2605; l'administration de cette loi est rien moins que scandaleuse—2605; singularité des méthodes du gouvernement actuel en matière de dépenses—2606; remboursement aux déposants de la Farmers Bank—2606; marché immoral—2606; dépenses de l'année—2606; dépenses relatives à la milice 2607; temps de mettre un frein aux exigences et dépenses du ministre de la Milice—2607; militarisme et le peuple canadien—2607; les dépenses projetées pour le prochain exercice ne sont pas marquées au coin de la prudence et ne reposent pas tieuse qu'ont entrepris les canadiens—elles prêtent le flanc à la critique la plus sévère et tendent à nuire gravement au crédit du Canada, surtout en une année où il en aura besoin plus que jamais au loin—2607; il faudrait donner des marchés nouveaux et plus vastes aux exportateurs canadiens—2607; gouvernement actuel n'a rien fait à ce sujet—2609; foi du parti conservateur dans la politique protectionniste—2609; conservateurs cherchent plutôt la solidarité de leur parti plutôt que d'affirmer un principe d'économie politique—2609; spectacle étrange—2610; question des instruments aratoires—2610; l'industrie du blé et l'avenir qui lui est réservé au Nord-Ouest—2611; l'industrie du blé est peu profitable au producteur—2612; quelques mots des marchés—2612; celui du Royaume-Uni—2612; concurrence des blés d'exportation—2612; marché des Etats-Unis nous est ouvert—2613; politique actuelle n'est pas faite pour encourager l'agriculture—2615; on ne devrait pas hésiter à accorder un encouragement aux provinces des prairies—2615; au moyen d'une surtaxe—2615; réduire le prix du transport des marchandises—2615; nouvelle sera accueillie avec satisfaction—2615; commission des chemins de fer est une institution qui a rendu au Canada des services considérables—2615; régime douanier des denrées alimentaires—2615; cherté de la vie—2616; taxe contribue à en relever le prix—2616; production à peine suffisante pour répondre aux besoins—2616; têtes de bétail canadien—

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. Maclean (Halifax)—Suite.

2616; exportations de bêtes à cornes—2616; importations et exportations de denrées alimentaires—2617; œuvre ambitieuse qu'ont entrepris les canadiens—2617; débouché commercial aux Etats-Unis—2618; nouvelles conditions—2618; l'établissement du libre-échange—2619; proposition insoutenable—2619; la protection—2620; rôle humanitaire—2620; vœux du consommateur canadien—2621; dégrèvement des denrées alimentaires—2621.

M. Ames—Prochain avenir nous réserve une grande prospérité—2621; comparaison avec les administrations précédentes—2621; coup d'œil sur la situation mondiale—2621; excédent en Canada placé sur des travaux publics permanents—2622; entreprises productives—2622; pourquoi cette année nous n'avons pas diminué la dette publique—2623; somme énorme en subventions aux chemins de fer—2623; ce n'est pas toujours en construisant de nouvelles lignes que l'on obtient la concurrence—2623; prévoyant la crise—2624; nos dettes—2625; comment le gouvernement anglais a soutenu le Canada—2625; emprunter pour le G.-T.-P.—2626; l'arrêt soudain des travaux nuit au bon renom du Canada—2627; création de nouveaux débouchés—2628; enquête par la commission royale du commerce—2628; notre politique de tarif—2628; l'abolition des droits sur le blé—2629; yankees ont tendu un appât—2629; dans l'espoir que les canadiens y mordraient—2629; étouffé la concurrence dans toutes les parties du monde—2629; dépensé plus de 90 millions pour la route fluviale du Saint-Laurent—2629; nous avons déboursé et nous dépensons actuellement une somme égale à la dette nationale actuelle du Canada, pour rendre les transports possibles entre l'Est et l'Ouest—2630.

M. Turriff—Canada passe par une grande crise—2630; il n'y a pas de crise en Angleterre—2630; l'agriculture dans notre pays n'a pas assez d'avantages—2631; excédents du parti libéral—2632; il est reconnu que le marché le plus avantageux pour les producteurs des articles à vendre, c'est le marché domestique ou celui qui en est le plus rapproché—2632; il faut trouver au cultivateur de l'Ouest un marché pour son blé, sinon il va cesser d'en récolter—2633; avantages du marché des Etats-Unis—2633; le cultivateur canadien peut vendre son blé plus cher aux Etats-Unis que partout ailleurs—2633; les américains nous ont offert un régime de franchise—2635; l'admission du blé en franchise aux Etats-Unis—2636; nécessité du marché américain—2636; article du "Leader" de Regina—2636; l'opinion d'un cultivateur qui cultive des céréales—2636; droit sur les instruments aratoires—2637; promesses faites aux cultivateurs—2638; prix des machines agricoles au Canada et aux Etats-Unis—2641; prix de Winnipeg et de Min-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. Turriff—Fin.

neapolis—2643; le sénateur Jones et les machines Massey-Harris—2645; nouvelles dispositions tarifaires—sont à l'avantage des fabricants—2647; question de l'immigration—2649; classe d'immigrants a changé depuis cinq ans—2649; les cultivateurs d'aujourd'hui ne sont pas ce qu'ils étaient il y a cinquante ans, et si le gouvernement ne prête pas attention à leurs demandes, ils feront un mauvais lit à ceux qui délibérément jettent leurs demandes au panier alors qu'en même temps ils sont tout empressément pour se rendre aux demandes des manufacturiers et des compagnies de chemins de fer—2650.

M. Cockshutt—Le ministre des Finances a plus que rempli l'attente du pays—2651; ligne de démarcation bien tranchée que le ministre a tirée entre les deux partis politiques au Canada—2651; tarif protecteur, inspire confiance à tous les Canadiens—2651; parti conservateur protégera les industries canadiennes—2651; jamais gouvernement au Canada n'a laissé derrière lui une dette et des obligations plus considérables que celles laissées par l'administration Laurier—2651; argent gaspillé—2651; construction du Transcontinental—2651; but de tripotage politique—2651; construit dans l'extravagance et l'iniquité—2651; discours de l'honorable A. G. Blair—2651; spéculation sur les terrains—2653; différence entre les deux partis—2653; l'école du libre-échange—2654; opinion de M. Page Croft, député d'Angleterre—2654; vie coûte moins cher au Canada qu'aux Etats-Unis—2657; au Canada nous vivons aujourd'hui dans l'abondance comparativement à d'autres pays, et nos ouvriers sont aussi bien, sinon mieux, rétribués que ceux de n'importe quel pays au monde—2657; pas facile de remplacer un tarif protecteur par quelque chose de mieux—2658; ce qui se passe dans l'industrie des instruments aratoires—2659; régime de la liberté commerciale—2662; aveu du Grain Growers Guide—2662; grande erreur du Sénat—2665; refuser \$35,000,000 à la marine britannique—2665; nous pourrions payer notre part pour soulager l'Angleterre de son fardeau—2665.

M. Carroll—Attaque sur le chef de l'opposition—2670; petite flatterie au drapeau impérial—2670; déclaration stupéfiante—2670; un grand canadien—2670; gouvernement actuel a reçu certains legs de son prédécesseur—2670; un trésor bien rempli—2670; question d'une flotte construite en Canada—2671; la crise financière—2672; marché canadien—2673; concurrence à l'étranger—2673; l'industrie du fer et de l'acier—2673; la fabrication des fers et des aciers devant servir dans la construction n'est pas même dans son enfance au Canada, et il y a une chance d'en faire dans ce pays une industrie fort considérable—2675; question des houilles—2676; saine économie politique—2677; des abus—2678; les sans-travail—2679; tarif protecteur contribue à la cherté de la vie—2680.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. Wilcox—Le gouvernement par le système des partis comme au Canada est le meilleur—2680; état financier du Canada—2681; crise commerciale—2681; avantage du protectionnisme—2682; deux ou trois époques marquantes dans l'histoire du pays—2681; parti libéral s'est invariablement trompé sur toutes les questions intéressant l'avenir et le progrès du pays—2682; ce qui a été accompli par les pionniers du pays—2683; développement industriel des provinces de l'Ouest—2685; paroles de sir John A. Macdonald—2686; progrès accomplis sous le régime de la politique nationale—2686; valeur de la production—2688; principe compris dans le régime douanier du Canada—2689; confiance dans les affaires prévaut par tout le Canada—2689; nos richesses naturelles—2690 le libre-échange fut l'idéal économique du parti libéral—2691; revenu des terres du Canada—2693; tarifs de transports—2694; si nous devons avoir la protection dans ce pays, elle doit être appliquée d'une façon juste et équitable pour tout le monde, et il n'y a pas de raison qui puisse obliger les cultivateurs à cultiver et vendre leur maïs sur un marché libre, lorsque les Etats-Unis produisent les sept huitièmes de la récolte de maïs du monde entier, et lorsque tous les autres produits agricoles ont droit de recevoir, et reçoivent les avantages d'un tarif protecteur—2695; le gouvernement actuel a tenu plus qu'aucun autre qui ait existé depuis une génération, une attitude conforme aux exigences du progrès, ce qu'il a fait en deux ans et demi—2696.

Hon. M. Lemieux—Dans quelle position nous nous trouvons, sous le règne d'un gouvernement ami de la protection—2697; ce qui se passe à Montréal—2697; plus de dénûment que pendant l'hiver—2697; gouvernement de parti est le meilleur moyen que l'homme ait jamais découvert pour gouverner les hommes—2698; parti conservateur représente la réaction, le parti libéral, le progrès—2698; pays attendait un abaissement général des droits—2698; le tarif cette année ignore les cultivateurs—2698; conséquences de ce budget réactionnaire—2698; la réciprocité—2698; ce qui a été fait en 1877—2698; proposition de sir John A. Macdonald—2698 politique des conservateurs pendant plusieurs années—2699; régime libéral a valu au Canada quinze ans d'une prospérité sans bornes—2700; immense changement par le régime douanier de 1897—2700; période d'expansion commerciale et nationale—2701; commerce total du Canada—2701; nous avons résolu le problème des transports—2701; établi la commission des chemins de fer—2701; allégé le fardeau des contribuables de l'Ouest—2701; jeté les bases de nouvelles provinces—2701; projet de fédération impériale—2701; avons fait de la coopération impériale une réalité—2701; Canada, du fait du régime préférentiel anglais, est sorti grand des diverses conférences impériales—2701;

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**Hon. M. Lemieux—Suite.*

discours de M. Lloyd George—2701 avantages assurés au Canada du fait de sa participation aux conférences impériales, nous sommes maintenant sur un pied d'égalité avec la métropole elle-même—2702; l'essence du lien impérial—2702; nos relations commerciales avec l'étranger—2702; traités qui liaient le Canada—2702; conférence de 1897—2702; traités dénoncés à la demande du Canada—2702; pacte de réciprocité avec les Etats-Unis—2702; Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande peuvent négocier leurs propres traités de commerce—2702; régime libéral fut un bienfait pour le pays—2702; autre résultat de la conférence de 1897—2703; parvenus à faire reconnaître notre droit de créer une marine locale—2703; à la conférence qui fut tenue en 1911, entre les autorités impériales et les représentants du Canada, on en arriva à la décision fort sage qu'à l'avenir le Canada, ainsi que l'Australie, pourraient faire flotter leurs drapeaux sur les navires de guerre de Sa Majesté, que ces deux dominions pourraient défendre leurs propres zones et dans l'Atlantique et dans le Pacifique—2703; Canada est maintenant une nation—2703; opinion de M. Balfour—2703; aspirations nationales du Canada—2703; régime du gouvernement actuel a été le signal des temps durs—2703; cherté de la vie—2703; rareté de l'argent—2703; diminution des revenus—2703; augmentation des dépenses—2703; comparaiso avec le régime libéral—2704; favoris du gouvernement actuel—2705; monopoleurs des denrées alimentaires—2705; vœux du cultivateur—2705; mésestimé les droits des consommateurs—2706; surestimé les intérêts des capitalistes—2706; la situation est pire au ministère de la Milice—2706; militarisme n'est pas populaire parmi les agriculteurs—2706; nous ne voyons pas d'un mauvais œil une dépense légitime pour les besoins des services de la milice; mais par ces temps difficiles que traverse aujourd'hui le pays, et eu égard à l'esprit de pacifisme qui règne au sein de nos populations, ces folles prodigalités auxquelles se livre le ministre de la Milice sont inexcusables—2707; un budget militaire de \$11,000,000 est presque un scandale—2707; le budget des dépenses de la milice a presque atteint le point de rupture—2707; le militarisme est condamné non seulement par les pacifistes ou par les disciples de Norman Angell, mais par les hommes d'Etat du monde entier—2707; ce que dit David Lloyd George, le chancelier de l'Angleterre—2707; Canada est aujourd'hui la plus vaste ferme du monde—2708; grenier mondial—2708; prospérité du Canada dépend du bien-être des agriculteurs—2708; la question du tarif—2708; si le gouvernement ne réduit pas le coût de la production en diminuant le tarif sur les instruments aratoires, l'Ouest est condamné—2708; convention de réciprocité comprenait une vaste multitude d'intérêts—2709; nous of-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**Hon. M. Lemieux—Fin.*

friions aux cultivateurs le plus grand marché de l'univers—2709; le tarif Underwood—2709; en 1879 et pendant plusieurs années ensuite, les fabricants d'instruments aratoires avaient droit à une certaine somme de protection, mais cette industrie a prospéré et ces industriels sont devenus graduellement les maîtres du marché canadien—2709; à l'heure présente, ils sont en état de soutenir la concurrence de leurs rivaux sur les marchés étrangers—2709; les effets du tarif Underwood—2710; réciprocité avec l'Angleterre—2712; l'augmentation du commerce entre le Canada et les Etats-Unis—2713; conventions de commerce ne sauraient mettre notre nationalité en péril—2714; je suis un protectionniste modéré, je dis que la protection doit exister chez nous, aussi longtemps que nous cherchons à augmenter notre revenu au moyen de l'impôt indirect—2714; nous ne saurions adopter le libre-échange comme on l'a fait en Angleterre. C'est là l'idéal; c'est ce qu'il y a de mieux, mais nous ne saurions l'adopter—2714; opinion de M. Woodrow Wilson sur les avantages du libre-échange comparés à ceux de la protection—2714; coût excessif de la vie—2715; nouveaux débouchés pour les produits de nos cultivateurs—2715; reviser notre tarif—2716; éliminer les impôts qui pèsent trop lourdement sur les travailleurs du sol—2716.

M. Armstrong (York-nord)—Malaise qui existe chez les manufacturiers—2719; la réciprocité—2719; tarif Wilson-Underwood—2719; je suis fier d'être conservateur parce que notre parti peut se vanter d'être conséquent avec lui-même dans les questions de tarif—2720; depuis 1878 jusqu'à nos jours le peuple canadien a toujours su exactement ce que voulait notre parti; je voudrais pouvoir en dire autant du parti libéral—2720.

M. McCoig—Meilleur système de drainage sur les fermes—2723; l'entrée des machines agricoles en franchise—2723; l'industrie des machines agricoles au Canada—2723; droit sur les importations de maïs—2726; fâcheuse situation des producteurs de tabac—2726; faire tomber le prix du tabac en feuille—2727; cultivateur à la merci de la coalition—2727.

M. Edwards—Situation financière du pays sous le régime actuel—2730; Canada n'a pas été paralysé à la chute du gouvernement Laurier—2730; commerce n'a pas subi de recul—2730; aujourd'hui il dépasse l'étape du milliard—2730; notre commerce global—2730; le meilleur client du Canada, après le citoyen canadien, c'est le Royaume-Uni—2731; les chiffres de nos exportations aux Etats-Unis et nos importations des Etats-Unis de produits similaires à nos produits agricoles, n'indiquent nullement que les Etats-Unis soient le marché naturel pour les cultivateurs canadiens, mais c'est plutôt le contraire—2731; exportations de mar-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**M. Edwards*—*Suite.*

chandises indigènes des Etats-Unis—2733; le prix des denrées alimentaires aux Etats-Unis n'a pas été modifié d'une manière appréciable, depuis l'entrée en vigueur du tarif Wilson-Underwood—2735; question du libre-échange—2735; les deux grands facteurs de la richesse nationale en Angleterre, la houille et le fer, sont rapprochés l'un de l'autre et c'est ce qui donne à ce pays un avantage que les autres pays ne possèdent pas—2735; l'Angleterre comptait sur ces avantages pour faire concurrence aux industries étrangères et elle s'en rapportait aux frais de transport que doivent acquitter les produits étrangers, pour protéger ses cultivateurs—2735; ces conditions n'existent pas au Canada ni aux Etats-Unis—2735; agriculture dans l'Ouest—2737; importation du blé dans différents pays 2739; rang qu'occupe chaque pays dans le domaine de l'exportation du blé—2739; observations de la commission des grains de la Saskatchewan—2740; question des instruments aratoires—2741; favoriser les carrières du fer et de l'acier—2746; rapports de l'élection de 1911—2746; question navale—2748; la proposition qu'a faite le parti conservateur de contribuer pour 35 millions au maintien de la suprématie anglaise sur les mers, était une proposition que le peuple d'un bout à l'autre du pays aurait eue pour agréable—2748.

M. Devlin—Stagnation des affaires dans ce pays—2748; réclamations des canadiens—2749; cherté de la vie—2749; politique de sir John A. Macdonald—2749; politique du gouvernement actuel est la politique des manufacturiers—2749; opinion de George R. Parkin sur sir John A. Macdonald—2749; l'excédent du gouvernement conservateur—2752; un tour de force—2752; fardeau pour le peuple—2753; amener des étrangers sous de fausses représentations—2753; vœu adopté par le conseil des métiers et du travail de Vancouver—2753; questions du tarif—2754; avons le droit de savoir ce que le gouvernement va faire pour réduire le coût de l'existence—2755; deux causes qui influent sur la cherté de la vie—2756; aider les ouvriers à construire des habitations modernes—2756.

M. Burnham—Attitude courageuse du ministre des Finances—2757; la protection est une façon de contrôle—2757; la franchise du blé—2757; politique navale du parti libéral—2757; le militarisme—2757; le tarif—2758; le capitaliste n'a pas besoin de protection—2761; protéger l'agriculture—2761; les deux classes qu'il faut protéger sont la classe ouvrière et la classe agricole—2761; créer un idéal de vie—2763; concurrence étrangère—2766.

M. Robb—Dépression commerciale—2768; emprunter de l'argent—2768; l'agriculture est la base de notre prospérité—2768; situation au Canada—2769; récolte considérable et un marché très limité—

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**M. Robb*—*Suite.*

2769; politique du parti libéral—2769; marchés plus étendus—2769; il s'écoulera bien des années avant que le Canada reçoivent une offre plus avantageuse que celle que lui fit en 1911 la grande république américaine—2769; tarif Underwood—2769; nécessité de s'occuper de la réciprocité—2769.

M. Aikins—Négligence de l'ancien gouvernement—2774; créer une situation différente dans l'Est et dans l'Ouest—2774; tarif actuel n'agit pas également dans ces deux parties du pays—2774; l'Ouest est soumis à des désavantages—2774; il faut des tarifs de transport plus avantageux—2775; population de l'Ouest est loyale au Canada—2776; la majorité des électeurs du Canada a rejeté la réciprocité, prétendant qu'elle aurait empêché notre développement comme nation libre, comme partie intégrante de l'empire britannique—2776; autre inconvénient pour le cultivateur de l'Ouest—2780; le cultivateur américain a donc sur le cultivateur canadien l'avantage de tout ce qu'il paie de moins pour ces machines—2780; la seule politique qui convienne au Canada, c'est de protéger tout d'abord l'industrie agricole et de faire par là que les cultivateurs et nos populations en général retirent le plus de bénéfice possible de nos produits—2782; le Canada est naturellement un pays agricole, et le peuple doit l'accepter comme tel—2782; l'importance que prend l'agriculture—2782; ressources naturelles de l'Ouest—2785; recettes et dépenses des provinces de l'Ouest—2786; le Canada a retiré des millions du commerce de l'Ouest—2787; ce que nous faisons pour les habitants de l'Est—2788.

M. Buchanan—Attitude du gouvernement sur la question du blé—2789; réduction des droits sur les instruments agricoles—2789; l'utilité du Transcontinental—2790; questions d'intérêt vital pour l'Ouest canadien—2790; l'Ouest est inséparable de l'Est—2790; cause de la prospérité dont nous avons joui—2790; ligne de démarcation entre le parti libéral et le parti conservateur—2790; l'entrée en franchise du blé—2792; avantages du marché américain—2793; difficultés dans lesquelles se débat le cultivateur de l'Ouest canadien—2793; question des machines agricoles—2795; l'immigration—2796; il faut déployer tous nos efforts pour diriger vers l'Ouest des colons qui s'établiront en permanence sur les terres—2797; causes déterminantes de l'exode de la population agricole—2797.

M. Webster—Observations sur l'industrie laitière—2798; crise monétaire de 1907-1908—2798; contraste entre la situation actuelle au Canada et celle des Etats-Unis—2798; capital engagé par les cultivateurs de l'Ontario—2799; jeunes gens qui abandonnent la ferme—2799; défaut de main-d'œuvre—2799; l'exportation du bétail—2800; droit sur le blé—2801.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

Hon. M. Emmerson—Lutte entre les intérêts capitalistes et les grandes masses populaires—2803; protection est un terrain où pousse la corruption—2803; les intérêts des manufacturiers et des industriels sont les ennemis de la démocratie—2803; la politique nationale—2804; modification du tarif en 1897—2806; les trusts—2806; je suis un libre-échangiste—2807; difficultés que la protection suscite—2810; affaiblir la volonté et l'esprit d'entreprise—2811.

M. Morris—Politique conservatrice a créé le marché national—2815; ce serait faire tort aux cultivateurs de l'Ouest que de laisser notre blé de première qualité s'acheminer vers les minoteries américaines—2815; il me paraît bien évident que les minotiers des Etats-Unis ne tiennent qu'à améliorer la qualité de leur farine afin de pouvoir ensuite se débarrasser de la concurrence canadienne à l'étranger—2815; cherté de la vie—2816.

M. Turgeon—Situation financière du Canada—2820; excédents suffisants pour bâtir le canal de la baie Georgienne—2821; avantages de cette entreprise—2821; prospérité plus grande dans l'Est que dans l'Ouest—2821; tarif américain a favorisé nos pêcheurs—2821; l'ouverture du marché américain—2821; dépenses de la milice—2822; situation actuelle et avenir de notre pays—2823; politique préférentielle en faveur de l'Angleterre—2824; la réciprocité—2825; offres que nous font les Etats-Unis—2826.

M. Smith (Ontario-sud)—L'Ouest ne compose pas à lui seul le Canada—2830; gouvernement doit faire en sorte de contenter tout le monde—2830; cultivateurs de l'Ouest retireraient très peu d'avantages de l'abolition des droits sur les instruments aratoires—2831; suis convaincu que la prospérité de l'Ouest réside dans la culture variée et non dans la production exclusive des céréales—2831.

M. Warnock—Réciprocité entre les provinces de l'Ouest—2832; nous réclamons un autre marché—2832; aux prochaines élections, les provinces des prairies éliront un nombre de députés assez considérable pour forcer le gouvernement, qu'importe le parti qui remportera la victoire, de tenir compte des demandes des cultivateurs de l'Ouest—2833; principaux événements qui se sont déroulés depuis le jour où le gouvernement libéral livra les votes à la nation—2835; c'eût été une bonne aubaine pour l'industrie canadienne du bétail si certains cultivateurs de l'Ontario et de Québec avaient pu expédier leur bétail aux Etats-Unis—2837; question des instruments agricoles—2838; cultivateurs et les associations coopératives—2839.

M. Weichel—Tout canadien doit avoir confiance dans l'avenir—2842; libre-échange—2842; œuvre néfaste—2842; prospérité et protection—2842; quelques comparaisons entre l'Angleterre libre-échangiste et l'Allemagne protectionniste—2843; pro-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. Weichel—*Suite.*

duction de houille et de lignite—2843; houille consommée—2843; prospérité industrielle de l'Allemagne—2844; effets du régime protecteur—2845; pas de pauvres en Allemagne—2845; notre suprématie sur les marchés universels—2846; abolition des droits sur les machines agricoles—2846; ruine de cette industrie—2846; le peuple ne veut pas un soupçon de libre-échange avec les Etats-Unis—2847; que les ouvriers canadiens veuillent bien se rendre compte que si jamais le libre-échange s'implantait au pays, nos industries auraient à soutenir la concurrence contre les fabriques européennes où la main-d'œuvre est à peine rétribuée, et les méthodes de vie frugale qui sont de règle en Europe et en Asie—2850.

M. Neely—En dépit du progrès de l'Allemagne sous le régime protectionniste, l'ouvrier en Grande-Bretagne obtient en moyenne un salaire plus élevé que celui de l'ouvrier de l'empire allemand—2852; l'exposé budgétaire—2852; taxé le peuple lourdement—2853; gêne générale dans le pays—2853; besoins des cultivateurs—2853; changements de tarif—2853; peuple américain est un grand peuple—2855; cherche les moyens les plus expéditifs pour se débarrasser de la protection—2855; calomnie à l'adresse de la population de l'Ouest—2855; cultivateurs ont le droit d'avoir un meilleur marché pour leur blé—2855; l'abolition des droits sur le blé—2856; Canada est un pays uni—2857; étant donné que le gouvernement accorde ou qu'il se propose d'accorder aux manufacturiers de l'Est des privilèges importants sous la forme d'augmentations dans le tarif, et en inscrivant à ce tarif de nouveaux articles qui n'ont pas profité jusqu'ici de ses avantages, il aurait pu se permettre d'accorder aux cultivateurs de l'Ouest la seule chose qu'ils désirent le plus vivement, aujourd'hui, l'accès libre de leur blé aux marchés des Etats-Unis—2857; les récoltes de l'Ouest—2857; appel au sentiment national et patriotique—2857; le tarif Wilson-Underwood—2857; excellente définition de la protection—2860.

M. Clarke (Wellington-nord)—Que signifie la protection?—2864; ceux qui se sont écartés de la politique nationale du parti conservateur pour la politique de libre-échange de 1911 ont appris au scrutin ce que signifie une protection suffisante—2864; cultivateurs n'ont pas lieu de se plaindre—2864; parti libéral dans l'opposition a toujours réclamé le libre-échange—2865; taxe sur les comestibles—2866; si les voies navigables de l'Ouest étaient convenablement développées, elles donneraient à l'industrie minotière un essor qui la rendrait de plus en plus une concurrence universelle—2866.

M. Sinclair—Mission de l'opposition—2867; victoires qui ont de tristes conséquences—2867; cri de guerre—2867; tout pour battre Laurier—2867; notre commerce avec les Etats-Unis—2867; effets du tarif

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**M. Sinclair—Suite.*

Underwood—2868; restitution des ressources naturelles aux provinces—2868; campagne électorale dans Québec—2868; crise économique sérieuse—2869; préférence anglaise a déchargé le peuple d'un tiers du fardeau qui l'accablait—2869; possible d'éviter les mauvais temps—2870; notre commerce de poisson—2871; classe agricole soumise à des droits élevés en ce qui concerne un grand nombre d'outils et de machines—2872; question de la ficelle dont se servent les pêcheurs—2873; subventions aux provinces—2874; dépenses insolites—2875; solution de nombre de problèmes s'impose au peuple canadien—2876; le protectionnisme doit-il se perpétuer au pays—2876; alléger le fardeau du cultivateur—2876; obtenir de plus vastes marchés—2876; question de défense navale—2876; créer notre propre marine—2876.

M. Steele—L'attitude de la gauche—2876; le peuple canadien, d'une extrémité à l'autre du pays, reconnaît que ce budget est une œuvre bien mûrie et qui répond aux vœux du public—2876; ce qu'a fait le gouvernement actuel—2877; l'application du système protecteur—2877; améliorer les conditions des classes agricoles—2877; les taxes que nous payons servent au développement de notre propre pays—2878; l'histoire de la réduction des droits sur les machines agricoles—2878; la principale diminution effectuée sur les droits des instruments agricoles l'a été par le parti actuellement au pouvoir—2878; l'admission du blé en franchise—2880; la production du blé augmente dans de plus fortes proportions que le nombre des consommateurs—2880; ce n'est pas une preuve qu'il se produit plus de blé qu'il n'en faut pour la consommation, mais cela explique que la culture du blé est destinée à rencontrer une concurrence de plus en plus vive et que cela crée une situation dont il faut tenir compte—2880; blé canadien a déjà libre accès au marché américain—2880; rien n'oblige les Etats-Unis de continuer la politique du blé en franchise—2881; rien ne nous garantit la permanence de cette politique—2881; si nous établissons de nouveaux débouchés commerciaux, et si les Etats-Unis imposent de relief ce droit, nous nous trouverons forcés d'établir à nouveau les anciens débouchés et les anciennes relations—nous n'aurons détruit que pour rebâtir ensuite—2881; question des denrées alimentaires—2882; politique commerciale qu'il s'agit d'appliquer au Canada—2882; si nous avons le blé en franchise, cela nuira grandement à l'industrie de l'élevage dans Ontario—2883; cultivateurs n'ont pas à se plaindre de l'insuffisance des débouchés—2885; il faut des marchés locaux pour les produits alimentaires—2885; l'industrie de la minoterie en Canada—2885; cette industrie devrait être encouragée dans l'Ouest—2886; chiffres du rapport de la Grain Growers Grain Co.—2887; l'établissement

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**M. Steele—Suite.*

d'une ligne de transport pour porter les produits agricoles du Canada en Europe et en rapporter des marchandises en Canada sera d'un grand avantage pour les cultivateurs du pays—2889.

*Hon M. Marcil—*Politique du présent gouvernement—2889; continuer l'ancienne politique libérale—2889; préférence britannique—2889; conservateurs s'en plaignaient—2889; l'industrie des lainages—2889; maintenir le système protecteur sans s'occuper des changements—2889; une déclaration à la Bourbon—2889; gouvernement ne tient aucun compte du présent état de choses—2890; les affaires ont subi un arrêt—2890; renchérissement de la vie—2890; abaissement des salaires—2890; diminution de la population des campagnes—2890; accroissement de la population dans les villes—2890; abandonne la campagne pour les villes—2890; chômage à Montréal—2890; dans quelle situation se trouverait le pays aujourd'hui sans la mise en valeur de l'Ouest canadien, sans le peuplement de la Colombie-Anglaise, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba—2890; malgré les merveilleux progrès accomplis dans l'Ouest pendant quinze ans, les vieilles provinces du Canada sont à peu près stationnaires, et même dans certains cas ont perdu de leur population, au point d'obliger le Parlement à réduire la représentation de quatre provinces sur cinq—2891; besoins de l'est de la province de Québec—2891; peu d'encouragement direct à l'agriculture—2891; réformes qu'il y aurait à faire—2892; il est inutile, d'essayer d'amener des cultivateurs à défricher et à cultiver des terres dans un district, à moins qu'on ne leur fournisse des moyens de communications faciles—2892; ferme expérimentale dans la péninsule de Gaspé—2893; n'en existe qu'une en aval de Québec—2893; sise à 300 milles du centre de la Gaspésie—2893; notre premier chemin de fer—2893; rivage de la baie des Chaleurs—2893; partie la plus pittoresque de l'est du Canada—2893; nous avons vu depuis plusieurs générations nos jeunes gens et nos jeunes filles se diriger par centaines, chaque année, vers les Etats-Unis et toutes les autres parties du Canada, parce qu'ils ne trouvent pas dans la région qui les a vu naître les facilités qu'ils devraient y rencontrer, lorsqu'il s'agit de leur établissement—2893; nous avons dépensé des millions et des millions, afin de peupler notre Ouest canadien—2893; j'ai moi-même approuvé de mes votes les dépenses que nous avons faites dans ce but, au cours des quatorze années, et je ne le regrette pas—2893; nous avons toujours été d'opinion qu'en colonisant l'Ouest du Canada nous travaillions à la prospérité générale du pays tout entier mais le temps est arrivé où le Parlement devrait étudier attentivement la situation qui prévaut dans l'est du Canada—2893; la construction du Transcontinental—2893; entreprise de peupler

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**Hon. M. Marcell*—*Suite.*

une partie de la province de Québec—2894; répéter dans le district de l'Abitibi les exploits qu'ont accompli les colons français d'un bout à l'autre du continent—2894.

agi d'ouvrir de nouvelles régions à la colonisation dans la province de Québec, l'Eglise et l'Etat ont toujours marché la main dans la main—2894; premiers résultats des efforts tentés pour ouvrir ce pays à la colonisation—2894; que les autres provinces marchent sur les brisées de Québec à cet égard—2894; il n'y a pas de région plus fertile ni plus intéressante que celle de Gaspé—2895; la baie des Chaleurs et la Méditerranée du Canada—2895; cultivateurs de l'endroit n'ont pas les communications par voie ferrée qu'ils devraient avoir—2895; il faudrait enseigner à nos gens à demeurer sur leurs domaines agricoles—2895; nous sommes surpris que la population de l'est du Canada soit restée stationnaire, d'après moi, la première explication, c'est que vous n'avez pas donné à cette population les facilités nécessaires—2897; à quoi bon se livrer à l'agriculture dans la péninsule de Gaspé ou dans le comté de Bonaventure, si vous n'avez pas un débouché pour la récolte?—2897; texte d'une résolution du Board of Trade de Campbellton appuyant le projet de relier la péninsule de Gaspé à l'Intercolonial—2897; port de Gaspé est le plus beau de l'Amérique du Nord—2898; seul moyen de relier la Gaspésie aux réseaux ferrés du Canada, c'est de construire un pont au coût de \$750,000—2899; construction des chemins publics—2901; peuple réclame les chemins publics—2902; le devoir du gouvernement est d'aider la masse de la population des régions éloignées des grands centres et de laisser aux manufacturiers le soin de surveiller leurs intérêts suivant le tarif que nous avons maintenant—2903; s'il faut par hasard s'occuper du tarif, qu'on ne le modifie pas pour des fins de parti ou pour aider les coalitions, car celles-ci n'ont pas besoin de secours étranger—2903; on devrait enseigner au peuple l'agriculture, tout comme on l'instruit dans les autres sciences—2903.

M. Morphy—Comparer le prix de la vie de l'ouvrier canadien avec celui de l'ouvrier anglais; le prix de la vie sous un tarif protecteur et sous un régime de libre-échange des denrées alimentaires—2905; moyenne des salaires payés pour certains métiers en Angleterre—2906; l'artisan reçoit au Canada, sous le régime actuel, un salaire substantiel qui lui permet de bien vivre et d'épargner, alors que les salaires de la même classe d'artisans sont en Grande-Bretagne des salaires de pressurage indignes d'être payés à un travailleur quelconque qui désire vivre décemment—2906; prix de la vie chez un artisan—2906; la réciprocité exposera le cultivateur à la concurrence du monde entier—2907; l'attitude des libéraux est ridicule—2909; liste des pays qui produi-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**M. Morphy*—*Suite.*

sent du blé en grande quantité—2911; place qu'occupe le Canada dans la production du blé—2911; on nous a beaucoup parlé de ce qui n'a pas été fait pour nos cultivateurs, dans mon comté se trouve une population mêlée de cultivateurs et d'artisans, ceux-là savent que, si l'artisan est protégé contre les grandes maisons industrielles des Etats-Unis, il aura des salaires plus élevés, qui lui permettront d'acheter leurs produits, ils s'unissent et travaillent de concert—2912; l'ouvrier a droit à la considération la plus sympathique du gouvernement—2912; l'instruction technique des nôtres—2912; cultivateur ne trouveront pas à redire à l'amélioration du sort des artisans de l'Atlantique au Pacifique—2912.

M. Lanctôt—Observations sur certains changements dans le tarif—2913; réduction sur les machines agricoles—2913; cette réduction de 5 pour 100 ne satisfait personne—2913; classe agricole continuera de demander d'enlever complètement les droits sur ces articles, d'abord, pour la raison bien simple que nos manufacturiers canadiens soutiennent la concurrence étrangère dans tous les pays du monde et cela avec avantage—2913; ceux qui auraient dû appuyer le traité de réciprocité—2913; situation financière du Canada—2914; dépenses du service naval—2915; rappel de la loi navale Laurier—2915; construction de trois dreadnoughts—2916; bill des bons chemins—2917; le meilleur mode de venir en aide à la classe agricole, pour améliorer sa voirie, est d'augmenter le subside aux provinces—2917.

M. Garland—Comté demeuré fidèle au parti conservateur depuis 1867—2918; cherté de la vie—2919; ce n'est pas la cherté des denrées alimentaires qui est responsable du coût excessif de l'existence, ce sont: trop de billets de tramways et pas assez de marche à pied; trop de cigarettes; trop de crème à la glace et de chocolats, trop de changements dans les modes féminines et pour les robes et pour les chapeaux—grands et petits chapeaux jupes entravées, jupes "peg top"—trop de visites aux petits théâtres pour certaines classes de la population, trop de sièges à un dollar dans les salles d'opéra pour des familles dont le chef ne gagne qu'un faible salaire, trop de primeurs et de petits plats sur la table, en un mot, les folles dépenses que font les riches et la manie qu'ont les pauvres de vouloir les imiter—2919; chaque canadien devrait se contenter de son revenu pour vivre—2919; Canada est un jeune pays et ne pourrait subsister longtemps sans la protection—2920; canal de la baie Georgienne—2920; avons besoin d'une grande voie de navigation entre l'Est et l'Ouest—2920; nous devrions dire aux nations étrangères que le Canada est le plus grand pays du monde—2920.

M. Nesbitt—Problèmes économiques que soulève la crise monétaire—2925; rareté

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. Nesbitt—*Suite.*

de l'argent—2925; cycles commerciaux—2925; emploi trop d'argent à faire des placements de tout repos—2925; dépenses sur édifices publics—2926; notre système d'immigration—2927; absurde d'amener au pays des gens qui ne connaissent rien de la culture—2927; je conseillerais aux autorités provinciales et au gouvernement fédéral d'établir des fermes de quelque sorte où les immigrants pourraient recevoir quelque instruction en matière d'agriculture, avant de s'engager à titre d'ouvriers agricoles chez les cultivateurs en différentes parties du pays—2928; question du tarif—2928; changements introduits dans le tarif actuel—2929; opposé à la surcapitalisation des sociétés—2929; ce qu'a fait la Steel Company of Canada—2930; les instruments aratoires—2931; certains instruments pourraient supporter une plus forte réduction que celle que l'on vient de faire, car ils jouissent d'une protection plus élevée et ceux qui les fabriquent ont tellement augmenté leur production depuis quelque temps qu'ils peuvent maintenant lutter avantageusement avec les industriels américains—2932; raison qui devrait engager le gouvernement à accorder la franchise du blé—2933; nous avons besoin d'un tarif qui, tout en assistant autant que possible les industries grandissantes, ne constituera pas un fardeau pour le peuple—2938.

M. Thompson (Yukon)—Je suis un protectionniste modéré—2938; remarques sur la dette nationale—2938; chemin de fer de la baie d'Hudson—2938; legs que le gouvernement actuel a dû recevoir de ses prédécesseurs—2938; dépression financière—2938; manière splendide dont nous nous en sommes tirés—2938; la condition de notre pays est telle que tout Canadien, libéral ou conservateur, devrait en être fier—2939; conditions dans d'autres pays sont pires que dans le Canada—2939; politique du parti conservateur—2939; protection modérée depuis 1879—2940; production d'or du Yukon—2941; produit \$200,000,000 en quinze ans—2941; nous sommes protectionnistes, parce que nous croyons que la protection est la meilleure politique pour le Canada, et par conséquent la meilleure pour le Yukon—2941; territoire du Yukon est immense, 200,000 milles carrés, et la dernière page de son histoire n'a pas encore été écrite—2941; question du blé libre et excellentes raisons en faveur du statu quo—2941; la protection de nos industries dans une mesure raisonnable a été la politique traditionnelle du Canada depuis l'abrogation de notre traité de réciprocité avec les Etats-Unis, en 1866—2941; le peuple canadien ne veut pas entendre parler du libre-échange—2943; données sur le coût de la vie—2944; une des grandes duperies du libre-échange—2945; le tarif n'est pas une chose sacrée—2945; nous voulons faire du Canada une grande nation industrielle—2946; abstenons-nous de tout ce qui pourrait entraver notre

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. Thompson (Yukon)—*Suite.*

croissance naturelle; développons sur notre territoire un marché national pour les productions de notre peuple—2946; développons nos grandes ressources naturelles suivant un système rationnel et national, et par ce moyen jetons au Canada les fondements d'une grande nation; c'est la destinée que l'avenir nous réserve—2946.

M. Thomson (Qu'Appelle)—Création d'une commission du tarif—2946; terme de protection modérée est très élastique—2947; l'admission du blé en franchise—2947; gouvernement devrait encourager l'exportation de nos produits agricoles—2948; il existe des blés de qualité inférieure au nôtre, qui commandent de plus hauts prix sur le marché—2950; quelques chiffres indiquant l'essor pris par l'Ouest—2951.

M. Sutherland—Presque sans exception les députés de l'Ouest ont pris la parole sur le budget, et ont discuté les questions qui intéressent la population en s'occupant de leur province seulement et en ignorant les autres régions du Canada—2953; la culture du blé et pas autre chose que du blé sera la ruine du pays—2954; c'est la culture variée qui est intéressante—2954; opinion de l'ancien président Taft sur le libre-échange—2956; notre commerce avec les Etats-Unis—2958; programme du parti libéral en 1894—2960; fétiche des aliments en franchise—2961; rapport d'une commission par le Sénat des Etats-Unis—2961; si vous permettez à d'autres pays protégés par un tarif de déverser chez nous leur surplus, vous allez certainement nuire à l'agriculture du Canada—2962.

M. Cruise—Commerce du blé dans l'Ouest—2962; réduction des droits sur les machines agricoles—2963; on dit que le minotier canadien ne peut soutenir la concurrence du minotier américain; mais personne n'a donné une preuve de cette assertion—2963; je crois que les minotiers canadiens peuvent rivaliser avec les minotiers des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne—2963; le meilleur moyen de le savoir à tout jamais, c'est de nous donner le blé en franchise, et nous verrons alors si nos minotiers peuvent lutter avec les minotiers américains—2964.

M. Lalor—Bien que sir Wilfrid Laurier et son parti eussent promis le libre-échange tel qu'on l'avait en Angleterre, ils n'ont pas rempli cette promesse quand ils sont arrivés au pouvoir. Pendant les quinze années qu'ils ont conduit les affaires du pays, ils ont eu le même programme que le parti conservateur—2965; j'ai mes doutes qu'une diminution de tarif contribue beaucoup à faire diminuer le prix de vente des instruments aratoires—2966; je suis un partisan convaincu d'une protection adéquate en faveur des manufacturiers, afin de les encourager à s'établir au Canada, et d'y fonder de grandes manufactures qui feront abaisser

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**M. Lalor*—*Suite.*

les prix par la concurrence—2966; le Grand-Tronc-Pacifique a été une mauvaise affaire pour ce pays, car il a fait disparaître à jamais toute possibilité d'abaissement des tarifs—2972; durant plusieurs générations à venir, les cultivateurs de l'Ouest devront contribuer 5 cents par boisseau, en manière de compensation pour cette mauvaise affaire et pour la mauvaise gestion des libéraux en tout ce qui a trait au Transcontinental—2972; c'est là une des charges les plus lourdes auxquelles les cultivateurs de l'Ouest auront à faire face—2972.

M. Douglas—Administration des ressources naturelles par les provinces—2974; depuis 1911 nous n'avons jamais entendu parler de cette question—2974; pendant un certain nombre d'années, antérieurement à 1896, le commerce canadien a été presque stationnaire et n'a fait de réels progrès qu'après la révision du tarif en 1897—2974; cette assertion s'applique plus à l'Ouest qu'à l'Est—2974; gouvernement actuel s'occupe peu du consommateur—2974; coalitions en Canada—2975; tarif Underwood fut une véritable bénédiction—2976; l'abolition de ces droits, que nous devons à la gracieuseté de nos voisins, a permis aux cultivateurs de réaliser des bénéfices considérables—2976.

Sir Wilfrid Laurier—Situation du pays au point de vue économique—2980; erreurs singulières relativement aux faits et aux conclusions—2980; devoirs et responsabilités du ministre des Finances—2980; ressources naturelles sont si négligées dans les provinces de l'Est, que la production agricole ne marche pas de pair avec les besoins du pays—2980; industrie agricole est à veille de subir un arrêt dans l'Ouest—2980; celui qui n'a pas l'énergie de faire des améliorations n'aura jamais le courage d'opérer des réformes—2980; situation économique du pays n'est pas ce qu'elle devrait être—2980; le retour à la terre de notre population—2981; l'industrie laitière diminue—2981; le seul remède—2981; il faudrait que le gouvernement tente un effort suprême afin de ramener sur nos terres cette partie de notre population rurale qui est allée s'établir dans les villes—2981; c'est le contraire qui se produit—2982; accuser le gouvernement d'avoir failli à son devoir—2982; pouvons améliorer la situation qu'en cherchant à développer nos relations commerciales—2982; ce ne sont plus de nouveaux colons qui nous arrivent, mais plutôt des ouvriers et des artisans—2982; si l'agriculture est stationnaire, cela imprime au pays une flétrissure qui ne saurait échapper à l'œil de personne—2982; les causes qui ont abouti à ce résultat—2983; coût élevé de la production—2983; insuffisance des marchés—2983; l'affranchissement des machines agricoles—2983; privations endurées par les colons de nos prairies—2983; il existe

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.**Sir Wilfrid Laurier*—*Suite.*

encore des souffrances et des misères—2983; que veut dire le ministre des Finances en affirmant que la détaxe des machines agricoles est synonyme de libre-échange?—2983; sa phrase est inexacte au sens réel comme au sens figuratif; elle est vague et illogique—2983; dégrèvement des machines agricoles en 1914 n'est pas plus synonyme de libre-échange que ne l'était en 1893 ou en 1894 l'admission du bois en franchise, accordée par le gouvernement conservateur—2983; avantages du libre-échange—2983; réforme du tarif—2984; nouveau tarif américain—2986; opinion du professeur Osborne de l'université du Manitoba sur la cherté de la vie—2987; les trusts et les coalitions sont les fléaux du jour—2987; on les retrouve surtout dans les pays protectionnistes—2987; droit sur les denrées alimentaires—2988; nous avons, à l'heure présente, un état de choses qui met dans l'anxiété tous les salariés et toutes les mères de familles—2988; nous sommes des réformateurs—2988; le tarif doit être fait pour le peuple et non pas le peuple pour le tarif—2988; un amendement—2988.

Hon. M. Foster—Mot de ralliement du parti libéral—2989; changement peu conforme aux principes énoncés—2989; depuis trente années, tous les gouvernements canadiens, fédéral et provinciaux, ont senti qu'il leur incombait d'inaugurer des méthodes de culture perfectionnées et, au moyen d'expériences, de dépenses, et en faisant connaître partout les résultats de ces expériences, d'améliorer la qualité et la puissance de la production agricole, ils ont réussi—2990; la production agricole de ce pays est plus considérable qu'elle ne l'a été auparavant et, si l'on a moins exporté, dans le cas de certaines marchandises, la consommation domestique a été, par contre, beaucoup plus considérable—2990; effet qu'aurait la franchise des denrées alimentaires—2990; diminuerait le prix des articles que le cultivateur offrirait en vente—2991; l'expérience nous apprend, que les terres nouvelles produisent les blés et que c'est dans les régions depuis plus longtemps colonisées que l'on récolte les autres produits agricoles—2991; il en sera bientôt dans les régions nouvelles de l'Ouest comme autrefois dans l'Est; c'est-à-dire le blé cessera d'y être le seul principal produit de la terre—2991; l'activité de notre commerce—2992; progrès social et national—2993; demandes des minotiers—2994; les libéraux sont à la recherche d'une politique—2995; l'exonération du blé—2997; alanguissement des affaires—2999; culture variée dans l'Ouest—3000; ce que je demande—3000; nous devrions orienter notre effort en vue de mouliner et de convertir en farine au pays même la plus forte proportion possible de notre blé—3000; développer notre commerce du côté de la Grande-Bretagne—3001.

M. Clark (Red-Deer)—Période de dépression—3003; personne n'a osé nier l'exis-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. Clark (Red-Deer)—*Suite.*

tence de la crise actuelle—3003; tarif Wilson-Underwood a grandement amélioré la situation commerciale aux Etats-Unis—3003; abolissement modéré du tarif—3003; a imprimé un puissant essor au commerce des Etats-Unis—3003; la situation en Grande-Bretagne—3003; prospérité phénoménale—3003; situation en Canada—3004; dépenses extravagantes—3004; limitation de notre commerce signifie diminution de nos revenus—3005; banquiers d'Angleterre ne semblent pas avoir fait preuve d'une confiance sans bornes—3005; nul ne saurait créer la prospérité par le gaspillage—3006; Canada est la nation la plus endettée du monde par tête d'habitant—3006; faire triompher le libre-échange—3006; réalité des faits touchant notre commerce—3007; ce qu'ont rapporté au Canada les emprunts de l'an dernier—3007; principes de finance exprimés par M. Gladstone en 1879—3007; décadence commerciale de l'Angleterre en 1842—3007; abolition du régime protecteur—3007; faut toujours viser à obtenir un excédent—3007; l'économie dans les détails—3008; l'évolution commerciale du Canada—3009; le marché intérieur—3010; se moquer du cultivateur—3010; la reciprocité—3010; traité avec les Antilles—3011; on nous disait aussi que ce commerce avec les Etats-Unis offrait un danger pour l'empire—3011; le véritable danger pour l'empire vient de ceux qui font reposer la permanence du lien impérial sur de fausses bases, et ceux-là sont les plus dangereux amis de l'empire si le commerce avec les Etats-Unis comporte l'annexion, nous sommes déjà annexés—3011; théorie de la protection—3012; le libre-échange—3013; si l'on fait goûter ce système à la population de l'Est et à celle de l'Ouest, on constatera que ces parties du Canada trouveront que ce système est si avantageux qu'ils demanderont qu'on l'établisse en ce pays—3013; question des instruments aratoires 3015; droits sur l'acier et le fer—3016; franchise sur les céréales—3017; situation dans l'industrie du fer et de l'acier—3019; ce que les chefs des unions ouvrières des Etats-Unis disent de ces compagnies dans leurs rapports avec la main-d'œuvre—3019; accusation que portent les chefs ouvriers des Etats-Unis contre le monopole de l'acier—3019; les taxes sur les denrées alimentaires sont un crime contre l'humanité—3020.

M. Stevens—Ce que le gouvernement actuel a fait pour l'agriculture—3021; progrès de l'Ouest—3021; il est absolument impossible d'apporter au tarif des modifications qui ne bouleversent l'ensemble des droits raisonnablement protecteurs, un tarif est nécessairement fait pour protéger de toute manière les entreprises les plus diverses—3022; commerce de la Grande-Bretagne—3023; situation des affaires dans l'Ouest—3023; comparaison entre la protection et le libre-échange—3024; l'industrie du fer et de l'acier—3025; une des faillites du libre-échange en Europe

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCOURS DU BUDGET—*Fin.*

M. Stevens—*Suite.*

3026; question des impôts—3027; question de la dette du Canada—3028; conditions industrielles de l'Angleterre—3029; question de la farine et du blé—3030; prix de vente aux importateurs—3031; nous sommes à l'aurore d'une ère de prospérité sans précédent dans l'histoire du Canada—3033; pas d'une prospérité factice, basée sur la spéculation et l'agiotage, mais d'une prospérité réelle dont les bienfaits s'étendront aux industriels, aux cultivateurs, aux ouvriers et à toutes les classes de la société—3033.

M. Boivin—En faveur de la modification du tarif et de l'exonération du blé et des instruments aratoires—3033; dépenses du gouvernement—3035; mettre un frein aux dépenses de certains ministères—3035; la taxe directe—3035; le parti libéral veut une protection qui protège—3036; gouvernement refuse d'accéder à la demande des cultivateurs de l'Ouest—3037; ce que nous pensons—3038.

Amendement de sir Wilfrid Laurier est rejeté: Pour 46; contre 88—3039; la Chambre se forme en contre de voies et moyens—3186.

DISCUSSION GENERALE.

Hon. M. White—Résolution substituant texte de l'article 7 du tarif douanier de 1907—3186; texte—3186; surtaxe jusqu'à 20 pour 100 "ad valorem"—3187; gouvernement doit être en mesure de l'imposer à sa discrétion—2187.

Résolution adoptée—3188.

Hon. M. White—Résolution modifiant article 379, annexe "A" du tarif douanier de 1907—3188; poutre de fer, d'acier, etc.—3188; le gouvernement demande au Parlement d'adopter une loi qui sera mise en vigueur par décret du conseil, quand le Gouverneur en conseil se sera assuré que les produits en question sont manufacturés en assez grande quantité au Canada avec de l'acier fondu au Canada—3188.

M. Carvell—Changement de tarif sera une nouvelle charge pour ceux qui emploient ce produit—3189.

Hon. M. White—Nous devons encourager nos industries canadiennes—3189; si le tarif n'est pas changé, nos aciéries ne fabriqueront jamais de lourdes pièces de charpente—3189.

Discussion remise à plus tard sur cette résolution—3191.

Hon. M. White—Changement relatifs à la farine de cassave—3192; jeunes pousses d'oignons—3192; bananes séchées—3192.

M. Loggie—Admission en franchise des pommes de terre—3193; assurerait un bénéfice au producteur canadien—3193; c'est invariablement sur le producteur canadien que pèse le fardeau du droit—3194; en abolissant le droit sur le poisson, les Etats-Unis ont accordé un très grand avantage aux pêcheurs—3194; il en serait de même pour les pommes de

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCUSSION GENERALE—*Suite.**M. Loggie*—*Suite.*

terre—3194; en trois mois nous avons exporté aux Etats-Unis pour \$270,000 de pommes de terre et les producteurs canadiens ont payé au trésor américain une somme de \$27,000 en droits de douane—3195; cultivateurs du Canada subissent une perte considérable—3197; la politique fiscale des Etats-Unis, à l'heure actuelle, nous est favorable, de sorte que le Canada devrait se placer à un point de vue d'affaires et profiter des bénéfices qu'ils nous offrent—3201; prix sont plus élevés aux Etats-Unis que sur le marché canadien—3201; amendement à la résolution—3202; texte de l'amendement.

Reprise de la discussion sur l'amendement Loggie—3209.

M. J. J. Hughes (King, I.-P.-E.)—Importance de la question pour les Provinces maritimes—3209; marché immense aux Etats-Unis pour les pommes de terre—3209; il n'y a que dix états propres à la culture des pommes de terre—3209; plus de trente états de l'Union américaine ne produisent pas suffisamment de pommes de terre pour leur propre usage, il s'ensuit donc que le marché américain est plus régulier et que les prix y sont meilleurs en tout temps—3209; l'amendement Loggie pourrait être interprété comme étant un témoignage d'amitié, tandis que si nous maintenons le droit de 20 cents par minot sur les pommes de terre américaines, quand les Etats-Unis sont prêts à abolir complètement celui dont ils avaient frappé les nôtres, nous donnerons à penser que nous sommes mal disposés—3211.

M. John A. Best—Si la taxe était enlevée les prix baisseraient, et les cultivateurs n'auraient de leurs pommes de terre rien qui approche du prix qu'ils en reçoivent à l'heure qu'il est—3212; jamais on ne fera croire aux cultivateurs du Canada qu'on peut être sincères en demandant une abolition des droits sur les produits agricoles—3212.

M. Wright (Muskoka) — Raisons d'autrefois en faveur de la réciprocité—3213; les Etats-Unis sont un pays de culture, l'on y rencontre en abondance toutes les sortes de productions agricoles qui se retrouvent au Canada, ils peuvent subvenir à tous leurs besoins avec ce qu'ils récoltent de produits semblables aux nôtres, les pommes de terre et le blé compris, et il leur en reste abondamment à exporter—3213; quelqu'un qui fait autorité aux Etats-Unis déclarerait au cours de la campagne en faveur de la convention douanière que les cultures américaines étaient en état de donner, les pommes de terre et le blé compris, de quoi nourrir une population de 311 millions d'âmes—3213.

M. Carvell—Raisons qui ont donné lieu à l'interdiction de nos pommes de terre sur le marché des Etats-Unis—3225; interdiction à la suite d'une prétendue maladie—3227; si le gouvernement américain

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCUSSION GENERALE—*Suite.**M. Carvell*—*Suite.*

permettait l'exportation des pommes de terre de l'état du Maine, pourvu qu'elles fussent l'objet d'une inspection rigoureuse, nous pourrions peut-être en obtenir l'autorisation d'exporter les nôtres aux Etats-Unis aux mêmes conditions—3227; l'abolition des droits favoriserait les affaires de nos cultivateurs—3228.

M. Edwards—Culture de la pomme de terre aux Etats-Unis—3229; rendement par Etat—3229; récolte dans Ontario—3231; l'abolition du droit nuirait non seulement au Nouveau-Brunswick, mais beaucoup aussi à la Colombie-Anglaise, aux provinces de l'Ouest et à celles d'Ontario et de Québec—3234.

M. McLean (Queen, I.-P.-E.)—Pommes de terre du Maine sont atteintes de la gale poudreuse—3238; pommes de terre canadiennes sont aussi frappées d'interdiction—3238; une enquête a été faite à ce sujet—3238; gouvernement possède des renseignements précieux—3238; libéraux demandent que les cultivateurs du Maine viennent faire concurrence à nos producteurs sur nos propres marchés—3240.

Hon. M. Burrell—Amendement Loggie contient une proposition extraordinaire—3240; confusion de pensée—3241; M. Loggie dit que nous devrions abaisser les droits sur les pommes de terre américaines, afin que les Etats-Unis fassent disparaître la restriction qu'ils ont établie à propos de l'importation des pommes de terre avariées—3240; impossible de voter en faveur d'une résolution aussi vicieuse 3240; cette proposition aurait pour résultat de faire disparaître les droits qui protègent un article que notre pays produit en si grande abondance—3241; interdiction et maladie de la pommes de terre—3241; gale noire—3241; gale poudreuse—3242; arrangement avec Washington—3243; l'inspection des pommes de terre—3244; une campagne d'éducation—3245; renseignements pré-publiés dans une brochure—3246.

Hon. M. White—Ironie étrange des circonstances politiques—3247; si les cultivateurs du Maine ont pu obtenir par leurs démarches et leur influence que l'importation de nos pommes de terre fût interdite aux Etats-Unis, parce que le droit de 25 cents par boisseau avait été réduit à 10 p. 100 "ad valorem" que ne feraient-ils pas si cet amendement était adopté le jour où, n'étant plus même frappée d'un droit de 10 p. 100 "ad valorem", la pomme de terre du Canada serait admise en franchise aux Etats-Unis—3248; je ne crois pas que la concurrence venant de la province du Nouveau-Brunswick pourrait affecter d'un sou le prix des pommes de terre aux Etats-Unis, pas plus que je crois d'ailleurs que les gens des Etats-Unis eussent tenté de lancer l'interdiction contre les produits du Canada—3249; c'est le marché d'Europe qu'ils craignent—3249; s'il n'y a pas d'avantage pour le producteur américain d'avoir accès aux

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

Hon. M. White—*Suite.*

marchés canadiens, le consommateur américain retirera-t-il un bénéfice de la réduction ou l'abolition du droit américain—3251; si on dit qu'il en retirera un avantage, le remède est entièrement entre les mains des Etats-Unis; ils peuvent quand ils le voudront abaisser ou abolir les droits de leur tarif—3251; le marché national—3251; proposition ne se concilie pas avec la politique fiscale du gouvernement—3253; amendement Loggie est rejeté: pour 33; contre 60—3256; résolution adoptée—3256.

Hon. M. White—Article 113, noix de coco, etc.—3256; alcool amylique ou "fusel-oil"—3257; article 184, journaux et publications trimestrielles, etc.—3258; article 188a, papier pour decalcomanie, etc.—3259; article 208, acide borique, etc.—3259; article 208a, chlorure de chaux, etc.—3259; article 210, soude caustique, etc.—3260; article 296, silex, etc.—3261.

Reprise de la discussion en comité—3266.

Hon. M. White—Article 306, marbre, etc.—3266; taux ont été augmentés sur la pierre de construction—3266.

M. Pardee—Si le gouvernement est désireux d'aider les tailleurs de pierre du Canada, il devrait défendre l'importation de la pierre dure dont il se trouve un grand nombre de carrières au Canada, principalement au Nouveau-Brunswick—3267; il n'y a pas au Canada de carrière fournissant cette pierre sur laquelle le ministre a l'intention d'élever les droits—3267.

Hon. M. White—Texte des requêtes reçues par le gouvernement—3269; opinions des associations de constructeurs du pays—3269; représentations énergiques que les tailleurs de pierre du Canada n'ont cessé de faire—3270.

M. Loggie—Changement que l'on projette ne favorisera que les entrepreneurs en bâtiments en pierre de taille—3271.

M. Turriff—Il n'y a pas à douter que la perception de ce droit n'ait pour conséquence de supprimer toute concurrence venue du dehors et que, par suite, se trouvent augmentés les frais de toute construction où il sera fait usage de pierre taillée—3271; il est possible que tout d'abord les nôtres fassent une part plus grande de l'ouvrage; mais, au bout du compte, cette augmentation des frais de la construction ou il entre de la pierre taillée aura pour effet d'en décourager l'emploi et, par là, de donner moins de travail aux tailleurs de pierre canadiens—3271.

M. Bradbury—Le gouvernement a reçu une pétition signée par les associations d'ouvriers de carrières dans tout le Canada—3273; ces gens-là doivent savoir ce qui leur serait avantageux, et lorsqu'on affirme que ce changement au tarif ne sera d'aucun profit pour les tailleurs de pierre du Canada, je ne peux m'empêcher de croire qu'on ne fait aucun cas de leur opinion—3273.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*DISCUSSION GENERALE—*Suite.*

M. Burnham—Protection que l'on veut accorder aux tailleurs de pierre est raisonnable—3276.

M. Cockshutt—Nouveau tarif sera avantageux pour les exploitants de carrières—3279.

Hon. M. Oliver—Nous avons absolument une industrie rudimentaire, autant sous le rapport du volume de la pierre extraite des carrières, que sous celui du nombre des ouvriers employés à son extraction et à sa préparation—3281; cette industrie est si restreinte que chacun sait que dans toutes les régions du Canada on importe de la pierre à bâtir—3281; il est évident que, pour une raison ou pour une autre, cette industrie est de peu d'importance, et quand le gouvernement tente d'imposer une mesure de protection à une industrie peu développée, il taxe le public en général dans l'intérêt d'un petit groupe de la communauté—3281.

Hon. M. White—Article 315, charbon de plus de six pouces de circonférence—3284; article 315a, électrode de charbon—3284; article 353a feuilles ou feuillettes d'aluminium—3285; article 327a, lentilles argentées pour lampes d'automobile—3285; article 361 or et argent battus en feuilles—3285; article 375, fonte en gueuse, etc.—3285; article 375a ferrosilicium—3287; article 378a fer au acier à bandes—3287; article 410, chaînes à mailles soudées—3291; article 411, chaînes de transmission à mailles—3292; articles 445, toncheuses, moissonneuses, lieuses, etc.—3292.

Hon. M. White—L'industrie canadienne, en général, moins d'avantage que son concurrent américain en ce qui concerne les frais de transport—3292; l'industriel canadien a deux désavantages, la production lui coûte plus cher qu'elle ne coûte à l'industriel de Chicago ou d'autres localités américaines, parce que le coût en est en raison inverse du nombre de tonnes—3293; énormément de capital anglais consacré à la fabrication de machines agricoles au Canada—3293; rapport de M. Costello, fonctionnaire des Douanes sur cette question—3293; le drawback—3295.

Hon. M. White—Article 453a moteurs électriques à l'usage des dentistes—3296; article 471, tiges laminées de fil de fer ou d'acier, etc.—3297.

M. Loggie—Ce changement aura de l'effet sur l'industrie du clou—3297.

Hon. M. White—Les fabricants de tiges de fer, désireux d'augmenter leur production et de l'écouler au Canada, n'auraient aucun intérêt à détruire ces établissements qui se livrent à la confection de clous—3297; je n'hésite pas à dire que si je constatais que, de propos délibéré, on s'applique à ruiner des concurrents de conduite irréprochable, ou à leur nuire, je n'hésiterais à faire passer un décret du conseil abaissant, ou même abolissant le droit—3298.

M. Loggie—Ministre créé un monopole en faveur de deux grandes compagnies—

VOIES ET MOYENS—Fin.

DISCUSSION GENERALE—Fin.

M. Loggie—Suite.

3299; elles auront la haute main sur les prix que les fabricants de clous demanderont au commerce de gros—3299; prix des clous augmentera—3299.

M. Currie—Le fabricant de clous en Canada ne saurait que bénéficier d'un remaniement quelconque—3302; les fabricants voient se dresser devant eux l'avènement à bref délai de la corporation des aciéries des Etats-Unis, qui se livrera à la fabrication de tous les produits de fil métallique et de l'acier—3302; le meilleur endroit pour trouver un marché plus vaste est ici même, dans notre pays; en ce moment, le Canada souffre de la trop grande abondance d'importations—3302.

Hon. M. White—Article 478a bandes, lisières ou feuilles de fer ou d'acier, etc.—3305; article 486, tubes en fer—3305; article 542, fil de jute ou de chanvre, etc.—3306.

M. Sinclair—Requête des pêcheurs du littoral de l'Atlantique—3306; fil à rets—3306; merlin non décortiqué—3306; omis de la liste en franchise par erreur—3306; la ficelle libre que je demande à l'heure actuelle n'est qu'une bagatelle comparée aux frais d'approvisionnement des médicaments gratuits et de l'établissement des services médicaux gratuits pour les 65,000 pêcheurs du littoral est du Canada—3307.

Hon. M. White—Considérerai la question avant la revision finale du tarif—3308.

Hon. M. White—Article 546, toile de jute ou canevas, etc.—3309; article 548a, ficelle ou fil de papier, etc.—3310; broderies, dentelles, etc.—3310; article 577, soie grège ou filée, etc.—3311; article 651a, boutons d'ivoire végétal—3312.

Hon. M. White—Résolution, marchandises prohibées—3312.

VOTES.

ABOLITION DES DROITS DE DOUANE SUR LES MACHINES AGRICOLES.

M. Knowles propose: "Que d'après l'opinion de cette Chambre, le moment propice est venu, dans l'intérêt des cultivateurs et conséquemment dans celui du Canada tout entier de lever tout de suite les droits de douane sur les instruments agricoles—1634.

Rejeté: Pour, 44; contre, 82—1678.

ADMINISTRATION DE L'INTERCOLONIAL.

M. Emmerson propose la motion suivante: "Les méthodes suivies dans l'administration actuelles de l'intercolonial sont injustes et tyranniques à l'égard des employés du chemin de fer et du public, et de nature à nuire aux intérêts du public et du chemin de fer, et que cette Chambre croit que, pour cette raison, le gouvernement mérite d'être censuré"—3421.

Motion rejetée: Pour, 39; contre, 69—3474.

VOTES—Suite.

AIDE AU CANADIAN-NORTHERN.

M. Macdonald propose un amendement à la résolution tendant à venir en aide au Canadian-Northern—4003; voici le texte: "Que M. l'Orateur reste au fauteuil, et que l'examen du présent projet de résolution soit renvoyé à six mois"—4003.

Amendement rejeté: Pour, 64; contre, 111—4181.

AMENDEMENT AU DISCOURS DU TRONE.

Sir Wilfrid Laurier propose l'amendement suivant au discours du trône: "Nous regrettons d'avoir à représenter à Votre Altesse Royale que bien que le gracieux discours par lequel Elle a ouvert la présente session du Parlement reconnaisse que les affaires sont dans une condition de dépression, cependant il n'y a aucune indication ou intention de la part de vos aviseurs de prendre des mesures pour remédier à cet état de choses"—23.

Amendement rejeté: Pour, 64; contre, 108—265.

AMENDEMENT AU DISCOURS DU TRONE.

M. Neely propose l'amendement suivant à l'adresse en réponse au discours du trône: "La Chambre regrette que le gracieux discours par lequel Votre Altesse Royale a ouvert la présente session du Parlement n'indique aucune intention de la part de vos ministres de prendre des mesures en vue de s'assurer sur le marché des Etats-Unis le libre accès du blé et de ses produits, en supprimant le droit sur le blé et ses produits importés des Etats-Unis en Canada"—280.

Amendement rejeté: Pour, 57; contre, 102—323.

AMENDEMENT AU DISCOURS DU BUDGET.

Sir Wilfrid Laurier propose l'amendement suivant au discours du budget: "Cette Chambre est d'avis que, en vue de conditions économiques actuelles du pays, il serait judicieux de placer le blé, les produits du blé et les instruments aratoires sur la liste des articles admis en franchise; et que, sans causer d'injustice à aucune classe de personnes, des mesures devraient être prises pour diminuer le prix élevé de la vie en abaissant raisonnablement les impôts"—2988.

Rejeté: Pour, 46; contre, 88—3039.

AMENDEMENT DE M. ROSS CONCERNANT L'AIDE AU NORD-CANADIEN.

M. Ross (Middlesex-ouest) propose un amendement à la résolution relative à l'aide à accorder au Nord-Canadien: "Que tous les mots après "que" soient supprimés et remplacés par les suivants: Que l'étude desdites résolutions ne sera pas continuée avant qu'un comité nommé par le Parlement ait complètement étudié et fait rapport sur la nécessité d'accorder l'aide demandée par la compagnie du Canadian-Northern, l'étendue que cet aide pourrait

VOTES—*Suite*.AMENDEMENT DE M. ROSS CONCERNANT L'AIDE AU NORD-CANADIEN
—*Suite*.

M. Ross (Middlesex-ouest)—*Suite*.

avoir et la nature comme la valeur des garanties à exiger"—4558.

Amendement rejeté: Pour, 46; contre, 90—4572.

AMENDEMENT DE M. PUGSLEY A LA RESOLUTION CONCERNANT L'AIDE AU NORD-CANADIEN.

Hon. M. Pugsley propose "que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "les dites résolutions ne soient pas maintenant agréées, mais qu'elles soient renvoyées en comité général avec instruction de les amender sous les rapports suivants:

- (a) De pourvoir à la réduction du capital social du Canadian-Northern jusqu'au chiffre de \$30,000,000, valeur au pair, subordonnement au droit d'y ajouter une somme n'excédant pas \$25,000,000 si, à quelque période que ce soit, cette opération devient nécessaire dans le but d'échanger les débetures-actions convertibles imputables sur le revenu mentionnées dans l'article 12 des dites résolutions.
- (b) De pourvoir au transfert de ce capital social (sauf un nombre suffisant d'actions pour habilitier les directeurs) au receveur général, qui en sera le porteur en fidé-commiss pour Sa Majesté.
- (c) De décréter que Sa Majesté sera investie de ce capital social durant une période de cinq années.
- (d) De prescrire que si la compagnie paie l'intérêt sur les valeurs de la compagnie à être garanties par Sa Majesté comme il est statué par les dites résolutions, et si les conditions des dites résolutions et du marché qui y est déterminé sont remplies sous tous autres rapports durant cette période de cinq années, le dit capital social sera transféré à Mackenzie, Mann and Company, Limited, ou leurs représentants, à moins que Sa Majesté, par un décret du conseil, ne se prévale du privilège d'option ci-après mentionné.
- (e) De décréter que le Gouverneur en conseil aura l'option en tout temps pendant cette période de cinq années d'assumer la propriété absolue du dit capital social du réseau du Canadian-Northern et de toutes les compagnies constituantes et auxiliaires mentionnées dans les dites résolutions ou projet de marché, subordonnement aux obligations existantes et aux arrangements qui y sont pourvus au sujet des débetures-actions convertibles imputables sur le revenu, moyennant une somme à déterminer par arbitrage, mais qui ne devra pas excéder la somme de \$30,000,000, qui représente la valeur au pair du dit capital social tel qu'il sera réduit comme il est pourvu ci-dessus"—4573.

Amendement rejeté: Pour, 45; contre, 89—4595.

VOTES—*Suite*.

AMENDEMENT DE M. OLIVER A LA RESOLUTION CONCERNANT L'AIDE AU NORD-CANADIEN.

Hon. M. Oliver propose l'amendement suivant: "Que les résolutions ne soient pas maintenant agréées, mais qu'elles soient renvoyées en comité général pour y être amendées en prescrivant que "la compagnie du chemin de fer du Nord-Canadien, sous deux mois à compter de la date de l'adoption de cette loi, soumettra à la commission des chemins de fer du Canada un tableau des taux de trafic sur les lignes de la dite compagnie maintenant construits ou qui pourront être subséquentement construites à l'ouest de Fort-William, lesquels taux devront être les mêmes que ceux actuellement en vigueur sur les lignes de la dite compagnie dans les provinces d'Ontario et de Québec, sauf en autant et pour autant que la dite Canadian-Northern Railway Company pourra prouver excédent de frais d'exploitation sur les dites lignes à l'ouest de Fort-William, et le dit tableau de taux de trafic sera soumis à l'autorité et au contrôle de la dite commission des chemins de fer, et par elle révisé et modifié en conformité de la susdite stipulation"—4597.

Amendement rejeté: Pour, 42; contre, 82—4607.

AMENDEMENT DE SIR WILFRID LAURIER AU BILL RELATIF A L'AIDE AU NORD-CANADIEN.

Sir Wilfrid Laurier propose "que la Chambre refuse de voter la 3e lecture du projet de loi, et déclare que, dans les circonstances, nulle aide ne sera donnée à la compagnie du chemin de fer Canadien du Nord s'il n'est en même temps arrêté que le gouvernement pourra dans un temps raisonnable acquérir la propriété de tous les biens de la compagnie à un prix qui sera fixé par un arbitrage, mais qui n'excédera pas 30 millions de dollars"—4816.

Amendement rejeté: Pour 42; contre 85—4846.

AMENDEMENT DE M. VERVILLE AU BILL RELATIF A L'AIDE AU NORD-CANADIEN.

M. Verville propose "Que le dit bill ne soit pas lu la 3e fois maintenant, mais qu'il soit renvoyé au comité général avec mandat et pouvoir de le modifier en décrétant:—"Que la loi entrera en vigueur en vertu d'une proclamation de Son Altesse royale le Gouverneur général, laquelle pourra être émise lorsque la Mackenzie and Mann Company, Limited, propriétaire des houillères de l'île de Vancouver, aura consenti à la nomination d'un bureau de conciliation, tel que la demande en a été faite par les mineurs qui y travaillent"—4846.

Amendement rejeté: Pour 38; contre 85—4857.

VOTES—*Suite.*AMENDEMENT DEMANDANT LE RENVOI
A SIX MOIS DU BILL RELATIF AUX
DEPOSANTS DE LA FARMERS BANK.

M. Maclean (Halifax) sur le bill concernant le remboursement des déposants de la Farmers Bank propose: "Que le mot "maintenant" soit biffé et que les mots "à six mois de cette date" soient ajoutés à la fin de la motion"—4885.

Amendement rejeté: Pour, 17; contre, 55—4990.

CONFLITS OUVRIERS DE L'ILE DE VANCOUVER.

M. Verville propose: "Que monsieur l'Orateur ne quitte pas le fauteuil présidentiel pour permettre à la Chambre de siéger en comité des subsides, mais qu'il soit résolu que toute la conduite du ministre du Travail au sujet des réclamations et des droits des mineurs de houille de l'île de Vancouver a été marquée par une négligence persistante et une indifférence absolue et qu'elle mérite la censure de la Chambre"—1332.

DROIT SUR LA SCORIE DE HAUTS
FOURNEAUX.

Hon. M. Emmerson propose la motion suivante: "Qu'en vertu de l'article 372 du tarif des douanes du Canada, 1907, les scories des hauts fourneaux sont sur la liste des objets entrant en franchise, mais que le conseil des douanes à une assemblée tenue le 9 septembre 1913, a improprement et illégalement déclaré cet article imposable en vertu de l'item 663 du tarif et en force depuis le 9 novembre 1913, sans que apparemment cette décision ait été approuvée par le ministre des Douanes, tel que requis par les statuts et que le ministère des Douanes en imposant un droit sur cet article viole

VOTES—*Fin.*DROIT SUR LA SCORIE DE HAUTS
FOURNEAUX—*Suite.*

Hon. M. Emmerson—*Suite.*

la loi et cause une grave injustice et une perte à la classe agricole"—668.

Motion rejetée: Pour, 44; contre, 83—679.

ENQUETE SUR L'ADMINISTRATION DU
TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Graham propose: "Que le rapport des commissaires nommés par le gouvernement aux fins de faire une enquête sur la construction du chemin de fer national Transcontinental porte tellement la marque intentionnelle de parti pris, et est si propre à induire en erreur, qu'il ne peut en aucune manière inspirer de confiance; que le but manifeste desdits commissaires a été de présenter les choses sous un faux jour pour des fins de parti plutôt que de faire une enquête dans l'intérêt public, sans égard aux graves conséquences qui pourraient en résulter pour le pays ou pour cette grande entreprise nationale; et que, tant à cause de la nomination de ces commissaires que pour avoir accepté et endossé leur rapport, le gouvernement mérite d'être sévèrement censuré par cette Chambre"—2134.

Rejeté: Pour, 67; contre, 105—2475.

PRIVILEGE DES DEPUTES DE POSER
UNE QUESTION.

M. Wilson, député de Laval, ayant soumis la question suivante: "Le gouvernement, ou l'un de ses membres, a-t-il reçu quelques protestations parce que Son Honneur l'Orateur de cette Chambre lit les prières d'ouverture en français, tous les deux jours?" l'Orateur a décidé que ce n'était pas une question propre à être inscrite au Feuilleton. Le député de Laval (*M. A. C. Wilson*) en appelle de cette décision à la Chambre elle-même—2116.

Décision maintenue: Pour, 89; contre, 55—2116.

PARTIE II—INDEX PAR DÉPUTÉ

DES TRAVAUX DE LA TROISIEME SESSION DU DOUZIEME PARLEMENT.

N.B.—Les pages dont le chiffre est indiqué pour chaque sujet sont celles de l'index précédent ou Index par Sujet, auquel il faut se reporter pour trouver l'analyse des remarques faites en chaque circonstance et l'indication des pages des Débats où ces remarques sont données au long.

ACHIM, HONORE (*Labelle*).

Bill chemin de fer du Lac Victoria—61.

AIKINS, JAMES A. M. (*Brandon*).

Bill terres fédérales—40, 74; remarques au sujet du Canadian-Northern—77; terminus chemin de fer baie d'Hudson—117; tarif transport blé—138; résolutions, augmentation nombre sénateurs du Manitoba—185; remarques sur discours du budget—268.

ALGUIRE, DUNCAN O. (*Stormont*).

Bill compagnie du chemin de fer Cornwall à Hawkesbury—63; résolution création pension à la vieillesse—210.

AMES, HERBERT B. (*St-Antoine, Montréal*).

Bill divorce Campbell—65; résolution aide Canadian-Northern—193; remarques sur discours du budget—265.

ARMSTRONG, JOHN ALEXANDER MACDONALD (*York-nord*).

Remarques au sujet du Canadian-Northern—78; remarques sur discours du budget—267.

ARMSTRONG, JOSEPH E. (*Lambton-est*).

Bill loi sur les chemins de fer. 72; budget des chemins de fer et canaux—98; bill Prudential Life of Canada—114; résolution aide Canadian-Northern—196; construction salles exercice militaires—241.

ARTHURS, JAMES (*Parry-Sound*).

Industrie canadienne du fer et de l'acier—21; loi des sauvages—49; vente bois sur île Parry—140; canal Welland—221.

BAKER, GEORGE HAROLD (*Brome*).

Bill British Trust Company—59; bill compagnie d'assurance North American Accident—63; bill compagnie du chemin de fer Farnham à Granby—63; bill divorce Chesley—65, 66; bill divorce Laurie—66; bill Title Insurance Company of Canada—70.

BALL, ROBERT JAMES (*Grey-sud*).

Voyages hon. L. P. Brodeur—179.

BARKER, SAMUEL (*Hamilton*).

Bill Canadian Railway Accident Insurance Company—60; bill divorce Birks—67.

BARNARD, GEORGE H. (*Victoria, C.-B.*).

Immigration asiatique—112; résolution concernant le divorce—207.

BARRETTE, JOSEPH A. (*Berthier*).

Banques canadiennes qui ont failli—144.

BEATTIE, THOMAS (*London*).

Bill compagnie du chemin de fer London à Port-Stanley—62; bill compagnie McClary Manufacturing—67.

BELAND, hon. HENRI S. (*Beauce*).

Représentation à la Chambre des communes—47; assurance mutuelle de Rimouski—143; distribution rurale comté Beauce—153; résolution droits de douane sur machines agricoles—209; station agronomique dans la Beauce—234; inspection des immigrants à l'étranger—237.

BENNETT, RICHARD B. (*Calgary*).

Modification au code criminel—24; la naturalisation—35; chemin de fer Calgary et Edmonton—59; bill chemin de fer Calgary et Fernie—62; compagnie du chemin de fer de la Rivière Haute à Saskatchewan et baie d'Hudson—63; compagnie du chemin de fer Western Dominion and Alberta Pacific—63; bill compagnie interurbaine—64; bill Pacific Peace River and Athabasca Railway Company—68; bill Premier Life Insurance Company—68; bill The Peace River Tramway and Navigation Company—69; résolution Canadian-Northern—193, 194.

BENNETT, WILLIAM H. (*Simcoe-est*).

Adresse en réponse au discours du Trône—14; industrie canadienne du fer et de l'acier—21; bill Central Railway of Canada—61; divorce Parkhurst—65; budget chemins de fer et canaux—101; canal Welland—222; commission impériale du commerce—228.

BEST, JOHN (*Dufferin*).

Remarques au sujet du Canadian-Northern—78; voyage en Afrique-sud hon. R. Lemieux—179; discussion du tarif—275.

BICKERDIKE, ROBERT (*St-Laurent, Montréal*).

Marine marchande—34; bill chemin de fer Lachine-Jacques-Cartier-Maisonnette—61;

BICKERDIKE, ROBERT (*St-Laurent, Mont-réal*)—Suite.

bill abolition de la peine de mort—73, 249; résolution modifications loi des juges—186; notre système d'immigration est une erreur complète—238; réforme des prisons—249; enquête pénitencier de Kingston—249; débarquement des pilotes sur le Saint-Laurent—257.

BLAIN, RICHARD (*Peel*).

Bill divorce Graham—65; bill Niagara Welland Company of Canada—72.

BLONDIN, PIERRE E. (*Champlain*).

Version française du budget—92.

BOIVIN, GEORGE H. (*Shefford*).

Destitutions comté Shefford depuis 1911—123; destitution M. A. Goyette, employé du gouvernement depuis 1911—125; destitutions J. J. Ryan, Charles Hamelin, George F. Payne—126; grève mineurs Colombie-Anglaise—131; bestiaux malades dans Cantons de l'Est—144; boîtes aux lettres de Granby—145; bureau poste Granby—145; emploi Boright et Baker—155; employés département Agricuture—156; gratification vétérans campagne des feniens—159; employés douanes à Newport—168; emploi Silas Riendeau—172; service douanes à Newport—173; routes postales comté Shefford—172; résolution aide Canadian-Northern—193; traitement officiers et inspecteurs d'accise—214; remarques sur discours du budget—274.

BORDEN, très hon. ROBERT L. (*Halifax*).

Adresse en réponse au discours du Trône—8, 9, 16, 92, 117; adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général—16; congé de l'Ascension—16; fête Victoria—16; mercredi des Cendres—17; vacances de Pâques—17; exposition de San-Francisco—19; immigration hindoue—22; ressources naturelles des provinces de l'Ouest—22, 23; commission des champs de bataille à Québec—26; bill commission eaux limitrophes—27; bill tarif douanier—28; enquêtes sur les sinistres maritimes—28; loi d'exportation du pétrole—29, 30; bill garantie d'obligations du G. T. P.—30, 31; bill chemin de fer Nord-Canadien—36, 37; bill Transcontinental-National—39, 40; primes aux volontaires—44; bill représentation à la Chambre des communes—45, 47, 48; loi des sauvages—49; bill subventions aux bassins de radoub—50; bill déposants de la Farmers Bank—54; bills représentation de l'Alberta, de la Colombie-Anglaise, du Manitoba, de la Saskatchewan au Sénat—57; bill All Red Line Railway Company—71; rapport divorce Vineberg—75; mort de lord Strathcona—75, 76; mort hon. F. D. Monk—76; association canadienne du centenaire de la paix—79; besogne de la session—80; campagne des feniens—80; correspondance au sujet du Canadien-Nord—80; obligations chemin de fer Québec-Saguenay—81; chemin de fer Colombie-Anglaise à l'Alaska—81; chômage au Canada—81; chutes d'eau sur le canal de la vallée de Trent—81; commission réclamations Colombie-Britannique—81; comité des subsides et la règle 17—81; défense des côtes du Pacifique—82; docu-

BORDEN, très hon. ROBERT L. (*Halifax*)—Suite.

ments concernant le Canadian-Northern—82, 118; droit sur les machines agricoles—82; immigration des hindous—84; insertion des réponses dans les Débats—85; le vapeur *Alert*—86; naufrage de l'*Empress of Ireland*—86, 87, 93; nomination haut commissaire à Londres—87; nouveau gouverneur général—87; observations sur un compte rendu du *Free Press* d'Ottawa—87; pièces relatives au Canadien-Nord—88, 89; port d'armes dans les processions religieuses—88; rapport de la commission d'enquête sur le Transcontinental—89; règlements de la Chambre et le vote des crédits—89; règlement de la Chambre et les quatre premières semaines de la session—89; présentation d'une épée à sir Edward Carson—88; programme naval anglais—88; ile du Prince-Edouard et la représentation à la Chambre des communes—90; résumé des élections générales—90; secours aux victimes du désastre de Terre-Neuve—90; situation ouvrière—91; sans-travail de Montréal—91; subside au chemin de fer G.-T.-P.—91; travaux de la Chambre—92, 119; voyage hon. G. H. Perley à Londres—92; administration chemin de fer Intercolonial—94; budget chemin de fer et canaux—102; conflits ouvriers de l'île de Vancouver—104; gestion du Transcontinental—106; cas Gustavus A. Colpitts—109; chemin de fer Pacifique-Canadien en Autriche—109; 50e anniversaire de la Confédération—110; motion pour production de certains documents—114; service postal transatlantique—115; comité prohibition de la cigarette—117; comité spécial représentation à la Chambre des communes—118; nomination de traducteurs—118; séances de la Chambre des communes—119; memorandum ministre Justice représentation au Sénat—180; résolution comité mixte refonte loi chemin de fer—180; résolutions augmentation traitement personnel Chambre des communes, loi des chemins de fer, nomination personnel Chambre des communes—182; résolution augmentation sénateurs Colombie-Britannique—183; résolution garantie émission d'obligations G.-T.-P.—183; résolution exportation du pétrole—184; résolution augmentation sénateurs du Manitoba—184, 185; résolution augmentation sénateurs Saskatchewan—185; résolution augmentation sénateurs dans l'Alberta—186; résolution aide Canadian-Northern—190, 191, 199, 200, 201; résolution représentation sénatoriale—203, 205; résolution corruption des mœurs électorales—206; résolution concernant le divorce—207; résolution droits de douane sur machines agricoles—208; résolution fonctions de l'Orateur suppléant—210; résolution prohibition des cigarettes—212; rénumération proposés surveillance des fabriques—214; commission de conservation—216, 217; bureau du haut commissaire à Londres—218; commission des améliorations à la Colombie-Anglaise—227; conservation des ressources naturelles—227; recrutement gendarmerie à cheval—235; pension à Mme Fabre—250; pension à Mme Fuller—251; expédition gendarmerie à cheval dans le nord—252; service maritime et postal entre

BORDEN, très hon. ROBERT L. (*Halifax*)—Fin.

Canada et Grande-Bretagne—256; instruction navale—257; niveau du lac des Bois—258; centenaire de la paix—258; confédération canadienne à Charlottetown—258.

BOULAY, HERMENEGILDE (*Rimouski*).

Marine marchande—34; bill déposants de la Farmers Bank—55; rapport divorce Vineberg—75; administration chemin de fer Intercolonial—94; cheval tué sur Intercolonial à Amqui—123; rapport G. Lafontaine production engrais chimiques—129; marins employés sur *Eureka*—133; opérations de l'Intercolonial—133; enquête Pedley—134; réclamation J. Ross—136; revenu de l'Intercolonial—136; voyages hon. Roy—141; achat terrain à Sainte-Félicité—141; aide à l'Agriculture—142; Canada and Gulf Railway—147; construction stations Transcontinental—151; équipage du *Niobé*—156; frais de voyages juge Clement—158; salaire journaliers Intercolonial—162, 172; messenger pour la session—164; nominations Intercolonial—165; démission F. Pedley—166; prétendue contrebande—168; nombre séances commission chemins de fer en un an—175; soumissions traverses Intercolonial—175; service naval—217; stations agronomiques—220; les deux langues dans l'administration fédérale—220; embranchements et travaux de l'Intercolonial—225; administration de l'Intercolonial—225; distinction injuste au préjudice de la province de Québec—225; commissaires du commerce à l'étranger—227; les destitutions—232; création district fédéral 233; octroi annuel à l'agriculture dans Québec—234; établissement de plus de fermes expérimentales—234; fermer la porte du Canada aux juifs—237; l'immigration au Canada—237; dépenses extraordinaires de la milice—242; gouffre du militarisme—242; le traitement des juges—247; l'indemnité des députés—247; sécurité navigation sur Saint-Laurent—255; service naval canadien—258.

BOURASSA, JOSEPH B. (*Lévis*).

Destitutions depuis 1911 dans comté Lévis—125; noms maîtres de poste dans comté Lévis—132, 133; réclamations contre Intercolonial—136; bureau poste Saint-Romuald—145; Gare du marché Champlain, Québec—148; assurance contre feu Ontario—149; commissaires enquêteurs accusations ingénierie politique—150; démission capt. Côme Langlois—152; destitution maître poste Saint-David—153; double voie Intercolonial—153; emplacement bureau de poste Saint-Romuald—155; factage rural comté Lévis—157; ferme expérimentale comté Lévis—157; destruction scieries Paradis à Lévis—157; suspension W. Larose, traducteur—163; maître poste de Lauzon—164; prix propriété Carrier-Lainé—168, 178; sacs dépêches fermés avec des clous—172; conférences "Safety First"—172; démission W. H. Rick—172.

BOYCE, ARTHUR C. (*Algoma-ouest*).

Bill compagnie du chemin de fer Northwestern—71; rapport divorce Vineberg—75; budget des chemins de fer et des canaux—98, 99; bill Prudential Life of Canada—

BOYCE, ARTHUR G. (*Algoma-ouest*)—Suite.

114; résolution corruption des mœurs électorales—296.

BOYER, GUSTAVE (*Vaudreuil*).

Bill produits de la laiterie—42, 43; arsenal de Rigaud—120; noms employés canal Soulanges—122; organisation 33e Hussards de Vaudreuil—131; nombre de seigneuries dans province Québec—137, 173; terrain gouvernement Pointe-Cascades—139; aide à l'agriculture—142; bureau de poste, Rigaud—145; sommes payées V Chevrier et frères—148; gardiens phares rivière Ottawa—158; horloge bureau poste Rigaud—160; Intercolonial, achat bois—162; paiements à J. G. H. Bergeron—166; quais Rigaud, Graham et Vaudreuil—169; quai Pointe-Fortune—169; revenus des quais—172.

BOYS, WILLIAM A. (*Simcoe-sud*).

Bill Barcelona Traction Light and Power Co., Ltd.—58; bill Brazilian Traction, Light and Power Co., Limited—58; bill British American Nickel Corporation Limited—59; bill divorce Merritt—66; bill W. C. Edwards Co., Limited—67; bill Rainy River Radial Railway Company—68.

BRADBURY, GEORGE H. (*Selkirk*).

Entrepôts frigorifiques—29; bill produits de la laiterie—43; loi des sauvages—49; bill Central Western Canada Railway Company—61; bill divorce Power—66; bill Western Life Assurance Co.—70; bill eaux navigables—72; bill entrepôts frigorifiques—73; rapport comité pollution des eaux navigables—74; service chemin de fer entre Gimli et Winnipeg—90; résolution, pollution des eaux navigables—189; employés publics et la politique—253; discussion du tarif—276.

BRISTOL, EDMOND (*Toronto-centre*).

Résolution aide Canadian-Northern—194, 195.

BRODER, ANDREW (*Dundas*).

Adresse en réponse au discours du trône—12; bill produits de la laiterie—43; résolution prohibition des cigarettes—211.

BROUILLARD, JOSEPH O. (*Drummond et Arthabaska*).

Annonces dans *La Gazette*—142; destitution D. E. Bruneau—145; bureau poste Arthabaska—146; bureau poste Moulin Dubois—146; construction mur à Arthabaska—151; emploi Letendre—155; destitution maître de poste de Goupille—159; journal de Drummondville—162; destitution B. Lafond—163; destitution C. Marchand—164; maître de poste A. Mathon—164; maître poste L. S. Pelletier—166; démission W. Savoie—173.

BUCHANAN, WILLIAM A. (*Medicine-Hat*).

Adresse en réponse au discours du Trône—16; ressources naturelles des provinces de l'Ouest—22; l'irrigation—32; terres fédérales—40; loi des postes—57; chemin de fer Calgary et Edmonton—59; bill Central Western Canada Railway Co.—60; bill Sterling Life Insurance Company of Ca-

BUCHANAN, WILLIAM A. (*Medicine-Hat*)—
Suite.

nada—68; entrée appareil forage à Lethbridge—120; enquête canal Trent—122; bibliothèques dans bureaux de poste—144; commission études élevage et pâturages—150; lover édifice Blackburn, Ottawa—154; éleveurs régionaux de l'Alberta—155; emplacement bureau de poste de Basano—155; éleveurs intérieurs de terminé—155; élévateur entrepôt de Calgary—155; factage rural dans l'Alberta—157; gaz naturel dans l'Alberta—159; loi d'irrigation—163; pâturages sur réserve Gens-du-Sang—166; pension retraite commissaires des chemins de fer—166; préemptions dans l'Alberta—168; soumissions transport de la malle—175; terrains houillers de l'Etat—177; travaux irrigation dans Alberta—178; résolution aide Canadian-Northern—197, 202; résolution droits de douane sur machines agricoles—209; administration loi des grains du Canada—226; administration ministère du Travail—244; grève de l'île de Vancouver—244; remarques sur discours du budget—268.

BUREAU, hon. JACQUES (*Trois-Rivières et St-Maurice*).

Achat terrain à Grand'Mère—141; bureau de poste Trois-Rivières—146; camp militaire Trois-Rivières—147; destitution à Trois-Rivières—154; édifice public Trois-Rivières—154; emploi P. Gélinas et R. LaJoie—163; quai Cap-de-la-Madeleine—169; révocation douanier à Trois-Rivières—171; noms employés station Shawinigan—175; résolutions, modifications à la loi des juges—186; administration Imprimerie de l'Etat—215; inondations du St-Laurent—233; traitement juges district Trois-Rivières—247; service naval canadien—258.

BURNHAM, JOHN H. (*Peterborough-ouest*).

Adresse en réponse au discours du Trône—9; Commission des champs de bataille à Québec—26; bill produits de la laiterie—43; brevet Burt Company, Ltd—58; bill W. C. Edwards Co., Limited—67; abolition des titres honorifiques—72; bill loi des élections—72; remarques au sujet du Canadian-Northern—77; immigration asiatique—112; aide accordée ch. de fer Nord-Canadien—142; comparaison tarifs canaux Panama et Fort-William—150; concurrence industrielle des orientaux—151; encouragement au Nord-Canadien—156; équilibre du commerce—156; pêche dans l'Ontario—166; résolution déposants de la Farmers Bank—188; résolution aide Canadian-Northern—197; résolution corruption des mœurs électoraux—205; résolution concernant le divorce—206; résolution création pension à la vieillesse—210; résolution produits étrangers importés en Canada et gages des ouvriers—211; résolution prohibition des cigarettes—211, 212; publications canadiennes pour commissaire du Canada à Londres—213; canal Weland—221; enquête administration canal Trent—223; nos édifices publics—232; anomalie fonctions agents d'immigration—237; traitement des juges—247; système de fraudes canal Trent—261; remarques sur discours du budget—268; discussion du tarif—276.

BURRELL, hon. MARTIN (*Yale-Caribou*).

Bill entrepôts frigorifiques—28, 29; bill produits de la laiterie—42, 43; brevet Goldschmidt—59; exportation des pommes de terre aux Etats-Unis—83; résolutions produits de la laiterie, réglementation de l'entreposage frigorifique—190; inspecteurs du bétail—218; entrepôts frigorifiques—218, 219; ravages des insectes nuisibles—219; stations agronomiques—220; culture du tabac—221; Canada aux expositions internationales—234; application loi fléaux et insectes destructeurs—234, 235; inspection produits de la laiterie—245; élevage des chevaux—246; discussion du tarif—275.

CARDIN, PIERRE J. A. (*Richelieu*).

Bureau poste Saint-Joseph de Sorel—145; service de L. E. Trempe—174, 178.

CARRICK, JOHN J. (*Baie du Tonnerre et Rivière à la Pluie*).

Industrie canadienne du fer et de l'acier—20; résolution aide Canadian-Northern—195.

CARROLL, WILLIAM F. (*Cap-Breton-sud*).

Entrepôts frigorifiques—29; la naturalisation—35; bill chemin de fer Nord-Canadien—38; loi des pêcheries—41; primes aux volontaires—44; bill journée de travail des employés de chemins de fer—73; le vapeur *Alert*—86; administration chemin de fer Intercolonial—94; conflits ouvriers de l'île de Vancouver—103; argent expédié par bureaux de poste en dehors du Canada—120; barre de Lingan—121; bureaux de poste Saint-Philippe est et ouest—122; gratification vétérans Cap-Breton-sud—131; réclamation vétérans Cap-Breton-sud—136; travaux Lingan-Beach—140; voyage colonel J. L. Biggar—144; capitaine N. H. Townsend—148; musique du Royal Canadian—165; nominations Intercolonial—165; "Standard Rules" et l'Intercolonial—175; emploi lieutenant Col. C. F. Winter—179; résolutions pensions et fonds de retraite du service civil—187; résolution création de pension à la vieillesse—210; résolution transport du poisson—213; voyages du *Alert*—215; fausses allégations aux ouvriers étrangers—238; différends industriels—239; la journée de huit heures—239; l'enrôlement des cadets—242; les dépenses de la milice sont trop fortes—242; situation ouvrière en Colombie-Anglaise—244; affaire Joseph McMillan—250; pêche dans Cap-Breton—252; remarques sur discours du budget—266.

CARVELL, FRANK B. (*Carleton, N.-B.*).

Canadiens à Bisley—17; chemin de fer de la Vallée du Saint-Jean—17; industrie canadienne du fer et de l'acier—21; code criminel—24; bill créances contre les chemins de fer de l'Etat—27; loi des pêcheries—41; primes aux volontaires—44; loi des sauvages—49; bill compagnie chemin de fer Saskatchewan à la baie d'Hudson—61; compagnie chemin de fer Toronto à Niagara et à l'Ouest—63; divorce Thorp—65; bill commissions secrètes—72; bill abolition peine de mort—73; exploitation du

CARVELL, FRANK B. (*Carleton, N.-B.*)—
Suite.

Transcontinental—83; naufrage de l'*Empress of Ireland*—86; navigation dans la baie de Fundy—87; présentation d'une épée à sir Edward Carson—88; budget des chemins de fer et des canaux—97; conflits ouvriers de l'île de Vancouver—103, 104; droit sur la scorie de haut fourneaux—193; affaire Wm. J. Kelly—106; service postal droit sur la scorie de hauts fourneaux—193; transatlantique—114; Southampton Railway Co.—115, 116; bateaux employés dragage havre Saint-Jean, N.-B.—121, 128, 178; certificats d'avancement demandés service civil—122; dragage baie Miramichi—127; invasions féniennes—132; nouveaux fonctionnaires à Saint-Jean, N.-B.—133; exportation pommes de terre—134; réserve Tobique—137; terrains houilliers—139; transfert terrains commissaires port Montréal—141; achat terrain milice à Dorval—142; approvisionnement charbon à Woodstock—143; automobiles pour les postes—143; maire havre de Montréal—148; déficit Intercolonial—149; commerce avec Antilles—149; concours hippique international—151; douane Saint-Jean—153; dragage Nouveau-Brunswick—153; drague *W. S. Fielding*—154; gardienne édifice public de Sussex—154; hôtel des douanes à Ottawa—160; houille pour dragues de l'Etat—160; emploi S. Payne—166; réserve indienne Tobique—171; station quarantaine à Lévis—175; terrains militaires à Montréal—176; résolution prime aux volontaires—181; subvention au bassin de radoub—184; modification à la loi des juges—186; résolution aide Canadian-Northern—196, 199; résolution concernant le divorce—207; fonctionnaires publics et élections municipales—216; Intercolonial à Blackville—224; distribution documents parlementaires—231; qualité de l'eau à Ottawa—233; loi fleaux et insectes destructeurs—234; monomanie de militarisme—240; champ de tir de l'île du Prince-Edouard—241; réduire les dépenses de la milice—242; l'état-major du Canada—242; grève des mineurs de Vancouver—243; renvoi L. C. Dakin—246; développement élévation du bétail—246; pot-de-vin de \$10,000—246; révocations gardiens phares—255; naufrage du *Cobequid*—253; exploitation Transcontinental entre Edmundston et Moncton—260; discussion du tarif—274, 275.

CHABOT, JOHN L. (*Ottawa*).

Bill compagnie chemin de fer Ottawa et Ungava—69; résolution salaires du Service Civil—203.

CHARLTON, WILLIAM A. (*Norfolk*).

Résolution aide Canadian-Northern—199.

CHISHOLM, ALEXANDER W. (*Inverness, N.-E.*).

Arsenal à Inverness—120; barrage sur la rivière Margaree—121; cueillette du frai à Margaree—122; charbon pour homarderie Margaree—122; contrats malle resiliés, depuis septembre 1911—123; dépenses havre Friar's-Head—124; employés vivier saumon Margaree—129; gratification vétérans Inverness—130, 131; havre d'Inverness—

CHISHOLM, ALEXANDER W. (*Inverness, N.-E.*)—Suite.

131, 134, 167; route postale Low-Point—137; renvoi D. Cormier—136; travaux comté Inverness—140; bureau aviseurs des pêcheries—146; commission consultante pêcheries—149; compensation actionnaires Farmers Bank—157; commissaire commerce Grigg—159; service poste à Inverness—174; service postal comté Pictou—175; résolution aide Canadian-Northern—200; résolution transport du poisson—212, 213; lignes subsidiaires de l'Intercolonial—223.

CHISHOLM, WILLIAM (*Antigonish, N.-E.*).

Représentation à la Chambre des communes—48; production de certains documents—114; agents immigration Nouvelle-Ecosse—120; appointements sous-ministres—120; brise-lames de Blue-Rock—121; contrat courriers entre Merigonish et Malignant-Cove, Lochabor et Collège-Ville—124; contrat courrier Antigonish et Livingstone-Cove—124; dragage port Antigonish—128; gratification vétérans invasions féniennes—131, 168; ligne diversion Intercolonial—132; percepteur douanes Antigonish—134; transport malle North-Lochabor—140; travaux comté Antigonish—140; agents immigration Nouvelle-Ecosse—142; bail du Dominion Atlantic—144; bureau poste Plainfield—146; cantonniers Intercolonial—147; inspection substances alimentaires dans Antigonish—161; renvoi capitaine J. Decoste—172; service courrier d'Antigonish—174; lignes subsidiaires de l'Intercolonial—223, 224; dommages-intérêts pour expropriation terrains Intercolonial—224; achat terrains pour casernes de Montréal—242; traitement des juges—247; administration ministère des Postes—252; gardes-pêche et la politique—247.

CLARK, HUGH (*Bruce-nord*).

Bill Canadian Press Association—60; ingérence politique—132; résolution déposants de la Farmers Bank—188.

CLARK, MICHAEL (*Red-Deer*).

Adresse en réponse au discours du Trône—9; canadiens à Bisley—17; industrie canadienne du fer et de l'acier—21; terres fédérales—41; bill déposants de la Farmers Bank—55; bill Calgary and Edmonton Railway Company—60; bill compagnie du chemin de fer d'Atlin—62; bill compagnie du chemin de fer Central Alberta—64; budget de la Milice—80; résolution aide Canadian-Northern—200; résolution droits de douane sur machines agricoles—209; service naval—217; administration loi des grains du Canada—226; obstacles de la politique nationale—226; district fédéral à Ottawa—232; embargo sur le bétail—254; service naval en Canada—257; remarques sur discours du budget—273, 274.

CLARKE, ALFRED H. (*Essex-sud*).

Destitution Aylmer Orton—125; destitution Andrew Darragh, John Halstead, James H. Smart, Ralph Harris, Frederick Foster—126; loi contre fleaux et insectes destructeurs—234.

CLARKE, WILLIAM A. (*Wellington-nord*).

Remarques sur discours du budget—269.

CLEMENTS, HERBERT S. (*Comox-Atlin*).

Bill compagnie National Wood Distilling—67; bill protection des eaux navigables—74; situation milice à Prince-Rupert—241.

COCHRANE, hon. FRANK (*Nipissing*).

Bill relatif au G.-T.-P.—31; bill Transcontinental national—39; bill Central Western Canada Railway Co.—60, 61; changements dans service trains Intercolonial—80; tarif chemin de fer île Prince-Edouard—80; tarifs transport marchandises dans l'Ouest—91; terminus chemin de fer baie d'Hudson—116; commission d'enquête chemin de fer Transcontinental National—117.

COCKSHUTT, WILLIAM F. (*Brantford*).

Édifice public de Brantford—19; la naturalisation—36; 50e anniversaire de la Confédération—110; protection canadiens à Mexico—169; agences commerciales du Canada—218; remarques sur discours du budget—266.

CODERRE, hon. LOUIS (*Hochelega*).

Loi sur les compagnies—25; bill relatif aux explosifs—30; nomination de traducteurs—118; résolutions, réglementation des explosifs—188; administration de l'Imprimerie de l'Etat—214, 215; archives publiques—219; loi uniforme de naturalisation—231; dépenses loi de tempérance—231; nominations dans service civil—231; gisements de fer marchand—243; expériences charbon de tourbe—243.

CROTHERS, hon. THOMAS W. (*Elgin-ouest*).

Adresse en réponse au discours du Trône—15; ressources naturelles des provinces de l'Ouest—23; prohibition du phosphore blanc—42; bill déposants de la Farmers Bank—52, 55; plainte contre le *Globe*—77; enseignement technique—83; conflits ouvriers de l'île de Vancouver—104; résolutions, prohibition des allumettes à phosphore blanc—188; différents industriels—239; enseignement technique—239; l'uniformité dans tous les contrats—239; troubles dans l'île de Vancouver—243, 244, 245.

CRUISE, ROBERT (*Dauphin*).

Adresse en réponse au discours du Trône—15, 16; chefs trains Canadian-Northern—148; remarques sur discours du budget—272.

CURRIE, JOHN A. (*Simcoe-nord*).

Bill association des Boys Scouts—58; bill compagnie du chemin de fer Canadien du Nord de l'Ontario—62; bill compagnie du chemin de fer Canadien du Nord—62; bill compagnie du chemin de fer Toronto à Niagara et à l'Ouest—62, 63; chemin de fer Calgary et Edmonton—59; bill Central Western Canada Railway Co.—60; bill chemin de fer du Grand-Tronc du Canada—67; bill Tillsonburg Lake Erie and Pacific Railway Company—72; transport courrier Camperville et Winnipegosis—177; discussion du tarif—277.

DAVIDSON, AVARD (*Annapolis*).

Budget des chemins de fer et des canaux—98; résolution prime aux volontaires—181;

DAVIDSON, AVARD (*Annapolis*)—Suite.

fonctionnaires fédéraux et la politique—246.

DELISLE, MICHEL S. (*Portneuf*).

Destitutions maîtres poste dans Portneuf—12; agent pilotes du Saint-Laurent—142; bureau poste Saint Casimir—145, 147; dépenses du colonel Morriss—152; enquête Joséphine Rodrigue—158; indemnité sessionnelle—161; service d'hiver à la Malbaie—175; nomination surintendant des pilotes—176; chenal entre Québec et Montréal et le *Montcalm*—178.

DEMERS, JOSEPH (*Saint-Jean et Iberville*).

Bill déposants de la Farmers Bank—52; bills modifiant la loi des chemins de fer—71; budget chemins de fer et canaux—100; documents constitution légale banques Saint Jean, Ville-Marie et Jacques-Cartier—121; poste rurale dans Saint-Jean et Iberville—124; distribution graines de semence—153; entreprise courrier Ste-Brigide—156; emploi de G. Ménard—164; emploi Léandre Paradis—166; pont Saint-Jean et Iberville—167; salaire F. X. Archambault—166; poste rurale dans Saint-Jean et Iberville—168; receveur douanes à Saint-Jean—170; traitement officiers et inspecteurs d'accise—214.

DEVLIN, EMMANUEL (*Wright*).

Bill concernant les explosifs—30; bill déposants de la Farmers Bank—52; bill W. C. Edwards Co., Limited—67; achat d'un terrain pour un camp militaire à Farnham—77; chômage au Canada—81; projet d'une voie navigable internationale—88; canal de la baie Georgienne—108, 147; bureau douane Hull—146; charbon Nouvelle-Ecosse—148; commission d'embellissement d'Ottawa—149; gisement minéral près de Hull—159; mouvement du grain—165; recettes Revenu de l'Intérieur à Hull—170; service courrier comté Wright—174; trafic sur les canaux canadiens—177; canal Welland—221; édifices publics à Hull—221; traitement des juges de Québec—247; remarques sur discours du budget—268.

DOHERTY, hon. CHARLES J. (*Sainte-Anne, Montréal*).

Modifications au code criminel—24; bill cour Suprême—27, 28; bill relatif aux explosifs—30; gratification annuelle à Mme A. Joynson—32; loi des juges—32; bill jeunes délinquants—32, 33; bill relatif à la naturalisation—34, 35, 36; loi de la tempérance du Canada—38, 39; loi des terres fédérales—41; bill prisons et maisons de réforme—42; bill National Weekly Indemnity Company—67; bill All Red Line Railway Company—71; bill loi des élections—72; abolition de la peine de mort—74; mort hon. F. D. Monk—76; vacance cour Suprême Saskatchewan—85; juges de la province de Québec—85; jugement Hautain, cause des compagnies—85; juridiction des magistrats de la gendarmerie à cheval du N.-O.—85; mise en liberté de Germalio Fatsari—86, 113; sous-comité du divorce—91; affaire Wm J. Kelly—106; immigration asiatique—112; cause A. O. et C. N. Falardeau à la cour

DOHERTY, hon. CHARLES J. (*Sainte-Anne, Montréal*)—Suite.

Suprême—113; comité loi électorale—117; résolution, allocation à la veuve d'un garde—184; augmentation nombre sénateurs du Manitoba—185; modifications à la loi des juges—186, 187; résolution corruption des mœurs électorales—205, 206; résolution concernant le divorce—207; cour Suprême du Canada—229; traitement des juges—248; enquête pénitencier Kingston—250.

DOUGLAS, JAMES M. (*Strathcona*).

Adresse en réponse au discours du trône—16; terres fédérales—40; bill Calgary and Edmonton Railway Company—59, 60; compagnie du chemin de fer Manitoba au Nord Ouest du Canada—64; divorce Pugh—65; divorce Smith—65; divorce Liscombe—66; divorce Hill—66; bill Pacific Trans-Canada and Hudson Bay Ry. Co.—68; bill banque d'Edmonton—68; divorce Relf—65; divorce Bateman—65; divorce Morris—66; achat taureaux et étalons pour provinces de l'Ouest—120; achat étalons pour Manitoba et Alberta—120; gare terminus chemin de fer baie d'Hudson—158; agents des terres et la politique—259; remarques sur discours du budget—273.

EDWARDS, JOHN W. (*Frontenac*).

Marine marchande—34; loi des pêcheries—41, 42; abolition de la peine de mort—74; imprimerie de l'Etat—84; camp Barriefield—147; commission enquête sur les pénitenciers—150; gratifications volontaires Nouvelles-Ecosse invasion féniane—152; enquête état pénitencier Kingston—156, 248, 249; milice aux processions—164; poste rurale Frontenac—167; résolutions salaires du service civil—203; fonctionnaires publics et élections municipales—216; entrepôts frigorifiques—219; aide à l'agriculture—220; stations agronomiques—220; canal Welland—222; affaire O'Brien—223; district fédéral à Ottawa—223; journée de huit heures sur travaux publics—207; remarques sur discours du budget—267, 268; discussion du tarif—275.

ELLIOT, GEORGE A. (*Middlesex-nord*).

Bill déposants de la Farmers Bank—55.

EMMERSON, hon. HENRY R. (*Westmorland*).

Chemin de fer de la Vallée du Saint-Jean—18, 19; édifice public de Brantford—19; chemin de fer Calgary et Edmonton—59; affiche militaire dans Westmorland—79; changements service trains Intercolonial—80; droit sur les scories d'acier—82; convoi "Ocean Limited"—86; nouveau gouverneur général—87; administration chemin de fer Intercolonial—93; budget chemins de fer et canaux—101; droit sur la scorie de hauts fourneaux, motion—102; affaire Amasa E. Killam—107; cas Gustavus A. Colpitts—108; service postal transatlantique—115; achat immeuble Moncton Intercolonial—120; caisse prévoyance Intercolonial—122; chemins de fer de l'Etat et Pacifique-Canadien—122, 123; enquête embranchement électrique Intercolonial à Moncton—123; construction garage à Sack-

EMMERSON, hon. HENRY R. (*Westmorland*)—Suite.

ville—124; dépenses Intercolonial pour enquêtes—124; destitution Placide Léger—127; destitutions comté Albert, N.-B.—127; destitutions comté Westmorland—127; lignes tributaires Intercolonial—132; règlements caisse prévoyance employés chemin de fer Intercolonial et I.P.-E.—132, 147; recettes et dépenses Intercolonial—136; renvois comté Westmorland—137; bateau patrouille Hudson—144; Intercolonial, district n° 3—148; convention Intercolonial et Pacifique-Canadien—151; acquisition embranchements Intercolonial—155; études relatives à l'Intercolonial—157; expédition du foin par l'Intercolonial—157; terminus Canadien-Nord—157; gares Nord-Canadien—158; gérant Gutelius de l'Intercolonial—160; personnel pénitencier Dorchester—166; quai Sackville—169; recettes de l'Intercolonial—170; travaux terminus Halifax—178; voitures en bois pour chemin de fer—179; traitement des juges—248; remarques sur discours du budget—268; motion censure administration Intercolonial—277; motion abolition droit sur scories de hauts fourneaux—279.

ETHIER, JOSEPH A. C. (*Deux-Montagnes*).

Destitution Félix Raymond—127; conserves légumes et fruits—151; destitution maître poste de Sainte-Scholastique—251.

FISHER, JOHN H. (*Brant*).

Bill Auto Wheels, Limited—58; bill The Lake Erie and Northern Railway Company—69; remarques au sujet du Canadien-Northern—78.

FORTIER, EDMOND (*Lotbinière*).

Quai Sainte-Croix—136; livres bleus en français—163.

FOSTER, A. DEWITT (*King, N.-E.*).

Chemin de fer de la Vallée du Saint-Jean—19; bill entrepôts frigorifiques—29; abolition des titres honorifiques—72; abolition de la peine de mort—73; haut commissaire canadien à Londres—84; interprétation de l'article 17 du règlement—85; résolution aide Canadien-Northern—198; le coût de la vie—234; destitutions ingérence politique—253.

FOSTER, hon. GEORGE E. (*Toronto-nord*).

Loi des grains—31; loi des inspections et de la vente—32; bill relatif aux inspections et aux ventes—32; loi des postes—57; obsèques de lord Strathcona—76; commission taux transport océanique—81; rapport commission enquête sur le coût de la vie—89; projet d'une voie navigable internationale—89; résolution loi des grains—180; exportation ficelle d'engrègement—182; établissement laboratoire de grains—217, 218; câble des Antilles—226; recensement et statistiques—226; administration de la loi des grains du Canada—226; commissaires du commerce à l'étranger—226, 227; commission impériale du commerce—227, 228; dépenses bureau international des douanes—231; huile naturelle en Canada—243; sol asphaltique—243;

- FOSTER, hon. GEORGE E. (*Toronto-nord*)—
Suite.
transport du poisson—257; service entre Canada et les Antilles—258; subventions maritimes entre Canada, Chine et Japon—253; taux d'assurances sur le Saint-Laurent—262; remarques sur discours du budget—273.
- FOWLER, GEORGE WM. (*King et Albert*).
Loi des pêcheries—41; principe vicieux—41; bill compagnie du chemin de fer et des mines de Fredericton et du Grand-Lac—63; budget chemins de fer et canaux—100; juge territoire Yukon—162; résolution prime aux volontaires—181; modifications loi des juges—186; résolution salaires du service civil—203; traitements princiers des juges—247.
- FRIPP, ALFRED E. (*Ottawa*).
Brevet Thomas L. Willson—58; brevet Goldschmidt—59; bill Bronson Company—59; bill chemin de fer de la rive nord—61; divorce Hutcheon—65; divorce Boyd—65; divorce Robinson—66; divorce Freedman—66; bill W. C. Edwards Co., Limited—67; bill Ottawa, Northern and Western Railway Company—68; bill Quinze and Blanche River Railway Co.—68; bill All Red Line Railway Co.—70; les divorces et le comité des bills privés—75; bill compagnie du chemin de fer Grand-Tronc du Canada—71; résolutions pension et fonds de retraite du service civil—187; résolution salaires service civil—203; district fédéral à Ottawa—233.
- GARLAND, WILLIAM F. (*Carleton, Ont.*).
Remarques sur discours du budget—271.
- GAUTHIER, LOUIS J. (*Saint-Hyacinthe*).
Budget chemins de fer et canaux—100.
- GAUTHIER, LOUIS P. (*Gaspé*).
Voyage des ministres de 1897 à 1911—141.
- GAUVREAU, CHARLES A. (*Témiscouata*).
Juges de la province de Québec—85; achat de terrain Bertrand et Dionne—119; dépenses juge E. Simon—124, 166; employés quai rivière Verte—129; camp Lévis 1913—138; assurance Rimouski—143; avocat commission port Québec—143; batterie de Fraserville—144; enquêtes par avocats de Rimouski—156; fourniture glace Intercolonial—158; havres Rimouski et Fraserville—160, 167, 178; ingénieurs de Rimouski—161; personnel douane Rimouski—167; quai Ile-Verte—169; renvois fonctionnaires—171; sénateur canadien-français pour Ontario—173; service médical à Rimouski—174; résolution modifications loi des juges—187; traitement officiers et inspecteurs d'accise—214; service naval—217; exploitation Transcontinental entre Edmundston et Lévis—260; Intercolonial à la Rivière-du-Loup—260.
- GERMAN, WILLIAM M. (*Welland*).
Edifice public de Frantford—19; industrie canadienne du fer et de l'acier—21; modifications au code criminel—24; bill dépo-
- GERMAN, WILLIAM M. (*Welland*)—Suite.
sants de la Farmers Bank—55; bill divorce Robinson—66; budget des chemins de fer et des canaux—97; résolution, augmentation nombre sénateurs Manitoba—185; résolution aide Canadian-Northern—196; canal Welland—221.
- GIRARD, JOSEPH (*Chicoutimi et Saguenay*).
L'agriculture dans la province de Québec—235; la classe agricole périlicite—235; l'industrie laitière, culture d'automne—235.
- GLASS, SAMUEL F. (*Middlesex-est*).
Rapport divorce Vineberg—75; présentation des députés—141; nécessité d'attirer ouvriers agricoles—238.
- GUILBAULT, JOSEPH P. O. (*Joliette*).
Bill chemin de fer Nord-Canadien d'Ontario—61; bill The Joliette and Lake Manuan Colonization Railway Company—69.
- GUTHRIE, HUGH (*Wellington-sud*).
Bill compagnie du chemin de fer Toronto à Niagara et à l'Ouest—62, 63; budget chemins de fer et canaux—101; résolution aide Canadian-Northern—202; résolution droits de douane sur machines agricoles—208; dépenses énormes salles d'exercice militaires—241; crédits de la milice sont excessifs—241; réduire budget milice de trois millions de dollars—242; enquête canal Trent—261.
- GRAHAM, hon. GEORGE P. (*Renfrew-sud*).
Garantie d'obligations du G.-T.P.—31; bill Transcontinental National—39; représentation à la Chambre des communes—46; chemin de fer Calgary et Edmonton—60; bill Central Western Canada Railway Co.—61; compagnie du chemin de fer Toronto à Niagara et à l'Ouest—62; chemin de fer Canadien du Nord—62; bill All Red Line Railway Company—70; abolition de la peine de mort—73; bureau de poste d'Eganville—80; chutes d'eau sur le canal de la Vallée de Trent—81; commission d'enquête sur le Transcontinental—81; coût du G.-T.-P.—82; défense des côtes du Pacifique—82; placement d'un emprunt fédéral—88; rapport commission d'enquête sur le Transcontinental—89; renseignements concernant Canadien-Nord—89; tarifs transport marchandises dans l'Ouest—91; administration chemin de fer Intercolonial—94; budget des chemins de fer et des canaux, motion—95, 96; terminus chemin de fer baie d'Hudson—117; ateliers Transcona sur Transcontinental—120; bureau poste Mount St-Patrick—121; ch. de fer New-London—122; correspondance nomination commissaires du Transcontinental—123; boîtes postales à Chesley—121; navires engagés pour baie d'Hudson—133; terminus Transcontinental à Québec—138; Transcontinental et sir Wm. White—139; transport contrats Transcontinental—139; succession G. A. Montgomery—138; contrat usines à Saint-Malo—140; achat terrains à Québec—141; améliorations port Saint-Jean—142; arbitrage G.-T.-P.—143; arsenal Pembroke—143; ate-

GRAHAM, hon. GEORGE P. (*Renfrew-sud*)—
Suite.

liers Saint-Malo—143; ateliers Transcontinental—143; barils et récipients en acier—144; bureau poste Eganville—146; ateliers Transcontinental Québec—149; commissions ports Québec et Montréal—150; enquête Transcontinental—150; construction ch. fer baie d'Hudson—151; contrats Transcontinental—151; enquête canal Trent—156; gare Union, Québec—159; coût par mille G.-T.-P.—159; coût enquête Intercolonial—161; ligne Toronto-Sudbury—163; minerai contenant du radium—164; contrat manches à charbon Transcontinental—164; manège militaire de Fraserville—164; somme payée abolition passages à niveau—166; pilotage sur Saint-Laurent—167; pont Mission-du-Pas—167; service courrier Morrisburg et Williamsburg—174; changements rampes Transcontinental, usines, dépenses sur divisions de l'Est—177, 178; volontaires marine de Victoria—179; résolutions, exportation ficelle d'engenbergage—182; prohibition des allumettes à phosphore blanc—189; pollution des eaux navigables—189; résolution aide Canadian-Northern—1895; résolution création pension à la vieillesse—211; publications canadiennes pour commissaire du Canada à Londres—213; administration Imprimerie de l'Etat—215; commission de conservation—217; bureau haut commissaire à Londres—218; canal Welland—221; canal de Trent—222; bail chutes Burleigh—223; distribution documents parlementaires—231; augmentation du rendement des mines—243; industrie charbon de tourbe—243; service naval en Canada—257; agents des terres et les élections—259; enquête canal Trent—261; constitution des commissions royales—261; motion censure administration Transcontinental—279.

GREEN, ROBERT F. (*Kootenay*).

Bill The Kettle Valley Railway Co.—69; rapport divorce Vineberg—75; conflits ouvriers de l'île de Vancouver—104.

HANNA, ADELEBERT E. (*Lanark-sud*).

Présentation des députés—141.

HAZEN, hon. JOHN D. (*St-Jean, cité et comté*).

Chemin de fer de la Vallée du Saint-Jean—18; bill commission du port de Montréal—26, 27; bill commission du port de Québec—27; bill commission du port de Vancouver—27; bill enquêtes sur les sinistres maritimes—28; bill de la marine marchande—33, 34; division de pilotage de Montréal—34; bill Transcontinental National—39; loi des pêcheries—42; bill port de North-Sydney—42; bill poissons marins—43; bill marine marchande du Canada—55, 56; transport du poisson frais—78; accident au steamer *Saturnia*—79; changements collègue naval d'Halifax—81; disparition du *Karluk*—82; documents officiels français—82; enquête sur le naufrage de l'*Empress of Ireland*—83; frais de transport du poisson—84; irrégularités à l'agence maritime de Québec—85; mouillage dans le port de Montréal—86; navigation dans la baie de Fundy—87; obstruction du port de Yarmouth par la glace

HAZEN, hon. JOHN D. (*St-Jean, cité et comté*)
—Suite.

—87; outillage du port de Québec—87; pêche en eaux limitrophes—87, 88; perte du *Karluk*—88; service naval—90; service train banlieue Saint-Jean—91; version française documents officiels—92; victimes tempête dans baie des Chaleurs—92; administration chemin de fer Intercolonial—94; affaire Wm J. Kelly—107; cas Gustavus A. Colpitts—109; convention sécurité des vies en mer—118; résolutions, subvention au bassin de radoub—184; commissions ports Montréal et Québec—186; port de North-Sydney—189; marine marchande du Canada—189; poisson mariné—189; pollution des eaux navigables—189, 190; résolution transport du poisson—213; service naval—217; architecte naval du Canada—217; réglementation commerce rivière Détroit—229; construction de navires en Canada—230; affaire Trefry—230; naufrage du *Cobequid*—233, 253; la glace du St-Laurent—234; enquêtes sinistres maritimes—234; dépenses commission consultative des pêcheries—245; inspection des pêcheries—246; outillage pour les naufrages—248; nouveaux règlements pêche homard—251, 252; ingérence politique et les gardiens de phares—253; voyages du *Stanley* aux îles de la Madeleine—254; obstructions à la navigation—254; naufrage du *Johet*—254; service radio-télégraphique—255; mort du matelot Joseph Leblanc—255; affaire capitaine Murdoch—255; écoles de navigation—255; service maritime et postal entre le Canada et la Grande-Bretagne—256; vaisseaux-écoles étrangers en Canada—257; service naval—257; croiseur à 35 pieds chenal Saint-Laurent—262; pilotage sur le Saint-Laurent—262; travaux à Sorel—262; navigation d'hiver—263; sondage dans Saint-Laurent—263.

HENDERSON, DAVID (*Halton*).

Edifice public de Brantford—19; la pierre de Georgetown—19; bill déposants de la Farmers Bank—54; bill compagnie du chemin de fer Toronto à Niagara et à l'Ouest—63; bill compagnie chemin de fer Western Central—71; polices de la Federal Life Assurance Co.—130, 149; distribution documents parlementaires—231.

HEPBURN, BERNARD R. (*Prince-Edouard*).

Bill compagnie chemin de fer Prince-Edouard et Hastings—68.

HUGHES, JAMES J. (*King, I.P.-E.*).

Adresse en réponse au discours du trône—11; bill primes aux volontaires—44; représentation à la Chambre des communes—46; prix transport chemin de fer île du Prince-Edouard—80, 81, 176; fermeture de la bibliothèque et salle de lecture les jours de fête—83; insertion des réponses dans les Débats—85; primes aux vétérans de la campagne des feniens—88; qualité de la papeterie de la Chambre des communes—89; île du Prince-Edouard et la représentation à la Chambre des communes—90; vacance tribunaux île Prince-Edouard—92; budget chemins de fer et canaux—99; droit sur la scorie de hauts-fourneaux—102;

HUGHES, JAMES J. (*King, I.P.-E.*)—Suite.

conférenciers et inspecteurs département Agriculture dans île Prince-Edouard—124; destitution Alex. McRae—126; embranchements chemin de fer île Prince-Edouard—129; fonctionnaires chemin de fer I.P.-E.—130; importation pommes de terre de 1911 à 1913—131; nominations officielles dans milice depuis 1911—133; révocation dans I.P.-E.—136; banques de l'île du Prince-Edouard—144; brise-lames de Little-Sands et Carleton-Head—145; bureau poste d'Elmira—145; champ tir Souris—148; commandant 6e division—149; dernière concession terre compagnies de chemin de fer—151; dragueurs île du Prince-Edouard—154; capacité des wagons chemin de fer de l'Etat—158; gratification vétérans campagne féniéenne—159; officiers honoraires de la milice—165; protection des crustacés—169; quai Rocky-Point—169; quai French-River—170; service courrier Charlottetown et Crapaud—174; amendement loi prime aux volontaires—181; résolution droits de douane sur machines agricoles—208; service naval—217; stations agronomiques—220; champ de tir à Souris, I.P.-E.—241; embargo sur le bétail—254; discussion du tarif—275.

HUGHES, hon. SAM. (*Victoria-Haliburton*).

Canadiens à Bisley—17; bill primes aux volontaires—43, 44; achat terrain pour camp militaire à Farnham—77; nominations d'un chef d'état-major—78; recrutement militaire dans Westmorland—79; Canadiens à Bisley—80; primes vétérans campagne des féniens—88; ranch pour le service de remonte—89; achat d'un terrain pour l'usage de la milice à Dorval—106; résolution primes aux volontaires—181; exposé de l'administration de la Milice—229, 230; exercices annuels de la milice—239; milice dans processions religieuses—240; l'alcool pas permis dans camp d'instruction—240; dépenses voyage sir Ian Hamilton—240; achat d'uniformes—241; changement à l'arsenal de Québec—241; achat de canons—241; force permanente—241; recrutement des cadets—241; écoles d'instruction—242; matériel de guerre—242; achat explosifs pour canal Trent—261.

JAMESON, CLARENCE (*Digby*).

Adresse en réponse au discours du trône—10, 11; représentation à la Chambre des communes—47, 48; bill Dominion Atlantic Railway Company—67; usines réduction Shippegan—178.

KAY, WILLIAM F. (*Missisquoi*).

Camp militaire Farnham—122, 147; importation d'animaux de race—131; poste rurale gare Saint-Armand—168; routes postales dans Brome—172.

KEMP, hon. ALBERT E. (*Toronto-est*).

Adversaires du Home-Rule à Toronto—79.

KNOWLES, WILLIAM E. (*Moosejaw*).

Ressources naturelles des provinces de l'Ouest—23; taxation des terres non patentées—24; loi des grains—31; modification au code criminel—24; terres fédérales—40; nomination colonels honoraires—78; droit sur machines agricoles—82; vacance cour Su-

KNOWLES, WILLIAM E. (*Moosejaw*)—Suite.

prême Saskatchewan—85; immigration asiatique—112; terminus chemin de fer baie d'Hudson—117, 149; agent immigration Gravelburg—120; édifice public Gravelburg—128; sous-agence terre à Gravelburg—138; terres de l'Ouest—139; enquête sur les ranches et pâturages—150; détaxe sur matières premières—152; importations et exportations canadiennes—160; intérêts sur paiements par préemption—162; interdiction *Aurora Menace*—164; règlements de homesteads—170; révocation concession McVeigh—172; résolutions, exportation du pétrole—184; résolution droits de douane sur machines agricoles—207, 208; le homestead Beaubien—259; motion abolition droits de douane sur machines agricoles—277.

KYTE, GEORGE W. (*Richmond, N.-E.*).

Terres fédérales—41; primes aux volontaires, un amendement—45; représentation à la Chambre des communes—48; rapport divorce Vineberg—75; commutation peine de mort contre Frank Haynes—82; nomination haut commissaire à Londres—87; budget des chemins de fer et des canaux—98; terminus chemin de fer baie d'Hudson—117; achat chemin de fer Cap-Breton—119; destitution A. W. Finlayson—124; édifice public Arichat—128; emploi G. H. Staunton—129; ferme expérimentale Ste-Anne de la Pocatière—130; nomination Allan Morrison—133; ponts en acier sur l'Intercolonial—134 quai steamer *Magdalen*—135; réclamations vétérans comté Richmond—136; remaniement comté Richmond—136; réserve indienne Sydney—137; transport des dépêches, Grand-River-Falls—139; transport du bétail—139; travaux publics dans Richmond—140, 178; uniformité lois de naturalisation—140; services d'Alfred Bishop—144; boîtes aux lettres dans Bruce-sud—145; commission service civil—149; drague *George McKenzie*—154; emploi J. A. McDonald—155; édifices gouvernement loués à Ottawa—154; gardien phare Saint-Esprit—158; gardien pêcheries comté Shelburne—158; indiens comté King—161; nominations dans personnel douanes—165; musique Royal Canadian—165; nomination messagers—165; personnel Chambre des communes—167; quai Bear-River—169; résolution prime aux volontaires—181; résolution création pension à la vieillesse—210; résolution transport du poisson—212; nomination J. U. Vincent sous-ministre Revenu de l'Intérieur—214; stations agronomiques—220; canal Welland—221; crise sérieuse en Grande-Bretagne—226; cour suprême du Canada—229; nominations faites à Ottawa—229; cas Marin Bourque et Michael O'Brien—230; appointements inspecteurs des ports—231; militarisme en Canada—242; enquête sur pesée du fromage à Montréal—245; statistiques sur les pêcheries—245, 246; relèvement traitement des juges—247; fausses accusations ingérence politique—253.

LACHANCE ARTHUR (*Québec-centre*).

Bill Transcontinental National—39; terminus du Transcontinental dans la cité de Qué-

- LACHANCE ARTHUR** (*Québec-centre*)—Suite.
bec—39; représentation à la Chambre des communes—47; commission des champs de bataille de Québec et le *Chronicle*—77; budget chemins de fer et canaux—99, 100; gestion du Transcontinental—105, 106; agrandissement bureau poste central de Québec—120; arsenal du Dominion à Québec—120; édifice de la quarantaine à Grosse-Ile—128; employés arsenal Dominion à Québec—129; téléphone comté Québec—132; service postal rural comté Québec—138; arsenal de Québec—143; cartoucherie Québec—148; emploi A. Lortie—164; capitaine Murray, maître port Québec—165.
- LAFORTUNE, DAVID A.** (*Montcalm*).
Adresse en réponse au discours du Trône—12; représentation à la Chambre des communes—47; résolution pensions et fonds de retraite du service civil—187; traitement officiers et inspecteurs d'accise—214; service naval—217; enquête pénitencier Kingston—249; poste rurale comté Montcalm—251; destitution maître poste Sainte-Agathe—251; service naval canadien—259.
- LALOR, FRANCIS R.** (*Haldimand*).
Bill primes aux volontaires—44; bill The Erie and Ontario Railway Co.—69; remarques sur discours du budget—272, 273.
- LAMARCHE, PAUL E.** (*Nicolet*).
Bill relatif aux explosifs—30; bill déposants de la Farmers Bank—54; canal de la baie Georgienne—107, 108; pétition municipalité Bassin de Chambly—134; camp de Trois-Rivières—242; traitement juges cour circuit de Montréal—247.
- LANCASTER, EDWARD A.** (*Lincoln*).
Bill chemin de fer Calgary et Edmonton—59; compagnie du chemin de fer Toronto à Niagara et à l'Ouest—62; bill Ottawa Northern and Western Railway Company—63; bill The Lake Erie and Northern Railway Company—69; bill The Saskatchewan Central Railway Company—69;
- LANCOT, ROCH** (*Laprarie et Napierville*).
Bill déposants de la Farmers Bank—53; loi sur les juges—73; rentes viagères—122; construction mur protection Laprarie—124, 164, 165; chaussée Laprarie—148; déposants Farmers Bank et des banques en faillite—152; frais voyage ministre des Postes—158; pont du Pacifique à Lachine—167; travaux édifices publics Laprarie—173; résolutions, modifications loi des juges—187; résolution aide Canadian-Northern—198; résolution droits de douane sur machines agricoles—209; remboursement des déposants de la Farmers Bank—215; opposé à augmentation traitement des juges—247; service naval canadien—258; remarques sur discours du budget—271.
- LAPOINTE, ERNEST** (*Kamouraska*).
Administration subside fédéral aux provinces pour l'agriculture—120; noms avocats département de la Justice depuis 1911—120; bureau de poste Giasson—121; destitutions D. Levesque et Arthur Levesque—127; nouveaux bureaux poste comté L'Islet—121; station Saint-Elleuthère—138; courrier Saint-Elleuthère—139; aide à l'agriculture—142, 153; emploi Darius Cadrin—147; améliorations Intercolonial Ste-Louise—148; emploi Albert Tremblay—155; inspecteur aliments à Sainte-Perpétue—161; emploi T. Kinsella—162; emploi P. Lacasse—163; emploi Albert Morin—164; officiers d'accise Saint-Roch des Aulnaies—165; quai Sainte-Anne—169; station expérimentale Sainte-Anne de la Pocatière—175; station ch. fer à Sainte-Perpétue—175; Transcontinental National—177; résolution aide Canadian-Northern—197; cas de Mlle Paradis—250; service naval canadien—258.
- LAPOINTE, LOUIS A.** (*St-Jacques, Montréal*).
Traitement juges cour circuit de Montréal—248.
- LAURIER, sir WILFRID** (*Québec-est et Soulanges*).
Adresse en réponse au discours du Trône—718; adresse à Son Altesse Royale le Gouverneur général—16; l'immigration hindoue—22; provinces de l'Ouest et leurs ressources naturelles—23; bill commission des champs de bataille de Québec—25, 26; bill concernant le tarif douanier—28; enquêtes sur les sinistres maritimes—28; loi d'exportation du pétrole—29, 30; bill relatif aux explosifs—30; loi de la naturalisation—35, 36; amendement à la loi de naturalisation—36; bill concernant chemin de fer Nord-Canadien—37; bill du Transcontinental National—39; bill passages à niveau—41; bill représentation à la Chambre des communes—45, 46, 47; bill All Red Line Railway Company—71; bill titres honorifiques—72; bill relatif à certains fonctionnaires du Sénat—73; rapport divorce Vineberg—75; mort de lord Strathcona—76; mort hon. F. D. Monk—76; interprétation de l'article 17 du règlement—76, 85; association canadienne du centenaire de la paix—79; besoin de la session—80; correspondance concernant chemin de fer Canadien-Nord—80; nouvelle émission d'obligations pour chemin de fer Canadien-Nord—81; commission taux transport océanique—81; commission réclamations Colombie-Britannique—81; comité des subsides, règle 17—81; documents concernant le Canadian-Northern—82; expropriation du Carslake—83; haut commissaire canadien à Londres—84; insertion des réponses dans les Débats—85; irrégularités à l'agence maritime de Québec—85; juridiction des magistrats de la gendarmerie à cheval du N.-O.—85; naufrage de l'*Empress of Ireland*—86; pêche en eaux limitrophes—87; port d'armes dans les processions religieuses—88; ranch pour le service de remonte—89; règlement de la Chambre et le vote des crédits—89; secours victimes désastre Terre-Neuve—90; subside G.-T.-P.—91; travaux de la Chambre—91, 92, 119; budget chemins de fer et canaux—101, 102; conflits ouvriers de l'île de Vancouver—104; gestion du Trans-

LAURIER, sir WILFRID (*Québec-est et Soulanges*)—Suite.

continental—105; canal de la baie Georgienne—107; cas Gustavus A. Colpitts—109; cause A. O. et C. N. Falardeau à la cour suprême—113; production de certains documents—114; comité spécial représentation à la Chambre des communes—118; convention sécurité des vies en mer—118; nomination de traducteurs—118; séances de la Chambre des communes—119; réclamations chasseurs phoques Colombie-Anglaise—122; commission d'embellissement d'Ottawa—123; rapport commission enquête United Shoe Machinery Co.—123; correspondance construction embranchement Transcontinental à gare Union de Québec—123; résolutions dernière conférence interprovinciale—124; correspondance conférence impériale défense navale—124; correspondance différends industriels en 1913—127; commission coût de la vie—129; gare Transcontinental Québec—130; instruction agricole—132; nominations de juges dans Québec—134; protestations du G.-T.-P.—135; protection de la vie sur l'Océan—135; taux droits douaniers—138; Transcontinental Cap-Rouge à Saint-Malo—139; commission étudiant conditions plus favorables Colombie-Anglaise—150; congrès international, pureté denrées alimentaires—151; résolutions, augmentation sénateurs Colombie-Britannique, garantie d'une émission obligation du G.-T.-P.—183; allocation à Mme Tovyson, exportation du pétrole—184; augmentation nombre sénateurs du Manitoba—185; déposants de la Farmers Bank—188; prohibition des allumettes à phosphore blanc—189; pollution des eaux navigables—189; aide au Canadian-Northern—191, 192, 201; résolution représentation sénatoriale—203, 204; résolution corruption des mœurs électorales—206; résolution concernant divorce—207; résolution concernant fonctions de l'Orateur suppléant—209, 210; traitements officiers et inspecteurs d'accise—213; service naval—217; canal Welland—222; conservation des ressources naturelles—227; commission impériale du commerce—228; recrutement gendarmerie à cheval—236; agrandissement futur d'Ottawa—252; service maritime et postal entre Canada et la Grande-Bretagne—256; écoles navales sur les Grands lacs—257; Canada devient station d'instruction pour la marine impériale—257; service courrier entre Canada la Chine et l'Angleterre—259; exploitation Transcontinental—260; remarques sur discours du budget—273; amendement au discours du Trône concernant état de dépression en Canada—277; amendement au discours du Trône concernant entrée libre du blé et instruments aratoires—277; amendement au bill relatif à l'aide au Canadian-Northern—278.

LAVALLEE, JOSEPH O. (*Bellechasse*).

Adresse en réponse au discours du Trône—7; bill société des Sœurs de la Charité—68.

LAW, BOWMAN B. (*Yarmouth*).

Lol des pêcheries—41; fausse rumeur de sa démission—78; réclamations campagne des

LAW, BOWMAN B. (*Yarmouth*)—Suite.

féniens—80; obstruction du port de Yarmouth par la glace—87; banque Yarmouth—120; destitution C. S. Melançon—126; barrage havre Yarmouth—128; gratification vétérans comté Yarmouth—131, 168; mouvement navires de l'Etat—133; quai de Port-Clyde—135; travaux publics dans Yarmouth—140; travail vapeur Stanley—140; achat de bestiaux à Yarmouth—142; brise-lames Port-Latour—145; revenus bureau poste Yarmouth—146; homards, œuvés—160; recettes bureaux poste Port-Maitland, Lower-Argyle—147; cloches sous-marines—148; dépenses constructions milice—152; drague Canada—154; naufrage du *Cobequid*—165; le *Lurcher*—167; poste rurale Arcadia—167; poste rurale Yarmouth—168; quais Barrington-Passage, Bear-Point—170; vapeur *Gulmare*—178; résolution prime aux volontaires—181; résolution transport du poisson—212; cas Trefry—230; naufrage du *Cobequid*—233, 253; nominations et destitutions surveillants des pêcheries—246.

LEMIEUX, hon. RODOLPHE (*Rouville*).

Adresse en réponse au discours du trône—12, 13; modifications au code criminel—24; commission champs de pataille à Québec—25, 26; bill commission port de Montréal—26; bill commission port de Québec—27; bill concernant les explosifs—30; bill jeunes délinquants—33; bill marine marchande—34; bill naturalisation—36; Transcontinental-National—39; loi des poids et mesures—42; représentation à la Chambre des communes—47; loi des sauvages—49; bill déposants de la Farmers Bank—53; loi des postes—56, 57; objections au nom de la presse associée—57; association des Boys Scouts—58; rapport divorce Vineberg—75; mort hon. F. D. Monk—76; voyage en Asie—79; accident au *Saturnia* sur le Saint-Laurent—79; achat hôtellerie Carslake à Montréal—79, 119; adversaires du Home-Rule à Toronto—79; barrage à l'île au Héron—79; bureau de poste des communes—80; obligations du Québec-Saguenay—81; attitude gouvernement déposants banques du Peuple, Ville-Marie et de Saint-Jean—82; documents officiels français—82; entrepôts frigorifiques et le gouvernement—83; noms des déposants de quatre banques—83; faillite de la banque Madoc—83; immigrants envoyés d'Angleterre—84; franchise postale—84; mise en liberté de Gerolmio Fatsari—86, 113; mouillage dans le port de Montréal—86; outillage du port de Montréal—87; service postal transatlantique—91; sous-comité du divorce—91; taxe sur les revues anglaises—91; sans-travail de Montréal—91, 327; voyage hon. G. H. Perley à Londres—92; achat d'un terrain pour l'usage de la milice à Dorval—106; chemin de fer Pacifique-Canadien en Autriche—109; 50e anniversaire de la confédération—109, 110; correspondance avec Edouard Lapointe—110; immigration asiatique—111; cause A. O. et C. N. Falardeau à la cour suprême—113, 172; nomination de traducteurs—118; achat carrière à Saint-Nicholas—119; barrage rivière Châteauguay—121; noms promoteurs et pouvoirs Canadian Contracting Co.—

LEMIEUX, hon. RODOLPHE (*Rouville*)—Suite.

122; changement comité judiciaire conseil privé—123; contrat malle Armagh station et Mailloux—124; noms soumissionnaires contrat malle Saint-Paul et Malbaie—124; copie demande brevet n° 151043 cadenas sacs de malle—121; changement site bureau poste Saint-Lazare—122; correspondance réclamations entrepreneur quai Tadousac—129; gardien phare Cape-Cove—130; nomination Joseph Lemieux—133; noms promoteurs National Drop Force Co.—133; parcours livraison postale—134; pêche homard îles de la Madeleine—134; déportation prêtre Sikh—135; quarantaine à Lévis—136; réserve Caughnawaga—137; sauvages Montagnais—137; subsides postaux aux chemins de fer—138; destitution Armstrong—143; bateau-phare *Halifax*—144; brevet pour cadenas sacs de courrier—145; bureau poste Lumley—145; bureaux haut commissaire canadien à Londres—145; bureau poste Giasson—146; camp Valcartier—147; canal baie Georgienne—147; brise-lames Petite-Rivière de l'Est—145; employés usines Saint-Malo—148; télégraphie sans fil—149; congrès dentaire international à Londres—151; corruption électorale—152; courrier baie Saint-Paul—152; dépenses expositions universelles—152; emploi Ph. Dubé—155; mort d'un prisonnier—159; grève ouvriers pont Québec—159; immigration à provenance Etats-Unis—160; Bulgares et Russes débarqués à Québec—160; inspecteurs quarantaine de Québec—161; installation télégraphie sans fil Poulson—161, 176; juges cours circuit Montréal et supérieure Québec—162; maître poste Hagersville—164; navigation Grands lacs—165; Orientaux dans mines Colombie-Anglaise—165; Ontario Equipment Co.—165; outillage port Québec—165; pêche du homard—166; renseignements poste aux colis—168; propriété hôtel Carslake—168; 169; propriété gouvernement à Montréal—169; quai Cap-aux-Corbeaux—169; quai Sainte-Anne des Monts—169; quais Tadousac, Saint-Jérôme—170; refonte code criminel—170; remboursement déposants de banques—171; renvois de fonctionnaires—171; révocation E. Faucher—172; serrures pour sacs à dépêches—173; exemption pêche au hareng—173; service trains sur le Transcontinental—173; service postal îles de la Madeleine—173; services postaux transatlantiques—174; service postal baie Saint-Paul et Malbaie—175; société royale du Canada—175; station postale à Montréal—175; taux transport marchandises par chemins de fer—176; construction d'un télescope—176; transport malle dans Charlevoix et Montmorency—177; Transcontinental-National et Montréal—177; Transcontinental-National causes en expropriation—177; transport de pêches entre Québec et Lévis—177; transport courrier Saint-Joachim et Saint-Paul—178; travaux port Québec et *Quebec Telegraph*—178; usines force motrice, île Héron—178; vente spiritueux aux sauvages—179; démission W. F. Slack—179; résolution, service civil, loi des postes—182; subventions aux bassins de radoub—184; pension et fonds de retraite du service civil—187; déposants de la Farmers Bank—188; prohibition des allumettes à phosphore blanc—189; résolution aide Ca-

LEMIEUX, hon. RODOLPHE (*Rouville*)—Fin.

nadian-Northern—198, 200; résolution salaires service civil—202, 203; résolution corruption des mœurs électorales—206; résolution concernant le divorce—206, 207; publications Canadiennes pour commissaire du Canada à Londres—213; administration imprimerie de l'Etat et bureau des archives—215; hôpital des sauvages à Caughnawaga—215; le français aux douanes—216; administration de l'immigration chinoise—216; nos monuments historiques—216; exportation du fromage de Montréal—219; archives publiques—219; fléau des chenilles—219; stations agronomiques—220; culture du tabac—220; canal Welland—221, 222; chemin de fer de Gaspé—224; réglementation commerce rivière Détroit—229; cour Suprême du Canada—229; déclaration de lord Haldane—229; transformation du comité judiciaire du conseil privé—229; construction de navires en Canada—230; distribution des documents parlementaires—231; ouverture du musée Victoria le dimanche—232; création district fédéral à Ottawa—232; service d'hiver aux îles de la Madeleine—233; accident au vapeur *Lady of Gaspé*—234; le Canada aux expositions internationales—234; conseil d'agriculture à Québec et subvention fédérale—235; intérêt sur dépôt caisse d'épargne postale—235; l'œuvre des agents d'immigration—238; vacance dans le comté de Jacques-Cartier—238; édifice public à Malbaie—239; milice dans processions religieuses—240; dépenses de la milice—241; l'institution des cadets—241; redevance sur le rendement des houillères—243; traitement juges cour circuit de Montréal—247; requête juges cour supérieure, district de Québec—247; station postale "A", rue Saint-Jacques, Montréal, et l'achat propriété Carslake—248; stations postales dans l'est, ville de Montréal—248; enquête pénitencier Kingston—249; pension à Mme Fabre—250; retraite de M. Briegel de Montréal—250; renseignements concernant route rurale, le transport du courrier—251; câble sur l'Atlantique—251; embargo sur le bétail—254; service postal d'hiver—254; service radio-télégraphique—254; tempête dans la Gaspésie—255; écoles de navigation—255; service maritime et postal entre le Canada et la Grande-Bretagne—256; construction chemin de fer Atlantic, Québec and Western—255; service naval du Canada—257; société royale du Canada—258; pouvoirs du comité des débats—260; chenal Saint-Laurent entre Montréal et Québec—262; taux d'assurance trop élevés—262; canal drainage de Chicago—262; enquête sur pilotage—262; navigation d'hiver en bas de Québec—263; embranchement Montréal au Transcontinental—263; remarques sur discours du budget—266, 267.

LESPERANCE, DAVID O. (*Montmagny*).

Bill relatif à la loi de la marine 1910—73; plainte contre le *Citizen* d'Ottawa au sujet de la loi de la marine Laurier—78.

LEWIS, EDWARD N. (*Huron-ouest*).

Adresse en réponse au discours du Trône—12; bill chemin de fer International suburbain—71.

LOGGIE, WILLIAM S. (*Northumberland, N.-B.*).

Budget chemins de fer et canaux—100; commissaires du commerce à l'étranger—226; exportation du poisson—246; discussion sur tarif—274, 275, 276, 277.

MACDONALD, EDWARD M. (*Pictou*).

Vacances de Pâques—17; canadiens à Bisley—17; édifice public de Brantford—19; industrie canadienne du fer et de l'acier—22; la naturalisation—35; bill ch. de fer Nord-Canadien—38; loi des pêcheries—41; représentation à la Chambre des communes—45, 46; bill Transcontinental—40; primes aux volontaires—44; chemin de fer Calgary et Edmonton—60; bill All Red Line Railway Company—71; approvisionnement de charbon pour l'Intercolonial—79;—Canadiens à Bisley—80; changements collège naval d'Halifax—81; enseignement technique—83; fonds de pension des fonctionnaires de l'Intercolonial—83, 84; le vapeur *Alert*—86, 176; administration chemin de fer l'Intercolonial—94; budget chemins de fer et canaux—100; conflits ouvriers de l'île de Vancouver—104; service postal transatlantique—115; achat charbon aux E.-U.—119; achat wagons pour Intercolonial—119; achat terrains à Pictou—120; améliorations East-River—120; banque Pictou—121; destitutions Thomas Nelson, C. S. McPhee, J. A. Roy, Albert McHeffy—125; digue Falmouth—127; édifices publics Hantsport et Stellarton—128; gratification vétérans comté Pictou—131; incendie village Hopewell—131; livraison rurale Pictou—132; outillage service charbon sur Transcontinental—133, 134; pêche éperlan dans Pictou—134; règlements employés Intercolonial—136; renvoi Michael Russell—136; travaux de Caribou—140; vétérans comté Hants—141; achat wagons-glacières—141; alimentation d'eau pure édifices fédéraux—142; améliorations à East-River—142; animaux de race—142; caisse prévoyance ch. de fer Intercolonial—147; bureau poste comté Pictou—145; aide financière Canadian-Northern—147; cargaisons *Earl Grey* et du *Minto*—148; ch. fer Ferrona-Sunnybrae—149; concession lots grève dans Nouvelle-Ecosse—150; procès Ronald Currie—152; dépenses à Skinners-Cove—152; poste rurale dans Pictou—153; dragueur *Canada*—154; édifices publics Hantsport, Pictou—154; emplacement salle d'armes New-Glasgow—155; entreprises courriers, comté Pictou—156; établissement piscifaculture, Windsor—157; fanfare régiment Royal Canadien—157; équipage du *Niobe*—156; fourniture charbon ch. de fer de l'Etat—158; gratification vétérans campagne fénienne—159; importation fer et acier—160; installation Transcontinental manipulation charbon—161; instruction technique—161; levé township Falmouth—163; listes électorales comté Hants—163; location d'édifices à Ottawa—163; officier douane Angus Young—165; permis pêche éperlan—167; poste rurale Tatamagouche et Brûlé—167; quai Hantsport—169; recettes Intercolonial—170; service postal Musquodoboît—173; service d'hiver I.P.-E.—173; situation fi-

MACDONALD, EDWARD M. (*Pictou*)—Suite.

nancière ch. fer Nord-Canadien—175; service d'hiver maritime—176; service postal Meadow-Ville et Toney-Mills—177; résolution modification loi des juges—187; résolution aide Canadian-Northern—195, 201; résolution représentation sénatoriale—205; résolution création pension à la vieillesse—210; voyages du *Alert*—216; inspecteur du gaz et lumière électrique—219; canal Welland—222; Intercolonial dans Nouvelle-Ecosse—225; les enquêtes de M. Duchemin—231; district fédéral à Ottawa—232; situation ouvrière en Canada—244; droits des ouvriers—244; élevage du bétail—246; amendement résolution aide au Canadian-Northern—277.

MACDONEL, L. A. CLAUDE. (*Toronto-sud*).

Bill Barcelona Traction Light and Power Co., Ltd.—58; brevet Arnoldi—58; brevet Corrigan—58; bill compagnie Toronto Terminal Railway—61; compagnie chemin de fer Toronto à Niagara et à l'Ouest—62, 63; bill C. M. B. A.—64; bill Empire Life Company of Canada—67; bill United Empire Loyalists Association of Canada—70; divorce Vineberg—71; remarques au sujet du Canadian-Northern—78.

MACLEAN, hon. ALEXANDER K. (*Halifax*).

Adresse en réponse au discours du trône—9, 10; amendement bill tarif douanier—28; entrepôts frigorifiques—29; bill primes aux volontaires—44; bill déposants de la Farmers Bank—51; bill Acadia Loan Corporation—58; bill Eastern and Canada Savings and Loan Company, Limited—67; crédits pour le comté Victoria—82; service naval—90; service trains banlieue Halifax—91; service postal transatlantique—114; terminus chemin de fer de la baie d'Hudson—116; brise-lames The Graff—121; bureau poste Halifax—121; camp d'Aldershot—122; destitution comté Shelburne—125; noms journaux reçus argent du gouvernement 1912-13—128; bureau de poste Canning—121; destitution N. Myra—127; douaniers à Halifax—127; droits sur le blé—128; édifice public Bear-River—128; charbon édifice public Lunenburg—122; commissions constituées depuis 1911—123; dépenses de W. Fisher—124; emprunts temporaires—129; emprunts gouvernement en 1912 et 1913—129; expropriation terrains par Intercolonial—130; expropriation terrains pour Halifax—130; exportation poisson aux E.-U.—130; animaux exportés aux E.-U.—130; permis exploitation homard—130; fonds disponibles du gouvernement—130; quais dans les Provinces maritimes—135; requête vétérans comté d'Halifax—136; service quarantaine Halifax—137; service postal à Shelburne—138; service steamers entre Saint-Jean et Bear-River—138; suspension J. McGillis—138; terres sauvages Colombie-Anglaise—139; traction trains Pacifique-Canadien entre Saint-Jean et Halifax—139; travaux publics dans Shelburne—140; noms vétérans Nouvelle-Ecosse de l'invasion fénienne—140; approvisionnement pour camp d'Aldershot—143; prix barge *Neophyte*—144; bestiaux tuberculeux à Kentville—144; bureau des aviseurs des

MACLEAN, hon. ALEXANDER K. (*Halifax*)
—Suite.

pêcheries—146; bureau poste Halifax—146; commissaire commerce Antilles anglaises—149; chalands baie d'Hudson—148; enquête subventions accordées Colombie-Anglaise—150; compagnie d'assurance Union Life—150; dépenses imputables sur le revenu—152; différend ouvrier avec le Pacifique-Canadien—153; dragage East-Jeddore—154; prix dragueur *Port Nelson*—154; évaluation terrains pour Intercolonial—157; fortifications d'Halifax—157; fourniture de la farine à Halifax—158; garde-pêche du Lunenburg—158; système signaux Intercolonial—162; paiements au Canadian-Northern—166; paiements à A. G. Longhurst—166; pêcheries baie d'Hudson—166; pêcheries comté Shelburne—166; phare d'Harbourville—167; pouvoirs d'office—168; receveur poste de Coldbrook—170; service médical des sauvages—173; service naval canadien—173; service courrier comté Lunenburg—174; service de la West India Steamship Co.—174; service postal comté d'Annapolis—174; statistiques du revenu et des dépenses—175; achat steamer *Kathleen*—176; steamers de la baie d'Hudson—176; transport courrier comté Halifax—177; résolution prime aux volontaires—181; résolution augmentation nombre des sénateurs—185; modification loi des juges—186; déposants de la Farmers Bank—188; résolution aide Canadian-Northern—199; résolution salaires du service civil—203; résolution corruption des mœurs électorales—205; administration compagnie Union Life—215; fonctionnaires publics et élections municipales—216; service naval—217; embranchements de l'Intercolonial—223; travaux à Port-Nelson—224; commissaires du commerce à l'étranger—226; conservation des ressources naturelles—227; nominations inutiles à la douane—232; édifices publics trop coûteux—236; bureau consultatif des pêcheries—246; écoles de navigation—255; service maritime et postal entre le Canada et la Grande-Bretagne—255, 256; service entre Canada et les Antilles—258; remarques sur discours du budget—264, 265; amendement demandant renvoi à six mois du bill relatif aux déposants de la Farmers Bank—279.

MACLEAN, WILLIAM F. (*York-sud*).

Adresse en réponse au discours du trône—14, 16; représentation à la Chambre des communes—46; bill compagnie du chemin de fer Toronto à Niagara à l'Ouest—63; service suburbain des villes—91; 50^e anniversaire de la confédération—110; service postal transatlantique—115; dragage à Jeddore—133; résolution augmentation nombre sénateurs du Manitoba—185; pollution des eaux navigables—190; résolution aide Canadian-Northern—197, 198, 201, 202; résolution représentation sénatoriale—204; résolution prohibition des cigarettes—212; publications canadiennes pour commissaire du Canada à Londres—213; commission impériale du commerce—227; capital national pour le Canada—232.

MACNUTT, THOMAS (*Saltcoats*).

Adresse en réponse au discours du trône—15; édifice public Melville—128, 146; commutation sentence Allan Wishart—149; résolu-

MACNUTT, THOMAS (*Saltcoats*)—Suite.

tion droits de douane sur machines agricoles—208; dépenses deniers publics à Melville—261.

MCCOIG, ARCHIBALD B. (*Kent-ouest*).

Traitement officiers et inspecteurs d'accise—213, 214.

MCCRANEY, GEORGE E. (*Saskatoon*).

Adresse en réponse au discours du trône—15; ressources naturelles des provinces de l'Ouest—23; taxation des terres non patentées—23; bulletin du commerce—145; percepteur douane à Rosthern—166; terrains et monuments nationaux—216; manutention du grain—226; destitutions politiques—223; bill divorce Fotheringham—64; bill divorce Bicknell—65; divorce McLaughlin—65; bureau poste Saskatoon—121; population villages et villes d'Ontario—134; résolution droits de douane sur machines agricoles—208.

MCCREA, FRANCIS (*Sherbrooke*).

Bill déposants Farmers Bank—55; dépenses militaires comté Sherbrooke—120; destitution David Armstrong—126; propriétés milice dans comté Sherbrooke—135, 172; achat automobiles pour inspecteurs des postes—144; aide agriculture comté Sherbrooke—142; employés district inspection postale Sherbrooke—153, 161, 251; location propriété Worthington à Sherbrooke—164, 169; résolution aide Canadian-Northern—197; commission impériale du commerce—228; le 53^e régiment de Sherbrooke—240; exploitation du Transcontinental—260.

MCCURDY, FLEMING B. (*Shelburne-Queens*).

Bill primes aux volontaires—44; budget chemins de fer et canaux—100; résolution modifications loi des juges—186; résolution transport du poisson—213; service maritime et postal entre Canada et Grande-Bretagne—256.

MCKAY, JAMES (*Prince-Albert*).

Modifications au code criminel—24; terres fédérales—40; bill Université Saskatchewan—70; bill dépôt plans des chemins de fer—72; vétérans comté Missisquoi—140.

MCKENZIE, DANIEL D. (*Cap-Breton-nord*).

Adresse en réponse au discours du Trône—13; modifications au code criminel—24; bill créances contre les chemins de fer de l'Etat—27; marine marchand—33, 34; loi des pêcheries—41; loi des poids et mesures—42; primes aux volontaires—44, 45; bill déposants de la Farmers Bank—54; budget chemins de fer et canaux—100; quais Englishtown et South-Gut—135; stations frigorifiques—138; travaux comté Cap-Breton—140; vétérans, comtés Cap-Breton et Victoria—141; gratifications, vétérans campagne des feniens—159; service télégraphique de l'Etat—173; résolution prime aux volontaires—181; modifications à la loi des juges—186; port de North-Sydney—189; résolution salaires service civil—202; résolution prolongement de l'Intercolonial—211; canal Welland—221; travaux Port-Nelson—224; Intercolonial dans Nouvelle-Ecosse—225; destitution

McKENZIE, DANIEL D. (Cap-Breton-nord)—
Suite.

Brydon—225; question de l'eau à Ottawa 232; restauration du Fort-Cumberland—235; faire disparaître anciennes fortifications—235; système télégraphique du Cap-Breton—235; rapport commission enseignement technique—239; employés fédéraux et les élections—246, 253; indemnité déplacement accordée aux juges—247; pêche au homard—252; politique et le port de Montréal—252; transport du poisson—257; enquêtes dans la Nouvelle-Ecosse—261.

McLEAN, ANGUS A. (Queen, I.P.-E.).

Bill primes aux volontaires—44; représentation à la Chambre des communes—46, 47; bill Brazilian Traction Light and Power Co., Ltd.—58; droit sur la scorie de hauts-fourneaux—103; 50e anniversaire de la Confédération—110; pisciculture dans l'île Prince-Edouard—167; résolution représentation sénatoriale—204; résolution transport du poisson—212; discussion sur tarif—274.

McLEOD, HARRY F. (York-sud, N.-B.).

Adresse en réponse au discours du Trône—7; chemin de fer de la Vallée du Saint-Jean—18; rapport divorce Vineberg—75; Southampton Railway Co.—116; présentation de députés—141.

McMILLAN, J. A. (Glengarry).

Résolution primes aux volontaires—181.

MARCIL, hon. CHARLES (Bonaventure).

Modification au code criminel—24; envoi de circulaires frauduleuses—24; bill compagnie de trust—25; loi exportation du pétrole—30; loi des sauvages—49; accident au steamer *Saturnia* à Québec—79; indemnité veuve Napoléon Jallet—85; port d'armes dans les processions religieuses—88; démission Wm. Campbell—89; résumé élections générales—90; service steamer *Canada*—91, 173, 176; service bureaux ambulants—90; bureau de poste New-Richmond—121; chemin de Matapédia—123; rapport commissaire Arthur Plante, réclamations contre ch. de fer Atlantique au lac Supérieur, Québec et Oriental—123; destitution Wm. Campbell et nomination James Robertson—126; destitution maître poste d'Allard—126; destitution Arthur Caldwell—126; destitutions dans Bonaventure—127; dragage dans Bonaventure—128; édifice public New-Carlisle—128; destitution Ulric Dion, de St-Charles Caplan—126; embranchements de l'Intercolonial—129; accusations contre employés marine dans Bonaventure—129; noms employés travaux publics dans Bonaventure—129; établissement pisciculture Port-Daniel—130; destitution E. V. Willett—130; destitution maîtres poste dans Bonaventure—132; renvoi E. Dea—136; réserve indienne Ristigouche—137; routes postales dans Bonaventure—137; subvention steamer *Canada*—138; travaux publics dans Gaspé, Rimouski, Bonaventure—140; Atlantic, Quebec and Western Railway—143; bureau poste Black-Cape—146; bureau poste Cap-Noir—146; directeur bureau poste d'Avignon

MARCIL, hon. CHARLES (Bonaventure)—
Suite.

—153; distribution rurale New-Richmond, Shigawake—153, 167; dragage Sainte-Anne de Ristigouche—154; écoles du Manitoba—154; entreprise courrier Bonaventure—156; gares de l'Intercolonial—157; actionnaires Gaspé Baie-des-Chaleurs Steamship Co.—159; hangar à marchandises à New-Richmond—160; ferme expérimentale dans Bonaventure—157; acquisition ch. fer Québec, Oriental et Atlantique—163; nominations sur Intercolonial dans Bonaventure—165; phare Pointe-Duthie—167; propagation du homard Port-Daniel—168; receveur poste à Robitaille—170; réclamations contre ch. min de fer de Québec et ch. fer baie des Chaleurs—170; réserve indienne comté Bonaventure—171; service d'eau sur Intercolonial—174; service courrier Carleton et Pointe-Bourque—174; service *Canada* entre Gaspé et Campbellton—174; service poste à Carleton—174; sous-inspecteur poids et mesures à Québec—175; traducteurs français—177; travaux publics dans Bonaventure—178; vivier à saumon de Tide-Head—179; résolution augmentation nombre sénateurs du Manitoba—185; modifications loi des juges—187; administration imprimerie de l'Etat—215; entrepôts frigorifiques—219; inspecteurs du gaz et lumière électrique—219; industrie laitière dans Bonaventure—245; destitutions gardiens de phares—253; service sur la côte de la Gaspésie—254; relier péninsule gaspésienne à l'Intercolonial—254; Norvégiens s'accaparent commerce cabotage canadien—254; écoles de navigation—255; abattoir pour viande de cheval—246; travaux aux chantiers de Sorel—262; navigation d'hiver sur le Saint-Laurent—263; remarques sur discours du budget—270, 271.

MARCILE, JOSEPH E. (Bagot).

Courrier Acton-Vale—151; distribution rurale comté Bagot—153; service postal Saint-Théodore d'Acton—173.

MARSHALL, DAVID (Elgin-est).

Bill compagnie du chemin de fer d'Elgin—62; bill The London and Lake Erie and Transportation Company—69.

MARTIN, MEDERIC (Sainte-Marie, Montréal).

Bill modifiant la loi des chemins de fer—71; version française du budget—92; les sans-travail à Montréal et le devoir du gouvernement—237.

MARTIN, WILLIAM M. (Régina).

La naturalisation—35; bill divorce Lindquist—66; ligne de vapeur *Maple Leaf*—163; résolution, modifications loi des juges—187.

MEIGHEN, hon. ARTHUR (Portage-la-Prairie).

Adresse en réponse au discours du trône—12; bill chemin de fer Nord-Canadien—37, 39; bill sociétés coopératives de crédit—57; budget des chemins de fer et des canaux—97; bill Prudential Life of Canada—114; présentation de députés—141; résolutions aide au Canadian-Northern—192, 193, 199, 200,

MEIGHEN, hon. ARTHUR (*Portage-la-Prairie*)—Suite.

201; résolution droits de douane machines agricoles—209; fausse accusation contre M. Glen Campbell—259.

MERNER, JONATHAN J. (*Huron-sud*).

Bill déposants de la Farmers Bank—54.

MICHAUD, PIUS (*Victoria, N.-B.*).

Chemin de fer de la Vallée du Saint-Jean—18; exportation de pommes de terre aux Etats-Unis—83; budget des chemins de fer et des canaux—98; commissions nommées depuis 1911—123; agent d'immigration à Saint-Léonard—142; bureau immigration d'Edmonton—146; chemin de fer Québec-Saguenay—149; subvention chemin de fer Saint-Jean—159; gratification vétérans campagne fénienne—159, 168; importations des Etats-Unis—160; incursions des féniers—161; wagon particulier Dufferin—179; recensement et statistiques—226; présence des enfants aux écoles du Nouveau-Brunswick—226; édifice public Edmundston—232; immigration à Edmundston—237; Transcontinental à Edmundston—260.

MIDDLEBRO, WILLIAM S. (*Grey-nord*).

Subventions aux bassins de radoub—50; bill Bruce Peninsula Railway Company—59; comité comptes publics—74; budget des chemins de fer et des canaux—96, 97; renseignements constitution sénats de tous pays possédant gouvernement fédéral—122; coût par mille construction Pacifique-Canadien—123; coût Transcontinental—152; directeur du G.-T.-P.—153; intérêt sur dette nationale—162.

MOLLOY, JOHN P. (*Provencher*).

Adresse en réponse au discours du trône—15; députés provinciaux et le gouvernement fédéral—152; emploi Dr McFadden, M.P.F.—157.

MONDOU, ALBARIC A. (*Yamaska*).

Résolution prolongement de l'Intercolonial—211.

MORPHY, HUGH B. (*Perth-nord*).

Bill déposants de la Farmers Bank—51, 52; bill divorce Ring—65; conflits ouvriers de l'île de Vancouver—103; résolutions prime aux volontaires—81; modifications à la loi des juges—186; remarques sur discours du budget—271.

MORRIS, JAMES (*Châteauguay*).

Présentation de députés—141; service naval canadien—258; remarques sur discours au budget—269.

MORRISON, ALEXANDER (*Macdonald*).

Présentation de députés—141; recettes accise et douane Valleyfield—170.

MURPHY, hon. CHARLES (*Russell*).

La naturalisation—36; bill The Erie, London and Tilsonburg Railway Co.—69; plainte contre remarques de la *Gazette* de Midway—78; total employés imprimerie de l'Etat—129; grades honoraires militaires—130; obligations émises chemin de fer Nord-Canadien et compagnies subsidiaires

MURPHY, hon. CHARLES (*Russell*)—Suite.

—133; nominations dans service civil sans examen—134; noms secrétaires particuliers ministres—137; abaissement des rampes sur l'Intercolonial—141; amélioration de la rivière des Français—142; achat d'immeubles à Ottawa—142; aviseur légal aux affaires extérieures—143; bureau poste New-Westminster—146; champ tir March—148; chemin de fer baie d'Hudson—148; commissions coût de la vie—150; commission enquête Transcontinental—150; contrat barrage rivière des Français—151; douane à Ottawa—153; élévateur gouvernement Port-Arthur—155; entrepreneurs Transcontinental—156; enseignement technique—156; galerie Nationale des Arts—158; homarderie port Daniel—160; protection passagers—169; retraite employés de l'administration—171, 174; salles exercices militaires de Metcalfe et d'Ottawa—173; système avertisseurs d'incendie pour édifices publics—173; terminus maritime à Halifax—176; travaux canal Welland—178; résolution aide Canadian-Northern—200; traitement de l'adjoint de l'imprimeur du roi—214, 215; service naval—217; conservation des ressources naturelles—227; agriculture dans Ontario—234; culture du tabac—234; les expériences du docteur Haanel—243.

NANTEL, hon. W. BRUNO (*Terrebonne*).

Falsification des denrées—30; bill poids et mesures—42; système métrique—42; traitement des officiers et inspecteurs d'accise—213, 214; service des préposés à la surveillance des fabriques—214; allocation provinciale aux agents d'accise de l'Ouest—214; dépenses de voyage—214; inspecteurs du gaz et lumière électrique—219.

NEELY, DAVID B. (*Humboldt*).

Adresse en réponse au discours du Trône—14; amendement à l'adresse—14; inspecteur des homesteads à Humboldt—20, 161; ressources naturelles des provinces de l'Ouest—23; loi des grains—31; la naturalisation—35, 36; chemin de fer Calgary à Edmonton—60; Central Western Canada Railway Co.—60; annulation inscription faite à R. Bannatyne—120; banques en liquidation—121; élévateurs Fort-William et Port-Arthur—128; employés ministère Intérieur non mentionnés liste service civil—129; homestead James Bruce—131; importation et exportation instruments aratoires—132; règlements manutention du grain—133; révocation J. T. Richardson, T. J. Oliver, H. S. McKechnie—137; bureau immigration Windsor—146; concessions de terre—150; emploi ingénieur Smith—155; élévateurs intérieurs de terminus—155; fabriques de machines agricoles en Canada—157; franchise postale sur colis des compagnies messageries—158; halles vente échantillons dans l'Ouest—160; inspection grain dans ports maritimes—161; terres d'écoles du Manitoba—177; résolution aide Canadian-Northern—199; résolution droits de douane sur machines agricoles—208; commission impériale du commerce—228; affaire J. G. Richardson—231; salles d'exercices militaires dans pe-

NEELY, DAVID B. (*Humboldt*)—Suite.

tites localités—240; grève de Vancouver—244, 245; destitutions gardiens de phares—253; accusations contre Glen Campbell—259; remarques sur discours du budget—269; amendement au discours du Trône concernant l'entrée libre du blé—277.

NESBITT, EDWARD W. (*Oxford-nord*).

Adresse en réponse au discours du Trône—11, 12; édifice public de Brantford—19, 128, 154; bill produits de la laiterie—43; bill déposants de la Farmers Bank—54; bill West Ontario Pacific Railway Company—70; achat boîtes postales—119; livraison postale Niagara-Falls, Saint-Hyacinthe, Fredericton, Trois-Rivières—163; service courrier à Owen-Sound—174; livraison postale Sault-Sainte-Marie, Charlottetown—174; résolution aide Canadian-Northern—195, 196, 202; enseignement principes agriculture aux immigrants—234; le militarisme au Canada—240; charbon de tourbe—243; service postal rural—252; remarques sur discours du budget—271, 272.

NICHOLSON, DONALD (*Queen, I.P.-E.*).

Adresse en réponse au discours du trône—11.

NICKLE, Wm. FOLGER (*Kingston*).

Bill Prudential Life of Canada—68, 114; bill université Queen de Kingston—70; abolition de la peine de mort—73, 74; résolution déposants de la Farmers Bank—188; résolution aide au Canadian-Northern—192, 193; enquête pénitencier Kingston—249.

NORTHRUP, WILLIAM B. (*Hasting-est*).

Bill British America Nickel Corporation, Limited—59; bill compagnie interurbaine—64; bill compagnie du chemin de fer de la Rivière-Haute à Saskatchewan et baie d'Hudson—63; rapport divorce Vineberg—75; résolution concernant le divorce—206.

OLIVER, hon. FRANK (*Edmonton*).

Adresse en réponse au discours du trône 10, 15; inspecteur des homesteads à Humboldt—20; immigration hindoue—22; taxation des terres non patentées—24; entrepôts frigorifiques—29; loi des grains—31; ressources naturelles des provinces de l'Ouest—23; la naturalisation—35; bill ch. de fer Nord-Canadien, un amendement—37; terres fédérales—40, 41; loi des poids et mesures—42; bill produits de la laiterie—43; loi des sauvages—49; loi des postes—57; bill chemin de fer Calgary et Edmonton—59, 60; bill Central Western Canada Railway Company—60; bill divorce Hétu—65; bill All Red Line Railway Company—71; bill commissions secrètes—72; bill peine de mort—74; chemin de fer Colombie-Anglaise à l'Alaska—81; inexactitude compte rendu des Débats—81; disparition du *Karluk*—82; élections provinciales et fonctionnaires publics du Dominion—83; immigration dans la Colombie-Britannique—84; immigration des Hindous—84; réserve indienne Saint-Pierre—90, 137, 171; situation ouvrière—91; budget chemins de fer et canaux—99; immigration

OLIVER, hon. FRANK (*Edmonton*)—Suite.

asiatique—111; terminus du chemin de fer baie d'Hudson—117; destitution M. Shimbine, M. Webster, J. Mohr, M. P. Tomkins, M. G. McLeod, M. Larivière, G. McDonald—125; Edmonton Power Co.—128; fourniture poteaux télégraphe et téléphone dans Saskatchewan—130; renseignements sur le *Karluk*—132; terres fédérales—139; édifice public Kamloops—144; concessions et préemptions de terres—151; emploi J. Fletcher—156; expédition Stefansson—157; forces hydrauliques rivière Bad-Throat—157; gratification volontaires campagne fénienne—159; bail Grands-Rapides Athabaska—159; immigration européenne et asiatique—160; sauvages réserve Kitsilano—161, 171; titre Ferguson lac Gemli—162; lac White-Water—162; ligne télégraphique Athabaska et Fort-McMurray—163; exclusion d'immigrants—170; règlements relatifs à l'immigration—171; renvois fonctionnaires—171; statistiques relatives à l'immigration—176; taux de transport ch. de fer—176; résolution exportation ficelle d'engergage—182; pollution des eaux navigables—190; exportation du pétrole—184; augmentation des sénateurs du Manitoba—185; résolution aide Canadian-Northern—194, 200, 201, 202; résolution représentation sénatoriale—204; résolution droits de douane sur machines agricoles—209; résolution prohibition des cigarettes—212; commission de conservation—216; service naval—217; agences commerciales du Canada—218; bureau du haut commissaire à Londres—218; canal Welland—222; administration loi des grains du Canada—226; commission impériale du commerce—227; réglementation commerce rivière Détroit—228, 229; distribution documents parlementaires—231; recrutement gendarmerie à cheval—236; l'immigration au Canada—237; situation financière des immigrants américains—238; bitume sur rive Athabaska—243; politique chez les fonctionnaires publics—253; service maritime et postal entre Canada et Grande-Bretagne—256, 257; politique et employés publics—259; discussion du tarif—276; amendement au bill concernant aide au Canadian-Northern—278.

OSLER, sir EDMUND B. (*Toronto-ouest*).

Bill conseil national des femmes du Canada—64.

PACAUD, Lucien T. (*Mégantic*).

Renvoi A. Dupuis, T. H. Préfontaine—137; résolution aide Canadian-Northern—198; traitement officiers et inspecteurs d'accise—214.

PAPINEAU, LOUIS J. (*Beauharnois*).

Barrage à Valleyfield—222; entreprise Cossette et Cie—222.

PAQUET, EUGENE (*L'Islet*).

Inspection des immigrants—112; gardiens quai Coteau-Landing—130; budget de l'agriculture—234; émigration des Canadiens aux Etats-Unis—234; moyen pratique de résoudre le problème du coût de la vie—234; inspection médicale à bord des

PAQUET, EUGENE (*L'Islet*)—Suite.

navires—238; nouveaux bureaux de poste—250.

PARDEE, FREDERICK F. (*Lambton-ouest*).

Edifice public de Brantford—19; intérêt emprunts fédéraux—129; travaux havre de Toronto—131, 178; canal Newmarket—147; colis postaux—149; dépenses milice—152; nomination G. H. Ferguson—165; salles exercices militaires dans Ontario—172; résolution aide Canadian-Northern—197; dépenses pour fins militaires au Canada sont trop élevées—225, 240; agents de commerce du Canada à l'étranger—227; discussion du tarif—276.

PELLETIER, hon. LOUIS PHILIPPE (*Québec, comté*).

Adresse en réponse au discours du trône—13; commission des Champs de bataille à Québec—26; marine marchande—34; bill chemin de fer Nord-Canadien—37; Transcontinental-National—40; représentation à la Chambre des communes—47; loi du service civil—50; bill déposants de la Farmers Bank—52, 53; loi des postes—56, 57; amendement du Sénat à la loi des postes—57; rapport divorce Vineberg—75; mort hon. F. D. Monk—76; indemnité à la veuve du courrier d'Oka—78; automobiles du ministère des Postes—79; achat hôtel Carslake à Montréal—79; bureau poste Chambre des communes—80; franchise postale—84; naufrage de l'*Empress of Ireland*—87; nominations dans le service civil—87; poste rurale dans Montcalm—88; poste aux colis et la franchise postale—88; renseignements sur l'administration des postes—89; service des bureaux ambulants—90; service postal Provinces maritimes—90; service mandats-poste à la Chambre des communes—90; service postal transatlantique—91; steamer *Canada*—91; taxe sur les revues anglaises—91; gestion du Transcontinental—105; résolution service civil, loi des postes—182; résolution représentation sénatoriale—204; publications canadiennes pour commissaire du Canada à Londres—213; travail des traducteurs—215; canal Welland—221; distribution documents parlementaires—231; affaire Briegel—250; destitution maître poste de Richmond—250; malle rurale dans les comtés libéraux—250; tarifs de cablogrammes—251; télégraphie sans fil—251; transport des magazines anglais—251; livraison postale dans les villes—252; service maritime et postal entre Canada et Grande-Bretagne—256; service naval en Canada—257; Transcontinental à Québec—261.

PERLEY, hon. GEORGE H. (*Argenteuil*).

Bill compagnies de trust—24; bill compagnies de prêts—25; administration compagnie Union Life—215.

PORTER, EDWARD GUSS (*Hastings-ouest*).

Bill divorce Vineberg—71.

PROULX, EDMOND (*Prescott*).

Loi des juges—32; bill déposants de la Farmers Bank—54; bill société des Sœurs de la Charité—68; abolition de la peine de mort—74; cablogramme à sir Edward Carson—80; poste aux colis et la franchise postale—88; diminuer les crédits, motion

PROULX, EDMOND (*Prescott*)—Suite.

—110; enquêtes confiées G. H. Ferguson—123; nominations douane à Montréal et ministère des Postes—133; voyages des ministres—141; automobiles de la milice—143; bataille simulée—144; emplacement salle d'exercices—155; dépenses voyages employés milice—156; envoi cablogramme à sir Ed. Carson—156; fourniture collège militaire Kingston—158; fourniture foin pour Sud-Africain—158; cadeau à sir Ian Hamilton—160; liqueurs envirantes aux camps d'exercices militaires—163; interdiction *Canadian Menace*—164; ministre Milice en Europe—164; paiement Ambrose Potts—166; paiements Trudel et McAdam—166; pionniers colonie lord Selkirk—167; plaidoiries dans question du mariage—167; pique-nique de Queenston-Heights—167; poste rurale Plantagenet—168; résolution loge orangiste Vancouver—171; société de colonisation de Montréal—175; tournée militaire—177; train spécial département Milice—177; résolution aide Canadian-Northern—199; résolution salaires du service civil—203; résolution représentation sénatoriale—204; administration de l'imprimerie de l'Etat—215; édifices publics trop coûteux—236; dépenses voyages sir Ian Hamilton—240; traitement des juges—247, 248.

PUGSLEY, hon. WILLIAM (*Saint-John, N.-B., cité*).

Bill chemin de fer Nord-Canadien—37, 39; bill Transcontinental national—40; subventions aux bassins de radoub—50; exploitation de la division est du Transcontinental—83; le convoi "Ocean Limited"—86; rapport commission enquête coût de la vie—89; gestion du Transcontinental national, motion—104, 105; voyageurs transportés sur Intercolonial—141; résolution, garantie d'une émission d'obligations du G.-T.-P.—183, 184; pension et fonds de retraite du service civil—187; résolution aide Canadian-Northern—199, 200, 201; résolution représentation sénatoriale—204, 205; dragage à Saint-Jean—232; lignes subsidiaires Intercolonial—239; service maritime et postal entre Canada et Grande-Bretagne—256; exploitation du Transcontinental—260; amendement au bill concernant l'aide au Canadian-Northern—278.

RAINVILLE, J. H. (*Chambly-Verchères*).

Adresse en réponse au discours du trône—15; traitement officiers et inspecteurs d'accise—214.

REID, hon. JOHN D. (*Grenville*).

Chemin de fer de la Vallée du Saint-Jean—19; bill créances contre les chemins de fer de l'Etat—27; loi d'exportation du pétrole—29; bill gare de Winnipeg—31; installations terminales de Toronto—39; bill passages à niveau—41; ponts du chemin de fer St. John and Quebec—43; bill All Red Line Railway Company—70, 71; comité des impressions—74; comités spéciaux permanents—74; comité restaurant du Parlement—75; approvisionnement de charbon pour l'Intercolonial—79; droit sur les scories d'acier—82; exploitation du Transcontinental—83; fonds de pension fonction-

REID, hon. JOHN D. (*Grenville*)—Suite.

naires Intercolonial—84; le vapeur *Alert*—86; le convoi Ocean Limited—86; service chemin de fer entre Winnipeg et Gemli—90; administration chemin de fer Intercolonial—93, 94; budget des chemins de fer et des canaux—95; droit sur la scorie de hauts-fourneaux—102; cas Gustavus A. Colpitts—109; production de certains documents—114; Southampton Railway Co.—116; frais relatifs wagons Intercolonial—148; résolution exportation du pétrole—184; passages à niveau, ch. de fer du Saint-Jean et de Québec—188; voyages du *Alert*—216; formules de douanes en français—216; canal Welland—222; barrage à Valleyfield—222; canal de Trent—222; réparations de canaux—223, 224; ch. de fer de la baie d'Hudson—224; améliorations de l'Intercolonial—224; administration de l'Intercolonial—225; exploitation du Transcontinental National—225; construction du pont de Québec—228; nominations inspecteurs des ports—231; appointements d'employés additionnels—232; élévateur de Port-Colborne—233; lignes subsidiaires Intercolonial et le Sénat—239; pont de Québec terminé en 1917—250; protection générale des grandes routes—252; exploitation du Transcontinental—260; enquête canal Trent—261; embranchement Montréal au Transcontinental—263.

RHODES, EDGAR N. (*Cumberland*).

Commission des Champs de bataille à Québec—26; représentation à la Chambre des communes—48; remarques au sujet du Canadian-Northern—78; résolution représentation sénatoriale—205; fonctionnaires publics et élections municipales—216; appointements inspecteurs des ports—231.

ROBB, JAMES A. (*Huntingdon*).

Loi des grains—31; achat animaux pour ministère Agriculture—119, 141; destitution J. H. Lefebvre—127; creusement Norton-Creek—152; élevage de chevaux—155; fonctionnaires publics et élections municipales—216; canal Welland—222; barrage à Valleyfield—222; contrôle des matières explosives—243; service naval canadien—258; remarques sur discours du budget—268.

ROBIDOUX, FERDINAND J. (*Kent, N.-B.*).

Dragage port Elgin—128; bureau des pêcheries—246.

ROCHE, hon. WILLIAM J. (*Marquette*).

Inspecteur de homesteads à Humboldt—20; immigration hindoue—22; ressources naturelles des provinces de l'Ouest—23; taxation des terres non patentées—23, 24; bill gratification aux volontaires—32; bill irrigation—32; loi minière du Yukon—34; bill terres fédérales—40; bill réserves forestières et parcs fédéraux—48; loi des sauvages—48, 49, 50; immigrants envoyés d'Angleterre—84; immigration dans la Colombie-Britannique—84; immigration des Hindous—84; réserve indienne Saint-Pierre—90; immigration asiatique—112; inspection des immigrants—113; résolutions, récompense certains volontaires—180; expor-

ROCHE, hon. WILLIAM J. (*Marquette*)—Suite.

tation du pétrole—184; terres et forêts du domaine fédéral—189; affaires indiennes—218; annexion du Yukon à la Colombie-Anglaise—236; immigration en Canada—236; primes aux compagnies de transport—237; baisse dans la demande de homesteads—238; politique et employés publics—259.

ROGERS, hon. ROBERT (*Winnipeg*).

Adresse en réponse au discours du trône—14; édifice public de Brantfort—19; inspecteur des homesteads à Humboldt—20; loi des finances—30; bill ch. de fer Nord-Canadien—37; subventions aux bassins de radoub—50; bill prestation du serment—56; bill chemin de fer Calgary et Edmonton—59; bill chemin de fer Canadien du Nord de l'Ontario—62; comités permanents—74; comité de la représentation à la Chambre des communes—75; barrage à l'île au Héron—79; crédits pour comté Victoria—82; élections provinciales et fonctionnaires publics du Dominion—83; expropriation de l'hôtel Carslake, Montréal—83, 248; imprimerie de l'Etat—84; nouveaux édifices publics à Ottawa—87; gestion du Transcontinental—105; canal de la baie Georgienne—108; dragage rivière des Prairies—111; comité représentation à la Chambre des communes—119; résolutions budget 1913-14-15—182; subvention bassins de radoub—184; résolution aide Canadian-Northern—202; résolution prolongement de l'Intercolonial—211; édifices publics Bouctouche—220; agrandissement bureau de poste de Québec—221; dragage à St-Jean—232; service d'eau édifices publics—232; nouveaux édifices départementaux à Ottawa—232; édifice public d'Athènes—232; entrepôt douane Edmonton—233; système construction édifices publics en Canada—236; district fédéral à Ottawa—233; édifice douane Ottawa—248; arsenal Prince-Rupert—255; politique et fonctionnaires publics—259; travaux dans la rivière des Prairies—261.

ROSS, DUNCAN C. (*Middlesex-ouest*).

Bill déposants Farmers Bank—55; destitution Samuel Dickson—125; destitution George Skates—127; résolution, déposants de la Farmers Bank—188; résolution aide Canadian-Northern—201, 277.

SCHAFFNER, FREDERICK L. (*Souris*).

Adresse en réponse au discours du trône—11; ressources naturelles des provinces de l'Ouest—23; bill divorce Chaussé—64; divorce Van Dusen—66; divorce Crooks—66; divorce Horn—66; divorce Forsythe—66; nationalisation des élévateurs de tête de ligne—226; commission impériale du commerce—228; destitutions dans l'Ouest par les libéraux—253.

SEGUIN, PAUL A. (*L'Assomption*).

Représentation à la Chambre des communes—47; destitution J. S. Archambault—125; édifice public Saint-Lin des Laurentides—128; quai à L'Assomption—136, 170; enquête surveillant Saint-Amour canal Soulanges—138, 147, 175; dragage à Dorion—

SEGUIN, PAUL A. (*L'Assomption*)—Suite.

153; édifice public Joliette—154; fabrication du tabac dans province Québec—157; maître poste Terrebonne—164; terminus chemin de fer baie d'Hudson—176.

SEVIGNY, ALBERT (*Dorchester*).

Bill compagnie des pouvoirs d'eau de Valleyfield—72; budget chemins de fer et canaux—99; construction projetée sur Transcontinental, comté Dorchester—123; dommages causés par travaux sur Transcontinental et sommes payées par le gouvernement—127; quai rivière Bonaventure—135; travaux publics dans Portneuf—140; bureaux poste comté Portneuf—146; coût Transcontinental—149; paiements aux entrepreneurs Intercolonial—149; achat terrains Transcontinental—149; commission Champs bataille Québec—150; terrains Transcontinental, Sillery—177; station agronomique, comté Dorchester—234.

SEXSMITH, JOHN A. (*Peterborough-est*).

Fourniture eau distillée à Ottawa—130 voyage en Asie de hon. R. Lemieux—175.

SHARPE, SAMUEL S. (*Ontario-nord*).

Canadiens à Bisley—17; bill déposants de la Farmers Bank—53; rapport divorce Vineberg—75; budget chemins de fer et canaux—99; résolution représentation sénatoriale—204.

SHARPE WILLIAM H. (*Lisgar*).

Bills Canadian Northern Railway Co.—60; bill Central Western Canada Railway Co.—60; bill compagnie du chemin de fer Canadien-Pacifique—61; bill Continental Fire Insurance Co. of Canada—64; terminus chemin de fer baie d'Hudson—117.

SHEPHERD, FRANCIS H. (*Nanaimo*).

Bill compagnie du chemin de fer d'Esquimalt à Nanaimo—64; conflits ouvriers de l'île de Vancouver—193, 244; objections à reconnaître une union internationale—244.

SINCLAIR, JOHN H. (*Guysborough*).

Adresse en réponse au discours du trône—12; marine marchande—33; bill primes aux volontaires—44; représentation à la Chambre des communes—48; bill déposants de la Farmers Bank, amendement—55; marine marchande du Canada—56, 73; frais transport du poisson—84; service mandats-poste Chambre des communes—90; administration chemin de fer Intercolonial—94; achat d'animaux vivants—119; chalutiers à vapeur sur Atlantique—122; correspondance commission des pêcheries et ministère Marine—123; criminels remis en liberté sur parole—124; croiseur *Margaret*—124; dépenses milice en 1912-13—124; décisions depuis 1911 commission des chemins de fer—124; destitution C. L. Ehlar, J. Laing—126; entrepôts frigorifiques Nouvelle-Ecosse 129; pêcheries Digby—130; gratification volontaires invasion féniennne—131, 168, 179; funérailles matelot J. Leblanc—133, 163, 164; délimitation comtés Nouvelle-Ecosse—133; pêche saumon rivière Saint-Jean—134; prohibition exploitation saumon Sockeye—135; réclamation vétérans de

SINCLAIR, JOHN H. (*Guysborough*)—Suite.

Guysborough—136; somme payée *Herald*, Halifax—138; transport poisson frais—139, 162, 177; vétérans de la Nouvelle-Ecosse—140; vaisseaux étrangers dans port Sydney—140; adjudications postales annulées—142; achat yacht vapeur *Gunhilde*—142; arsenal à Amherst—143; banque Internationale du Canada—144; bassin radoub Esquimalt—144; boîtes à lettres pour Canso—144; brise-lames New-Harbour—145; cale-sèche Esquimalt—147; camp Petewawa—147; soumissions chaudières remorqueurs—149; collège naval, Halifax—149; commission des crustacés—150; concessions aux pêcheries américaines—150; coût arsenaux—151; corruption électorale—151; coût minimum transport marchandises Intercolonial—152; droits sur le merlin—154; documents concernant commissaire Duchemin—154; embranchement de Dartmouth à Dean-Settlement—155; embranchement Intercolonial à Guysborough—155, 162; enquête coût de la vie—156; entrepôts frigorifiques en Nouvelle-Ecosse—156; examen agents Intercolonial—157; fourniture chaussures pour milice—158; fourniture glace Intercolonial—158; fourniture effets destinés gendarmerie à cheval du N.-O.—158; gratification vétérans invasion féniennne—159, 164; grève mineurs de l'île Vancouver—159; houille pour dragues Colombie-Anglaise—160; ingénieur de l'île Vancouver—161; inspection poids et mesures—161; instructions à H. P. Duchemin—161; employés sur le *Scotia*—162; licences accordées sous régime *modus vivendi*—163; licences pour viviers à homards—163; maîtres poste d'Indian-Harbour et Liscombe—164; parcours en milles chemin de fer baie d'Hudson—166; pêche chalutiers à vapeur littoral Atlantique—166; préparation et traitement du poisson—168; privilège cabotage—168; publication avis d'adjudication—169; quai public Cole-Harbour—169; quais dans comté Guysborough—170; rémunération à H. P. Duchemin—171; réparations aux steamers de l'Etat—171; renvois de fonctionnaires—171; plainte contre C. McPherson—172; salle exercices militaires Kamloops, d'Edmonton—172; service postal entre Edson et Grande-Prairie—173; taxe minima transport colis sur Intercolonial—173; service postal Edmonton à Fort-George—173; statistiques de la pêche maritime—175, 176; steamer *Canada*—176; subventions aux chemins de fer—176; subventions provinciales—176; tarif de l'Intercolonial—176; trafic de l'Intercolonial—177; transgression loi pêcheries—177; travaux port Red-Head—178; usines réduction Canso et Clark's-Harbour—178; wagons glacières Intercolonial—179; résolution prime aux volontaires—181; exportation du pétrole—184; prohibition des allumettes à phosphore blanc—189; résolution transport du poisson—212; affaire Jollotta—231; gaspillage ministère Milice—242; bulletin des pêcheries—245, 251; service d'aides de la navigation sur le littoral—253; inscription des vaisseaux—254; écoles de navigation—255; embargo sur le bétail—254; acte bravoure capitaine Murdock—255; transport du poisson—257; remarques sur discours du budget—269, 270; discussion du tarif—277.

SMITH, WILLIAM (*Ontario-sud*).

Bill compagnie du chemin de fer du Sud de l'Ontario—64; remarques au sujet du Canadian-Northern—78; résolution aide Canadian-Northern—196; élevage des chevaux—247; remarques sur discours du budget—269

SMYTH, WILLIAM R. (*Algoma-est*).

Bill The Thessalon and Northern Railway Company—70.

SPROULE, hon. THOMAS S. (*Grey-est*).

Commission des Champs de bataille à Québec—25; loi des juges—32; loi des postes—57; bill All Red Line Railway Company—71; loi sur les chemins de fer—72; rapport divorce Vineberg—75; interprétation de l'article 17 du règlement—76, 85; questions irrégulières—76; rejet d'une pétition—77; discours d'ouverture et de prorogation—77; élections contestées—77; nouveaux députés—77; vacances—77; privilège d'un député de poser des questions—78; bureau de poste de la Chambre des communes—80; câblogramme à sir Edward Carson—80; compte rendu des Débats—82; fermeture bibliothèque et salle lecture jours de fête—83; insertion des réponses dans Débats—85; indemnité veuve Napoléon Jallet—85; qualité de la papeterie de la Chambre des communes—89; service mandats-poste à la Chambre des communes—90; démission hon. F. D. Monk—93; élection contestée Lotbinière—93; nominations personnel Chambre des communes—93; sanction royale—93; nomination de traducteurs—118; résolution produits étrangers importés en Canada et gages des ouvriers—211; sanction royale—213; nomination traducteur en chef des Débats—260.

STEELE, MICHAEL (*Perth-sud*).

Résolution pollution des eaux navigables—190; remarques sur discours du budget—270.

STEVENS, HENRY H. (*Vancouver*).

La naturalisation—36; bill chemin de fer Nord-Canadien—38; loi des sauvages—49; bill Burrard Inlet Tunnel and Bridge Company—59; bill Vancouver Life Insurance Co.—70; loi sur l'immigration—73; bill prêteurs d'argent—74; immigration des Hindous—84; immigration asiatique—111, 112; chemin fer Alaska-Yukon—149; relations du travail avec le capital—244; mineurs de la Colombie-Anglaise—244; remarques sur discours du budget—274.

STEWART, THOMAS J. (*Hamilton-ouest*).

Bill divorce Richardson—66; dépenses conférences impériales—152.

SUTHERLAND, DONALD (*Oxford-sud*).

Loi des grains—31; bill primes aux volontaires—44; bill déposants de la Farmers Bank—54; remarques au sujet du Canadian-Northern—78; noms fondateurs association National Live Stock Exchange—124; employés placés par agents gouvernement—129; stations agronomiques—220; remarques sur discours du budget—272.

THOBURN, WILLIAM (*Lanark-nord*).

Bill divorce Vineberg—71; amendement rapport divorce Vineberg—75; jugement Haultain, cause des compagnies—85.

THOMPSON, ALFRED (*Yukon*).

Bill association d'ambulance Saint-Jean—58; administration gouvernement territoire Yukon—236; rendement de l'or—236; poste aux colis au Yukon—236; réseau télégraphique jusqu'à rivière Mackenzie et île Archel—239; recherche des gîtes sables bitumeux—243; remarques sur discours du budget—272.

THOMSON, LEVI (*Qu'Appelle*).

Adresse en réponse au discours du trône—15; la naturalisation—36; bill produits de la laiterie—43; bill déposants Farmers Bank—55; abolition de la peine de mort—74; salles occupées par députés dans édifice Parlement—172; résolution aide Canadian-Northern—202; résolution droits de douane sur machines agricoles—208; politique et fonctionnaires publics—259; remarques sur discours du budget—272.

THORNTON, CHARLES J. (*Durham*).

Résolution prohibition des cigarettes—212.

TOBIN, EDMUND W. (*Richmond et Wolfe*).

Destitution J. R. Denison—126, 172, 250; terrains donnés aux compagnies ch. de fer—139; subventions en terrains—143; édifices publics East-Angus, Mégantic, dans Richmond et Wolfe, d'Israël, dans Cantons Est—154; emploi Girard ancien député—155; ferme expérimentale Cantons de l'Est—157; salles d'exercices militaires Bury—172; station agronomique Lennoxville—175; traitement officiers et inspecteurs d'accise—214; l'alcool dans les camps militaires—240; courrier Saint-François-Xavier à Windsor—250; destitution maître poste de Richmond—251.

TRUAX, RUBEN E. (*Bruce-sud*).

Nombre wagons particuliers du gouvernement—141; présentation des députés—141; bureau poste Chesley—145; réclamations des douanes—170.

TURGEON, ONESIPHORE (*Gloucester*).

Adresse en réponse au discours du trône—11; chemin de fer de la Vallée du Saint-Jean—19; industrie canadienne du fer et de l'acier—22; représentation à la Chambre des communes—47; victimes tempête dans baie des Chaleurs—92; administration chemin de fer Intercolonial—94; budget chemin de fer et canaux—98; service postal transatlantique—115; brise-lames Green-Point—121; commis stagiaires bibliothèque Parlement—123, 141; dragage port Bathurst—128; élevage du saumon—128; ingénieurs de l'Intercolonial—131; phare à Grande-Anse—134; port de Bathurst—134, 153, 167; sable et boue chenal Bathurst—137, 148; taux transport entre Bathurst et autres points Intercolonial—138; douaniers à Gloucester, N.-B.—153; enlèvement an-

- TURGEON, ONESIPHORE** (*Gloucester*)—Suite.
cienne superstructure pont Québec—156; emploi S. King, W. Aird et T. Williams—178; résolution représentation sénatoriale—204; fonctionnaires publics et élections municipales—216; réforme service civil extérieur—231; affaire James Doucet—246; écoles de navigation—255; remarques sur discours du budget—269.
- TURRIFF, JOHN G.** (*Assiniboine*).
Baux d'irrigation—121; destitution maître poste Fletwode—127; saisie de chevaux—137; évaluation instruments aratoires pour fins de douanes—157; remarques sur discours du budget—265, 266; discussion du tarif—276.
- VERVILLE, ALPHONSE** (*Maisonneuve*).
Adresse en réponse au discours du trône—14; amendement bill chemin de fer Nord-Canadien—38; bill code criminel—72; usage inconsideré des armes à feu—72; bill journée de travail dans les travaux publics—73; abolition de la peine de mort—74; règlement de la Chambre et les quatre premières semaines de la session—89; conflits ouvriers de l'île de Vancouver, motion—103; commandes département Milice uniformes—123; coût entretien milice, île Vancouver—129; industries de lainage en Canada—131; bureau poste Maisonneuve—146; canal Lachine—147; bureaux placement particuliers—147; canal Chambly—147; destitution Parent—152; emploi H. T. Smith—155; fabriques sur le canal Lachine—157; greve de l'île Vancouver—159; importation ouvriers dans Colombie-Anglaise—160; ingénieur résident travaux publics à Montréal—161; renseignements "Latin South America and West Indies Trade Development Association"—163; loi différends industriels—163; salaires ouvriers constructions en fer—165; personnel travaux publics à Montréal—167; salaire ouvriers travaux publics—172; surintendant des pilotes à Montréal—176; résolution aide Canadian-Northern—198; résolution salaires service civil—203; traitements officiers et inspecteurs d'accise—214; les sans-travail au Canada—237; fausses promesses aux immigrants—244; propagande déplacée—237; différends industriels—239; les charpentiers de Montréal—239; les ouvriers et la milice—241, 242; application loi conciliation et du travail—245; situation minière dans l'Ouest—245; amendement au bill concernant l'aide au Canadian-Northern—278; motion concernant conflits ouvriers de l'île Vancouver—279.
- WALKER, HENRY J.** (*Northumberland-est*).
Remarques au sujet du Canadian-Northern—78.
- WALLACE, THOMAS G.** (*York-centre*).
Jour Victoria—162.
- WARNOCK, DAVID E.** (*Macleod*).
Adresse en réponse au discours du trône—16; bill The Canadian Alberta Railway Co.—69; destitution W. J. Hyde—127; élevage des chevaux dans l'Ouest—246; remarques sur discours du budget—269.
- WEBSTER, JOHN** (*Brockville*).
Remarques sur discours du budget—268.
- WEICHEL, WILLIAM G.** (*Waterloo-nord*).
Exposition de San Francisco—19; bill compagnie du chemin de fer Berlin, Waterloo, Wellesley au lac Huron—63; association canadienne du centenaire de la paix—79; remarques sur discours du budget—260.
- WHITE, GERALD V.** (*Renfrew-nord*).
Bill chemin de fer de l'Ontario-Central—61; bill compagnie du chemin de fer Sudbury Kcpawa et à Belle-River—64; canal de la baie Georgienne—108; canal Welland—
- WHITE, WILLIAM H.** (*Victoria, Alta.*).
Bill terres fédérales—40; résolution droits de douanes sur machines agricoles—209; politique et les fonctionnaires publics—
- WHITE, hon. WM. THOS.** (*Leeds*).
Adresse en réponse au discours du trône—10; industrie canadienne du fer et de l'acier—21, 22; bill assurance du service civil—24; bill compagnies de trust—24, 25; bill compagnies de prêts—25; bill commission Champs de bataille à Québec—25; modifications à la loi des douanes—28; bill tarif douanier—28; loi des finances—30; bill ch. de fer Nord-Canadien—36; loi sur le contrat d'assurance—50; bill déposants de la Farmers Bank—50, 51, 55; bill pension de retraite du personnel administratif—55; bill relatif au personnel des services administratifs—51; bill Prudential Life of Canada—68; bill The Sterling Trusts Corporation—70; droit sur l'acier de charpente—77, 78; obligations Canadien-Nord—81; déposants des banques—82; faillites de banques—82; documents banque Farmers—82; faillite banque Madoc—83; placement d'un emprunt fédéral—88; budget 1913, 1914, 1915—92; résolution remise sur fer en gueuse—180; loi des finances—182; pensions et fonds de retraite du service civil—187; déposants de la Farmers Bank—187; assurance du service civil—190; résolution aide Canadian-Northern—196, 197; résolution salaires du service civil—202; résolution création pension à la vieillesse—211; intérêt sur économies déposées caisses d'épargnes postales—235; agrandissement futur d'Ottawa—252; discours du budget—263, 264; discussion du tarif—274, 275, 276, 277.
- WILCOX, OLIVER J.** (*Essex-nord*).
Commission enseignement technique—150; remarques sur discours du budget—266.
- WILSON, CHARLES A.** (*Laval*).
Représentation à la Chambre des communes—47; abolition de la peine de mort—74; privilège d'un député de poser des questions—78; condamnations à la peine capitale—110; dragage rivière des Prairies—111, 261; immeubles occupés par gouvernement à Montréal—131; enquête sur pénitenciers—156; loges orangistes de Collingwood—164; voyage Dr J. N. Roy—172; immigration d'Italie—238; traitement des juges—248; motion privilège des députés de poser une question—279.
- WRIGHT, WILLIAM** (*Muskoka*).
Discussion du tarif—275.